HISTOIRE
DU PARTI DU TRAVAIL
D'ALBANIE

HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

HISTOIRE
DU PARTI DU TRAVAIL D'ALRANIE

Seconde édition

INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES
PRES LE COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

EDITIONS «8 NËNTORI»
TIRANA, 1982

L'HISTOIRE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE A ETE PREPAREE PAR L'INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-LENINISTES ET ELLE EST PUBLIEE PAR DECISION DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

INTRODUCTION

La période qu'inaugure la création du Parti du Travail d'Albanie (PTA) est la plus lumineuse de l'histoire séculaire du peuple albanais. Elle est marquée par de profondes transformations révolutionnaires d'ordre politique, économique, social et culturel dans la vie du pays, par de grandes victoires d'importance vitale, qui ont mis un terme à l'oppression et à l'exploitation des larges masses populaires et assuré l'essor rapide et ininterrompu du pays dans la voie du socialisme.

Ces victoires ont été remportées par le peuple albanais, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie. Avec la formation du Parti, est née du sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses, dans le feu de la lutte contre les occupants fascistes et les traîtres au pays, une direction nationale révolutionnaire, résolue à défendre jusqu'au bout les intérêts du peuple et capable de lui assurer sa libération nationale et sociale.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours eu pour unique et sûre boussole le marxisme-léninisme. Il a constamment tenu haut levé le drapeau de combat des idées immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline. Sa fidélité au marxisme-léninisme est la source de sa force inépuisable, de sa sagesse et de sa clairvoyance, de son courage et de sa détermination à surmonter obstacles et difficultés et à marcher avec une confiance inébranlable vers la complète réalisation des tâches et objectifs qui constituaient son programme.

Si le Parti du Travail d'Albanie a victorieusement mené à bien les grandes tâches qui se posaient à lui, c'est parce qu'il s'est fermement appuyé sur le peuple, dont il a hérité les magni-

fiques traditions patriotiques et révolutionnaires. Dans sa lutte contre le joug étranger et l'oppression sociale, le peuple albanais a témoigné avec une grande force son amour infini pour la Patrie, sa profonde aversion contre la servitude et l'oppression; il a fait preuve d'ardentes aspirations et d'une volonté inflexible de progrès, d'une confiance absolue en la victoire, d'une vaillance sans pareille dans la lutte inégale contre l'ennemi, de générosité et d'un attachement sincère pour ses amis et ses compagnons de lutte, et d'une ferme intransigeance à l'encontre des ennemis et des traîtres. Il a été contraint de se battre contre des ennemis nombreux et féroces pour défendre son existence et son avenir, pour échapper à l'anéantissement comme peuple et comme nation. La résistance que les Albanais ont opposée à l'ennemi et les luttes qu'ils lui ont livrées ont toujours eu un caractère populaire, de libération. Leurs guerres ont été justes. Les traditions patriotiques de progrès et la riche expérience historique du peuple ont servi de très solide appui à l'activité du Parti. Héritier de ces traditions, le Parti a élaboré cette expérience séculaire à la lumière des enseignements marxistes-léninistes et il l'a matérialisée dans son activité révolutionnaire. Sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie, sont apparues dans toute leur force les hautes vertus morales du peuple; sa vitalité en tant que nation s'est vivifiée, ses traditions patriotiques et révolutionnaires sont devenues une grande force motrice dans la lutte pour la libération de la Patrie et l'édification du socialisme.

Le Parti a rattaché la lutte pour la liberté et l'indépendance à la lutte contre les classes exploiteuses pour l'instauration de la dictature du prolétariat, pour l'abolition de toute exploitation, pour l'édification du socialisme. Sous la conduite du Parti, le patriotisme populaire a grandi et s'est transformé en patriotisme socialiste. L'amour de la Patrie s'est allié de façon organique à l'attachement et à la fidélité au pouvoir populaire, au socialisme.

Eclairé par les enseignements du marxisme-léninisme, se fondant sur l'expérience de la lutte révolutionnaire des masses populaires, s'appuyant vigoureusement sur le peuple qui lui a donné naissance et l'a élevé, se guidant sur les nobles idéaux de service loyal du peuple et du socialisme, le Parti du Travail d'Albanie a réussi à élaborer et à appliquer constamment une ligne générale juste, et il a acquis la maturité qui lui permet de s'orienter en toute situation. Il a toujours rempli avec honneur

ses devoirs à l'égard de la classe ouvrière et de son peuple, ainsi qu'envers le mouvement international communiste et ouvrier.

Le Parti est devenu la seule force dirigeante du peuple albanais dans la lutte pour l'indépendance nationale et la liberté, pour la démocratie et le socialisme. Il a organisé et dirigé la Lutte antifasciste de libération nationale, la lutte victorieuse la plus glorieuse qu'ait jamais menée le peuple albanais. Il a organisé et dirigé la reconstruction du pays ravagé par la guerre, et le développement social, économique et culturel de l'Albanie sur la voie du socialisme.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'histoire d'un parti marxiste-léniniste révolutionnaire qui a résolu les problèmes vitaux que sont pour le peuple:

l'abolition de toute dépendance politique et économique à l'égard des puissances étrangères impérialistes et l'accession à une pleine indépendance nationale;

le développement ininterrompu de la révolution populaire, de l'étape anti-impérialiste démocratique à l'étape socialiste;

rétablissement et la consolidation de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie laborieuse et les autres masses populaires du pays, l'union en un front commun de ces masses autour du Parti et sous la direction unique de celui-ci;

l'établissement, le renforcement et le perfectionnement incessants du pouvoir de démocratie populaire en tant que forme de la dictature du prolétariat;

la liquidation du retard économique, social, culturel et technique séculaire du pays, son passage de l'état arriéré semi-féodal au socialisme, en sautant la phase du capitalisme avancé;

la mise sur pied et le développement d'une industrie socialiste en tant que force directrice de l'économie nationale;

la collectivisation de l'agriculture, son développement et sa mécanisation;

la liquidation, en tant que classe, des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme; l'édification de la base économique du socialisme dans les villes et les campagnes;

la formation de cadres nouveaux pour les différentes branches de l'économie et de la culture, la création d'une intelligentsia socialiste;

l'éducation révolutionnaire des travailleurs et leur formation selon la conception scientifique marxiste-léniniste; le dévelop-

pement ininterrompu de la révolution dans le domaine idéologique et culturel;

la défense de la patrie socialiste contre les visées et les menées hostiles des impérialistes, des révisionnistes et de leurs instruments;

rétablissement de nouvelles relations de l'Etat albanais avec les autres pays sur la base de l'égalité, du respect de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale de chaque pays, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage réciproque;

le maintien d'une unité idéologique et organisationnelle monolithique des rangs du Parti;

l'établissement et le maintien conséquent de rapports fraternels entre le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis marxistes-léninistes sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien; la sauvegarde de l'indépendance du Parti contre les visées et les menées chauvines de grande puissance des révisionnistes yougoslaves, khrouchtchéviens et chinois.

Le Parti du Travail d'Albanie conduit le peuple albanais avec fermeté et une confiance inébranlable sur la voie du socialisme, en résolvant des problèmes considérables et complexes, qui se rattachent au développement de la révolution socialiste jusqu'à son accomplissement dans tous les domaines, politique, économique, social, idéologique et culturel, à la lutte pour la défense du marxisme-léninisme contre l'idéologie bourgeoise et tous les courants du révisionnisme moderne.

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est une école d'application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions de l'Albanie et dans des circonstances internationales données. L'étude de cette histoire est une importante composante de l'étude du marxisme-léninisme par les membres du Parti et tous les travailleurs du pays.

Le camarade Enver Hoxha a défini l'histoire du Parti du Travail d'Albanie comme «une arme idéologique et politique puissante et acérée pour la trempe révolutionnaire des communistes, de la classe ouvrière, du peuple tout entier, pour la solution des grands problèmes actuels. La grande œuvre du Parti n'est pas seulement l'œuvre des communistes, elle est aussi celle de la classe ouvrière, de la paysannerie travailleuse, des intellectuels patriotes. Tous, par leur sang versé et par leur

labeur, ont apporté leur contribution à l'élaboration de l'histoire du Parti».*

* * *

L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie comporte trois périodes principales.

La première période commence avec les débuts du mouvement ouvrier et la naissance du mouvement communiste organisé, et elle aboutit à la fondation du Parti communiste d'Albanie (novembre 1941).

La deuxième période embrasse l'activité menée par le Parti en vue d'organiser et de conduire la Lutte de libération nationale du peuple albanais contre les occupants fascistes et les traîtres et d'assurer la victoire de la révolution populaire (novembre 1941 - novembre 1944).

La troisième période est celle de la lutte du Parti, en tant que parti au pouvoir, pour l'édification et le développement de la société socialiste.

* * *

La seconde édition *de l'histoire du Parti du Travail d'Albanie englobe l'activité du Parti jusqu'en 1980. La première édition a été, pour la période concernée, l'objet d'une série de retouches de caractère rédactionnel qui n'en affectent ni la structure ni le contenu dans son ensemble. Ces retouches consistent dans des abrègements et dans certaines précisions apportées sur la base de documents.*

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé le 4 novembre 1968, à l'occasion de la première édition de l'Histoire du PTA, «Zëri i popullit», 5 novembre 1968.

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE POUR LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS

(1929—1941)

1. DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER. CROISSANCE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET ANTI-IMPERIALISTE DANS LE PREMIER QUART DU XXe SIECLE

La domination ottomane en Albanie dura près de cinq siècles. Ce fut une période de régime féodalo-militaire, de féroce oppression nationale, d'implacable exploitation féodale, de fréquentes guerres dévastatrices et de grande régression dans le domaine de l'instruction et de la culture. Mais ce fut aussi une période de lutte indomptable du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance nationale, pour son développement matériel et moral, pour la justice sociale. Cette lutte fut le facteur déterminant qui conduisit à la proclamation de l'indépendance de l'Albanie, le 28 novembre 1912.

La proclamation de l'indépendance et la création de l'Etat national étaient des événements de grande portée historique pour les Albanais. Mais en fait ce furent les gros propriétaires fonciers et la bourgeoisie qui se mirent à la tête de cet Etat. Le peuple, qui avait combattu et versé son sang, n'échappa point à l'oppression et à l'exploitation que faisaient peser sur lui les classes dominantes. En outre, les puissances impérialistes, de concert avec les Etats bourgeois voisins qui poursuivaient une politique chauvine, non contents d'avoir, en 1913, démembré

l'Albanie en l'amputant de la moitié de ses territoires, ne renoncèrent pas à leurs desseins de l'effacer complètement de la carte politique des Balkans, ou de l'assujettir.

L'Albanie, pays agraire semi-féodal

A la proclamation de son indépendance, l'Albanie était un pays agraire arriéré. Bien que des rapports de production capitalistes eussent commencé à se développer dans les villes, et, dans une moindre mesure, dans les campagnes, ceux-ci en étaient généralement à leur phase initiale. Le système des *tchifliks*[1] était répandu dans les zones de plaines et moins largement dans les régions montagneuses; des survivances patriarcales subsistaient encore dans la vie sociale, en particulier dans celle des hautes régions du Nord.

La paysannerie constituait quelque 90 pour cent de la population, et les paysans pauvres, à eux seuls, 77 pour cent de cette couche. L'injuste répartition des terres, l'exploitation impitoyable des masses paysannes par les grands propriétaires terriens, les gros marchands et les usuriers, les institutions religieuses et l'Etat, ainsi que l'utilisation de méthodes et d'instruments primitifs de travail dans l'agriculture étaient à l'origine de la grande pauvreté et de la détresse de ces masses. De plus en plus démunis, un grand nombre de paysans pauvres se muaient en journaliers et une partie d'entre eux prenaient le chemin de l'émigration.

Les villes, généralement petites, étaient économiquement et socialement peu développées. On relevait encore des survivances moyenâgeuses dans leur mode de vie. Le type de production qui y prévalait était celui de la petite production artisanale. Toutefois, dans les principales villes, et notamment à Shkodër, à Berat, à Elbasan et à Korçë, des manufactures capitalistes avaient vu le jour dès le XIXe siècle. L'accroissement de la production marchande et l'élargissement du marché avaient permis à la bourgeoisie marchande d'accumuler des capitaux importants. Mais, généralement, elle ne les investissait pas dans l'industrie. Ainsi, dans le jeune Etat albanais, on ne comptait que 25 petites fabriques et ateliers. Ces entreprises étaient pourvues d'un outillage primitif et elles employaient un petit nombre d'ouvriers, au total environ 150 personnes.

Dans les dix premières années qui suivirent la procla-

1 Grands domaines exploités en métayage.

mation de l'indépendance, les rythmes de l'expansion industrielle furent extrêmement lents. Il fut mis sur pied un très petit nombre de nouveaux établissements, fabriques ou ateliers, mais même les plus importants d'entre eux n'employaient pas plus de 30 ouvriers. Les ouvriers étaient en majeure partie occupés dans des salines, scieries et entreprises du bâtiment, ainsi que dans les mines de bitume de Selenicë (Vlorë) alors gérées par des concessionnaires étrangers.

La majorité des ouvriers employés dans les entreprises capitalistes étaient des ouvriers saisonniers. Leur travail à la ville fini, ils retournaient au village et s'adonnaient à l'agriculture. Les ouvriers des fabriques et des mines étaient tous d'origine artisanale ou paysanne. Ils ne formaient pas encore une classe dotée d'une conscience politique de classe.

Les ouvriers étaient cruellement exploités par les propriétaires capitalistes. La journée de travail atteignait dix, et, dans bien des cas, quatorze heures, pour des salaires très bas, qui suffisaient à peine aux ouvriers à pourvoir à leur subsistance et à celle de leur famille. De surcroît, ces salaires n'étaient nullement assurés. L'augmentation continue de la main-d'œuvre disponible permettait aux capitalistes de baisser les salaires ou d'en retarder arbitrairement le paiement pendant des mois. Il n'existait aucune loi de protection du travail et les patrons ne prenaient aucune mesure pour la sécurité des ouvriers.

Aux ouvriers des fabriques s'ajoutait la masse des apprentis employés dans les ateliers artisanaux et des commis des commerçants. L'exploitation dont ils étaient l'objet était encore plus pénible, car elle se combinait avec des formes et des méthodes moyenâgeuses. Outre leur travail à l'atelier ou au magasin, ils devaient s'acquitter d'une foule d'autres services pour leur patron.

Dès les premières années de notre siècle, les apprentis avaient commencé à lutter de manière plus ou moins organisée contre l'exploitation dont ils étaient l'objet de la part des propriétaires d'ateliers artisanaux et des commerçants. Ce mouvement, qui se développa principalement à Shkodër, avait cependant un caractère local et spontané. Les idées socialistes qui se répandirent en ces circonstances étaient généralement dénaturées et dégénéraient dans certains cas en «socialisme» petit-bourgeois. Les premières organisations ouvrières revêtaient le caractère de sociétés mutualistes et luttaient peu

contre l'exploitation. A ces organisations participaient aussi des artisans établis à leur compte, qui avaient besoin, pour sauvegarder la petite production, de l'appui des apprentis dans la lutte contre la bourgeoisie marchande et les propriétaires des manufactures. Au reste, ces organisations n'étaient guère durables.

Dans les conditions de la domination étrangère, le mouvement ouvrier revêtit aussi un caractère patriotique fortement prononcé.

Les événements qui survinrent aussitôt après la proclamation de l'indépendance, en 1912, ne permirent pas un développement normal de l'Etat albanais. Les luttes politiques à l'intérieur du pays, dans les années 1913-1914, et le déclenchement de la Première Guerre mondiale en août 1914 créèrent pour les puissances impérialistes et les Etats chauvins limitrophes une occasion propice à la réalisation de leurs desseins à l'égard de l'Albanie. Celle-ci fut convertie en un champ de bataille, où se heurtaient les intérêts politiques et militaires des. Etats belligérants. Par l'accord secret qu'elles conclurent en avril 1915, les puissances impérialistes de l'Entente convinrent de supprimer l'Albanie en tant qu'Etat indépendant et de démembrer son territoire. Les armées des puissances impérialistes maintinrent occupé tout le pays jusqu'à la fin du conflit.

Les invasions étrangères et les hostilités qui se déroulèrent sur son sol causèrent au peuple albanais d'immenses malheurs. L'économie du pays fut ruinée. Des villages entiers furent dévastés et incendiés. La disette sévit sur tout le pays. Les épidémies décimèrent la population.

L'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Albanie

A l'époque où le peuple albanais souffrait sous l'oppression et le mépris dont il était l'objet, alors que ses droits étaient cruellement foulés aux pieds par les impérialistes, un grand événement secoua le monde: la victoire de la grande Révolution socialiste en Russie.

Le 7 novembre 1917 (25 octobre selon le calendrier julien), la classe ouvrière et la paysannerie pauvre de Russie, conduites par le Parti bolchévik ayant à sa tête Lénine, renversèrent le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers et instaurèrent la dictature du prolétariat. Le drapeau du socialisme était hissé sur un sixième du monde.

La révolution socialiste en Russie inaugura une nouvelle époque dans l'histoire universelle, l'époque du renversement du capitalisme et de la victoire de l'ordre socialiste, l'époque des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes et des révolutions de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, l'époque de la création du front unique révolutionnaire des prolétaires et des peuples opprimés de tous les pays contre l'impérialisme.

La victoire du Grand Octobre était la victoire du marxisme-léninisme.

Le retentissement de la Révolution d'Octobre atteignit aussi l'Albanie. Les idées de cette Révolution et la politique poursuivie par le gouvernement soviétique influèrent sur la croissance du mouvement de libération nationale, pour la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays, et sur l'extension du mouvement révolutionnaire démocratique.

La divulgation par le gouvernement soviétique des traités secrets conclus par les puissances impérialistes revêtit une importance particulière à cet égard. Un de ces documents, rendus publics sur décision du IIe Congrès des Soviets, était le traité secret de Londres, d'avril 1915, aux termes duquel l'Albanie devait être partagée entre l'Italie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce. La teneur de ce traité ne tarda pas à être connue en Albanie. Un puissant flot de colère s'empara du peuple albanais. Le mouvement de libération anti-impérialiste pour assurer la liberté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays, mouvement dirigé contre le traité de Londres, prit une grande ampleur. Le Congrès national anti-impérialiste de Lushnjë, réuni en janvier 1920, et la lutte héroïque livrée durant l'été de la même année contre les occupants impérialistes italiens et qui aboutit, à l'issue de la victorieuse bataille de Vlorë, à leur expulsion d'Albanie, témoignaient de l'ardent patriotisme du peuple albanais, ainsi que de l'influence de la politique léniniste anti-impérialiste.

Au lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre, les nouvelles des victoires des bolchéviks russes commencèrent à se répandre largement dans les rangs des ouvriers, des artisans et des intellectuels albanais. Le nom de Lénine devint le symbole des «nobles principes d'humanité», de la société nouvelle, sans exploiteurs ni exploités. Les premières brochures traitant de l'Union soviétique et du communisme parvenaient de l'étranger et étaient lues dans des cercles restreints d'intel-

lectuels et d'ouvriers. Les idées d'Octobre se répandirent parmi les masses déshéritées surtout citadines.

La Révolution de Juin 1924

Après l'expulsion d'Albanie des forces impérialistes étrangères et des forces chauvines des pays voisins, la lutte pour l'instauration de l'ordre démocratique et en particulier pour le règlement de la question agraire surgit au premier plan de la vie politique et sociale. Les masses paysannes et les petites gens des villes, y compris les ouvriers, participaient à cette lutte.

La classe ouvrière n'avait pas encore atteint le degré de maturité idéologique et politique qui lui aurait permis de créer sinon son parti, du moins ses organisations professionnelles. C'est pourquoi, le mouvement ouvrier dans son ensemble ne réussit pas à surmonter ces faiblesses initiales. Les nouvelles sociétés qui se constituèrent dans les années 1920-1923 gardaient un caractère de sociétés d'assistance aux artisans et aux ouvriers et n'avaient jamais une activité durable. Aux côtés des apprentis, les ouvriers de quelques fabriques ou de quelques mines commencèrent, eux aussi, à se mettre en mouvement. Mais leurs grèves, toujours spontanées, n'avançaient que des revendications purement économiques. En même temps, après la Révolution d'Octobre, l'activité contre-révolutionnaire des classes dominantes, gagna encore en ampleur.

Le mouvement ouvrier s'intégra dans le vaste mouvement populaire qui embrassa tout le pays. La paysannerie et les couches urbaines pauvres, sur lesquelles pesaient l'oppression et l'exploitation féroces des propriétaires fonciers et des bourgeois, en constituaient la force principale. Les masses protestaient contre la politique antipopulaire du gouvernement, elles demandaient qu'on leur assurât le pain, que l'on ouvrît les entrepôts des spéculateurs et supprimât les droits de douane élevés sur les céréales. Dans certains cas, elles forcèrent ces entrepôts, se saisirent du grain et le distribuèrent gratuitement.

La lutte pour la terre se traduisait dans bien des cas par des actions violentes des paysans qui tentaient de l'arracher aux grands propriétaires fonciers et à l'Etat. Le règlement de la question agraire en Russie soviétique encouragea par ailleurs la lutte antiféodale. Dans un pays agricole arriéré comme l'était

l'Albanie, le bolchévisme signifiait avant tout l'abolition sans indemnité de la grande propriété terrienne et la remise gratuite des grands domaines aux paysans. Toutefois, ces revendications fondamentales des paysans ne furent pas appuyées par les groupes politiques bourgeois alors à la tête du mouvement démocratique. Ces groupes avaient de la réforme agraire une conception étroite. Leur seul objectif était de concilier les intérêts des paysans travaillant la terre avec ceux des grands propriétaires fonciers et d'«améliorer» la condition des premiers sans léser la classe des seconds.

Les revendications fondamentales des paysans pour la terre ne furent soutenues que par la société «Bashkimi» qui rassembla des démocrates révolutionnaires, pour la plupart des intellectuels issus de la petite-bourgeoisie. Cette organisation mit en avant les problèmes politiques et sociaux les plus urgents.

La montée du mouvement conduisit au printemps 1924 à la création d'une situation révolutionnaire. L'assassinat d'Avni Rustemi, un des dirigeants du mouvement démocratique, par la réaction latifondiaire, servit d'appel à l'insurrection.

L'insurrection, qui éclata en mai, aboutit, le 10 juin 1924, à la victoire des forces révolutionnaires.

Le programme présenté par le nouveau gouvernement comprenait une série de tâches et de réformes qui visaient à engager le pays sur la voie de son développement démocratique et bourgeois. Dans le domaine politique, le programme prévoyait l'instauration de la démocratie par la voie d'élections libres et directes, la transformation de l'appareil d'Etat, civil et militaire. Dans le domaine économique et social, il avait pour objectif d'extirper le féodalisme, d'affranchir le paysan de l'exploitation dont il était victime de la part des grands propriétaires fonciers, de modifier, en faveur du peuple, le système fiscal, de faciliter l'entrée des capitaux étrangers, d'encourager et de défendre le capital national. En ce qui concerne l'instruction publique, ce programme envisageait la mise sur pied d'un système d'enseignement reposant sur des bases nationales et modernes. Dans le domaine extérieur, le gouvernement entendait suivre une politique de relations amicales avec tous les pays et en particulier avec les Etats voisins.

Ce programme reçut le soutien des larges masses populaires, qui en demandaient l'application intégrale. Il se heurta par ailleurs à la furieuse opposition des grands propriétaires

terriens du pays et à celle de la réaction impérialiste. Dans le même temps, les chefs de la bourgeoisie, effrayés par la fougue révolutionnaire des masses, se rapprochèrent des grands propriétaires fonciers et des impérialistes pour lutter avec eux contre la mise en œuvre de ce programme en exerçant une forte pression sur le gouvernement.

Dans ces circonstances, le gouvernement démocratique bourgeois, profondément ébranlé, s'avéra incapable de mener la révolution jusqu'au bout et pratiqua une politique de conciliation des classes. Il ne s'appuya pas sur les masses et ne lutta point pour mettre en pratique le programme proclamé, ce qui entraîna son isolement des masses populaires qui l'avaient porté au pouvoir.

L'attitude anti-impérialiste du gouvernement, qui relevait du caractère démocratique de son programme, eut des conséquences positives. Le gouvernement affranchit le pays de la soumission asservissante à l'Italie fasciste et repoussa les prétentions des chauvins yougoslaves et grecs à l'égard du territoire albanais. Il établit des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Toutefois, même dans le domaine de la politique extérieure, le gouvernement chancela face aux pressions de l'impérialisme anglais et américain.

Les impérialistes et les gouvernements réactionnaires des pays voisins entreprirent une vaste campagne contre le mouvement démocratique en Albanie.

Avec leur appui et le soutien direct des troupes réactionnaires serbes et de gardes blancs, les forces contre-révolutionnaires albanaises conduites par Ahmet Zogu, venues principalement de Yougoslavie, entrèrent le 24 décembre 1924 à Tirana et y renversèrent le gouvernement de Fan Noli. Le régime de Zogu accéda au pouvoir.

La révolution de Juin constituait le premier effort à l'échelle nationale pour effectuer un tournant radical de caractère démocratique anti-impérialiste dans le régime politique et social en Albanie. Si cet effort échoua, cela fut dû à l'intervention de la réaction impérialiste internationale, à l'incapacité de la nouvelle bourgeoisie nationale et à l'absence d'une direction ferme des forces démocratiques révolutionnaires.

La révolution de Juin avait été une composante active du puissant mouvement révolutionnaire des peuples qui s'était amorcé au lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre. Elle l'avait emporté cependant en un temps où les forces

de la réaction et du fascisme en Europe étaient en pleine offensive et où s'était amorcé le reflux du mouvement révolutionnaire. C'est à ce moment que l'Albanie devint un foyer révolutionnaire dans les Balkans. La victoire de la Révolution de Juin eut une portée qui dépassa les frontières du pays. Elle suscita un intérêt particulier auprès des milieux communistes et démocrates européens, qui apprécièrent justement son caractère révolutionnaire antiféodal et anti-impérialiste. Selon Georges Dimitrov, la répression de cette révolution signifiait la destruction d'une des bases du mouvement révolutionnaire dans les Balkans et l'élargissement du front de la réaction balkanique.

2. NAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Au mois de janvier 1925, la clique zoguiste proclamait la république, avec pour président Ahmet Zogu. En septembre 1928, la république était convertie en monarchie, et Zogu se couronnait lui-même roi des Albanais.

La lamentable situation économique et sociale sous le régime zoguiste

Le régime zoguiste ne cessa d'être une féroce dictature antidémocratique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie réactionnaire.

Le régime zoguiste avait pour appui intérieur les grands propriétaires terriens, la grande bourgeoisie marchande, les notables des villages et les bayraktars dans les régions montagneuses. Ce furent ces forces qui servirent de base sociale à ce régime durant les 15 années qu'il se maintint au pouvoir.

Zogu ne cessa de poursuivre une politique intérieure et extérieure antipopulaire et antinationale. La dictature de Zogu maintint intacts les rapports féodaux subsistants, elle renforça l'exploitation exercée par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, créant tout un système de spoliation des masses populaires. Elle entrava le développement économique et culturel, laissant le pays dans un état arriéré et inculte.

Zogu supprima toutes les institutions et libertés démocratiques, interdit la création de partis et d'organisations politiques, étouffa toute tentative de libre expression de la pensée et d'organisation. Il régna par des méthodes de terreur et, sous

le drapeau de l'anticommunisme, combattit toute idée progressiste.

L'appareil d'oppression du régime était corrompu de fond en comble. Il s'appuyait en particulier sur la gendarmerie et la police. L'armée, qui avait un caractère foncièrement antipopulaire, était maintenue sur pied exclusivement pour protéger le pouvoir politique des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie contre la révolte des masses laborieuses. Les forces armées étaient entièrement organisées et dirigées par des étrangers, agents de l'impérialisme.

Consciente de l'instabilité de son pouvoir, la clique zoguiste sollicita l'aide des Etats impérialistes. Au début, elle dédommagea le gouvernement yougoslave de l'appui qu'elle en avait reçu, en lui cédant une partie du territoire albanais, puis se lia avec l'Italie et l'Angleterre, deux des grandes puissances impérialistes qui s'intéressaient le plus aux Balkans en général et à l'exploitation des richesses du sous-sol albanais en particulier.

A l'égard des puissances étrangères capitalistes, Zogu pratiqua la politique de la «porte ouverte». Progressivement, cette politique se concrétisa par l'établissement de liens étroits, politiques et économiques, avec l'Italie fasciste, qui ne ménageait pas ses efforts pour soumettre totalement l'Albanie à sa dépendance. Ces liens frayèrent la voie à la colonisation fasciste. Les groupes financiers italiens mirent la main sur les principales mines, la majeure partie des travaux publics, les douanes et pratiquement sur tout le commerce extérieur du pays. Ce sont ces mêmes objectifs de rapine que poursuivait le gouvernement de Rome par les prêts à intérêt élevé qu'il accordait à la clique zoguiste et qui servaient avant tout à accroître la fortune personnelle du roi et celle des membres de son entourage. Le capital italien, devenu ainsi le véritable maître de l'économie nationale albanaise, convertit le pays en un débouché pour ses produits industriels et en une source de matières premières pour son économie.

Les accords économiques qui ouvrirent la voie à la pénétration du capital italien furent accompagnés de pactes politiques, notamment de ceux conclus à Tirana en 1926-1927, qui mirent la clique de Zogu à la remorque de l'Italie fasciste. L'Albanie se trouvait ainsi transformée en une semi-colonie de l'impérialisme italien.

La pénétration du capital étranger en Albanie imposa à l'économie du pays un caractère unilatéral. La politique colonia-

liste italienne, les survivances féodales marquées et l'absence d'une politique économique nationale stimulante étaient autant de causes qui laissèrent en fait le pays sans industrie. En 1938, il existait en Albanie quelque 300 petites fabriques et ateliers. Près de la moitié d'entre elles comptaient moins de 10 ouvriers. Ces fabriques et ateliers, ainsi que les mines, employaient environ 7.500 ouvriers. La classe ouvrière s'était agrandie et comptait maintenant quelque 15.000 personnes, mais elle restait dispersée et attachée à des formes primitives de production. Une bonne part des ouvriers étaient des apprentis artisans et des commis de commerce. Le chômage massif et l'absence de toute législation du travail permettaient aux sociétés et aux propriétaires capitalistes, avec l'appui de l'appareil d'Etat, d'exploiter les ouvriers sans merci. Dans les entreprises employant conjointement des ouvriers albanais et étrangers, les Albanais étaient sujets à une discrimination féroce. Pour un travail égal, le salaire d'un ouvrier albanais était plusieurs fois inférieur à celui d'un ouvrier italien.

Dans l'agriculture aussi, les rapports capitalistes connurent un certain développement. Mais la paysannerie aisée, bien que s'étant renforcée, ne parvint pas à se muer en une bourgeoisie agraire avancée. Les rapports capitalistes se développèrent surtout dans les fermes agricoles d'Etat ainsi que dans celles mises sur pied par les sociétés capitalistes italiennes, et qui employaient des milliers de travailleurs journaliers.

Sous le régime zoguiste, l'Albanie demeura encore le pays agraire le plus arriéré d'Europe. En 1938, près de 87 pour cent de la population occupée à la production s'adonnait à l'agriculture et 13 pour cent seulement était employée dans l'industrie et les autres branches de l'économie nationale; la production industrielle et artisanale ne constituait que 9,8 pour cent de la production générale et les revenus fournis par l'industrie représentaient 4,5 pour cent du revenu national. La forme d'économie capitaliste, qui embrassait surtout le secteur du commerce, ne réussissait pas à devenir la forme prépondérante dans l'économie nationale albanaise. Les impôts étaient lourds et ruineux pour les larges masses populaires. La pauvreté et la misère sévissaient dans tout le pays.

Le retard économique s'accompagnait d'un état de profonde régression culturelle. Plus de 80 pour cent de la population était illettrée. Le nombre des écoles était extrêmement faible, l'enseignement supérieur et les établissements culturels et

scientifiques faisaient entièrement défaut. On ne montrait aucun souci pour la santé du peuple, constamment menacé par des maladies dévastatrices.

Formation du groupe communiste de Korçë

La politique antipopulaire et antinationale du régime zoguiste suscita un mécontentement général des masses populaires. La lutte pour la réalisation des tâches démocratiques anti-impérialistes fut à nouveau à l'ordre du jour. En dépit des conditions très difficiles et de la terreur zoguiste qui sévissait dans tout le pays, cette lutte ne cessa pas. Elle fut poursuivie sous diverses formes par les forces démocratiques antizoguistes, les ouvriers et les paysans.

Dans maintes régions, les paysans se dressèrent contre les grands propriétaires fonciers qui cherchaient à les chasser par la force de leurs domaines ou à s'approprier leurs terres, et aussi contre les impôts très lourds. Cette lutte revêtit dans certains cas le caractère d'affrontements sanglants avec la gendarmerie zoguiste.

Le rôle de la classe ouvrière ne cessait de grandir. Cruellement exploités par les entrepreneurs étrangers et locaux, les ouvriers se soulevaient contre les injustices dont ils étaient l'objet, ils protestaient et se mettaient parfois en grève pour réclamer le versement régulier de leurs salaires dont le paiement était souvent différé de un ou de plusieurs mois. L'intervention des forces de la gendarmerie zoguiste obligeait souvent les ouvriers à reprendre le travail sans s'être vu reconnaître leurs droits.

C'est durant ces années que furent formées certaines organisations ouvrières comme «l'Union ouvrière» à Gjirokastër (1925), l'Association des ouvriers tailleurs «Përparimi» (le Progrès) à Tirana (1927) et «l'Union des ouvriers tailleurs» à Korçë (1927). C'étaient des associations d'apprentis qui avaient pour objectif de développer la solidarité et d'organiser l'assistance mutuelle entre les ouvriers, de restreindre, dans leurs effets, les vestiges des corporations, de résoudre les conflits entre apprentis et patrons, etc. De telles sociétés ne pouvaient jouer et ne jouèrent effectivement pas de rôle important dans l'organisation du mouvement ouvrier.

La lutte des paysans et des ouvriers eut, dès le début, un contenu antizoguiste. Mais, cette lutte, faute d'une direction révolutionnaire, était inorganisée et menée par intermittence.

Le mouvement des forces démocratiques, le regain de vitalité du mouvement ouvrier et le mécontentement général à l'égard du régime avaient d'ores et déjà créé le terrain favorable à un mouvement communiste organisé. Les écrits marxistes qui circulaient dans les milieux ouvriers, artisans et intellectuels, jouèrent un rôle important dans ce sens. Ces publications étaient apportées dans le pays par des Albanais étudiant ou travaillant à l'étranger, qui avaient embrassé les idées communistes et voulaient les propager.

En 1928, des éléments avancés, ouvriers et artisans, créèrent à Korçë la première cellule communiste. Ses membres, quoique manquant d'une bonne formation théorique et politique. comprenaient que l'organisation du mouvement communiste était une condition indispensable pour que se développent avec succès le mouvement ouvrier et la lutte des masses populaires contre le régime des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Rapidement, d'autres cellules furent créées à Korçë. Ce nouvel état de choses rendit nécessaire une réorganisation du travail. A cette fin, se tint, au mois de juin 1929, une réunion des représentants des cellules communistes. C'est au cours de cette réunion que fut créé le comité directeur présidé par l'artisan Mihal Lako. La décision y fut prise d'œuvrer à la mise sur pied de nouvelles cellules. Celles-ci devaient propager les idées communistes par la voie de groupes d'éducation idéo-politique. La réunion décida également que ces cellules seraient rattachées aux masses et au mouvement ouvrier à travers des sociétés ouvrières légales. Il fut ainsi fixé pour tâche de former des sociétés ouvrières révolutionnaires qui lutteraient pour la satisfaction des revendications économiques et politiques.

La réunion de juin 1929 marque la création du groupe communiste de Korçë connu sous la dénomination du «Travail de Korçë», **et le début du mouvement communiste organisé.** Sous la conduite de son comité, le mouvement communiste de Korçë s'anima. Très rapidement, 8 cellules, comptant au total 40 membres, militaient dans la ville. Chacune d'elles dirigeait 3 ou 4 groupes de formation idéo-politique.

Le groupe communiste de Korçë était la première organisation politique révolutionnaire de la classe ouvrière albanaise.

La formation du groupe de Korçë eut lieu juste à l'époque où s'amorcait la crise économique mondiale du capitalisme,

qui devait avoir des conséquences désastreuses également pour l'Albanie. Les propriétaires fonciers, les patrons capitalistes, cherchèrent à faire retomber tout le poids de la crise sur le dos des paysans et des ouvriers. La baisse des prix des produits agricoles aggrava encore davantage les conditions déjà lamentables de la paysannerie. Cette situation contraignit nombre de paysans à abandonner leur terre et à chercher des moyens d'existence dans les villes. Les marchandises se vendant toujours plus difficilement, de nombreux artisans et petits commerçants furent ruinés. Dans le même temps, nombre de fabriques et d'ateliers suspendirent ou réduisirent leur production. Toutes ces circonstances conjuguées augmentèrent à l'extrême le nombre des sans-travail et entraînèrent une baisse des salaires. Aussi, le mouvement de grève des ouvriers pour la défense de leurs droits prit-il une grande ampleur. En 1929 et 1930, éclatèrent une série de grèves, notamment celles des ouvriers des chantiers de construction de ponts et chaussées à Librazhd, Krujë-Burrel, Shëngjin, Tirana, Vau i Dejës (Shkodër), Rubik, Sinanaj (Tepelenë), du chantier du canal d'irrigation de Kavajë, des travaux de prospection de cuivre à Pukë, des pêcheries et du transport maritime.

L'aggravation générale de la situation économique et la disette qui frappait les couches pauvres de la population accentuèrent le mécontentement envers le régime.

La croissance du mouvement ouvrier fournissait une bonne occasion au groupe communiste de Korçë d'étendre son action et de nouer des liens avec les masses. Mais, en raison de ses propres faiblesses idéologiques et organisationnelles marquées et de son manque d'expérience, il demeura à l'écart de ce mouvement. La littérature relative au communisme qui était étudiée par les membres du groupe n'était pas entièrement marxiste-léniniste. Il s'y trouvait des matériaux trotskistes, anarchistes et surtout «archio-marxistes»[1] de l'organisation d'un groupe d'intellectuels trotskistes grecs. Le groupe devait opérer un important tournant dans son travail grâce à l'aide de l'éminent militant communiste, Ali Kelmendi.

---

1 Dénomination tirée du titre du leur organe de presse «Archio Marxismou» («Les Archives du Marxisme»).

Le mouvement communiste albanais et le Komintern

A l'étranger également, des efforts étaient faits en vue d'organiser le mouvement communiste albanais. La III[e] Internationale communiste (Komintern), par l'intermédiaire de la Fédération communiste balkanique, prêta un précieux concours à l'organisation des démocrates révolutionnaires albanais, qui avaient été contraints de s'exiler au lendemain de la répression de la Révolution de Juin et de l'instauration de la dictature zoguiste.

Les enseignements qu'ils avaient tirés des événements de 1924, permirent aux démocrates révolutionnaires albanais de déterminer correctement, dans ses grandes lignes, leur orientation politique dans l'arène internationale où s'affrontaient deux forces mondiales antagonistes — l'impérialisme et le socialisme. Ils dirigèrent leurs regards vers l'Union soviétique, qu'ils considéraient comme «le défenseur naturel de tous les peuples opprimés» et vers le mouvement communiste mondial. En mars 1925, ils formaient à Vienne, en Autriche, l'organisation démocratique dénommée «Comité national révolutionnaire» (KONARE), cependant qu'un groupe de jeunes révolutionnaires, anciens membres de la société «Bashkimi» (l'Union), gagnaient l'Union soviétique. Un certain nombre d'entre eux, qui avaient embrassé les idées communistes, se mirent à fréquenter les écoles et cours politiques du Komintern afin d'y étudier le marxisme-léninisme. En août 1928, ils formèrent le groupe communiste albanais en Union soviétique, qui avait son centre à Moscou. La VIII[e] Conférence communiste balkanique, qui se réunit cette même année, donnait pour directive aux communistes albanais de mener un travail préparatoire, attentif et de longue haleine, en vue de créer dans leur pays des groupes communistes ayant pour tâche «l'organisation et l'union des éléments ouvriers et paysans les plus avancés», afin d'aboutir, par la suite, à la formation du parti communiste albanais.*

Le groupe communiste albanais en Union soviétique élabora ses propres statuts qui furent approuvés par le Komintern. Aux termes de ces statuts, le groupe avait pour tâche essentielle d'œuvrer pour la fondation du parti communiste albanais, en tant que section albanaise du Komintern.

---

* Lettre de G. Dimitrov adressée au C. E. du Komintern, 12 septembre 1929. Archives centrales du Parti (ACP)

Le groupe créa aussitôt au sein du «Comité de libération nationale» (c'était la nouvelle dénomination du KONARE après avril 1927) sa propre fraction communiste, qui s'employa à préserver l'esprit révolutionnaire de l'organisation et de son organe «Liria Kombëtare» (La Liberté nationale).

De l'application même des statuts découlait pour le groupe communiste albanais en Union soviétique la tâche de mener une activité révolutionnaire concrète à l'intérieur de l'Albanie et de venir ainsi en aide au mouvement communiste. Ali Kelmendi se signala particulièrement parmi les communistes qui, en 1930, regagnèrent leur Patrie à cette fin, et s'employa à y appliquer la ligne du Komintern.

Ali Kelmendi se mit à l'œuvre afin de créer en Albanie de nouveaux groupes communistes clandestins. C'est ainsi qu'il forma une cellule communiste à Tirana et organisa la fraction communiste au sein de la société des ouvriers tailleurs «Përparimi». Sur son initiative, des cellules communistes furent aussi mises sur pied à Vlorë, à Krujë et à Elbasan. Elles étaient généralement faibles et instables, en majorité formées d'éléments d'origine petite-bourgeoise — enseignants, petits fonctionnaires, militaires, artisans dépourvus d'une solide préparation idéologique et politique.

Ali Kelmendi établit des liens avec le groupe communiste de Korçë, qui était replié sur lui-même. Il l'aida à sortir de cette situation, l'engagea à combiner l'action illégale avec l'action légale, à participer activement aux associations ouvrières légales, à étendre son activité dans les autres villes et en particulier dans les centres ouvriers, à faire traduire des ouvrages marxistes afin d'élever la formation idéologique des communistes. Bien qu'interné par les autorités zoguistes successivement dans plusieurs villes, il s'employa à maintenir des liens avec les organisations communistes et à leur prêter toute son aide. La mesure d'internement à Korçë, dont il fut l'objet en 1932, lui permit de collaborer directement avec le groupe communiste local. La réunion élargie du comité directeur, tenue en juillet 1932, à laquelle participa Ali Kelmendi, ouvrit au groupe de plus claires perspectives. Le groupe de Korçë adopta alors une plate-forme politique et organisationnelle plus solide. En conséquence, son action aussi s'engagea dans une nouvelle phase.

Les premières organisations ouvrières dirigées par les communistes

Les communistes se mirent à la tâche pour mener une action aussi fructueuse que possible parmi les masses. La persistance de la crise économique créait des conditions favorables à une telle action. Les grèves des ouvriers se succédaient. Les ouvriers du bâtiment continuaient de se tenir à l'avant-garde du mouvement gréviste. Aussi était-il naturel que le groupe communiste de Korçë portât, avant tout, son attention sur cette catégorie de travailleurs. Sur son initiative, fut formée, en septembre 1933, à Korçë, la société «Puna» (le Travail). En faisaient partie non seulement des ouvriers, mais aussi des ouvriers-maîtres de diverses branches de la construction, exploités les uns et les autres par les entrepreneurs capitalistes. La société «Puna» était dirigée par la fraction communiste. Elle avait pour président Pilo Peristeri, membre du Comité du groupe de Korçë. Rapidement, la société rassembla dans ses rangs environ 500 membres. Afin de se soustraire aux poursuites de la gendarmerie, la société «Puna», dans ses statuts tels qu'ils avaient été entérinés par le gouvernement, apparaissait comme une société d'assistance, sans objectifs politiques. Toutefois, son programme véritable fut adopté lors d'une réunion semi-clandestine organisée par les communistes. Selon ce programme, la société «Puna» était en fait une organisation révolutionnaire qui avait pour objectifs de défendre les droits des ouvriers et de lutter en même temps contre le régime zoguiste, pour la liberté et la démocratie.

Ce premier succès encouragea les communistes du groupe de Korçë à étendre leur activité. A l'exemple de la société «Puna» et sur l'initiative des communistes, dans le courant de 1934 furent créées les organisations syndicales des ouvriers cordonniers, tailleurs, chauffeurs, etc.

Le groupe communiste de Korçë étendit aussi son influence parmi les élèves des écoles secondaires de la ville, qui se signalaient par leurs sentiments patriotiques progressistes. Une cellule communiste fut même créée avec les éléments les plus révolutionnaires.

Le groupe continuait cependant de se confiner dans la ville de Korçë. Ses liens avec les autres organisations communistes étaient faibles ou faisaient entièrement défaut. A la réunion d'août 1934, il fut décidé d'étendre l'activité communiste à

d'autres villes du pays. Malgré tout aucun succès notable ne fut enregistré dans ce sens.

L'extension de l'activité révolutionnaire du groupe de Korçë s'accompagna d'une accentuation de la lutte idéologique à l'intérieur de ses rangs. Les éléments trotskistes s'acharnèrent furieusement contre la ligne suivie par Ali Kelmendi et la partie saine du groupe. Ils cherchèrent par tous les moyens à empêcher les communistes d'étendre leur influence parmi les masses. Leur principal représentant, Niko Xoxi, visait à prendre en main la direction du groupe et à le contraindre à adhérer à ses conceptions trotskistes. Afin de justifier son travail hostile, il propageait largement la «théorie des cadres», empruntée aux «archio-marxistes» grecs. Selon cette «théorie», les communistes ne devaient pas agir, pénétrer parmi les masses et les organiser, mais demeurer enfermés dans leurs cellules et s'occuper uniquement de formation théorique.

Le groupe de Korçë ne pouvait mener son action avec succès sans frapper sévèrement le trotskiste Niko Xoxi. Aussi une réunion élargie du comité directeur décida-t-elle de l'exclure de son sein, tout en lui laissant sa qualité de membre du groupe. Cette demi-mesure lui permit, ainsi qu'aux autres éléments «archio-marxistes», d'intensifier son activité scissionniste hostile à l'intérieur du groupe et dans les rangs des sociétés ouvrières. Seul le grand travail d'éclaircissement mené par la partie la plus saine des communistes réussit à isoler presque complètement Niko Xoxi.

Participation des communistes au mouvement démocratique antizoguiste

Le mouvement communiste en Albanie s'était dès lors étendu à plusieurs villes. Dans les années 1934-1935, de nouvelles organisations communistes furent créées à Tirana, Shkodër, Fier, Vlorë, Elbasan et Gjirokastër. Mais ces organisations n'étaient pas composées essentiellement d'ouvriers, elles étaient numériquement faibles et agissaient généralement sans concerter leur action. Si elles propageaient les idées communistes, leur propagande n'en était pas moins limitée, menée par intermittence et détachée des problèmes politiques et économiques qui se posaient au pays. Les nouvelles organisations, surtout à Tirana, comprenaient aussi quelques officiers aux idées communistes.

L'Albanie offrait alors un terrain très propice au développement du mouvement communiste, ce qui, comme l'écrivait

à l'époque Ali Kelmendi, était dû «d'une part à la vitalité et au caractère irréductible de la lutte du peuple albanais contre le régime, et d'autre part à la trahison, à l'indécision et à la passivité des politiciens des autres tendances.»*

Dans ces conditions, le renforcement du mouvement communiste pouvait être assuré par l'établissement de liens solides entre les diverses organisations communistes et par la mise sur pied d'un vaste mouvement démocratique, antizoguiste et anti-impérialiste parmi les ouvriers, les paysans, les militaires, et les jeunes, qui formaient l'immense majorité de la population et avaient profondément ressenti les conséquences de la politique antipopulaire et antinationale de Zogu.

Le Comité de libération nationale, qui s'était fixé pour but d'organiser le mouvement antiféodal et antifasciste, avait, certes, mené un travail fructueux de propagande par la diffusion de journaux et de tracts, mais il était demeuré une organisation de réfugiés politiques et ne s'était pas implanté en Albanie même. Le travail clandestin sous le régime d'oppression de Zogu exigeait des sacrifices, et les dirigeants de cette organisation ne s'étaient pas montrés fort enclins à en consentir. D'autre part, les communistes, à l'intérieur de l'Albanie, en raison de leur horizon idéologique généralement restreint, n'avaient pas conscience de la nécessité urgente de créer un vaste mouvement démocratique et anti-impérialiste. Mais la haine qu'ils vouaient au régime de Zogu, leurs sentiments progressistes et révolutionnaires ainsi que leur patriotisme amenèrent les communistes à participer activement au mouvement antizoguiste des années 1934-1935.

En 1934, les rapports entre l'Albanie et l'Italie se détériorèrent gravement en raison des efforts de Zogu pour se lier avec les autres puissances impérialistes, politique qui s'opposait aux plans colonialistes de l'Italie. Le gouvernement de Rome, dans sa volonté de coloniser au plus tôt l'Albanie et de contraindre Zogu à la capitulation, dépêcha sa flotte de guerre au large de Durrës. La soumission de Zogu devant la pression italienne donna une certaine impulsion au mouvement antizoguiste. Dès le mois d'avril 1934, un groupe d'ex-officiers et d'intellectuels bourgeois avait créé une organisation secrète qui s'était donné pour but de renverser la monarchie zoguiste,

---

* A. Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.

d'instaurer le régime républicain et d'éliminer l'ingérence italienne en Albanie. Cette organisation avait limité son activité aux milieux militaires et intellectuels bourgeois. L'organisation communiste de Tirana et quelques officiers communistes connus comme militants antizoguistes adhérèrent à l'organisation secrète.

Le groupe communiste de Korçë, ayant examiné, au cours de sa réunion du mois d'août 1934, la question de sa participation éventuelle à cette organisation secrète, décida de mettre à profit cette occasion dans l'intérêt du mouvement démocratique antizoguiste et, si l'insurrection éclatait, d'y participer comme une force indépendante dotée de son propre programme. Celui-ci prévoyait: la proclamation de la république démocratique populaire; l'annulation de tous les accords asservissants qui liaient le pays à l'Italie fasciste; la suppression des monopoles et des concessions; l'amnistie pour les détenus politiques. Toutefois, le groupe de Korçë ne se mobilisa pas pour élargir ce mouvement antizoguiste et exercer son influence sur lui. Il resta dans l'expectative.

Le gouvernement de Zogu découvrit l'existence du mouvement et commença à prendre des mesures. Les chefs de l'insurrection se virent contraints de la déclencher le 14 août 1935, à Fier, avant la date préalablement fixée. Mais le soulèvement fut très rapidement réprimé par les forces gouvernementales. Le défaut d'organisation et le déclenchement prématuré de la révolte compromirent gravement le succès du plan opérationnel. Les insurgés conduits par le communiste Riza Cerova (rentré d'Union soviétique en mars 1935), n'atteignirent pas non plus leur objectif. Riza Cerova fut tué au combat par les gendarmes de Zogu, avec la conviction, comme il l'écrivait aux siens, que le peuple ne deviendrait libre que lorsqu'il aurait renversé les classes exploiteuses.

L'insurrection de Fier échoua. Elle était vouée à cette fin parce qu'elle manquait d'une saine direction révolutionnaire, d'une bonne organisation, et parce qu'elle était demeurée détachée des masses populaires urbaines et rurales, qui n'avaient pas été préparées au soulèvement. L'opposition antizoguiste bourgeoise se montra tout à fait incapable d'organiser et de diriger un mouvement populaire d'envergure. En outre, des éléments réactionnaires fascistes s'étaient mêlés au mouvement qu'ils tentèrent de mettre à profit pour la réalisation des visées de l'Italie fasciste en Albanie. Les communistes qui participèrent au mouvement, bien que résolus à le mener jusqu'au bout,

ne réussirent pas à en prendre la tête, à le préparer dans tous les domaines et à le doter d'un programme politique clairement défini. Toutes ces circonstances firent que l'insurrection aboutit à un putsch. Néanmoins, elle était une manifestation de l'irritation et du mécontentement contre le régime oppresseur des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Elle eut une portée politique et son retentissement dépassa les frontières de l'Albanie. L'opinion démocratique, dans le pays comme à l'étranger, s'éleva contre les mesures de terreur que prit Zogu après la répression de l'insurrection. Cette insurrection, comme l'écrivait Ali Kelmendi, était «le baptême du feu, un banc d'essai» pour les communistes albanais. «Cette épreuve, les communistes albanais l'ont honorablement surmontée, se montrant dignes de leurs frères communistes des autres pays.»*

3. L'EXTENSION DU MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA LUTTE CONTRE LA MENACE FASCISTE DANS LES ANNEES 1935-1939

Dans les années '30, la lutte des peuples soviétiques, conduits par le Parti bolchévik avec à sa tête J. Staline, pour la construction de la société socialiste, fut couronnée de succès. L'Union soviétique devint une grande puissance industrielle dotée d'une agriculture socialiste avancée.

Dans le même temps, la grave crise économique des années 1929-1933 avait ébranlé jusque dans ses fondements le monde capitaliste et en avait exacerbé les contradictions. Afin de remédier à cette situation difficile, la bourgeoisie impérialiste de plusieurs pays se fit le soutien du fascisme, autrement dit de la dictature la plus réactionnaire, terroriste et chauvine du capital financier. Avec l'accession des nazis au pouvoir, en 1933, un très dangereux foyer de guerre s'était créé en Allemagne. Les fascistes s'attaquèrent furieusement au mouvement ouvrier, communiste et démocratique et ils se préparaient fébrilement à des guerres d'agression. Le péril d'une nouvelle guerre mondiale devint encore plus menaçant, lors de

---

* A. Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.

l'agression de la Chine par le Japon militariste en 1931 et de celle de l'Abyssinie par l'Italie fasciste en 1935.

Le danger fasciste et celui d'une nouvelle guerre mondiale menaçaient le monde. Les puissances occidentales dites «démocratiques», comme l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, loin de prendre des mesures efficaces contre ce danger, appuyèrent la militarisation des pays fascistes, et, par la voie de l'infâme politique de «non-intervention», encouragèrent l'agression fasciste, dans le dessein de la diriger contre l'Union soviétique.

Seuls le gouvernement soviétique et les partis communistes des divers pays luttèrent de toutes leurs forces pour juguler les agresseurs.

Le VIIe Congrès de l'internationale communiste

La situation internationale posait aux partis communistes du monde entier de nouvelles tâches. Le VIIe Congrès de l'internationale communiste réuni à Moscou en juillet 1935 souligna la nécessité d'élargir le front de la lutte contre l'offensive du capital et du fascisme. A cet égard, le Congrès fixa la tâche de créer le front unique de la classe ouvrière contre le fascisme, en réalisant l'unité d'action des ouvriers et de former, sur cette base, un vaste front populaire antifasciste. Afin de mener à bien ces tâches les partis communistes devaient remédier à une série de faiblesses, comme les pratiques de travail sectaire auprès des masses, améliorer les méthodes d'agitation et de propagande, se lancer dans de hardies actions révolutionnaires. Le Congrès appela tous les peuples à mobiliser leurs forces pour venir en aide aux pays qui luttaient pour leur indépendance contre le joug impérialiste.

Les décisions du VIIe Congrès du Komintern marquaient une nouvelle étape dans le développement ultérieur du mouvement communiste et ouvrier international. Leur application créatrice dans les conditions concrètes de chaque pays frayait aux communistes la voie pour se porter à la tête des larges masses populaires et devenir la principale force dirigeante du mouvement ouvrier, démocratique et anti-impérialiste.

Ces décisions avaient une grande portée pour tous les pays, et en particulier pour ceux qui, comme l'Albanie, étaient directement menacés par le fascisme.

Les communistes à la tête du mouvement révolutionnaire grandissant

La pression de l'Italie fasciste sur l'Albanie et la soumission de Zogu conduisirent à la conclusion des accords italo-albanais du mois de mars 1936, qui marquaient un grand pas vers un assujettissement complet du pays à l'Italie fasciste.

Dans les conditions ainsi créées en Albanie, de pair avec la poursuite de la lutte contre l'exploitation capitaliste et le régime zoguiste, la lutte contre les asservisseurs fascistes prenait une importance sans cesse croissante. La bourgeoisie albanaise, étant étroitement liée au régime zoguiste, ne pouvait conduire la lutte pour la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance du pays. Même les forces démocratiques bourgeoises qui, au lendemain de l'échec de l'insurrection de Fier, poursuivirent la lutte contre le régime zoguiste et contre la soumission à l'Italie, n'étaient plus en mesure, par suite de leur manque de détermination et d'organisation, de diriger le mouvement antizoguiste et antifasciste.

La seule force révolutionnaire dans la lutte pour l'obtention des droits démocratiques et pour la défense de la liberté et de l'indépendance de la patrie était constituée alors par les communistes, qui se mirent à la tête non seulement du mouvement ouvrier, mais aussi du mouvement populaire antizoguiste et antifasciste.

L'insurrection de Fier avait ébranlé le régime zoguiste et discrédité sa politique. Le roi, comme l'écrivait Ali Kelmendi, fut contraint «d'entreprendre une manœuvre démagogique pour gagner du temps, reprendre haleine après le coup qu'il venait d'essuyer, et préparer une nouvelle offensive contre le peuple.» En octobre 1935, il installa au pouvoir un nouveau gouvernement, «libéral» cette fois, qui fit de tapageuses promesses de réformes.

Les communistes mirent à profit les libertés proclamées, quoique fort restreintes, pour prendre de nouvelles initiatives en vue d'une organisation plus poussée de la classe ouvriere, et de l'extension de leur propre influence sur les larges masses populaires.

A l'automne 1935, le plus important centre ouvrier du pays, Kuçovë (aujourd'hui Qyteti Stalin), administré à l'époque par la Société italienne du pétrole (AIPA), commença a bouger. Environ 1.600 ouvriers albanais travaillaient à l'extrac-

tion du pétrole et dans les secteurs auxiliaires. Dès le milieu de 1934, à l'initiative des communistes, un noyau clandestin pour l'organisation d'un syndicat des ouvriers du pétrole avait été formé à Kuçovë. En octobre 1935, il constitua l'association «Puna» (le Travail) qui fut reconnue par le gouvernement. Bien que l'association, afin d'éviter que des obstacles ne lui fussent dressés par les autorités, eût déclaré dans ses statuts qu'elle était créée pour «défendre la dignité et les intérêts de ses membres, et leur prêter une assistance morale et matérielle», elle se transforma aussitôt en une organisation ouvrière révolutionnaire antizoguiste et antifasciste. En une année elle réussit à compter plus de 1500 membres.

L'association «Puna» de Kuçovë présenta au gouvernement et au parlement une pétition, réclamant l'institution de la journée de huit heures, l'adoption de mesures pour l'amélioration des conditions de logement, d'alimentation et d'hygiène, ainsi que certaines mesures de sécurité sociale. Elle demanda également que les ouvriers ne fussent plus obligés par les patrons étrangers à saluer à la manière fasciste. Le représentant du gouvernement dépêché à Kuçovë, ayant repoussé leurs revendications, les ouvriers protestèrent en organisant une courte grève et une manifestation contre lui. L'AIPA, appuyée par le gouvernement, licencia les dirigeants et d'autres activistes de la société. Dans un dessein ouvertement hostile à l'Albanie elle décida que le 28 novembre, fête de l'indépendance, serait jour ouvrable. Ce jour-là, la société «Puna» organisa une puissante manifestation dirigée principalement contre les fascistes italiens.

En janvier 1936, elle décida, pour obtenir satisfaction à ses revendications, de recourir à la grève. Celle-ci, déclenchée le 11 février, prit un caractère généralisé. Pour réprimer le mouvement, le gouvernement dépêcha de nombreuses forces de gendarmes, commandées par le ministre de l'intérieur lui-même, elles arrêtèrent 60 des ouvriers les plus avancés. Trois cents autres furent éloignés de Kuçovë et dispersés dans différentes villes. L'association «Puna» cessa pratiquement d'exister.

La grève générale, malgré son échec, eut une grande portée. Elle avait été pour les ouvriers une école révolutionnaire. D'autre part, elle obligea le gouvernement à demander aux entrepreneurs, quoique de façon purement formelle, d'assurer à leurs ouvriers des conditions de travail plus décentes.

De pair avec le mouvement de grève, un puissant mouvement populaire contre la famine et le régime zoguiste s'étendait dans le pays. A l'automne 1935, la misère avait atteint son comble. Des milliers de personnes étaient menacées de mourir de faim. L'armée des sans-travail avait considérablement grossi. Le mécontentement et la colère s'étaient emparés de diverses couches sociales, en particulier des masses pauvres urbaines et rurales.

Les artisans, menacés d'être ruinés par la concurrence de la production industrielle, jouaient un rôle actif au sein de ce mouvement. Leur lutte était empreinte d'illusions petites-bourgeoises quant à la possibilité de sauvegarder la petite production et d'empêcher l'essor de la production industrielle. Malgré le caractère utopique de ces revendications, cette lutte était dirigée essentiellement contre la misère qui s'était abattue sur tout le pays.

Le groupe communiste de Korçë sut mettre à profit la situation créée, prendre la tête des masses populaires et donner à leur lutte un caractère politique. Les fractions communistes de la société des ouvriers du bâtiment «Puna», des sociétés de cordonniers, de tailleurs, de l'«Association des employés privés», nouvelle organisation syndicale formée en décembre 1935, etc., intensifièrent leur action pour organiser le mouvement, le rendre plus massif et plus compact et le diriger contre le régime zoguiste. Le 21 février 1936, éclatait à Korçë la grande manifestation antizoguiste qui est entrée dans l'histoire sous le nom de «manifestation pour le pain». Les heurts sanglants avec les forces de gendarmerie n'empêchèrent pas les ouvriers et les artisans, auxquels s'étalent joints les élèves des écoles secondaires, d'organiser, l'après-midi du même jour, une nouvelle manifestation où les échauffourées avec les gendarmes furent encore plus violentes.

La manifestation pour le pain à Korçë était une grande action populaire antizoguiste organisée et dirigée par les communistes. Elle eut un grand retentissement dans tout le pays. Semant la panique parmi les autorités et les classes dominantes, elle devint, par son exemple, une source d'inspiration pour les masses populaires des autres régions. Des manifestations contre la disette eurent lieu également à Gjirokastër, Sarande, Leskovik, Bilisht, Pogradec et Berat. D'autres manifestations populaires antizoguistes se déroulèrent à Vlorë et à Elbasan.

En septembre 1936, Ali Kelmendi fut expulsé du pays

par le gouvernement zoguiste. Avant de quitter le pays, il prit contact à Gjirokastër avec Enver Hoxha, qui venait de rentrer en Albanie et se signalait comme un militant communiste actif.

La presse dirigée par les communistes

Les événements de 1936 attestaient l'extension de l'influence des communistes parmi les masses, mais, sur le plan national, ces succès étaient encore fort limités. La presse était appelée à jouer un rôle particulier pour l'accroissement de cette influence. Cependant, la sévère censure zoguiste ne permettait pas aux communistes d'exprimer ouvertement leurs vues par ce moyen. Ils ne parvenaient à publier que fort peu d'écrits d'esprit progressiste dans les organes de la presse bourgeoise.

La *Liria kombëtare* et deux brochures de la fraction communiste du Comité de libération nationale, publiées en 1934 et 1935, qui offraient un programme révolutionnaire pour le renversement du régime zoguiste et l'instauration d'une république populaire, ainsi que les journaux *Populli* et *Sazani*, organes du groupe des communistes albanais de Lyon (France), étaient très peu diffusés en Albanie, et cela surtout dans un milieu restreint d'intellectuels.

La nécessité de propager largement les idées démocratiques antiféodales et anti-impérialistes à l'intérieur du pays, imposait absolument aux communistes de recourir à de nouvelles formes de travail. Ils avaient commencé à pénétrer avec succès dans les sociétés culturelles et artistiques. La société «Besa Shqiptare» (la Fidélité Albanaise), créée dès 1929 par les élèves du gymnase de Shkodër, et le groupe théâtral de la société «Puna» de Korçë se rendirent populaires par leurs représentations empreintes d'esprit patriotique et progressiste. En même temps, les organisations communistes de Tirana et de Korçë mirent aussitôt à profit les circonstances créées à la suite de l'avènement du gouvernement «libéral», pour publier des organes qui eurent une vaste diffusion dans tout le pays.

Le plus important de ces organes était la revue *Bota e Re* (le Monde nouveau), qui commença à paraître à Korçë en avril 1936. Bien que, en raison de la censure, elle employât plutôt la langue d'Esope, *Bota e Re* servit de puissante arme de critique contre le régime au pouvoir et contre les plaies de la société albanaise. Elle mena une âpre lutte contre l'idéologie réactionnaire fasciste. Traitant dans un esprit dé-

mocratique révolutionnaire les problèmes sociaux et politiques fondamentaux auxquels le peuple était confronté, elle invitait l'opinion démocratique albanaise à combattre pour les résoudre. *Bota e Re* devint l'organe le plus apprécié des ouvriers et artisans progressistes, des jeunes et des intellectuels démocrates.

Extension des organisations communistes. Le groupe communiste de Shkodër.

Les événements révolutionnaires des années 1935-1936 constituaient un important succès pour le mouvement communiste. Mais ils avaient en même temps fait apparaître une série de faiblesses dans d'organisation du mouvement ouvrier et antizoguiste. La première tâche qui s'imposait dans ces circonstances était celle d'étendre la mouvement communiste à tout le pays, d'établir des liens plus solides entre les organisations et d'en coordonner l'activité.

A cette fin, le groupe communiste de Korçë se choisit en décembre 1936 un nouveau comité directeur, qui fut chargé de déployer son action dans toutes les régions du pays. Ce comité visait à devenir le centre dirigeant du mouvement communiste albanais, mais il ne réussit pas à atteindre cet objectif. De nouvelles organisations du groupe de Korçë ne furent créées qu'à Berat et à Tirana, où fut également formée la société des ouvriers typographes. Le travail que ce groupe effectuait dans les différentes régions du pays revêtait un caractère superficiel et était mené par intermittence. Le recrutement d'éléments nouveaux n'était pas fait sur la base d'une connaissance approfondie des d'éléments antimarxistes qui nuisirent au mouvement communiste.

A cette époque, un nouveau et important foyer du mouvement communiste albanais était en formation à Shkodër. La première organisation communiste fondée dans cette ville dès 1934 avait étendu son activité. De nouvelles cellules et groupes de sympathisants furent créés. Le **groupe communiste de Shkodër** étendit ses ramifications à Tirana, Elbasan, Gjirokastër, Korçë, etc. Des comités régionaux chargés de la direction des organisations furent créés en 1937 à Shkodër et à Tirana. Le groupe avait pour chef Zef Mala, un intellectuel aux vues théoriques erronées et à l'esprit politique très confus.

L'activité du groupe parmi les masses était circonscrite aux milieux scolaires, artisanaux et à certains centres ouvriers. La création d'organisations de la jeunesse à Shkodër et à Tirana,

et la formation, dans la capitale, de la société des ouvriers menuisiers comptaient parmi ses importants succès.

Le groupe de Shkodër était dépourvu d'une ligne politique claire, précise, d'une forme organisationnelle bien déterminée, d'une discipline solide et d'une rigoureuse observance du secret de la vie de l'organisation. Les cellules, généralement composées de trois membres, s'occupaient principalement de leur propre formation théorique. Les écrits utilisés à cette fin et qui comprenaient une série d'ouvrages des classiques du marxisme-léninisme servirent à propager les idées communistes. Cependant, tout comme dans les autres groupes, des publications trotskistes et anarchistes circulaient aussi parmi les organisations du groupe de Shkodër.

Dans la voie de son développement, le mouvement communiste albanais eut à affronter de sérieux obstacles suscités par les trotskistes. Au début de 1937, était arrivé d'Athènes en Albanie, sous le pseudonyme de «Zjarri» (le Feu), Andrea Zisi, qui se prétendait le chef d'un «parti communiste albanais», formé en Grèce et soi-disant reconnu par le Komintern! Il était en réalité le dirigeant d'un groupe trotskiste créé à Athènes en 1936 et connu sous le nom de groupe du «Zjarri». A. Zisi s'était fixé pour tâche d'intégrer les groupes communistes albanais dans son propre «parti» et de les obliger à adopter sa ligne antimarxiste. Le groupe de Korçë ne reconnut pas le «parti» du «Zjarri» et déclara n'être disposé à collaborer avec lui que si celui-ci adhérait à la plate-forme politique du groupe. Entre-temps, A. Zisi établit des liens avec le fractionniste N. Xoxi, avec lequel il trouva rapidement un langage commun. Tous deux coordonnèrent leur lutte contre le groupe communiste de Korçë.

De son côté, à Tirana, Arisfidh Qendro avait commencé à mener une activité hostile contre le mouvement communiste. Son appartenance au groupe de Korçë était purement formelle et l'absence de contrôle de la part des dirigeants lui avait permis d'agir sans être démasqué. Au nom du groupe, il avait recruté à Tirana un certain nombre de membres qu'il influençait selon ses vues antimarxistes. En 1937, ceux-ci avaient entièrement dégénéré en un groupe trotskiste.

A cette époque, le groupe communiste de Shkodër fit sa première tentative pour se rattacher à celui de Korçë. Dans la lettre qu'il adressa en 1937 aux communistes de Korçë, il leur demandait, en communistes plus expérimentés qu'ils

étaient, de les aider dans les questions d'organisation. Le groupe de Korçë se montra prêt à lui fournir son concours, mais les manœuvres de sabotage de N. Xoxi l'en empêchèrent. Se donnant pour représentant du groupe communiste de Korçë, N. Xoxi avait informé celui de Shkodër de la création dudit «parti communiste albanais» en Grèce et de la prochaine venue de son «comité central» en Albanie. Il accusait les dirigeants du groupe de Korçë et Ali Kelmendi d'être des nationalistes et de vouloir scinder le mouvement communiste. Ses vues trouvèrent un terrain favorable auprès des chefs du groupe de Shkodër, au sein desquels prévalait la confusion idéologique. Zef Mala et Niko Xoxi en devinrent en fait les principaux dirigeants. Le rapprochement et la collaboration entre les deux principaux groupes communistes furent ainsi sapés.

Cette scission portait un grand tort au mouvement communiste et, partant, à tout le mouvement démocratique révolutionnaire. C'est dans ces circonstances que fut déclenchée une furieuse campagne anticommuniste après l'entrée en fonction, en novembre 1936, d'un nouveau gouvernement réactionnaire, qui multiplia les poursuites contre les communistes et tous les éléments progressistes. Il ordonna la dissolution des sociétés ouvrières, interdit la formation de nouvelles sociétés et n'autorisa que la création de corporations ouvrières de type fasciste sous la surveillance directe des autorités gouvernementales. La presse progressiste fut interdite, cependant qu'une sévère censure était établie sur tous les livres, journaux et revues, publiés dans le pays ou venant de l'étranger. En 1937, Zogu fit arrêter la plupart des officiers communistes.

D'autre part, le gouvernement zoguiste avait facilité une large propagation du fascisme en Albanie. Des envoyés spéciaux de Mussolini se mirent à l'œuvre afin d'organiser la jeunesse albanaise selon le modèle fasciste. Ils créèrent à Korçë un «comité d'action» composé d'éléments fascistes albanais et, dans tout le pays, un vaste réseau d'agents ayant pour tâche de préparer le terrain à l'asservissement complet du pays par l'Italie. Le clergé catholique réactionnaire remplissait une mission particulière pour la réalisation de cet objectif.

Zogu appuya sans réserve la révolte contre-révolutionnaire qui avait éclaté en 1936 en Espagne et reconnut le gouvernement fasciste de Franco.

La politique profasciste foncièrement réactionnaire de Zogu suscita parmi les communistes et les patriotes albanais une vive

inquiétude quant au sort réservé à l'indépendance du pays. De jour en jour, ils se rendaient mieux compte du danger que représentait le fascisme pour l'Albanie et pour tous les peuples. Les décisions du VIIe Congrès du Komintern avaient directement aidé à cette prise de conscience. Les communistes albanais regardaient la juste lutte du peuple espagnol comme une lutte pour défendre aussi les intérêts de l'Albanie. Les communistes et les antifascistes albanais manifestèrent avec une force particulière leur haine du fascisme et leur internationalisme prolétarien par leur empressement à partir comme volontaires pour l'Espagne. Dès 1936, les groupes communistes envoyèrent certains de leurs membres combattre aux côtés du peuple espagnol. Dans les rangs des brigades internationales, les volontaires albanais, entre autres Asim Vokshi, Thimjo Gogozoto, Ramiz Varvarica, Zef Hoti, Musa Fratari, se battirent vaillamment contre le fascisme. Nombre d'entre eux tombèrent en martyrs au champ d'honneur. Teni Konomi, membre de la direction du groupe communiste de Korçë, fut tué par les fascistes avant même d'arriver en Espagne.

La ligne nouvelle du mouvement communiste albanais

Les conditions créées par l'aggravation du péril fasciste rendaient absolument nécessaires pour l'Albanie non seulement une coopération étroite entre les groupes communistes, mais aussi la réorganisation de tout leur travail dans l'esprit des décisions du VIIe Congrès de l'internationale communiste.

Les premiers efforts en vue d'appliquer la nouvelle ligne du Komintern furent accomplis par les communistes albanais à l'étranger. Sur l'initiative de la fraction communiste du Comité de libération nationale qui avait son siège à Paris, fut créé, en mars 1936, le «Front démocratique» des organisations politiques albanaises en exil. Toutefois, la portion conservatrice de la bourgeoisie antizoguiste en exil, représentée au sein de ce Front par le «Bashkimi kombëtar», avait politiquement dégénéré et n'était pas à même de mener des actions patriotiques et révolutionnaires. En conséquence, le «Front démocratique» ne tarda pas à se dissoudre.

En raison de l'absence d'un parti qui fût officiellement reconnu comme une section du Komintern, les groupes communistes à l'intérieur du pays n'avaient pas encore établi de liens réguliers avec celui-ci. Néanmoins le Komintern était

périodiquement informé par Alli Kelmendi et les communistes albanais résidant en France de l'activité des groupes communistes en Albanie.

En décembre 1936, Ali Kelmendi présenta un rapport à la réunion des militants communistes albanais agissant à l'étranger. Cette réunion fut organisée à Moscou sur l'initiative de la Section balkanique du Komintern afin d'analyser la situation du mouvement communiste albanais et de fixer les tâches qui lui incombaient à la lumière des directives du VIIe Congrès du Komintern. Ali Kelmendi demandait que le travail pour l'organisation et la création d'un parti communiste fût intensifié. A cette fin, il fallait créer en Albanie un centre d'organisation, qui se fonderait sur les groupes communistes existants et en premier lieu sur celui de Korçë. Ce centre aurait pour tâche «le renforcement et la direction des groupes communistes existants, l'organisation du mouvement communiste dans toute l'Albanie, ainsi que la convocation d'un congrès constitutif du parti communiste d'Albanie».* Sur l'initiative et sous la direction des communistes, il importait de créer une organisation clandestine et centralisée de caractère démocratique et antifasciste, afin de lutter contre le régime zoguiste et l'impérialisme italien, pour une république démocratique et pour l'annulation des accords asservissants conclus avec l'Italie fasciste. C'est sur la base de cette organisation que devait être créé le front populaire.

Après examen du rapport, la réunion adopta des décisions qui furent également approuvées par le Komintern et aux termes desquelles une organisation clandestine de caractère démocratique et antifasciste devait être mise sur pied en Albanie. Elle devait être dirigée par un comité central, comprenant des communistes et des nationalistes patriotes. Le noyau communiste de ce comité devait se composer de cinq personnes œuvrant à l'intérieur du pays. Cette organisation devait servir de soutien pour la création du front populaire. Le Komintern observait que les anciennes cellules étaient détachées des masses, repliées sur elles-mêmes, et, de ce fait, incapables d'appliquer la ligne nouvelle. Aussi, ces cellules et leurs organes dirigeants devaient-ils être temporairement dissous et réorganisés sur des bases de parti, après que de solides fondements auraient été

---

* A. Kelmendi, Rapport adressé au Komintern, 14 décembre 1936. ACP.

jetés parmi les masses grâce à l'action menée au sein des sociétés légalement reconnues. Les communistes devaient maintenir entre eux des liens individuels. Le noyau communiste du Comité central assumerait la fonction de centre organisateur communiste jusqu'à la formation du Parti. Le programme minimum des communistes qui devait servir en même temps de plate-forme politique à la nouvelle organisation se ramenait à deux tâches essentielles: a) la lutte pour la défense des droits nationaux, et b) la lutte pour la défense des droits démocratiques. Afin d'assurer la défense de l'indépendance nationale, la nouvelle organisation devait collaborer avec toutes les classes, couches sociales et tous les éléments, qui étaient pour la lutte contre l'asservissement fasciste. La propagation de la ligne nouvelle devait être faite par la voie d'un organe clandestin, publié par les communistes.

Ali Kelmendi et Koço Tashko furent chargés de porter ces instructions en Albanie. Ali Kelmendi se rendit en France pour essayer d'obtenir le permis d'entrée dans son pays. En France, il lui fallut mener une activité intense pour l'application de la ligne nouvelle dans les rangs des communistes et des émigrés albanais. Il s'attacha particulièrement à dévoiler l'activité hostile de Llazar Fundo, membre de la fraction communiste du Comité de libération nationale, qui s'employait à saper tout le travail accompli par les communistes albanais en France. Llazar Fundo sabotait l'envoi de volontaires albanais en Espagne pour combattre le fascisme et, prenant la défense des boukhariniens, trotskistes et autres ennemis condamnés par le Parti communiste (bolchévik) de l'Union soviétique, il finit par se déclarer ouvertement contre le communisme. Il fut dénoncé comme renégat du communisme, provocateur et agent de l'impérialisme et exclu des rangs du mouvement communiste albanais.

Ali Kelmendi fut empêché par la maladie de rentrer en Albanie pour y remplir la mission dont il était chargé. Il devait mourir à Paris le 11 février 1939.

Les efforts pour l'application de la ligne nouvelle en Albanie

En automne 1937, le groupe de Korçë fut le premier à prendre connaissance des nouvelles instructions du Komintern. Après avoir étudié la ligne nouvelle, les dirigeants du groupe, en dépit de leur accueil assez réservé à la directive concernant la dissolution des cellules communistes et des comités, et mal-

gré leur première hésitation à la mettre à exécution, admirent cette ligne comme plate-forme pour leur activité ultérieure. Le groupe désigna son propre représentant au noyau communiste du Comité central. Il décida de mettre en application les nouvelles instructions en élargissant le travail parmi les masses et dans les organisations légales, comme les sociétés d'artisans, conseils de quartier, conseil municipal, conseil de la chambre de commerce, groupes prémilitaires, associations de la jeunesse extra-scolaire, ainsi qu'à travers la presse légale, etc.

La propagation de la ligne nouvelle dans les autres organisations communistes du pays se heurta dès le début à l'opposition des chefs du groupe de Shkodër. En effet, Zef Mala et Niko Xoxi n'acceptèrent pas la ligne nouvelle. Ils alléguèrent entre autres qu'ils étaient en principe pour la révolution sociale et non pour la révolution nationale, qu'ils étaient contre l'impérialisme, mais qu'ils ne voulaient pas collaborer avec les nationalistes, qu'ils étaient pour des actions directes, en temps opportun, et non pour des actions à long terme ou indirectes!

La ligne nouvelle suscita aussi l'opposition de l'organisation trotskiste de Tirana dirigée par Aristidh Qendro, qui, tout comme Zef Mala, considérait la collaboration avec les nationalistes patriotes et la création du front populaire comme une trahison à l'égard de la classe ouvrière.

L'éclaircissement politique et idéologique des communistes, la dénonciation des trotskistes et l'union des forces communistes saines en un seul parti communiste albanais, exigeaient un travail résolu et opiniâtre. Mais ceux qui s'étaient assigné cette tâche reculèrent devant les difficultés. Le noyau communiste au sein du Comité central de la nouvelle organisation à former, n'agit jamais en tant que tel. Ses membres n'avaient pas l'esprit de sacrifice. Koço Tashko lui-même, porteur des nouvelles directives et principal responsable de leur application, s'avéra absolument incapable, sur le plan politique et organisationnel, de les mettre en œuvre.

De son côté, le groupe de Korçë resta confiné dans sa ville. En mars 1938, il décida de dissoudre les cellules. Cette mesure provoqua un certain désarroi, un flottement dans les rangs des communistes, qui regardaient la cellule comme la forme la plus appropriée pour s'instruire dans l'idéologie marxiste et étudier de façon collégiale les questions du mouvement ouvrier. Néanmoins, après comme avant la dissolution

des cellules, les communistes du groupe luttèrent à Korçë pour l'application de la ligne nouvelle et obtinrent des succès importants dans ce sens. Ils prirent la tête du mouvement démocratique à Korçë et élargirent leur influence sur les masses populaires, qui voyaient dans les communistes les plus fermes défenseurs des intérêts du peuple. C'est ce que firent apparaître les élections aux conseils de quartier et au conseil de la chambre de commerce, surtout le travail mené auprès de la jeunesse et les élections municipales. Le groupe étendit et approfondit considérablement son influence sur la jeunesse ouvrière, artisanale et scolaire et assuma la direction de l'organisation extra-scolaire «la Jeunesse de Korça» neutralisant tout effort du gouvernement zoguiste et des agents fascistes pour donner à cette organisation une orientation contre-révolutionnaire. Pour l'élection du nouveau conseil municipal en juin de 1938, les communistes présentèrent une liste de candidats du bloc démocratique, liste qui comprenait également des éléments bourgeois progressistes. Les communistes remportèrent une brillante victoire à ces élections. La liste du bloc démocratique obtint 86 pour cent des voix, battant la liste patronnée par le groupe capitaliste de la «Société générale d'électricité», bien que celle-ci eût engagé pour la campagne électorale des fonds importants et fût puissamment appuyée par les organes d'Etat. Grâce à leur action, les communistes, secouant la masse des électeurs de leur indolence et de leur indifférence politique, les firent participer activement à la vie politique. Le nouveau conseil municipal de Korçë, dirigé par les communistes, adopta une série de mesures de caractère démocratique, qui n'avaient pas de précédent dans la pratique des conseils municipaux du pays. Il décida de tenir ses réunions publiquement pour permettre aux électeurs de contrôler son activité, épura l'appareil administratif de la municipalité des fonctionnaires réactionnaires et les remplaça par des communistes et des démocrates. Il affecta une partie des fonds de la municipalité à des subsides aux nécessiteux, à la construction de rues, de conduites d'eau dans les quartiers pauvres de la ville. Il intenta une action judiciaire contre la «Société générale d'électricité», afin de faire annuler la concession des services d'électricité qu'elle avait obtenue grâce à des pots-de-vin, etc.

La liste du bloc démocratique présentée à Durrës par la branche du groupe communiste de Korçë dans cette ville remporta aussi aux élections municipales qui y eurent lieu

au mois de juillet de la même année. Les listes démocratiques à Gjirokastër et à Peqin connurent le même succès.

Aggravation des désaccords entre les groupes de Korçë et de Shkodër

Le groupe de Korçë accorda une importance particulière à la lutte contre le fascisme qui menaçait la liberté et l'indépendance du pays. Cette lutte constituait la tâche stratégique fondamentale des communistes. L'organe clandestin «Përpara» (En avant), que le groupe se mit à publier en automne 1937 afin d'instruire ses membres et de propager la ligne nouvelle, dénonçait le fascisme comme un régime d'exploitation, d'oppression et de guerre, dévoilait le véritable visage d'ennemi du peuple des promoteurs du mouvement fasciste en Albanie et de leurs défenseurs, gros propriétaires fonciers, riches négociants et usuriers. La revue mettait en garde les communistes contre le péril fasciste qui menaçait le pays et les appelait à mobiliser le peuple dans la lutte contre ce danger. Le groupe communiste de Korçë, outre la propagande qu'il menait pour la création d'un vaste mouvement antifasciste, passa aussi aux actions directes. En 1938, les communistes s'affrontèrent dans les rues de Korçë avec les membres du «Comité fasciste» qui opérait en Albanie. Ils firent échouer la tentative d'organiser la jeunesse selon le système fasciste italien.

A l'égard des problèmes intérieurs du pays, le groupe de Korçë suivit une ligne généralement juste. S'appuyant sur les décisions du VII[e] Congrès du Komintern, il soutenait par des arguments théoriques, dans les pages de la revue «Përpara», la nécessité d'établir des liens étroits entre les communistes et les larges masses populaires, de faire diriger ces masses par les communistes dans la lutte quotidienne pour la satisfaction des revendications politiques et économiques les plus élémentaires et de créer un front populaire qui mobilisât les masses dans la lutte contre le péril fasciste. C'est sur cette base que le groupe de Korçë présenta un programme minimum qui envisageait la lutte a) pour les droits nationaux du peuple contre l'impérialisme; b) pour les droits démocratiques du peuple contre la violation du statut national et les tentatives de propager le fascisme en Albanie; c) pour la paix, contre la guerre, et d) pour les droits économiques élémentaires du peuple.

«Përpara» faisait ressortir qu'un pays semi-colonial comme l'Albanie n'avait pas seulement à résoudre un problème social,

mais aussi un problème national, que ce problème était primordial et que le mouvement national auquel étaient attachées les larges masses populaires, devait être étroitement relié au mouvement social de la classe ouvrière. Cette classe était la seule en mesure de guider les masses et de défendre fidèlement leurs intérêts. Mais se limiter à la classe ouvrière, lutter avec ses seules forces, sans mobiliser les forces nationales, était une aventure périlleuse. «Nous sommes contraints de travailler partout où sont rassemblés des hommes, dans les organisations d'Etat, les écoles, les clubs, les organisations religieuses, féminines, etc. ... Notre programme et notre tactique légale facilitent le travail dans les organisations légales, autorisées ou créées par l'Etat. Nous sommes obligés d'agir indirectement pour l'unique raison que nous voulons rassembler des forces pour agir directement. La force, c'est le peuple; sans les masses populaires nous ne sommes qu'une poignée d'hommes...»*

L'application de cette ligne apporta au groupe communiste de Korçë une série de succès, mais uniquement dans la ville. Le groupe avait une conception fort étroite de la base sur laquelle devait être formé le front populaire dans un pays agraire arriéré, comme l'était l'Albanie, où la paysannerie représentait l'immense majorité de la population. Tout en préconisant qu'il fallait passer de la classe ouvrière aux autres couches de la population, il ne fit quasiment rien pour s'implanter dans les campagnes, pour promouvoir l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, sans laquelle le front populaire ne pouvait être créé.

De son côté, le groupe de Shkodër n'avait pas tiré les enseignements voulus des réalisations des communistes dans l'action démocratique et antifasciste à Korçë et ailleurs. Les principaux dirigeants de ce groupe, au lieu de lutter pour l'union des communistes du pays et pour l'élargissement de leurs liens avec les larges masses populaires, suivirent la voie de la scission et de la lutte contre le groupe qui avait adopté la ligne nouvelle. L'organe clandestin du groupe de Shkodër, le «Bulletin vert», qui parut dans la seconde moitié de 1938, joua un rôle particulièrement négatif.

Il publiait des extraits d'ouvrages des classiques du marxisme-léninisme, des écrits qui évoquaient les succès obtenus

---

* Le mouvement national et le mouvement social, «Përpara», septembre 1938, ACP.

par l'Uniott soviétique dans l'édification du socialisme, la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste, des écrits qui dénonçaient le régime zoguiste, le fascisme et la politique asservissante de l'Italie en Albanie, etc. Ces matériaux constituaient une importante contribution au mouvement communiste albanais. D'autre part cependant, le groupe communiste de Shkodër, par la voie de son «Bulletin vert», s'employa à étayer les fondements théoriques de la ligne erronée qu'il suivait, observant à l'égard du problème fondamental de la création du front populaire antifasciste une attitude antimarxiste, imposée par Zef Mala et Niko Xoxi.

Les vues antimarxistes des dirigeants du groupe de Shkodër avaient leur origine dans une fausse conception du rôle des classes et des couches sociales dans le mouvement révolutionnaire albanais, et de la situation créée en Albanie par la politique d'asservissement du fascisme italien. Ils déclaraient qu'il n'existait en Albanie ni prolétariat ni bourgeoisie dans la véritable acception de ces termes, que la partie la plus révolutionnaire de la population était constituée par les artisans et que la paysannerie serait l'alliée du prolétariat quand celuici, de pair avec le développement capitaliste ultérieur du pays, se formerait et deviendrait capable de prendre en main le drapeau de la révolution socialiste. Du fait qu'il n'existait ni prolétariat, ni bourgeoisie, il ne pouvait y avoir de véritable lutte de classes et, en conséquence, les conditions requises pour la révolution n'étaient pas encore créées! Ils allaient jusqu'à affirmer que le mouvement communiste était né en Albanie non pas comme une nécessité impérieuse pour la classe ouvrière de combattre les capitalistes, mais comme le résultat d'influences étrangères! Dans ces circonstances, et dès lors que ce mouvement avait vu le jour, les communistes avaient pour devoir d'éduquer et de former les cadres qui devaient entreprendre demain le vaste travail d'agitation parmi les masses populaires, entraîner dans leur sillage le prolétariat et prendre en main la direction de la révolution communiste! C'est avec de tels cadres, théoriquement instruits et formés, qu'ils cherchaient à constituer le parti communiste albanais.

Les dirigeants du groupe de Shkodër n'avaient pas une juste compréhension des changements politiques qui s'étaient produits en Albanie et dans le monde, compréhension qui leur aurait permis d'élaborer, conformément à ces conditions, une juste ligne révolutionnaire. Ils repoussèrent la directive du Ko-

mintern pour la création d'un front populaire, en justifiant leur attitude par le fait que l'Albanie était un pays semi-colonial, sans classes différenciées, sans prolétariat, sans parti communiste, sans autres partis politiques, affligé d'un manque de culture généralisé, etc. Les dirigeants du groupe de Shkodër n'étaient pas contre l'établissement d'un ordre démocratique, anti-impérialiste et antifasciste, mais ils cherchaient à orienter le plus gros de leur effort vers l'instauration d'une démocratie prolétarienne socialiste! Ces points de vue ne firent qu'accroître le désarroi idéologique dans les rangs des membres de ce groupe.

Entre les groupes de Korçë et de Shkodër les divergences idéologiques et politiques relatives à l'application du marxisme dans les conditions historiques concrètes du pays s'aggravèrent. Ce désaccord s'étendit aussi au domaine de l'organisation et prit le caractère d'un conflit sans principes.

La lutte contre l'agression fasciste

Entre-temps, le péril de l'agression fasciste italienne contre l'Albanie ne cessait de grandir. En janvier 1939, le dictateur fasciste Benito Mussolini signait le plan d'invasion militaire de l'Albanie. La direction du groupe communiste de Korçë estima que des conditions propices étaient créées pour la formation d'un vaste front contre l'impérialisme italien. Elle chercha à persuader les communistes des autres groupes et les nationalistes patriotes de la nécessité de s'unir et de collaborer dans la lutte contre l'agression fasciste. Mais ces efforts, peu persévérants, aboutirent à un échec.

D'autre part, Zogu ne songeait nullement à organiser la résistance contre l'agression italienne, et encore moins avec les communistes. Jusqu'au dernier instant il espéra s'entendre avec les fascistes italiens en leur accordant de nouvelles concessions pour assurer son trône. En même temps, il organisa des poursuites féroces contre les communistes. La gendarmerie zoguiste découvrit et arrêta la plupart des membres du groupe de Shkodër. Les dirigeants de ce groupe, Zef Mala et Niko Xoxi, fléchirent à l'instruction et durant le procès monté par les zoguistes qui eut lieu en janvier 1939. Ils révélèrent l'activité du groupe et les noms de leurs camarades et d'une partie des membres du groupe de Korçë. Soixante-quinze personnes accusées d'activités subversives contre le régime furent déférées en justice. Le communiste Qemal Stafa, alors âgé de 18 ans, eut. comme beaucoup de ses camarades, une courageuse attitude au

cours du procès. Il déclara qu'il était et resterait communiste convaincu et que le communisme apporterait le salut aux masses ouvrières opprimées, Le tribunal prononça des peines diverses contre 52 personnes.

Le mouvement communiste albanais avait essuyé un coup fort rude. Cela résultait surtout de l'insuffisante observance des règles de la clandestinité et de la trahison des chefs du groupe communiste de Shkodër, qui ne tenaient pas pour une grave faute le fait de révéler les noms de leurs camarades à la police et au tribunal. Cette manière d'agir était, selon eux, un moyen de mettre les militants à l'épreuve sous les tortures de l'ennemi!

La situation internationale ne faisait qu'empirer. Les Etats fascistes avaient fortement intensifié leurs préparatifs de guerre. L'Allemagne hitlérienne avait occupé l'Autriche en 1938 et, quelques mois après la capitulation des puissances occidentales à Munich, en mars 1939 elle occupait la Tchécoslovaquie, tandis qu'en Espagne, les troupes fascistes l'emportaient sur les forces républicaines espagnoles.

Le 23 mars 1939, l'Italie fasciste décidait définitivement d'envahir l'Albanie par les armes. Zogu s'employa par tous les moyens à dissimuler la situation tendue qui s'était créée dans les rapports albano-italiens. Néanmoins, dès les premiers jours d'avril, les plans ténébreux des fascistes vinrent à la connaissance du peuple albanais. Une profonde vague de colère déferla sur tout le pays. Les communistes albanais, quoique peu nombreux, se firent les organisateurs des puissantes manifestations antifascistes qui éclatèrent partout. A Tirana et dans d'autres villes, des centres d'enrôlement de volontaires pour la lutte contre l'agression fasciste furent créés sur l'initiative des communistes et des nationalistes patriotes. Les communistes emprisonnés ou déportés demandèrent au gouvernement d'être envoyés aux premières lignes du front contre l'agression. Mais l'organisation de la résistance populaire fut sabotée par Zogu et sa clique. Le peuple albanais, qui s'était dressé tout entier, prêt à combattre pour la défense de sa liberté et de son indépendance, se trouva sans armes, trahi par les classes dominantes, par le gouvernement et le roi. En ces instants décisifs pour le sort de la Patrie, les groupes communistes, divisés et en lutte entre eux, ne réussirent pas à créer une direction unique et à mobiliser le peuple en vue d'actions armées contre les agresseurs.

Le 7 avril 1939, les troupes fascistes italiennes attaquaient

l'Albanie. Zogu et sa clique quittèrent le pays, l'abandonnant à son sort. L'armée albanaise, mise hors d'état d'agir par les spécialistes militaires italiens et les officiers profascistes en son sein, se désagrégea sans avoir opposé la moindre résistance à l'ennemi. Cependant, des groupes de patriotes combattirent héroïquement l'arme à la main contre les agresseurs à Durrës, Sarandë, Shëngjin, Shkodër, Vlorë, etc. Mais les importantes forces de l'ennemi écrasèrent cette résistance. En quelques jours, les fascistes eurent occupé tout le pays. Toutefois le peuple albanais ne s'inclina pas. Il manifesta ouvertement sa profonde aversion contre les oppresseurs italiens et ne reconnut jamais le régime d'occupation étrangère.

L'occupation de l'Albanie était l'aboutissement logique de la politique agressive du fascisme italien, de la politique de capitulation antinationale et antipopulaire poursuivie par le régime zoguiste et de la politique de «non-intervention» des puissances capitalistes occidentales, qui reconnurent cette occupation. Seule l'Union soviétique, fidèle à sa politique de défense des pays menacés par le fascisme, éleva la voix contre cette agression. Un flot de colère et de protestations s'éleva des colonies albanaises d'émigrés. L'agression italienne contre l'Albanie fut également condamnée par l'opinion progressiste du monde entier.

4. LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE, NECESSITE HISTORIQUE DANS LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION NATIONALE

L'occupation de l'Albanie s'intégrait dans le plan général que les puissances fascistes avaient commencé à mettre en œuvre en vue d'établir leur domination sur le monde entier. La politique de concessions réitérées que pratiquaient l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, encourageait encore les visées agressives du fascisme. Les entretiens que, sous la pression de l'opinion publique, l'Angleterre et la France avaient engagés en 1939 avec l'Union soviétique, furent utilisés par les puissances occidentales comme un voile pour couvrir leurs tentatives d'entente avec Hitler. Aussi l'Union soviétique, afin de gagner du temps, de renforcer sa défense et de ne pas s'engager seule dans une guerre sur deux fronts, à la fois contre l'Allemagne et le Japon, conclut-elle en août 1939 un traité de non-agression avec l'Al-

lemagne. Les hitlériens ayant attaqué la Pologne dans les premiers jours de septembre, l'Angleterre et la France, face à l'agression fasciste qui se tournait aussi contre elles, déclarèrent la guerre à l'Allemagne nazie.

La Seconde Guerre mondiale fut donc, au début, une guerre entre les deux principaux blocs impérialistes. Elle était la conséquence des contradictions inévitables du système capitaliste à l'époque de sa crise générale. Mais d'autre part, les peuples s'étaient dressés contre l'agression et l'esclavage fasciste. Leur lutte pour la défense de leur liberté et de leur indépendance, et pour leur affranchissement du joug étranger, était une juste lutte antifasciste.

Etablissement du régime fasciste d'occupation

L'occupation de l'Albanie par l'Italie marqua pour le peuple albanais le début d'une dure période de servitude fasciste. Les envahisseurs italiens maintinrent intact l'ordre fondé sur la domination des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Par ailleurs, ils mirent aussitôt en œuvre un vaste plan de mesures politiques, économiques et administratives, tendant à légaliser et à renforcer le régime d'occupation.

Cet objectif, les fascistes italiens s'efforcèrent de l'atteindre par la démagogie et la violence. Afin de camoufler l'annexion, ils réunirent, à Tirana, une «Assemblée constituante» qui proclama «l'union personnelle» de l'Albanie et de l'Italie, offrit au roi d'Italie Victor-Emmanuel III la couronne d'Albanie et désigna un gouvernement fantoche albanais, ayant à sa tête un grand propriétaire terrien, Shefqet Verlaci. En fait, l'Albanie fut convertie en une province de l'empire italien, où fut instaurée la dictature fasciste. La «Luogotenenza Generale» italienne, appliquant fidèlement les ordres du gouvernement de Rome, exerçait au nom du roi tout le pouvoir d'Etat. Le gouvernement fantoche albanais n'était qu'un simple exécutant de la volonté du dictateur fasciste Mussolini et du Luogotenente generale. Le ministère albanais des Affaires étrangères fut supprimé et ses attributions dès lors assumées directement par le ministère italien correspondant, les autres ministères étant, eux, dirigés en réalité par des «conseillers» italiens. Les forces armées albanaises, intégrées dans l'armée impériale, relevaient désormais du commandement italien. La convention sur «l'égalité des droits civils et politiques» en Albanie des sujets italiens

et albanais entraîna l'afflux de dizaines de milliers de colons italiens (ouvriers, cultivateurs, techniciens, enseignants, encrepreneurs, commerçants, employés, etc.). Avec les troupes d'occupation, iis constituaient la force qui, entre autres buts, visait à la colonisation et à la fascisation complète du pays.

Les occupants italiens proclamèrent officiellement l'Italie et l'Albanie comme constituant «un seul et même territoire». Le capital italien, dont l'afflux fut facilité, devint le maître absolu de l'économie albanaise et convertit tout le pays en une source de matières premières et en un débouché pour ses propres produits.

Le gouvernement italien entreprit également des préparatifs fébriles pour faire de l'Albanie une base militaire devant servir de point de départ à l'agression contre les pays balkaniques voisins.

Dans sa politique d'occupation qui visait à faire de l'Albanie une province italienne, le gouvernement de Mussolini trouva un plein appui chez les classes dominantes réactionnaires du pays. Avant 1939 déjà, l'Italie fasciste s'était créé parmi ces classes et dans les rangs des émigrés politiques bourgeois une puissante officine, qui la servit fidèlement pour asservir le peuple albanais.

Les grands propriétaires fonciers d'Albanie s'étaient toujours liés aux forces de domination étrangère, qui leur assuraient des privilèges de classe, prêts qu'ils étaient à subordonner les intérêts de la nation à leurs propres intérêts matériels. Véhicules traditionnels de la corruption politique, trouvant dans le fascisme italien le défenseur de leurs intérêts de classe, ils eurent tôt fait d'abandonner Zogu, de se lier étroitement à l'occupant et de soutenir sans réserve sa politique en Albanie. Les bayraktars[1] aussi, obéissant aux mêmes intérêts, se jetèrent dans les bras du fascisme. Les occupants italiens en firent des instruments aveugles du fascisme en Albanie.

La bourgeoisie réactionnaire albanaise, dont la part la plus importante était constituée par la grande bourgeoisie marchande, trahit, elle aussi, les intérêts de la Patrie. Ayant depuis longtemps renoncé à la lutte pour la défense de la liberté et de l'indépendance du pays, elle était devenue une force contre-révolutionnaire et antinationale. L'occupation fasciste eut pour effet de promouvoir l'essor du commerce. Les gros commer-

1 Chefs de clan des régions de montagne de l'Albanie du Nord.

çants albanais devinrent, avec les grands propriétaires fonciers et les hauts fonctionnaires fascistes, les intermédiaires et les collaborateurs des monopoles italiens pour l'exploitation du peuple albanais. Un bon nombre de propriétaires de fabriques du pays, qui, incapables de soutenir la concurrence de l'industrie italienne, avaient dû fermer les portes de leurs entreprises, se tournèrent, eux aussi, vers le commerce et accumulèrent des capitaux considérables. La grande bourgeoisie devint ainsi un auxiliaire de l'occupant. Le clergé réactionnaire également fut un instrument du fascisme.

Les autorités d'occupation appelèrent à des postes importants de l'administration fasciste les représentants des classes et couches sociales qui constituaient la réaction albanaise, espérant, par leur truchement, s'assurer une domination tranquille sur le pays.

Le peuple albanais ne tarda pas à ressentir les conséquences de l'instauration du régime fasciste. En fait, il perdit complètement sa liberté et son indépendance nationale. Dès les premiers temps, des centaines de patriotes furent envoyés dans les prisons et camps de déportation en Italie. Afin de surveiller les personnes «suspectes au régime» les fascistes mirent en place un puissant appareil policier. Les fonctionnaires furent obligés, sous peine de se voir révoquer, de prêter serment de fidélité au roi. Les lois fascistes créèrent dans tout le pays une atmosphère de terreur et d'insécurité.

D'autre part, on vit bien vite se dissiper les vains espoirs dans une amélioration de la situation économique qu'avaient fait naître, dans les premiers mois, l'extension des travaux de construction, surtout de caractère militaire, qui s'accompagna d'une résorption temporaire du chômage, et l'afflux de produits moins chers sur le marché. Les ateliers d'artisanat, écrasés par la puissante concurrence de l'industrie italienne, durent tour à tour fermer leurs portes. La ruine des artisans prit un caractère généralisé. Les ouvriers étaient contraints de travailler 10 heures par jour pour un salaire qui, étant donné la hausse continue des prix, se réduisait à un salaire de misère. La discrimination qui était faite entre ouvriers albanais et italiens s'accentua encore davantage après l'occupation. Les ouvriers albanais ne connaissaient aucune protection ni sécurité du travail. Les entreprises italiennes avaient la faculté de prolonger la journée de travail quand cela leur convenait.

Le pillage systématique du pays par l'occupant lésa gra-

vement aussi les intérêts des paysans. La livraison obligatoire des produits agricoles à des prix fort bas, l'expropriation des petits paysans par les banques italiennes et l'accaparement de milliers d'hectares de terres pour des besoins militaires accentuèrent le processus de paupérisation des masses paysannes.

Débuts du mouvement de libération nationale. Problème essentiel: l'union des communistes

La perte de la liberté et de l'indépendance nationale toucha profondément les sentiments traditionnels d'ardent patriotisme et de fierté nationale du peuple albanais. La haine contre l'occupant ne cessait de croître. Elle se manifestait sous des formes diverses: par le sabotage des plans d'italianisation et de fascisation du peuple albanais, par le refus d'adhérer au parti et aux autres organisations fascistes, par la résistance aux lois du régime d'occupation, etc. A l'avant-garde de cette résistance antifasciste se tenaient les ouvriers et la jeunesse scolaire.

Le mouvement ouvrier, dans les conditions de l'occupation, prit un caractère politique antifasciste marqué. Les fabriques et les grands chantiers devinrent des foyers de lutte contre les exploiteurs capitalistes et contre l'occupant. De fréquentes grèves éclatèrent dans plusieurs villes. Par ce moyen, les ouvriers ne luttaient pas seulement pour leurs revendications économiques, mais manifestaient aussi leur colère contre l'occupant et sabotaient la production à ses dépens.

Les écoles secondaires devinrent le foyer d'un ardent mouvement contre le fascisme. Avant même l'occupation, la jeunesse scolaire s'était signalée par ses sentiments patriotiques et démocratiques. Influencée et conduite par les groupes communistes, elle combattait résolument le régime zoguiste, l'obscurantisme et le fascisme. Elle s'était faite en outre le porteur des idées communistes et démocratico-révolutionnaires parmi les masses. Après l'occupation, les jeunes des écoles furent parmi les premiers à manifester avec une grande force leur haine contre l'occupant fasciste. Ils repoussaient et sabotaient la diffusion de la culture fasciste, se mettaient à la tête des manifestations et des mouvements de protestation contre le fascisme, propageaient les idées du patriotisme militant et du communisme. Ainsi, la jeunesse scolaire servait de solide appui au mouvement communiste et antifasciste dans son ensemble.

La nouvelle situation créée après l'occupation posait comme

tâche fondamentale la levée en masse du peuple dans la lutte pour réduire à néant le plan fasciste d'italianisation et de pillage du pays, pour libérer l'Albanie et conquérir l'indépendance nationale.

Cette tâche, pour pouvoir être menée à bien, nécessitait une direction révolutionnaire, qui élaborerait la plate-forme politique de la lutte antifasciste, mobiliserait et organiserait le peuple dans cette lutte.

Une telle direction faisait défaut. Les groupes communistes étaient les seules organisations politiques qui se firent un devoir de songer au destin du peuple et de la Patrie en ces graves moments. Ces groupes observèrent une ferme attitude contre le régime d'occupation, mais leur désunion les empêchait d'élaborer une ligne commune pour mener la lutte de libération, de se lier avec les masses populaires et de se mettre à leur tête.

L'union des groupes et la création d'un parti communiste unique s'affirmaient comme une nécessité urgente et impérieuse. Mener à bien cette tâche n'était guère chose aisée. De grands obstacles devaient être surmontés pour éliminer les divergences et la division entretenues surtout par les dirigeants, bien que le besoin d'union fût maintenant grandement ressenti par la majeure partie des communistes.

Or, pour réaliser l'union des forces communistes et l'organisation de la lutte antifasciste, on s'en tint à l'ancienne voie, à celle des discussions entre chefs. A nouveau, les deux lignes opposées quant au caractère de la lutte s'affrontèrent dans ces entretiens. Les dirigeants du groupe de Korçë étaient toujours pour l'organisation de la lutte de libération nationale avec la participation de toutes les classes et couches sociales qui voulaient combattre l'occupant. Les chefs du groupe de Shkodër et des autres organisations, qui n'avaient pas renoncé à leur attitude sectaire, adaptèrent leurs anciens points de vue à la nouvelle situation. Selon eux, l'Albanie, avec l'occupation italienne, s'engageait dans la voie d'un rapide développement capitaliste. En conséquence, la croissance de la classe ouvrière créerait les bases pour la révolution socialiste!

Les pourparlers entre les chefs du groupe de Korçë et ceux du groupe de Shkodër conduisirent à la formation, à l'automne 1939, de ce qu'ils appelèrent un «Comité central» commun, comprenant un nombre égal de membres des deux groupes, deux pour chacun d'eux. Cet accord n'était rien d'autre qu'«un

compromis social-démocrate».* Il ne prévoyait pas la fusion des groupes en une organisation unique. Les groupes demeuraient séparés, chacun maintenant ses points de vue, ni l'un ni l'autre n'épurant ses rangs des éléments antimarxistes. Les dirigeants du groupe de Shkodër acceptèrent seulement d'exclure de leur sein le trotskiste Niko Xoxi. Construite sur de telles bases pourries, cette «union» réalisée d'en haut demeura purement formelle.

Entre-temps dans tout le pays le mouvement populaire antifasciste croissait. Les communistes s'y tenaient à l'avant-garde. L'occupation du pays avait provoqué un tournant radical dans leur conscience. Les militants de base des groupes se rendaient de mieux en mieux compte que l'union ne pouvait être réalisée par des discussions stériles entre chefs, mais dans la lutte commune contre l'occupant fasciste. Il s'ensuivit que les divergences politiques et idéologiques furent peu à peu reléguées au second plan. L'autorité et l'influence des chefs sur les militants de base des groupes avaient décliné. Les communistes engagèrent le combat contre l'occupant et menèrent un travail d'agitation en faveur de la lutte de libération. Sous leur conduite, à l'occasion de la fête nationale du 28 novembre 1939, des manifestations antifascistes de masse éclatèrent dans les principales villes du pays. Les manifestations se déroulèrent sous les mots d'ordre: «Vive l'Albanie libre!», «La liberté ou la mort!». Les communistes étaient les inspirateurs et les dirigeants du mouvement antifasciste des ouvriers et de la jeunesse scolaire. «Dans la lutte et les combats contre l'occupant et les quislings, unis pour un seul but, la libération du pays de l'occupant, les communistes aux vues saines de la base des divers groupes, oubliant querelles et ressentiments, contractaient entre eux des liens de sang. La juste ligne des communistes se cristallisait en eux, et ils réclamaient l'union en un parti unique, condition *sine qua non* pour organiser la lutte de libération et en assurer la direction.»**

Les succès qu'obtinrent les communistes dans l'organisation du mouvement antifasciste au cours des premiers mois qui

---

* Résolution de la Conférence des groupes communistes, novembre 1941, Documents principaux du PTA, éd. alb., 1971, t. I, p. 17.

** Enver Hoxha, Rapport du CC du PCA présenté au I[er] Congrès du Parti communiste d'Albanie. 8 novembre 1948, Œuvres, éd. alb., t. 5, p. 245.

suivirent l'occupation du pays encouragèrent le groupe communiste de Korçë à renforcer et à étendre son activité dans d'autres régions du pays et à éliminer tout esprit de clocher de ses rangs. Au début de 1940, il organisa une branche de son organisation à Tirana. La direction en fut confiée à Enver Hoxha.

Enver Hoxha

Enver Hoxha est né le 16 octobre 1908 à Gjirokastër. Son enfance coïncida avec une période très dure pour le pays. Les envahisseurs qui se succédaient alors en Albanie incendiaient et dévastaient des régions entières, massacrant les populations et semant partout la désolation. Les circonstances même de sa vie lui apprirent à haïr les ennemis de la Patrie et, encore fort jeune, il se rallia au mouvement démocratique de 1924.

Au lycée de Korçë où il acheva ses études secondaires en 1930, Enver Hoxha connut pour la première fois la violence des autorités zoguistes et la prison, pour avoir organisé avec ses camarades une protestation contre les exactions commises aux dépens des élèves.

Il se rendit ensuite en France pour y poursuivre ses études supérieures. Ses profondes tendances démocratiques firent d'Enver Hoxha un sympathisant du mouvement communiste français. A Paris, il prit contact avec la rédaction de «L'Humanité», organe du CC du Parti communiste français, auquel il se mit à collaborer par des écrits qui dénonçaient le régime zoguiste en Albanie.

Sa bourse ayant été supprimée, il se vit contraint de se rendre en Belgique où, tout en poursuivant ses études, il fut quelque temps employé au consulat d'Albanie à Bruxelles. En 1936, les agents de Zogu à l'étranger ayant découvert son activité antizoguiste, il fut révoqué et obligé de rentrer en Albanie.

Enver Hoxha était dès lors devenu communiste et en tant que tel il se consacra à la lutte pour la libération du peuple. Le serment qu'il avait prêté en 1936, sur la tombe du patriote Bajo Topulli à Gjirokastër, de lutter avec tous les jeunes «pour une Albanie meilleure», «pour la prospérité de la Patrie», «pour la véritable union de la nation», était pour lui un vrai programme de combat.

De retour dans son pays, Enver Hoxha entreprit son activité révolutionnaire en tant qu'enseignant au gymnase de Tirana, puis au lycée de Korçë. Il se lia au groupe communiste de Korçë et en devint l'un des membres les plus actifs. Il usa avec

maîtrise de la tribune que lui offrait l'école pour inculquer à ses élèves les idées démocratiques et communistes. Il devint aussi l'un des principaux éducateurs de l'organisation extra-scolaire «La jeunesse de Korçë», et un militant inlassable pour l'union du mouvement communiste albanais.

A la veille de l'occupation fasciste, Enver Hoxha œuvra corps et âme, avec les camarades du groupe communiste de Korçë, en vue d'organiser la résistance populaire. Il poursuivit ses efforts après l'occupation du pays. Les occupants fascistes, ayant eu vent de son activité révolutionnaire le révoquèrent comme «élément opposé au régime». Par décision de la direction du groupe communiste de Korçë, il fut envoyé à Tirana avec mission d'élargir l'activité du groupe et de l'asseoir sur des bases solides, en organisant le mouvement antifasciste dans la capitale et dans d'autres régions du pays.

Appréciant la détermination des militants de base des groupes communistes à lutter contre le fascisme et leur ardent désir de voir se réaliser l'union du mouvement communiste et la fondation du Parti, Enver Hoxha, dépouillé de l'esprit de cercle, mena parmi eux avec patience et sagesse un travail inlassable d'éclaircissement et d'organisation. Il établit en même temps des liens avec les nationalistes patriotes qui haïssaient l'occupant fasciste et étaient prêts à le combattre.

Nouvelles difficultés sur la voie de l'union. Le Groupe des «Jeunes»

Au moment même où l'union des groupes et la création d'un parti communiste étaient devenues une nécessité impérieuse, de nouvelles difficultés surgirent sur la voie menant à la réalisation de cet objectif. Une fraction qui, avant même l'occupation du pays, avait commencé à se former au sein du groupe communiste de Korçë, apparut à partir du mois de février 1940 comme un groupe distinct qui devait s'appeler par la suite **Groupe des «Jeunes»**. La naissance de ce groupe avait été favorisée par la division et les autres faiblesses du mouvement communiste, qui créaient un terrain propice à l'activité des éléments antimarxistes.

Anastas Lula et Sadik Premte, éléments aux tendances trotskistes et anarchistes marquées, s'étaient mis à la tête de ce groupe. Profitant du manque de liens solides entre le groupe de Korçë et ses organisations de Tirana, Anastas Lula et Sadik Premte avaient réussi à persuader les éléments

recrutés par eux-mêmes, que la direction du groupe de Korçë était incapable de diriger le mouvement communiste et que ses points de vue idéologiques et sa ligne politique étaient erronés. Très rapidement, ils réussirent à grossir les rangs de leur fraction, d'éléments intellectuels d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise chez lesquels les points de vue antimarxistes, en partie empruntés aux chefs du groupe de Shkodër, prirent rapidement racine. Le groupe des «Jeunes» créa des sections dans les principales villes du pays, et même à Korçë, où il mit à profit le mécontentement et le désarroi que la dissolution des cellules avait suscités chez une partie des communistes.

Le groupe des «Jeunes» se mit à enfreindre ouvertement les décisions du «Comité central» commun. Les chefs du groupe de Shkodër, croyant que ces fractionnistes agissaient conformément aux instructions du groupe de Korçë dont ils faisaient effectivement partie, l'accusèrent de duplicité et de perfidie. Invoquant ce prétexte, ils quittèrent le «Comité central» et en provoquèrent ainsi la dissolution.

C'est ainsi que l'accord de l'automne 1939 fut rompu. Au lieu de se rapprocher et de réaliser leur union, les groupes virent le fossé qui les séparait s'approfondir. Le groupe des «Jeunes» entra en conflit ouvert avec le groupe de Korçë et établit des liens avec le groupe de Shkodër. Les autres petites organisations communistes existantes s'intégrèrent peu à peu dans les trois principaux groupes communistes.

La direction du groupe des «Jeunes» mit en avant une plate-forme idéologique et politique antimarxiste. Le prolétariat, estimait-elle, n'existait pas en Albanie et, de ce fait, il n'y avait pas de lutte de classes; en conséquence, il n'existait pas de base pour la formation du parti communiste, et la paysannerie, étant par ailleurs conservatrice et réactionnaire, ne pouvait devenir l'alliée de la classe ouvrière. Cette direction avait fait sienne la théorie trotskiste sur l'éducation et la préservation des cadres. Elle tenait les liens avec les masses et le travail en leur sein pour préjudiciables, parce qu'ils exposaient les cadres! Tout comme Zef Mala et Niko Xoxi, les chefs du groupe des «Jeunes» étaient d'avis que l'occupation fasciste accélérerait le processus de développement capitaliste, la croissance du prolétariat, le renforcement des liens entre ouvriers albanais et ouvriers italiens, ce qui amènerait à son tour le développement de la lutte de classes

et la création de conditions propices à la fondation d'un parti communiste qui dirigerait la lutte pour le socialisme!

Les chefs du groupe des «Jeunes» et une partie de leurs tenants dégénérèrent en une secte d'anarchistes.

La confusion suscitée par la formation du groupe des «Jeunes» s'accrut encore davantage à la suite de la création, à la même époque en Albanie, des organisations du groupe du «Zjarri». Le trotskiste Andrea Zisi après avoir, au nom du «parti communiste albanais», empêché par tous les moyens les jeunes antifascistes albanais d'Athènes qui désiraient combattre par les armes l'agression italienne, de rentrer dans leur pays, regagna lui-même l'Albanie afin d'y saboter le mouvement communiste et antifasciste. Il forma à Korçë un «comité central», et un «comité régional» à Tirana et à Vlorë. Andrea Zisi avait conçu une «théorie» nouvelle, selon laquelle la citadelle fasciste devait être prise de dedans, d'où il découlait que les communistes, au lieu de lutter ouvertement contre l'occupant, devaient s'intégrer dans son appareil politique et administratif. Ces conceptions, à l'instigation de Bedri Spahiu, furent aussi adoptées par quelques officiers communistes.

L'attitude des communistes et du peuple albanais à l'égard de l'agression fasciste contre les peuples voisins

En juin 1940, alors que les communistes aux vues saines des divers groupes en Albanie luttaient contre le fascisme et contre les trotskistes pour l'union du mouvement communiste, l'Italie entrait en guerre aux côtés de l'Allemagne hitlérienne. Les fascistes italiens tentèrent d'entraîner avec eux les Albanais pour s'en servir comme de chair à canon. Le 28 octobre 1940, les troupes italiennes, parties d'Albanie, attaquaient la Grèce. Après une légère progression, elles furent contraintes, sous les coups de l'armée grecque, de se retirer, et évacuèrent Korçë en novembre et Gjirokastër au début de décembre 1940.

La guerre italo-grecque apporta de nouvelles souffrances et dévastations au peuple albanais. Non seulement il ne se solidarisa pas avec l'agression fasciste contre la Grèce, mais mit tout en œuvre pour aider le peuple grec frère dans sa lutte de libération. L'action des communistes et des patriotes antifascistes fit entièrement échouer les plans fascistes de mobilisation militaire et «civile» des Albanais. Les soldats albanais envoyés de force par les fascistes sur le front grec, refusèrent de combattre et désertèrent en masse. A l'arrière également, les actes

de sabotage contre la machine militaire fasciste se multiplièrent. La population des zones occupées par les forces grecques, hostile tout comme celles-ci au fascisme italien, les aida de son mieux. Or, le gouvernement grec observa une attitude délibérément chauvine à l'égard du peuple albanais. Il tenta de mettre en œuvre les anciens plans de la bourgeoisie «grand-grecque» visant à l'annexion de Korçë et de Gjirokastër.

Les communistes de Korçë se heurtèrent, eux aussi, à cette attitude hostile des autorités grecques d'occupation. Aussitôt que l'armée italienne eut évacué Korçë, les communistes formèrent un «Comité pour la défense de la ville» et créèrent, pour assurer l'ordre public, une force armée réduite composée de communistes et de sympathisants du groupe. A la première rencontre du «Comité de défense» et des autorités militaires grecques, le conflit surgit quant à la nature de l'occupation grecque. Le Comité rejeta la demande d'Athènes de considérer la venue des troupes grecques comme la «libération de Korçë grecque». De leur côté, les Grecs repoussèrent la demande du Comité pour la formation d'un certain nombre de bataillons albanais qui combattraient sous leur drapeau national contre l'occupant italien. Ils obligèrent le Comité à se dissoudre. Le 28 novembre 1940, jour anniversaire de l'indépendance, les communistes organisèrent à Korçë une grande manifestation afin de maintenir élevé le moral de la population et de montrer au gouvernement grec que si Korçë, comme le peuple albanais tout entier, haïssait les fascistes italiens, elle ne reconnaissait pas pour autant les prétentions des chauvins grecs sur le territoire albanais.

L'occupation grecque des régions du Sud fut de brève durée. Le cours des événements au printemps 1941 modifia totalement la situation dans les Balkans. L'Allemagne hitlérienne, après avoir envahi le Danemark, la Norvège, la Hollande, la Belgique et la France, faisait entrer ses troupes en Finlande, en Roumanie et en Bulgarie, et attaquait en avril 1941 la Yougoslavie et la Grèce. En quelques jours, l'armée allemande occupait ces pays, permettant aux forces italiennes de réoccuper l'Albanie du Sud et d'entrer en Grèce.

La guerre italo-grecque, qui avait transformé l'Albanie en champ de bataille, eut des conséquences importantes pour le pays. Les pertes humaines, les grands dommages matériels et le durcissement de la politique colonialiste de rapine des

occupants aggravèrent à l'extrême la Condition des masses populaires. Mais les défaites subies par l'Italie dans cette guerre firent clairement apparaître la décrépitude du fascisme italien et le discréditèrent totalement aux yeux du peuple albanais.

L'Italie élargit sa zone d'occupation en créant la «grande Albanie», qui englobait aussi une partie des territoires albanais attribués à la Serbie par la Conférence des ambassadeurs des puissances impérialistes réunie en 1913 à Londres. Afin de consolider leurs positions dans les Balkans, les occupants fascistes allemands et italiens attisèrent les anciennes querelles nationales et le chauvinisme des classes réactionnaires des pays balkaniques. Mais les communistes et le peuple entier ne donnèrent pas dans le piège de la démagogie fasciste. Dénonçant la politique provocatrice d'une prétendue «grande Albanie», ils s'employèrent à intensifier la lutte contre les occupants fascistes et la coopération avec les peuples voisins dans la lutte de libération contre l'ennemi commun, en invoquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'union des communistes dans la lutte contre le fascisme

Le régime fasciste en Albanie avait été gravement ébranlé. La période dans laquelle il s'engageait était marquée par une crise politique de plus en plus grave qui se traduisait entre autres par l'incapacité du régime à étouffer le mouvement populaire antifasciste. Au printemps 1941, la guérilla ayant à sa tête le patriote Myslim Peza avait entrepris des actions armées contre les occupants fascistes. A ses coups de main organisés durant les mois de mars et de mai, les occupants ripostèrent par une première opération punitive menée à Pezë. Les désertions en masse commencèrent à éclaircir les rangs des unités composées d'Albanais. En mai, la haine populaire contre l'oppresseur étranger se manifesta par un acte retentissant. En plein Tirana, le jeune Vasil Laçi attenta à la personne du roi d'Italie, Victor-Emmanuel III, qui était en visite en Albanie.

La situation révolutionnaire en Albanie allait mûrissant. Les occupants fascistes multipliaient les mesures de répression. Des milliers de patriotes furent arrêtés et emprisonnés. Pour échapper aux poursuites policières ou à l'enrôlement forcé, une partie d'entre eux avaient gagné la montagne d'où ils opéraient contre l'ennemi, isolés ou par petits groupes armés,

Enver Hoxha et ses camarades, appréciant l'importance

de la guérilla patriotique de Pezë, décidèrent d'y dépêcher des communistes pour lui donner un caractère organisé et élever la conscience politique de ses combattants. A l'issue des rencontres qu'Enver Hoxha eut avec Myslim Peza, celui-ci accepta avec chaleur la proposition de lui envoyer des communistes pour renforcer son unité.

La décision des communistes de gagner la montagne pour y organiser et élargir le mouvement de libération nationale marquait le début d'une nouvelle étape dans leur activité. Prenant ici encore l'initiative, les communistes s'employèrent à organiser le mouvement antifasciste armé dans les autres régions du pays.

Leur travail de propagande parmi les masses populaires, prit une grande ampleur. Outre l'agitation individuelle, les tracts et appels, qui commencèrent à être répandus dans les villes puis dans les campagnes, jouèrent un rôle important comme forme de communication des communistes avec les masses. Certains de ces écrits contenaient cependant des slogans politiquement erronés: «Pour l'Albanie soviétique!», «Pour l'Albanie communiste!», «Pour l'organisation de l'armée rouge albanaise!», slogans qui avaient leur origine dans une appréciation inexacte de la situation d'alors en Albanie.

L'essor du mouvement et les demandes instantes des communistes qui réclamaient l'union incitèrent, à l'époque, le groupe de Korçë et celui de Shkodër à tenter une nouvelle fois d'établir une collaboration entre eux. Afin de coordonner leur action antifasciste, ils créèrent une «commission d'arbitrage», en tant que premier pas devant conduire à l'union complète. Mais cette tentative non plus ne donna pas de résultats satisfaisants.

De son côté, la section du groupe de Korçë à Tirana avait déployé une vaste activité dans les rangs des communistes et dans les milieux de nationalistes patriotes, nouant avec eux de solides liens. Enver Hoxha, animé de l'ardent désir de réaliser au plus tôt l'union des communistes albanais en un seul parti, n'avait pas reculé devant les nouvelles difficultés suscitées par les menées fractionnistes des «Jeunes» et des «Zjarristes» (membres du groupe du «Zjarri»). Il trouva dans sa tâche un langage commun avec deux éminents militants du groupe de Shkodër, Vasil Shanto et Qemal Stafa. La section de Tirana, qui avait à sa tête Enver Hoxha, devint progressivement le véritable centre d'organisation de l'ensemble du mouve-

ment communiste et antifasciste en Albanie. Elle affirma son autorité, s'élevant au-dessus des groupes et ralliant autour d'elle des communistes résolus de chacun d'eux. L'action révolutionnaire dans la lutte contre le fascisme avait opéré un tri parmi lès communistes et en premier lieu parmi les chefs. La lutte commune contre l'ennemi principal du peuple albanais et de tous les peuples du monde devint ainsi une base effective de l'union des communistes. L'élaboration par Enver Hoxha de la ligne fondamentale de la plate-forme de la Lutte antifasciste de libération nationale sur laquelle se fonderait cette union, servait grandement la cause de l'union.

Alors que la résistance antifasciste du peuple albanais croissait de jour en jour, un événement de grande portée modifia radicalement la situation politique internationale. Le 22 juin 1941, l'Allemagne hitlérienne attaquait lâchement l'Union soviétique. L'impérialisme allemand avait décidé de détruire le premier Etat socialiste.

Le peuple soviétique, conduit par le Parti communiste ayant à sa tête Staline, se dressa comme un seul homme dans sa Grande Guerre patriotique pour défendre la liberté et l'indépendance de sa patrie socialiste. Cette guerre juste inaugura une nouvelle étape de la Seconde Guerre mondiale, renforça le caractère antifasciste de libération de la lutte des peuples contre le bloc fasciste et jeta les fondements de l'union en un front unique de toutes les forces antifascistes du monde.

Dans le monde entier, les masses exploitées étaient directement concernées par la victoire de l'Union soviétique. Les peuples des pays asservis voyaient à juste titre en elle le principal garant de la poursuite de la guerre antifasciste jusqu'au bout, jusqu'à leur libération des occupants fascistes. Face à un ennemi aussi dangereux que l'Allemagne hitlérienne et sous la pression sans cesse grandissante de leurs peuples qui réclamaient la création d'une puissante coalition antifasciste, les gouvernements des deux plus grandes puissances capitalistes, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, s'allièrent à l'Union Soviétique, qui devint la principale force de cette alliance antifasciste.

La perfide attaque fasciste contre le peuple soviétique et le début de la Grande Guerre patriotique eurent un profond retentissement en Albanie. Les occupants italiens, qui avaient, eux aussi, déclaré la guerre à l'Union soviétique, et la réaction

intérieure, grisés par les premières victoires nazies, lançaient une furieuse campagne antisoviétique et anticommuniste, alors que les larges masses de patriotes albanais accueillirent l'agression hitlérienne avec indignation.

L'amour des patriotes albanais pour l'Union soviétique avait ses raisons historiques. Dans sa lutte séculaire contre ses oppresseurs étrangers, le peuple albanais s'était presque toujours trouvé seul, sans alliés. Les Etats capitalistes avaient soit observé à son égard une attitude ouvertement hostile, soit prétendu être ses «amis» dans le dessein de lui planter un poignard dans le dos et de se l'assujettir. Seule l'Union soviétique socialiste avait défendu les droits de l'Albanie et élevé la voix contre les injustices commises à ses dépens. Avec l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le fascisme, le peuple albanais, pour la première fois dans son histoire, avait un ami et un allié de combat puissant et sincère, et, comme les autres peuples opprimés, un solide garant de l'écrasement inéluctable du bloc fasciste. «Notre lutte, a dit le camarade Enver Hoxha, n'a pas commencé après l'entrée en guerre de l'Union soviétique, mais c'est après l'entrée en guerre de l'Union soviétique que notre peuple a pris conscience que le sang versé ne le serait pas en vain.»*

Dans les nouvelles circonstances créées par la formation de la coalition antifasciste des peuples, qui avait pour avant-garde l'Union soviétique, les communistes albanais voyaient leur incomber une grande responsabilité historique: assurer au plus tôt au peuple albanais une direction politique, en formant le parti communiste, condition fondamentale de l'organisation, de la direction et de l'extension de la lutte antifasciste de libération nationale. Il n'existait pas d'autre voie, et personne, hormis les communistes, dans les conditions historiques concrètes du pays, n'était en mesure d'assumer une telle tâche. Dans les divers groupes, les communistes aux vues internationalistes saines en avaient parfaitement conscience. Indépendamment des désaccords idéologiques qui existaient entre eux, les communistes albanais étaient unis par l'amour sans bornes qu'ils vouaient à leur Patrie ainsi que par leur attachement pour l'union soviétique. Ces sentiments communs devinrent

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion de la Présidence du Conseil général de libération nationale, 15 avril 1944. Procès-verbal de là réunion. ACP.

un facteur très important pour leur rapprochement et leur étroite collaboration, et firent l'effet d'une dernière incitation à la fusion des groupes en un seul parti communiste. Alors «... on ressentit plus que jamais, surtout à la base, le grand tort causé au mouvement communiste par la lutte stérile entre les groupes et le besoin impérieux de mettre un terme à cette lutte tout en réalisant les conditions nécessaires à l'unité du mouvement en Albanie.»*

La lutte contre le fascisme qui devait assurer l'union des communistes, prit une plus grande ampleur. A la suite de l'aggression hitlérienne contre l'URSS, la volonté de combattre des communistes de la base ne pouvait plus être contrecarrée même par les dirigeants du groupe de Shkodër, qui avaient soutenu que «les communistes ne devaient se jeter dans la lutte que lorsque l'Union soviétique se serait engagée dans la Seconde Guerre mondiale.» Qemal Stafa et Vasil Shanto, qui avaient commencé à militer avec Enver Hoxha, jouaient maintenant un rôle primordial au sein du groupe communiste de Shkodër. La ligne de la lutte antifasciste de libération nationale était alors devenue la ligne prépondérante au sein de ce groupe. Les instructions données, à l'époque, aux membres du groupe, portaient notamment cette phrase : «En hommes qui aimez votre pays, pénétrez parmi les masses, gagnez leur sympathie, leur compréhension et préparez-les à un mouvement national armé.»**

La conjonction de ces facteurs rendit possible la conclusion, en août 1941, d'un accord entre le groupe communiste de Korça et celui de Shkodër en vue de leur fusion en un seul parti, fusion qui devait être précédée de l'organisation et de l'exécution communes d'une série d'actions antifascistes. A cet accord devait aussi se rallier par la suite le groupe des «Jeunes». Quant au groupe du «Zjarri», il ne répondit pas à l'appel à collaborer. Parmi les actions antifascistes communes menées par les groupes, la plus importante fut la grande manifestation antifasciste du 28 octobre 1941 à Tirana, à l'occasion de la fête fasciste de la «marche sur Rome». Cette manifestation, qui avait pour principal organisateur Enver Hoxha, se fit avec la participation des larges masses populaires. Les fascistes

* Résolution de la Conférence des groupes communistes, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 18.

** Instruction du groupe de Shkodër adressée à ses membres. ACP.

réagirent férocement. Enver Hoxha, poursuivi, fut contraint de passer dans la clandestinité. Les autorités fascistes le condamnèrent à mort par contumace. La manifestation de Tirana avait été la pierre de touche de l'union des communistes albanais. Elle montra la force de cette union dans le feu de la lutte contre le fascisme et sa grande importance pour la mobilisation des masses populaires dans le mouvement de libération nationale.

La manifestation de Tirana fut suivie, le 8 novembre 1941, à Korçë, d'une autre grande démonstration semblable, également organisée par les groupes communistes pour protester contre les arrestations massives opérées par les fascistes dans la capitale. Elle aboutit à un affrontement sanglant avec les carabiniers et la police fasciste, au cours duquel fut tué Koci Bako, l'un des premiers membres du groupe de Korçë.

Le succès politique de ces manifestations produisit une grande impression sur l'opinion publique du pays. Le prestige des communistes parmi la population s'en trouva encore rehaussé. Par ailleurs, ce succès inquiéta profondément les autorités fascistes d'occupation, qui se rendaient compte qu'elles avaient affaire avec un adversaire qui, de jour en jour, se renforçait et devenait plus menaçant.

La lutte menée par les communistes albanais finit par créer toutes les conditions requises pour la fondation de leur parti. Au sein des groupes communistes avaient grandi des cadres révolutionnaires professionnels, qui avaient su s'élever au-dessus des désaccords des groupes, qui avaient résolument embrassé la ligne d'une lutte intransigeante contre les occupants fascistes et les traîtres au pays et lutté sur cette base, pour l'union du mouvement communiste albanais. Ces cadres, grâce à leur combat inlassable, préparèrent, sur le plan idéologique et organisationnel, la formation du Parti communiste d'Albanie.

La lutte antifasciste des communistes des divers groupes avait secoué dans ses fondements le sectarisme et l'esprit de cercle qui y avaient jusqu'alors prévalu. Cette lutte commune devint pour les principaux groupes communistes le facteur déterminant qui les conduisit à la conclusion d'un accord sur l'organisation d'une réunion de leurs représentants, qui aurait pour tâche de résoudre la question de leur fusion et de la fondation du Parti communiste d'Albanie.

5. FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE

La Conférence des groupes communistes en vue dé la fondation du Parti se tint, dans la clandestinité, à Tirana, du 8 au 14 novembre 1941. Y participaient quinze personnes, notamment Enver Hoxha, Qemal Stafa, Vasil Shanto et Pilo Peristeri.

La question essentielle qui avait motivé l'organisation de cette conférence fut résolue en principe dès le début. C'est en effet le 8 novembre que fut prise la décision historique de réaliser la fusion des groupes et de fonder **le Parti communiste d'Albanie** (PCA).

La Conférence entendit les rapports d'activité de chaque groupe, mit en lumière les succès et les insuffisances du mouvement communiste en Albanie et discuta des problèmes vitaux qui se posaient au Parti.

La majorité des représentants exprimèrent leur détermination de mettre fin à la désunion et d'édifier un parti marxiste-léniniste unique, doté d'une solide unité organisationnelle et idéologique et d'une ligne politique combattante.

Seuls Anastas Lula et Sadik Premte, principaux dirigeants et représentants du groupe des «Jeunes», tentèrent d'empêcher la réalisation de cet objectif. Tout en n'osant pas se prononcer ouvertement contre l'union des groupes communistes, qui était réclamée avec insistance par la base, ils avancèrent et défendirent les points de vue trotskistes bien connus de leur groupe et des autres traîtres au marxisme-léninisme. Ils invoquaient surtout «l'absence de prolétariat», «le caractère réactionnaire et conservateur de la paysannerie», «le manque de cadres préparés», «le danger que la propagande et l'agitation ouvertes contre le fascisme présentaient pour les cadres», «les faux espoirs fondés sur l'aide et le soutien de l'Union soviétique» ! Par ces arguments, ils visaient à répandre l'idée que la création d'un parti communiste unique serait un acte purement formel et que ce parti ne réussirait jamais à devenir le guide du peuple albanais, ni à diriger la lutte pour la libération nationale.

Une lutte sur le plan des principes, conduite par Enver Hoxha, lui-même appuyé par Qemal Stafa et d'autres participants à la réunion, fidèles aux positions marxistes-léninistes, fut menée contre ces thèses liquidatrices. Se voyant battus, Anastas Lula et Sadik Premte consentirent, pour la

forme, à se soumettre à la majorité et s'engagèrent à exécuter les décisions de la réunion.

La Conférence des groupes communistes définit les bases idéologiques et organisationnelles du Parti et mit au point les questions essentielles de sa ligne générale pour la période de la Lutte antifasciste de libération nationale.

A la direction du Parti fut élu un Comité central (provisoire) composé de 7 membres. Enver Hoxha fut chargé d'en assumer la direction, bien que la Conférence n'eût pas désigné de secrétaire.

Aux termes d'une des clauses adoptées, aucun des principaux anciens chefs des groupes (président et adjoint) ne fut désigné à la direction du Parti. Ce n'était pas là la conséquence d'un simple accord, mais une exigence du développement du mouvement communiste et révolutionnaire. Les chefs de groupe, imprégnés d'un esprit de cercle marqué, s'étaient depuis longtemps érigés en obstacles à l'union des communistes albanais en un seul parti et avérés incapables de diriger les communistes et les masses révolutionnaires.

Bases idéologiques et organisationnelles du Parti

La Conférence dénonça les points de vue social-démocrates sur le Parti de la classe ouvrière, points de vue que Llazar Fundo surtout s'était efforcé de propager en Albanie ; elle dévoila la ligne et l'activité foncièrement trotskistes du groupe du «Zjarri», qui cherchait à se faire reconnaître comme «parti communiste albanais» et décida irrévocablement que le Parti communiste d'Albanie serait organisé et renforcé en tant que parti de type nouveau: «Le Parti ne doit pas devenir un parti de type ancien, un parti similaire à ceux de la IIe Internationale social-démocrate, dominée par la corrosion intérieure, la passivité, l'esprit de clan, le fractionnisme et la trahison des intérêts de la classe ouvrière. Nous voulons un Parti... qui soit capable de guider la classe ouvrière, dans la lutte jusqu'à la victoire...»*

Dans le même temps, la réunion stigmatisa tous les points de vue erronés et étrangers à l'idéologie marxiste-léniniste, qui s'étaient implantés dans les rangs des groupes communistes.

---

* Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 23.

Elle dénonça en particulier la «théorie des cadres», en tant que théorie défaitiste et opportuniste, qui écartait les communistes des masses populaires, les maintenait à la remorque de celles-ci, en faisait une secte, et conduisait en définitive à la. liquidation du Parti.

Elle précisa que la théorie d'avant-garde, sur laquelle se guiderait le Parti dans l'élaboration de son programme et dans toute son activité, serait le marxisme-léninisme. A ce propos, elle fixa la tâche de: «s'employer avec énergie à promouvoir, sur le plan théorique comme sur le plan politique, l'élévation idéologique des cadres, par l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste...»*

Le Comité central provisoire fut chargé d'épurer tous les écrits étudiés par les groupes communistes des textes antimarxistes. trotskistes et anarchistes qu'ils contenaient, et d'organiser la publication en albanais, la diffusion et l'étude du «Précis d'histoire du Parti communiste (boldhévik) de l'URSS», ainsi que d'un certain nombre d'œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline.

De la sorte, le Parti communiste d'Albanie souligna dès sa constitution l'importance de la théorie marxiste-léniniste et de la conscience communiste de ses membres, en tant que force qui donne vie et impulsion au Parti, qui lui ouvre des perspectives et lui indique la voie menant à la victoire du mouvement ouvrier, du mouvement de libération des masses opprimées et exploitées.

La Conférence décida de mettre fin une fois pour toutes à l'organisation pourrie des groupes communistes, au relâchement de la discipline, à l'esprit de fraction et de cercle et de créer un Parti sur de solides bases organisationnelles marxistes-léninistes. L'organisation du Parti sur de solides bases fut considérée comme le principal moyen de le rendre invincible et d'assurer la mise en œuvre de sa ligne politique.

La première des tâches fixées fut la transmission au Comité central provisoire de tous les liens qu'entretenaient les directions des groupes communistes avec leurs membres. Dès lors, les communistes étaient astreints à n'appliquer que les normes organisationnelles fixées par la Conférence et par le

---

* Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 24.

Comité central sur la base du principe du centralisme démocratique, principe fondamental d'organisation pour un parti marxiste-léniniste.

Il fut imparti comme directive de créer, dans les plus brefs délais, au lieu des anciennes cellules, restreintes, composées de deux ou trois membres, des cellules nouvelles, dans lesquelles seraient admis d'anciens membres des groupes, après un tri préalable de leurs rangs. Les éléments ayant manifesté des tendances marquées de sectarisme, d'opportunisme et de clan n'y seraient pas admis. De pair avec l'organisation des cellules, devaient être formés les comités régionaux du Parti et des liens solides devaient être maintenus entre les cellules et ces comités. La Conférence demandait que les cellules fassent preuve du maximum d'initiative, qu'elles pénètrent dans les larges masses urbaines et rurales et que les comités leur prêtent leur aide et les contrôlent constamment dans leur activité.

Dans le même temps, pour renforcer le Parti, il fut jugé indispensable de grossir ses rangs de nouveaux membres, de combattants résolus, d'ouvriers et de paysans pauvres, en éliminant toute appréhension et sectarisme pour leur admission.

En ce qui concerne l'affiliation au Parti, l'on adopta la formule connue de Lénine que la réunion rédigea comme suit: «Peut être membre du Parti seul celui qui en accepte le programme, adhère à une de ses organisations (cellule) et paie sa cotisation».*

Une attention particulière fut consacrée à l'unité et à la discipline du Parti. «Sans une discipline de fer et I'ùnité du parti, notre Parti, qui compte un grand nombre d'ennemis, ne pourrait mener victorieusement la lutte.»**

En vue d'assurer une unité solide et une ferme discipline. la Conférence demandait aux communistes d'ouvrir l'œil afin d'empêcher la pénétration dans les rangs du Parti d'éléments arrivistes, intrigants, à l'esprit petit-bourgeois prononcé, ne supportant pas la discipline et créant un terrain propice aux agissements antiparti. En même temps, les organisations étaient chargées d'expulser sans hésiter de leur sein tout élément à tendances antimarxistes, opportunistes, liquidatrices,

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 24.
** Ibid., p. 25.

il fut souligné que l'esprit de dan, de cercle, de fraction, l'indiscipline ne peuvent avoir place dans le Parti.

Une des questions fondamentales débattues au cours de la Conférence, et qui fut définie comme une tâche urgente, fut celle de la liaison du Parti avec les masses. On réclama avec insistance, en ce domaine, que la pratique néfaste de la formation de groupes fût abolie à tout prix.

La Conférence recommanda aux communistes albanais de ne jamais oublier les paroles de J.V. Staline: «Si les communistes restent attachés à leur mère, au peuple, qui leur a donné naissance, ils resteront invincibles»*

Pour que les communistes puissent se rattacher aux larges masses urbaines et rurales, aux masses de la jeunesse et des femmes et persuader ces masses de la justesse de la ligne politique du Parti, la Conférence leur indiquait la voie suivante: effectuer un travail de propagande et d'agitation combatif et intense dans toutes les couches du peuple; mener le plus activement possible des actions politiques et de combat; allier le travail d'explication politique et les actions politiques et de combat à l'organisation des masses par le Parti.

Afin de nouer des liens solides avec les masses, la Conférence demandait qu'un tournant fût opéré dans le travail parmi la jeunesse et les femmes, que fussent éliminés l'inertie, le sectarisme et autres erreurs dont souffraient les groupes dans cette action. Le Comité central provisoire fut chargé de créer au plus tôt l'organisation de la Jeunesse communiste, à travers laquelle toute la jeunesse albanaise devait être mobilisée dans la lutte antifasciste. En ce qui concerne les femmes, la tâche fixée était de mener parmi elles un travail attentif, d'admettre au Parti des travailleuses et de mobiliser les masses féminines dans la lutte de libération.

La Conférence consacra aussi un soin particulier aux mesures à prendre pour protéger le Parti contre les coups des ennemis qui mettraient tout en œuvre pour le détruire. L'occupant fasciste italien et ses valets albanais chercheraient à frapper le Parti communiste encore plus violemment qu'ils ne l'avaient fait pour les groupes. Ils étaient aidés aussi dans ce sens par les trotskistes du groupe du «Zjarri», par tous les renégats du communisme. Aussi la réunion fixa-t-elle pour tâche aux membres du Parti de faire preuve de la plus haute

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 23.

vigilance, de ne révéler à aucun prix les secrets du Parti, d'observer la clandestinité la plus absolue, de s'habituer à œuvrer dans les conditions d'une clandestinité complète. A ce propos, les conceptions de certains opportunistes et traîtres dans les rangs des groupes, qui soutenaient que les communistes soumis à des tortures peuvent, à la rigueur, faire des aveux à la police et aux carabiniers sans se rendre pour autant coupables de trahison, furent sévèrement condamnées. Elles furent qualifiées de conceptions étrangères au parti du prolétariat et devant être impitoyablement bannies.

Tout en demandant des communistes qu'ils maintiennent une rigoureuse clandestinité, la réunion soulignait également que cette question devait être correctement comprise et ne pas susciter une limitation de l'activité parmi les masses. «Nous travaillons dans la clandestinité pour protéger notre organisation contre l'ennemi de classe et non pas pour nous cacher derrière un voile et nous replier sur nous-mêmes».*

La ligne politique pour la Lutte de libération nationale

La ligne politique du Parti prit corps dans les tâches politiques élaborées par la Conférence des groupes communistes. L'objectif stratégique du Parti pour la période historique que le pays traversait fut défini ainsi: **Combattre pour l'indépendance nationale du peuple albanais et pour un gouvernement populaire démocratique dans une Albanie affranchie du fascisme.****

La définition de cet objectif stratégique se basait sur la contradiction antagoniste fondamentale qui se manifestait alors en Albanie et qui réclamait une solution urgente pour abattre les obstacles entravant le développement social, économique et culturel de la nation: la contradiction entre le peuple et l'occupant fasciste. Certes, il existait aussi une autre contradiction: celle entre les masses populaires et les classes exploiteuses, mais elle était, à l'époque, devenue secondaire. Néanmoins, dans les conditions concrètes du moment, cette dernière contradiction ne pouvait être résolue sans que le fût aussi la contradiction antagoniste fondamentale, du fait que les grands propriétaires fonciers, les bayraktars et la bourgeoisie réactionnaire constituaient le soutien social de l'occupant dans le pays. Les intérêts

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. I, p. 25.

** Ibid., p. 26 (Souligné par la Rédaction).

des principales classes exploiteuses du pays étaient étroitement liés à ceux de l'occupant fasciste. Aussi, la réalisation de l'objectif stratégique du Parti ne pouvait pas ne pas toucher également les intérêts de ces classes, instruments des oppresseurs étrangers.

Les **fascistes italiens** étaient, à l'époque, les dominateurs tout-puissants de l'Albanie, et, partant, les **principaux ennemis** du peuple albanais. Quant à tous ceux qui, se ralliant à l'occupant, s'étaient mis à son service pour opprimer le peuple albanais, ils furent qualifiés de traîtres, d'instruments du fascisme, et il leur fut déclaré la guerre au même titre qu'à l'envahisseur.

Les **ouvriers** et les **paysans** sur le dos de qui pesait le plus lourdement le fardeau de la servitude fasciste constituaient les forces principales qui lutteraient pour la réalisation de l'objectif stratégique du Parti et qui étaient les plus intéressées à le voir se réaliser. Aussi, celui-ci recommanda-t-il comme l'une des tâches les plus importantes à remplir, «de créer et de renforcer l'unité de combat entre les masses travailleuses des villes et des campagnes.»*

Les autres couches sociales patriotiques souhaitaient, elles aussi, la conquête de l'indépendance nationale. Le Parti ne pouvait donc pas les laisser à l'écart et il posa la tâche d'œuvrer inlassablement pour les mobiliser et les intégrer dans le mouvement de libération nationale. **«...Unissons-nous à tous les nationalistes[1] qui veulent réellement une Albanie libre, à tous les honnêtes Albanais qui veulent combattre le fascisme.»****

Ainsi était lancée l'idée du **Front de libération nationale** qui devait être élaborée plus profondément et se voir donner

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 26.

1 On appelait généralement **nationalistes** les patriotes qui aimaient leur patrie et voulaient la voir libérer de l'occupant. Par ailleurs, s'intitulaient également **nationalistes** les pseudo-patriotes provenant des rangs des grands propriétaires terriens, des bayraktars et de la bourgeoisie réactionnaire. C'est pour cette raison que les véritables patriotes, pour ne pas être confondus avec les éléments réactionnaires et traîtres, étaient appelés aussi «nationalistes sincères», «nationalistes patriotes».

** Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 14 (souligné par la Rédaction).

une forme mieux définie et plus concrète dans le courant de la lutte elle-même.

Prévoyant que l'occupant fasciste et la réaction intérieure recourraient à tous les moyens pour empêcher l'union combattante du peuple albanais, la Conférence des groupes communistes recommanda de dénoncer et de réduire à néant toutes les manœuvres du fascisme italien et du gouvernement quisling tendant à diviser le Front de libération nationale du peuple albanais.

Lors de la fondation du Parti communiste, il n'existait en Albanie aucun parti politique antifasciste capable de représenter les intérêts de la bourgeoisie ou d'une autre classe ou couche quelconque. Néanmoins, la Conférence se prononça en principe pour la collaboration du Parti communiste avec d'autres partis politiques antifascistes, sur les questions d'organisation de la lutte contre l'occupant, si de tels partis venaient à être formés.

En ce qui concerne la libération du pays et l'instauration de la démocratie populaire en Albanie, la Conférence des groupes communistes aboutit à la conclusion que la seule voie juste permettant d'atteindre ces objectifs dans les conditions concrètes du pays était **l'insurrection armée** contre le fascisme. Elle décida «...de préparer politiquement et militairement le peuple pour l'insurrection générale armée, en rassemblant dans la lutte toutes les forces patriotiques et antifascistes.»*

Tout en choisissant l'insurrection générale armée comme principale forme de combat, le Parti ne négligea pas non plus les autres formes de lutte, grèves, manifestations antifascistes, sabotages, dénonciations verbales et écrites des ennemis, etc. Mais ces formes avaient toutes pour but de préparer le peuple à l'insurrection générale armée.

L'organisation de la lutte armée exigeait aussi à tout prix la préparation de **forces armées**, d'une **armée de libération nationale**. La Conférence souligna que, sans la création d'une véritable armée populaire, capable de frapper constamment l'ennemi, de détruire son appareil militaire et politique, on ne saurait même concevoir l'insurrection armée, on ne saurait parler de libération du pays, de conquête de l'indépendance nationale ni d'instauration d'un gouvernement démocratique populaire.

Dans les conditions de l'occupation de l'Albanie et de la Se-

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 26.

conde Guerre mondiale, il était impossible que l'insurrection armée fût une éruption généralisée et instantanée, que l'armée populaire révolutionnaire se créât d'un seul coup. Le développement de l'insurrection armée et la mise sur pied de l'armée de libération nationale constituaient tout un processus. Cette idée était illustrée clairement dans l'une des tâches politiques définies par la Conférence concernant l'organisation du mouvement partisan, à savoir la formation d'unités de combat urbaines et de guérillas, en tant qu'ossature de la future armée populaire et base réelle pour la préparation de l'insurrection générale.

Conformément à son objectif stratégique et aux conditions nouvelles de la situation internationale, résultant de l'entrée de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, le Parti communiste d'Albanie définit aussi quels étaient les alliés extérieurs du peuple albanais et l'attitude à observer envers eux.

A l'échelle internationale, la Lutte de libération nationale albanaise faisait partie intégrante de la lutte antifasciste mondiale. Le peuple albanais devait, par sa lutte, prendre place parmi les membres les plus actifs de la grande coalition antifasciste.

A cet égard, la Conférence des groupes communistes définit comme alliés du peuple albanais dans sa Lutte de libération nationale l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et tous les peuples asservis qui luttaient contre l'ennemi commun, le fascisme allemand, italien et japonais. Elle fixa pour tâche de **rattacher la Lutte de libération nationale albanaise à la grande lutte antifasciste mondiale**.

Le Parti fit une très juste appréciation de l'alliance de l'Union soviétique avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, la jugeant comme une alliance militaire requise par les circonstances pour sauver le monde du péril de la servitude fasciste. Dans le même temps, il fit des distinctions dans ses jugements sur les alliés et définit une attitude différenciée à leur égard. Dans un appel adressé au peuple albanais, le Comité central provisoire du Parti communiste d'Albanie déclarait: «Il nous faut en premier lieu rattacher étroitement notre Lutte de libération nationale à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique qui se tient à l'avant-garde de la lutte de libération contre le fascisme.»* Le Parti communiste d'Albanie considérait

* Premier appel du CC du PCA, novembre 1941. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 31.

l'Union soviétique comme l'alliée fidèle et sincère du peuplé albanais, comme l'alliée qui l'aiderait aussi à instaurer et à renforcer le pouvoir populaire en Albanie. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'étaient, quant à eux, que des alliés provisoires dans la lutte contre les Etats fascistes.

La Conférence des groupes communistes en vue de la fondation du Parti posa comme tâche de «promouvoir rattachement à l'Union soviétique» en faisant connaître largement son rôle d'avant-garde dans la lutte contre le fascisme en même temps que ses grandes victoires dans l'édification du socialisme.

Elle prescrivit aussi de «développer l'amitié et la collaboration militante du peuple albanais avec tous les peuples des Balkans, surtout avec les peuples serbe, grec, monténégrin et macédonien»,* qui s'étaient dressés dans la lutte antifasciste de libération.

Enfin, la Conférence exprima sa conviction que le nouveau Parti communiste liquiderait sans retard la situation malsaine existant dans le mouvement communiste d'Albanie, qu'il se porterait aux premiers rangs de la lutte de libération nationale et sociale, et deviendrait capable de mener à bien les grandes tâches historiques qui lui incombaient en tant que guide du peuple albanais dans cette lutte.

La portée historique de la Conférence des groupes communistes réside dans le fait qu'elle fonda le Parti communiste d'Albanie, comme un parti révolutionnaire marxiste-léniniste de la classe ouvrière.

Elle arma le Parti d'un programme politique clair, qui répondait aux exigences et à la volonté des larges masses du peuple, du pays et aux préceptes du socialisme. Certes, il restait encore à compléter ce programme et à élaborer en détail les tâches qu'il avait fixées. Pour cela, le Parti et les masses populaires devaient acquérir une vaste expérience dans le processus du travail et de la lutte révolutionnaires. Néanmoins, ce programme était édifié sur des fondements scientifiques marxistes-léninistes.

Les résultats de la Conférence marquèrent la victoire du marxisme-léninisme sur le trotskisme et l'opportunisme dans le mouvement ouvrier et communiste en Albanie.

---

* Résolution de la Conférence des groupes communistes. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 27.

Le Parti communiste d'Albanie, tout en étant, au premier chef, le représentant des intérêts de la classe ouvrière, s'engagea à défendre également les intérêts de toutes les masses travailleuses et du peuple asservi. Aussi la fondation du Parti était-elle une grande victoire pour le peuple albanais.

Pour toutes ces raisons, **la Conférence des groupes communistes eut la portée d'un congrès constitutif**.

CHAPITRE II

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR ET GUIDE DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION DU PAYS ET L'INSTAURATION DU POUVOIR POPULAIRE

(1941—1944)

1. ORGANISATION DU PARTI. EFFORTS FAITS EN VUE D'UNIR ET DE MOBILISER LES MASSES DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE

Pour mener à bien ses tâches historiques, le Parti devait surmonter de très grands obstacles et difficultés.

Le Parti avait hérité des groupes communistes dont il était issu de très faibles liens avec les masses.

Une terreur féroce régnait dans le pays. Les forces armées italiennes stationnées en Albanie pour maintenir sur pied le régime d'occupation atteignaient environ 100.000 hommes. En décembre 1941, les autorités d'occupation désignèrent un nouveau gouvernement «quisling», avec à sa tête Mustafa Kruja, serviteur et agent de longue date du fascisme, qui passait pour une «main de fer», capable de démanteler les organisations communistes et de réduire le peuple albanais. Par ailleurs, le Parti était entravé dans ses activités par la cinquième colonne et les chefs du groupe du «Zjarri», passés au service de l'occupant, ainsi que par d'autres ennemis. Dans ces circonstances, toute l'activité du Parti ne pouvait se déployer qu'illégalement.

Pour mener la lutte armée, le Parti manquait d'armes, il manquait de moyens financiers, il manquait de cadres militaires.

En tant que Parti qui venait de naître, il était dépourvu de l'expérience nécessaire pour assumer son rôle de direction politique; ses membres n'étaient pas encore dotés d'une vaste et profonde préparation théorique.

Mais ces obstacles et ces difficultés, bien connus du Comité central et de tous les communistes albanais, n'empêchèrent pas le Parti de poursuivre courageusement sa marche en avant. Il ne choisit pas la voie erronée qui eût consisté à attendre d'avoir d'abord préparé ses cadres, de s'être procuré les armes et l'argent nécessaires, d'avoir accumulé l'expérience requise et de s'être élevé sur le plan théorique avant d'entreprendre son action et d'engager la lutte. Tout cela, il devait se l'assurer en cours de lutte, en s'appuyant sur la situation révolutionnaire créée dans le pays, sur le haut patriotisme du peuple, sur la fidélité des communistes albanais au marxisme-léninisme et à la cause du communisme en général. La confiance du Parti dans la victoire des forces antifascistes mondiales et, au premier chef, dans celle de l'Union soviétique sur le fascisme, venait encore raffermir sa conviction qu'il remplirait ses tâches victorieusement.

Premières mesures d'organisation

La tâche la plus pressante du Parti était de procéder à son organisation. Les membres du Comité central furent répartis dans les diverses régions afin d'y mettre sur pied les nouvelles cellules, d'organiser les conférences du Parti et de former les comités régionaux. Quelque 200 communistes, choisis parmi les membres des anciens groupes communistes, furent admis dans les cellules. Huit comités régionaux, pour la plupart issus des conférences du Parti, furent constitués. Dans les cellules et au cours des conférences, les communistes se prononçaient fermement pour la fusion des groupes et pour leur union en un seul parti communiste albanais, ce parti qu'ils réclamaient depuis longtemps. Ils adhérèrent à la ligne politique du Parti, définie par la Conférence des groupes communistes, et exprimèrent leur détermination de combattre sans réserve sous la conduite du Comité central provisoire.

Les premières cellules constituées le furent presque toutes dans les villes. Lès premiers membres du Parti étaient essentiel-

lement des ouvriers, des artisans et des intellectuels. Auprès de chaque cellule du Parti, furent mis sur pied des groupes d'éducation idéologico-politique, composés de militants dévoués à la cause du peuple et du communisme, et jugés capables de devenir membres du Parti. Des groupes de sympathisants furent également organisés.

L'organisation du Parti fut pratiquement achevée en janvier 1942.

Pendant ce temps, le Comité central provisoire avait également pris des mesures en vue de créer l'organisation de la **Jeunesse communiste albanaise**, qui fut formée le 23 novembre 1941 par le regroupement des jeunes communistes qui avaient été rattachés aux anciens groupes. Qemal Stafa, membre du Comité central du Parti, fut élu secrétaire politique de la Jeunesse communiste. Le Comité central et le camarade Enver Hoxha en personne veillèrent directement à ce que l'organisation de la Jeunesse communiste fût édifiée sur des fondements marxistes-léninistes. La Jeunesse communiste avait pour tâche de devenir l'auxiliaire la plus fidèle et la plus puissante du Parti communiste d'Albanie en vue d'éduquer les larges masses de la jeunesse albanaise dans un esprit de patriotisme et selon les idées communistes, et de mobiliser ces masses dans la lutte de libération antifasciste. La jeunesse albanaise renfermait en son sein des énergies révolutionnaires inépuisables. Le Parti voyait en elle une immense réserve de forces révolutionnaires antifascistes des plus actives. Le camarade Enver Hoxha, en réponse au salut que la Jeunesse communiste adressait au Comité central du Parti communiste d'Albanie à l'occasion de sa création, écrivait alors: «Le Parti espère fermement que la Jeunesse communiste albanaise se montrera digne de la confiance que notre jeune Parti a placée en elle et qu'elle saura accomplir de manière révolutionnaire la haute tâche qui lui est assignée... organiser, de façon révolutionnaire en une indestructible unité de cœur et de volonté avec le Parti, la jeunesse albanaise asservie, et la guider vers un avenir radieux, vers son affranchissement des chaînes moyenâgeuses de la servitude fasciste et vers une vie nouvelle de progrès, de culture et de bonheur.»*

Afin de promouvoir l'élévation du niveau idéologique des membres du Parti et des jeunes communistes, dans les cel-

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 33.

Iules du Parti, dans les groupes d'éducation idéologico-politique et de sympathisants ainsi que dans les réunions de la Jeunesse communiste, fut organisée l'étude de l'histoire du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et des questions fondamentales du marxisme-léninisme.

La première des tâches: établir des liens avec les masses

En même temps qu'il travaillait à jeter et à renforcer ses fondements organisationnels et idéologiques, le Parti communiste se mit à l'œuvre de toutes ses forces afin de se lier aux niasses populaires et de les persuader de la justesse de sa ligne politique. Cette tâche fut considérée comme prioritaire, comme la tâche clé qui devait résoudre le problème de l'union et de la mobilisation du peuple dans la lutte.

Aussitôt après la création du Parti, le Comité central provisoire s'adressa au peuple albanais tout entier dans un appel qui retentit comme un cri de ralliement: «...Nous appelons tous les honnêtes Albanais qui aiment véritablement leur Patrie à unir toutes leurs forces pour les mettre au service de la Lutte de libération nationale. La lutte ouverte est la seule attitude à adopter à l'encontre de l'envahisseur. Que chaque fils de ce pays soit un soldat de la Lutte de libération nationale. Pour que nous puissions vaincre l'ennemi, notre lutte doit être organisée, unie et puissante...

Tous unis dans la lutte! POUR LA LIBERATION NATIONALE, CONTRE L'ENVAHISSEUR FASCISTE!»*

Le PCA attacha une grande attention à la propagande et à l'agitation orale et par la presse. Le Comité central, par des appels et des tracts, ne cessait de s'adresser à l'ensemble du peuple albanais, ou directement aux paysans, aux militaires, aux femmes, aux jeunes. Les comités régionaux du Parti diffusaient, eux aussi, des appels et des tracts adressés à la population. Dès le début de 1942, ils publièrent également des communiqués et des bulletins périodiques relatant les grandes actions de la lutte antifasciste à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Jamais, aucun groupe ou organisation politique en Albanie n'avait mené une propagande et une agitation aussi

* Premier appel du CC du PCA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, pp. 31-32.

larges et combatives, d'un contenu idéologique aussi sain, clair et concret, que celles que commença à déployer le Parti communiste d'Albanie parmi les masses d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, de jeunes, de femmes, de militaires. A travers ce travail inlassable, le Parti clarifiait sa ligne générale, expliquait la situation internationale et intérieure, démasquait le fascisme, les envahisseurs italiens, les agresseurs hitlériens et les traîtres au peuple albanais.

De toutes les formes d'agitation et de propagande, la plus importante était celle qui se faisait oralement, par des contacts directs ou des entretiens par petits groupes, des causeries dans les réunions d'ouvriers, de paysans ou de jeunes. Cette forme d'agitation donnait des résultats très satisfaisants. Partout, les communistes pénétraient parmi les masses. Pour ce faire, ils usaient de tous les moyens et de toutes les méthodes, tirant parti largement de toute ancienne ou nouvelle connaissance, de toute occasion de contact, fêtes nationales populaires, noces, jours de marché, rapports de voisinage, etc.

S'appuyant sur la ligne générale du Parti, le Comité central provisoire élabora les principaux mots d'ordre, qu'il propagea dans ses publications, au cours des manifestations antifascistes et par l'agitation orale. Ces mots d'ordre répondaient aux exigences et aux aspirations des masses populaires, ils étaient compréhensibles pour le peuple, qui leur donnait son adhésion. Le mot d'ordre «Mort au fascisme! Liberté au peuple!» devint la devise fondamentale de la Lutte de libération nationale.

Le travail de propagande du Parti commença à faire clairement ressortir la nécessité de l'union et d'une lutte organisée contre les envahisseurs. Cette prise de conscience suscita un enthousiasme révolutionnaire surtout parmi les masses de la jeunesse. Les jeunes communistes réussirent à démanteler les sociétés sportives et culturelles de la jeunesse instituées par les fascistes italiens, et à mettre sur pied des organisations nouvelles directement conduites par la Jeunesse communiste.

La propagande et l'agitation militantes étaient des armes fort efficaces pour gagner les masses, mais cela n'était guère suffisant. Le Parti communiste d'Albanie avait tiré des enseignements très précieux des insuffisances dans le travail des groupes communistes et, dès ses débuts, il s'était clairement rendu compte que les masses ne réussissent à comprendre et à assimiler ce que leur explique le Parti, qu'à l'épreuve des

faits, des multiples actions concrètes qui répondent directement à leurs exigences, à leurs intérêts et à leurs aspirations.

Au début, une partie de la population, surtout dans les campagnes, ne percevait pas les buts et le sens de l'action politique des communistes, car le Parti ne s'était pas encore bien fait connaître, et certains préjugés sur les communistes et le communisme, répandus par la propagande bourgeoise, subsistaient parmi elle.

Le Comité central recommandait aux comités régionaux du Parti de multiplier autant que possible leurs actions politiques et de combat, manifestations antifascistes, grèves, actes de sabotage, actions armées, etc., en tant que principaux moyens de renforcer le Parti et de le rattacher aux masses. Il demandait aux communistes de s'ériger en exemples de vaillance, de résolution et de dévouement au peuple et à la Patrie.

En décembre 1941 et au début de 1942, des sections de guérilla urbaine, placées sous la conduite directe des comités régionaux du Parti, furent mises sur pied dans presque toutes les villes. Les premières de ces unités se composaient de communistes, de membres de la Jeunesse communiste et de sympathisants. C'étaient de petits groupes armés, de 5 à 10 personnes. En général, leurs membres n'étaient pas encore passés dans la clandestinité.

Dans les premiers mois de 1942, à Tirana, Korçë, Vlorë, Shkodër, Gjirokastër et dans d'autres villes, les sections de guérilla tuèrent des dizaines d'officiers et de hauts fonctionnaires du parti fasciste italien, des espions et des traîtres albanais. Elles attaquèrent et détruisirent des dépôts et des ouvrages militaires de l'ennemi. Sous la direction des comités régionaux, des manifestations antifascistes se déroulèrent à Shkodër, Tirana, Durrës, Elbasan, Vlorë, etc. Elles furent marquées par des affrontements au cours desquels tombèrent les premiers membres du Parti.

Les actions armées des sections de guérilla urbaine avaient pour but non seulement de porter des coups à l'ennemi, mais, avant tout, de procurer des avantages politiques au mouvement de libération nationale, d'élever la conscience politique des masses.

Les actions armées et les manifestations antifascistes suscitèrent parmi les larges masses populaires l'amour pour les communistes et rehaussèrent rapidement l'autorité du Parti communiste d'Albanie. La vaillance sans pareille et la matu-

rité dont les communistes faisaient preuve dans la lutte contre le fascisme rapprochaient toujours plus les masses du Parti et inspiraient au peuple confiance dans sa parole.

Au début de 1942, le Comité central du Parti donna la directive de procéder à l'organisation de guérillas de partisans, dès que les conditions nécessaires, et en particulier les bases du mouvement dans les campagnes, auraient été créées. Les guérillas de partisans devaient être capables d'accomplir des actions plus vigoureuses et d'une plus grande envergure que celles des sections de guérilla urbaine.

A la propagande et à l'agitation militantes, à l'action politique et militaire, le Parti joignit le travail d'organisation du peuple. S'il ne mit pas aussitôt sur pied des organisations de masse, c'est que les masses devaient être auparavant politiquement préparées à une telle organisation. Comme forme initiale d'organisation du peuple, il eut recours aux contacts individuels de ses membres, des jeunes communistes et des sympathisants, avec les ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, avec les femmes, les élèves des écoles secondaires, et il mit aussi à profit les cercles sportifs et culturels de jeunes, les cours féminins d'ouvrages à la main, les réunions éducatives. Ces formes d'action permirent d'assurer la participation des masses aux réunions et aux conférences clandestines, leur prise de conscience politique et leur ardente adhésion au mouvement antifasciste.

En février 1942, le Comité central du Parti lança pour la première fois la directive de mettre sur pied des conseils de libération nationale, en tant qu'organes ayant pour mission d'organiser et de mobiliser le peuple dans la lutte antifasciste, et qui devaient être les «embryons de notre futur gouvernement».* Les conseils de libération nationale étaient appelés à jouer un rôle très important; ils devaient servir de noyaux pour relier le Parti aux larges masses populaires, ainsi que de maillons pour réaliser leur union dans le Front de libération nationale.

La juste attitude du PCA à l'égard des nationalistes patriotes fut un facteur d'une particulière importance pour sa liaison avec le peuple. Une partie de ces nationalistes avaient une certaine influence auprès de diverses couches de la population, surtout dans les campagnes. La collaboration avec les

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 45.

nationalistes honnêtes créait la possibilité d'entraîner dans la lutte les masses qui se trouvaient sous leur influence. Dans leur travail avec les nationalistes, le Comité central et les comités régionaux du Parti firent preuve de circonspection, de beaucoup de patience et de doigté.

Tout en visant à réaliser l'union et une collaboration sincère avec les nationalistes, le Parti communiste d'Albanie ne perdait jamais de vue l'irrésolution et les flottements qui se manifestaient chez une partie d'entre eux, leur inconstance en ce qui concernait la lutte révolutionnaire et la démocratisation du pays, les tendances au compromis avec l'occupant, qui se décelaient chez certains. Le Parti se donna pour tâche d'éliminer les vacillements et de neutraliser l'influence des nationalistes qui, pour une raison ou pour une autre, refusaient de participer à la Lutte antifasciste de libération nationale, sans toutefois collaborer avec l'occupant fasciste.

Dans le cadre du travail mené parmi les masses, on organisa aussi la collecte d'aides matérielles. Personne, hormis le peuple lui-même, ne pouvait aider le Parti et la Lutte de libération nationale à faire face à leurs besoins matériels et financiers. Toute aide bénévole, si modeste fût-elle, en argent ou en nature, fournie par les ouvriers, artisans, paysans, petits ou moyens commerçants, enseignants out tout autre patriote, était en même temps, pour le Parti, une adhésion à sa ligne, un pont qui le rattachait aux masses. Les campagnes menées par les organisations du Parti, pour la collecté d'aides en faveur du Parti et de la Lutte de libération nationale, servirent aussi à accomplir un vaste travail politique d'éclaircissement parmi le peuple. Une pareille campagne fut notamment organisée dans toute l'Albanie au mois de janvier 1942, durant une semaine qui fut appelée «Semaine du Parti communiste».

La popularité accrue du Parti communiste, la croissance de son autorité parmi les masses, les actions hardies des sections de guérilla, les manifestations antifascistes, suscitèrent un sentiment de peur parmi les fascistes et les traîtres. Les autorités d'occupation et le gouvernement quisling prirent à la hâte une série de mesures d'exception en vue de démanteler le Parti communiste. Des ordres furent donnés prescrivant «une politique forte envers les éléments subversifs» et la proclamation de l'état de siège.

D'autre part, les oppresseurs italiens usèrent de nouvelles manœuvres en vue de duper le peuple albanais, et surtout

les nationalistes et la jeunesse. La propagande fasciste présentait le mouvement de libération nationale comme un mouvement purement «communiste» et «antinational». Mustafa Kruja s'efforcait de persuader l'opinion publique que l'Italie fasciste était l'artisan de la «grande Albanie» et le défenseur de l'indépendance nationale du peuple albanais! Mussolini donna comme directive au lieutenant général italien à Tirana «d'accorder aux Albanais une plus grande autonomie». Les occupants décidèrent d'ôter du drapeau albanais les faisceaux du licteur et la couronne de Savoie, considérant ces symboles comme «le motif de la colère et de la révolte des patriotes albanais». A la dénomination de «Parti fasciste albanais» fut adjoint le mot de «national».

Mais la terreur comme la démagogie des fascistes ne pouvaient entraver la croissance du mouvement de libération nationale et de l'autorité du Parti communiste d'Albanie.

Les succès furent évidents dès les premiers mois d'existence du Parti. Néanmoins, ces succès n'étaient pas jugés satisfaisants. Dans le travail des communistes on observait des manifestations de sectarisme, séquelles du passé. Peu de chose avait été fait pour organiser les ouvriers, mais on relevait de plus grandes faiblesses encore dans le travail avec les paysans. Les vieilles conceptions qui avaient encore cours dans les groupes, et selon lesquelles la paysannerie se situait en dehors du champ d'action communiste, entravaient énormément une juste compréhension de l'importance décisive que présentaient les liens de la paysannerie avec le Parti et sa participation active à la Lutte de libération nationale. Bien des membres du Parti répugnaient à se rendre dans les campagnes, attendant, pour effectuer leur travail de persuasion parmi les paysans, que ceux-ci viennent à la ville.

Le Comité central relevait que l'activité du Parti était contrecarrée non seulement par les séquelles des anciennes méthodes de travail des groupes, mais aussi par l'esprit de clan qui restait prononcé, et par le travail fractionnel antiparti mené par les trotskistes A. Lula, S. Premte et un certain nombre de leurs compagnons, anciens membres du groupe des «Jeunes».

On notait, à certains signes, la cristallisation au sein du Parti d'un dangereux courant liquidateur antimarxiste.

L'esprit des anciens groupes et l'activité hostile des trotskistes à l'intérieur et en dehors du Parti constituaient un grand obstacle au travail d'élargissement et de renforcement des

liens avec les larges masses populaires et empêchaient de les unir et de les soulever pour la lutte antifasciste.

La Conférence consultative des cadres du PCA

Afin de surmonter cet obstacle et d'imprimer un nouvel élan au travail du Parti, le Comité central provisoire convoqua la Iere Conférence consultative des cadres du Parti communiste d'Albanie.

Cette conférence s'ouvrit le 12 avril 1942 à Tirana et elle tint ses travaux sous la direction du camarade Enver Hoxha. Y participèrent les membres du Comité central, les secrétaires politiques et d'organisation des comités régionaux et des membres du C.C. de la Jeunesse communiste ainsi qu'un certain nombre d'autres cadres. Toutes les questions qui y furent examinées étaient axées sur le problème de l'étroite liaison du Parti avec les masses, sur leur organisation et leur mobilisation dans la Lutte de libération nationale.

Mettant en relief les succès remportés dans le travail politique du Parti, la Iere Conférence consultative des cadres du PCA relevait que dans le pays: «se forme et prend force l'idée de l'insurrection générale, et que le peuple commence à comprendre qu'il peut et doit assurer sa libération en ne comptant que sur ses propres forces»*

Ces succès ne furent cependant pas surestimés. Le Parti aurait noué des liens plus larges et plus solides avec les masses, s'il n'avait été entravé dans son action par l'esprit existant auparavant dans les anciens groupes, si la discipline n'avait été enfreinte en son sein et si des éléments malsains et fractionnistes n'avaient propagé des théories erronées.

La Conférence, considérant comme inadmissibles les liaisons encore faibles des organisations du Parti avec les masses ouvrières, observait: «Comment notre Parti peut-il être fort sans ouvriers, alors que ce sont précisément les ouvriers qui doivent en constituer la base?»**

A cet égard, les communistes se virent assigner pour tâche de mener avec les ouvriers un travail politique d'explication et d'organisation inlassable pour leur faire resserrer autant que possible leurs rangs autour du Parti et préparer en leur sein des cadres dirigeants de la Lutte de libération nationale.

La Conférence du Parti consacra une attention particu-

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 58.

** Ibid., p. 82.

lière au travail à mener en vue de gagner les masses paysannes et de les mobiliser dans la lutte. Comme condition nécessaire pour surmonter les difficultés qui surgissaient dans ce domaine, il fut demandé aux communistes de combattre les vieilles mentalités et les conceptions défaitistes sur la paysannerie, de pénétrer profondément dans les campagnes, d'apprendre à connaître la vie des paysans, de savoir se pencher sur leurs peines et traiter leurs problèmes.

La Conférence consultative recommanda aux organisations du Parti d'éliminer toute trace des comportements antérieurs dans le travail avec la jeunesse et les femmes, de perfectionner et de raffermir leur action dans ces secteurs. La jeunesse et les femmes devaient devenir un solide appui du Parti.

La Conférence du Parti estima judicieuse la pratique suivie par le Comité central et qui consistait à accorder la primauté aux actions politiques et de combat. «Sans actions, il ne peut y avoir de Parti communiste... Ce qui fait croître et renforce notre Parti, c'est l'action et les combats, nous ne pouvons nous lier au peuple, si nous ne lui démontrons pas que nous sommes capables de le guider.»*

En vue d'amplifier la lutte armée, il fut jugé urgent de multiplier et de renforcer les unités de combat, de créer des guérillas de partisans.

La Conférence consultative permit de mieux concrétiser l'idée d'union des masses populaires dans le Front de libération nationale et celle de la création des conseils de libération nationale.

La Conférence consultative considéra l'étroite liaison avec les masses comme la meilleure marque de la force et de la capacité d'un parti marxiste-léniniste, de la justesse de sa politique, et comme une condition indispensable pour que le Parti puisse se défendre contre ses ennemis.

La Conférence attira l'attention du Parti sur la lutte à mener en vue de déjouer le piège que les fascistes, sous couleur de nationalisme et d'autonomie, cherchaient à tendre au peuple albanais, dans l'intention de provoquer une lutte fratricide en son sein et de le mettre en antagonisme avec ses voisins.

La Conférence consultative posa comme principal problème à résoudre dans la vie intérieure du Parti, l'élimination de l'esprit de cercle subsistant et des activités fractionnelles en

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 63.

son sein. Elle engagea A. Lula et S. Premte à rompre tous leurs anciens liens, à abandonner la mauvaise voie, et les prévint qu'ils encourraient des sanctions rigoureuses s'ils contrevenaient à ces instructions. La Conférence consultative des cadres fixa pour tâche d'épurer le Parti en en chassant impitoyablement tous les incorrigibles, et elle recommanda de faire en même temps tout ce qui était possible pour remettre les éléments fourvoyés sur la bonne voie.

En ce qui concerne l'admission au Parti de nouveaux membres issus principalement des rangs des ouvriers et des paysans pauvres, il fut recommandé de ne pas faire un obstacle de leur degré peu élevé de connaissances théoriques et politiques. Ces éléments résolus devaient être instruits et éduqués comme d'ardents combattants de la cause du peuple et du communisme dans les rangs du Parti.

Tout en s'employant de toutes ses forces à anéantir le courant trotskiste à l'intérieur du Parti, la Conférence consultative recommandait aux communistes de ne pas oublier la lutte contre les renégats hors de ses rangs, surtout contre le groupe trotskiste du «Zjarri». Ils devaient également être vigilants envers les tentatives du fascisme italien et de la réaction intérieure d'introduire des agents et des provocateurs dans les rangs du Parti communiste.

2. ECRASEMENT DU COURANT FRACTIONNISTE LIQUIDATEUR ET INSTAURATION DE L'UNITE DANS LE PARTI

Après la Conférence consultative des cadres du Parti, A. Lula et S. Premte. loin de renoncer à leur activité de sape contre le Parti, l'intensifièrent. La promesse qu'ils avaient faite, à la Conférence des groupes communistes pour la fondation du Parti, de se soumettre à la volonté de la majorité et aux directives du Comité central, était pur mensonge. Mettant à profit les grandes difficultés que le jeune Parti communiste était contraint d'affronter, ils sabotaient par tous les moyens et de mille manières son renforcement organisationnel et la réalisation des tâches politiques qu'il avait assumées. Ils maintenaient leurs anciens liens avec un bon nombre d'ex-membres du groupe des «Jeunes». En violation des règles et

des normes fixées par le Parti, ils prenaient part avec eux à des réunions à des fins d'«organisation» et d'«éducation», et donnaient aux participants des directives contraires à celles émises par le Comité central. Ils n'avaient pas non plus remis au Parti tous les écrits théoriques et de propagande, ni le matériel d'imprimerie et les finances de leur groupe.

Les fractionnistes continuèrent de combattre avec force la ligne générale du Parti, sabotant par tous les moyens l'activité pratique du Comité central, des comités régionaux et des cellules.

Ils avaient fixé pour tâche aux membres de leur fraction d'accéder à des postes dirigeants, en se prévalant de leur «plus grande capacité» et de leur «préparation théorique supérieure»! A partir de ces positions, ils devaient ensuite lutter pour prendre en main la direction du Comité central.

Pour parvenir à leurs fins, les fractionnistes avaient choisi comme principale cible de leurs attaques la direction centrale et les dirigeants régionaux du Parti, les accusant d'incapacité, d'inculture, et de ne savoir que commander et non diriger ! Ils s'égosillaient sur l'«injustice» dont était l'objet le groupe des «Jeunes», qui n'était soi-disant pas représenté aussi largement qu'il se devait ni au Comité central ni dans les comités régionaux du Parti, et ils réclamaient que cette situation fût modifiée.

A. Lula, S. Premte et leurs acolytes attisaient à dessein les sujets de mécontentement des éléments ambitieux, arrivistes et présomptueux, anciens membres des autres groupes communistes et s'efforçaient de les gagner à eux. Ils les incitaient à demander qu'on leur rendît compte de leur exclusion des postes de responsabilité que leur conféraient leurs mérites et leur capacité!

Le groupe fractionnel déployait son activité hostile dans tout le pays, mais c'est à Tirana qu'il était le plus actif.

Il ne faisait aucun doute qu'un courant fractionnel antiparti, ayant ses propres liens organisationnels et sa propre plate-forme politique, s'était formé au sein du Parti. La plate-forme politique des fractionnistes était constituée par les thèses liquidatrices connues sur l'impossibilité de mener la lutte armée, sur l'impossibilité d'effectuer un travail fructueux parmi les nationalistes et les paysans, sur le manque de confiance dans l'alliance antifasciste et surtout dans le rôle libérateur de l'Union Soviétique dans cette guerre, etc.

La situation était réellement inquiétante. En butte aux coups des fascistes italiens et des trotskistes du groupe du «Zjarri» du dehors et à ceux des fractionnistes liquidateurs au dedans, le jeune Parti communiste d'Albanie était menacé d'anéantissement. Certains signes donnaient à penser que quelque agent provocateur fasciste opérait dans ses rangs. Ces infiltrations avaient permis à la police d'arrêter et d'emprisonner un certain nombre de communistes et de patriotes sans-parti. L'action de tels agents permit la découverte de la base clandestine où s'abritait Qemal Stafa, secrétaire politique du Comité central de la Jeunesse communiste. Cerné par les miliciens et les carabiniers, il tomba héroïquement au combat le 5 mai 1942, à Tirana. Les fascistes réussirent aussi à découvrir le matériel d'imprimerie et les archives du Comité central et du Comité régional de Tirana et à s'en emparer.

L'unité parfaite faisait défaut dans le Parti. Sans une solide unité idéologique et organisationnelle, sans une discipline de fer obligatoire au même titre pour tous les membres, le Parti ne serait pas en mesure de gagner les masses à sa cause et de les diriger; par suite, l'union du peuple autour du Parti, la victoire sur les ennemis seraient impossibles. Faute d'unité, le Parti ou bien se transformerait en un parti trotskiste ou social-démocrate ou bien se démantèlerait.

La Conférence extraordinaire du Parti

Afin de conjurer le grave danger qui menaçait le Parti, le Comité central convoqua une conférence extraordinaire qui se tint les 28 et 29 juin 1942 à Tirana sous la présidence du camarade Enver Hoxha. Y participèrent des membres du Comité central du Parti, du Comité central de la Jeunesse communiste, des membres du Comité régional et quelques communistes de Tirana. A. Lula et S. Premte étaient également invités.

Une seule question fut soumise à l'examen de cette conférence: les mesures à prendre pour anéantir le courant fractionnel liquidateur et instaurer l'unité dans le Parti.

Les multiples efforts du Parti en vue d'acheminer les fractionnistes sur la bonne voie n'avaient donné aucun fruit, ceux-ci s'obstinant à poursuivre leur action de sabotage et de liquidation. La Conférence jugea que «le vase était plein et qu'il débordait».

L'activité dissidente et l'absence d'unité ne pouvaient plus

être tolérées dans le Parti, surtout aux heures historiques décisives que vivait le pays, alors que le mouvement de libération nationale se développait rapidement pour se transformer en insurrection générale, et que l'union du peuple albanais autour du Parti apparaissait plus indispensable que jamais.

La Conférence donnait la directive suivante: «Pour pouvoir nous acquitter des tâches si lourdes et ardues qui nous incombent, il nous faut à tout prix être guidés par une pensée unique et des vues identiques dans notre travail politique comme dans notre organisation elle-même (l'unité étant inhérente à tous les partis du type léniniste-stalinien, notre Parti, lui aussi, doit donc s'ériger sur ces fondements, car l'unité est indispensable, c'est la condition essentielle du succès du Parti.)»*

Afin d'assurer l'unité et la consolidation du Parti, il fut décidé de l'épurer de tous les fractionnistes incorrigibles, en les expulsant sur-le-champ. La Conférence recommanda aux organisations du Parti de se montrer impitoyables envers ceux qui avaient voulu creuser la tombe du Parti.

Le Comité central, après avoir jugé les fautes d'A. Lula et de S. Premte et de leurs plus proches collaborateurs, décida, conformément aux appréciations et aux propositions formulées au cours de la Conférence, de les exclure du Parti pour un temps indéterminé. Certains autres fractionnistes furent exclus pour trois mois.

Par circulaire spéciale, le Comité central notifia à tout le Parti les travaux de la Conférence extraordinaire et les dispositions qu'il avait adoptées contre les principaux dirigeants du courant fractionnel liquidateur. Il leur recommanda en même temps de prendre des mesures d'exclusion à l'encontre de tous les fractionnistes agissant en province.

Les fractionnistes expulsés du Parti, déclarait la directive du Comité central, ne devaient cependant pas être mis au rebut; il fallait les aider à comprendre leurs fautes et faire tout son possible pour ramener dans les rangs du Parti ceux qui étaient susceptibles de s'amender. Quant à ceux qui poursuivraient leur activité hostile, ils devaient être l'objet des sanctions les plus sévères.

Le Comité central demandait enfin que l'épuration entreprise fût correctement comprise, comme un assainissement du

---

* Circulaire du CC du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 85.

Parti pour en éliminer les fractionnistes liquidateurs et instaurer son unité, et non pas comme un coup infligé à l'ancien groupe des «Jeunes». En aucune manière, il ne fallait se prononcer contre le groupe dans son ensemble, pour l'unique raison qu'A. Lula, S. Premte et la majorité des fractionnistes en étaient issus. Le groupe des «Jeunes» comprenait un assez grand nombre de communistes qui ne s'étaient pas mêlés aux fractionnistes, qui avaient donné des preuves de détermination et de dévouement au Parti, et qui se tenaient à la pointe de la lutte aux côtés des autres camarades.

Les décisions de la Conférence consultative des cadres du Parti et celles de la Conférence extraordinaire, de même que les directives du Comité central, reçurent la pleine approbation des organisations du Parti dans tout le pays. En peu de temps, le Parti fut épuré des fractionnistes et des scissionnistes. Ses rangs furent renforcés par des centaines de nouveaux membres éprouvés dans la lutte, fidèles à la cause du peuple et du communisme. Bien des tenants du courant fractionnel comprirent pleinement leur faute, se détachèrent des chefs trotskistes et donnèrent de tout cœur leur parole au Parti qu'ils marcheraient résolument dans sa juste voie.

Le démantèlement du courant fractionnel liquidateur aiguisa la vigilance des communistes et raviva la vie intérieure du Parti. La lutte contre les fractionnistes fit en même temps apparaître d'autres insuffisances et faiblesses qui entravaient le travail du Parti et son renforcement.

C'est à cette époque que le Comité central condamna l'activité scissionniste de Mustafa Gjinishi, de Koço Tashko et de quelques autres membres, mécontents de n'avoir pas été élus au Comité central et aux comités régionaux du Parti. Dans leurs entretiens avec des membres du Parti et d'autres personnes, ils dénigraient chaque directive du Parti, la jugeant tantôt hâtive et tantôt tardive, tantôt sectaire et tantôt opportuniste, et attisant l'insatisfaction éventuelle de certains éléments. Ils se livraient à ces agissements pour susciter la méfiance à l'égard de la direction du Parti. Le Comité central leur avait conseillé à maintes reprises de renoncer à cette activité antiparti.

Dans la lutte menée pour l'anéantissement du courant fractionnel et l'instauration de l'unité dans le Parti, des tendances dissidentes se firent jour au sein du Comité régional de Gjirokastër. Ce Comité ou bien n'appliquait pas, ou bien déformait les directives du Comité central sur la lutte armée et

les détachements de partisans, sur les conseils de libération nationale, la jeunesse, etc. Il n'adressait pas de rapports sur son activité au Comité central, ne lui transmettait pas les directives ni les principaux matériaux de propagande qu'il diffusait. Le principal responsable qui encourageait cette tendance était Bedri Spahiu, alors secrétaire politique du Comité régional.

Le Comité central attacha à ces pratiques une importance particulière, il condamna sévèrement les tendances à la scission au sein du Comité régional de Gjirokastër, prononça sa dissolution et organisa l'élection d'un nouveau comité.

Les mesures énergiques que prit le Comité central provisoire et le plein appui que ces mesures reçurent de la part de toutes les organisations du Parti permirent d'extirper l'esprit de cercle et de fraction, d'écarter le danger qui menaçait le jeune Parti communiste et d'assurer en son sein une solide unité, une unité de combat, sur les bases du marxisme-léninisme.

3. CREATION DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE. NAISSANCE DU POUVOIR POPULAIRE ET EXTENSION DE LA LUTTE ARMEE

La Conférence consultative du Parti et la Conférence extraordinaire donnèrent un nouvel essor au travail des communistes parmi les larges masses, en vue d'expliquer la ligne politique du Parti, de démasquer la nouvelle tactique de l'ennemi et de mobiliser le peuple dans la lutte.

A l'initiative du Parti et sous sa direction, les premiers conseils de libération nationale furent mis sur pied dans de nombreux villages. Les sections de guérilla déjà organisées dans les villes le furent aussi dans plusieurs régions. Des guérillas de partisans avaient commencé à être formées au printemps 1942. En juillet de la même année, opéraient déjà les guérillas de Pezë, Kurvelesh, Gorë, Skrapar, Mokër, Shkodër, Devoll, Dibër et Mat. Elles libérèrent les premières régions du pays des autorités militaires et civiles de l'occupant fasciste et des traîtres. Conformément aux instructions du Comité central, le 24 juillet, dans toute l'Albanie, les lignes téléphoniques et télégraphiques furent coupées et détruites. Tous les jours,

des actions armées étaient effectuées contre les convois militaires; les postes des carabiniers et de la milice fasciste étaient attaqués, des dépôts de matériel de guerre détruits, des bureaux fascistes et des ouvrages de l'ennemi incendiés, etc. En même temps que ces actions, des manifestations, des grèves et des actes de sabotage se succédaient.

Ces actions incessantes semèrent la panique dans les rangs de l'ennemi. A Rome et à Tirana, affluaient des communiqués et des rapports des organes militaires et civils sur «la situation alarmante en Albanie», sur «la situation sans issue», sur «la pénétration des idées communistes dans l'esprit du peuple». L'ennemi fit arrêter et emprisonner de nouveaux patriotes, déporter les familles de partisans et de personnes passées dans la clandestinité, il édicta de nouvelles ordonnances encore plus rigoureuses prévoyant la peine de mort pour tous ceux qui se livreraient à des activités antifascistes. D'autres communistes tombèrent en martyrs, faisant preuve du plus sublime héroïsme dans les affrontements armés contre l'ennemi, dans les prisons, sous la torture, face au peloton d'exécution ou devant le gibet.

Les actions menées sans répit contre l'occupant et les traîtres aidèrent le peuple à embrasser de plus en plus la ligne politique du Parti, à lui donner son concours et son appui.

Le «Zëri i popullit»

Le *Zëri i popullit*, (la Voix du peuple), organe du Parti communiste d'Albanie, dont le premier numéro parut le 25 août 1942, servit de puissante arme politique entre les mains des communistes. Fondé sur décision du Comité central, il était dirigé par le camarade Enver Hoxha.

Dans l'éditorial de son premier numéro, l'organe du Parti communiste d'Albanie s'assignait pour objectif «de rassembler le peuple albanais tout entier autour de cet organe, d'y rallier tout ce que le pays compte *d'honnête et d'antifasciste,* sans considération des *diversités de croyance, de groupe et de courants politiques... pour une Albanie indépendante, libre et démocratique.»**

Le *Zëri i popullit* popularisait la ligne politique du Parti, la lutte antifasciste du peuple albanais et des autres peuples, il expliquait le chemin à suivre pour parvenir à la libération na-

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, pp. 94-95.

tionale, démasquait la politique et l'activité de l'occupant fasciste et des traîtres albanais. Il publiait des articles et des appels du Parti, des commentaires sur la situation intérieure et internationale, des chroniques sur les principaux événements et des correspondances des différentes régions du pays.

La parution du *Zëri i popullit* fut fort bien accueillie par les masses populaires. Par le truchement des membres du Parti, des jeunes communistes et des militants patriotes sans-parti, le *Zëri i Popullit*, la parole du Parti, se répandait dans tout le pays. Le *Zëri i Popullit* était lu avec un vif intérêt et, rapidement, il devint le journal le plus cher au peuple albanais.

La Conférence de Pezë Grâce à son travail d'explication, de mobilisation et d'organisation de la lutte contre l'occupant, le Parti réussit, durant les premiers mois de son existence, à jeter les fondements de l'union combattante du peuple albanais. Afin de consolider ces fondements, d'asseoir l'union du peuple sur de solides bases politiques et organisationnelles à l'échelle nationale, le Comité central du Parti communiste d'Albanie organisa et convoqua la Conférence de libération nationale albanaise.

La Conférence se tint le 16 septembre 1942 à Pezë. Y participaient, outre les communistes, des nationalistes des divers courants. Certains étaient très proches du Parti communiste, dont ils avaient embrassé la ligne politique, et luttaient activement contre l'occupant. Les autres, tout en se prononçant pour la libération du pays et pour l'union du peuple dans la lutte contre les oppresseurs étrangers, n'étaient pas passés à l'action, se maintenaient dans l'expectative. C'est de ces derniers que faisaient partie les zoguistes et leur principal représentant, Abaz Kupi.

Le Parti communiste invita aussi à participer à la Conférence une autre catégorie de nationalistes, notamment Mithat Frashëri, qui n'avaient pas encore ouvertement pris position, mais ceux-ci rejetèrent cette invitation et tentèrent de boycotter la Conférence.

La Conférence de libération nationale discuta du problème de l'union et de l'organisation du peuple albanais dans la lutte contre l'occupant fasciste. Les participants, y compris la quasi-totalité des nationalistes, soulignèrent l'intense activité et le grand rôle d'organisation du Parti communiste dans la Lutte de libération nationale. Il fut mis en relief que les fascistes

italiens et Mustafa Kruja n'avaient pas réussi à aliéner au Parti les nationalistes patriotes, que les communistes s'étaient gagné l'amour et la confiance du peuple, que la propagande ennemie «sur le danger communiste» était démasquée et que comme il fut dit dans la résolution, «le communisme en Albanie n'est plus un épouvantail pour la partie honnête de notre peuple, il n'est plus un épouvantail pour le paysan, pour le propriétaire moyen, pour l'intellectuel, les communistes ne sont pas «sans patrie», comme le fascisme cherche à les présenter au peuple.»*

Abaz Kupi et quelques autres nationalistes n'osèrent pas se déclarer ouvertement contre le rôle dirigeant que le Parti communiste d'Albanie avait commencé à assumer dans la lutte. Ils cherchèrent à entraver la croissance de son autorité en contestant certaines manifestations extérieures qui portaient le sceau du Parti, telle la dénomination de «partisans» donnée aux détachements et l'étoile rouge que leurs combattants portaient comme insigne. Ces objections et certains points de vue, contraires à la participation massive de la jeunesse à la lutte et à la teneur de certains passages de la résolution, furent surmontés grâce à la patience avec laquelle les représentants du Parti communiste d'Albanie réussirent à expliquer leurs justes conceptions.

La Conférence élut un Conseil général de libération nationale (provisoire) et adopta à l'unanimité la plate-forme de la Lutte de libération nationale, telle qu'elle avait été élaborée par le Parti communiste. Cette plate-forme comportait les points essentiels suivants:

mener une lutte intransigeante contre l'occupant fasciste et les traîtres pour une Albanie libre, indépendante et démocratique;

ne jamais oublier que les bases véritables de l'union du peuple albanais n'ont été jetées et qu'elles ne se consolideront que dans la lutte contre l'occupant;

réaliser une solide organisation de tous les authentiques Albanais, sans distinction de classe, de convictions politiques, de confession, ou de lieu d'origine en un front commun de libération nationale;

---

* Résolution de la Conférence de Pezë, Documents des organes supérieurs du Pouvoir révolutionnaire de libération nationale, éd. alb., p. 12.

mettre partout sur pied des conseils de libération nationale en tant qu'organes d'union et de mobilisation du peuple dans la lutte et organes du Pouvoir populaire;

populariser l'idée de l'insurrection générale armée du peuple, comme dernière étape, comme conséquence logique de la lutte de partisans et préparer cette insurrection;

mener une lutte organisée contre la Banque agricole, les sociétés anonymes italiennes et tous les exploiteurs qui, par l'entremise de l'occupant, s'assuraient de gros profits aux dépens du peuple.

La Conférence de Pezë créa le Front de libération nationale et jeta les fondements du Pouvoir populaire. Elle souligna le rôle dirigeant du Parti communiste d'Albanie dans la Lutte de libération nationale et marqua ainsi la première grande victoire politique du Parti.

La Conférence de Pezë n'était pas une conférence de partis politiques. Seul le Parti communiste, qui en était aussi l'organisateur, y participait en tant que parti politique. Il n'existait pas d'autres partis politiques antifascistes.

Ainsi, le Front de libération nationale ne fut pas créé comme une coalition de partis politiques. La Conférence de Pezë sanctionna l'union volontaire des larges masses populaires, dont les fondements avaient été jetés d'en bas dans la lutte contre l'occupant. L'artisan de cette union et le dirigeant direct et unique du Front était le Parti communiste. Le Front avait pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, qui en constituait la base la plus large. Les nationalistes patriotes virent dans le programme du Parti la réalisation de leurs revendications nationales les plus urgentes et adhérèrent au Front, en tant que courants ou à titre individuel.

Les conseils de libération nationale

La Conférence de Pezë adopta comme base de l'édification des conseils de libération nationale les thèses du camarade Enver Hoxha exposées dans le rapport sur «Les conseils de libération nationale, organes d'union et de lutte du peuple albanais», qu'il présenta à cette Conférence.

Dans les régions non libérées, les conseils étaient des organes qui groupaient toutes les forces populaires antifascistes. Ils éclairaient les masses et les soulevaient pour le combat, les préparaient à l'insurrection générale, recueillaient des aides matérielles nécessaires à la lutte, rassemblaient des informa-

tions sur les mouvements et l'importance des forces armées ennemies, organisaient la lutte économique contre les sociétés capitalistes italiennes et sabotaient le stockage des produits agricoles par les fascistes.

Dans les régions libérées, les conseils remplissaient les fonctions d'organes du pouvoir populaire. Ils assuraient l'ordre public, s'occupaient du développement de l'économie, de l'approvisionnement en vivres, du commerce, des semailles et de la récolte des céréales, organisaient l'enseignement, la presse et le travail culturel parmi les masses, arbitraient les querelles et réconciliaient ceux que séparaient des inimitiés de sang, encourageaient la volonté de se battre de la population, etc.

«L'importance des conseils de libération nationale, souligna la Conférence de Pezë, *est grande*. C'est à travers eux que se constitue le gouvernement, que le peuple se mobilise pour la lutte et l'insurrection.»*

En ce qui concerne l'organisation des conseils, le Parti communiste d'Albanie disposait de l'expérience des Soviets. Mais, bien entendu, il n'en fit pas une imitation rigide. Il se fonda avant tout sur les circonstances concrètes dans lesquelles se développait l'insurrection populaire antifasciste en Albanie. Les organes de cette insurrection furent adaptés, dans leur substance, à son caractère de libération nationale. Ces conseils, soulignait une directive du Comité central de juin 1942, devaient comprendre les représentants militants de toutes les forces antifascistes, de tous les courants politiques, sans distinction de classe. L'idée des conseils était acceptable pour les masses populaires d'Albanie. Depuis les temps les plus anciens, les Albanais avaient pour tradition de réunir des «assemblées» ou des «conseils» chaque fois qu'il leur fallait se dresser pour se battre contre les envahisseurs étrangers ou résoudre leurs propres problèmes intérieurs. Toutefois, les conseils de libération nationale, à la différence des «assemblées» ou des «conseils» des temps passés, étaient, quant à leur composition et à leur organisation, des institutions entièrement nouvelles. Ils virent le jour et grandirent en tant qu'organes démocratiques révolutionnaires, directement créés par les masses populaires sous la direction unique du Parti communiste. Par leur existence même, ils rejetaient tous les organes et organisations d'Etat antipopulaires et exploiteurs.

---

* Documents des organes supérieurs du Pouvoir révolutionnaire de libération nationale, éd. alb., p. 18.

En tant que tels, les conseils de libération nationale s'acquirent une grande popularité parmi les masses. Après la Conférence de Pezë, leur nombre s'accrut rapidement dans les zones libérées comme dans les régions encore occupées. La population voyait en eux les défenseurs de ses intérêts et de ceux de la Patrie.

C'est dans les campagnes que les conseils commencèrent à exercer leurs fonctions d'organes du pouvoir populaire, car, en 1942, seules un certain nombre de régions rurales avaient été libérées, les villes étant encore occupées par les fascistes italiens. Les conseils devinrent d'importants maillons pour une étroite liaison du Parti communiste avec la paysannerie.

Les guérillas de partisans

En même temps que le peuple s'unissait dans le Front de libération nationale et qu'étaient créés les conseils, la lutte armée des partisans gagnait en ampleur et en intensité.

La guerre de partisans était une forme de combat connue et éprouvée au long des siècles, en Albanie comme dans d'autres pays. Le peuple albanais conservait, vivaces, d'anciennes et solides traditions de guerre patriotique de guérilla dans les combats qu'il avait soutenus contre les envahisseurs étrangers. La Conférence de Pezë exprima la conviction que la voie glorieuse des premiers Albanais serait vaillamment et fièrement suivie.

Tout en utilisant l'expérience de la lutte armée des guérillas de patriotes albanais dans le passé, le Parti communiste d'Albanie conféra à la guerre de partisans contre les occupants fascistes et les traîtres un contenu foncièrement populaire et révolutionnaire.

La guerre de partisans avait eu pour première école les sections de guérilla urbaine. Avec la formation et l'entrée en action des guérillas de partisans et le déploiement de leur activité, le mouvement de partisans s'intensifia et s'amplifia dans tout le pays.

La création des guérillas de partisans suivit en général la voie suivante: des villes, les comités régionaux du Parti envoyaient dans les campagnes (dans les montagnes) un certain nombre de membres du Parti, de jeunes communistes et de sympathisants, aguerris dans les combats des sections de guérilla urbaine, et ayant pour tâche d'organiser les guérillas de par-

tisans. Autour de ce noyau, les campagnes devinrent la base et la principale réserve des guérillas de partisans.

Aucune restriction n'était prévue quant à leur composition de classe et y étaient admis tous ceux qui désiraient combattre l'ennemi. Seuls en étaient proscrits les éléments au passé obscur, criminels et brigands, que le peuple regardait avec haine et mépris. Tous les partisans étaient des volontaires. La guérilla de partisans comptait jusqu'à 50 à 60 combattants. Elle avait à sa tête un commandant et un commissaire politique. qui en dirigeaient l'activité conjointement et répondaient de la préparation politique des partisans et de leur volonté de combat. Dans la plupart des cas, le commandant n'était pas membre du Parti, alors que le commissaire, lui, était le représentant du Parti dans la guérilla.

Chaque guérilla de partisans avait une cellule du Parti, qui constituait le cœur de la formation.

Les guérillas de partisans déployaient une intense action de combat contre l'occupant fasciste et les traîtres. Dans le même temps, elles menaient une activité politique inlassable, ainsi qu'un travail culturel et éducatif non seulement parmi les partisans mais encore parmi la population des zones où elles opéraient. Les guérillas avaient leurs bases dans les régions libérées, où elles avaient préalablement détruit l'ancien pouvoir d'oppression et aidé le peuple à organiser les conseils de libération nationale. Elles assistaient les paysans dans leurs travaux agricoles et servaient de soutien armé aux conseils pour le maintien de l'ordre.

Pour la première fois, les masses populaires voyaient dans les guérillas leur propre armée, le défenseur de leurs intérêts. Elles donnaient à cette armée un appui de toute nature. Les guérillas de partisans trouvaient asile auprès des paysans qui les approvisionnaient en vivres. Elles recevaient aussi une aide matérielle multiple de la population urbaine. Sans cette aide, sans ce soutien généreux, fournis par le peuple sous toutes les formes, la lutte des partisans n'aurait pu être organisée, ni l'armée populaire révolutionnaire créée.

Après la Conférence de Pezë, outre les guérillas de partisans, des guérillas territoriales (de soldats du peuple) furent organisées dans les zones libérées à raison d'une pour chaque grand village ou pour deux ou trois petits villages. C'étaient des unités d'autodéfense, irrégulières, qui prenaient les armes chaque fois que les guérillas de partisans faisaient appel à

leur concours pour lancer une attaque importante ou riposter aux opérations de l'ennemi dans les zones libérées. Ces guérillas d'autodéfense servaient en même temps de réserve pour compléter les effectifs des unités de partisans régulières.

A la suite de la Conférence de Pezë, le nombre des sections de guérilla urbaine, des guérillas de partisans et des guérillas d'autodéfense augmenta rapidement. A la fin de 1942, les forces des partisans comptaient environ 2.000 hommes, outre plusieurs milliers de combattants, qui faisaient partie des sections de guérilla urbaine et des guérillas rurales.

Afin de détruire les guérillas de partisans, les occupants italiens, engageant des forces considérables, menèrent, de septembre à décembre 1942, des opérations punitives dans 27 régions de l'Albanie méridionale, centrale et septentrionale, incendiant des centaines de maisons de villageois, massacrant femmes, vieillards et enfants, sans pour autant réussir à atteindre leur but qui était d'étouffer le mouvement partisan. Au contraire, la terreur fasciste ne fit qu'enflammer encore davantage ce mouvement. A Pezë, Skrapar, Dibër, Mat, Korçë, Kurvelesh, Vlorë et ailleurs hommes et femmes se dressèrent par milliers aux côtés des partisans pour combattre les hordes italiennes. Des centaines de soldats, de miliciens et d'officiers fascistes furent tués dans des combats acharnés où pourtant l'ennemi était supérieur en nombre et en matériel.

Le succès de la guerre des partisans et l'échec total des opérations militaires fascistes en 1942 mirent à nu la pourriture de l'occupant, la force invincible du peuple albanais, confirmèrent la justesse de la politique du Parti communiste. Une véritable révolution populaire s'était amorcée en Albanie.

Le retentissement de cette lutte héroïque dépassa les frontières du pays. Elle suscita l'admiration et la haute appréciation des peuples et des pays qui luttaient contre le fascisme. En décembre 1942, le gouvernement de l'Union soviétique, dans une déclaration officielle spécialement consacrée à l'Albanie, exprimait sa sympathie pour la lutte de libération du peuple albanais, ne reconnaissait aucune prétention de l'impérialisme italien sur le territoire albanais et formulait le vœu de voir l'Albanie libérée et indépendante. En même temps, les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne publiaient, eux aussi, des déclarations officielles reconnaissant la lutte antifasciste du peuple albanais, sans toutefois, et cela à dessein, se prononcer contre les prétentions impé-

rialistes sur l'Albanie. Ces déclarations, surtout celle du gouvernement soviétique, constituaient un appui pour le peuple albanais; elles raffermirent sa confiance en la victoire et contribuèrent à une nouvelle extension de la lutte armée contre les oppresseurs fascistes.

L'attitude du Parti communiste d'Albanie à l'égard du «Balli kombëtar»

L'essor impétueux de la lutte antifasciste sous la conduite du Parti communiste mit en mouvement tous les groupes et courants politiques en Albanie. Le flot de colère et le mouvement antifasciste des masses, qui prenaient corps dans la guerre des partisans, avaient provoqué une crise politique irrémédiable dans les rangs des ennemis. Cette crise ne pouvait pas ne pas englober aussi les classes réactionnaires du pays et leurs représentants qui avaient lié leur sort à l'occupant. Epouvantés par l'élan révolutionnaire de la lutte antifasciste et par la croissance de l'autorité du Parti communiste, ils voyaient dans ces phénomènes une menace pour leurs privilèges. La Conférence de Pezë et la constitution du Front de libération nationale étaient, pour ces classes, un coup rude. Au lendemain de la Conférence, la réaction sonna l'alarme du «danger communiste», appelant à la lutte pour le conjurer. Les représentants de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens, soutenus par les occupants fascistes, se hâtèrent de proclamer, en novembre 1942, la création d'une organisation politique, qui s'opposait directement au Front de libération nationale, et qui reçut la dénomination de «Balli kombëtar» (Front National). On plaça à sa tête le pseudo-patriote Mithat Frashëri.

Au «Balli kombëtar» adhérèrent des intellectuels bourgeois réactionnaires, de gros propriétaires fonciers et des commerçants, des membres du clergé réactionnaire, des paysans riches, etc. Le groupe trotskiste du «Zjarri» s'y rallia également.

Le «Balli kombëtar» était une union politique disparate de divers courants politiques réactionnaires, dotée d'une organisation pourrie. Le camarade Enver Hoxha définissait fort bien cette union: «Le «Balli» est un *ramassis** d'éléments aux tendances diverses et inconsistantes, mais qui ont pour dada le

---

* En français dans le texte. (N.R.)

mot de nationalisme... A l'intérieur, le «Balli» est un panier de crabes (... chacun tire de son côté)... Certains sont partisans de «99 ruses pour un acte de bravoure», d'autres, partisans de suivre le courant, d'autres encore sont pour de grandes phrases, mais ne font de rien de concret.»*

Ces gens n'étaient unis que par leurs intérêts communs de classe, par leur haine du Parti communiste et du mouvement révolutionnaire populaire.

Le «Balli kombëtar» proclama aussitôt qu'il ne reconnaissait pas la Conférence de Pezë et il publia son programme, qui n'était que pure démagogie. En termes pompeux, les chefs ballistes se vantaient de soi-disant combattre «pour une Albanie dotée d'un système économique et social sans exploiteurs ni exploités». A la hâte, ils créèrent dans les montagnes quelques «détachements illégaux», qui avaient pour mission non pas de combattre l'occupant, mais d'entraver l'action combattante et politique des détachements de partisans, de propager la politique du «Balli» et d'intimider les paysans. Ils formèrent dans les campagnes des «conseils» du «Balli kombëtar», qui devaient se substituer aux conseils de libération nationale. Les chefs du «Balli» usèrent également de nombreux autres moyens et formes d'action semblables à ceux qu'utilisait le Parti communiste et qui s'étaient avérés fort populaires. Se donnant pour d'«ardents patriotes», ils invitaient le peuple albanais à ne pas combattre l'occupant italien par les armes, une telle lutte devant entraîner, selon eux, l'anéantissement de la nation albanaise! Le principal mot d'ordre du «Balli» était: «Attendre le moment opportun.» Les ballistes déclenchèrent une furieuse campagne contre le Front de libération nationale et le Parti communiste, contre le communisme et l'Union soviétique.

Le «Balli kombëtar» avait pour seul but de détacher les masses populaires, en particulier la paysannerie, du Parti communiste, de détruire le Front de libération nationale, d'étouffer le mouvement de libération nationale et de s'assurer tout le pouvoir politique au lendemain de la guerre.

Afin de parvenir à ses fins, le «Balli» choisit la voie de la collaboration avec l'occupant. Il ne pouvait agir différemment. ses desseins à l'encontre du Parti communiste se confondant avec ceux de l'occupant et les fascistes italiens ne

---

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 1, pp. 169-171.

permettant pas une activité indépendante des ballistes. Néanmoins, il était de l'intérêt des deux parties que cette coopération demeurât à tout prix secrète. Sinon, elles n'auraient pu tromper personne.

L'apparition du «Balli» compliqua considérablement la situation à l'intérieur du pays. Lénine enseigne que les situations compliquées sont inhérentes à la révolution, que la révolution «suscite *toujours*, au cours de son développement, des circonstances *exceptionnellement* complexes.»*

Dans la situation complexe créée au lendemain de la naissance du «Balli kombëtar», le Parti communiste d'Albanie se devait d'agir avec une grande circonspection, avec sagesse et clairvoyance. C'est seulement en appliquant une tactique très avisée à l'égard du «Balli» que le Parti pourrait préserver les succès qu'il avait obtenus, resserrer encore ses liens avec les masses et conduire ainsi le peuple albanais à la conquête de sa pleine indépendance nationale et à l'édification d'une Albanie démocratique populaire.

Le Parti communiste savait bien que le «Balli kombëtar» était le rejeton de la réaction et l'instrument de l'occupant fasciste. Face au travail de sabotage mené par les ballistes, certaines cellules du Parti, voire même certains comités régionaux, demandaient instamment qu'on recourût aux armes contre eux.

Mais le Comité central du Parti s'en tenait au principe qu'il n'est pas de plus grand danger pour le parti prolétarien que d'édifier sa tactique sur des vœux subjectifs. Répondant à ceux qui demandaient de déclarer ouvertement la guerre au «Balli», le camarade Enver Hoxha, au nom du Comité central, donnait la directive suivante: *«... il est vrai que c'est un grand obstacle* (*le «Balli kombëtar»* — N.R.) *car on ne doit pas oublier l'influence personnelle dont jouissent en Albanie certains de ses membres qui ont réussi à créer parmi le peuple l'idée qu'il existerait une organisation nationaliste et que les communistes devraient entrer en contact et s'entendre avec elle...* N'oublions pas qu'il s'y trouve un assez grand nombre de bons éléments résolus qui souhaitent réellement l'union et la lutte.»**

---

* V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 26, p. 117.

** Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 1, p. 171.

C'est précisément pour ces raisons qu'au début le Parti communiste d'Albanie adopta à l'égard du «Balli kombëtar» une tactique qui se ramenait aux points suivants: dénoncer le mot d'ordre défaitiste selon lequel «il (n'était) pas encore temps de prendre les armes contre les Italiens»; demander publiquement au «Balli kombëtar» d'accepter l'union de toutes les forces antifascistes du pays sur la base de la lutte immédiate, sans réserve et sans compromis, contre l'occupant fasciste italien; demander au «Balli» de cesser immédiatement sa propagande contre le Parti communiste et le communisme; avoir avec lui des contacts sur des questions concernant la lutte contre l'occupant, démasquer aux yeux du peuple certains chefs ballistes compromis comme fascistes et traîtres.

Par cette tactique, le Parti entendait: établir une différenciation dans les rangs du «Balli kombëtar», en entraînant dans la lutte contre l'occupant tous ceux qui étaient pour cette lutte ; contraindre ainsi d'en bas le «Balli» tout entier à se rallier au mouvement de libération nationale; démasquer la politique antinationale et l'attitude des chefs ballistes qui voulaient miser sur les deux tableaux; faire condamner par les masses et isoler tous ceux qui entraveraient l'union du peuple et la lutte contre l'occupant.

Le point le plus faible du «Balli kombëtar» résidait surtout dans la question de la lutte armée sans réserve contre l'occupant italien, du fait que le «Balli» était en réalité opposé à cette lutte. Aussi, afin de démasquer les chefs du «Balli», le PCA décida-t-il de diriger sa principale attaque précisément sur ce point. Les masses populaires, qui demandaient à combattre l'occupant, devaient se persuader par leur propre expérience que le «patriotisme» des chefs ballistes était creux et que tous leurs appels «patriotiques» exaltés n'étaient que pure démagogie.

En fixant une telle tactique à l'égard du «Balli kombëtar» le CC du PCA recommandait aux organisations du Parti d'appliquer strictement ses instructions. Il considérait la question de l'attitude à observer à l'égard du «Balli kombëtar» comme une question fort complexe, qui requérait la plus grande attention. Le Comité central recommandait d'agir avec patience et clairvoyance, de faire preuve en toute occasion du plus grand sang-froid, de ne pas donner dans le piège des provocations de l'ennemi, d'avoir en vue que *«...nous ne pouvons mener la lutte seuls, nous devons la mener avec le*

*peuple tout entier et, de ce fait, considérer la question de nos rapports avec les nationalistes avec le plus grand sérieux.»**

D'autre part, le Comité central recommandait de ne pas reculer d'un pas dans la voie définie, l'union de toutes les forces du pays ne pouvant se réaliser que sur la base de la lutte armée sans merci contre l'occupant et non point par des marchandages avec les nationalistes; il demandait encore *«de ne pas laisser porter atteinte (fût-ce d'un cheveu) à la dignité de notre Parti ni de permettre que des bâtons soient mis dans les roues de la Lutte de libération nationale...,* mais de s'employer à briser leur élan (aux ballistes — N.R.), d'abord par le raisonnement et la persuasion, puis en recourant à la *manière forte»**.****

La situation au lendemain de la création du «Balli kombëtar» comportait de grands périls pour le Parti et la Lutte de Libération nationale. Une certaine confusion politique se notait dans diverses couches de la population. Par la démagogie et l'intimidation, les ballistes réussirent à en gagner une partie, surtout dans les campagnes. Un certain nombre de paysans vacillants se détachèrent du Front de libération nationale pour se rallier au «Balli». Dans ces circonstances, le camarade Enver Hoxha recommandait de faire preuve de «beaucoup, beaucoup d'attention». «Si nous réussissons à nous tirer avec succès» de cette situation, «notre cause a triomphé, si nous faisons un faux pas, nous nous romprons le cou.»****

4. LA Iere CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE. L'ORIENTATION DONNEE POUR L'INSURRECTION GENERALE ARMEE

La décision de convoquer une conférence nationale du Parti, en vue d'élire le Comité central définitif et de fixer les tâches ultérieures à remplir, avait été prise dès le mois d'avril 1942 à la Conférence consultative des cadres du Parti communiste d'Albanie. Aux termes de cette décision, la Con-

---

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 1, p. 174.

** En français dans le texte (N.R.)

*** Ibid., p. 198-199.

**** Ibid., p. 199.

férence ne devait être tenue qu'après que le Parti aurait été épuré des fractionnistes et des scissionnistes et qu'une solide unité y aurait été établie. Cet objectif était maintenant atteint.

En décembre 1942, le Parti communiste d'Albanie reçut les directives du Comité exécutif de l'internationale communiste sur la Lutte de libération nationale. Ces directives soulignaient la nécessité d'organiser la lutte de libération nationale contre les occupants italiens et allemands, d'unir le peuple en un front unique de libération nationale, de faire participer à la lutte et à la direction de celle-ci le plus grand nombre possible de patriotes et de nationalistes honnêtes, et elles engageaient à faire en sorte que les mots d'ordre du Parti fussent maintenus dans le cadre de la Lutte de libération nationale.

C'était là un événement d'une grande importance pour le jeune Parti communiste d'Albanie. Ces directives démontraient que la ligne politique du Parti, définie dès la Conférence où il fut fondé, et concrétisée par la suite dans les directives du Comité central, était juste. En outre, le Parti communiste d'Albanie était reconnu comme un détachement du mouvement communiste international.

Dans ces circonstances, vers la fin du mois de décembre 1942, le Comité central provisoire décida de convoquer pour le mois de mars 1943, la Iere Conférence nationale du Parti communiste d'Albanie.

Approfondissement de la crise politique dans les rangs de l'ennemi

Au moment où le Parti préparait sa conférence nationale, les événements, sur le plan international comme sur le plan intérieur, se précipitaient.

Dans la seconde moitié de 1942, les yeux des Albanais, comme ceux des peuples du monde entier, étaient tournés vers Stalingrad, où se décidait le sort de la guerre antifasciste mondiale. La résistance héroïque des défenseurs de Stalingrad inspirait les partisans et les patriotes albanais dans leur lutte de libération contre l'occupant.

Le 2 février 1943, la bataille de Stalingrad se terminait par l'éclatante victoire de l'Armée Rouge. Cette victoire marqua un tournant radical non seulement dans la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique, mais encore dans toute la Seconde

Guerre mondiale. C'est à Stalingrad que s'amorça «le déclin de l'armée fasciste allemande».*

Cet événement influa grandement sur l'extension du mouvement de libération nationale dans les pays occupés par les Etats fascistes. Tous les peuples sentirent se raffermir leur confiance dans l'écrasement total et inéluctable de l'Allemagne hitlérienne.

La victoire de Stalingrad eut une grande portée pour l'Albanie également. Dans les circonstances favorables que cette victoire créait pour toutes les forces antifascistes dans le monde, la lutte de libération du peuple albanais gagna en ampleur et en âpreté.

La lutte armée fut portée à un plus haut niveau, passant des actions isolées de combat aux actions coordonnées de deux ou plusieurs guérillas de partisans. C'est ainsi que furent menées, avec la participation de plusieurs guérillas, les actions contre les fascistes italiens à Voskopojë, Snosëm (Gramsh) en janvier 1943, Patos, Selenicë (Vlorë), Libohovë, sur la route Kukës-Pukë près de Shëmëri, en février. En trois mois, l'étendue des zones libérées fut presque doublée.

A mesure que le mouvement des partisans s'amplifiait et se renforçait, grandissait et se renforçait aussi le pouvoir des conseils de libération nationale. De nouveaux conseils illégaux furent mis sur pied dans plusieurs villes. De plus en plus, les masses populaires regardaient les conseils comme les seuls organes de leur pouvoir, n'adhéraient et n'obéissaient qu'à leurs décisions et à leurs directives.

A la veille de la Iere Conférence nationale, le Parti communiste d'Albanie obtint un autre succès important dans la lutte contre le trotskisme et l'opportunisme dans le pays: au début de mars 1943, le groupe du «Zjarri» fut complètement démantelé. Le coup final lui fut porté par l'article du camarade Enver Hoxha «Quelques mots sur certains serviteurs du fascisme, le groupe du «Zjarri»», paru en janvier dans le *Zëri i Popullit*. Cet article démasquait la tactique trotskiste des chefs du «Zjarri», qui se présentaient tantôt avec des mots d'ordre gauchistes sur «la révolution prolétarienne», sur «la lutte contre le capital», sur «la dictature du prolétariat», dans l'intention de se gagner la confiance des masses laborieuses, sympathi-

---

* J. Staline, «Sur la Grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique», éd. alb., 1952, p. 100.

santes du communisme; tantôt comme des «nationalistes» afin de détacher les nationalistes patriotes de la Lutte de libération nationale et du Parti communiste. L'article montrait, faits à l'appui, que les chefs de ce groupe étaient des ennemis du communisme et du peuple albanais, des provocateurs et des instruments de l'occupant.

Un bon nombre des membres du groupe, s'étant aperçus de la trahison de ses chefs, se rallièrent inconditionnellement au Parti communiste d'Albanie. Beaucoup d'entre eux furent rééduqués par le Parti.

Le démantèlement du groupe du «Zjarri» portait aussi un coup au «Balli kombëtar», au sein duquel les zjarristes, en qualité de «communistes ballistes», remplissaient en fait la fonction de propagandistes et de défenseurs de la cause de la bourgeoisie réactionnaire.

Le fougueux essor du mouvement de libération nationale sous la conduite du Parti communiste d'Albanie, ainsi que les défaites des armées fascistes sur le front de l'Est et les autres fronts de la Seconde Guerre mondiale, aggravèrent encore la crise dans les rangs des occupants et des traîtres en Albanie. En janvier 1943, les fascistes italiens relevèrent de ses fonctions le Premier ministre Mustafa Kruja pour son incapacité à réprimer le mouvement de libération nationale et investirent un nouveau gouvernement quisling. Mais moins d'un mois plus tard, ils se voyaient contraints de substituer à celui-ci une nouvelle équipe gouvernementale, dont l'existence fut également fort brève. Entre-temps, des désertions en masse commencèrent à éclaircir les rangs des soldats, des miliciens et des carabiniers albanais.

Les gouvernants italiens eux-mêmes étaient obligés de reconnaître l'échec de leur politique en Albanie. De son côté, Hitler écrivait en février 1943 à Mussolini que les Albanais, tout comme les autres peuples des Balkans, «ne s'étaient guère montrés dignes de confiance» et définissait comme une «dure réalité» la «haine sans bornes» que le peuple albanais portait à l'Allemagne et à l'Italie.*

Afin de préserver leur régime d'occupation, les fascistes italiens considéraient comme indispensable d'intensifier et d'étendre le recours à la violence. En février 1943, le lieutenant général fasciste Jacomoni fut remplacé par le général Pariani,

* «Les Lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini», Paris 1946, p. 150.

jugé comme un homme fort, «sachant faire parler les armes». Le Commandement italien arrêta les plans d'une série d'opérations de grande envergure dans les diverses régions du pays.

Dans cet effort, les occupants recherchèrent l'appui du «Balli kombëtar», qui se montra prêt à le leur fournir. En mars 1943, le Comité central du «Balli kombëtar» signait avec le commandant en chef italien un protocole secret, connu sous le nom de «protocole Dalmazzo-Këlcyra»[1], aux termes duquel il s'engageait à ne permettre aucune attaque contre les troupes italiennes et à soutenir les opérations punitives de celles-ci dans l'Albanie du Sud.

En même temps, les fascistes italiens placèrent une personnalité du «Balli kombëtar»[2] à la tête du gouvernement de trahison, proclamèrent la création d'une «armée nationale albanaise» et d'une «gendarmerie albanaise», rétablissement de relations diplomatiques entre l'Etat italien et «l'Etat albanais», la substitution au «Parti national fasciste albanais» de la «Garde de la Grande Albanie», etc., toujours dans le cadre de «l'union de l'Albanie et de l'Italie» sous Victor-Emmanuel III, «roi d'Albanie».

Cette idée mystificatrice de «création d'un Etat albanais indépendant» était propagée tant dans l'intérêt des fascistes italiens, qui cherchaient à raffermir la confiance ébranlée des nationalistes réactionnaires pour en tirer le meilleur parti dans la répression du mouvement de libération nationale, que de la réaction, le «Balli kombëtar» en tête, qui espérait s'assurer le pouvoir politique, quelle que fût l'évolution de la situation.

A l'ordre du jour, l'organisation de l'insurrection générale

La profonde crise qui ébranlait l'ennemi, l'extension de la lutte armée, l'élévation de la conscience patriotique révolutionnaire du peuple et les circonstances internationales favorables étaient autant de facteurs qui mettaient à l'ordre du jour l'organisation de l'insurrection générale populaire et de l'Armée de libération nationale albanaise.

La Iere Conférence nationale du Parti communiste d'Al-

---

1 Le protocole est ainsi intitulé du fait qu'il fut signé par le commandant en chef des forces italiennes d'occupation, Renzo Dalmazzo, et par Ali Këlcyra, membre du Comité central du «Balli kombëtar».

2 Maliq Bushati.

banie tenue du 17 au 22 mars 1943, à Labinot, non loin d'Elbasan, joua un rôle historique pour la réalisation de cette tâche. Soixante-dix délégués et invités y participèrent. Les délégués avaient été élus par les conférences régionales du Parti, réunies durant le mois de février et au début de mars et ils représentaient quelque 700 membres du Parti.

La Conférence approuva pleinement l'activité du Comité central provisoire et aboutit à la conclusion que la ligne politique du Parti, à l'épreuve de la pratique, s'était avérée juste.

Les travaux de la Conférence furent entièrement dominés par le problème de la préparation du peuple à l'insurrection générale populaire et de l'organisation de celle-ci.

Faisant ressortir les grands progrès réalisés dans la lutte antifasciste, la Iere Conférence nationale attirait l'attention des organisations du Parti sur les difficultés à surmonter, sur les problèmes complexes à résoudre pour organiser l'insurrection générale et assurer la victoire totale, et invitait ces organisations à prendre pleinement conscience de ces difficultés et problèmes. Les masses populaires étaient sujettes à la pression directe de la propagande hostile du «Balli kombëtar» et des autres groupes réactionnaires, sous la menace constante de la terreur fasciste. En conséquence, on notait ça et là des flottements, une attitude indifférente ou une compréhension inexacte de l'essence de la politique du Parti communiste d'Albanie, une partie de la population était trompée par le «Balli kombëtar».

Les nouvelles tâches à remplir en vue de consolider les liens du Parti avec les larges masses et de les préparer à l'insurrection générale furent élaborées à travers une saine critique des manifestations de sectarisme et d'opportunisme constatées.

Rappelant aux communistes que les ouvriers sont le pilier du Parti, la Conférence demandait aux organisations du Parti de pénétrer davantage parmi les masses ouvrières dans les mines, fabriques, chantiers de construction et ailleurs, surtout dans les principaux centres industriels de Kuçovë, Selenicë, dans les ports, etc.

La Conférence dénonça le point de vue erroné, sur l'absence de prolétariat (au sens marxiste du terme) en Albanie, exprimé par Tuk Jakova. Cette conception non fondée avait été rejetée dès la Conférence des groupes communistes. La classe ouvrière albanaise avait désormais son Parti communiste et remplissait avec celui-ci son rôle dirigeant dans la Lutte de libération nationale.

La Conférence mit en relief les progrès réalisés dans le travail parmi la paysannerie, dont la majorité voyait dans le Parti communiste son propre parti. Cependant, dans certaines régions du pays et en particulier du Nord, la paysannerie ne participait pas tout entière à la lutte contre l'occupant et les traîtres, elle ne reconnaissait pas unanimement le rôle dirigeant du Parti. Le «Balli kombëtar» avait concentré son action dans les campagnes. Le Parti avait pour tâche pressante de maintenir et de raffermir les liens avec les paysans, d'isoler le «Balli kombëtar» des masses paysannes. De l'heureuse réalisation de cette tâche devaient dépendre dans une large mesure la préparation et le déclenchement de l'insurrection générale.

Soulignant le rôle très important de la paysannerie dans la Lutte de libération nationale, la Conférence donnait pour directive d'«accorder une importance particulière au travail dans les campagnes, car la paysannerie constitue la grande majorité de notre population et doit donc être la principale réserve de nos forces pour notre lutte actuelle.»*

La Conférence définit l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie comme l'arme la plus sûre au service de la Lutte de libération nationale. Elle recommanda aux communistes d'étendre et de perfectionner le travail politique d'explication et d'organisation dans les campagnes. En premier lieu, il était exigé d'activer les conseils de libération nationale et d'intégrer le plus grand nombre possible de paysans dans les unités de partisans et dans les guérillas d'autodéfense. Dans le même temps, il importait de soulever les paysans pour la lutte contre tout impôt et amende, toute spéculation, spoliation et autre forme d'oppression et d'exploitation de la part du fascisme et de ses instruments en Albanie; d'organiser dans les campagnes la lutte contre l'analphabétisme et d'y diffuser la culture.

Bien que la majorité des paysans riches se fût ralliée et continuât de se rallier au «Balli kombëtar» contre la Lutte de libération nationale, la Conférence demanda que les larges masses paysannes continuent à être entraînées dans la lutte, sans distinction de classe.

La Conférence consacra une importante partie de ses

---

* Résolution de la Conférence nationale du Parti communiste d'Albanie. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 140.

débats au travail à mener parmi la jeunesse et les masses féminines.

Il y fut mis en relief l'enthousiasme et l'esprit révolutionnaire de la jeunesse albanaise, son empressement à consentir tous les sacrifices, le travail inlassable des organisations du Parti et de la Jeunesse communiste parmi les larges masses de la jeunesse. Des critiques furent formulées à l'endroit de certains défauts relevés dans ce domaine. Tels étaient notamment le sectarisme, l'orientation du travail axé sur la jeunesse scolaire, le travail insuffisant effectué auprès de la jeunesse paysanne, et, enfin, certaines tendances de la direction de la Jeunesse communiste à assumer des attributions parallèles à celles du Parti. La Conférence souligna que la Jeunesse est la source vive et intarissable de nouvelles forces pour le Parti, dans la Lutte de libération nationale. Aussi réclamait-on une compréhension plus profonde de la ligne du Parti concernant la jeunesse, une activité plus solide auprès des masses de la jeunesse citadine et rurale, une plus grande attention de la part du Parti à ce secteur particulièrement important.

Le problème de la femme fut considéré comme un problème primordial et examiné sous ses deux principaux aspects: la participation des masses féminines au mouvement de libération nationale et leur émancipation sociale. Les femmes pouvaient et devaient jouer un rôle important dans la lutte antifasciste et dans la vie sociale. A cette fin, il importait avant tout que la femme albanaise prit profondément conscience de sa servitude séculaire et de la lourde oppression de la part des envahisseurs, qu'elle se dressât contre elles et devînt une combattante décidée pour la libération nationale et la réalisation d'un avenir radieux. Il fut particulièrement recommandé aux communistes de ne pas limiter leur travail aux femmes intellectuelles, mais de pénétrer parmi les masses féminines paysannes et de travailler aussi parmi les ouvrières et les ménagères des villes.

En ce qui concerne le travail à mener auprès de la jeunesse et des femmes, la Conférence considéra la question de leur organisation comme une question prioritaire. Elle donna des directives en vue de constituer l'organisation de la jeunesse antifasciste albanaise et celle du front antifasciste féminin.

Une grande attention fut accordée à l'attitude à observer

envers les nationalistes et à une éventuelle collaboration avec eux.

L'essor révolutionnaire de la Lutte de libération nationale ne cessait d'opérer un tri dans les rangs des nationalistes. Une bonne part d'entre eux, principalement des représentants de la moyenne bourgeoisie, s'étaient ralliés et continuaient de se rallier au Front de libération nationale. D'autres gardaient une attitude neutre et n'avaient pas confiance dans les forces du peuple, ne comprenaient pas à fond le caractère de la Lutte de libération nationale, doutaient de la défaite du fascisme. Les groupes de nationalistes qui représentaient les intérêts de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens ou bien se rassemblèrent dans le «Balli kombëtar», ou bien restèrent dans l'attente d'un moment plus propice pour adopter une nette attitude contre la Lutte de libération nationale.

Un secteur aussi complexe que celui du travail à mener parmi les nationalistes comportait des dangers d'erreurs et de manifestations de sectarisme ou d'opportunisme prononcés. La Iere Conférence du Parti communiste d'Albanie critiqua le manque de patience et de doigté de certains communistes et de certaines organisations à l'égard de nationalistes vacillants ou neutralistes et de ceux qui faisaient partie du «Balli kombëtar». Elle recommanda aux communistes de se montrer très patients et de réaliser une union sincère ou de collaborer avec les nationalistes. Les communistes étaient chargés de travailler inlassablement avec tous ceux qui haïssaient l'occupant et qui voulaient le combattre, même avec ceux qui se montraient récalcitrants, afin de les persuader et d'en faire des alliés, fussent-ils instables.

Les communistes enclins à fléchir sous la pression de la bourgeoisie réactionnaire furent critiqués avec une vigueur accrue. Ces éléments chancelants avaient exprimé des conceptions selon lesquelles le Parti aurait dû abandonner son individualité et se fondre dans le mouvement de libération nationale. «Ces conceptions, fit ressortir la Conférence, conduisent vers la liquidation du Parti.»*

Elle fixa comme tâche de renforcer l'individualité et le rôle dirigeant du Parti dans le Front de libération nationale,

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb , t. 1, p. 137.

de populariser davantage la fonction du Parti communiste en tant que porte-drapeau de la lutte pour affranchir le peuple du fascisme et pour assurer leurs droits aux couches déshéritées.

La Conférence s'arrêta particulièrement sur l'attitude à adopter à l'égard du «Balli kombëtar». Le «Balli» pratiquait une politique réactionnaire antinationale, à double face. Ses chefs furent définis comme foncièrement conservateurs et réactionnaires, disposés à toutes les collaborations avec l'occupant. Ils étaient opposés à la Lutte de libération nationale, car cette lutte ouvrait les yeux au peuple, lui faisait prendre conscience de soi et le détachait de tous ceux qui le trompaient, l'opprimaient et l'exploitaient.

Toutefois, le «Balli kombëtar» comptait dans ses rangs un assez grand nombre d'éléments, surtout dans les campagnes, qui voulaient combattre l'occupant. «Avec ceux-là, relevait la Conférence, il est possible de constituer un front combattant commun de libération nationale».*

Seule la participation du «Balli kombëtar» à la lutte armée contre les occupants fascistes eût rendu possible son union avec le Front de libération nationale. Pour réaliser cet objectif, il importait d'user de tous les moyens, y compris des discussions avec les représentants du «Balli». Mais la Conférence critiqua comme des manifestations d'opportunisme les vues selon lesquelles tout le travail à mener avec le «Balli» et les nationalistes en général devait se réduire à des conversations et à des combinaisons. Il fut souligné une fois de plus que le travail le plus important devait porter sur les simples et honnêtes gens faisant partie du «Balli», afin de créer des liens militants avec eux et de les engager dans l'action contre le fascisme. La pression d'en bas et la lutte armée contre les occupants opéreraient la différenciation au sein du «Balli kombëtar» et écarteraient les masses des chefs réactionnaires.

Le Parti devait poursuivre encore plus vigoureusement la dénonciation de la propagande défaitiste du «Balli kombëtar», surtout du mot d'ordre «Le moment n'est pas encore venu»; combattre tous les collaborateurs du fascisme, y compris les chefs ballistes qui s'étaient déclarés ou se déclaraient ouvertement tels; dénoncer la tactique de la réaction qui parlait d'un «Etat albanais indépendant» sous l'égide de l'Italie fasciste.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t 1, p. 131.

Afin d'élargir et de renforcer le front de libération nationale et de progresser d'un pas sûr vers l'insurrection générale, la Conférence demanda avant tout aux organisations du Parti d'avoir constamment en vue le caractère de libération nationale antifasciste de la lutte et de ne permettre aucune déformation de la politique du Parti dans n'importe que] domaine: Et le camarade Enver Hoxha indiquait: «Nous ne sommes pas des opportunistes, et nous n'avons nullement oublié nos tâches à plus long terme, mais avant d'atteindre cette phase nous devons accomplir notre tâche immédiate: la Lutte de libération nationale.»*

La Conférence définit l'organisation de l'Armée de libération nationale comme le maillon essentiel de l'insurrection générale. Cette armée, par suite de l'impétueux essor de la lutte des partisans, était en cours de formation. Dans ces circonstances, il fut décidé de «créer à partir des unités de partisans et de volontaires l'Armée régulière de libération nationale, qui sera une force redoutable contre l'occupant, une puissante et sûre garantie de la libération du peuple.»**

A cette fin, on s'attacha à régler les problèmes d'organisation de l'armée, des détachements et des unités militaires, des états-majors régionaux et de l'état-major général, les problèmes de son ravitaillement en armes, en munitions, en équipements et en vivres, les questions relatives à la tactique de combat et à la formation politique des combattants, etc.

Soulignant la nécessité impérieuse de constituer l'Armée de libération nationale et son importance décisive pour mener à bien l'insurrection générale et remporter la victoire sur l'ennemi, la Conférence demanda aux communistes de bien comprendre que le secteur principal du travail du Parti était, à ce moment-là, l'armée.

Renforcement ultérieur de l'unité du Parti

La Conférence examina les problèmes organisationnels du Parti en liaison étroite avec sa ligne politique et la question fondamentale qui se posait à lui: l'insurrection générale.

Le renforcement de l'unité du Parti fut défini comme

---

* Enver Hoxha, Rapport présenté à la réunion du CC du PCA, février 1943, Œuvres, éd. alb., t. 1, p. 230.

** Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 140.

la plus grande victoire dans sa vie intérieure. Cette unité était une exigence absolue pour assurer l'union combattante du peuple et la direction du Parti dans la Lutte de libération nationale. La Conférence estima justes les décisions de la Conférence extraordinaire du mois de juin 1942, les mesures prises par le Comité central provisoire en vue d'anéantir le courant fractionnel liquidateur, ainsi que son attitude marxiste-léniniste à l'égard du groupe du «Zjarri».

Après leur exclusion du Parti, A. Lula et S. Premte, loin de cesser leur activité hostile contre le Parti communiste d'Albanie et le mouvement de libération nationale, l'intensifièrent. Désormais l'attitude à observer envers eux serait celle qu'on avait adoptée à l'égard de tous les autres traîtres et ennemis du Parti, du peuple et du communisme. La Conférence recommandait aux communistes d'avoir toujours l'œil ouvert, de combattre sans pitié toute idée étrangère, antimarxiste, tout trotskiste ou déviationniste, et tout déserteur, dans les rangs du Parti et du mouvement de libération nationale, et de ne pas oublier que l'ennemi poursuivrait ses efforts pour introduire ses agents dans le Parti.

La Conférence définit la discipline de fer au sein du Parti comme étant la première condition pour la sauvegarde et le renforcement ultérieur de son unité. Dans le même temps, et en dépit des circonstances créées par la guerre, elle ne négligea pas la question du développement de la démocratie intérieure du Parti, posant comme tâche de combattre toute attitude d'autoritarisme dans le Parti et d'y développer la critique et l'autocritique. Les communistes, les cellules et les organes de base du Parti ne devaient pas tout attendre d'en haut. Le renforcement de la démocratie et le développement de l'initiative accroîtraient la capacité des communistes et des organisations du Parti, rehausseraient leur rôle dirigeant, développeraient plus avant le sentiment de responsabilité chez les cadres et assureraient des liaisons plus étroites avec les masses.

Le Parti avait particulièrement pour tâche de mettre sur pied sur une vaste échelle les organisations du Parti dans les campagnes, «car, sans celles-ci, l'action du Parti et de la Lutte de libération nationale ne sera pas couronnée de succès.»*

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 143.

La Conférence donna la directive d'améliorer la composition des cadres, en portant sans crainte à des postes de responsabilité de jeunes communistes ayant fait preuve d'un rare esprit d'abnégation et profondément dévoués à la cause du peuple et du communisme.

La Conférence attacha une grande importance à la formation idéologique et politique des communistes. Elle souligna que, faute d'assimiler les enseignements du marxisme-léninisme, les jeunes communistes albanais ne pourraient remplir avec honneur leurs lourdes tâches dans les situations complexes qu'ils devaient affronter. Des critiques furent formulées contre les conceptions d'un certain nombre de communistes qui estimaient qu'en temps de guerre ce qui importait ce n'était pas le livre mais uniquement le fusil. La Conférence souligna que «le livre est nécessaire au même titre que le fusil», et elle fixa comme tâche de surmonter tout obstacle et difficulté pour assurer l'étude du marxisme-léninisme.

En clôturant ses travaux, la Iere Conférence élut le Comité central du PCA, composé de 15 membres et de 5 membres suppléants. La Conférence élut également le Bureau politique du Comité central et, comme Secrétaire général du Parti communiste d'Albanie, Enver Hoxha.

Toutes les décisions de la Conférence furent adoptées à l'unanimité.

En clôturant ses travaux, la Iere Conférence nationale exprima sa conviction que le Parti communiste d'Albanie marcherait résolument de l'avant sous le drapeau du marxisme-léninisme, qu'il s'acquitterait dignement des lourdes tâches qui lui incombaient et qu'il assurerait au peuple albanais la victoire totale. «Nous ne permettrons à aucune force, écrivaient les délégués au Comité exécutif du Komintern, de détourner notre Parti des grands idéaux de Marx, Engels, Lénine et Staline, des idéaux de l'internationale communiste.»*

Les décisions de la Iere Conférence jouèrent un grand rôle historique pour le renforcement général du Parti communiste d'Albanie, en tant que parti révolutionnaire marxiste-léniniste. La Conférence procéda à une plus profonde et plus large élaboration de la ligne générale du Parti sur la base de l'expérience acquise.

---

* Procès-verbal de la Iere Conférence nationale du PCA, ACP.

5. ORGANISATION DE L'ARMEE DE LIBERATION NATIONALE ET DE L'INSURRECTION GENERALE POPULAIRE

Après la I[ere] Conférence nationale, le travail politique et organisationnel du Parti porta principalement sur la préparation du peuple à l'insurrection générale, et en premier lieu sur l'organisation de l'Armée de libération nationale.

Le Parti appela le peuple albanais, ouvriers, paysans, citadins, femmes, jeunes gens, jeunes filles, nationalistes et intellectuels patriotes, à unir toutes leurs forces au service de la lutte contre l'occupant fasciste et les traîtres, à rallier, toujours plus nombreux, les partisans, afin de créer de nouvelles unités, de renforcer la lutte armée et de marcher ainsi vers l'insurrection générale. Le Parti enseignait au peuple que «le sort de notre pays dépend de la lutte que nous menons, et (que) plus cette lutte contre l'envahisseur sera étendue et acharnée, plus proche sera le jour de la Libération.»*

Démasquant les propagandistes du «Balli» qui claironnaient à tout vent que les Albanais ne pouvaient ni ne devaient combattre contre l'Italie, puisque celle-ci serait de toute façon vaincue par les alliés, qui apporteraient du même coup à l'Albanie la liberté et l'indépendance (!), Enver Hoxha écrivait dans le *Zëri i popullit*: «Qu'arriverait-il si tout le monde se mettait à raisonner comme ces «grands politiciens»?... une chose bien simple... la petite Albanie... deviendrait à jamais la vassale de Mussolini...

Un pour tous, tous pour un. La Russie, l'Angleterre, les Etats-Unis font la guerre avec de grandes armées, des chars et des avions; mais ce n'est pas une raison pour que nous ne nous battions pas avec le seul fusil que nous possédons... La guerre ne se fait ni à coups de roses ni à coups de plumes; et la liberté ne se conquiert ni par des mots ni par des compromis, mais au prix de souffrances et du sang versé.»**

De pair avec la vaste activité politique qu'ils menaient parmi les masses du peuple, les communistes intensifièrent leur travail illégal auprès des soldats, des gendarmes et des policiers albanais, parmi tous les gens trompés qui étaient au service de l'occupant, ainsi que parmi les soldats et les ouvriers italiens

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 149.

** Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 1, pp. 246-247.

alors en Albanie. Des tracts en italien étaient distribués à ces derniers.

En réponse à l'appel du Parti et grâce à l'intense activité des communistes, des centaines de jeunes combattants vinrent grossir les rangs des détachements de partisans. De nombreux élèves des écoles secondaires prirent le maquis et rallièrent les combattants de la liberté. Les partisans virent également se joindre à eux des patriotes qui avaient déserté les formations militaires ennemies. En moins de trois mois, le nombre des partisans doubla. En mai 1943, furent formés les premiers bataillons ainsi que les premiers états-majors régionaux. Au mois de juillet, 20 bataillons et 30 guérillas de partisans opéraient dans tout le pays.

Ecrasement de la fraction créée dans la région de Vlorë

Alors que tout le Parti était occupé à exécuter les tâches fixées par la I[ere] Conférence nationale pour préparer l'insurrection générale, les ennemis du peuple et du communisme, Sadik Premte et Pal Tërova, organisèrent en sous main dans la région de Vlorë une fraction hostile au Parti communiste d'Albanie. En fait, ils avaient commencé à former cette fraction alors que les principaux dirigeants régionaux du Parti s'étaient absentés pour participer à la I[ere] Conférence nationale du Parti communiste d'Albanie. Mettant à profit cette circonstance et le manque de vigilance, de discipline et de solide préparation marxiste-léniniste qui affectait les rangs des communistes, ils réussirent à tromper et à gagner un certain nombre de membres du Parti, ainsi que le commandement de la guérilla «Plakë»* de Vlorë. En avril, les fractionnistes déclarèrent ne pas reconnaître le comité régional du Parti et lancèrent un mot d'ordre pour une prochaine convocation d'une prétendue «conférence du Parti», appelée à renverser le comité régional et à élire un nouveau comité avec Sadik Premte et ses proches tenants.

La fraction hostile s'était fixée pour objectif de prendre en main les rênes de l'organisation du Parti, ainsi que le commandement des guérillas de la région de Vlorë, d'éliminer les communistes fermes et en premier lieu les cadres dirigeants, d'étouffer la lutte de libération dans la région, puis de poursuivre plus avant son travail de sape dans les autres régions du pays,

---

* «Plakë» — vieille (N. d. R.).

de renverser le Comité central et d'anéantir le Parti communiste. Les traîtres étaient tombés d'accord avec les chefs du «Balli kombëtar» pour agir de concert avec eux. Recourant à la ruse et aux calomnies, forts de l'appui des ballistes, ils cherchèrent à dresser la population paysanne pour mener des attaques armées contre les organes du Parti et les guérillas de partisans. En même temps, ils s'adressèrent par lettre à un bon nombre de communistes dans les diverses régions ainsi qu'au Comité régional de Gjirokastër, prétextant comme motifs de la révolte, les «injustes» décisions prises par le Parti contre A. Lula, S. Premte et les autres fractionnistes, et sollicitant leur appui.

La grave situation créée dans l'organisation du Parti de la région de Vlorë, fut, à juste titre, jugée par le Comité central comme un grand danger pour le Parti tout entier. Le Secrétaire général Enver Hoxha se rendit en personne sur place pour y diriger la lutte contre la fraction.

La lutte pour le démantèlement de cette fraction fut organisée sous le mot d'ordre: «le Parti avant tout». Dans ces réunions comme par des contacts individuels, le camarade Enver Hoxha, secondé par le camarade Hysni Kapo, secrétaire politique du comité régional, expliquèrent aux membres du Parti le véritable objectif de la fraction et le grand danger que présentait son activité hostile. Presque tous les communistes trompés par les traîtres comprirent leur faute et rompirent tout lien avec eux. La population de la région de Vlorë et de Mallakastër fut également éclairée sur la trahison de S. Premte et elle prit activement part, aux côtés du Parti, à l'anéantissement de la fraction. En mai, tout était terminé. S. Premte, démasqué comme ennemi du peuple et du Parti, réussissait à s'échapper en gagnant Vlorë occupée par les fascistes italiens.

Après la liquidation de la fraction hostile dans la région de Vlorë, le Comité central du Parti, par une circulaire spéciale du mois de juin 1943, où étaient exposés les origines et les objectifs de cette fraction, recommandait à tous les communistes: «Cette épreuve doit servir de leçon à toutes les organisations du Parti et surtout à l'organisation de Vlorë... Notre lutte contre ces vils ennemis doit être menée avec la plus grande âpreté... nous devons abhorrer ces éléments et les frapper sans merci partout où nous les rencontrerons, chaque fois qu'ils se manifesteront».*

---

* Circulaire du CC du PCA, 17 juin 1943. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, pp. 172-173.

L'affaire de Vlorë fut une grande leçon pour tout le Parti. Elle aida les communistes à comprendre plus à fond le danger que présentaient les ennemis du Parti, à renforcer leur discipline, à élever leur vigilance et leur esprit de combat dans leur activité révolutionnaire. Des phénomènes semblables ne devaient plus se reproduire jusqu'à la fin de la lutte.

Création de l'état-major général

Cependant que le Parti luttait pour réduire à néant la fraction de S. Premte, dans tout le pays, partisans et volontaires portaient des coups incessants aux envahisseurs fascistes. Les plus puissantes de ces attaques furent lancées contre les troupes italiennes à proximité des mines de Selenicë (avril 1943), à Leskovik (mai), sur la route Strugë-Dibër (juin), à Përmet-Kuqar-Grykë e Mezhgoranit-Qafë e Kiçokut (début de juillet). Le 6 juillet, les partisans albanais effectuèrent leur première action contre les troupes allemandes à Barmash, localité qui domine la route Korçë-Janina.

En même temps, les unités de partisans appuyées par les populations rurales, tenaient tête aux fascistes italiens opérant à Kurvelesh et à Mesaplik (avril), à Pezë, à Mallakastër, à Tepelenë et à Shpirag (juin). Les occupants engagèrent des divisions entières dans ces opérations contre les partisans et la population, massacrant des milliers de femmes, d'hommes, de vieillards et d'enfants, incendiant des centaines de villages, emmenant des troupeaux entiers, mais ils ne tirèrent de ces actions aucun avantage militaire et politique. Ils ne firent, au contraire, qu'attiser encore davantage la haine et la colère du peuple.

Dans la situation caractérisée par l'extraordinaire essor révolutionnaire qui entraînait tout le pays, le Comité central du PCA proposa au Conseil général de libération nationale de procéder à un examen des problèmes de la lutte contre le fascisme qui demandaient un règlement urgent. Le problème primordial était celui de l'organisation de l'Armée de libération nationale albanaise.

La réunion du Conseil général fut tenue le 4 juillet 1943 à Labinot. Il y fut décidé à l'unanimité de former l'état-major général de l'Armée de libération nationale. Le Secrétaire général du Parti communiste d'Albanie, Enver Hoxha, fut élu commissaire politique de l'état-major. Le 10 juillet, par une proclamation spéciale, le Conseil et l'état-major communiquaient au peuple cet important événement.

L'état-major général procéda à l'organisation de l'Armée de

libération nationale albanaise (ALNA) et concentra en ses mains la direction stratégique et opérationnelle de la lutte armée contre l'occupant et les traîtres. En même temps il élaborait la tactique de cette lutte. Des états-majors régionaux et l'état-major de la I[ere] Zone opérationnelle furent créés pour centraliser le commandement des unités de partisans dans les régions. Le 15 août 1943, fut formée la I[ere] Brigade de choc.

Au moment où fut constitué l'état-major général, l'Armée de libération nationale albanaise comptait dans ses rangs quelque 10.000 combattants organisés en détachements de partisans permanents. En outre, les guérillas d'autodéfense dans les villages libérés et les sections de guérillas dans les villes et les régions occupées comprenaient un nombre deux fois supérieur de combattants.

Une autre mesure très importante prise par l'état-major général fut l'organisation du pouvoir militaire partisan dans les arrières. Des «commandements régionaux» et des «commandements locaux» furent créés en tant qu'organes de ce pouvoir. Ils exerçaient, dans les zones libérées, les fonctions de la police populaire, comme appui et auxiliaire précieux des conseils de libération nationale et des détachements de partisans.

Avec la création de l'état-major général, la lutte armée s'engagea dans une nouvelle étape, l'étape d'une organisation plus avancée et d'une impétueuse expansion, l'étape de l'insurrection générale populaire. Dans tout le pays, les unités de l'Armée de libération nationale et les guérillas d'autodéfense, épaulées par les masses populaires, se lancèrent dans la lutte contre les forces armées italiennes d'occupation et contre les forces allemandes qui avaient commencé à pénétrer et à opérer en territoire albanais. Un ordre du jour de l'état-major général déclarait que tant que les armées d'occupation italienne et allemande «n'auront pas capitulé inconditionnellement, tant que sur le territoire de notre Patrie bien-aimée demeurera encore ne fût-ce qu'un seul fasciste armé, notre lutte se poursuivra avec la plus grande âpreté.»*

En juillet, août et début de septembre, l'ardeur de la lutte de libération contre les occupants italiens atteignit son comble. Les nouvelles opérations militaires qu'ils entreprirent dans la

---

* Ordre, 30 juillet 1943. Documents de l'état-major général et du Haut Commandement de l'ALNA, éd. alb., 1976, t. 1, p. 32.

Mallakastër et à Tepelenë se soldèrent par de cuisants échecs. L'Armée de libération nationale, soutenue par le peuple en armes, livra de sanglants combats aux troupes d'occupation fasciste à Pojskë (Pogradec), à Burrel, à Qafë e Shtamës et à Qafë e Buellit (Mat); à Zerqan et à Sofraçan dans la région de Dibër; à Kardhiq, Mashkullorë, Libohovë et Konispol (Gjirokastër); à Llogara, à Tragjas (Vlorë), à Vithkuq (Korçë); à Reç (Shkodër); sur la route Elbasan-Tirana, etc.

Effrayé par l'insurrection qui avait éclaté dans tout le pays, l'occupant fasciste proclama au mois de juillet tout le territoire albanais zone d'opérations. Le commandant en chef italien était contraint de reconnaître que «le peuple albanais dans son immense majorité et sans distinction de classe s'est soulevé contre l'Italie et contre la présence de nos troupes en Albanie».* Pour pouvoir faire face à la situation créée dans le pays, il demandait à Rome des renforts.

L'ALNA, armée populaire révolutionnaire

La création de l'état-major général permit au Parti communiste de mettre plus parfaitement en application dans les conditions de l'Albanie les enseignements du marxisme-léninisme sur l'insurrection populaire armée et résolut les problèmes militaires, politiques et organisationnels fondamentaux de l'ALNA.

Même après la création de l'état-major général, l'Armée de libération fut obligée de mener une guerre de partisans comme principale forme de combat contre l'ennemi, et ce en raison de la supériorité des forces armées d'occupation et surtout de leur supériorité en armement, munitions, moyens de transport et de liaison, vivres et équipements. Dans ces conditions, accepter la lutte de front eût signifié la mort pour l'insurrection populaire armée.

Les opérations de combat des unités et des détachements de partisans avaient un caractère offensif, incessant, elles avaient pour traits l'habile recours à de promptes manœuvres et à des attaques surprises, une grande initiative des commandements de brigade, de groupe ou de bataillon et une parfaite utilisation du terrain.

Tout en menant sa guerre de partisans, l'ALNA s'acquittait

* Commando 9-a armata. Notizie mensili, N° 8, août 1943.

de tâches stratégiques distinctes.[1] Le Parti lui avait assigné pour mission de libérer tout le pays par ses propres forces, mais aussi d'assurer l'instauration du pouvoir populaire et de servir de soutien armé à ce pouvoir.

Seule une armée régulière est en mesure de mener à bien de telles tâches. C'est parce qu'il en était conscient que le Parti communiste d'Albanie fit tant d'efforts pour créer l'ALNA et la convertir en armée régulière du peuple albanais.

Au début, la plus importante formation de l'armée populaire régulière fut la brigade. L'état-major général prépara un plan prévoyant la création progressive d'une série de brigades devant grouper au fur et à mesure la majeure partie des guérillas, bataillons et groupes dans les diverses régions.

L'organisation de l'ALNA et son essor incessant s'accompagnaient d'un besoin toujours accru de cadres militaires et politiques bien préparés. Dans les conditions de la Lutte de libération nationale, l'éta-t-major général et le Conseil général n'étaient pas en mesure d'ouvrir des écoles pour y instruire des officiers. Commandants et commissaires étaient formés dans le feu des combats acharnés contre l'ennemi, et provenaient des rangs des ouvriers, paysans et intellectuels patriotes, des partisans les plus honnêtes, les plus courageux et les plus dévoués au peuple et à la Patrie.

La principale source de ravitaillement des partisans en armes et en munitions, même après la création de l'état-major général et jusqu'à la fin de la lutte, demeura l'ennemi, l'armée et les dépôts de l'occupant, auquel ces armes et munitions étaient enlevées de haute lutte.

Quant au ravitaillement des détachements et unités de l'ALNA en équipements et en vivres, il était principalement assuré par les aides de la population citadine et surtout rurale, et en partie par le butin saisi à l'ennemi. Les partisans étaient hébergés par les paysans et les citadins des zones libérées.

Le Parti attacha une importance primordiale au maintien d'un moral élevé dans l'Armée. Tout partisan était prêt à sacrifier sa vie pour la liberté, pour la Patrie, pour le Parti communiste. Cette force morale avait ses racines dans la haute conscience des combattants. Ils savaient bien pourquoi ils se battaient, comprenaient parfaitement la justesse de la ligne politique du Parti, étaient pleinement conscients des difficultés, des privations et des sacrifices qu'exigeait la lutte et animés

1 Distinctes des objectifs des divers fronts de la Seconde Guerre mondiale.

d'une confiance inébranlable dans la victoire de la cause qu'ils défendaient.

La figure morale du partisan était encore rehaussée par sa discipline consciente, son amour du peuple, son attachement aux camarades, son honnêteté foncière et son comportement exemplaire à l'égard de la population, son très grand souci de préserver les bonnes coutumes et traditions du pays.

Si ces hautes qualités morales, politiques et militaires des partisans étaient si solides, c'est qu'elles étaient édifiées sur la persuasion politique et la démocratie. A la différence de ce qui se passait dans les anciennes armées, qui défendaient les intérêts des classes réactionnaires, dans l'ALNA les simples combattants jouissaient, au même titre que les commandants et les commissaires, de l'égalité des droits et d'une entière liberté de participer à la vie politique du pays et au règlement des problèmes militaires, politiques et organisationnels de l'Armée. Toutes les opérations militaires des unités, le travail politique, l'activité des commandements, le comportement des partisans et des cadres étaient soumis au jugement et à la critique du collectif. Les ordres des commandements traduisaient les exigences des combattants et du peuple. Afin que ces ordres, ainsi que les décisions et les directives du Parti, fussent appliqués le mieux possible, on organisait de vastes débats et échanges d'idées.

La démocratie dans l'ALNA était l'expression de son caractère populaire et elle émanait du principe selon lequel ce sont les masses qui jouent le rôle décisif en tant qu'artisans de l'histoire.

Cette démocratie, loin d'affaiblir tant soit peu la discipline militaire, la renforçait, la rendait plus consciente; elle ne portait pas atteinte à la direction centralisée, mais concourait à la mettre en œuvre.

L'application magistrale des préceptes tactiques de la guerre de partisans et le moral très élevé de l'ALNA permettaient de neutraliser la supériorité numérique et technique de l'ennemi et même d'en avoir raison.

La trempe des hautes qualités morales, politiques et militaires chez les combattants de l'ALNA était l'œuvre du Parti communiste.

Le travail politique du Parti était dirigé par les commissaires de brigade, de groupe, de bataillon et de compagnie (ancienne guérilla). Les commissaires faisaient également partie du commandement de l'unité de partisans. Les vice-commissaires remplissaient les fonctions de secrétaire du Parti. Pour

développer le travail politique dans l'Armée, le Parti y envoya un bon nombre de ses meilleurs cadres.

En même temps que les organisations du Parti, furent créées aussi dans l'Armée les organisations de la Jeunesse communiste, en tant qu'auxiliaires des organes et des cellules du Parti.

Les commissaires et vice-commissaires, les organisations du Parti et de la Jeunesse effectuaient dans les détachements de partisans un grand travail d'éducation politique, assuraient le rôle d'avant-garde des communistes et des jeunes communistes dans l'accomplissement des tâches de combat. Ils éduquaient les combattants dans l'esprit du patriotisme et du dévouement au pays, au peuple, au Parti communiste, selon les traditions combattantes et révolutionnaires du peuple albanais, selon les idées du marxisme-léninisme et les principes de l'internationalisme prolétarien, dans un esprit d'attachement pour tous les peuples qui luttaient contre le fascisme. Ils enracinaient dans l'esprit des partisans et de la population la certitude de la victoire, assuraient l'exécution des ordres de l'état-major général et des commandements de partisans.

Le Parti communiste jouissait de l'entière confiance des combattants et des cadres de l'ALNA et de la plus haute autorité auprès d'eux. Cette confiance et cette autorité, le Parti les devait à l'exemple que les communistes donnaient par leur lutte et leur comportement.

Toutes les questions concernant l'édification, la stratégie, la tactique et les opérations militaires de l'Armée étaient réglées conformément aux directives et aux instructions du Comité central. Enver Hoxha, Secrétaire général du Parti était le principal organisateur, dirigeant et éducateur de l'ALNA.

La création de l'ALNA représentait une grande victoire politique et militaire du Parti. Le Parti communiste d'Albanie avait ainsi réussi à mener à bien une de ses tâches les plus décisives et les plus ardues.

Dénonciation du faux patriotisme du «Balli kombëtar».

Cette victoire fut remportée non seulement dans le feu de la lutte armée contre les occupants et les traîtres, mais aussi à travers une lutte politique acharnée contre la réaction intérieure, contre le «Balli kombëtar».

Pour saboter la lutte armée contre les occupants, le «Balli kombëtar» usa de tous les moyens et de toutes les méthodes

qu'employaient les ennemis du peuple et de la révolution: calomnie, démagogie, intimidation par «l'épouvantail communiste», menaces, intrigues, mensonges, fausses promesses, lâches assassinats de communistes, de partisans et de membres des conseils de libération nationale, accords secrets avec les occupants pour des actions coordonnées contre les forces révolutionnaires, etc. Dans certains cas, les ballistes réussirent à tromper des villages entiers. Il se trouvait des paysans qui, à l'instigation et sous la menace du «Balli», refusaient de donner asile aux partisans dans leurs villages, de faire feu sur les troupes italiennes au cours des opérations, et qui ne reconnaissaient pas les conseils de libération nationale.

De tels cas, s'ils n'avaient pas été isolés, auraient conduit à la neutralisation de la paysannerie, de la plus grande base et réserve de forces pour la Lutte de libération nationale et auraient, par conséquent, mis en cause l'issue victorieuse de la lutte. Ce danger fut conjuré grâce aux prises de position et aux actions à la fois résolues et réfléchies du Parti, fondées sur une connaissance profonde des conditions objectives, de la situation concrète à l'intérieur du pays.

L'immense majorité de la paysannerie voulait se battre contre l'occupant pour la libération de la Patrie. Seul le Parti communiste répondait à ce vœu par ses actions quotidiennes. Le «Balli kombëtar» était opposé à la lutte contre les fascistes. Cette attitude allait à l'encontre des aspirations et des exigences des paysans et de la population dans son ensemble.

Au printemps de 1943, un certain nombre de paysans, dupés par les chefs ballistes et suivant leurs «conseils», restèrent dans leurs villages et s'abstinrent de prendre les armes contre les troupes italiennes lorsque celles-ci y pénétrèrent. Ils croyaient réellement que les fascistes ne les toucheraient pas. En fait, ceux-ci brûlèrent les villages sans la moindre distinction et massacrèrent férocement les femmes, les hommes et les enfants qui y étaient demeurés. C'était une amère leçon pour tous ceux qui s'étaient laissé tromper par la réaction.

Afin de détruire le Front de libération nationale, le «Balli kombëtar» se rapprochait de plus en plus de l'occupant et participait à ses côtés aux actions contre les conseils de libération nationale et les guérillas de partisans. Les bandes ballistes soutinrent directement l'armée italienne dans ses opérations punitives contre les partisans et la population locale. Cette attitude des ballistes suscita l'indignation populaire.

Le Parti communiste prêtait main-forte aux paysans dans

leur lutte pour empêcher les fascistes de piller les céréales, les produits laitiers et la laine. Cependant les ballistes, non contents de conseiller aux paysans de livrer leurs produits agricoles à l'occupant et au gouvernement traître, aidaient l'ennemi à spolier les villageois. Mais le «Balli», par ces agissements, s'aliénait de plus en plus les masses.

Le Parti communiste, à travers un vaste travail politique, popularisait sa ligne et le programme du Front de libération nationale, dénonçait les manœuvres des oppresseurs fascistes et des traîtres, dévoilait le contenu et le véritable dessein de chaque action ou attitude antinationale et antipopulaire des chefs et des bandes ballistes.

Ainsi la paysannerie se persuada petit à petit par sa propre expérience qu'une véritable victoire contre les occupants fascistes et les traîtres ne pouvait être remportée que sous la conduite du Parti communiste. Elle se convainquait toujours plus profondément que ses rêves séculaires pour la liberté et la terre ne pouvaient être réalisés que par le Parti, et que le «Balli» n'était pas pour l'abolition de l'oppression et de l'exploitation.

Plus la démagogie et la trahison du «Balli kombëtar» étaient vigoureusement dénoncées, plus les paysans et les autres couches de la population se rapprochaient du Parti. Dans toute l'Albanie, les masses populaires raillaient le «Balli», en lançant ce brocard «Attends baudet que l'herbe croisse, voilà le conseil du «Balli kombëtar»», et elles le surnommèrent **bisht kombëtar (queue nationale).**

Dénonciation de l'accord de Mukje

La situation créée imposait le maximum d'efforts pour conjurer la lutte fratricide, que les occupants fascistes attisaient de multiples manières. Sur la proposition du Comité central du PCA, cette question fut examinée par le Conseil général au cours de la réunion qu'il tint en juillet 1943. Le Conseil décida qu'un dernier effort devait être tenté pour détourner le «Balli kombëtar», en tant qu'organisation, de la voie de la trahison et l'entraîner dans la Lutte de libération nationale. A cette fin, une délégation fut chargée d'avoir des entretiens avec les chefs du «Balli» sur les questions suivantes: le ralliement immédiat du «Balli kombëtar» à la lutte contre l'occupant et la cessation de sa lutte contre le mouvement de libération nationale et le Parti communiste; l'épuration

des fascistes, des brigands et des criminels qu'il comptait dans ses rangs; la reconnaissance de sa part des conseils de libération nationale; la tenue, en pleine lutte et dans le feu des combats contre le fascisme, d'une conférence nationale, à laquelle participerait aussi le «Balli kombëtar» et où seraient discutées et résolues toutes les questions relatives à l'union.

La première rencontre avec les chefs du «Balli» eut lieu à Tapizë, à proximité de Tirana, la seconde à Mukje non loin de Krujë, les 1er et 2 août.

Les ballistes acceptèrent d'avoir ces contacts avec la délégation du Conseil général de libération nationale à seule fin de renforcer leurs positions profondément ébranlées par la dénonciation de leur trahison et de s'assurer le pouvoir politique à la capitulation de l'Italie, qui, après la chute de Mussolini, le 25 juillet, paraissait imminente.

Au cours de ces entretiens, Ymer Dishnica, membre du Bureau politique du Comité central, qui dirigeait la délégation, céda aux pressions et à la démagogie de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens. Au lieu de défendre avec ténacité la ligne du Parti communiste et la juste attitude que le Conseil général avait décidé d'observer à l'égard du «Balli kombëtar», il souscrivit, à Mukje, à un accord qui était en opposition directe avec les intérêts de la Lutte de libération nationale et du peuple albanais. Un autre membre de la délégation, Mustafa Gjinishi, qui soutint avec chaleur les exigences de la bourgeoisie réactionnaire, joua un rôle particulièrement négatif dans cette affaire.

Aux termes de l'accord de Mukje, le «Balli kombëtar», qui avait saboté la Lutte de libération nationale et aidé de multiples manières l'occupant, apparaissait comme une organisation qui avait combattu le fascisme, au même titre que le Front de libération nationale. Au lieu d'exiger que le «Balli» s'engageât dans la lutte contre l'occupant, Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi acquiescèrent à la demande démagogique du «Balli» sur la «proclamation de l'indépendance» et la déchéance de «l'assemblée fasciste du 12 avril», cette assemblée dont avaient fait partie presque tous les chefs du «Balli» et que le peuple n'avait jamais reconnue. Ils acceptèrent le mot d'ordre mensonger de «l'Albanie ethnique», que le fascisme et la réaction brandissaient comme une arme pour tromper le peuple albanais, lui faire oublier l'ennemi principal du moment et l'opposer aux voisins. Ils acceptèrent la proposition de la réaction sur la création d'un «Comité pour le salut de l'Albanie», composé d'un nombre

égal de représentants du «Balli kombëtar» et du Front de libération nationale, comité qui devait être investi des attributions d'un gouvernement provisoire.

Le Conseil général et, dans l'ensemble, le pouvoir des conseils de libération nationale, issus de la lutte révolutionnaire du peuple, étaient totalement laissés dans l'oubli. Sans en avoir été mandatés par le Conseil général et le Comité central du Parti, Ymer Dishnica et Mustafa Gjinishi consentirent à la diffusion d'une proclamation du «Comité pour le salut de l'Albanie» faisant connaître les décisions de Mukje au peuple. De la sorte, ils donnèrent en plein dans le piège de la réaction.

Le Parti communiste n'était pas contre tout accord avec le «Balli kombëtar». Il avait fait beaucoup d'efforts pour l'entraîner dans la lutte contre l'occupant et, sur cette base, le rallier au Front de libération nationale; il avait eu des entretiens avec lui et accepté la formation de «commissions de coordination» pour la lutte contre le fascisme, etc. La décision du Conseil général, du mois de juillet 1943. d'engager des conversations avec les chefs ballistes était une dernière tentative pour détourner le «Balli» de la voie de la trahison et l'engager dans celle de la lutte contre les occupants. Cet effort était fait dans l'intérêt du pays et de la Lutte de libération nationale. Or l'accord conclu à Mukje portait atteinte aux intérêts du peuple et de la Patrie. Il désorientait la population, détournait son attention de la lutte contre l'occupant et suggérait l'idée d'une union mensongère, édifiée sur des marchandages venant d'en haut. L'accord de Mukje annihilait les grandes victoires remportées dans la lutte antifasciste sous la conduite du Parti communiste et, pire encore, ouvrait la voie pour la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie réactionnaire, qui n'avait pas tiré un coup de fusil, qui ne s'engageait pas à se battre contre les oppresseurs étrangers, mais avait au contraire collaboré et collaborait encore avec eux. En conséquence, un pareil accord constituait une trahison envers le peuple et la révolution.

Aussi, sur l'initiative du camarade Enver Hoxha, le Comité central et tout le Parti rejetèrent immédiatement et sans hésitation l'accord de Mukje.

A peine eut-il reçu la première communication rédigée en termes assez vagues, le Secrétaire général du Parti comprit qu'à la réunion de Mukje, «c'était le «Balli» qui avait mené l'affaire». Manifestant une vive inquiétude à cet égard, il

mettait en garde Ymer Dishnica: «...n'oublie pas les intérêts de notre Parti; il doit rester ce qu'il a été: l'organisateur et le guide de la Lutte de libération nationale, demeurer tel et non pas devenir une fraction dans cette lutte.»* Quand la trahison apparut clairement, il définit l'accord comme «une capitulation complète devant le «Balli»» et il écrivait à Ymer Dishnica: *«Tu t'es entièrement aligné sur les positions du «Balli»...»* Cet accord, qui *«foule aux pieds notre ligne politique, est dénoncé par le Comité central.»***

Faisant part aux communistes de cette grave violation des décisions du Conseil général et de la ligne politique du Parti, le Comité central déclarait son ferme propos de n'admettre en aucune manière le partage des fruits de la lutte de libération du peuple albanais et du pouvoir démocratique populaire avec le «Balli kombëtar» et tous les autres adversaires de cette lutte et de ce pouvoir.

La soumission d'Ymer Dishnica et de Mustafa Gjinishi aida le «Balli kombëtar» à exploiter l'accord de Mukje pour sa lutte contre le Parti communiste et pour répandre la confusion parmi les masses populaires. Les organisations du Parti durent accomplir un grand travail d'explication pour dénoncer le contenu réactionnaire de cet accord et des objectifs du «Balli kombëtar», qui visait à ravir au peuple albanais, avec l'aide de l'occupant, les acquis de sa lutte de libération.

Les conseils de libération nationale, seul pouvoir du peuple

Afin de renforcer davantage l'union du peuple albanais dans la lutte antifasciste, du 4 au 9 septembre 1943, se réunit, à Labinot, la II[e] Conférence de libération nationale.

La Conférence aborda la question du pouvoir démocratique populaire, qu'elle considérait comme une question clé. A mesure que le processus révolutionnaire de la lutte s'approfondissait, cette question revêtait une importance sans cesse grandissante, d'autant plus que le «Balli kombëtar» et la réaction en général mettaient tout en œuvre pour prendre le pouvoir politique en main.

---

* Enver Hoxha, Lettre à Ymer Dishnica, 6 août 1943, Œuvres, éd. alb., t. 1, p. 334.

** Enver Hoxha, Lettre à Ymer Dishnica, 9 août 1943. Œuvres, éd. alb., t. 1, p. 340.

Dans ces conditions, la Conférence lança le mot d'ordre: «Que les conseils de libération nationale soient reconnus comme le seul pouvoir du peuple en Albanie.»*

La II[e] Conférence de libération nationale adopta une série de mesures, tendant au renforcement et à l'élargissement de la base démocratique ainsi qu'à la centralisation du pouvoir populaire. Elle éleva le nombre des membres du Conseil général de 7 (élus à la Conférence de Pezë) à 62, rédigea et adopta les Statuts et le Règlement des conseils de libération nationale, qui étaient des textes d'importance constitutionnelle. Il fut décidé que des organes exécutifs dotés de leur appareil administratif et économique seraient mis sur pied auprès du Conseil général et des conseils régionaux.

La Conférence reconnut les organisations de **l'Union de la jeunesse antifasciste,** de **l'Union des femmes antifascistes**, de **l'Union des universitaires antifascistes** (créées quelque temps auparavant sous l'égide du Parti communiste) comme des parties intégrantes du Front de libération nationale et recommanda qu'il leur fût apporté la plus grande aide et le plus grand soutien. Ces organisations englobaient les masses de jeunes et de femmes des diverses classes et couches du pays et avaient pour seul programme celui du Front.

La Conférence de Labinot dénonça publiquement l'accord de Mukje comme un acte violant les principes fondamentaux de la Conférence de Pezë et contraire aux intérêts de la lutte et de l'union du peuple albanais.

Le «Balli kombëtar» poursuivant son activité hostile au mouvement de libération nationale et sa collaboration avec les fascistes italiens, il fut décidé d'adopter à son égard une attitude très nette: dénoncer jusqu'au bout sa politique antinationale, antipopulaire, sa propagande démagogique pour une prétendue union, ses intentions de semer la division et de provoquer une lutte fratricide. En même temps, il fut donné comme directive de poursuivre les efforts pour mettre à profit la moindre possibilité de collaboration avec le «Balli» et les autres courants politiques hors du mouvement de libération nationale, mais sur la seule base de la plate-forme de la Conférence de Pezë, avant tout sur la base de la participation à

---

* Résolution de la II[e] Conférence de libération nationale, 8 septembre 1943. Documents des organes supérieurs du pouvoir de libération nationale, éd. alb., p. 58.

une lutte intransigeante et sans répit contre les occupants, et de la reconnaissance des conseils de libération nationale comme seul pouvoir du peuple.

Une telle attitude devait ouvrir les yeux à ceux qu'on avait trompés et les détacher des chefs réactionnaires.

La Conférence de Labinot ne nourrissait aucun espoir de voir le «Balli kombëtar» abandonner le chemin de la trahison. Elle montra au peuple que les chefs ballistes s'engageaient toujours plus avant dans la voie de la collaboration avec les occupants et de la lutte déclarée contre le mouvement de libération nationale.

Appuyant les décisions de la Conférence de Labinot, le Comité central du Parti communiste d'Albanie recommandait aux comités régionaux: «...de présenter clairement au peuple le «Balli» comme le fauteur de la division et de la lutte fratricide, de faire en sorte que le peuple comprenne bien que la politique du Balli nous conduira à l'affrontement armé, de faire en sorte que le peuple tout entier s'insurge contre ces agissements et qu'ainsi les responsabilités historiques... retombent, à juste titre, ... sur le «Balli kombëtar»; de nous préparer, de préparer tous ceux qui participent au mouvement de libération nationale, de préparer le peuple à un affrontement avec le «Balli»; le «Balli», lui, prépare cet affrontement et il ne doit pas nous trouver les bras croisés...»*

Le jour même où la Conférence clôturait ses travaux on apprenait la nouvelle de la capitulation de l'Italie fasciste. Cet événement venait modifier la situation existant en Albanie. Dans les nouvelles circonstances créées, de nouvelles tâches se posaient au Parti communiste d'Albanie.

6. EFFORTS FAITS POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES ALLEMANDS, NOUVEAUX ENVAHISSEURS, ET POUR ECRASER LA REACTION

La capitulation de l'Italie fasciste fut proclamée le 8 septembre 1943.

Le peuple albanais, qui pendant quatre ans et demi avait

---

* Directives du CC du PCA, 10 septembre 1943, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 196.

mené une lutte acharnée pour secouer le joug des occupants italiens, avait une part directe et importante à cet événement.

La nouvelle situation au lendemain de la capitulation de l'Italie et de l'occupation du pays par les nazis allemands

L'état-major général de l'Armée de libération albanaise, se conformant à l'accord de capitulation, lança immédiatement un appel à l'armée italienne d'occupation, l'invitant soit à mettre bas les armes, soit à s'unir à l'ALNA contre l'Allemagne hitlérienne. Or le commandant en chef italien ne répondit pas à cet appel. Il donna l'ordre aux troupes italiennes en Albanie de se rendre aux Allemands. Mais environ 15.000 soldats et officiers italiens, qui se rendirent à l'ALNA, n'obéirent pas à cet ordre. Le Parti communiste d'Albanie veilla à ce qu'ils fussent partout accueillis fraternellement, sans égard aux actes de cruauté commis par l'armée fasciste italienne en Albanie. Par contre, les principaux responsables de ces actes de barbarie devaient rendre compte de leurs méfaits et être sévèrement châtiés dès l'instant de leur capture et où qu'elle advînt, durant ou après la guerre.

Parmi les soldats italiens qui s'étaient rendus aux forces de l'ALNA, environ 1.500 hommes acceptèrent de combattre les armes à la main contre les nazis allemands dans les rangs des unités de partisans albanaises. Le bataillon «Antonio Gramsci» fut formé et incorporé dans la I[ere] Brigade de choc de l'ALNA. Les autres soldats qui ne désiraient pas combattre trouvèrent asile dans les zones libérées du pays, où ils furent généreusement accueillis par les paysans, en dépit des difficultés économiques extrêmes que ceux-ci connaissaient.

Les Allemands, nouveaux agresseurs, se substituèrent en Albanie aux occupants italiens. Il leur fut livré partout d'âpres combats. Sur la route Strugë-Librazhd, à Drashovicë près de Vlorë, au pont de Kardhiq près de Gjirokastër, le long de la route Elbasan-Tirana, à Krujë, à Konispol, à Delvinë et à Sarandë, à Bilisht, le long de la route Korçë-Leskovik et en d'autres localités, les unités de l'Armée de libération nationale infligèrent des pertes sensibles aux nouveaux envahisseurs et les empêchèrent de déferler sur tout le territoire de l'Albanie. La majeure partie des régions du pays et un certain nombre de villes déjà libérées, le demeurèrent.

Les envahisseurs allemands dépêchèrent en Albanie environ 70.000 hommes. A peine installées dans le pays ces forces

s'employèrent à étouffer le mouvement de libération nationale et à faire du peuple albanais un satellite de l'Allemagne. Pour parvenir à leurs fins, les nazis, au début, usèrent d'une tactique qui visait à camoufler le régime d'occupation et à tromper le peuple en cherchant à le séduire par l'idée de la conquête de «l'indépendance nationale» et de la «création d'un Etat albanais souverain». Ils proclamèrent bruyamment qu'ils étaient venus en amis, précisément «pour libérer l'Albanie du joug de l'Italie», que l'armée allemande «garantirait l'indépendance du peuple albanais, si celui-ci l'aidait dans la lutte contre le communisme»! Ils appelèrent tous ceux qui avaient gagné les montagnes à mettre bas les armes et à rentrer chez eux, leur mission ayant été pleinement accomplie avec l'aide de l'armée allemande ! Les hitlériens incitèrent et aidèrent les traîtres à proclamer «la séparation de l'Albanie de l'Italie» et à créer les organes de «l'Etat albanais indépendant», tels que «le comité exécutif», «la régence», «le gouvernement albanais», «l'armée albanaise», «la gendarmerie albanaise», etc. Cette manœuvre fut accompagnée d'une propagande tapageuse de la part des réactionnaires.

Mais quelle que fût la tactique qu'ils adoptaient, les hitlériens ne pouvaient voiler en aucune manière leur agression contre l'Albanie. Depuis longtemps, le Parti communiste avait clairement expliqué au peuple albanais quels féroces ennemis étaient, pour l'humanité, les nazis allemands. Le jour même où, en juillet 1943, ils avaient pénétré pour la première fois en Albanie, ils avaient rasé Borovë et exterminé toute la population du village, même les nouveau-nés.

Les Allemands eux-mêmes n'étaient guère en mesure de camoufler le féroce régime d'occupation qu'ils avaient instauré en Albanie. Leurs déclarations sur le «respect» et la «garantie» de l'indépendance nationale de l'Albanie s'accompagnèrent de proclamations ordonnant le désarmement de toute la population et avisant que, pour tout soldat allemand tué, pour tout acte de sabotage, pour toute arme ou tout matériel militaire saisi, et pour la moindre quantité de vivres cachés, 10 à 30 Albanais seraient passés par les armes ou pendus! L'état de siège fut proclamé partout. La régence et le gouvernement de trahison ne pouvaient prendre aucune décision sans le consentement du commandement allemand d'occupation. Les hitlériens mirent la main sur la Banque nationale et sur toutes les ressources économiques du pays.

Le peuple albanais, sous la conduite du Parti communiste,

ne se laissa pas tromper par la démagogie des nazis. Ils poursuivit avec encore plus d'ardeur sa lutte contre les nouveaux envahisseurs. Un mois ne s'était pas écoulé que les hitlériens s'étaient convaincus de l'hostilité implacable du peuple albanais contre eux, contre toute régence et tout gouvernement albanais collaborationniste.

Durant l'automne 1943, dans tout le pays, les unités et détachements de l'ALNA lancèrent de vigoureuses attaques contre les troupes hitlériennes et les forces réactionnaires. Le 18 octobre, l'artillerie de l'ALNA bombardait l'assemblée des quislings réunis sur l'initiative du commandement allemand. Cette action fut accompagnée de la diffusion le même jour, à Tirana, d'un tract du Parti communiste d'Albanie, intitulé: «Comment le peuple albanais réplique-t-il à l'assemblée de la Gestapo? A coups de CANON!»*

De pair avec les combats livrés par l'ALNA, les sections de guérilla exécutaient dans les régions et les villes occupées de multiples actions de diversion, toujours mieux organisées.

Le Comité central du Parti veillait attentivement à ce que la lutte armée contre le nouvel occupant fût menée sans répit et avec acharnement à tous les coins de l'Albanie. A la nouvelle que l'état-major de la région de Berat, commandé par Gjin Marku, avait provisoirement permis aux soldats allemands d'entrer librement dans Berat libéré, il définit cet acte comme un crime et le condamna sévèrement. «Nous pouvions nous attendre à bien des choses d'un commandement de partisans, écrivait à l'époque le camarade Enver Hoxha à l'état-major régional, mais quant à le voir pactiser, ne fût-ce qu'une minute, avec le pire ennemi de notre peuple et du genre humain, cela, nous n'aurions jamais pu le concevoir... Quitte à perdre toutes vos troupes, à mettre en péril tous les succès acquis, *vous n'auriez dû en aucun cas vous entendre avec les nazis barbares.*»**

L'occupation du pays par les troupes allemandes créait en Albanie une situation nouvelle. Elle avait pour trait principal le rassemblement, autour des nouveaux envahisseurs, de tous les groupes, courants et forces réactionnaires, et leur passage à la lutte armée déclarée et généralisée contre le mouvement de libération nationale.

---

* Appels et tracts du PCA, 1941-1944, éd. alb., 1962, p. 310.

** Lettre à l'état-major de la région de Berat, 5 novembre 1943, Documents de l'Etat-major général..., éd. alb., t. 1, 1976, p. 145.

La réaction intérieure se sentait de plus en plus incapable de faire front par ses propres forces à la situation. Cette incapacité de la réaction et la conformité de ses objectifs avec ceux des envahisseurs allemands amenèrent les traîtres albanais à solliciter ouvertement l'aide et la protection des nazis, et à placer toutes leurs forces sous le commandement de ces derniers.

L'écrasement de la réaction intérieure, condition de la victoire dans la lutte contre l'occupant

Les Allemands virent aussitôt se rallier à eux le «Balli kombëtar», les bayraktars, le haut clergé surtout catholique, les politiciens fascistes au complet. Des chefs du «Balli kombëtar», de hauts dignitaires du clergé et des représentants des autres courants réactionnaires occupèrent des postes à la régence, au gouvernement et dans d'autres organes supérieurs de trahison.

Maintenant que le «Balli kombëtar», s'enfonçant dans la voie de la trahison, s'était engagé aux côtés des nazis allemands dans une lutte armée ouverte contre le mouvement de libération nationale, le Parti communiste et le Conseil général étaient contraints de riposter à cet instrument des envahisseurs de la même façon, par la lutte armée. «L'union avec le «Balli kombëtar», déclarait une directive du Comité central du Parti communiste d'Albanie, est maintenant une affaire classée. Il n'en est plus question. Ce qu'il faut à présent, c'est écraser le «Balli kombëtar»»*

C'est précisément à ce moment que la trahison d'Abaz Kupi et des zoguistes apparut clairement. Après avoir refusé de participer à la Conférence de Labinot, Abaz Kupi déserta des rangs du Front de libération nationale. Il y avait adhéré avec des desseins bien déterminés, pour rehausser le prestige de Zogu et empêcher que s'accroissent l'autorité, l'influence et le rôle dirigeant du Parti communiste. Il n'avait cessé d'agir conformément aux instructions des impérialistes anglais, qui visaient, par le truchement des zoguistes, à assurer leur contrôle sur le mouvement de libération nationale et, après la guerre, sur l'Albanie. N'ayant pu atteindre ce but, dans la situation créée au lendemain de la capitulation de l'Italie, Abaz Kupi jugea le moment propice venu pour anéantir le Front de libé-

---

* Lettre du Comité central du PCA, 1er octobre 1943. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 211.

ration nationale et le Parti communiste. Avec l'appui des Anglais, il proclama, en septembre, la constitution d'un parti zoguiste qui fut, un mois plus tard, baptisé «Legaliteti». En novembre, il réunit un prétendu «congrès» de cette organisation. Le «Legaliteti» se donnait pour tâche de détacher le peuple albanais du Parti communiste et de le rallier à lui pour restaurer le régime de Zogu. A cette fin, les zoguistes déclenchèrent une vaste campagne de propagande, présentant ce régime comme le seul régime «légal» et l'idéalisant comme un «régime de liberté, de tranquillité, d'ordre, de paix et de justice»! Ils invitèrent les divers partis politiques, y compris le mouvement de libération nationale et le Parti communiste, à se rassembler sous le drapeau du «Legaliteti»! En même temps, Abaz Kupi unit ses forces à celles du gouvernement quisling et du «Balli kombëtar» et s'assura l'appui des occupants allemands.

Les nazis, quoique sachant bien qu'Abaz Kupi et le «Legaliteti» étaient des instruments des Anglais, se montrèrent prêts à leur accorder aide et soutien. Hitlériens et zoguistes étaient unis par un objectif immédiat commun, détruire le Parti communiste et étouffer le mouvement de libération nationale.

Le Parti communiste mit tout en œuvre, recourut à toutes les possibilités qui s'offraient à lui, pour persuader Abaz Kupi et les zoguistes de renoncer à leur attitude hostile à l'égard du mouvement de libération nationale et de se jeter dans la lutte armée contre les Allemands, en s'intégrant dans le Front de libération nationale. Après la proclamation de l'organisation du «Legaliteti», il expliqua une fois encore qu'il n'était pas opposé à la création d'un parti zoguiste ou de tout autre parti politique dans le pays. Mais tout parti éventuellement créé devrait obligatoirement combattre l'occupant et participer au Front commun de libération nationale.

Dans les circonstances données, aucun parti, aucune organisation ni aucune force armée en dehors du Front ne pouvait demeurer neutre, toute formation étrangère au Front serait immanquablement amenée à servir l'ennemi. Aussi tous les efforts d'Abaz Kupi pour exécuter la recommandation que lui faisaient les Anglais de ne pas s'exposer comme collaborateur de l'occupant allemand, étaient-ils vains. Au début de décembre, le Conseil général de libération nationale, ayant examiné l'activité criminelle antinationale d'Abaz Kupi, décida officiellement de l'exclure du Conseil général et de l'état-major général. Il engageait en même temps à le démasquer, lui, comme

ennemi du peuple albanais, et le «Legaliteti», comme une organisation de traîtres.

Le passage de la réaction entière à la lutte ouverte et armée contre l'ALNA et le Front de libération nationale, aux côtés de l'occupant allemand, indiquait la profonde différenciation survenue entre les forces intérieures politiques et les classes sociales. Le mouvement révolutionnaire établit une ligne de démarcation entre ces forces, les sépara en deux blocs, ennemis mortels l'un de l'autre. D'un côté, l'immense majorité du peuple albanais, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite bourgeoisie et la majeure partie de la moyenne bourgeoisie des villes, intellectuels patriotes unis et organisés dans le Front de libération nationale sous la conduite du Parti communiste. Le Front se fondait sur les masses populaires armées et avait lui-même pour principale force de choc l'Armée de libération nationale et pour appui extérieur la lutte mondiale antifasciste, en premier lieu la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique. De l'autre côté, la classe des grands propriétaires terriens, les bayraktars, la bourgeoisie réactionnaire, la majorité des paysans riches, la fraction réactionnaire des intellectuels et du clergé, rassemblés dans des organisations et des groupes hétérogènes, sans liens solides les unissant. La réaction avait pour force armée les unités de la gendarmerie et les bandes de ballistes, de zoguistes et des bayraktars. Les organisations et les forces armées réactionnaires ne constituaient pas un bloc distinct indépendant, elles étaient intégrées dans le front hitlérien et se maintenaient sur pied avant tout grâce à l'aide de l'occupant.

Dans ces circonstances, le Parti communiste lança la directive de détruire par les armes les organisations et les forces armées réactionnaires, c'est-à-dire les forces demeurées en dehors du Front de libération nationale, et de considérer la lutte contre la réaction comme une partie intégrante de la lutte générale contre l'occupant. L'état-major général donna l'ordre aux unités et détachements de partisans de chasser les réactionnaires de toutes les régions libérées. On ne pouvait combattre victorieusement les nazis allemands, sans combattre en même temps leurs serviteurs.

Les larges masses populaires soutinrent immédiatement la prise de position du Parti pour la destruction du «Balli kombëtar», du «Legaliteti» et des autres forces réactionnaires. Elles réclamaient elles-mêmes cette destruction, convaincues par expérience de la trahison de ces organisations.

Tout en étant contraint de combattre le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti», par les armes, le Parti communiste d'Albanie n'abandonna pas pour autant sa ligne générale définie à la réunion de sa fondation et à la Iere Conférence nationale. Le caractère de libération nationale de la lutte et le principe de l'union au sein du Front de libération nationale de tout le peuple albanais sans distinction de classe, de convictions politiques, de religion ou de région, demeurèrent inviolés. Les portes du Front restèrent ouvertes même aux ballistes, zoguistes ou gendarmes qui désertaient les organisations et les forces armées réactionnaires, à condition qu'ils n'eussent pas trempé leurs mains dans le sang du peuple. Il fut donné pour directive de n'épargner aucun effort pour détacher les éléments fourvoyés des chefs de la trahison.

Le Parti veillait particulièrement à ce que la lutte contre l'occupant allemand, qui demeurait le principal ennemi, ne se relâchât point et ne se convertît pas en une guerre civile à laquelle poussaient les asservisseurs nazis, à l'instar des fascistes italiens.

Aucune ingérence étrangère dans les affaires de la Lutte de libération nationale.

A l'automne 1943, le peuple albanais, dans sa Lutte antifasciste de libération nationale eut à affronter un nouveau danger qui venait des Alliés anglo-américains.

Dès le mois de mai 1943, des représentants du Commandement anglo-américain en Méditerranée étaient venus en Albanie (sans y avoir été invités). Une mission militaire britannique s'établit auprès de l'état-major général, suivie plus tard d'une mission militaire américaine. Des officiers anglais étaient également attachés à certains commandements de partisans. Ils prétendirent que leur venue en Albanie était dictée par les intérêts militaires communs de la lutte contre les hitlériens et s'engagèrent, en paroles, à aider l'ALNA en armes et autre matériel militaire. En fait, ils étaient venus en Albanie à des fins purement politiques. Guidés par ces objectifs, ils se livrèrent à une activité de sape et firent obstacle à la lutte contre les occupants et leurs instruments dans le pays. C'est aux adversaires du mouvement de libération nationale, aux forces réactionnaires, que les Anglo-Américains fournirent la plus grande aide. Ils établirent auprès d'elles des missions militaires spéciales et ils approvisionnaient ces forces en armes,

munitions, équipements et aussi en or. Lorsque le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti» s'unirent aux Allemands contre le Front de libération nationale, les missions militaires anglo-américaines restèrent en contact direct avec eux et ne leur coupèrent pas leur aide. Le Commandement des troupes anglo-américaines en Méditerranée se mit à exercer une forte pression sur l'état-major général de l'ALNA l'engageant à ne pas frapper les forces réactionnaires. Il demanda que fût reconnu aux officiers anglais et américains le rôle d'arbitre dans les affaires intérieures du peuple albanais.

Comme les faits devaient le démontrer, les gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis n'avaient nullement l'intention de venir réellement en aide aux mouvements de libération nationale dans les Balkans. Ils visaient seulement à empêcher la victoire des forces populaires révolutionnaires, à saper l'autorité et l'influence des partis communistes, à établir le contrôle anglo-américain sur les pays balkaniques.

Le Parti communiste définit l'ingérence anglo-américaine comme un danger pour la victoire de la révolution et l'indépendance nationale et adopta sans hésitation une attitude très nette à l'égard de cette intervention. Par le truchement de l'état-major général, les missions alliées furent fermement prévenues de devoir s'abstenir de toute immixtion dans les affaires intérieures politiques et militaires de l'Albanie et de ne pas entraver le développement de la lutte du peuple albanais contre l'occupant hitlérien et ses serviteurs. Tous les officiers britanniques et américains qui resteraient attachés aux forces réactionnaires seraient considérés comme des ennemis. Dans une directive donnée aux comités régionaux, le Comité central déclarait que les missions militaires alliées «ne doivent pas s'immiscer dans nos affaires intérieures, elles ne doivent en aucune manière être prises comme arbitres entre nous et la réaction. Si notre lutte contre la réaction leur plaît, tant mieux, sinon, elles n'ont qu'à s'en aller.»*

Tout représentant allié qui ne respecterait pas le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie devait être conduit sous escorte à l'état-major général, puis expulsé du territoire albanais.

Cette attitude révolutionnaire, nette et juste, à l'égard des

* Directive du CC du PCA, 3 novembre 1943. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 232.

alliés anglo-américains fut d'une très grande portée pour le développement ultérieur de la Lutte de libération nationale et pour les destinées de la révolution populaire.

Le renforcement du pouvoir et de l'Armée de libération nationale, tâche prioritaire

Le renforcement du pouvoir révolutionnaire et de l'Armée de libération nationale revêtait une importance décisive afin d'anéantir non seulement les plans des nouveaux occupants et des traîtres, mais aussi les menées contre-révolutionnaires que les Anglo-Américains chercheraient à mettre en œuvre en cas de débarquement de leurs troupes en Albanie ou à travers leurs réseaux d'espionnage et leurs missions militaires.

Après l'échec de la tentative très dangereuse faite à Mukje pour miner le pouvoir des conseils de libération nationale et le rôle dirigeant du Parti communiste, la réaction eut recours à de nouveaux moyens pour détruire ce pouvoir. Les conseils de libération nationale devaient être anéantis par la force des armes. A leur place, serait rétabli l'ancien pouvoir des grands propriétaires terriens et des bourgeois avec l'approbation et le soutien de l'occupant allemand. Les nazis appuyèrent sans la moindre réserve l'idée d'un régime zoguiste, mise en avant par le «Legaliteti». En témoignaient à l'évidence la création par eux de la «régence» quisling, la nomination de zoguistes à des postes importants au gouvernement et dans la gendarmerie collaborationnistes, la liberté dont jouissait le «Legaliteti» pour publier et diffuser ses organes de presse et exercer son influence dans les villes et les régions occupées par les troupes allemandes. Mais la restauration du régime de Zogu fut surtout appuyée par les gouvernements britannique et américain. C'est alors précisément que Churchill avait des entretiens à Londres avec Zogu sur la création éventuelle d'un gouvernement royal albanais en exil.

Le Parti communiste et le peuple albanais portèrent un coup décisif à ces manœuvres. Face à cette situation, le Comité central du Parti donnait pour directive: *«La question qui, avant toute autre, se pose à nous est celle du pouvoir...,* l'institution, partout, des conseils de libération nationale, leur renforcement et leur défense contre toute tentative du «Balli» ou d'un autre parti quelconque pour les saboter ou les combattre ouvertement. Là-dessus, il ne doit y avoir aucune équivoque: il

ne doit exister qu'un seul pouvoir, celui des conseils de libération nationale, et aucun autre, il n'y a pas, sur ce point, de compromis ni de dualisme possible»*. Les comités régionaux de Berat et de Gjirokastër furent sévèrement critiqués pour ne pas avoir pris, au lendemain de la capitulation de l'Italie fasciste, des mesures immédiates tendant à détruire l'appareil de l'ancien pouvoir dans ces villes libérées, mais avoir au contraire permis que cet appareil fût placé sous le contrôle du «Balli kombëtar» et utilisé par lui. A la suite de cette critique, cette faute fut immédiatement corrigée, selon la recommandation du Comité central.

Les organisations du Parti menèrent un vaste travail de propagande et d'agitation en vue de démasquer l'ancien pouvoir, comme un régime de misère et d'oppression. Elles expliquèrent encore plus clairement aux masses populaires que le pouvoir politique n'est jamais cédé ni offert par personne, mais qu'il faut s'en emparer par la force; que le peuple albanais décidera de son propre destin par les armes qu'il détient et qu'il ne permettra pas que lui soit imposé le régime de Zogu; que les Anglais et les Américains n'ont aucun droit de se mêler ni à la question du régime ni aux autres affaires politiques et militaires du peuple albanais.

En vue de renforcer le pouvoir populaire, une série de mesures furent prises sur la base des décisions de la II[e] Conférence de libération nationale, des Statuts et du Règlement des conseils, approuvés à cette Conférence. Les élections aux nouveaux conseils de libération nationale furent organisées dans toutes les villes et les régions libérées, et des conférences de libération nationale tenues dans certaines régions. Les conseils furent épurés des éléments instables. Leur composition s'accrut en nombre et se renforça. Avec l'institution des organes exécutifs et de l'appareil administratif et économique qui leur était attaché, l'activité gouvernementale du Conseil général, des conseils des districts, des régions et des villes libérées s'améliora et se vivifia.

Dans toute leur activité, les conseils de libération nationale jouissaient du puissant appui des masses populaires.

L'union des masses populaires autour du Parti et des conseils de libération nationale fut encore plus solidement cimentée par

---

* Lettre du CC du PCA, 1[er] octobre 1943, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 204.

l'institution des conseils de la Jeunesse antifasciste et des Femmes antifascistes dans tout le pays.

Le problème essentiel de la Lutte de libération nationale, dont dépendait la conquête de l'indépendance nationale et l'instauration du pouvoir populaire, demeurait celui du renforcement de l'Armée. A l'automne 1943, conformément aux instructions du Comité central, la majorité des membres du Parti et des jeunes communistes furent enrôlés dans l'Armée de libération nationale. Des milliers de jeunes, paysans, ouvriers et écoliers, répondirent à l'appel du Parti communiste à grossir les rangs des unités et détachements de partisans.

Depuis le 10 juillet 1943, l'ALNA avait doublé ses effectifs. A l'automne, deux nouvelles brigades de choc (la IIe et la IIIe) furent formées.

L'état-major général assurait la conduite des opérations militaires, dirigeait et suivait avec soin l'exécution de ses plans pour créer de nouvelles brigades, de nouveaux groupes et bataillons, pour former des cadres, et assurer les vivres et les équipements en prévision de l'hiver. Il critiquait et remettait sur la juste voie les commandements de partisans qui transgressaient les préceptes de la guerre révolutionnaire de partisans ou montraient des insuffisances dans leur application. Des erreurs relevées dans l'action des Unités et des détachements, il tirait de précieux enseignements qu'il communiquait à tous les états-majors et commandements en leur demandant de les appliquer. L'état-major général critiqua sévèrement surtout certains commandements qui ne donnaient pas l'ordre d'attaquer l'ennemi, mais l'attendaient sur leurs propres positions. Il dégagea aussi d'importantes leçons des efforts des commandements allemands pour appliquer la tactique de la lutte contre les partisans. Les mesures prises firent complètement échouer ces plans de l'ennemi. Les nazis allemands virent également avorter leurs tentatives d'obliger les unités de partisans à soutenir une guerre frontale.

Le développement victorieux de la lutte contre le nouvel occupant allemand, l'extension et le renforcement du pouvoir populaire rehaussèrent encore davantage l'autorité du Parti communiste d'Albanie. Les efforts des hitlériens, de la réaction intérieure et de la réaction impérialiste anglo-américaine pour isoler le Parti du peuple avaient échoué. Les masses populaires devinrent encore plus conscientes de la nécessité de mener une lutte intransigeante contre l'ennemi jusqu'à la victoire finale.

Les occupants allemands et les traîtres ne pouvaient, cer-

tes, s'accommoder d'une telle situation, et ils mirent tout en œuvre pour la modifier à leur avantage en frappant sans merci le Parti communiste et l'ALNA.

Le Comité central recommandait aux organisations du Parti de ne se laisser nullement griser par les succès obtenus, de regarder d'un œil objectif et de bien comprendre la situation, de veiller à ne pas être prises au dépourvu, de se préparer elles-mêmes, de préparer les partisans et le peuple tout entier à affronter les grandes difficultés qui se dressaient encore devant eux. Par-dessus tout, il était exigé que le Parti fût d'une solidité d'acier. «La charge qui pèse sur les épaules de notre Parti est exceptionnellement lourde et pour la porter victorieusement jusqu'au bout, il faut que notre colonne vertébrale soit solide, il faut que notre Parti soit organisé et puissant, que nos camarades soient politiquement et militairement à la hauteur de leurs tâches, pour pouvoir en ces heures et situations difficiles et décisives faire face à tout événement imprévu et s'orienter sans risque de se tromper.»*

7. LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR DE LA LUTTE HEROÏQUE DU PEUPLE ALBANAIS POUR L'ANEANTISSEMENT DES PLANS DE L'ENNEMI DURANT L'HIVER 1943-1944

Afin d'anéantir le Parti communiste, le mouvement de libération nationale et leur force armée, l'Armée de libération nationale, les occupants allemands décidèrent d'organiser, avec le soutien des traîtres, une offensive de grande envergure.

Echec de l'offensive générale d'hiver de l'ennemi

Le Commandement allemand engagea directement dans cette entreprise quatre divisions et plusieurs milliers de ballistes et de zoguistes, en tout quelque 45.000 hommes.

L'ALNA comptait à l'époque environ 20.000 combattants. Mais, conscients d'avoir pour adversaire le peuple tout entier et non seulement les partisans, les occupants hitlériens jugeaient leurs effectifs insuffisants pour mener à bien une of-

---

* Directive du CC du PCA, 3 novembre 1943, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 231.

fensive générale en une seule et immédiate opération. Ils trouvèrent plus opportun de conduire une série d'actions successives dans diverses zones du pays pour annihiler progressivement la Lutte de libération nationale du peuple albanais.

La première de ces opérations fut menée à Pezë en novembre 1943. Après quoi, les ennemis entreprirent des opérations dans les zones de Dibër et de Mallakastër (en novembre également), dans la vallée de la Shushicë et dans la zone Çermenikë-Shëngjergj-Martanesh (décembre), dans la région de Korçë et Berat (janvier 1944) et dans celles de Vlorë et de Gjirokastër (janvier-février). L'offensive générale ennemie fut couronnée par l'opération dans la Malësi de Gjakovë (février).

Les zones où étaient menées ces opérations étaient attaquées simultanément de différentes directions, suivant un mouvement convergent, par des troupes plusieurs fois supérieures en nombre aux forces de partisans de la zone concernée.

En même temps, les ennemis effectuèrent des opérations dans les villes principales du pays, à Vlorë, Durrës, Elbasan, Shkodër, Korçë, Tirana, etc., qui étaient occupées. Des actions spéciales aboutirent à la reprise par l'ennemi des villes de Pogradéc, Berat, Peshkopi, Dibër e Madhe, Gjirokastër, etc., qui avaient été libérées dans les lendemains de la capitulation de l'Italie fasciste.

Partout, les troupes ennemies se heurtèrent à l'héroïque résistance des partisans et de la population. Les détachements et unités de l'ALNA, bien que se trouvant dans des conditions exceptionnellement difficiles, face à un adversaire trois ou quatre fois plus nombreux et incomparablement supérieur en matériel de guerre, ne lui permirent en aucun cas de fouler les zones libérées sans d'âpres combats. L'immense majorité des brigades et des groupes et bataillons de partisans ainsi que des forces territoriales, restèrent compacts, conservèrent leur capacité et leur élan combatifs, manœuvrèrent avec habileté pour échapper à l'encerclement et attaquèrent à leur tour l'ennemi sur ses flancs et à revers, lui portant des coups soudains et écrasants et le contraignant à battre en retraite.

Les plus lourdes conséquences de cette offensive générale ennemie de l'hiver 1943-1944 se firent surtout sentir dans l'Albanie centrale et septentrionale. Les troupes hitlériennes et les bandes réactionnaires éprouvèrent lourdement les bataillons des régions d'Elbasan et Dibër, des zones de Krujë, Mat et Tirana, et les IIe et IIIe brigades. Néanmoins, les partisans de l'Al-

banie centrale et septentrionale ne furent pas anéantis. Après cette offensive, ils furent obligés d'agir en formations réduites dans les zones occupées ou encerclées par l'ennemi. Le groupe de Pezë, en dépit des pertes subies, réussit à conserver le gros de ses forces, il tint tête vaillamment à cinq attaques des Allemands et des traîtres, faisant de sa zone d'action un bastion inexpugnable.

La direction du Comité central et de l'état-major général avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, encerclée par l'ennemi dans la zone Çermeriikë-Shëngjergj-Martanesh, se trouva dans une situation fort périlleuse. Nazis, ballistes et zoguistes mirent tout en œuvre pour découvrir et anéantir la direction de la Lutte de libération nationale, mais en vain. Nombreux étaient les paysans qui savaient où elle se trouvait, mais aucun ne se laissa intimider par les menaces de l'ennemi ni ne trahit le Parti communiste et l'état-major général. Les dirigeants du Parti et du peuple, affrontant avec héroïsme et sang-froid d'extrêmes difficultés, réussirent, avec l'aide des villageois, à échapper à l'encerclement sans aucune perte.

Les occupants allemands appuyèrent leur grande offensive d'une vague de terreur comme l'Albanie n'en avait jamais connue. Des villages entiers furent pillés et réduits en cendres. Des milliers d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants furent fusillés, massacrés, brûlés vifs, emprisonnés ou envoyés dans des camps d'extermination. Toutes les villes d'Albanie furent converties en de véritables camps de concentration. Nazis allemands, gendarmes et ballistes, à tout moment de la journée ou de la nuit, enfonçaient les portes des maisons, saccageaient, pillaient, enlevaient jeunes gens et jeunes filles, femmes, vieillards et enfants, les frappaient, les exécutaient sans autre forme de procès, et jetaient leurs cadavres au milieu des rues ou dans les fossés. Les corps des partisans tués, capturés ou exhumés de leurs tombes, étaient chargés sur des bêtes et promenés dans les rues des villes ou exposés sur les places de marché. Le jour du grand massacre du 4 février 1944 à Tirana, on pouvait lire dans la presse de l'ennemi: «Le sang est un remède radical contre ceux qui sont infectés. Le sang doit couler à flots dans les rues de Tirana, si nous voulons rétablir la tranquillité. Un jour de terreur assure dix années de calme.» Mais la terreur qu'ils déchaînèrent contre le peuple albanais n'assura aux bourreaux hitlériens et aux traîtres albanais pas même une minute de tranquillité. Dans les villes, le mouvement insurrection-

nel de libération au lieu de s’éteindre, s’alluma encore davantage.

En plus de la terreur et du pillage, les nazis allemands et les réactionnaires s’efforcèrent de contraindre le peuple albanais à mettre bas les armes en l’affamant. Ils imposèrent le blocus aux villes et aux campagnes productrices de céréales afin que pas un grain de blé ou de maïs ne parvînt dans les zones de montagnes, bases des partisans. Mais cette tentative échoua comme les autres.

Afin de désorienter la population, les occupants et leurs instruments proclamèrent plus d’une fois à cor et à cri que les partisans étaient écrasés et le Parti communiste anéanti. Or, c’était précisément le moment où l’Armée de libération nationale prenait en main l’initiative des opérations et passait à la contre-offensive. Pendant les mois de février et de mars, les unités et détachements de partisans nettoyèrent presque la totalité des régions foulées par les forces allemandes et réactionnaires au cours de leur offensive dans le Sud. La marche héroïque d’une partie des forces de la Iere brigade (février-mars), qui pénétra profondément dans les arrières ennemis par Çermenikë, Gollobordë, Mat, Shëngjergj, Pezë et Dumre, raffermit la confiance de la population dans l’ALNA et contribua à activer le mouvement de libération nationale dans le Nord du pays.

Le peuple insurgé et son armée de libération nationale réduisirent à néant le plan des occupants et des traîtres qui comptaient beaucoup sur l’offensive générale déclenchée dans l’hiver 1943-1944. Plus de 1.000 partisans avaient donné leur vie sur le champ de bataille, ou étaient morts de froid, de maladie ou des suites de graves blessures, mais les rangs de l’ALNA, loin de s’éclaircir ou de s’affaiblir, ne firent que grossir et se renforcer. L’application du plan de l’état-major général visant à créer de nouvelles brigades ne fut pas entravée. Dans le courant de l’hiver, furent formées les IVe, V^e^, VIe et VIIe brigades. Les combats contre l’ennemi, les difficultés et les souffrances qu’elle dut affronter, trempèrent l’Armée de libération nationale à un degré qu’elle n’avait jamais atteint. Commandants, commissaires et combattants acquirent une riche expérience militaire et politique. D autre part, les unités et détachements de partisans virent leur armement s’améliorer grâce à la capture au combat de nombreuses armes allemandes.

L’occupant et les traîtres essuyèrent des pertes en hommes

près de trois fois supérieures à celles des partisans. Mais les dommages qu'ils avaient subis étaient surtout politiques. En particulier, les forces réactionnaires commencèrent, pour la plupart, à se rendre plus clairement et profondément compte de la vanité de la lutte qu'elles menaient contre le Front de libération nationale et elles perdirent foi en leur victoire dans cette lutte.

Les ennemis ne réussirent ni à détruire l'immense majorité des conseils de libération, ni à leur faire suspendre leur activité. Ceux-ci prêtèrent une aide considérable à l'Armée de libération nationale, en lui procurant vivres, équipements, moyens de transport et surtout en la renforçant de nouveaux volontaires. Les conseils déployèrent une activité intense pour maintenir à leur haut niveau le moral et l'esprit combatif du peuple, secourir les sinistrés de la guerre et empêcher les masses paysannes de mourir de faim.

En tenant tête à l'offensive générale ennemie de l'hiver 1943-1944, le Parti communiste, l'Armée de libération nationale et le peuple albanais tout entier surmontèrent la plus grande et la plus lourde épreuve qu'il leur fût donné d'affronter durant toute la Lutte de libération nationale.

Par la manière dont elle fit face à cette épreuve, l'ALNA montra qu'elle était une armée organisée, disciplinée, dotée d'un moral élevé, indéfectiblement dévouée à la Patrie et au peuple. Quoique se battant et marchant jour et nuit, mal vêtus, mal chaussés, affamés, bravant les intempéries sur les hautes montagnes couvertes de neige, les combattants de l'Armée de libération nationale ne se plaignirent jamais des difficultés et des privations, ils ne perdirent jamais foi en la victoire et en la justesse de la cause qu'ils défendaient. Des partisans isolés ou en groupes, encerclés de toutes parts, préféraient mille fois mourir de froid et de faim, ou tomber au combat, plutôt que de se rendre à l'ennemi. Rien ne leur tenait plus à cœur que de porter haut et sans tache leur nom et leur honneur de combattants de l'Armée de libération nationale. Commandants et commissaires faisaient preuve d'une grande maîtrise dans l'application de la tactique de la guerre de partisans, de perspicacité et de maturité politique dans l'appréciation des situations, dans l'adoption de décisions et d'initiative pour entreprendre des actions.

L'état-major général, par l'intermédiaire de ses membres, qu'il avait répartis dans les diverses zones du pays, suivait

l'exécution des instructions et des ordres qu'il avait donnés, faisait le point de la situation sous l'aspect militaire et politique et communiquait les nouvelles directives nécessaires. En dépit de la grande dispersion des forces, en aucune occasion le contrôle, l'appui et la direction de l'état-major général ne vinrent à manquer à l'armée. Le plus grand danger à cette heure était de voir baisser l'esprit combatif et offensif des unités et des détachements de partisans, de voir naître en eux le désir d'un répit après cette dure campagne. L'état-major général écarta un tel danger, en appelant l'Armée de libération nationale à se lancer aussitôt dans une contre-offensive. L'attaque, enseignait l'état-major, maintient un moral élevé dans l'armée, épargne temps et énergies, démoralise l'ennemi, neutralise sa supériorité numérique et technique. L'attaque est la seule forme de combat qui convienne à l'armée révolutionnaire. Les combattants développent leur esprit offensif dans une lutte incessante contre l'occupant et la réaction, en recherchant le combat et non pas en attendant de s'y voir engagés.

La pénible période de l'hiver 1943-1944 démontra la haute conscience du peuple albanais et son empressement à consentir les multiples sacrifices qu'exigeaient la lutte de libération et son union indestructible autour du Parti dans le Front de libération nationale. Ce furent l'aide et le soutien des masses populaires qui sauvèrent l'Armée de libération nationale de l'anéantissement, qui lui insufflaient courage, décuplaient ses forces, la faisaient sortir victorieuse d'une lutte inégale. Les paysans ne fermèrent jamais leur porte aux partisans épuisés au combat; ils partagèrent avec eux le dernier morceau de pain qu'ils avaient gardé pour leurs enfants. Dans les villes, jeunes gens et jeunes filles, femmes et petits «pionniers», bravant les dangers, diffusaient le matériel de propagande du Parti, aidaient à maintenir les liaisons entre les organes du Parti et l'Armée de libération nationale. Nombre de jeunes, de femmes et de petits «pionniers» firent don de leur vie, beaucoup furent emprisonnés ou déportés, mais la terreur ennemie ne réussit pas à les faire plier.

Les traîtres et les nazis s'employèrent surtout à détacher du Parti communiste la jeunesse et à la contraindre à mettre bas les armes. Voici comment la jeunesse répondit à l'appel et aux menaces de l'ennemi: «Pour la Jeunesse antifasciste albanaise, il n'existe qu'une seule voie, une seule détermination:

la lutte jusqu'à la victoire... La Jeunesse antifasciste ne pâlit pas devant le gibet, elle ne se trouble pas devant les fusils braqués sur elle, elle ne perd pas courage devant les assauts de l'ennemi et des traîtres. Elle est persuadée de la victoire de sa cause et de celle du peuple. Elle est résolue à vaincre à tout prix. Et elle vaincra!»*

Eclatante démonstration de la justesse de la ligne politique du PCA

C'est le Parti communiste qui fut l'inspirateur et l'organisateur de la résistance et de la lutte héroïque de l'ALNA et de tout le peuple albanais dans la période la plus difficile, celle de l'hiver 1943-1944.

Au cours de cette période il fut encore plus clairement démontré à quel point les liens qui unissaient le Parti et les masses étaient solides et indestructibles, à quel point sa ligne politique était juste. En aucun moment, les combattants de l'Armée de libération nationale et les masses populaires ne perdirent confiance dans le Parti. Fils et filles du peuple albanais mouraient sur le champ de bataille, sous le gibet ou les tortures, avec le nom du Parti communiste sur les lèvres. Pour préserver le Parti des coups de l'ennemi, des milliers de gens consentaient tous les sacrifices.

Pendant l'hiver 1943-1944, les liaisons du Parti avec les masses se renforcèrent encore davantage. Le peuple albanais vit encore plus clairement, comprit encore plus à fond que le Parti communiste était la seule force dirigeante capable d'assurer l'abolition de la domination étrangère, de conquérir la liberté et l'indépendance nationale, de défendre les intérêts du peuple albanais.

Aux moments les plus difficiles et les plus critiques, dans les campagnes comme dans les villes, dans les zones libérées comme dans les zones occupées, les combattants de l'ALNA et les masses populaires se sentaient partout épaulés de près par le Parti, ils voyaient que le Parti ne les avait pas abandonnés et ils puisaient chaque jour force et vigueur dans ses paroles salvatrices.

Même dans la période des combats les plus acharnés, même pendant les marches les plus dures, les commissaires, les sections politiques et les organisations du Parti menaient un travail politique des plus vastes et des plus vivants, maintenaient

* «Réponse». Tract de l'UJAA, 17 janvier 1944. ACP.

ainsi le haut niveau du moral et de l'esprit combatif des partisans, maintenaient ferme en eux la certitude de la victoire. Les réunions des organisations du Parti se tenaient en toutes circonstances, si critiques fussent-elles. Des décisions collégiales y étaient prises pour assurer le succès des opérations militaires, le rôle d'avant-garde des communistes tant au combat que face aux souffrances et aux privations. Durant l'hiver 1943-1944, le nombre des membres du Parti dans l'armée s'accrut de communistes aguerris dans les combats contre l'ennemi et dans les situations les plus délicates.

Dans les villes et les régions occupées, bien qu'il n'y fût demeuré qu'un petit nombre de communistes, l'action du Parti ne connut aucun relâchement. Les comités régionaux du Parti réorganisèrent le travail des cellules et des réunions des cadres de la Jeunesse communiste pour l'adapter au climat de terreur et de persécutions féroces, créé par l'ennemi. Dans les villes occupées, les organisations du Parti n'interrompirent en aucun cas la publication et la diffusion des bulletins, communiqués, tracts et appels adressés à la population. L'ennemi était furieux de ne pouvoir découvrir les presses et les ronéos avec lesquelles étaient imprimés ces matériaux, ni détruire les organisations du Parti, les conseils de libération nationale, les organisations antifascistes de la jeunesse et dés femmes, et les sections de guérilla urbaine. Les actions audacieuses menées par ces dernières, suivant le plan des comités régionaux, ne laissaient à l'ennemi aucun moment de répit et maintenaient le moral élevé des populations citadines. Les comités régionaux du Parti suivaient avec une grande et constante attention l'activité de chaque communiste, ils tenaient les membres du Parti continuellement au courant des événements, ne leur permettaient jamais de tomber dans l'inaction, leur donnaient des directives et leur assignaient des tâches concrètes. Les communistes se montraient surtout très attentifs à l'égard des éléments instables, ranimant leur courage et les empêchant de céder à la pression de l'ennemi. Ils maintenaient des contacts avec les détenus politiques et les partisans isolés, malades ou blessés, qui avaient regagné les villes. Des cellules du Parti opéraient également dans les prisons et les camps de concentration. Les comités régionaux organisaient la collecte d'aides matérielles, de vêtements et de médicaments pour l'Armée de libération nationale, recueillaient des informations sur la situation et les plans de l'ennemi, pour les transmettre aux états-majors des partisans.

Au cours de l'hiver 1943-1944 ressortirent de la façon la plus éclatante la vaillance et l'abnégation des communistes albanais, leur dévouement au Parti, au peuple et au communisme. De nombreux membres du Parti, neuf membres des comités régionaux, un commissaire de brigade et Vasil Shanto, membre suppléant du Comité central, firent don de leur vie en véritables héros au cours d'affrontements sanglants avec les hitlériens et les réactionnaires. L'exemple et l'héroïsme des communistes inspiraient les masses populaires dans leur résistance et leur lutte contre l'occupant et les traîtres.

En ces heures difficiles, en ces situations complexes, le fait que le mouvement ait été dirigé sans discontinuité par le Comité central du Parti et par le camarade Enver Hoxha en personne, fut d'une extrême importance. Le Comité central et le camarade Enver Hoxha maintenaient des liaisons permanentes avec les comités régionaux et les organes politiques de l'Armée de libération nationale. De même, le Secrétaire général ne relâcha jamais ses contacts avec les membres du Comité central répartis dans tout le pays pour conduire la lutte sur le terrain. Mille obstacles et dangers devaient être surmontés pour assurer ces liaisons et elles ne furent pas coupées même lorsque les principaux dirigeants du Parti se trouvèrent cernés dans les monts de Çermenikë et Shëngjergj. La direction du Comité central étudiait avec la plus grande attention les rapports et les communications qui lui parvenaient, en tirait les conclusions nécessaires et formulait des appréciations de caractère général quant à la situation dans son ensemble et à la situation et à l'activité du Parti dans chaque région et dans chaque unité militaire. Sur la base de ces données, elle élaborait et donnait les instructions utiles, critiquait les erreurs et les insuffisances et indiquait aux camarades la meilleure façon de résoudre les problèmes compliqués. Le Secrétaire général faisait part aux membres du Comité central de tous les problèmes importants se posant au Parti, leur demandait d'exprimer leur avis et de formuler des propositions sur ces questions.

Le Comité central donnait pour directive d'étre aux côtés du peuple partout où il se trouvait, si forte que fût la réaction. C'était là un principe fondamental qui guidait les organisations du Parti dans leur activité pratique pour empêcher que le moral des masses ne baissât dans les durs moments que traversait le pays, et pour annihiler la pression de l'ennemi sur la population. C'est alors que la direction du Parti cri-

tiqua le comité régional de Vlorë, pour avoir perdu un certain temps ses liaisons avec la ville.

Le Comité central avait particulièrement le souci d'empêcher la jeunesse de fléchir, de renoncer à la lutte, car c'était sur la jeunesse que l'ennemi avait surtout concentré son attention. Grâce aux soins de la direction du Parti, toutes les tentatives de l'occupant et des traîtres de contraindre la jeunesse à se détacher de l'Armée de libération nationale échouèrent. La propagande assourdissante menée par les nazis et les réactionnaires à propos de certaines déclarations anticommunistes préparées par eux-mêmes et signées par des jeunes isolés, qui lâchèrent pied aux moments difficiles, fut démasquée. Les efforts de l'ennemi pour attirer la jeunesse dans des clubs, cercles sportifs ou culturels n'eurent guère plus de succès. La tentative de créer une prétendue organisation de la «Jeunesse indépendante» fut étouffée dans l'œuf.

Le camarade Enver Hoxha, à peine informé qu'au comité régional de Tirana on avait émis l'opinion que certains jeunes, pour échapper à l'emprisonnement et à la déportation, pourraient être autorisés à déclarer qu'ils «ne s'occupaient pas de politique», critiqua sévèrement cette attitude et recommanda d'être extrêmement attentif pour ne donner en aucun cas dans le piège de l'ennemi. La direction du Comité central rejeta également une proposition de former un «parti républicain démocratique», comprenant des éléments du Front de libération nationale, soi-disant pour attirer au Front des membres du «Balli kombëtar», opposés aux chefs de cette organisation. La constitution d'un tel parti fut définie comme une initiative totalement artificielle et préjudiciable à la lutte de libération.

Le Comité central veillait avec le plus grand soin à ce que les dirigeants du Parti, dans ces circonstances si difficiles, ne tombent pas dans le pessimisme et ne perdent point confiance dans leurs propres forces, dans les forces du Parti et du peuple tout entier. Critiquant ces manifestations de pessimisme, relevées ça et là au cours de l'hiver 1943-1944, le camarade Enver Hoxha donnait la directive suivante: «La situation est vraiment difficile, fort difficile..., mais c'est justement dans ces situations-là que nous devons nous efforcer de ne pas perdre le nord...»*

Evoquant la question des pertes subies par certains détachements de partisans, il tenait pour une grave erreur de se

* Enver Hoxha, Lettre au camarade Nako Spiru, mars 1944, Œuvres, éd. alb., t. 2, pp. 115-116.

laisser décourager par ces pertes, soulignant qu'il n'est pas de lutte sans pertes ni dommages. L'essentiel, c'est de ne pas se laisser désorienter, de ne pas perdre confiance en ses propres forces et en celles du peuple, de savoir regrouper ses effectifs, manœuvrer avec habileté, combler ses pertes, d'être préparé aux circonstances les plus périlleuses et capable de retourner la situation à son avantage. Rien n'est plus néfaste que le désarroi et la passivité dans les situations critiques.

Par-dessus tout, le Comité central avait soin de préserver le Parti, de maintenir la pureté et la solidité de ses rangs. Il recommandait aux cadres dirigeants de travailler non seulement avec courage, mais aussi avec intelligence, de ne pas s'exposer inutilement à des dangers. En premier lieu, ils devaient s'affirmer des dirigeants politiques circonspects et avisés, savoir organiser le travail en l'adaptant aux circonstances, être constamment vigilants contre toute tactique ou manœuvre utilisée par l'ennemi pour liquider les cadres dirigeants et détruire les organisations du Parti. Le Comité central engageait constamment le Parti à se garder des provocateurs que l'ennemi pouvait introduire à dessein dans ses rangs, à avoir l'œil sur tous ceux qui avaient déjà manifesté un net esprit de clan, cet esprit risquant de se ranimer dans ces circonstances difficiles. Grâce à la vigilance du Parti et à la trempe politique des communistes, des dangers de cet ordre purent être évités.

Même dans les pénibles circonstances de l'hiver 1943-1944, le Comité central trouva le temps et le moyen d'organiser à Panarit, dans la région de Korçë, un cours théorique auquel participèrent des cadres dirigeants du Parti de l'Armée de libération nationale et des cadres du Parti travaillant dans les villes et les campagnes.

Grâce à la sollicitude et à l'intense activité du Comité central et de tous les organes dirigeants du Parti dans les villes, les campagnes et dans l'armée, jamais le travail du Parti n'avait été si fructueux, jamais le Parti ne s'était avéré si compact et si mûr. Toutes les tentatives de l'ennemi pour détruire ou affaiblir le Parti communiste d'Albanie se brisèrent contre la force et l'autorité de celui-ci. Les efforts de la Gestapo hitlérienne et du «Balli kombëtar» en vue de créer un «Parti communiste véritable» et un «Parti social-démocrate», destinés à supplanter le Parti communiste d'Albanie, échouèrent.

Les combats acharnés et les rudes épreuves de l'hiver 1943-1944 renforcèrent la trempe révolutionnaire du Parti com-

muniste, de l'Armée de libération nationale, des conseils de libération nationale et de tout le peuple albanais, les préparèrent à des batailles décisives contre l'occupant nazi et les traîtres.

8. FONDATION DU NOUVEL ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE

Après l'échec de l'offensive d'hiver de l'ennemi, la Lutte de libération nationale en Albanie connut au printemps 1944 un nouvel essor. Dès le mois de mars, l'initiative des opérations était passée aux unités et détachements de partisans. Conformément à l'ordre de l'état-major général, en date du 5 avril, l'ALNA passa partout à une contre-offensive stratégique. Les troupes nazies d'occupation et les forces réactionnaires furent à nouveau contraintes de se retrancher dans leurs casernes des villes ou dans les ouvrages fortifiés construits le long des routes principales et du littoral, où elles se trouvaient sous la menace constante des combattants de l'Armée de libération nationale albanaise.

L'impétueux essor de la Lutte de libération nationale dans le pays aggrava à l'extrême la crise dans les rangs de l'ennemi. Le désarroi commença à se répandre dans les rangs des organisations et des forces armées réactionnaires.

Au mois de mai 1944, les effectifs de l'ALNA avaient atteint le chiffre de 35.000 combattants. Elle était pleinement en mesure de passer à l'offensive générale pour la libération des villes et de tout le pays.

Cette perspective paraissait encore plus tangible à la suite des éclatantes victoires de l'Armée Rouge sur l'armée allemande. Depuis le mois de janvier 1944, les troupes soviétiques avaient lancé sur le front de l'Est une gigantesque offensive. Poursuivant sans interruption leur progression vers l'ouest, en avril, elles pénétraient en Roumanie. Les troupes allemandes stationnées dans les Balkans étaient ainsi menacées d'encerclement.

Efforts faits pour déjouer les nouvelles manœuvres de l'ennemi

Dans cette situation critique et alarmante, l'ennemi chercha par tous les moyens à se ménager une issue et à modifier la situation à son avantage. Il avait fondé de grands espoirs sur la nouvelle offensive d'envergure en préparation contre l'Armée de libé-

ration nationale. Les hitlériens escomptaient entreprendre cette offensive en avril. S'ils n'y réussirent pas, c'est que l'ALNA déjoua leurs calculs par sa contre-offensive, et aussi parce que leur tentative de recruter de nouveaux mercenaires échoua devant l'opposition de la population.

En même temps, les traîtres albanais tentèrent de jouer de nouvelles cartes. Ils cherchèrent à créer une coalition gréco-albanaise de la réaction, avec la perspective de la voir se convertir en une alliance militaire gréco-turco-albanaise. Les efforts des traîtres furent étouffés dans l'œuf par la force de la lutte révolutionnaire du peuple albanais.

La tentative des réactionnaires de duper la population par la tapageuse proclamation de certaines mesures de caractère économique, telles que «la réforme agraire» et la création d'une «société pour le développement économique du pays», subit le même sort. Ces mesures, selon les promesses des traîtres, devaient supprimer le retard économique du pays qui était, à leurs dires, la raison de la grave crise qui frappait l'Albanie! Mais ces belles promesses ne pouvaient tromper le peuple albanais. Celui-ci était désormais convaincu que seuls la victoire sur le fascisme et l'écrasement total des traîtres lui permettraient de réaliser ses rêves et ses aspirations.

En ces moments de grave crise, les collaborateurs albanais reçurent l'aide de la réaction impérialiste anglo-américaine. Le commandement des forces alliées en Méditerranée accrut son aide en armes et équipements aux forces réactionnaires du «Legaliteti», du «Balli kombëtar» et des bayraktars traîtres. La mission militaire britannique s'employa à persuader l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale albanaise de ne procéder à aucun mouvement de troupes vers l'Albanie du Nord, sous prétexte que celle-ci était une zone d'action du «Legaliteti»(!) A Londres, le gouvernement britannique redoubla d'efforts en vue de créer un gouvernement réactionnaire albanais en exil.

Au printemps 1944, le Parti communiste considéra la période que traversait le pays comme étant décisive pour le sort de la révolution populaire en Albanie. En ces circonstances il apparaissait indispensable d'annihiler toute tentative de l'ennemi pour modifier la situation à son avantage, de faire brûler toutes ses cartes à la réaction intérieure et extérieure, de prendre des mesures militaires et politiques propres à assurer

la pleine libération du pays et le triomphe de la révolution populaire. Dans ces conditions concrètes, le Comité central définit comme maillon essentiel de leur réalisation le renforcement et la légalisation du pouvoir des conseils de libération nationale en tant que seul pouvoir légitime du peuple albanais, la création du nouvel Etat albanais avec son propre gouvernement démocratique et son armée régulière.

Le Congrès de Përmet. Création de l'Etat de démocratie populaire

A cette fin, il fut décidé de convoquer le Ier Congrès antifasciste de libération nationale, qui étudierait les problèmes politiques et militaires posés par la situation et prendrait les mesures requises pour les résoudre. La proposition du Comité central du Parti communiste d'Albanie relative à la convocation d'un congrès fut discutée et adoptée à la réunion de la Présidence du Conseil général de libération nationale tenue en avril 1944.

En même temps, l'état-major général, conformément aux directives du Comité central, se mit à élaborer le plan de transformation de toute l'Armée de libération nationale en armée régulière et le plan opérationnel et stratégique tendant à la libération de tout le territoire albanais des nazis allemands et des traîtres.

Ces grands problèmes politiques et militaires furent examinés à la réunion du plenum du Comité central du Parti communiste d'Albanie tenue le 15 mai 1944 à Helmës, dans la région de Skrapar. Le plenum approuva la décision de la direction du Comité central et de la Présidence du Conseil général sur la convocation du Ier Congrès antifasciste. Les mesures prises en vue de la création du gouvernement démocratique provisoire et de la transformation de toute l'Armée de libération nationale en armée régulière furent jugées pleinement fondées. Le Comité central fit une juste appréciation du danger que l'activité hostile des gouvernements britannique et américain constituait pour la Lutte de libération nationale, pour l'indépendance nationale et la révolution populaire, et réaffirma sa détermination de ne permettre à aucun des alliés, quel qu'il fût, de s'immiscer dans les affaires intérieures, politiques et militaires, du peuple albanais.

Dans l'intention de prévenir toute évolution fâcheuse de la situation et ayant en vue certaines opinions mal fondées

qui s'étaient fait jour çà et là ou pouvaient surgir à l'avenir dans le Parti, dans l'armée ou au sein du Front, le plenum attira l'attention des membres sur deux questions importantes relatives à la ligne du Parti. Il mit en garde contre toute modification des mots d'ordre du Parti, et recommanda de conserver jusqu'au bout à la lutte son caractère de Lutte de libération nationale. Il fut fixé pour tâche de populariser encore davantage le rôle dirigeant du Parti communiste mais toujours conformément à la ligne de la Lutte de libération nationale. Le Comité central justifia cette attitude par le fait que l'étape antifasciste, anti-impérialiste et démocratique de la révolution n'était pas achevée et qu'elle ne pouvait s'achever sans que fussent assurées la libération totale de l'Albanie, l'instauration et le renforcement du pouvoir démocratique populaire

Il donna d'autre part la directive de combattre toute opinion selon laquelle tout se terminerait avec la fin de la Lutte de libération nationale et qu'avec le départ des Allemands les combattants de l'Armée de libération nationale déposeraient les armes et rentreraient chez eux. Le Plenum réclamait qu'il fût clairement expliqué au peuple albanais qu'il garderait les armes mêmes après la libération du pays pour garantir pleinement toutes ses libertés, détruire tous ses ennemis, défendre les conquêtes réalisées et les porter plus avant. Il recommanda au Parti d'étudier attentivement les nouvelles circonstances qui se créeraient, de prévoir en temps voulu les attitudes et les mesures nécessaires à prendre.

Le plenum condamna à l'unanimité la capitulation d'Ymer Dishnica à Mukje et le compromis de Gjin Marku avec les Allemands à Berat. Pour ces lourdes fautes tous deux furent exclus du Comité central du Parti.

Les masses populaires accueillirent avec enthousiasme la décision de convoquer ce Congrès. Dans de larges meetings et réunions, la population exprimait sa fidélité et son attachement au Parti communiste, remerciait le Parti de sa juste direction et de la lutte heroïque qu'il avait menée pour la défense des intérêts de la Patrie, se montrait prête à combattre jusqu'au bout contre l'occupant et les traîtres, appuyait la décision sur la convocation du Congrès, et la constitution d'un gouvernement démocratique provisoire.

Par suite des circonstances de la lutte, les élections des délégués au Congrès se firent à mains levées. Néanmoins, c'étaient les premières élections démocratiques que connaissait

l'Albanie. Les femmes y participèrent également. Pour la première fois dans l'histoire du pays, et ce durant la Lutte de libération nationale, elles se voyaient reconnaître le droit de vote aux élections du pouvoir politique. Pour la première fois, les représentants du peuple ne furent pas élus en fonction de leur position sociale et de leur fortune, mais sur la base des mérites dont ils avaient fait preuve dans la lutte contre les ennemis de la Patrie et du peuple. Les délégués au Congrès représentaient les masses populaires insurgées.

Les élections au Congrès montrèrent la maturité politique et la haute conscience des masses populaires. Elles constituaient une nouvelle et grande preuve des liens solides qui unissaient le Parti communiste et le peuple.

Hitlériens et réactionnaires mirent tout en œuvre pour découvrir le lieu de la réunion afin de lancer une attaque armée contre le Congrès. Mais ils ne parvinrent pas à leurs fins. Les impérialistes anglo-américains exercèrent une forte pression et recoururent à tous les moyens pour en saboter la tenue. Le gouvernement britannique qualifia la réunion du Congrès antifasciste d'«illégale» et donna l'ordre au chef de la mission militaire anglaise en Albanie de décliner l'invitation que le Conseil général de libération nationale lui avait adressée à y assister en sa qualité de représentant allié. Attlee, alors vice-premier ministre, puis plus tard premier ministre de Grande-Bretagne, prenant la parole à la Chambre des communes la veille de l'ouverture du Congrès, attribua surtout les mérites de la vaillante lutte que le peuple albanais menait effectivement sous la conduite du Parti communiste, au «Legaliteti» et au «Balli kombëtar», qui étaient en fait les ennemis de cette lutte.

Le Parti communiste, qui suivait avec attention et clairvoyance l'évolution de la situation, fit échouer toutes les tentatives de l'ennemi, et le Congrès put mener ses travaux avec un plein succès selon le plan établi.

Le Ier Congrès antifasciste de libération nationale d'Albanie se tint du 24 au 28 mai 1944 dans la ville désormais libérée de Përmet.

Les travaux du Congrès furent empreints d'un esprit foncièrement révolutionnaire et d'une entière unité de vues. Les délégués discutèrent avec animation du rapport «Sur le développement de la Lutte de libération nationale du peuple albanais en relation avec les événements internationaux», rapport présenté par le camarade Enver Hoxha au nom du Conseil

général de libération nationale. Ils exprimèrent leur approbation unanime à toutes les propositions avancées.

Le Congrès élut le Conseil antifasciste de libération nationale (CALN) en tant que corps législatif et exécutif suprême du pays, en tant que représentant de la souveraineté du peuple et de l'Etat albanais. Le Conseil antifasciste élu à Përmet était la première assemblée populaire ayant existé en Albanie. Le Congrès chargea le Conseil antifasciste de former le Comité antifasciste de libération nationale avec les attributions d'un gouvernement démocratique populaire provisoire. Le Comité antifasciste, dont la constitution fut approuvée au Congrès, était le premier gouvernement démocratique populaire qu'eût connu l'Albanie. Le Secrétaire général du Parti communiste d'Albanie, Enver Hoxha, en fut nommé président.

En créant les organes suprêmes du pouvoir populaire, le Congrès de Përmet prit les décisions suivantes: «Edifier l'Albanie nouvelle, démocratique populaire, selon la volonté du peuple telle qu'elle s'est exprimée solennellement aujourd'hui au Conseil antifasciste de libération nationale»; interdire le retour de l'ex-roi Zog en Albanie; ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pourrait être créé dans le pays ou à l'étranger contre la volonté du peuple albanais; poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte contre l'occupant allemand et les traîtres albanais jusqu'à leur destruction totale et à l'instauration du pouvoir de démocratie populaire dans tout le pays.

Le Conseil antifasciste prit, à sa première réunion, une série de décisions très importantes, qui furent approuvées par le Congrès et constituèrent les premières lois de l'Etat albanais de démocratie populaire. La décision profondément révolutionnaire d'annuler tous les accords politiques et économiques contraires aux intérêts du peuple albanais, conclus par le gouvernement de Zogu avec les pays étrangers, fut d'une particulière importance. Le Conseil créa une commission spéciale d'Etat, chargée de découvrir les criminels de guerre et d'établir tous les crimes commis par l'occupant et les traîtres.

En étroite liaison avec les questions relatives à l'organisation du pouvoir populaire à un niveau supérieur, le Congrès analysa et régla les problèmes concernant le renforcement ultérieur et le perfectionnement de l'Armée de libération nationale, en tant qu'arme principale pour la complète libération du pays et la sauvegarde du nouveau pouvoir. Le Congrès décida d'unifier le Haut Commandement de l'Armée de libération na-

tionale et d'instituer des grades militaires. Le camarade Enver Hoxha fut nommé Commandant suprême. Le Congrès donna la directive de créer des divisions et des corps d'armée. Le Haut Commandement proclama la formation de la Iere Division de choc.

Le Congrès de Përmet exprima la reconnaissance du peuple albanais envers l'Union Soviétique et l'Armée Rouge dirigées par Staline qui, par leur lutte héroïque, hâtaient la libération de l'Albanie et des autres pays asservis par les fascistes. Il réaffirma la fidélité du peuple albanais à la grande alliance antifasciste et son amitié avec tous les peuples participant à cette alliance. A la différence des congrès et des assemblées albanaises du passé, le Congrès de Përmet ne sollicita l'aide de personne pour résoudre les problèmes qui se posaient au pays et décider des destinées de l'Albanie. Au contraire, il prévint les puissances impérialistes que les temps étaient révolus à jamais où l'Albanie était utilisée comme monnaie d'échange, et que le peuple albanais ne permettrait pas qu'on se livre à des marchandages à ses dépens. Désormais, il déciderait lui-même de son destin. Le Congrès dénonça publiquement les tentatives des alliés anglo-américains de s'ingérer dans les affaires politiques et militaires intérieures de l'Albanie.

Les décisions historiques du Congrès de Përmet furent accueillies avec une grande joie et immédiatement approuvées par les larges masses populaires.

Les efforts du Parti communiste en vue de détruire l'ancien pouvoir antipopulaire et d'édifier le pouvoir démocratique populaire dans le feu de la Lutte de libération nationale avaient été couronnés par une grande victoire. La Conférence de Pezë avait posé les fondements de ce pouvoir. La Conférence de Labinot l'avait centralisé et proclamé le seul pouvoir politique en Albanie. Le Congrès de Përmet régla le problème du pouvoir politique à l'avantage du peuple insurgé. Il fonda l'Etat albanais de démocratie populaire. Les décisions du Congrès établirent les fondements de la Constitution de cet Etat.

Désormais, la réaction intérieure n'était plus en mesure, par ses propres forces, ni même avec l'appui des occupants hitlériens, de restaurer le pouvoir des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

A l'époque du Congrès de Përmet, la moitié de l'Albanie se trouvait encore sous le contrôle de l'occupant nazi et des traîtres. Dans les régions et les villes occupées, les conseils de

libération nationale opéraient dans la clandestinité. Dans maintes régions, il n'existait pas de conseils du tout. Mais ce n'était pas là l'essentiel. L'essentiel consistait dans le fait qu'après le Congrès de Përmet, le peuple albanais, dans les zones libérées comme dans celles qui ne l'étaient pas, ne reconnaissait véritablement comme son unique gouvernement que le Comité antifasciste et obéissait aux ordres de celui-ci et aux décisions du Conseil antifasciste de libération nationale. L'Armée de libération nationale albanaise défendait le pouvoir démocratique populaire contre les attaques de l'ennemi et était à même d'assurer, par ses propres forces et avec le puissant soutien du peuple insurgé, dans un avenir très proche, la complète libération de l'Albanie et l'instauration de ce pouvoir dans tout le pays.

Les décisions du Ier Congrès antifasciste sur la création de l'Etat de démocratie populaire, sur la constitution du Conseil antifasciste et du gouvernement démocratique provisoire, n'étaient pas de simples décrets. Le nouvel Etat albanais et ses organes supérieurs étaient le résultat de la Lutte libératrice et révolutionnaire du peuple albanais sous la conduite du Parti communiste.

Le pouvoir des conseils de libération nationale en Albanie différait totalement de l'ancien pouvoir tant par la forme que par le contenu. Il n'avait rien de commun non plus avec aucune forme de pouvoir existant dans les régimes parlementaires bourgeois. Comme type de pouvoir politique, il s'apparentait à la Commune de Paris et aux Soviets. Néanmoins, il conservait une entière originalité propre aux conditions objectives de l'Albanie et aux circonstances de la Lutte de libération nationale du peuple albanais.

Conformément aux décisions du Congrès de Përmet, les conseils et le Comité antifasciste de libération nationale avaient pour mission de prêter une aide multiple à l'Armée de libération nationale pour la pleine libération du pays; d'assurer dans toute l'Albanie le triomphe de la démocratie populaire en rendant impossible la restauration du régime de Zogu ou de tout autre régime réactionnaire; de balayer les vestiges du fascisme et les anciennes méthodes de gouvernement; d'organiser la vie sociale et la transformation du pays dans tous les domaines, le développement de l'économie nationale et de la culture.

Par son contenu de classe et par les fonctions qu'il exer-

çait, le pouvoir des conseils de libération nationale représentait une dictature démocratique des forces révolutionnaires sous la conduite directe et exclusive du Parti communiste.

Le règlement du problème du pouvoir populaire montrait que l'une des tâches stratégiques du Parti avait été menée à bien. Toutefois, ce problème ne pouvait être considéré comme définitivement réglé aussi longtemps qu'une autre tâche stratégique n'avait pas été réalisée: la pleine libération de l'Albanie de l'occupation allemande.

Les décisions du Congrès de Përmet constituaient un rude coup porté à l'occupant, à la réaction intérieure et à la réaction impérialiste anglo-américaine. Elles étaient d'une grande importance pour secouer le joug impérialiste et assurer l'affranchissement social du peuple albanais.

9. LIBERATION COMPLETE DE L'ALBANIE. TRIOMPHE DE LA REVOLUTION POPULAIRE

Le 28 mai 1944, le Commandant suprême, Enver Hoxha, donnait l'ordre à l'Armée de libération nationale de lancer une offensive générale pour la libération complète dé l'Albanie de l'occupant allemand et pour la destruction totale du «Balli kombëtar», du «Legaliteti» et de toutes les forces réactionnaires. Selon le plan opérationnel et stratégique arrêté en détail par l'état-major général, la I[ere] Division de choc était chargée de passer à l'offensive contre l'ennemi au nord du Shkumbini.

Le plan du Haut Commandement pour la libération complète du pays avait en même temps pour but d'assurer l'échec des tentatives du Commandement anglo-américain en Méditerranée, visant à empêcher l'ALNA de passer à l'offensive générale et à éviter la destruction des forces réactionnaires. Le plan prévoyait également la poursuite des troupes hitlériennes au-delà des frontières du pays.

Echec de l'offensive ennemie de juin 1944

Le 28 mai 1944, jour où le camarade Enver Hoxha donna à l'ALNA l'ordre de passer à l'attaque générale, l'ennemi déclencha une nouvelle grande offensive. Les occupants engagèrent dans cette opération plus de

quatre de leurs divisions et plusieurs milliers de gendarmes, ballistes et zoguistes, au total 50 000 hommes. Le commandement des troupes allemandes d'occupation avait projeté de mener cette offensive en une seule opération, qui devait durer quinze jours, tout au plus un mois. Mais l'ALNA, soutenue par le peuple insurgé, depuis longtemps préparée à soutenir une nouvelle offensive générale de l'ennemi, annihila leurs plans, comme elle l'avait fait dans l'hiver 1943-1944.

La première phase de l'opération ennemie (28 mai - 10 juin) eut pour théâtre la zone de Korçë-Elbasan-Berat-Përmet. Hitlériens et réactionnaires se heurtèrent à la résistance acharnée de la Iere Division et des unités et autres détachements de l'Armée de libération nationale albanaise. Les partisans, passant de la défensive à de furieuses contre-attaques, détruisaient souvent des colonnes et des unités entières d'Allemands et de traîtres. La Iere Division de choc, cernée par les forces allemandes à Tomoricë, brisa l'encerclement et, en quelques jours, réussit à regagner toutes les positions qu'elle avait perdues.

La seconde phase de l'offensive ennemie (10-24 juin) se déroula sur le territoire de la Iere Zone opérationnelle Vlorë-Gjirokastër. Les unités de partisans opérant dans cette zone, encerclées de toutes parts par les troupes hitlériennes, se trouvèrent dans une situation grave et périlleuse. Néanmoins, grâce à leur propre vaillance et la conduite hardie des commandants et des commissaires, ces forces de partisans, manœuvrant avec maîtrise, réussirent à se dégager. L'offensive générale ennemie de juin 1944 fournit une nouvelle et grande démonstration de la force invincible de l'Armée de libération nationale et du peuple albanais. L'Armée populaire en sortit encore grandie et renforcée, le peuple n'en fut que plus résolu à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, avec une confiance encore plus profonde dans la direction du Parti communiste.

L'essentiel en ces circonstances était de conserver les forces vives, la cohésion et la capacité de combat de l'Armée de libération nationale et de faire en sorte que l'application du plan opérationnel et stratégique de l'état-major général ne fut point entravée. L'ordre donné à la Iere Division de choc de porter son attaque au-delà du Shkumbini demeurait toujours en vigueur. Dans la situation donnée, le Haut Commandement considérait le passage de cette division en Albanie centrale comme une mesure d'exceptionnelle importance stratégique. Les troupes allemandes poursuivant leurs opéra-

tions militaires au sud de la Vjosë, le Haut Commandement jugea le moment particulièrement opportun pour que la Iere Division exécutât l'ordre qu'elle avait reçu.

Offensive générale de l'ALNA, anéantissement des plans de la réaction intérieure et extérieure

Les 25 et 26 juin 1944, la Iere Division de choc franchissait le Shkumbini et lançait son offensive. L'ennemi, pris au dépourvu, ne fut pas en mesure de résister à ce coup. Coordonnant leur action avec les guérillas d'autodéfense, les forces de cette division pénétrèrent profondément à l'intérieur de l'Albanie centrale et poursuivirent à marches forcées leur avance vers Dibër. A la mi-juillet, toutes les régions citées dans l'ordre du Commandant suprême étaient libérées. Les populations de l'Albanie centrale et de la région de Dibër prêtèrent un puissant appui à la Iere Division et se dressèrent à ses côtés dans la lutte contre les oppresseurs allemands et les traîtres. Les brigades de la Iere Division de choc se renforcèrent de milliers de jeunes volontaires des régions qui venaient d'être libérées, alors que les petits détachements de partisans, qui opéraient dans les zones contrôlées par l'ennemi dans l'Albanie centrale et septentrionale, se transformèrent aussitôt en bataillons, pour devenir peu de temps après des brigades de l'ALNA.

L'offensive de la Iere Division de choc dans le Nord était si inattendue pour les occupants et les traîtres, qu'ils crurent, au début, avoir affaire à des «débris» des forces de partisans mises en déroute dans le Sud, qui étaient passés dans ces régions pour assurer leur salut. Mais ils eurent tôt fait de comprendre la réalité. Alarmés à l'extrême, ils commencèrent à ramener hâtivement des troupes du Sud vers le Nord pour y détruire la Iere Division de choc.

En juillet et en août 1944, l'ennemi entreprit coup sur coup deux opérations contre la Iere Division. Toutes deux échouèrent totalement. Les combattants de l'ALNA mirent en déroute les forces hitlériennes et réactionnaires et libérèrent définitivement toute la région de Dibër, avec les villes de Peshkopi et de Dibër, et une partie de la Mirditë.

Le développement victorieux de l'offensive de la Iere Division de l'ALNA ne fut pas arrêté non plus par les pressions du Commandement des forces anglo-américaines en Méditerranée, qui exigea, à maintes reprises, sur un ton de me-

nace, la suspension des actions de guerre contre les forces du traître Abaz Kupi en prétendant que les partisans gênaient par là leurs plans stratégiques! Le Haut Commandement de l'Armée de libération nationale repoussa les demandes et les tentatives d'intimidation des alliés anglo-américains et s'acquitta sans retard de la tâche qui lui avait été assignée par le Comité central du Parti et par le Congrès de Përmet.

En août, fut créée la IIe Division de choc. En coordination avec la Iere Division, elle se lança aussitôt à l'offensive dans l'Albanie du Nord contre les troupes d'occupation allemandes et les bandes de traîtres. Ces deux divisions et la totalité des forces de partisans de l'Albanie centrale et septentrionale, le groupe de Pezë excepté, furent incorporées dans le Ier Corps d'armée de l'ALNA. Le Comité central du Parti nomma le camarade Hysni Kapo, -membre du Comité central du Parti communiste d'Albanie, au poste de commissaire politique du Ier Corps d'armée.

Entre-temps, dans l'Albanie du Sud, les autres unités de l'ALNA, s'étaient lancées, elles aussi, dans une offensive générale.

La venue, au mois d'août, en Albanie, de la mission militaire soviétique, en réponse à la démarche faite dans ce sens par le Congrès de Përmet, fut appréciée par le Parti communiste d'Albanie comme une aide que l'Union soviétique apportait à la lutte de libération du peuple albanais et comme la reconnaissance de sa souveraineté. C'était aussi un témoignage de l'amitié et de l'alliance révolutionnaires qui unissaient le peuple albanais et les peuples soviétiques, amitié et alliance forgées dans la lutte commune contre le fascisme.

Toute l'Albanie, d'un bout à l'autre du pays, était un volcan en éruption. Les garnisons allemandes, les bandes réactionnaires et les voies de communication de l'ennemi étaient soumises quotidiennement aux attaques destructrices de l'ALNA. Dans l'incapacité de faire front à l'offensive générale, l'ennemi abandonnait l'une après l'autre les régions et les villes qu'il avait occupées. Le 24 octobre, les hitlériens étaient balayés de tout le Sud du pays. Au nord du Shkumbini, l'occupant allemand ne tenait encore que les villes d'Elbasan, Tirana, Durrës, Kukës et Shkodër.

A la requête du Haut Commandement de l'Armée de libération nationale yugoslave, deux brigades de l'Armée de libération nationale albanaise (la IIIe et la Ve) avaient, de-

puis le 5 octobre, franchi la frontière pour opérer contre les nazis dans les régions de Kosovë.

Outre la libération de la majeure partie du territoire national et les grandes pertes causées aux troupes allemandes, l'une des plus importantes conséquences de l'offensive générale de l'ALNA, dès les premiers mois, fut la débâcle complète de la réaction intérieure. Le «Balli kombëtar», le «Legaliteti», les bandes armées de ces organisations et les unités de la gendarmerie furent écrasés sous les coups des brigades et des divisions de choc. La régence et le gouvernement quisling furent complètement paralysés.

Une nouvelle tentative des officiers britanniques de former un gouvernement fantoche albanais avec la participation des chefs de la réaction, comme contre-mesure à la constitution du gouvernement provisoire révolutionnaire, ne donna aucun fruit.

Les débris des forces réactionnaires, ralliés autour de leurs chefs sous la protection de l'armée allemande, avaient placé tous leurs espoirs de salut dans un éventuel débarquement des troupes anglo-américaines en Albanie et dans l'appui que leur apporteraient ces troupes.

Mais ces derniers espoirs des traîtres ne furent pas exaucés. Le Haut Commandement de l'Armée de libération nationale. appliquant fidèlement les directives du Comité central du Parti, repoussa avec fermeté les demandes réitérées du Commandement anglo-américain en Méditerranée qui voulait envoyer en Albanie des troupes de parachutistes et spéciales soi-disant pour combattre aux côtés des forces de libération nationale contre les Allemands. L'ALNA était en mesure de libérer tout le pays par ses propres forces, sans l'aide des forces armées étrangères. Des commandos anglais ayant débarqué à Sarandë après la destruction de la garnison hitlérienne par les brigades de l'ALNA, le Haut Commandement obligea l'état-major britannique à éloigner sans retard ses troupes du littoral albanais.

Ainsi fut écarté le grand danger que présentait pour la victoire de la révolution populaire un débarquement de troupes anglo-américaines en Albanie. Le Comité central du Parti et son Secrétaire général, Enver Hoxha, Commandant suprême de l'Armée de libération nationale albanaise, firent preuve de maturité, de sagesse et de hardiesse révolutionnaire face à la forte et constante pression des alliés anglo-américains, et ne leur permirent en aucun cas de s'immiscer dans les affaires

intérieures du peuple albanais. Une telle attitude de principe conséquente et l'essor révolutionnaire de la lutte annihilèrent toutes les tentatives des gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ainsi que de leurs missions militaires en Albanie, de prendre en main la conduite du mouvement de libération nationale albanais, de détruire le Front de libération nationale et le Parti communiste et d'occuper le pays en y débarquant leurs troupes.

Consolidation des fondations de la démocratie populaire

La libération de la majeure partie du pays rendit possible l'élargissement et le renforcement du pouvoir populaire, et une intensification sans précédent de l'activité des conseils de libération nationale. Le Comité antifasciste, de pair avec les tâches qu'il avait assumées pour la lutte armée contre l'occupant, déployait une vaste activité pour organiser l'ordre étatique et social, relever le pays dévasté, mettre sur pied l'économie, développer le commerce. Dans toutes les régions et les villes libérées, la vie économique reprit. Les détachements et bataillons de travail se mirent à la tâche pour reconstruire les routes et les ponts détruits, les écoles et les maisons incendiées. On ouvrit des écoles et on organisa un service sanitaire. Les présidences des conseils assumèrent la gestion de tous les établissements d'une particulière importance économique et le contrôle des matériaux de construction.

Le Comité antifasciste prit la décision de confisquer les biens mobiliers et immobiliers des traîtres. Il donna la directive de dresser un état des terres et de préparer des statistiques sur les terres arables et le cheptel, les propriétaires du sol et du bétail, et les paysans sans terre. Cette mesure constituait le premier acte préparatoire à la réforme agraire, qui devait être réalisée après la libération du pays.

Les masses populaires appuyèrent de toutes leurs forces l'œuvre du Comité antifasciste et des conseils de libération nationale. Fidèles au Comité antifasciste, elles réclamaient que celui-ci prît immédiatement la dénomination qui correspondait à ses fonctions, celle de Gouvernement démocratique de l'Albanie. Cette exigence était dictée par la croissance de l'autorité du Comité antifasciste en tant qu'unique gouvernement du peuple albanais et par le fait que la libération totale de l'Albanie était maintenant imminente.

La question fut examinée à la deuxième réunion du Conseil antifasciste de libération nationale, qui tint ses travaux du 20 au 23 octobre 1944, dans la ville libérée de Berat.

Le Conseil antifasciste de libération nationale décida à l'unanimité de convertir le Comité antifasciste en **Gouvernement démocratique de l'Albanie**. Dans son programme, approuvé par la réunion du Conseil, le Gouvernement démocratique s'engageait devant le peuple albanais à mettre fidèlement en œuvre les décisions du Congrès de Përmet. Il assumait la tâche de développer et de renforcer encore davantage la lutte pour la prompte et totale libération de l'Albanie, de sauvegarder l'indépendance de l'Etat albanais, de consolider le pouvoir des conseils de libération nationale, d'assurer et de défendre les droits des citoyens. Le Gouvernement devait procéder à la révision des accords politiques, militaires et économiques, conclus par le régime de Zogu avec des pays étrangers, et dénoncer tous ceux qui portaient atteinte aux intérêts du peuple et de l'Etat albanais. Son programme prévoyait également l'établissement de relations et d'une coopération étroites avec l'Union soviétique et tous les membres de la coalition antifasciste. Le Gouvernement prenait l'engagement d'organiser après la libération du pays des élections démocratiques à l'Assemblée constituante, qui aurait pour tâche de déterminer définitivement la forme du régime et d'élaborer la Constitution du nouvel Etat albanais.

La réunion de Berat approuva la loi sur les conseils de libération nationale et celle sur les élections aux conseils. Jusqu'alors, les conseils de libération nationale avaient été à la fois des organes du pouvoir et des organes du Front de libération nationale. Dorénavant, ils ne devaient plus exercer que les fonctions d'organes du pouvoir démocratique populaire. Le Front créerait ses organisations distinctes.

L'une des décisions les plus importantes prises à la réunion de Berat fut l'adoption de la «Déclaration des droits des citoyens». Celle-ci assurait à tous les citoyens l'égalité des droits devant la loi: liberté de réunion, de parole, d'association, de presse, liberté religieuse et liberté de conscience, égalité des droits reconnue à la femme, droit à l'éligibilité dès l'âge de 18 ans, droit de requête, etc. La «Déclaration des droits des citoyens» était un texte constitutionnel du nouvel Etat de démocratie populaire.

Les décisions de la deuxième réunion du Conseil antifasciste de libération nationale étaient le complément et la concréti-

sation ultérieure des décisions historiques du Congrès de Përmet, et marquaient une nouvelle victoire politique du peuple albanais sur le fascisme et la réaction intérieure. Elles portaient un nouveau coup aux tentatives des impérialistes anglo-américains d'établir leur contrôle sur l'Albanie.

La lutte révolutionnaire sous la conduite du Parti communiste avait extirpé le pouvoir des collaborateurs, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie.

Au moment où se tenait la réunion de Berat, l'ALNA était entièrement transformée en une armée régulière du peuple et du nouvel Etat albanais. Elle comptait maintenant 70.000 combattants, organisés en brigades, divisions et corps d'armée. Les femmes représentaient 9% de ces forces, les jeunes environ 80% et les paysans près de 90%.

Les unités de l'Armée de libération nationale menaient alors leurs dernières opérations contre les troupes allemandes en Albanie et dans les régions de Kosovë. De ces opérations, la plus importante était celle qui avait pour objectif la libération de Tirana. L'ordre du Commandant suprême était d'anéantir l'ennemi, d'empêcher le pillage et la destruction de Tirana par les Allemands et de libérer la ville coûte que coûte. La conduite de l'opération fut confiée au Commandement du Ier Corps d'armée.

L'opération pour la libération de Tirana dura 19 jours. Le 17 novembre le drapeau de la liberté était hissé sur la capitale. Cette opération avait montré le haut niveau d'organisation, de discipline et le moral élevé de l'Armée de libération nationale. Aux côtés des brigades de choc, la population de la capitale avait participé activement à la bataille pour la libération de Tirana.

D'autre part, le 18 novembre, l'ALNA opérant au-delà des frontières, de concert avec les brigades de Kosoviens, avait balayé les troupes hitlériennes de tout le Plateau de Dukagjin libérant, après des combats acharnés, Junik, Deçan, Gjakovë, Prizren et Pejë et se répandant ainsi dans la majeure partie des régions de Kosove.

Intervention brutale de la direction du Parti communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti communiste d'Albanie

Le 23 novembre 1944, à la veille de la libération complète du pays, se réunit à Berat le IIe Plenum du Comité central du Parti communiste d'Albanie. Le Parti, qui avait grossi ses rangs, comptait alors 2.800 membres. La convocation de

ce plenum était nécessaire pour dresser le bilan du travail accompli et des victoires remportées par le Parti et le peuple dans la Lutte antifasciste de libération nationale, et pour définir les tâches à remplir à la nouvelle étape de la révolution, qu'inaugurait la libération de l'Albanie.

Or les travaux du plenum virent leur cours entièrement faussé par la brutale ingérence de la direction du Parti communiste de Yougoslavie (PCY) dans les affaires intérieures du Parti communiste d'Albanie.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie qui menaient une lutte héroïque contre leur ennemi commun, l'occupant fasciste, avaient établi entre eux des rapports fraternels de combat. Le PCA et le PCY nouèrent des liens étroits.

A la demande du Comité central du PCY, un certain nombre de cadres du PCA furent envoyés dans les régions de Kosovë pour y organiser le Parti et la lutte contre l'occupant. Dans les villes de Dibër, Gostivar, Tetovë, Kërçovë et dans leurs districts, l'organisation du PCA de la région de Dibër aidait beaucoup à organiser la lutte de libération.

Miladin Popović, un communiste internationaliste yougoslave, que les communistes albanais avaient libéré en automne 1941 d'un camp de concentration fasciste à Peqin, demeura en Albanie pour maintenir la liaison entre les deux partis. Dans les rapports entre le PCA et le PCY, il a, en toute circonstance, appuyé l'attitude internationaliste du Comité central du PCA[1].

La direction du PCY s'employa à exploiter les liens étroits créés entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie pour dicter au PCA sa propre volonté et réaliser ses visées chauvines envers l'Albanie.

Pendant l'été 1943, Vukmanović-Tempo, l'un des principaux dirigeants du PCY, qui était venu en Albanie avec la mission spéciale d'y créer «d'état-major balkanique»[2], accusa injus-

---

1 Miladin Popović quitta l'Albanie en septembre 1944 sur l'ordre de la direction du PCY. Il devait être tué en mars 1945, à Prishtine, dans un attentat monté par les services secrets yougoslaves.

2 La création de «l'état-major balkanique» fut entreprise sur l'initiative de Tito. La direction yougoslave visait par là à prendre sous son commandement les forces armées de libération en Grèce, en Albanie et en Bulgarie. Les tentatives de création de «l'état-major balka-

tement et de façon absolument inadmissible le Comité central du PCA d'avoir adopté une attitude opportuniste à l'égard du «Balli kombëtar». Cette grossière calomnie était lancée dans un dessein déterminé, pour tromper l'opinion, en laissant entendre que le Comité central du PCA n'était soi-disant pas en mesure de remplir seul ses fonctions de direction ni d'éviter de lourdes erreurs, s'il ne recevait pas des directives de la «direction plus expérimentée» du PCY!

Cette accusation diabolique fut rejetée à l'époque par le Comité central du PCA comme étant dénuée de tout fondement. Néanmoins, la première tentative de la direction yougoslave de soumettre le Parti communiste d'Albanie ne manqua pas de laisser des traces. Koçi Xoxe, membre du Bureau politique du Comité central, et Sejfulla Malëshova, membre suppléant du Comité central, appuyèrent la fausse conception de Tempo et se montrèrent prêts à obtempérer à la ligne et aux ordres des dirigeants chauvins yougoslaves. Depuis lors, Koçi Xoxe se mit, en fait, à servir la direction yougoslave, et il en fut l'agent au sein du PCA.

A l'automne 1943, Vukmanović-Tempo manifesta avec netteté sa conception chauvine. Pénétré de cette conception, il considérait comme dangereuses l'activité authentiquement internationaliste de l'organisation du PCA dans la région de Dibër et dans les villes et les régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais et de Macédoniens, ainsi que la grande autorité dont jouissaient cette organisation et l'état-major régional de Dibër auprès des populations locales. De Macédoine, Vukmanović-Tempo envoya coup sur coup au Comité central du PCA deux lettres rédigées en termes extrêmement violents, dans lesquelles il accusait de «chauvinisme sans bornes» et d'attachement à l'idée de la «grande Albanie» les communistes et les partisans albanais, le commandant de l'état-major régional, Haxhi Lleshi, et le Comité central du PCA lui-même. Il demandait brutalement que tous les partisans albanais vivant en Yougoslavie abandonnent les bataillons de l'ALNA pour se placer sous le commandement de l'état-major yougoslave; que Haxhi Lleshi s'éloignât de la ville de Dibër pour n'y venir que lorsque l'état-major yougoslave ferait appel à son aide; que le conseil de libération nationale de Dibër rompît sa liaison

---

nique» n'aboutirent pas par suite de l'opposition des partis communistes des Balkans.

avec l'état-major albanais et relevât dès lors de l'état-major yougoslave. «Sinon, menaçait Tempo, il se produira un affrontement auquel participeront aussi les communistes».(!)

Le Comité central du PCA, profondément indigné par cette intolérable intervention, rejeta les calomnies et les accusations de Tempo, en exprimant son plus grand étonnement pour le ton si brutal et nullement communiste de ses lettres et pour ses inventions monstrueuses. En même temps, il avertit Tempo qu'il n'admettait en aucune manière que des éléments étrangers donnent des ordres aux unités de partisans albanaises et dictent leur volonté au PCA.

Dans les régions de Kosovë également on relevait parmi les dirigeants yougoslaves de l'armée et du Parti des manifestations de chauvinisme prononcé. Faisant fi de la volonté de la population albanaise, ils combattaient de diverses manières l'idée, affirmée durant la guerre, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se livraient tout comme les «tchetniks» de Mihaïlović à dés actes de ségrégation et à des massacres d'Albanais dans les régions de Kosovë et au Monténégro. Le Comité central du PCA et les organisations du Parti de Shkodër et de Tropojë avaient à maintes reprises élevé des objections contre les attitudes chauvines de divers dirigeants yougoslaves et critiqué ces attitudes comme entravant beaucoup le développement de la lutte contre les occupants, italiens et allemands, en Kosovë.

Cependant, le Parti communiste d'Albanie observait une attitude internationaliste conséquente et, sans se permettre la moindre manifestation, si légère fût-elle, de chauvinisme, aidait de toutes ses forces au développement de la lutte antifasciste en Kosovë, combattait pour la fraternisation, sur des bases marxistes-léninistes, du peuple albanais et des peuples de Yougoslavie. En ce qui concerne le problème de Kosovë et des autres régions de Yougoslavie peuplées d'Albanais, le PCA n'avait jamais admis le mot d'ordre fasciste de la «grande Albanie». Il voyait la juste solution de ce problème dans la victoire de la révolution populaire tant en Albanie qu'en Yougoslavie. Le Parti communiste d'Albanie avait publiquement proclamé qu'avec la victoire de la révolution dans les deux pays le peuple de Kosovë acquerrait le droit de décider lui-même de ses destinées. Dans le cas contraire, il combattrait contre une Yougoslavie qui tenterait de l'opprimer et de l'asservir.

A cette époque, le PCA ne soupçonnait pas encore la direction du Parti communiste de Yougoslavie de nourrir des visées chauvines, car il ne pouvait concevoir que les dirigeants d'un Parti qui s'intitulait marxiste-léniniste puissent poursuivre de tels objectifs, auxquels ne tendent que les partis social-chauvins, les impérialistes et leurs instruments. Il croyait que les manifestations chauvines relevées chez Tempo et chez certains dirigeants du Parti et des unités de partisans de Serbie et de Macédoine durant la guerre n'étaient que des déformations imputables à certains éléments isolés et non pas des actes traduisant la politique du PCY.

En 1944, la pression du Comité central du PCY sur le PCA s'accentua encore davantage. Le CC du PCY s'employait de diverses manières à propager parmi le peuple albanais l'idée qu'il devait tout: la création du PCA, sa Lutte antifasciste de libération nationale, à «l'aide» du PCY et à Tito, et que l'Albanie nouvelle devait regarder son avenir comme étant rattaché aux destinées de la Yougoslavie et uniquement de la Yougoslavie !

Cette politique antimarxiste de la direction yougoslave se heurta à la juste opposition du PCA.

La direction yougoslave considérait que les principaux obstacles à la réalisation de ses visées en Albanie étaient la ligne marxiste-léniniste du PCA, le Secrétaire général, Enver Hoxha, et d'autres membres du Comité central, qui défendaient fermement cette ligne et n'admettaient aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Parti et du pays.

Le Comité central du PCY s'efforça de venir à bout de ces obstacles lors du IIe Plenum du Comité central du PCA, qui se tint en novembre 1944.

Pour parvenir à ses fins, la direction yougoslave dépêcha spécialement en Albanie Velimir Stojnić en qualité de chef de la mission militaire yougoslave, chargé également d'assurer la liaison entre le PCY et le PCA. Dès sa venue en Albanie, Velimir Stojnić lança son attaque contre la ligne générale du PCA, la définissant comme une ligne totalement erronée et exigeant que des changements fussent apportés sans délai aussi bien à cette ligne qu'à la direction du Parti. Cette accusation calomnieuse et cette ingérence dans les affaires intérieures du Parti furent combattues par le Secrétaire général, le camarade Enver Hoxha, mais elles étaient sou-

tenues par deux des membres du Bureau politique, Koçi Xoxe et Nako Spiru.

L'attaque perfide de la direction yougoslave trouva un solide appui dans le Bureau politique du CC du PCA, surtout à la suite de la cooptation, en violation des règles organisationnelles, de Sejfulla Malëshova et de Pandi Kristo comme membres du Bureau politique, qui vit ainsi se former une majorité proyougoslave en son sein. Avec le concours de ces éléments arrivistes et ambitieux, à l'insu du Comité central et du Secrétaire général, Velimir Stojnić élabora la plate-forme qui devait être présentée au plenum contre la ligne marxiste-léniniste éprouvée du Parti communiste d'Albanie.

Le drapeau de l'attaque antiparti fut levé au plenum par Sejfulla Malëshova et le représentant yougoslave[1], totalement appuyés par Koçi Xoxe et les autres participants au complot.

Le Parti communiste d'Albanie, qui avait combattu avec un si grand héroïsme et remporté des victoires décisives dans la lutte révolutionnaire, fut défini par les comploteurs comme «un parti non authentiquement communiste», doté «d'une ligne et d'une direction non marxistes-léninistes». Sa voie glorieuse, éprouvée dans le feu de la lutte, qui avait conduit à la libération de la Patrie et à l'instauration du pouvoir populaire, fut ternie et présentée comme une «voie émaillée d'erreurs et de déformations», qui oscillait sans cesse «du sectarisme à l'opportunisme et vice-versa». Enver Hoxha, fondateur et éducateur du Parti, guide et héros de la Lutte antifasciste de libération nationale, fut dépeint par les renégats comme étant «la synthèse de toutes les erreurs». Sejfulla Malëshova évoqua la nécessité, pour le Parti, d'avoir un «président» et il déclarait, songeant à lui-même, que ce poste devait être confié à une personne «dotée d'une profonde préparation théorique»(!).

Velimir Stojnić définit le travail de Miladin Popović en Albanie comme une activité d'orientation erronée, désapprouvée par la direction du PCY et présenta une «ligne nouvelle» que cette direction «recommandait» au Parti communiste d'Albanie.

Qualifiant de sectaire le travail mené pour la popularisa-

---

1 Velimir Stojnić fut invité à participer à la réunion du Plenum en tant que représentant d'un parti frère. Fort de l'appui des comploteurs au sein du CC du PCA, il intervint brutalement dans les affaires intérieures du Parti, violant toutes les normes qui régissent les rapports entre partis communistes.

tion du PCA comme dirigeant du peuple albanais, il avança la thèse selon laquelle à l'avenir ce n'était plus le Parti, mais le Front, qui devait être popularisé comme tel. Il demanda qu'aux organes dirigeants du Front fussent admis des représentants influents de la bourgeoisie réactionnaire et du haut clergé, sans égard à leur attitude hostile dans la Lutte de libération nationale. Ces recommandations de la direction yougoslave coïncidaient avec les plans des impérialistes anglo-américains, qui pressaient le Gouvernement démocratique d'Albanie d'admettre en son sein et au Conseil antifasciste des représentants de la réaction, dont ils comptaient se servir plus tard comme de points d'appui pour renverser le pouvoir populaire.

Le délégué yougoslave ternit l'activité des conseils de libération nationale, de l'Armée de libération nationale, des commissaires politiques et demanda que l'armée fût dotée d'une «puissante tête politique» et «d'un puissant commandement militaire». S'arrêtant en particulier sur les relations yougoslavo-albanaises, qu'il envisageait dans le cadre de la «fraternité balkanique», Velimir Stojnić déclara: «L'Albanie ne peut édifier son économie ni se développer indépendamment, car l'impérialisme n'en ferait qu'une bouchée», aussi «aucune autre voie ne s'offre à elle en dehors de son rattachement à la Yougoslavie en une confédération, voire même plus étroitement»! Pour y parvenir, il estima indispensable de préparer les masses populaires albanaises à cette liaison et de populariser Tito comme le «symbole de la libération des peuples des Balkans et de l'Europe.»*

Les tâches pressantes qui se posaient au PCA pour le développement ultérieur de la révolution après la libération du pays furent submergées à ce plenum par les attaques des comploteurs contre la ligne générale du Parti et ne furent pour ainsi dire pas débattues. Le délégué yougoslave et Sejfulla Malëshova déclarèrent que l'Albanie, pour longtemps encore, «ne pourrait développer la révolution socialiste ni s'acheminer vers le socialisme.»!

Ignorant tout du complot tramé dans la coulisse et des intentions diaboliques de la direction yougoslave, un certain nombre de membres et de membres suppléants du Comité central manifestèrent, au plenum, des flottements marqués et

---

* Procès-verbal du 2e plenum du CC du PCA, novembre 1944. ACP.

approuvèrent dans une certaine mesure les thèses de l'envoyé yougoslave et du groupe antiparti.

De la sorte, la réunion du 2e plenum du CC du PCA fut sapée par le CC du PCY. Des orientations y furent données et des décisions prises, qui étaient nuisibles aux intérêts du Parti et du peuple albanais.

La seule décision juste adoptée par le plenum fut celle de l'exclusion de Liri Gega des rangs du Comité central pour sectarisme et aventurisme prononcés. Sans le moindre fondement, mais dans des desseins déterminés, les comploteurs imputèrent ces fautes uniquement à la ligne du Parti et définirent le sectarisme comme le principal danger menaçant le Parti communiste d'Albanie! Le plenum décida que le Comité central devait accroître sa composition de 7 nouveaux membres et de 11 nouveaux membres suppléants.

Le plenum de Berat porta un rude coup à l'unité de la direction du Parti. La voie fut frayée à l'introduction dans le Parti de formes organisationnelles et de méthodes antiléninistes, révisionnistes, propres à la direction yougoslave. Un terrain favorable fut créé pour une large intervention des révisionnistes yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti et du pays.

Si le complot des titistes à Berat n'atteignit pas entièrement son but, c'est qu'il se heurta à la ferme résistance du camarade Enver Hoxha et des autres membres du Comité central qui défendirent la ligne marxiste-léniniste du Parti. La direction yougoslave n'atteignit pas son principal objectif qui était de renverser le Secrétaire général, car la majorité des membres du plenum repoussa la demande des comploteurs d'évincer le camarade Enver Hoxha de cette fonction et exalta ses grands mérites en tant que fondateur du Parti communiste d'Albanie et dirigeant du Parti et de la Lutte de libération nationale. Néanmoins, ce complot constituait la première tentative en vue de miner les fondations du parti marxiste-léniniste albanais, il créait un grand danger pour l'indépendance de l'Albanie et la révolution populaire.

Pendant que le 2e plenum du CC du PCA menait ses travaux à Berat, l'Armée de libération nationale achevait de chasser l'occupant nazi du sol d'Albanie. Poursuivant pied à pied l'ennemi et le détruisant, elle libérait le 29 novembre, la dernière ville, Shkodër. L'Albanie entière était ainsi li-

bérée. Dans tout le pays, le pouvoir de démocratie populaire était maintenant instauré. **Le 29 novembre 1944 marque la libération totale du pays et la victoire de la révolution populaire.**

Aussitôt après la libération de l'Albanie, par décision du CC du PCA et sur l'ordre du Commandant * suprême, Enver Hoxha, deux divisions de l'Armée de libération nationale albanaise (la Ve et la VIe) continuèrent de poursuivre les troupes hitlériennes en Yougoslavie. Partisans albanais et yougoslaves, combattant côte à côte contre les hordes nazies, libérèrent en décembre 1944 et en janvier-février 1945 le Monténégro, le Sandjak et la Bosnie méridionale. Par leur attitude foncièrement internationaliste, leur bon comportement de communistes et leur héroïsme sans pareil au combat, les partisans albanais se gagnèrent en Yougoslavie les cœurs et le profond respect tant des populations albanaises que de celles de la Macédoine, du Monténégro et du Sandjak. Des centaines de combattants de l'Armée de libération nationale albanaise tombèrent au combat pour la libération des peuples de Yougoslavie.

10. LE BILAN DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE ET LES RAISONS DE LA VICTOIRE

La Lutte de libération nationale contre les occupants italiens et allemands et les traîtres, qui se poursuivit pendant plus de cinq ans et demi, est la lutte la plus courageuse et la plus triomphale que les Albanais aient jamais menée au long de leur histoire.

Le peuple albanais, qui n'avait alors qu'un million d'hommes, obligea les Italiens et les Allemands à engager sur son sol 15 divisions, et mit hors de combat 70.000 ennemis, tués, blessés, ou prisonniers. Membre des plus actifs de la coalition antifasciste mondiale, l'Albanie, compte tenu de son étendue et de sa population, fournit une remarquable contribution à la victoire historique sur le fascisme. Le fardeau qu'elle dut porter fut des plus lourds. Son territoire, de 28.000 km^{2}, fut foulé durant la Seconde Guerre mondiale par quelque 700.000 soldats fascistes, ce qui lui causa des dommages et des dévastations extrêmement graves. L'Albanie se range parmi les pays les plus éprouves en hommes et surtout en biens matériels au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les héroïques efforts du peuple albanais, le sang qu'il versa et les lourdes pertes qu'il subit dans sa lutte furent couronnés par sa victoire finale sur les ennemis extérieurs et intérieurs.

Le 29 novembre 1944, avec la libération totale du pays et le triomphe de la révolution populaire, prenait fin en Albanie la domination fasciste; en même temps, toute dépendance à l'égard des puissances impérialistes fut abolie, tout lien et rapport asservissant avec ces puissances fut supprimé; le peuple albanais conquit sa pleine indépendance nationale et renversa en même temps la domination politique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. L'Albanie se détacha à jamais du système capitaliste mondial.

C'était là la plus grande victoire remportée par le peuple albanais tout au long de son histoire.

La Lutte antifasciste de libération nationale demeura jusqu'au bout une révolution anti-impérialiste, démocratique. Toutefois, on vit aussi se développer en son sein des éléments de la révolution socialiste, tels que l'exclusion de la bourgeoisie du pouvoir politique, rétablissement de la direction indivisible du Parti communiste dans le nouveau pouvoir, etc. C'était là la conséquence de l'aggravation continue de la lutte contre les principales classes exploiteuses, du pays et de la fusion de cette lutte avec celle contre l'occupant, ce qui approfondit encore davantage le caractère révolutionnaire de la Lutte de libération nationale.

Le Parti communiste n'incitait pas à l'aggravation de la lutte entre les classes à l'intérieur du pays; il ne lança pas de mots d'ordre appelant à la lutte contre les grands propriétaires terriens, les bayraktars et la bourgeoisie; il porta jusqu'au bout ses coups les plus rudes contre les occupants fascistes. Ce fut la trahison déclarée des classes exploiteuses qui provoqua l'exacerbation de la lutte de classes.

Les organisations politiques, qui représentaient les intérêts de ces classes, «Balli kombëtar», «Legaliteti», etc., furent détruites par l'Armée de libération nationale, pour l'unique raison qu'elles s'étaient mises au service de l'occupant fasciste. Par leur attitude ouvertement antinationale et antipopulaire, les anciennes classes dominantes s'interdirent tout droit à participer au pouvoir politique.

Le nouveau pouvoir politique instauré en Albanie, avant même la fin de la Lutte de libération nationale, se trouvait entièrement entre les mains des forces révolutionnaires démo-

cratiques, avec pour seul dirigeant, le Parti communiste. Ce pouvoir, durant la Lutte, ne constituait pas simplement une dictature démocratique des forces révolutionnaires, mais un pouvoir qui renfermait en soi le germe en rapide croissance de la dictature du prolétariat.

Avec la victoire historique dans la Lutte de libération nationale, la révolution n'était accomplie que dans le domaine politique. Les problèmes économiques et sociaux de la révolution anti-impérialiste démocratique restaient encore à résoudre après la guerre.

Les principales forces motrices de la Lutte antifasciste de libération nationale furent, en tant que couches sociales, la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et moyenne. La petite et moyenne bourgeoisie des villes prit également part à la lutte.

Le rôle dirigeant dans la Lutte de libération nationale appartint à la classe ouvrière et elle le remplit par l'intermédiaire du Parti communiste d'Albanie.

La classe ouvrière albanaise était encore peu nombreuse, éparse, non constituée comme prolétariat industriel, mais elle était la classe la plus progressiste, à laquelle appartenait l'avenir. Et, surtout, aucune autre classe dans le pays ne réussit à former un parti doté d'une solide organisation, d'une politique juste, édifiée sur des fondements scientifiques, comme le Parti que s'était créé la classe ouvrière.

Si le nombre des ouvriers dans les organes dirigeants de la Lutte de libération nationale, comme dans la composition du Parti, était réduit, la classe ouvrière n'en remplit pas moins son rôle dirigeant dans cette lutte. Le Parti communiste d'Albanie éduqua ses membres, quoique issus pour une bonne part de la petite bourgeoisie et surtout des couches paysannes, dans un profond esprit prolétarien révolutionnaire, dans une absolue détermination de défendre les intérêts du prolétariat, du socialisme. Ces intérêts, dans les circonstances données, se fondaient pour ne faire qu'un avec ceux de la Lutte de libération nationale, avec les intérêts de tout le peuple albanais et de la nation albanaise asservie.

La paysannerie devint la principale réserve et la principale force armée de la Lutte de libération nationale, le plus solide appui de la classe ouvrière et du Parti communiste d'Albanie.

La paysannerie albanaise constituait l'immense majorité de

la population. Arriérée, certes, du point de vue économique et culturel, elle n'en renfermait pas moins en elle de grandes capacités révolutionnaires, acquises dans la lutte incessante pour la terre et la liberté, contre l'oppression et l'exploitation des grands propriétaires terriens, contre les commerçants usuriers, contre les régimes antipopulaires antérieurs et, surtout, contre les dominateurs étrangers. Plus que toute autre classe ou couche sociale en Albanie, elle possédait de saines traditions patriotiques de combat. Tenant compte de toutes ces données, le Parti communiste fit une très juste appréciation du rôle décisif de la paysannerie dans la lutte: «Dans les conditions de notre pays, a dit le camarade Enver Hoxha, la Lutte verrait triompher la classe qui aurait la paysannerie avec elle.»*

Si la paysannerie accepta le programme et le rôle dirigeant du Parti communiste, c'est qu'elle avait acquis la conviction par sa propre expérience que celui-ci était la seule organisation politique engagée dans une lutte résolue contre l'envahisseur, la seule qui traduisît ses paroles en actes et qui fût capable d'assurer la victoire sur l'occupant fasciste et les traîtres, et de réaliser les aspirations des paysans à la terre et à la liberté. Sous la conduite du Parti, elle fit preuve d'un patriotisme et d'un héroïsme élevés.

Durant toute la période de la Lutte de libération nationale, le Parti communiste s'en tint au mot d'ordre de la mobilisation de toute la paysannerie, sans distinction de classe. Néanmoins, la paysannerie riche, les notables des villages, en tant que classe, n'acceptèrent pas le programme et le rôle dirigeant du Parti communiste. Ils se lièrent généralement aux organisations traîtres de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, le «Balli kombëtar» et le «Legaliteti», et devinrent leur appui dans les campagnes, espérant ainsi conserver leurs privilèges après la guerre.

Tout comme la paysannerie, **la petite et la moyenne bourgeoisie des villes participèrent à la Lutte de libération nationale, sans l'intermédiaire d'un parti politique quelconque qui les représentât.** Trop hétérogènes, économiquement impuissantes, et manquant surtout de résolution, de maturité et d'expérience de la lutte politique, elles ne créèrent ni ne pouvaient créer de parti politique qui leur fût propre. Aussi étaient-elles incapables de jouer un rôle dirigeant dans la Lutte de

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 17, p. 434.

libération nationale. Elles adhérèrent au programme du Parti communiste, car elles y virent l'expression de leurs revendications politiques immédiates.

La petite bourgeoisie, qui constituait l'immense majorité de la population citadine, quoique ne paraissant pas trop résolue ni disposée à se sacrifier, s'engagea presque tout entière dans la Lutte de libération nationale et y fit preuve d'un éminent patriotisme. La meilleure part de cette bourgeoisie se lia étroitement au Parti communiste.

La moyenne bourgeoisie se montra très vacillante. Des tendances au compromis avec l'occupant se faisaient jour dans ses rangs. Toutefois, prise dans l'étau des lois de l'occupant, sujette à la pression du capital étranger et à l'influence du patriotisme traditionnel du peuple albanais, elle se prononça, dans sa majorité, contre la servitude et prit part à la lutte antifasciste, sans cependant s'y montrer particulièrement active. Seule une partie restreinte de cette classe se rallia aux occupants, en s'unissant au «Balli kombëtar» et au «Legaliteti».

Les intellectuels albanais, dont la plupart provenaient des couches supérieures et moyennes de la population, se montrèrent en général patriotes et antifascistes. Les plus progressistes d'entre eux se distinguèrent par leur patriotisme, leur résolution et leur profond esprit révolutionnaire, ils embrassèrent la ligne du Parti communiste et luttèrent pour son application. Seuls un petit nombre d'intellectuels, pétris de l'idéologie bourgeoise fasciste, se rallièrent à l'occupant. Ils furent les idéologues du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti».

La force la plus vive de la Lutte de libération nationale était la jeunesse. Elle se tenait à la pointe de la lutte contre l'occupant et les traîtres dans les villes, dans les campagnes et dans les rangs de l'Armée populaire.

L'écrasante majorité de la jeunesse se signala à la fois par un haut sentiment de patriotisme et par un esprit progressiste profondément révolutionnaire. Elle se lia étroitement au Parti communiste et combattit avec ardeur pour les grandes idées du marxisme-léninisme.

La première à se jeter dans la lutte de libération fut la jeunesse ouvrière et scolaire des villes.

La jeunesse des écoles était principalement issue de la moyenne et petite bourgeoisie des villes. Militant aux côtés de la jeunesse ouvrière dans les rangs de la Jeunesse communiste, elle apporta une importante contribution à la pro-

pagation de la ligne du PCA parmi les masses populaires. En même temps, c'est par son intermédiaire que le Parti exerçait son influence sur la petite et la moyenne bourgeoisie des villes.

Toutefois, la grosse masse de la jeunesse antifasciste était constituée par la jeunesse paysanne, qui, à l'exemple de la jeunesse citadine, se jeta dans la lutte avec une extrême ardeur et détermination révolutionnaires. Les jeunes paysans constituaient en effet la majorité des effectifs de l'ALNA.

La femme albanaise était une grande force dans la lutte antifasciste. Sa participation y fut d'une importance encore jamais atteinte dans les luttes de libération antérieures. Les femmes albanaises adhérèrent à la ligne du Parti communiste et, aux côtés des hommes, luttèrent activement pour son application parce qu'elles y trouvèrent non seulement la voie sûre conduisant à la libération nationale et sociale du peuple, mais aussi le chemin menant à la conquête de leur égalité en droits avec les hommes, de leur affranchissement de toutes les chaînes du passé qui les avaient maintenues dans la servitude.

La grande victoire dans la Lutte antifasciste de libération nationale fut remportée au premier chef grâce à l'abnégation et à l'héroïsme extrême dont le peuple albanais fit preuve au combat. Jamais auparavant, il n'avait été si uni, si résolu et si sûr de la victoire que dans la lutte tant contre l'occupant italien et allemand que contre les traîtres. Jamais auparavant, il n'avait pris aussi profondément conscience des buts de son combat ni été aussi prêt à consentir tous les sacrifices et à endurer toutes les privations pour remporter la victoire.

La Lutte de libération nationale fit apparaître dans toute leur force les capacités créatrices des masses populaires dans la vie politique et militaire du pays. Dans le feu de batailles acharnées, se révélèrent leurs forces inépuisables et leurs grandes aptitudes. De la chair et du sang du peuple, des rangs des petites gens, des ouvriers, des paysans, des intellectuels patriotes surgirent de magnifiques combattants et dirigeants des masses, commandants et commissaires, membres des conseils et ministres. Ces hommes du peuple, souvent dépourvus d'une instruction suffisante, surpassèrent en capacité et en courage les généraux et les officiers instruits de l'ennemi, les politiciens professionnels de l'ancien régime des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. «Notre lutte de libéra-

tion, écrivait le camarade Enver Hoxha à la veille de la Libération, a appelé le peuple à sa tête et c'est là, et uniquement là, que se trouve la raison de la victoire.»*

Par la lutte héroïque qu'il a menée, le peuple albanais a libéré en même temps sa Patrie et lui-même.

Certains facteurs jouèrent un rôle très important pour l'obtention de la victoire, telles les éclatantes traditions patriotiques et combattantes du peuple albanais, sa riche expérience acquise au cours des siècles dans ses combats pour la liberté et pour son indépendance, traditions et expérience qu'il renforça et développa plus avant dans cette Lutte de libération nationale décisive.

Le Parti communiste d'Albanie fut l'inspirateur, l'organisateur et le guide de la Lutte antifasciste de libération nationale, l'artisan de la victoire.

Dans ses luttes de libération antérieures, le peuple albanais n'était jamais parvenu à se doter d'une direction compacte et conséquente. C'était là une des principales raisons qui l'avaient empêché de conquérir auparavant sa liberté et sa pleine indépendance et qui avaient permis aux impérialistes, aux féodaux et à la bourgeoisie du pays de lui ravir les fruits de ses efforts. Toutefois, il avait tiré de ses luttes, de ses souffrances et de sa misère une grande leçon, à savoir que, sans une direction révolutionnaire, son sang versé et ses efforts ne pouvaient lui valoir une victoire définitive. Ce rêve, il le réalisa seulement avec la fondation du Parti communiste d'Albanie, qu'il engendra, éleva et trempa dans la lutte. Issu du sein même du peuple albanais, ce parti marxiste-léniniste en a hérité d'éclatantes traditions patriotiques et une riche expérience de combat, il a su recueillir et développer plus avant ces traditions et cette expérience, leur conférer un profond contenu révolutionnaire et les traduire dans les faits pour assurer la liberté et l'indépendance nationale, la victoire de la révolution.

Le Parti communiste élabora et appliqua avec esprit de suite, détermination et courage révolutionnaire une juste politique basée sur les principes marxistes-léninistes fondamentaux et sur les conditions objectives intérieures et extérieures, politique qui répondait directement aux pressantes exigences

---

* Enver Hoxha, Décisions historiques de la IIe Réunion du CALN, novembre 1944. Œuvres, éd. alb., t. 2, p. 375.

politiques, aux intérêts vitaux du peuple, de la Patrie et du socialisme.

C'est le Parti qui inculqua aux masses du peuple une si haute conscience des objectifs de la lutte et de la justesse de sa politique. C'est le Parti qui découvrit, développa et utilisa à l'avantage de la lutte contre le fascisme toutes les énergies et les capacités créatrices des masses populaires.

Les masses se persuadèrent par leur propre expérience que le Parti communiste était le véritable défenseur de leurs intérêts et de ceux de la nation albanaise, un combattant dévoué et conséquent qui luttait pour l'indépendance nationale, la liberté, la démocratie et la terre.

Le Parti s'acquitta avec une rare maîtrise des trois tâches primordiales dont la réalisation devait conduire à la victoire: l'union des larges masses dans le Front de libération nationale; l'organisation de l'insurrection générale, l'armement du peuple et la création de l'Armée régulière de libération nationale; l'abolition du pouvoir de l'occupant, des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, l'organisation et l'instauration du pouvoir de démocratie populaire.

Le Parti assura au peuple albanais des alliés extérieurs, nombreux et puissants, et il l'éduqua dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, de l'amitié et de la fraternité avec tous les peuples qui luttaient contre le fascisme. Il pratiqua à l'égard des alliés extérieurs une politique juste, édifiée sur des principes révolutionnaires. Il enseigna au peuple à faire une distinction entre ces alliés et à rattacher sa lutte en premier lieu à la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique. Le Parti n'a jamais permis qu'un des alliés, quel qu'il fût, intervienne dans les affaires intérieures politiques et militaires du pays. Il déjoua le plan de la réaction impérialiste anglo-américaine qui tenta de faire obstacle à la victoire de la révolution et d'établir son propre contrôle sur l'Albanie. Tout en observant une attitude loyale à l'égard des alliés et en appréciant à leur juste valeur l'aide et les appuis extérieurs, le Parti n'a jamais attendu que le peuple albanais se voie offrir par d'autres sa liberté. Il a appliqué avec fermeté le principe de l'appui sur ses propres forces et a appris au peuple à bien comprendre que la liberté ne se reçoit pas en cadeau, mais qu'elle se conquiert au prix du sang versé, de beaucoup d'épreuves et de sacrifices.

Le Parti communiste d'Albanie est né, a grandi et a fait ses

preuves en tant que dirigeant d'une capacité et d'une autorité sans pareilles dans la lutte révolutionnaire contre les occupants et les traîtres. Il n'a pas attendu d'avoir d'abord appris la théorie marxiste-léniniste pour se jeter dans la lutte. Cette théorie, il l'a à la fois apprise et appliquée fidèlement et de façon créatrice dans le feu de la lutte, dans les situations les plus complexes.

Le facteur extérieur décisif de la victoire historique du peuple albanais a été la Grande Guerre patriotique de l'Union soviétique et sa grande victoire contre le fascisme, indépendamment du fait que l'Armée Rouge dans son avance foudroyante ne poussa pas jusqu'en Albanie. L'Union soviétique, sous la conduite de Staline, a porté sur ses épaules le fardeau le plus lourd de la Seconde Guerre mondiale et joué le rôle principal pour la destruction du fascisme. Les victoires de l'Armée Rouge sur l'Allemagne hitlérienne créèrent les conditions propices pour que le peuple albanais se dresse tout entier et assure par sa propre lutte héroïque sa pleine indépendance nationale et l'instauration du pouvoir populaire dans son pays.

CHAPITRE III

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE EN LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

(Décembre 1944-1948)

1. DEFENSE ET RENFORCEMENT DU POUVOIR POPULAIRE

Le pouvoir populaire, qui fut instauré au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, commença, dès le lendemain de la Lutte, à s'acquitter des fonctions de la dictature du prolétariat. Sous la direction sans partage du Parti communiste, ce pouvoir assurait la sauvegarde des conquêtes de la révolution anti-impérialiste démocratique et sa transformation continue et immédiate en révolution socialiste. Le pays pouvait ainsi envisager avec certitude la rapide élimination des blessures de la guerre et du retard hérité du passé, un fougueux essor de l'économie et de la culture nationales, la libération des masses travailleuses de la pauvreté et de l'exploitation.

Pour mener à bien les grandes tâches qui se posaient à lui au lendemain de la Libération, le Parti devait nécessairement avoir en vue la situation intérieure et la situation internationale.

Modification radicale du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme

Au moment où l'Albanie fut libérée de l'occupant, la Seconde Guerre mondiale n'était pas encore terminée. Celle-ci prit fin avec la capitulation sans conditions de l'Allemagne hitlérienne, le 9 mai 1945, et du Japon militariste, le 2 septembre 1945.

Le visage du inonde subit de grandes transformations. L'Union soviétique socialiste avait éprouvé des pertes humaines et matérielles plus lourdes que celles de tout autre pays. Elle sortait cependant de cette guerre politiquement et militairement plus puissante. Son autorité et son prestige international avaient considérablement grandi.

Dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie la victoire de la révolution porta au pouvoir de nouveaux régimes populaires démocratiques.

La rupture de ces pays avec le système capitaliste modifiait radicalement le rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme à l'échelle internationale.

Dans ces conditions, le mouvement de libération nationale et anticolonial connut un vigoureux essor. Le processus de désagrégation du système colonial engloba de vastes zones dans le monde. En Asie et en Afrique une série de nouveaux Etats nationaux virent le jour.

Ces importantes transformations aggravèrent considérablement la crise générale du capitalisme, créant ainsi des conditions plus favorables à la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Des changements, qui entraînèrent la rupture de l'équilibre au sein du système mondial du capitalisme, se produisirent aussi dans le rapport des forces entre les puissances impérialistes. L'Allemagne, le Japon et l'Italie, qui avaient été vaincus dans la Seconde Guerre mondiale, perdirent leurs positions politiques et militaires antérieures. Leur économie était ruinée. Mais la Grande-Bretagne et la France étaient, elles aussi, économiquement, militairement et politiquement très affaiblies. Elles avaient cessé de jouer leur rôle de grandes puissances d'antan.

Seuls les Etats-Unis sortirent de la guerre plus forts. Ayant énormément accru leur potentiel économique et militaire, ils étaient devenus le centre principal du monde capitaliste.

Les puissances impérialistes ne pouvaient s'accommoder de la croissance des forces socialistes et démocratiques dans le monde ni de l'essor du mouvement de libération anticolonial. Conduites par l'impérialisme américain, qui mit en mouvement sa gigantesque machine bureaucratique-étatique, son grand potentiel économique, financier et militaire, ces puissances mobilisèrent toutes leurs forces et tous leurs moyens, et dressèrent toute la réaction mondiale dans une lutte farouche con-

tre l'Union soviétique socialiste et les pays de démocratie populaire, contre toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et anti-impérialistes.

La situation internationale de l'après-guerre se caractérisait surtout par la création de deux camps: le camp démocratique anti-impérialiste et le camp impérialiste antidémocratique, dont les buts stratégiques étaient diamétralement opposés.

Le camp démocratique anti-impérialiste, avec à sa tête l'Union soviétique, avait pour but la défense du socialisme, de la démocratie, de la liberté et de l'indépendance nationale dans tous les pays où ces conquêtes avaient été réalisées, le soutien du mouvement révolutionnaire et de libération nationale qui visait à anéantir la domination bourgeoise et impérialiste, à sauvegarder la paix dans le monde. Il devait y parvenir à travers une lutte inexpiable contre l'impérialisme et la réaction internationale, contre tous leurs valets, une lutte dans laquelle s'uniraient le prolétariat mondial, les forces démocratiques et progressistes, et les peuples épris de liberté.

Le camp impérialiste antidémocratique était conduit par les Etats-Unis. Son but était de sauver et de préserver l'ancien ordre capitaliste, de restaurer le capitalisme ouest-européen et japonais, de réprimer tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale, de rétablir le capitalisme en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire. L'impérialisme américain lui-même visait à établir son hégémonie partout dans le monde.

Dans la poursuite de cet objectif, l'impérialisme international, avec les Etats-Unis à sa tête, organisait de façon réitérée de furieuses campagnes hostiles contre le camp démocratique anti-impérialiste et contre les partis communistes dans les pays capitalistes. Il intervint directement par les armes et noya dans le sang le mouvement démocratique insurrectionnel en Grèce. En même temps, il frappa durement les mouvements révolutionnaires démocratiques en France, en Italie et ailleurs. Les Etats-Unis se mirent à appliquer une politique ouvertement agressive, militariste, à se préparer pour une nouvelle guerre mondiale. Cette politique et ces préparatifs, qui portèrent sur tous les principaux domaines, politique, économique, militaire, s'exprimaient dans la «doctrine Truman» et le «plan Marshall». Ils mirent sur pied des bases militaires sur le territoire de nombreux pays étrangers, en Europe, Asie et ailleurs. En particulier, ils utilisèrent leur monopole temporaire

de la bombe atomique comme moyen de pression et d'intimidation. La politique agressive impérialiste et réactionnaire s'accompagna de l'agression idéologique anticommuniste et d'une vaste activité subversive, pour saper de dedans l'Union soviétique, les pays de démocratie populaire, les partis communistes et ouvriers, et provoquer leur dégénérescence bourgeoise.

Les impérialistes exerçaient aussi de puissantes pressions hostiles sur l'Albanie nouvelle démocratique et populaire.

Difficultés dans la situation intérieure

La Libération trouvait le pays dans une situation lamentable. L'économie était ébranlée jusque dans ses fondements. L'énergie électrique faisait défaut, les mines étaient inutilisables. Par suite du manque de matières premières, les quelques fabriques qui avaient échappé à la destruction, ne fonctionnaient pas. Tous les ponts, grands et petits, avaient été dynamités. Les routes, les ports, le réseau téléphonique étaient détruits. Le chômage sévissait partout.

L'agriculture également était dans une situation très difficile. Une grande partie des terres étaient restées en friche. Un tiers du cheptel, surtout les bêtes de travail, avait été anéanti.

Le commerce était paralysé par la misère et le manque de moyens de communication. Les caisses de l'Etat étaient vides. L'or de la banque d'émission avait été pillé par les envahisseurs. L'inflation avait revêtu une ampleur sans précédent. La population avait des besoins pressants de vêtements, d'abris, de pain. Le péril de la disette et des épidémies planait sur tout le pays.

Cette situation était encore aggravée par la lutte que les forces de la réaction intérieure et de la réaction impérialiste étrangère en étroite alliance contre-révolutionnaire, livraient au pouvoir populaire.

Les missions américaine et britannique qui demeurèrent en Albanie après la Libération soi-disant pour préparer la reconnaissance du nouveau gouvernement, se convertirent en nids d'espionnage, de complots et de sabotage.

La réaction intérieure, soutenue par les impérialistes américains et anglais, s'attacha essentiellement à organiser des révoltes armées contre-révolutionnaires, en utilisant les bandes de criminels de guerre hors-la-loi, qui s'étaient dispersés dans tout le pays, surtout dans les régions du Nord. Ces bandes

cherchaient à créer une atmosphère d'insécurité, à effrayer les paysans et à empêcher l'établissement de l'ordre et de la tranquillité. Elles se livraient à des actions terroristes contre les communistes et les cadres actifs du pouvoir populaire. En janvier 1945, des débris des forces réactionnaires effectuèrent même un coup de main contre la localité de Koplik, mais ils furent écrasés en quelques heures.

Des représentants de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens organisèrent des groupes hostiles clandestins, tels les groupes «monarchiste», «social-démocrate», «démo-chrétien», qui étaient dirigés par les missions anglaise et américaine à Tirana. Ces groupes perpétrèrent des actes de sabotage et des actions visant à nuire à l'économie du pays.

Après la Libération, le peuple albanais s'attendait à bon droit à voir s'établir des relations normales d'Etat à Etat avec tous ses alliés de la Lutte antifasciste de libération nationale. Or, les gouvernements des Etats-Unis et d'Angleterre contrecarraient par tous les moyens l'établissement de semblables relations. Leur but principal était de renverser le pouvoir populaire en Albanie.

Les impérialistes américains et anglais projetaient aussi d'organiser une intervention armée. En janvier 1945, ils demandèrent à accroître le personnel de leurs missions militaires à Tirana et à faire venir en Albanie aux mois de mai-juin, de 1.500 à 1.700 officiers et techniciens de la «Military Liaison» (M.L.) qui devaient soi-disant assurer la distribution de «secours». Ces demandes furent fermement repoussées par le Gouvernement démocratique d'Albanie.

Dans ses menées contre l'Albanie nouvelle l'impérialisme eut aussi recours à la Grèce monarcho-fasciste. A l'instigation directe des Etats-Unis et de l'Angleterre, le gouvernement grec, au lendemain même de la Libération, lança un vaste campagne qui reprenait ses anciennes prétentions d'annexion de l'Albanie du Sud, organisa systématiquement des provocations à la frontière et se livra à des préparatifs multiples en vue d'une agression armée qui devait être accompagnée d'un débarquement de forces britanniques.

Face à ce nouveau danger qui menaçait le pays, le peuple albanais serra encore plus étroitement les rangs autour du Parti, pour défendre à n'importe quel prix l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Patrie et mener à bien en même

temps la poursuite de la révolution et de la reconstruction économique.

La direction du peuple par le Parti dans la réalisation de ces tâches n'était pas moins importante ni moins difficile que ne l'avait été la conduite de la Lutte de libération nationale. Mais le Parti avait la ferme confiance qu'il surmonterait toutes les difficultés et s'acquitterait de ces nouvelles tâches. Cette confiance était fondée sur sa détermination de mener la révolution à son accomplissement, sur son expérience révolutionnaire acquise durant la Lutte, sur ses liens étroits avec les masses populaires et sur le grand enthousiasme qui animait ces masses.

La sauvegarde et la consolidation du pouvoir populaire, problème central

Dans ces circonstances, la clé de voûte de toutes les tâches qui se posaient au Parti était la sauvegarde et la consolidation du pouvoir populaire.

Le Comité central du PCA donna la directive suivante: «Après chaque guerre ou révolution, la question la plus importante et la plus ardue est celle de la prise et du maintien du pouvoir. Pour nous, et pour notre Parti également, la question capitale est celle du pouvoir : c'est notre problème central. Aussi notre objectif essentiel aujourd'hui est-il... de le consolider et de marcher avec lui de victoire en victoire, de réforme en réforme.»*

Pour atteindre cet objectif, le renforcement de la base politique du pouvoir, des conseils de libération nationale, qui devaient s'acquitter pleinement de leur rôle de «moteur de tout progrès dans les domaines politique, économique et social», revêtait une importance particulière. C'est à cette fin que servirent les élections aux organes locaux du pouvoir qui eurent lieu en mai 1945 dans tout le pays.

Au cours de la campagne électorale, le Parti mena un vaste travail politique parmi les masses pour mieux leur expliquer le caractère populaire du nouveau pouvoir et la nature des tâches qui lui incombaient. Il dénonça la propagande de la réaction sur l'«incapacité» du pouvoir et les desseins de celle-ci de faire passer la direction des conseils aux mains de représentants «expérimentés» des classes renversées.

---

* Circulaire du CC du PCA, décembre 1944. ACP.

Des personnes éprouvées dans la lutte, résolues, dévouées aux intérêts du peuple et jouissant de sa confiance, furent élues aux conseils.

En outre, le Parti organisa la mise en place, à partir de ses fondements, d'un nouvel appareil d'Etat, un appareil nouveau par le contenu comme par la forme. Des institutions administratives de même que des tribunaux populaires furent érigés sur des bases nouvelles, la police populaire fut créée, les organes de la Sûreté de l'Etat furent réorganisés et renforcés, etc.

Le Parti désigna pour le nouvel appareil d'Etat ses meilleurs cadres. Certes, ceux-ci manquaient d'expérience dans l'art de gouverner, mais ils étaient résolus à mettre fidèlement en application la ligne du Parti. Cet art, ils devaient l'apprendre dans le cours même de leur travail.

Le nouvel appareil d'Etat comprenait aussi des employés de l'ancienne administration, des gens politiquement attachés au Parti et au peuple, mais de culture, de pratique et de mentalité bourgeoises. Ils apportèrent leur concours au fonctionnement du nouvel appareil d'Etat, mais, en même temps, introduisirent, inconsciemment, dans la méthode et le style de travail du nouvel appareil, des éléments de la méthode et du style de travail de l'ancien appareil d'Etat, certaines formes bureaucratiques d'organisation du travail incompatibles avec le caractère révolutionnaire du pouvoir.

La plus grande force armée de la révolution et du pouvoir était l'Armée de libération nationale. Les classes renversées et la réaction extérieure voyaient dans l'armée le principal obstacle à la réalisation de leurs desseins à l'encontre du pouvoir populaire. Les ennemis visaient à sa suppression, en incitant à sa démobilisation sous le prétexte que l'Albanie n'était soi-disant menacée d'aucun danger; et qu'elle constituait selon eux un lourd fardeau pour l'Etat et toute l'économie du pays!

Le Parti considérait le maintien et le renforcement de l'armée comme une question vitale pour la révolution, pour la défense du pouvoir populaire, de la liberté et de l'indépendance du pays. Pour que l'armée pût s'acquitter de sa haute mission, le Parti communiste d'Albanie demandait qu'elle se perfectionne, se modernise et devienne «une armée modèle, une armée pourvue de toutes les qualités requises pour être digne... de défendre son peuple et son pouvoir érigé au prix de tant de

sacrifices et de sang versé.»* Tout sacrifice consenti par le peuple et l'Etat pour l'armée populaire était pleinement justifié.

Conformément aux instructions du Comité central, l'armée s'astreignit à une préparation militaire systématique pour faire siens les principes de la guerre moderne. Des écoles et des cours réguliers furent ouverts en vue d'élever les capacités militaires et politiques des commandants et des commissaires. Le service militaire obligatoire fut institué. Le Parti accompagna le travail de renforcement et de modernisation de l'armée d'un vaste travail politique en vue d'élever le niveau de conscience révolutionnaire des combattants.

Sous la conduite du Parti, l'armée devint le sûr rempart du nouvel Etat de démocratie populaire.

Le nettoyage radical du pays des débris des forces des traîtres était une tâche pressante. Le Parti fit de l'exécution de cette tâche une grande action politique, et mit en mouvement le peuple tout entier. Appuyés par les masses paysannes, les organes du pouvoir et les unités de l'armée écrasèrent les principales bandes armées de la réaction. Les tribunaux révolutionnaires du peuple infligèrent un châtiment mérité aux criminels de guerre. Les procès se convertirent en un grand acte d'accusation à l'échelle nationale contre la ligne de trahison suivie par les classes exploiteuses. Ils représentaient un rude coup porté non seulement à la réaction intérieure, mais aussi aux impérialistes qui l'appuyaient.

Le Front démocratique d'Albanie

Les nouvelles tâches historiques qui se posaient devant le Parti ne pouvaient être menées à bien que si l'union des masses du peuple autour de lui, union réalisée dans la Lutte antifasciste de libération nationale, était préservée et encore raffermie.

Dans les conditions nouvelles, cette union devait englober, outre les larges masses populaires qui avaient participé activement à la Lutte de libération nationale, tous ceux qui s'étaient maintenus à l'écart de cette lutte ou qui avaient été trompés par les chefs réactionnaires.

Le Front de libération nationale qui avait pleinement justifié son existence en tant qu'organisation révolutionnaire ayant

---

* Enver Hoxha, Notre Armée de libération nationale, novembre 1944, Œuvres, éd. alb., t. 2, p. 416.

pour mission de réaliser l'union combattante des larges masses, avait joué un rôle décisif pour remporter la victoire sur les ennemis. L'expérience qu'il avait accumulée dans ce domaine devait aider le Parti à développer plus avant la tradition de l'union et de l'organisation directe des masses dans le Front et sous sa direction.

Le renforcement ultérieur du Front était la voie démocratique la plus appropriée pour réduire à néant les tentatives des ennemis intérieurs et extérieurs pour créer en Albanie des partis «démocratiques» réactionnaires en vue de diviser le peuple et de lui ravir ses conquêtes.

Sous le mot d'ordre de l'union nationale, le PCA organisa le Ier Congrès du Front, qui fut tenu en août 1945. Le Congrès définit les tâches incombant au **Front démocratique d'Albanie**, désormais ainsi appelé, et les mesures à prendre pour son renforcement ultérieur.

Le Front, en tant qu'incarnation de l'unité du peuple autour du Parti, était, le principal soutien du pouvoir populaire dans la lutte pour la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance nationale, pour la reconstruction du pays, pour son développement économique, social et culturel sur la voie du socialisme.

Le Congrès du Front démocratique, interprétant la volonté du peuple, demanda l'élection d'une Assemblée constituante. L'Etat démocratique populaire ayant été fondé au Congrès de Përmet, l'Assemblée devait, maintenant que le pays était totalement libéré, consacrer la forme du régime politique donné et proclamer la Constitution. Cette tâche avait été fixée dès la IIe Réunion du CALN au mois d'octobre 1944.

Le Congrès et les élections des nouveaux conseils du Front démocratique stimulèrent les activités de cette organisation et élargirent son rôle dans la vie du pays.

Néanmoins, la ligne du Parti relative au Front fut altérée par l'attitude opportuniste de Sejfulla Malëshova et par l'ingérence de la direction du Parti communiste de Yougoslavie. Sous le couvert de la «lutte contre le sectarisme», le Front ouvrit aussi ses portes à des éléments hostiles. La réaction en profita pour introduire certains de ses émissaires dans le Front, pour le saper du dedans et mener, depuis ces positions qu'elle aurait occupées, la lutte contre le pouvoir populaire. Mais la vigilance du Parti et des larges masses du peuple dressa une barrière insurmontable à l'activité hostile des éléments de la réaction à l'intérieur du Front.

La force dirigeante du Front était la **classe ouvrière**, devant laquelle s'ouvrait maintenant la vaste perspective de grandir et de se transformer en une classe ouvrière industrielle dotée d'une haute conscience socialiste. Dès le mois de février 1945, elle avait aussi créé ses propres organisations, les Unions professionnelles **(syndicats)**. Celles-ci étaient chargées par le Parti de jouer un rôle important pour l'éducation communiste des ouvriers et des employés, et de devenir «un solide pilier du Front démocratique et du pouvoir populaire».*

Comme auparavant, la base la plus large du Front démocratique demeurait la **paysannerie laborieuse**, qui avait supporté le fardeau le plus lourd de la Lutte de libération nationale. L'instauration du pouvoir populaire lui créait toutes les possibilités pour qu'elle réalise ses rêves séculaires; prendre possession de la terre et sortir de son état de misère et de régression.

L'Union de la jeunesse antifasciste albanaise et l'Union des femmes antifascistes albanaises, qui déployaient leur action au sein du Front démocratique, jouaient, en tant que puissants leviers du Parti, un rôle particulier pour la mobilisation et l'éducation politique des masses.

La **jeunesse albanaise**, la partie la plus active et la plus combative de la population, se devait d'être à la pointe de la nouvelle bataille pour la reconstruction et l'édification socialiste du pays. Appréciant le grand rôle qu'elle devait y jouer, le camarade Enver Hoxha s'adressait à la jeunesse, à son IIe Congrès, en ces termes: «Le Gouvernement démocratique, qui a placé ses espoirs en vous, est convaincu que vous serez toujours à l'avant-garde, que vous vous mettrez à la tâche comme vous vous êtes lancés dans la lutte, que vous étudierez et vous vous instruirez avec un grand zèle, pour votre bien et celui du peuple, que vous renforcerez et aiderez notre armée, rempart d'acier des intérêts du peuple, que vous défendrez le Pouvoir pour lequel vous avez versé tant de sang...»**

Par sa participation et sa contribution à la Lutte, la **femme albanaise** avait montré qu'elle était un facteur indispensable

---

* Instructions du CC du PCA sur le travail préparatoire pour le Ier Congrès des syndicats, 2 septembre 1945. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 326.

** Enver Hoxha, Discours au IIe Congrès de la Jeunesse, 16 avril 1945, Œuvres, éd. alb., t. 3, p. 38.

du développement de la vie politique et sociale du pays. Le premier pas vers son affranchissement accompli au cours de la Lutte, devait servir de base à la pleine émancipation de toutes les masses féminines, afin de faire d'elles une grande force pour l'édification de la société nouvelle. Le Parti demandait maintenant que l'égalité des droits de la femme et de l'homme, sanctionnée par la réunion du CALN à Berat, devînt une réalité. A cette fin, le Comité central recommandait au Parti de mener un travail inlassable pour élever le niveau politique des femmes, pour leur faciliter l'accession à l'instruction et à la culture, pour éliminer le sectarisme dans leur admission au Parti et les hésitations à les promouvoir à des postes de direction. En particulier, la participation active des femmes à la vie économique du pays, et en premier lieu à la production, devait jouer un rôle décisif pour leur émancipation.

La politique étrangère

La consolidation du nouvel Etat de démocratie populaire requérait aussi le raffermissement de sa position internationale, conquise grâce à la contribution qu'il avait apportée à la cause commune de la victoire sur le fascisme. L'Albanie ne pouvait plus maintenant être utilisée comme une monnaie d'échange ou un objet de marchandage par les grandes puissances impérialistes. Elle avait fait son entrée dans l'arène internationale en tant qu'Etat libre et souverain.

La politique extérieure du Gouvernement démocratique avait pour fondements l'amitié avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire. Le Parti considérait l'amitié et l'étroite collaboration avec ces pays comme un facteur extérieur très important pour assurer la liberté et l'indépendance nationale, pour raffermir la position internationale du nouvel Etat démocratique. Il appréciait en particulier l'appui politique et moral de l'Union soviétique dans le domaine international et son aide économique. Il attachait aussi, à l'époque, une grande importance à l'établissement de rapports d'amitié et de coopération avec la Yougoslavie nouvelle, aux peuples de laquelle le peuple albanais était lié par la lutte commune et le sang versé côte à côte contre les envahisseurs fascistes.

Le Parti communiste d'Albanie suivait avec inquiétude le cours des événements en Grèce, où la réaction intérieure et internationale s'était lancée dans une furieuse attaque contre le Front de libération nationale grec, auquel le peuple albanais

était attaché aussi par la lutte menée en commun contre le fascisme. A l'égard des événements de Grèce, le Parti et le Gouvernement d'Albanie observèrent une attitude internationaliste, en prêtant aide et appui aux forces progressistes grecques dans leur juste combat pour tenir tête à la réaction et instaurer la démocratie.

Le PCA était pour l'établissement de relations d'Etat normales avec les pays capitalistes également, sur la base du respect de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage économique réciproque. C'est sur cette base que le Gouvernement démocratique s'employa à normaliser ses rapports avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, et d'autres pays, mais il se heurta à la politique agressive des impérialistes américains et anglais.

Par suite de l'attitude perfide et hostile des Etats-Unis et de l'Angleterre, l'Albanie ne fut pas invitée à la Conférence de San Francisco où devait être fondée l'Organisation des Nations Unies. L'Albanie ne fut pas conviée non plus à la Conférence de Londres sur les réparations dues par l'Italie. Les représentants anglais et américains s'efforcèrent d'empêcher sa participation à la Conférence de Paris sur les réparations dues par l'Allemagne. Mais cette fois ils ne parvinrent pas à leurs fins. L'Albanie se vit reconnaître le droit à des réparations par l'Allemagne. L'Albanie ne fut pas invitée davantage à participer aux négociations du Traité de paix avec l'Italie. Dans toutes ces assemblées, elle aurait dû occuper la place qui lui revenait, la place qu'elle s'était gagnée au prix du sang versé.

Les Etats-Unis et l'Angleterre menaçaient l'indépendance et la souveraineté du pays. Calomniant la petite Albanie nouvelle, qui menait une lutte résolue pour la paix, la liberté et l'indépendance des peuples, contre la politique agressive et belliciste impérialiste, ils l'accusaient de troubler la paix et la sécurité dans les Balkans. Mais tous ces efforts de l'impérialisme américain et anglais pour saper la position internationale du nouvel Etat albanais furent voués à l'échec.

Le peuple albanais conduit par le Parti tint tête avec fermeté aux pressions impérialistes. La défense courageuse de son indépendance, de ses droits légitimes, de la voie qu'il avait embrassée et sa participation au camp démocratique et anti-impérialiste, consolidèrent la position internationale de l'Albanie nouvelle.

2. MOBILISATION DES MASSES POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS. PREMIERES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

L'Albanie était dévastée par la guerre. Dans ces circonstances, l'un des problèmes les plus pressants était celui de la reconstruction et de la normalisation de l'ensemble de la vie économique et culturelle du pays.

Ce problème ne pouvait être résolu sans de grands moyens matériels et financiers. Au PCA se posait la question de savoir où ces moyens pourraient être trouvés.

L'appui sur les forces intérieures

Les impérialistes américains et anglais cherchèrent à exploiter à leurs fins la situation économique difficile de l'Albanie et s'empressèrent de lui offrir leur «aide». Le PCA repoussa catégoriquement cette «aide» asservissante et s'appuya essentiellement, pour la construction du pays, sur ses forces intérieures ainsi que sur le soutien fraternel que lui apporteraient l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire.

Le Parti fit du problème de la reconstruction et du développement économique et culturel du pays l'affaire du peuple tout entier. Ouvriers, paysans, intellectuels, masses féminines y compris, organisèrent partout des équipes, détachements, bataillons et brigades de travail bénévole. Pour venir en aide aux sinistrés de la guerre, les gens réduisaient leur propre quantité de nourriture, offraient argent, céréales, vêtements, et tout ce qui pouvait contribuer à soulager les souffrances des plus durement éprouvés. Le Gouvernement, grâce aussi aux secours en blé de l'Union soviétique, assura l'approvisionnement en pain de la population.

Dans des conditions extrêmement difficiles et en dépit d'une grande pénurie de moyens techniques et de cadres, la population travailla avec abnégation à reconstruire avant tout les routes et les ponts détruits et à rétablir rapidement les communications.

En 1945, grâce aux efforts des ouvriers, une partie des fabriques, des centrales électriques et des mines furent remises en service. Le Parti mobilisa la paysannerie pour la culture des terres arables et la reconstruction des maisons incendiées, tra-

vaux qui furent menés à bien avec un important concours de l'Etat. Les établissements d'enseignement et culturels entamèrent leur activité; de nouvelles écoles, surtout dans les villages, furent ouvertes. En particulier, une grande campagne fut entreprise en vue d'éliminer parmi les adultes l'analphabétisme, cette très lourde plaie du passé. Les anciens instituteurs et des milliers de jeunes enseignants, préparés par des cours spécialement institués à cet effet, furent engagés dans cette campagne d'alphabétisation.

Au cours de l'œuvre de reconstruction, la pénurie de cadres techniques dans les diverses professions se fit notablement sentir. Afin de combler rapidement cette lacune, des cours furent ouverts pour former des techniciens et élever la qualification des ouvriers.

Ce fut la jeunesse qui assuma la plus lourde charge de cette œuvre imposante. Jeunes gens et jeunes filles des villes et des campagnes furent les premiers à grossir les rangs des brigades volontaires de travail, toujours à l'avant-garde des actions pour la reconstruction des routes, des ponts et des maisons incendiées, à la pointe de la lutte pour la diffusion de renseignement et de la culture.

Les gros bénéfices qu'ils avaient réalisés durant la guerre avaient permis aux capitalistes d'accumuler des capitaux considérables, surtout en or et en stocks de marchandises. Dans ces circonstances, le Gouvernement trouva à la fois judicieux et nécessaire de transférer une bonne partie de ces bénéfices à l'Etat en vue de les utiliser pour les besoins du peuple et de la reconstruction du pays. Une loi promulguée à cet effet, en janvier 1945, frappait les bénéfices de guerre d'un impôt extraordinaire progressif. La loi prévoyait également que tous les assujettis qui se déroberaient à cet impôt verraient leurs biens confisqués sans indemnité. Ainsi cette loi était également dirigée contre la puissance économique des capitalistes.

Commerçants, fabricants, toutes les personnes frappées par cet impôt, mirent tout en œuvre pour s'y dérober. Ils cachèrent leur or et leurs marchandises, cherchant à présenter cette mesure comme une «spoliation du peuple» et usant de tous les moyens pour préserver leur fortune créée aux dépens des travailleurs.

Le Comité central recommanda aux organisations du Parti de ne faire aucune concession et de lutter avec ténacité pour

une stricte application de la loi. Toute faiblesse en cette matière eût nui au prestige du pouvoir.

Les commissions respectives, appuyées par les masses, contraignirent les commerçants et tous les autres capitalistes à payer l'impôt prévu par la loi. En 1945, les rentrées provenant de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre représentèrent plus de la moitié des recettes totales du budget de l'Etat.

Les capitalistes qui ne s'acquittèrent pas de l'impôt dont ils étaient frappés virent leur fortune confisquée. Ainsi l'Etat accumula entre ses mains une grande quantité de marchandises diverses. Sur cette base, furent mis sur pied des magasins d'Etat. L'ouverture de ces magasins marqua la naissance du secteur socialiste d'Etat dans le commerce.

En même temps que la loi instituant l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre, une série d'autres mesures révolutionnaires furent adoptées. Une loi prescrivit la réquisition des denrées alimentaires et des matériaux nécessaires pour la reconstruction. Au libre jeu des prix fut substitué le système de leur fixation. On organisa une forme de contrôle des prix par le peuple même, et une lutte rigoureuse fut menée contre la spéculation et le marché noir. Le stockage des céréales à des fins de revente par les commerçants privés fut interdit. Le monopole de l'Etat fut institué sur le stockage et la vente des grains. Il fut fixé des prix unifiés sur la base desquels l'Etat assurait l'achat et la vente de ces denrées. L'inflation laissée par l'occupant fut atténuée grâce au timbrage des anciens billets de banque et un contrôle fut ainsi établi sur l'ancien papier-monnaie en circulation. Ces mesures furent renforcées par l'établissement du contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur, qui devait devenir plus tard un monopole d'Etat.

Ainsi le problème financier fut résolu pour un temps à l'avantage du redressement du pays, la vie économique se normalisa, cependant que s'affaiblissaient les positions économiques de la bourgeoisie.

Création du secteur socialiste de l'économie

Le pouvoir populaire ne pouvait se maintenir sur l'ancienne base économique et sociale. Il lui était impossible, sur ces fondements, de s'acquitter avec succès des tâches de la reconstruction et encore moins de celles que posait le développement du pays dans la voie du socialisme.

Ce développement requérait à tout prix de profondes transformations économiques et sociales et l'édification d'une base nouvelle, socialiste, de l'économie.

Au lendemain de la Libération, les transformations économiques et sociales les plus pressantes étaient, certes, celles de caractère démocratique, anti-impérialiste et antiféodal, comme un prolongement inévitable et logique de la révolution populaire.

Cependant, dans les nouvelles conditions politiques créées, alors que le pouvoir avait commencé à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat, le Parti ne pouvait attendre et il n'attendit pas que toutes les tâches démocratiques fussent menées à bonne fin pour se mettre ensuite à réaliser celles de caractère socialiste dans le domaine économique et social. Le rapport des forces politiques et de classe en Albanie permettait que le prompt accomplissement des transformations démocratiques s'accompagnât aussitôt de la réalisation de transformations de caractère socialiste.

De ces transformations, la plus importante et la plus décisive était la socialisation des principaux moyens de production à travers leur nationalisation.

Le contrôle de l'Etat sur la production et la répartition, établi dès le mois de décembre 1944, servit de premier pas, de mesure préliminaire, à la nationalisation des principaux moyens de production. Ce contrôle représentait en même temps une forme du contrôle ouvrier. Il englobait les entreprises du capital national et étranger dont les activités affectaient toute l'économie nationale et s'exerçait par l'intermédiaire de commissaires désignés par l'Etat.

Les ouvriers, guidés par le Parti et aidés par les commissaires, participèrent activement à l'organisation de la production et à la direction des entreprises. Ils eurent ainsi la possibilité d'éprouver leurs forces et d'acquérir les aptitudes nécessaires pour diriger la production. Le contrôle ouvrier permit de bien faire connaître les capacités productives des entreprises, les sources et les réserves de matières premières, de matériaux et de combustibles. En exerçant ce contrôle, la classe ouvrière se prépara à prendre en main les entreprises et à en assumer la gestion après leur nationalisation.

En décembre 1944, les mines et autres biens des émigrés politiques furent nationalisés. Un mois plus tard, une loi dé-

cidait la confiscation des biens des ressortissants italiens et allemands en Albanie. La Banque nationale, les autres banques et les biens de 111 sociétés par actions, propriété de capitalistes étrangers, passaient, sans indemnité, aux mains de l'Etat albanais et devenaient le patrimoine commun du peuple albanais. En avril 1945, tous les véhicules de transport appartenant à des propriétaires privés furent réquisitionnés contre une indemnité fixée.

Ces nationalisations furent d'une grande portée. La suppression des positions économiques du capital étranger mit fin à la dépendance économique du pays vis-à-vis des puissances impérialistes, consolidant encore davantage l'indépendance politique du pays.

Du point de vue de la forme, les nationalisations de 1945 étaient des mesures d'un caractère général démocratique. Mais, par leur contenu économique et social, ces nationalisations représentaient des transformations qui allaient au-delà de mesures de cette nature. Les nationalisations se firent dans l'intérêt des masses travailleuses et les moyens nationalisés furent mis entièrement et directement à leur service. Aussi étaient-elles, quant au fond, une socialisation des principaux moyens de production et avaient-elles un caractère socialiste. C'est sur cette base que vit le jour le secteur socialiste d'Etat dans l'économie nationale.

En juillet 1945, les premières coopératives de consommation destinées à être au service des ouvriers et des employés étaient créées dans les villes. C'étaient les premières organisations économiques de masse. Dans les conditions où la part du secteur d'Etat dans le commerce était encore fort réduite, elles jouaient un rôle important pour l'approvisionnement régulier des travailleurs des villes, pour la lutte contre la spéculation et le marché noir. En même temps qu'il créait les coopératives de consommation, le Parti menait parmi les artisans un grand travail d'explication et de persuasion pour promouvoir leur coopération.

La création des secteurs socialistes de l'économie s'accompagna d'importantes mesures en faveur des ouvriers et des employés. La journée de travail de huit heures fut instituée. On instaura le principe du salaire égal à travail égal, sans égard à l'âge ou au sexe, ainsi que le droit au congé payé de 15 jours par an. Le chômage fût pratiquement supprimé.

Ces conquêtes révolutionnaires améliorèrent dans une certaine mesure les conditions de vie des travailleurs et raffermirent le terrain pour de nouvelles victoires dans le développement économique et social, sur des bases socialistes, du pays.

Pour l'abolition des anciens rapports agraires

Dans le domaine de l'agriculture, le problème le plus aigu et le plus urgent à résoudre était celui de l'abolition des anciens rapports agraires. Le règlement de ce problème impliquait la solution radicale de la contradiction antagoniste opposant la paysannerie travailleuse et les grands propriétaires fonciers, autrement dit la plus importante transformation démocratique encore à accomplir. C'était là le principal champ d'action où devait se renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Et le Parti consacra un soin particulier à la réalisation de cette tâche.

Dans le premier semestre de 1945, certaines mesures furent prises en vue d'alléger la pesante condition économique de la paysannerie.

Une loi annulait tous les anciens loyers de fonds ruraux demeurés impayés, et fixait pour les années 1944-1945 une réduction des fermages pouvant atteindre 75%. Mais ce n'était là qu'une demi-mesure qui ne rencontra pas l'approbation de la paysannerie pauvre et les paysans ne payèrent rien du tout.

Des mesures plus importantes étaient celles décrétant la nationalisation du système d'irrigation (antérieurement propriété privée) qui fut remis en jouissance commune à la paysannerie, l'annulation de toutes les dettes à taux usuraire (contractées jusqu'à la Libération) qui avaient accablé surtout les paysans pauvres.

Le Parti communiste d'Albanie considérait qu'il ne s'agissait là que de mesures transitoires. La mesure fondamentale qui renverserait la situation au profit de la paysannerie travailleuse serait la réforme agraire, qui lui donnerait la terre. Au lendemain même de la Libération, le Parti lança le mot d'ordre «La terre à ceux qui la travaillent!».

La loi sur la réforme agraire fut promulguée en août 1945. Aux termes de cette loi, les domaines de l'Etat, les propriétés des institutions religieuses et toutes les terres privées d'une superficie supérieure à l'étendue prévue, étaient expropriés et

aliénés. La surface maximale laissée aux anciens propriétaires était fixée à 40 hectares s'il s'agissait d'une exploitation modèle dirigée par le propriétaire lui-même; à 20 hectares quand il cultivait ou gérait lui-même sa terre; à 7 hectares quand il ne la cultivait pas lui-même, mais à condition qu'il s'engageât à le faire dans un délai ne dépassant pas deux ans.

Dans les conditions concrètes de l'Albanie, où la superficie totale des terres cultivables était fort réduite, cette surface de 20 à 40 hectares laissée aux propriétaires privés était excessive. Avec des fonds de cette étendue, nombre d'anciens grands propriétaires terriens conservaient encore leurs positions dans les campagnes, la puissance économique du paysan riche (koulak) n'était nullement atteinte, alors que, d'autre part, un grand nombre de paysans pauvres demeuraient dépourvus de terre. Ce défaut de la loi sur la réforme agraire était directement imputable à l'influence de Sejfulla Malëshova et à ses conceptions opportunistes, ainsi qu'à celles des représentants du Parti communiste de Yougoslavie.

Les terres dépassant l'étendue fixée étaient expropriées sans indemnité. Elles furent remises gratuitement et à titre de propriété privée aux paysans dépourvus de terre ou n'en possédant que fort peu. Chaque chef de famille se voyait remettre jusqu'à 5 hectares de terre. L'aliénation et le louage du sol étaient interdits.

Une partie des terres expropriées devint propriété de l'Etat. C'est sur ces terres que furent créées les entreprises agricoles d'Etat. qui marquèrent la naissance du secteur socialiste d'Etat dans l'agriculture. En outre, les eaux et forêts et les richesses du sous-sol devinrent propriété commune du peuple.

Avant et après la promulgation de la loi sur la réforme agraire, le Parti accomplit, surtout parmi les communistes des campagnes et la paysannerie laborieuse, un grand travail d'explication sur les buts de cette réforme.

Il avertit les masses que la réaction userait de tous les moyens pour faire obstacle à l'application de la réforme agraire, pour éteindre l'enthousiasme des paysans et faire croire à l'incapacité du Gouvernement démocratique. Le Comité central prescrivait de considérer la réforme agraire comme une grande action politique dont la mise en œuvre lierait encore davantage la paysannerie au Parti.

Afin d'assurer une juste et rapide application de la réforme agraire, le Parti créa les comités de paysans pauvres. Ceux-ci

jouèrent un rôle important pour recenser avec précision les terres de l'Etat, celles des grands propriétaires terriens et des ennemis du peuple, et pour dresser la liste des familles paysannes dépourvues de terre ou n'en possédant que peu. Ils aidèrent à bien répartir les terres expropriées et surtout à mobiliser la paysannerie laborieuse pour percer à jour et combattre l'activité hostile des grands propriétaires terriens et des autres forces réactionnaires, qui s'étaient dressés dès le début contre la réforme agraire. La création des comités de paysans pauvres et le grand travail qu'ils accomplirent aidèrent notablement à élever la conscience politique de classe de la paysannerie pauvre.

3. CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE EN TANT QUE FORME DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

En septembre 1945, le Conseil antifasciste de libération nationale promulga la Loi sur les élections à l'Assemblée constituante.

Aux termes de cette loi, les élections, dont la date fut fixée au 2 décembre 1945, devaient être démocratiques et libres, avoir lieu au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Le droit de vote était reconnu à tous les citoyens albanais, sans distinction de sexe, ayant atteint l'âge de 18 ans. Les combattants de l'Armée de libération nationale jouissaient de ce droit sans conditions d'âge. La loi excluait du droit de vote les ministres des gouvernements de trahison, les criminels de guerre et toutes les personnes privées de leurs droits civiques.

Résolution du peuple d'aller de l'avant sur la voie du Parti

Les élections à l'Assemblée constituante étaient pour le Parti l'action politique la plus importante, une grande épreuve de sa maturité et de ces capacités organisatrices, de ses liens avec les masses et de la résolution du peuple d'aller de l'avant sur la voie du Parti. Le Parti communiste d'Albanie se mobilisa tout entier pour gagner cette nouvelle bataille politique sous le mot d'ordre «Pour la République populaire».

Au 4e plenum du CC qui examina la question des élections à l'Assemblée constituante, le camarade Enver Hoxha,

disait: «Le peuple doit voir concrètement que les hommes qui ont libéré la Patrie de l'occupant et des traîtres sont en mesure de gouverner, qu'ils sont en mesure de reconstruire et d'améliorer la vie économique et sociale du pays. Les camarades doivent sortir de la campagne électorale pourvus d'une grande expérience; elle doit leur servir d'école et les armer pour résoudre les autres grands problèmes qu'ils auront à affronter.»*

Le Parti donna la directive de faire des élections un grand plébiscite populaire, d'assurer la participation de tous les électeurs et la victoire complète du Front démocratique. Il décida qu'il serait présenté une liste unique de candidats, celle du Front démocratique. Cependant, par suite des écarts opportunnistes de Sejfulla Malëshova, un certain nombre de représentants de la réaction furent inclus dans la liste unique, et il fut proposé au clergé catholique de se rallier à la coalition électorale.

Par ailleurs, les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur s'efforcèrent d'exploiter la campagne électorale à leurs fins.

Mettant à profit les termes de la loi, la réaction intérieure décida au début de se présenter aux élections avec ses propres listes en tant que bloc opposé au Front. Mais quand cette première tentative, ne trouvant aucun appui auprès du peuple, eut échoué, la réaction changea de tactique et décida de boycotter les élections. Elle appela le peuple à s'abstenir sous prétexte qu'«il n'y (avait) pas de démocratie», qu'on avait affaire à la «dictature d'un seul parti». C'est dans ces circonstances que Gjergj Kokoshi, l'un des principaux porte-parole de la réaction et ancien membre du Conseil antifasciste de libération nationale, quitta le Front démocratique avec éclat. L'organisation illégale «Bashkimi Shqiptar» (l'Union albanaise), dirigée par le clergé catholique réactionnaire, s'aboucha avec les criminels de guerre en fuite et recourut à la terreur.

D'autres représentants de la réaction demeurés dans le Front ne se sentaient pas assez forts pour créer une opposition déclarée. Aussi décidèrent-ils d'y rester jusqu'à la fin des élections avec l'intention d'être élus à l'Assemblée sous le drapeau du Front, pour créer ensuite en son sein un groupe, une opposition «légale» ou un parti distinct.

---

* Enver Hoxha, Rapport présenté au 4e plenum du CC du PCA, le 17 octobre 1945, Œuvres, éd. alb., t. 3, pp. 164-165.

Les impérialistes américains et anglais étaient les inspirateurs et organisateurs directs de l'activité hostile de la réaction intérieure; ils mirent tout en œuvre pour que le Front démocratique essuyât un échec politique aux élections. Ils orchestrèrent une campagne de propagande contre celui-ci et le Parti communiste d'Albanie, et, entre autres exigences, demandèrent brutalement au Gouvernement démocratique d'autoriser les officiers de leurs missions militaires à Tirana à exercer librement leur contrôle sur la campagne électorale. Utilisant en particulier la question de la reconnaissance du Gouvernement démocratique de l'Albanie comme moyen de pression, ils firent savoir qu'ils ne reconnaîtraient le gouvernement qu'à la seule condition que les Etats-Unis et l'Angleterre reçoivent «l'assurance qu'il serait procédé à des élections libres». C'était là une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures du pays, car, en fait, la loi électorale et l'ensemble de l'activité du pouvoir populaire assuraient des élections parfaitement libres.

Le gouvernement américain présenta aussi une autre condition. Il demanda que fussent reconnus en cette occassion tous les accords conclus entre les Etats-Unis et l'Albanie avant le 7 avril 1939.

Le Parti communiste d'Albanie repoussa fermement toutes les nouvelles tentatives des impérialistes et ne permit aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'Albanie. Il démasqua les objectifs et la tactique de la réaction extérieure et intérieure, réussit à isoler les forces adverses, et consolida encore davantage l'union politique du peuple autour de lui.

Alors que la campagne électorale battait son plein, en novembre 1945, le gouvernement de l'Union soviétique reconnut officiellement le Gouvernement démocratique de l'Albanie. Après l'URSS, la Yougoslavie et la Pologne, puis tour à tour la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la France et d'autres pays le reconnurent à leur tour. La position internationale du pouvoir populaire en Albanie s'en trouva renforcée, et la certitude des masses du peuple que l'avenir du pays était assuré fut encore affermie.

La participation aux élections du 2 décembre s'éleva à environ 90% des inscrits; 93% des votants se prononcèrent pour les candidats du Front démocratique. C'étaient les premières élections démocratiques sous tous les aspects que connaissait le pays. Elles devinrent une grande école politique pour le peuple. pour le Front et pour le Parti lui-même. Le Parti com-

muniste d'Albanie remporta une grande victoire à ces élections alors que la réaction y essuya un échec complet.

Ce triomphe traduisait la pleine approbation de la politique du Parti par le peuple albanais libre et souverain, et sa résolution d'avancer sans défaillance dans la voie que le Parti lui avait tracée.

Proclamation de la République populaire d'Albanie

Le 11 janvier 1946, l'Assembiée constituante, exprimant la volonté du peuple, proclama unanimement l'Albanie République populaire et désigna le nouveau gouvernement avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Le Parti communiste d'Albanie soumit le projet de Constitution élaboré par le Gouvernement à l'appréciation du peuple tout entier. La discussion publique de ce projet se poursuivit pendant deux mois. Les propositions avancées par les masses populaires venaient apporter une précieuse contribution au renforcement du contenu révolutionnaire de la Constitution. Le 14 mars 1946, l'Assemblée adoptait la Constitution. Après quoi, l'Assemblée constituante se convertit en Assemblée populaire, en tant qu'organe suprême du pouvoir d'Etat de la République populaire d'Albanie.

La nouvelle Constitution démocratique consacrait les conquêtes historiques réalisées et traduisait les changements qui s'étaient produits dans le système politique et économique du pays après l'avènement du pouvoir populaire. Elle incarnait le processus amorcé de développement du pays dans la voie du socialisme et ouvrait des perspectives pour de nouvelles transformations économiques et sociales.

Avant tout, la Constitution définissait le principe fondamental de la structure et de l'action du Pouvoir populaire: **le Pouvoir émane du peuple et appartient au peuple**.

Aux termes de la Constitution les principaux moyens de la production sociale comprenaient la propriété commune du peuple, la propriété coopérée et la propriété privée. Le secteur privé était soumis au contrôle de l'Etat.

Il fut déclaré que le système économique et social avait pour fondements la propriété sociale, les secteurs socialistes de l'économie, secteur d'Etat et secteur coopératif. Pour assurer le développement et le renforcement continu de l'économie socialiste, la Constitution prévoyait le droit de l'Etat à limiter et à exproprier le patrimoine privé, quand l'exigerait l'intérêt

général de la société. Ces fondements juridiques permettaient de nationaliser des branches entières de l'économie ou des établissements en particulier. La création de monopoles, de trusts et de cartels était interdite.

Afin de défendre les intérêts vitaux du peuple et d'élever son niveau de vie, l'Etat était chargé de diriger la vie et le développement économique conformément à un plan général. Pour assurer l'exécution de ce plan, l'Etat se fondait sur la participation directe des masses travailleuses.

La Constitution définissait le travail comme un honneur et un devoir incombant à chacun. Elle proclamait le principe de la rénumération de chacun selon son travail et ses capacités.

La Constitution énonçait le principe des élections libres, au suffrage direct, universel, égal et au scrutin secret. Elle accordait aux électeurs le droit de révoquer leurs représentants aux divers organes du pouvoir, garantissait la liberté de réunion, d'organisation, de parole et de croyance et les conditions nécessaires pour la sauvegarde et l'application effective de ces droits.

Tels étaient certains des principes fondamentaux de la première Constitution de la République populaire d'Albanie. **L'adoption de la Constitution marquait l'achèvement du processus d'organisation politique du système de démocratie populaire en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat.**

La dictature du prolétariat, comme la définit la théorie marxiste-léniniste, constitue une loi générale, une nécessité historique pour le passage du capitalisme au communisme. En Albanie également, elle devait servir d'arme principale pour la destruction de l'ancien régime d'exploitation latifondiaire-bourgeois et pour la construction de la société socialiste sans exploitation de l'homme par l'homme, pour faire avancer cette société vers le communisme, où les classes auront complètement disparu.

Le trait particulier de la dictature du prolétariat en Albanie consistait en ce qu'elle vit le jour et grandit sous la forme de l'Etat de démocratie populaire.

Cette forme était dictée par les conditions historiques de la révolution, qui prit un vaste et profond caractère populaire, en tant que révolution anti-impérialiste démocratique à sa première étape et qui, se développant sans interruption, grandit au lendemain de la libération nationale du pays pour se

transformer en révolution socialiste. La dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie populaire était le produit de cette révolution populaire ininterrompue, c'était la continuation du pouvoir populaire créé dans la Lutte de libération nationale, après la destruction des fondements mêmes de l'appareil d'Etat des occupants et des principales classes réactionnaires latifondiaires-bourgeoises.

Les conseils populaires, continuateurs directs des conseils de libération nationale, devinrent la base politique de la dictature du prolétariat.

L'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, qui constitue le principe suprême de la dictature du prolétariat, s'incarna dans le Front démocratique, continuateur direct du Front de libération nationale.

La révolution anti-impérialiste démocratique et la révolution socialiste en Albanie sont donc la cheville ouvrière d'une seule révolution, accomplie sous la direction unique et sans partage du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière. La conquête de la pleine indépendance nationale et l'instauration du pouvoir démocratique, qui était le but stratégique de la révolution anti-impérialiste démocratique, jetèrent les fondements de la révolution socialiste et créèrent les conditions requises pour passer immédiatement à cette révolution. A la nouvelle étape de la révolution, le Parti fixa comme but stratégique **la liquidation de la base économique du capitalisme et la construction des bases du socialisme** à travers la dictature du prolétariat.

4. ORIENTATIONS DONNEES PAR LE PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION ET L'EDIFICATION DES BASES DU SOCIALISME. ELIMINATION DES MANIFESTATIONS D'OPPORTUNISME

Les transformations économiques et sociales réalisées en 1945 avaient jeté les premières bases du développement de l'Albanie dans la voie du socialisme. Il s'agissait maintenant de progresser rapidement dans cette voie.

Or la solution de ce problème était contrariée par les vues et les attitudes opportunistes qui s'étaient manifestées dans

l'application de la ligne du Parti. Celles-ci avaient pour propagateur Sejfulla Malëshova, ex-membre du Bureau politique du Comité central du Parti. L'opportunisme de Sejfulla Malëshova était une manifestation directe de soumission devant la forte pression exercée par les classes renversées, et surtout par les impérialistes américains et anglais, sur le Gouvernement démocratique et la direction du Parti communiste d'Albanie.

Les manifestations d'opportunisme avaient été critiquées et sévèrement dénoncées à la réunion du Bureau politique de décembre 1945, mais Sejfulla Malëshova, quoique n'ayant trouvé aucun appui à ses vues, continuait à les soutenir obstinément.

Le 5e plenum du CC du PCA

En février 1946, fut convoqué le 5e plenum du Comité central du Parti communiste d'Albanie en vue de définir les orientations du Parti concernant l'approfondissement de la révolution et l'édification des bases du socialisme.

Le plenum fit ressortir que la ligne du Parti avait subi une grave atteinte du fait des vues nettement opportunistes que soutenait Sejfulla Malëshova en matière politique et économique.

Sejfulla Malëshova professait en effet l'opinion selon laquelle le système nouveau, démocratique, instauré en Albanie, devait être un système du type démocratique bourgeois. Il préconisait l'atténuation de la lutte de classes, surestimait la force des classes renversées et n'avait pas confiance dans celle du Parti et du peuple. Il était pour une entière liberté d'action du secteur privé capitaliste, pour le développement incontrôlé et illimité de ce secteur, il se prononçait contre l'appui au secteur coopératif dans les villes et les campagnes. Il était en fait contre l'édification du socialisme et se posait en défenseur du libre développement du capitalisme.

En matière de politique extérieure, les destinées de la liberté et de l'indépendance de l'Albanie, les destinées du pouvoir populaire dépendaient, selon lui, des concessions politiques et économiques qui seraient faites à l'impérialisme américano-anglais. Il demandait qu'il ne fût pas fait de distinction entre l'URSS, d'une part, et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, de l'autre, et que l'on observât la même attitude dans les rapports avec eux.

Par ses vues opportunistes de droite, Sejfulla Malëshova s'était fait l'interprète et le défenseur des intérêts de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme au sein du Parti, il était devenu leur valet. Ces conceptions, si elles n'étaient pas démasquées et combattues, auraient mis en péril la ligne du Parti et entravé l'édification du socialisme en Albanie. Leur élimination était maintenant devenue une question urgente et vitale.

Le 5e plenum du CC du PCA stigmatisa énergiquement et réfuta ces conceptions. Sejfulla Malëshova s'obstinant dans ses vues, le plenum l'exclut du Bureau politique et du Comité central du Parti.

Dénonçant l'opportunisme de Sejfulla Malëshova le Comité central orienta le Parti vers le développement en profondeur de la révolution socialiste sur les fronts politique, économique et idéologique. Le Comité central définit dans leurs grandes lignes les orientations principales de l'édification des bases du socialisme.

La première tâche posée fut de faire passer entièrement l'industrie, le commerce intérieur de gros et le commerce extérieur aux mains de l'Etat. Dans les villes et les campagnes, des coopératives de production et de consommation devaient être mises sur pied. L'Etat devait exercer un contrôle rigoureux sur le secteur privé et limiter constamment les éléments capitalistes. Le camarade Enver Hoxha définissait le cours que le Parti devait suivre dans le domaine économique, de la façon suivante: «Tout pour le renforcement du secteur d'Etat, lutte sans merci contre le capital privé, aide aussi vaste que possible de l'Etat aux coopératives de consommation et de production.»*

Afin d'assurer le développement des forces productives et l'exploitation des ressources naturelles, la directive générale donnée fut de créer une industrie socialiste, de mettre en valeur les mines et les industries existantes et de créer de nouvelles mines et de nouvelles entreprises.

Dans la voie amorcée pour la suppression des anciens rapports ruraux, il fut décidé que la réforme agraire devait être mise en œuvre de façon radicale, qu'il fallait l'appliquer

---

* Enver Hoxha. Rapport présenté au 5e plenum du CC du PCA. 21 février 1946, Œuvres, éd. alb., t. 3, p. 272.

jusqu'au bout et entreprendre la collectivisation de l'agriculture. En même temps, seraient mises sur pied des fermes d'Etat modèles. L'Etat devait aider la paysannerie travailleuse en moyens financiers et en instruments de travail et limiter les koulaks. Pour le développement des forces productives à la campagne, les directives générales prescrivaient la mécanisation de l'agriculture, la suppression de son caractère unilatéral, la propagation de cultures nouvelles, le développement de l'élevage, l'amélioration et la bonification des terres.

Afin d'approfondir la révolution dans le domaine de l'enseignement et de la culture, en tant que partie constitutive de la révolution socialiste, le plenum recommanda que la réforme de l'enseignement fût mise en œuvre sur les bases suivantes: l'instruction et la culture devaient devenir le patrimoine des grandes masses du peuple et ne plus être le privilège d'une minorité, l'école devait être dépouillée de son ancien esprit et pétrie d'un esprit nouveau, révolutionnaire. Avant tout, il était nécessaire de liquider l'analphabétisme.

Pour assurer l'édification socialiste du pays, il était d'une importance décisive de former aussi une intelligentsia nouvelle, pénétrée de l'idéologie marxiste-léniniste.

Dans le domaine de la politique extérieure, il fut souligné que le Parti devait lutter pour la défense de la liberté et de l'indépendance de la Patrie, pour le raffermissement de l'amitié avec l'URSS et les pays de démocratie populaire, pour la défense de la paix dans le monde. Le plenum recommanda particulièrement d'adopter une attitude nette, résolue et de principe, à l'égard de l'impérialisme américain et anglais, d'où venait le principal danger pour l'indépendance nationale et le régime démocratique populaire.

L'arme décisive pour affronter les nouvelles tâches que posait le développement socialiste demeurait toujours le pouvoir populaire. Le plenum donnait la directive de consolider et de démocratiser le pouvoir non seulement quant au fond, mais aussi dans sa structure, dans la composition de l'appareil administratif. Les anciens spécialistes qui travaillaient dans cet appareil devaient être maintenus sous un contrôle constant pour qu'on pût y prévenir la pénétration de méthodes bureaucratiques. Afin de renforcer le Front démocratique, il fut prescrit d'épurer de fond en comble ses rangs des éléments hostiles.

Enfin, la réalisation de toutes les tâches que comportaient

l'approfondissement de la révolution et l'édification des bases du socialisme exigeait à tout prix le renforcement du Parti lui-même, l'élévation de son rôle de direction et d'organisation dans toute la vie du pays. C'est pourquoi, le 5e plenum approuva la suggestion du 4e plenum (octobre 1945) relative à la convocation du Ier Congrès du Parti et décida que ce Congrès se tiendrait le 25 mai 1946. Or, en raison de l'intervention de la direction du PCY, cette décision demeura lettre morte et le Congrès fut ajourné pour un temps indéterminé.

Approfondissement des transformations économiques, sociales et culturelles

Les directives du 5e plenum du Comité central se reflétèrent aussitôt dans la Constitution de la RP d'Albanie, dont le projet était, à l'époque, soumis à l'examen populaire.

Après le plenum, commença une nouvelle phase de nationalisation. Les centrales électriques, l'industrie des matériaux de construction et toute l'industrie légère et alimentaire existante, qui étaient en majeure partie la propriété de la bourgeoisie du pays, furent nationalisées. A la fin de 1946, les principaux moyens de production dans les villes étaient devenus propriété sociale et la part du secteur d'Etat représentait 87% du volume global de la production industrielle. A la fin de 1947, la production de l'industrie capitaliste privée était pour ainsi dire totalement éliminée.

La socialisation de caractère socialiste des principaux moyens de production mit fin à la domination économique de la bourgeoisie. Elle jeta les fondements économiques de la dictature du prolétariat. Sur ces fondements, virent le jour la propriété sociale, les rapports socialistes de production et le secteur socialiste dans l'industrie, le commerce, les transports et les finances. Les entreprises nationalisées devinrent des entreprises socialistes.

La nationalisation des principaux moyens de production en Albanie se fit à une cadence accélérée et sans indemnité. C'était une conséquence de la profonde différenciation de classe qui s'était opérée durant et après la Lutte antifasciste de libération nationale, et qui avait entraîné l'anéantissement de la domination politique de la bourgeoisie. Ainsi était liquidé le principal obstacle à la suppression de sa base économique.

Les mesures que le Parti et le pouvoir populaire avaient

prises en temps voulu permirent à la nationalisation d'être mise en œuvre sans secousses ni préjudices économiques.

De pair avec le secteur socialiste d'Etat, le secteur coopératif fut mis sur pied et prit de l'essor. Au cours de 1946, furent créées des dizaines de nouvelles coopératives de consommation dans les villes, d'achat-vente dans les campagnes. A la fin de 1946, les coopératives artisanales englobaient plus de la moitié du total des artisans.

Afin d'assurer l'approvisionnement de la population en pain, un système d'achat, de stockage et de vente des céréales par l'Etat fut mis en place en juin 1946. Cette mesure rendait impossible aux commerçants privés toute spéculation sur le pain du peuple.

En juillet 1946, fut appliquée la réforme monétaire qui fixait une somme maximale échangeable en nouveaux billets de banque pour chaque famille. Cette mesure dépouilla les éléments capitalistes d'une bonne partie des moyens financiers dont ils disposaient et élimina les lourdes conséquences de l'inflation, qui pesaient sur les masses travailleuses.

Le système de rationnement mis en vigueur en septembre 1946 assura une plus juste et régulière répartition des denrées alimentaires.

En un temps où le fonds des denrées alimentaires était réduit, l'institution du système de rationnement était une mesure qui s'imposait. Ce système assurait aux masses travailleuses la satisfaction de leurs besoins essentiels et barrait la voie à la spéculation sur les denrées alimentaires rationnées. Le Parti considérait le système du rationnement comme une mesure provisoire qui devait être abolie dès que les nouvelles conditions économiques créées le permettraient.

La création et l'extension du secteur socialiste rendirent indispensables la direction et l'organisation planifiées de toute la vie économique du pays. En août 1946, fut promulguée la loi sur le plan économique général d'Etat et sur les organismes de planification. La Commission du Plan, créée en 1945, fut réorganisée et se mit à la tâche afin d'élaborer le plan économique général pour 1947.

En mai 1946, la loi sur la réforme agraire fut l'objet de modifications qui lui conféraient un plus profond contenu révolutionnaire. Les terres, vignes, olivaies, vergers et jardins potagers, bâtiments et outillage agricole, propriété de personnes ne cultivant pas elles-mêmes le sol, étaient tous expro-

priés. Il était laissé aux cultivateurs et propriétaires travaillant eux-mêmes leur terre un fonds d'une superficie qui ne devait pas excéder 5 hectares. L'aliénation ou l'hypothèque de la terre à n'importe quel titre étaient interdites.

Ces modifications assuraient la pleine application du principe «la terre appartient à celui qui la travaille», elles abolissaient la grande propriété foncière et sapaient la position économique des koulaks.

Par ailleurs, ces modifications se heurtèrent à une âpre résistance de la part des classes exploiteuses. Les grands propriétaires fonciers et les koulaks recoururent à tous les moyens pour empêcher l'application de la réforme agraire. Menaçant les paysans, ils les incitaient à refuser la terre qui leur était remise au titre de la réforme, les effrayaient en lançant le mot d'ordre: «Le gouvernement ne sera pas reconnu par les grandes puissances et le pouvoir populaire ne tardera pas à être renversé.» Le clergé réactionnaire propageait l'idée que «la terre est sacrée» et que «qui y touche encourt le châtiment de Dieu». En particulier, un certain nombre de techniciens bourgeois et les éléments des classes renversées qui s'étaient infiltrés dans les comités des paysans pauvres, dans l'appareil d'Etat et dans les organismes de l'agriculture, menaient une activité hostile, cherchant à laisser aux grands propriétaires fonciers et aux koulaks les meilleures terres ou une étendue supérieure à celle que leur fixait la loi. Les riches propriétaires se mirent à égorger les (bêtes de travail et à détruire l'outillage agricole qui devait être remis aux paysans. Dans certains cas, ils recoururent à de véritables actes terroristes contre les militants du Parti et du pouvoir. Ils étaient directement soutenus dans leur action par les missions américaine et anglaise à Tirana, qui cherchèrent à saboter la réforme agraire, en particulier dans la Myzeqe.

Le Parti tout entier, mobilisant les masses de la paysannerie pauvre et organisant une âpre lutte contre l'ennemi de classe, se mit en mouvement pour assurer la pleine application de la réforme agraire. Les travailleurs des villes vinrent prêter main-forte aux paysans. En novembre 1946, la réforme agraire avait été achevée dans tout le pays. Les paysans devinrent les véritables maîtres de la terre, qu'ils avaient travaillée et arrosée de leur sueur depuis de longues générations. Le Parti avait réalisé leur rêve séculaire. Quelque 90 pour cent de la totalité des terres expropriées, la moitié des oliviers et

toutes les bêtes de travail furent répartis gratuitement à 70.000 familles paysannes totalement dépourvues de terre ou possédant un fonds exigu.

La réforme agraire fut la première révolution accomplie dans les rapports économiques et sociaux dans les campagnes. Elle avait pour essence la transformation démocratique des rapports agraires dans les régions rurales. Elle supprima la grande propriété terrienne, balaya à jamais les débris du féodalisme et la classe des grands propriétaires terriens. La limitation de la propriété privée terrienne, l'interdiction de l'aliénation, du louage ou de l'hypothèque de la terre étaient autant de mesures qui empêchèrent la différenciation de la paysannerie en deux pôles, et restreignirent à l'extrême les limites de son exploitation par les koulaks. Par là-même, la réforme agraire comportait aussi des éléments de caractère anticapitaliste prononcé, et ce, en raison du fait qu'elle était appliquée par la dictature du prolétariat.

Dans ces conditions, la réforme agraire, tout en préservant la petite propriété privée des paysans qui cultivaient leur terre et en accroissant le nombre des paysans moyens, réduisait les possibilités de développement du capitalisme dans les campagnes.

L'application de la réforme agraire montra que seuls la classe ouvrière et son Parti sont en mesure, après la prise du pouvoir politique, de réaliser des transformations radicales dans les rapports agraires.

La réforme agraire affermit encore davantage, sur des fondements économiques, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse, elle consolida aussi le pouvoir populaire qui avait pour base cette même alliance. Les travailleurs des campagnes se rallièrent plus étroitement autour du Parti et se persuadèrent encore plus profondément de la justesse de sa ligne politique. Le Parti trouvait là un appui très important pour s'engager dans la voie de la transformation progressive, socialiste, des campagnes. Le travail mené par le Parti communiste d'Albanie en vue de diffuser les idées de la collectivisation parmi les paysans porta ses fruits avec la mise sur pied, dès 1946, de coopératives de production, dont la première vit le jour à Krutje dans la Myzeqe.

Les transformations économiques et sociales créèrent des conditions nouvelles qui facilitaient le développement de la révolution culturelle, alors que les nouvelles tâches de l'édi-

fication socialiste exigeaient, pour être réalisées, que cette révolution s'accomplît rapidement. La révolution culturelle s'affirma en premier lieu par la réforme de l'enseignement d'août 1946. En vertu de cette réforme, l'enseignement devenait général, gratuit, laïque, égal pour tous, et devait être dispensé dans la langue maternelle. L'école devint une institution unifiée relevant entièrement de l'Etat. Les droits d'inscription aux établissements d'enseignement furent supprimés. L'enseignement primaire devint obligatoire dans toute la République. On élabora de nouveaux plans, programmes et manuels scolaires d'un contenu nouveau, et des écoles primaires furent ouvertes dans chaque village. Parallèlement, la campagne pour la liquidation de l'analphabétisme fut intensifiée.

Un des problèmes fondamentaux qu'avaient à résoudre la révolution culturelle et la révolution socialiste en général, était celui de la création d'une intelligentsia nouvelle. La solution de ce problème, du fait même du petit nombre d'intellectuels albanais, revêtait une importance vitale. A cette fin, un grand nombre de fils du peuple furent envoyés poursuivre leurs études supérieures à l'étranger, surtout en Union soviétique. En dépit de toutes les difficultés économiques, l'Etat créa pour les spécialistes des conditions convenables de travail, d'activité créatrice et d'existence. Le travail constructif et éducatif du Parti et son concours généreux permirent de rééduquer nombre d'anciens cadres, de leur faire embrasser l'idéologie marxiste-léniniste et accepter le rôle dirigeant du Parti.

Les transformations nouvelles, socialistes, dans les domaines économique, social et culturel, furent accompagnées de l'épuration des éléments hostiles des organes du pouvoir populaire et des organisations du Front démocratique.

Une loi spéciale étendit les droits et les attributions des organes locaux du pouvoir et créa la Commission de contrôle de l'Etat. Celle-ci devait permettre d'accroître le contrôle des masses travailleuses sur les organes d'Etat et sur leur activité.

Les nouvelles mesures révolutionnaires améliorèrent la composition sociale du Front démocratique. Celui-ci était maintenant exclusivement une organisation politique des masses travailleuses.

Les transformations socialistes et l'essor révolutionnaire des masses permirent de reconstruire dans le courant de 1946 les principaux ouvrages détruits durant la guerre. A la fin de cette année, la production, dans l'agriculture comme dans

l'industrie, atteignit le niveau de 1938. En outre, on entreprit la construction de nouveaux ouvrages en s'appuyant principalement sur le travail volontaire. Une route carrossable reliant Kukës à Peshkopi fut construite par la jeunesse. Le marais de Maliq fut asséché et de nouveaux canaux d'irrigation et de drainage creusés. Dans l'enthousiasme qui animait l'œuvre de reconstruction du pays, l'initiative et l'activité créatrice des masses travailleuses prirent un grand essor, des compétitions socialistes furent organisées, et le mouvement du travail de choc, expression d'une nouvelle attitude envers le travail, vit le jour.

Les thèses pour la révision du plenum de Berat

Le 5e plenum du Comité central, qui élabora les orientations fondamentales de l'édification socialiste et porta un coup sévère à l'opportunisme, ne découvrit ni ne supprima pour autant les racines de cet opportunisme: à savoir les appréciations et les orientations erronées du 2e plenum de Berat. Il ne dénonça ni n'élimina l'ingérence yougoslave dans les affaires intérieures du Parti, ne rétablit pas l'unité et la collégialité dans la direction du Parti. En conséquence, le Comité central se heurtait à de grands obstacles dans son travail de direction de toute la vie du Parti et du pays. Par l'intermédiaire de leurs agents dans le Parti communiste d'Albanie, les révisionnistes yougoslaves mettaient tout en œuvre pour écarter le Secrétaire général de la direction des affaires du Parti sous le prétexte que ses fonctions de Président du conseil des ministres constituaient déjà une charge assez lourde. La direction du Parti était, en fait, entièrement concentrée dans les mains de Koçi Xoxe, secrétaire à l'organisation du Comité central. Ainsi s'était créée une dualité Parti — pouvoir. A la vérité, Koçi Xoxe, usant de l'autorité du Parti, cherchait à prendre en main la direction du pouvoir. Il avait réussi à établir un système de travail selon lequel les ordonnances, décrets et lois ne pouvaient être mis à exécution qu'après que des directives particulières, portant sa propre signature, auraient été données par l'appareil du Comité central. Cette méthode de travail avait considérablement affaibli le rôle des organes d'Etat. Elle alimentait le bureaucratisme et entravait la juste et rapide solution des problèmes.

Cette situation n'offrait aucune garantie de voir le Parti préserver la pureté de sa ligne générale et mener à bien les

grandes tâches de l'édification socialiste et de la défense de la liberté et de l'indépendance nationale.

Le camarade Enver Hoxha, qui n'avait jamais été convaincu de la justesse des appréciations et des décisions du plenum de Berat, était arrivé à la conclusion que celles-ci devaient être revues et corrigées. C'était ainsi seulement que l'unité dans la direction pourrait être rétablie, que le Bureau politique et le Comité central seraient en mesure de fonctionner normalement comme organes dirigeants du Parti et de la vie du pays et que serait assurée l'exécution des directives données par le 5e plenum pour l'édification des bases du socialisme.

A cette fin, il présenta au Bureau politique en juin 1946, un rapport spécial sur la révision du 2e plenum du Comité central.

Les thèses principales de ce rapport étaient les suivantes:

— La préparation des travaux du 2e plenum avait été faite en violation grave des normes de la vie intérieure du Parti. Les questions soumises à l'examen du Bureau politique avant le plenum n'avaient pas été abordées dans un esprit communiste et de camaraderie, mais décidées en dehors du Bureau politique, sans une analyse marxiste-léniniste approfondie, sous l'empire des passions et des préjugés, et sans avoir été préalablement soumises à un libre débat. Ces questions avaient été imposées sous forme de «coup d'Etat».

— Les appréciations et les conclusions du plenum de Berat étaient foncièrement erronées.

— Le plenum de Berat «a obscurci, déprécié, condamné» l'éclatante étape de la Lutte de libération nationale.

— Une grande atteinte avait été portée à l'indépendance du Parti communiste d'Albanie.

— Les principaux responsables en étaient Vélimir Stojnić et Sejfulla Malëshova. «Vélimir Stojnić se joua de notre Parti et de nos gens.» C'est lui qui avait «dirigé les travaux du plenum et les avait engagés dans une fausse voie».

— Les orientations du plenum de Berat avaient été lourdes de conséquences pour le Parti et, si elles étaient maintenues, elles représenteraient un grand danger.

Le camarade Enver Hoxha ignorait encore tout des dessous de la réunion de Berat, du complot ourdi par la direction du Parti communiste de Yougoslavie, de l'identité de tous les participants à ce complot. Il estimait que les principaux responsables de cet état de choses étaient Vélimir Stojnić et

Sejfulla Malëshova, ceux-ci ayant levé le drapeau de l'attaque contre le Parti au 2e plenum du Comité central. Les autres, Koçi Xoxe, Pandi Kristo et Nako Spiru, n'étaient critiqués dans le rapport que pour l'appui qu'ils avaient prêté à Vélimir Stojnić et à Sejfulla Malëshova. Néanmoins, tout en ignorant ces dessous, le camarade Enver Hoxha, analysant en marxiste les travaux du plenum de Berat, s'était pleinement convaincu que la ligne du Parti y avait été condamnée sans aucune justification, que le Parti n'avait pas commis d'erreur politique, que sa ligne avait été juste. Aussi demandait-il que les décisions de ce plenum fussent annulées, que la vérité historique fût rétablie et le danger qui menaçait l'indépendance du Parti et sa ligne marxiste-léniniste écarté.

Ces thèses justes du camarade Enver Hoxha furent contredites au Bureau politique et rejetées par Koçi Xoxe et Pandi Kristo. Ceux-ci craignaient en effet qu'un examen minutieux de ces thèses et leur adoption éventuelle ne missent en évidence leur travail antiparti et l'intervention hostile du PCY dans les affaires intérieures du PCA.

Nako Spiru, lui non plus, n'eut pas le courage de révéler franchement sa propre activité et celle des autres participants à ces menées secrètes. Espérant que le temps effacerait son erreur de Berat et qu'il rachèterait sa faute par son travail futur, Nako Spiru, après la présentation des thèses du camarade Enver Hoxha, effectua un revirement et appuya en toute occasion les vues justes du Secrétaire général. Dès lors, il se battit résolument pour la ligne du Parti sur la question de l'édification du socialisme.

Les thèses présentées dans le rapport n'ayant pas été approuvées, le camarade Enver Hoxha, toujours dans l'intention de créer des conditions qui permettraient de corriger les erreurs commises et de rétablir l'unité au sein du Bureau politique, demanda que celui-ci s'accrût de nouveaux membres aguerris dans la lutte et au travail. Mais cette proposition, rejetée elle aussi par Koçi Xoxe et Pandi Kristo, ne fut adoptée que partiellement.

Efforts faits en vue de normaliser la vie intérieure du Parti

Les nouvelles conditions créées dans le pays après le triomphe de la révolution populaire, les nouvelles tâches historiques qui se posaient devant le Parti, rendaient nécessaires la suppression des limitations mises à la démocratie intérieure durant

la guerre, l'application de toutes les normes marxistes-léninistes dans la vie organisationnelle du Parti. Or l'intervention de la direction yougoslave, l'application mécanique par Koçi Xoxe des formes et des méthodes trotskistes-révisionnistes de celle-ci s'y opposaient et avaient entraîné des écarts et des lacunes manifestes dans la ligne organisationnelle. En vue de corriger ces défauts et de normaliser la situation, le camarade Enver Hoxha proposa qu'il fût procédé à une analyse du travail d'organisation du Parti et des rapports entre celui-ci et le pouvoir. Koçi Xoxe lui-même fut chargé de présenter au Bureau politique un rapport sur cette question, mais, a l'instigation de la direction du PCY, il se déroba à cette tâche et ne soumit jamais le rapport demandé. Comme il était le responsable direct des déformations sur les questions d'organisation, la direction yougoslave voulait ainsi éviter de le mettre en cause, dissimuler son ingérence et maintenir inchangée la ligne erronée qu'elle imposait au Parti communiste d'Albanie.

A la demande instante du camarade Enver Hoxha et d'autres camarades de la direction, le Comité central adopta néanmoins certaines mesures tendant à la normalisation de la vie organisationnelle du Parti. En l'absence de statuts, il émit des directives détaillées qui devaient régir la vie intérieure du Parti, l'admission de nouveaux membres et les rapports du Parti avec le pouvoir et les organisations de masse. Mais ces directives ne faisaient nullement mention de l'élection des organes du Parti. Par la suite, en mars 1947, le Comité central décida que des élections auraient lieu, mais seulement pour les secrétaires de cellule. Là aussi cependant, toutes les règles organisationnelles ne furent pas observées, les secrétaires ayant été élus à main levée. Il n'y eut pas d'élections pour les bureaux et les comités du Parti.

Une mesure particulièrement importante pour la vie intérieure du Parti fut l'épuration de ses rangs (revision), qui fut effectuée au cours de 1946 et la distribution des cartes de membre. A l'issue de cette revision des effectifs du Parti, 1.246 personnes, représentant 10% de la totalité des membres et stagiaires, en furent exclues. Nombre d'entre elles n'étaient pas dignes du titre élevé de membre du Parti. Toutefois, cette revision n'avait pas entièrement respecté les règles organisationnelles marxistes-léninistes. Par suite d'une série d'erreurs, des membres indignes de ce titre demeurèrent dans le Parti alors que d'autres en furent injustement exclus.

Après quoi, le nombre des membres du Parti se mit à croître rapidement. En un an, il augmenta de plus de trois fois et demie. Certes, cela montrait le renforcement de l'autorité du Parti, mais entraînait l'affaiblissement de sa composition et de son esprit combatif, car on s'était uniquement soucié de l'augmentation du nombre des membres, en négligeant pratiquement la question de la qualité. Il s'ensuivit que des éléments absolument étrangers ou même hostiles au Parti s'y infiltrèrent à nouveau. Par ailleurs, dans les campagnes surtout, on s'en tint à une attitude sectaire en ce qui concerne l'admission des femmes.

En même temps qu'il s'employait à normaliser la vie organisationnelle du Parti, le Comité central prit aussi des mesures en vue d'élever le niveau de formation théorique des communistes, qui restait assez bas. Cette tâche était d'autant plus urgente que beaucoup d'organisations du Parti ne considéraient pas l'étude de la théorie marxiste-léniniste comme une nécessité impérieuse. Pour obtenir cette élévation idéologique, on institua des cours et des cercles théoriques, et on organisa des formes d'étude individuelle. En outre, on étendit l'agitation et la propagande parmi les masses populaires, en usant de formes de travail et de moyens nouveaux.

Aggravation de la lutte de classes

L'œuvre d'approfondissement de la révolution se heurta à l'âpre résistance des ennemis de classe. Les impérialistes et la réaction intérieure, en dépit des échecs essuyés en Albanie, ne pouvaient s'accommoder ni de l'existence du pouvoir populaire ni des transformations révolutionnaires économiques et sociales effectuées. N'ayant pu atteindre l'objectif qu'ils s'étaient fixé lors des élections à l'Assemblée constituante, les gouvernements américain et anglais arrêtèrent un nouveau plan de mesures à prendre contre la République populaire d'Albanie, pour créer une situation tendue dans le pays. Cette situation devait permettre d'ourdir des incidents qui fourniraient aux impérialistes un prétexte pour intervenir de l'extérieur par les armes et justifier leur intervention aux yeux de l'opinion publique internationale.

Ainsi, la propagande impérialiste lança une furieuse campagne contre le régime de démocratie populaire appelant le peuple albanais à se soulever contre celui-ci. Les officines d'espionnage anglo-américaines rassemblèrent les fascistes, zo-

guistes et ballistes enfuis à l'étranger dans des camps spéciaux installés en Grèce et en Italie. Elles les y entraînaient de façon organisée à des actions de guerre et de diversion, les préparant à la prochaine attaque qui devait être entreprise en commun, de l'extérieur et de l'intérieur, contre les «communistes». Des navires de guerre britanniques croisaient de façon démonstrative dans les eaux territoriales de la République populaire d'Albanie tirant parfois au canon en direction de la côte albanaise.

Entre-temps, les missions militaires américaine et anglaise mettaient en mouvement la réaction intérieure. Elles organisèrent en un groupe distinct certains réactionnaires qui avaient été élus députés en décembre 1945. Ces députés se prononçaient ouvertement contre les transformations socialistes et s'efforçaient de créer toutes sortes d'obstacles à l'adoption et à l'application des lois.

La mission américaine en particulier s'était chargée de désorganiser l'économie par des actes de sabotage portant sur les principaux ouvrages dans les secteurs de la construction et de la production. Des groupes de saboteurs, composés de spécialistes bourgeois vendus à l'étranger, agissaient sous sa direction à Maliq (où se poursuivaient de grands travaux d'assèchement du marais), sur les chantiers de construction des ponts, dans l'entreprise pétrolière de Kuçovë, dans les mines de cuivre de Rubik et en d'autres lieux encore.

En septembre 1946, les bandes contre-révolutionnaires lançaient une attaque armée contre la ville de Shkodër. Dans l'esprit de ses auteurs, ce coup de main devait servir de prétexte à une intervention militaire de l'extérieur. Or les calculs de l'ennemi se révélèrent faux, car les bandes réactionnaires furent anéanties dans la journée. En octobre, les impérialistes organisaient contre l'Albanie une provocation de caractère international. Alors qu'une formation de navires de guerre anglais longeait la côte albanaise à des fins évidentes de provocation, deux d'entre eux heurtèrent dans le détroit de Corfou des mines qui y étaient restées depuis la guerre et furent endommagés. Accusant le Gouvernement démocratique d'Albanie d'avoir mouillé ces mines dans le canal, les gouvernements britannique et américain tentèrent d'exploiter l'incident du détroit de Corfou pour justifier devant l'opinion publique un débarquement éventuel de leurs troupes en Albanie. Entre-temps, le gouvernement monarcho-fasciste grec avait multiplié ses provocations terrestres et aériennes aux frontières de la République populaire d'Albanie.

L'intensification des menées des impérialistes et de la réaction intérieure accroissait le danger qui menaçait la révolution populaire en Albanie. Mais le Parti communiste d'Albanie et les masses travailleuses, qui avaient acquis une riche expérience dans leur lutte contre les ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur, étaient toujours en état d'alerte et prêts à affronter tout danger. Le «groupe de députés» et les autres ennemis dans le pays ne trouvèrent aucun appui auprès des masses. De concert avec les organes de la Sûreté de l'Etat et les unités de l'armée, les travailleurs des villes et des campagnes concoururent activement à débusquer et à anéantir les ennemis. Traîtres et saboteurs furent traduits devant les tribunaux populaires, où ils rendirent compte de leurs méfaits et reçurent le châtiment qu'ils méritaient. Ils se virent contraints de dévoiler entièrement le plan ourdi contre la République populaire d'Albanie par les gouvernements américain et britannique et avouèrent publiquement leur trahison.

Les impérialistes ne réussirent pas non plus à atteindre le but qu'ils s'étaient proposé en montant leur provocation du détroit de Corfou. En dépit de la mise en branle d'organisations internationales qui étaient leurs instruments aveugles, notamment de la Cour de La Haye, ils ne parvinrent pas à persuader l'opinion internationale de la culpabilité de l'Albanie dans l'incident du détroit de Corfou. Le Gouvernement démocratique de la République populaire d'Albanie démontra devant le monde entier qu'il n'avait aucune responsabilité dans cet incident et que ce n'était là qu'une provocation organisée à des fins hostiles par le gouvernement britannique contre la République populaire d'Albanie.

La conviction du peuple albanais que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne agissaient comme ses ennemis jurés, fut encore raffermie par les efforts obstinés de ces puissances pour faire dénier à la République populaire d'Albanie sa place légitime dans l'organisation des Nations unies. Elles usèrent en effet au Conseil de sécurité de leur droit de veto contre l'admission de l'Albanie à cette organisation.

Les impérialistes américains et anglais mirent tout en œuvre pour empêcher aussi la participation de l'Albanie à la Conférence de la Paix qui s'ouvrit à Paris en juillet 1946, mais sans parvenir à leurs fins.

Une délégation albanaise, conduite par le camarade Enver Hoxha, se rendit à Paris pour y exposer le point de

vue du gouvernement albanais sur le Traité de paix avec l'Italie. Cette délégation réclama que l'Italie fût contrainte à respecter non seulement la souveraineté et l'indépendance de l'Etat albanais, comme cela était proposé dans le projet de traité, mais aussi son intégrité territoriale; que l'or de l'Albanie pillé par les Allemands lui fût restitué et que des réparations lui fussent versées par l'Italie; que la République populaire d'Albanie fût définie comme puissance associée. Sous la pression des délégations anglaise et américaine, ces demandes légitimes furent rejetées par la Conférence, mais grâce à l'insistance du Gouvernement démocratique albanais, elles devaient être finalement accueillies, en novembre 1946, par le Conseil des ministres des Affaires étrangères des grandes puissances alliées.

Les représentants anglo-américains tentèrent d'obliger la Confèrence de la Paix à examiner les revendications territoriales de la Grèce à l'égard de l'Albanie et à considérer celle-ci comme un «pays vaincu», mais la ferme attitude de la délégation albanaise fit également échouer cette tentative.

«Je déclare solennellement, dit le camarade Enver Hoxha, que ni la Conférence de Paris, ni la Conférence des Quatre, ni n'importe quelle autre conférence, ne peuvent discuter des frontières de notre pays, à l'intérieur desquelles il n'y a pas un seul pouce de terre étrangère. Nos frontières sont indiscutables et personne n'osera y toucher... Que le monde entier sache bien ...que le peuple albanais n'a pas envoyé sa délégation à Paris pour rendre des comptes, mais pour en demander à ceux qui lui ont causé de si grands dommages et qu'il a combattus jusqu'au bout avec tant d'acharnement.»*

L'appui que les pays amis, et en particulier l'Union soviétique, apportèrent à la République populaire d'Albanie, joua un rôle important pour l'obtention de ses succès dans l'arène internationale.

Le Parti communiste d'Albanie tira de grands enseignements de l'expérience acquise dans la lutte menée contre la réaction durant les premières années qui suivirent la Libération. Les communistes se persuadèrent eux-mêmes par la pratique, et persuadèrent également les masses travailleuses que la révolution ne peut se développer ni le socialisme être édifié qu'à travers *«une lutte acharnée et sans merci contre nos*

---

* Enver Hoxha. Déclaration faite aux représentants de la presse à Paris, le 16 septembre 1946, Œuvres, éd. alb., t. 3, pp. 448-449.

*ennemis de l'intérieur et les impérialistes qui les appuient de l'extérieur.»**

Le Parti ne se laissa jamais griser par les victoires que les masses populaires remportaient sous sa direction ni par les échecs des ennemis. Le Comité central enseignait que «le travail de l'ennemi doit être jugé sérieusement et [que], à cette fin, il faut de la vigilance, une vigilance constante et révolutionnaire.»**

Modification de la structure économique et sociale et premiers résultats dans le développement socialiste de l'économie

La socialisation des principaux moyens de production et la réforme agraire modifièrent la structure économique et sociale du pays en faveur du socialisme. L'économie revêtait maintenant trois formes principales: la forme socialiste, la forme de la petite production marchande et la forme capitaliste.

Le secteur socialiste comprenait l'industrie, les mines, les centrales électriques, les transports et les télécommunications, le système financier, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros, les entreprises d'Etat et coopératives du commerce de détail, les exploitations agricoles d'Etat et coopératives, les stations de machines et de tracteurs, les eaux et forêts et le sous-sol. A la fin de 1947. ce secteur occupait des positions dominantes dans l'économie. Sa part dans le volume global de la production industrielle atteignait 95 pour cent.

La petite production marchande englobait la majorité de la population laborieuse et représentait quelque 80 pour cent du volume global de la production de l'économie nationale. Elle comprenait les exploitations des paysans pauvres et moyens et des artisans n'employant pas de main-d'œuvre salariée. Tous ces gens vivaient principalement du revenu de leur travail.

Le secteur capitaliste comprenait les exploitations des koulaks dans les campagnes, les commerçants et trafiquants, et les artisans et petits entrepreneurs des villes qui employaient de la main-d'œuvre salariée. Sa part dans le volume total de l'économie nationale était d'environ 5 pour cent. Cette forme

---

* Directives du CC du PCA, 17 juin 1947. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 456.

** Ibid, p. 458.

d'économie était surtout concentrée dans le domaine de la circulation. En 1947, le secteur privé représentait quelque 80 pour cent du volume global de la circulation des marchandises dans le commerce de détail.

A ces trois formes de l'économie correspondaient aussi trois classes sociales: la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse et la bourgeoisie. Les deux premières étaient devenues les deux classes principales de la société. Quant à la bourgeoisie, ayant perdu le pouvoir politique et la possession des principaux moyens de production, elle n'était plus une des classes principales. Pour défendre ses propres intérêts de classe, elle menait une âpre lutte contre le pouvoir populaire et l'édification socialiste du pays, bénéficiant dans cette lutte de l'appui de l'impérialisme international.

Mais le Parti était convaincu qu'il l'emporterait sur les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs, et qu'il mènerait à bien les grandes tâches de l'édification socialiste.

Les facteurs déterminants qui devaient assurer la réalisation de ces tâches étaient: la juste ligne marxiste-léniniste du Parti et sa direction sans partage de toute la vie du pays; la dictature du prolétariat; la solide union des masses travailleuses citadines et rurales autour du Parti au sein du Front démocratique; la trempe révolutionnaire de ces masses réalisée dans la lutte pour la libération nationale et sociale et pour la défense des conquêtes réalisées au cours de cette lutte. Par ailleurs, le Parti bénéficiait aussi de l'aide que constituaient pour lui l'expérience de l'édification du socialisme en Union soviétique, l'appui politique, économique et moral de l'URSS et celui des pays de démocratie populaire, le soutien du mouvement communiste et ouvrier et du mouvement de libération dans le monde.

En même temps, le Parti avait en vue les obstacles et les difficultés qui découlaient non seulement de l'activité contre-révolutionnaire des ennemis de classe, mais aussi des conditions objectives intérieures et extérieures dans lesquelles devait être construit le socialisme. Ces conditions étaient: la situation agraire, semi-féodale du pays, le profond retard de la population en matière d'instruction et de culture, l'absence d'une classe ouvrière industrielle développée, le défaut de cadres d'ingénieurs et de techniciens, l'insuffisance des ressources matérielles et financières, l'encerclement du pays par les impérialistes et par les Etats voisins qui lui étaient hostiles.

Dans ces circonstances, la première tâche que le Parti fixa pour l'édification du socialisme fut le développement rapide des forces productives, par la mise en valeur et l'exploitation de toutes les possibilités et ressources intérieures. La réalisation de cette tâche constituait à la fois une condition déterminante pour la limitation et la liquidation des éléments capitalistes, pour la construction de la base matérielle du socialisme et l'élargissement des rapports de production socialistes.

Les transformations dans la structure économique et sociale du pays permirent au Parti communiste d'Albanie de prendre des mesures concrètes pour assurer l'essor planifié de l'économie et de la culture. Les premiers plans des années 1947-1948 visaient à la consolidation de l'économie socialiste, par le développement prioritaire des mines et des diverses branches de l'industrie légère. Dans le domaine de l'agriculture, on prévoyait d'étendre les superficies ensemencées, d'accroître la production de céréales panifiables et de propager de nouvelles cultures industrielles. Dans le domaine culturel, les tâches essentielles étaient la diffusion de l'instruction, la liquidation de l'analphabétisme et la formation de spécialistes.

Afin de mener à bien les tâches qu'impliquait la direction planifiée de l'économie, le CC du Parti et le gouvernement prirent en 1947 une série de mesures. Les entreprises industrielles d'Etat adoptèrent le système du rendement commercial. C'était là une nouvelle méthode de direction planifiée de l'activité économique des entreprises, qui requiert de la part de chacune d'elles qu'elle couvre tous les frais de sa production par les revenus de la vente de ses produits et qu'elle s'assure en même temps une accumulation de fonds.

Le passage des entreprises économiques à ce type de gestion fut complété par l'organisation du travail suivant des normes de production et par un nouveau système de rémunération selon le travail fourni.

Dans le but de centraliser l'accumulation et la répartition, il fut procédé à la réorganisation du système financier, du budget, des impôts et des fonctions des banques. Se dépouillant de son caractère quasi administratif, le budget se mua en un plan financier de base pour l'ensemble de l'économie nationale. Les impôts perdirent aussi leur caractère fiscal. Les recettes du budget eurent pour sources principales l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises économiques et l'excédent de leurs

bénéfices. La Banque d'Etat devint le centre unique de crédit et de comptabilité.

Les droits et les devoirs des ouvriers furent définis dans la nouvelle loi du travail et des assurances sociales des travailleurs. Cette loi réglementait également la conclusion des contrats collectifs entre les directions d'entreprise et les ouvriers, les salaires, la durée du travail et des congés. Elle défendait en particulier les droits des enfants mineurs et des femmes, en leur qualité de travailleuses et de mères. Tout travailleur bénéficiait des assurances sociales, des allocations fournies par l'Etat en cas de maladie ou d'accident du travail, ainsi que des allocations de vieillesse et de maternité.

Appréciant à sa juste valeur le rôle du secteur coopératif dans la construction de l'économie socialiste, le Parti stigmatisa les déformations qui constituaient un écart manifeste de sa ligne économique.

Il fut mis un terme à la pratique qui consistait à distribuer la totalité des bénéfices entre les membres des coopératives d'artisanat, sans en réserver une part pour l'expansion de la production, et il fut institué un système de rémunération du travail reposant sur des bases socialistes.

Il fut rigoureusement interdit aux coopératives de consommation dans les villes de revendre aux commerçants privés les marchandises qu'elles amassaient, comme elles l'avaient fait dans certains cas.

Les coopératives d'achat-vente furent chargées non seulement de fournir des produits industriels aux campagnes, mais aussi de stocker des produits agricoles pour assurer l'approvisionnement régulier des villes. Cette mesure éliminait les intermédiaires et les spéculateurs privés.

L'adoption de ces mesures dans le secteur coopératif avait une portée économique et politique évidente. Elles aidèrent à asseoir le mouvement coopératif sur de justes et solides bases et à empêcher les éléments capitalistes combattant la ligne économique du Parti relative à l'édification du socialisme d'exploiter les faiblesses subsistantes.

Sans sous-estimer le rôle et l'importance de la coopération dans le domaine de la circulation, le Parti considérait que ce n'était là qu'un premier échelon, un point de départ pour passer à la coopération dans le domaine de la production agricole. Ainsi, les années 1947-1948 virent se poursuivre le travail

pour la mise sur pied de coopératives agricoles de production fondées sur le libre consentement de leurs membres.

Pour devenir des exploitations socialistes modèles et modernes, ces premières coopératives agricoles avaient besoin d'une base matérielle et technique avancée. C'est à cette fin que furent créées, en 1947, les premières stations de machines et de tracteurs (SMT).

Les SMT eurent, dès le début, le caractère d'entreprises socialistes d'Etat du secteur de l'agriculture. Elles représentaient une forme particulière de la grande aide que l'Etat accordait de manière organisée à la paysannerie, pour l'éclosion et le renforcement du système nouveau, coopératif, à la campagne. Les SMT constituaient la première pierre des fondations jetées pour l'édification de la nouvelle base matérielle et technique de l'agriculture socialiste. Elles étaient un puissant moyen d'action économique, politique et organisationnelle en vue de la transformation socialiste des campagnes.

Un grand problème politique et économique se posait au Parti et au pouvoir, celui d'assurer le pain de la population. Pour résoudre ce problème, le pouvoir populaire fut contraint d'édicter des ordonnances spéciales prescrivant aux producteurs ruraux de vendre à l'Etat tous leurs excédents de céréales en sus de la quantité requise, fixée par la loi, pour servir de semences et assurer la subsistance de leur famille.

L'Etat réussit ainsi à amasser les quantités de céréales nécessaires. Toutefois, l'application des ordonnances rencontra des difficultés du fait de l'opposition des paysans producteurs et des tentatives des ennemis de tirer parti de cette opposition à leur avantage. D'autre part, ce système de stockage ne comportait pour le paysan aucun intérêt ou stimulant matériel l'incitant à accroître les surfaces ensemencées et le rendement des cultures. C'est pour ces raisons qu'en 1948 des modifications furent apportées au système de stockage. Selon le nouveau système, chaque exploitation rurale se voyait fixer la quantité de céréales qu'elle devait obligatoirement livrer à l'Etat à des prix unifiés. Les paysans pouvaient conserver pour eux-mêmes les produits excédant ces quantités fixées ou les vendre à l'Etat à des prix plus élevés que ceux du stockage obligatoire. Ce système créait dans une certaine mesure pour le paysan un stimulant matériel à accroître la production agricole. Cependant, il ne résolvait pas parfaitement le problème et prêtait à des anomalies qui, ou bien menaient au stockage obligatoire de

tous les excédents de production, ou bien laissaient aux paysans des quantités de produits supérieures à celles prévues par les ordonnances.

Les fréquentes modifications du système de stockage au cours des années 1946-1948 étaient la conséquence non seulement des difficultés rencontrées pour assurer le pain à la population, mais aussi du manque d'expérience dans la recherche des formes les plus appropriées de liens économiques entre la ville et la campagne en même temps que de l'ingérence yougoslave.

Dans les années 1947-1948, les masses laborieuses firent de gros efforts pour réaliser les plans. Au cours de cette période, outre la voie ferrée Tirana-Durrës-Peqin, de nouveaux établissements industriels furent construits et les capacités productives des mines accrues. En 1948, le volume global de la production industrielle avait doublé par rapport à 1938.

A cette époque, la production agricole également dépassa le niveau d'avant-guerre. Grâce à la diffusion de nouvelles cultures industrielles, l'ancienne structure de l'agriculture se modifiait lentement, mais inéluctablement. Les premiers pas étaient faits pour l'assèchement des marais et l'irrigation et le drainage des terres.

Les transformations économiques et sociales de caractère démocratique et socialiste réalisées en Albanie au lendemain de la Libération furent rapides, profondes, impétueuses. C'était là une preuve de la force dirigeante du Parti communiste et de la vitalité de la dictature du prolétariat. L'ampleur de ces transformations était également due à la large base sociale de la révolution socialiste. L'action du Parti et du pouvoir tendant à la transformation révolutionnaire du pays, fut en effet appuyée non seulement par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, mais aussi par la paysannerie moyenne et la petite bourgeoisie citadine.

L'écrasante défaite militaire et politique que les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire avaient subie en 1944 et les bases solides que le pouvoir populaire s'était assurées parmi les larges masses, furent, après la Libération, des facteurs qui empêchèrent les classes exploiteuses renversées, en dépit des grands efforts déployés dans ce sens surtout par l'impérialisme américain et anglais, de porter la lutte de

classes jusqu'à la guerre civile. Ces classes essuyèrent ainsi une nouvelle et grande défaite dans les domaines politique, économique et social.

5. ECRASEMENT DE L'INTERVENTION HOSTILE DES REVISIONNISTES YOUGOSLAVES. DENONCIATION DE L'ACTIVITE ANTIPARTI DU GROUPE DE KOÇI XOXE

Les succès obtenus dans les premières années qui suivirent la Libération auraient été encore plus considérables, sans l'intervention flagrante de la direction du PCY dans les affaires intérieures du Parti communiste d'Albanie et de l'Etat albanais. Les agissements hostiles de cette direction causèrent un grand tort à l'édification du socialisme en Albanie.

Se guidant sur la politique conséquente internationaliste du PCA qui visait à la consolidation des relations fraternelles avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, le Gouvernement de la République populaire d'Albanie conclut, en juillet 1946, un Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec la République fédérative populaire de Yougoslavie, traité qui fut suivi, quelques mois plus tard, de la signature d'une convention économique.

Le PCA considérait avec confiance l'alliance du peuple albanais et des peuples yougoslaves qui avaient combattu côte à côte contre le même ennemi et pour les mêmes buts. Le Parti estimait que l'étroite coopération et l'assistance mutuelle entre la RP d'Albanie et la RFP de Yougoslavie constituaient un facteur extérieur important pour l'édification du socialisme en Albanie, pour la sauvegarde de l'indépendance nationale du pays.

Néanmoins, le Secrétaire général et d'autres camarades du Comité central regardaient avec inquiétude les interventions des représentants yougoslaves dans les affaires intérieures du Parti et de l'Etat albanais. Ils ne soupçonnaient cependant pas encore que ces interventions se faisaient sur les instructions et avec l'approbation du Comité central du PCY. Manifestant leur opposition chaque fois que les diplomates ou militaires yougoslaves en Albanie cherchaient à s'ingérer dans les affaires inté-

rieures de l'Etat ou du Parti, ils s'employaient en même temps à dissiper tout malentendu et à écarter tout obstacle dans les rapports entre les deux pays et les deux partis.

Or leurs efforts se heurtèrent à l'attitude antimarxiste et anti-albanaise de la direction yougoslave. Cette attitude, que la propagande yougoslave s'évertuait à présenter comme une politique d'«aide fraternelle désintéressée», couvrait son véritable objectif, qui était de supprimer l'indépendance du Parti communiste d'Albanie et de l'Etat albanais.

Résistance du Parti communiste d'Albanie à l'ingérence yougoslave

Les accords conclus conformément à la Convention économique entrèrent en vigueur au début de 1947. La première mesure qu'ils prévoyaient était l'établissement de la parité entre les deux monnaies. Sur l'initiative du camarade Enver Hoxha, le Comité central du Parti et le gouvernement albanais élevèrent dès le début une opposition de principe contre cette mesure, de nombreux obstacles empêchant la réalisation d'une véritable parité. Le niveau du développement économique, les salaires des travailleurs et les prix des marchandises dans les deux pays étaient fort inégaux. Or la direction du PCY estima cette opposition non fondée, la jugeant même comme un signe de défiance à l'égard de l'esprit de la convention. Poursuivant sa pression, elle fit établir la parité du lek et du dinar, sur des bases arbitraires, au bénéfice de celui-ci.

La seconde mesure appliquée fut l'unification des prix. Sur ce point également, le Comité central du Parti et le gouvernement albanais élevèrent des objections fondées sur le fait que les infrastructures de l'industrie, de l'agriculture et des autres branches de la production matérielle dans les deux pays, présentaient des différences de structure dans les fonds fixes. Il existait également un décalage entre la productivité du travail et les frais généraux par unité de production dans les deux pays. La direction du PCY considérait ces facteurs comme sans importance. Par la pression qu'elle exerça, elle réussit à faire admettre que des normes d'accumulation analogues fussent fixées pour les marchandises des deux pays, ces marchandises devant être échangées aux prix intérieurs et non pas à ceux du marché international.

La troisième mesure était l'union douanière. Le PCA fit son possible pour que cette union servît à faciliter les échanges

entre les deux pays. Cependant, la direction du PCY dénatura le contenu de l'accord et, à la suite de pressions, parvint à obtenir le droit pour toute entreprise ou tout commerçant privé yougoslave d'acquérir sans aucune restriction des marchandises sur le. marché albanais, et à établir par ailleurs le change libre du dinar et du lek albanais. Il en, résulta que les entreprises et les commerçants privés yougoslaves accaparèrent tout ce qu'ils trouvèrent sur le marché albanais. L'épuisement du marché national créa une situation fort pénible pour l'économie et les travailleurs du pays. Elle engendra la menace d'une nouvelle inflation et entraîna une hausse générale des prix sur le marché libre.

Une commission spéciale fut créée en vue de coordonner les plans économiques et d'assurer l'application des autres accords économiques. La direction yougoslave demandait que cette commission fût investie de droits et d'attributions qui en auraient virtuellement fait un gouvernement au-dessus du gouvernement albanais. Ces demandes furent rejetées par le Comité central du PCA.

Des sociétés mixtes albano-yougoslaves furent créées dans le cadre des accords économiques. Elles embrassèrent les principales branches de l'économie nationale. Ces sociétés étaient soi-disant constituées sur un pied d'égalité. Or, tandis que la partie albanaise versait aux sociétés mixtes la totalité de l'apport convenu, la partie yougoslave, elle, n'investit pas un sou dans les fonds de base. Ces sociétés n'opéraient donc qu'avec les fonds de l'Etat albanais, et la partie yougoslave s'appropriait la moitié des bénéfices.

Tous ces accords violaient également les normes les plus élémentaires des rapports entre deux Etats souverains, occasionnant par là de graves dommages à l'économie de la République populaire d'Albanie.

En vue de promouvoir l'application des accords économiques, le gouvernement yougoslave avait promis d'ouvrir à l'Albanie pour 1947 un crédit de deux milliards de leks. Le crédit qui fut effectivement versé n'atteignit même pas la moitié de cette somme. Les marchandises livrées à crédit par la Yougoslavie étaient calculées à des prix de deux à quatre fois plus élevés que les prix internationaux. Toute la prétendue aide yougoslave se ramenait à quatre petites fabriques, vétustes et dont l'outillage était depuis longtemps amorti. En outre, le crédit fut utilisé comme un moyen de pression sur le Parti et

l'Etat albanais et pour susciter la défiance à leur égard sous prétexte qu'ils étaient incapables de diriger le développement planifié de l'économie. Cela entrava considérablement la réalisation du plan pour 1947, qui avait été calculé en prenant en compte l'aide yougoslave. Le gouvernement yougoslave n'accorda pas davantage à la République populaire d'Albanie les crédits promis pour 1948.

Afin de faire face aux exigences du plan, le gouvernement se vit contraint de mettre en exploitation toutes les réserves de matières premières, de matériaux de construction et d'articles de consommation courante dont il disposait, mais ces réserves étant réduites la situation économique et financière du pays ne put que s'aggraver.

En même temps qu'elle poursuivait ses efforts pour s'emparer de positions importantes dans l'économie, la direction du PCY intervenait de plus en plus pour mettre la main sur l'armée albanaise. Forte de l'appui dont elle bénéficiait à la Direction politique de l'Armée, elle concentra ses attaques contre la juste ligne du Parti en matière militaire et contre l'indépendance de l'Armée populaire. Sur les questions militaires également, les vues et les exigences de la direction du PCY rencontrèrent l'opposition de la partie idéologiquement saine du Comité central du Parti, conduite par le camarade Enver Hoxha.

Dans le but de briser la résistance du Comité central du PCA, la direction du PCY lui adressa, en juin 1947, une lettre provocatrice. Tito, Secrétaire général du PCY y attaquait ouvertement le Comité central du PCA, l'accusant de déformer la ligne du Parti et prétendant qu'en Albanie «se cristallisait une seconde ligne, d'orientation anti-yougoslave». En lançant cette accusation, la direction yougoslave visait à renforcer ses positions affaiblies au sein du PCA et à fournir à son agent, Koçi Xoxe, une arme pour combattre le Secrétaire général et les autres camarades aux vues saines dans la direction, qui auraient été, insinuaient-ils, les principaux responsables des atteintes portées à la ligne du Parti.

La lettre du Comité central du PCY fut soumise a l'examen du Bureau politique. Koçi Xoxe et Pandi Kristo ne réfutèrent pas l'accusation de la direction yougoslave mais n'osèrent pas non plus la soutenir ouvertement. Le Bureau politique la rejeta. Il chargea le camarade Enver Hoxha de rédiger la réponse au Comité central du PCY, en qualifiant l'accusation formulée

par celui-ci de nullement fondée et la jugeant une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du PCA.

Après quoi, les choses s'aggravèrent encore davantage. La direction du PCY multiplia les actes d'ingérence dans les affaires intérieures du PCA et accentua sa pression sur celui-ci. Pour appuyer cette action, elle inventa de nouveaux prétextes.

Au début de 1947, le Comité central du PCA donna pour directive aux organes de l'Etat d'entreprendre l'élaboration d'un plan biennal (1948-1949) de développement de l'économie. Le Parti partait de l'état réel des choses en Albanie, des possibilités intérieures, du niveau des études qui avaient été faites en la matière et de l'expérience que les organes d'Etat avaient pu acquérir pour la préparation d'un plan à moyen terme.

Ne tenant pas compte de cette situation, la direction du PCY demanda obstinément que l'Albanie, elle aussi, élaborât un plan à long terme (quinquennal), à l'image de celui de la Yougoslavie. Allant plus loin, elle fixa au Gouvernement de la République populaire d'Albanie l'orientation qu'il devait suivre pour ce plan, montrant par là qu'elle considérait l'Albanie comme une république yougoslave. Selon cette orientation, l'économie de la République populaire d'Albanie ne devait pas se développer indépendamment, mais s'intégrer dans celle de la Yougoslavie. L'Albanie ne devait pas créer et développer sa propre industrie nationale, mais se contenter de produire des matières premières agricoles et d'extraire des minerais destinés à être transformés en Yougoslavie. En échange, l'Albanie recevrait de la Yougoslavie des produits industriels qui lui étaient nécessaires. Cette orientation visait à exploiter l'économie albanaise, à l'assujettir à l'économie yougoslave et à en faire un appendice de cette dernière.

Le Comité central du Parti communiste d'Albanie rejeta aussitôt cette orientation qui lui était suggérée. Il approuva en principe l'élaboration d'un plan quinquennal, mais accompagna son approbation de directives données au gouvernement. Selon celles-ci, le plan devait avoir pour objectifs la création et le développement d'une industrie nationale, l'électrification du pays, le développement de l'agriculture sur des bases socialistes, et aussi s'appuyer principalement sur les forces intérieures ainsi que sur l'aide de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire.

Le Parti entreprit des démarches concrètes en vue de raffermir et d'étendre les relations politiques et économiques de la

République populaire d'Albanie avec l'URSS et les pays de démocratie populaire. Or ces démarches se heurtèrent à l'opposition de la direction du PCY, qui cherchait à maintenir l'Albanie isolée de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire.

En juillet 1947, une délégation gouvernementale conduite par le camarade Enver Hoxha se rendit à Moscou pour y conférer avec le gouvernement soviétique. A l'issue des entretiens, l'Union soviétique accorda à la HP d'Albanie un crédit pour l'équipement de son agriculture en tracteurs et autres machines agricoles, ainsi que pour la construction de plusieurs importants établissements industriels.

La direction yougoslave, invoquant comme prétexte le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle existant entre les deux pays, tenta d'entraver la conclusion de l'accord avec l'URSS. Elle alla jusqu'à faire demander à l'ambassade albanaise par le représentant de la Yougoslavie à Moscou de lui remettre les copies de cet accord, la prévenant sur un ton de menace que l'Albanie ne devait conclure aucune convention sans l'approbation du gouvernement yougoslave. Le gouvernement albanais protesta contre cette nouvelle intervention dans les affaires intérieures du pays.

La juste orientation donnée au gouvernement par le Comité central du Parti pour l'élaboration du plan ainsi que la visite de la délégation gouvernementale à Moscou servirent de prétexte à Tito pour formuler une nouvelle accusation contre le Parti communiste d'Albanie. En novembre 1947, il accusa le gouvernement albanais d'avoir élaboré un plan quinquennal autarcique et non réaliste, qui détachait l'économie albanaise de l'économie yougoslave. Il dénonça de façon détournée l'aide matérielle et morale reçue directement de l'URSS et accusa ouvertement le camarade Enver Hoxha d'avoir modifié, à son retour de Moscou, la politique albanaise à l'égard de la Yougoslavie. L'orientation vers l'Union soviétique était définie comme anti-yougoslave. Il était imputé au PCA d'avoir soi-disant permis la création en Albanie d'un front anti-yougoslave, d'être responsable de la grave détérioration des rapports entre le peuple albanais et les peuples de Yougoslavie. Enfin, le camarade Nako Spiru en particulier était accusé de collaborer avec l'ennemi!

Ces nouvelles accusations étaient un nouveau coup très rude porté au PCA. Elles ébranlèrent profondément la direction du Parti et aggravèrent à l'extrême la situation déjà tendue

qui s'était créée au sein du Bureau politique, fournissant à la fraction de Koçi Xoxe le moyen de détruire le Parti dans ses fondations. Et en vérité, Koçi Xoxe, Pandi Kristo et Kristo Themelko[1] se firent les plus ardents défenseurs des thèses yougoslaves. Cherchant à priver le camarade Enver Hoxha de tout appui et soutien, Koçi Xoxe s'abstint de convoquer certains membres à la réunion que tint le Bureau politique pour examiner ces accusations.

En outre, au lieu de dévoiler les raisons de l'ingérence de la direction yougoslave et de rejeter ses accusations montées de toutes pièces, Koçi Xoxe et Pandi Kristo soutinrent ces accusations et concentrèrent les discussions sur la «trahison» de Nako Spiru. Ce n'était là qu'une manœuvre visant à camoufler le rude coup porté au Parti communiste d'Albanie et à son Secrétaire général par la direction yougoslave, ainsi que les objectifs de cette dernière.

Dans cette situation envenimée et dans des circonstances très pénibles pour lui, le camarade Nako Spiru, incapable de tenir, comme les communistes doivent le faire en toute circonstance, se suicida.

Afin de raffermir les relations avec les pays engagés dans la voie du socialisme, une délégation gouvernementale albanaise ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha se rendit, en décembre 1947, à Sofia et y signa un Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la RP d'Albanie et la RP de Bulgarie.

La direction du PCY chercha à contrecarrer la conclusion de ce Traité. Par l'intermédiaire de Koçi Xoxe, qui était membre de la délégation albanaise, elle s'employa à en faire formuler la teneur de façon que toute action commune de l'Albanie et de la Bulgarie fût subordonnée à l'approbation préalable de la Yougoslavie. Cette exigence pressante de Koçi Xoxe fut repoussée. Dans l'impossibilité d'empêcher la conclusion du Traité et d'en altérer le solide esprit, la direction yougoslave mit tout en œuvre pour en diminuer la valeur.

Se prononçant pour le raffermissement des liens avec les partis communistes frères sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien, le plenum du Comité central du

1 Kristo Themelko reconnut ses erreurs et fit son autocritique après que la trahison de la direction du PC de Yougoslavie eut été pleinement mise à nu en juin 1948.

PCA approuva totalement, en octobre 1947, la Déclaration et la Résolution de la Conférence consultative de plusieurs partis communistes et ouvriers, qui s'était tenue à la fin de septembre 1947 à Varsovie, et la création du Bureau d'information issu de cette Conférence. Le PCA se montra prêt à échanger son expérience et, le cas échéant, à coordonner ses actions avec celles des partis communistes et ouvriers frères. Le Comité central devait, en temps voulu, solliciter l'admission du PCA au Bureau d'information (Kominform).

Dévoilement des plans antimarxistes et anti-albanais de la direction yougoslave

Le suicide de Nako Spiru porta un grand préjudice au Parti et aggrava encore la situation tendue qui s'était créée dans la direction du Parti. La clique révisionniste yougoslave exploita cet incident comme «une preuve de la véracité» de ses accusations et lança une nouvelle attaque contre la ligne du PCA, son unité et son Secrétaire général.

Dans ces circonstances, Koçi Xoxe, se posant en «sauveur» du Parti, prépara, avec l'appui direct de la direction du PCY, le 8e plenum du Comité central du PCA. Les thèses antimarxistes et antialbanaises du Comité central du PCY, formulées sous forme de programme dans un discours prononcé par Koçi Xoxe à l'Ecole du Parti, servirent de plate-forme à ce plenum. Durant les préparatifs de la réunion plénière, Koçi Xoxe intensifia les persécutions contre les cadres sains et éprouvés du Parti, qui en défendaient la juste ligne, et lança une campagne de dénigrement contre les communistes intellectuels. A travers les organes de la Sûreté de l'Etat qu'il dirigeait personnellement, il recueillait ou inventait des griefs à la charge des cadres dirigeants qui ne se conformaient pas à ses vues et qui devaient être condamnés au 8e plenum.

Juste à ce moment, la direction yougoslave, par l'intermédiaire de Savo Zlatić, son représentant en RP d'Albanie, présenta au Comité central du PCA son plan d'«union de l'Albanie et de la Yougoslavie sur la base d'une fédération». Celle-ci devait englober aussi «les autres peuples des Balkans, la Bulgarie en particulier». D'après ce plan, la fédération, à ses débuts, devait prendre corps dans le domaine des «relations économiques» par la «fusion des économies nationales» et «l'élaboration de plans communs». L'«unification des armées» devait être également réalisée. Plus tard, serait en-

visagée «la création d'un Etat unique», ce qui était prétendument «la volonté des peuples et des partis».[1] C'est sur les thèses de ce plan que le groupe de Koçi Xoxe appuya les préparatifs du plenum du Comité central.

L'activité hostile des titistes et de leur officine, dirigée par Koçi Xoxe, contre le Parti communiste d'Albanie, atteignit son paroxysme à ce 8e plenum du Comité central du PCA, qui se tint en février 1948.

Koçi Xoxe et Pandi Kristo considérèrent en fait le camarade Enver Hoxha comme le principal responsable de la voie soi-disant erronée dans laquelle le Parti s'était engagé. Koçi Xoxe évoqua une prétendue fraction à la tête du Parti, qui agissait «sous les yeux du Secrétaire général»! Il alla jusqu'à laisser entendre que cette fraction avait à sa tête le camarade Enver Hoxha lui-même! Ces menées portaient un coup sévère à la position de celui-ci et à l'unité du Parti.

Le plenum approuva l'établissement, entre l'Albanie et la Yougotslavie, de liens économiques qui menaient tout droit à la liquidation de l'Etat albanais. Il fut avancé l'idée de l'unification des deux armées. On tenta ouvertement de détacher l'Albanie de l'Union soviétique et l'on vit se manifester des tendances antisoviétiques.

Le 8e plenum aggrava encore les erreurs dans la structure et la vie intérieure du Parti. Les méthodes organisationnelles de la direction du Parti furent de plus en plus remplacées par des méthodes militaires et policières.

La résistance du Comité central du PCA pour défendre la ligne du Parti fut brisée à ce plenum par la pression de la direction yougoslave. Le plenum accepta les accusations de Tito, formulées en novembre 1947. La juste ligne politique et économique du Parti fut gravement violée, l'indépendance et la souveraineté nationales directement mises en péril. Le 8e plenum créa un terrain propice pour la réalisation du plan yougoslave de colonisation de l'Albanie. Ce plenum constitue une tache sombre dans la glorieuse histoire du PCA.

Après le plenum, le groupe de Koçi Xoxe se mit obstinément à la tâche pour donner vie au plan yougoslave. Il hâta ses préparatifs pour jeter le discrédit sur les cadres dirigeants

---

1 Thèses de Savo Zlatîć sur l'union de l'Albanie et de la Yougoslavie, présentées au CC du PCA, 5 décembre 1947. Notes de l'entretien. ACP.

du Parti et de l'Etat qui contrecarraient l'ingérence et les pressions des révisionnistes yougoslaves, allant même jusqu'à préparer la suppression physique de ces cadres.

La direction et l'activité des organisations de masse furent orientées sur une fausse voie. On vit s'affirmer des tendances à désagréger l'organisation de la jeunesse. Les unions professionnelles furent dépouillées d'un certain nombre d'attributions et se transformèrent en un appareil purement bureaucratique.

Des méthodes policières furent introduites dans l'appareil d'Etat. Les organes de la Sûreté de l'Etat furent placés au-dessus du Parti.

Les titistes, croyant avoir complètement soumis le PCA, s'ingéraient maintenant plus ouvertement et brutalement dans les affaires intérieures du Parti et de l'Etat albanais. La commission de coordination des plans se transforma pratiquement en un second gouvernement. Les sociétés mixtes albano-yougoslaves devenaient des entreprises purement yougoslaves. Une commission spéciale de contrôle vint de Yougoslavie avec pour mission d'aider à l'intégration de l'économie albanaise dans l'économie yougoslave, cette intégration devant servir de base à l'union politique des deux pays. Cependant, le groupe de Koçi Xoxe lançait une vaste campagne de propagande pour «l'union et la fraternisation» avec la Yougoslavie, dans le but de présenter cette union, lorsqu'elle se réaliserait, comme un acte soi-disant accompli de par la volonté même du peuple albanais.

La direction yougoslave et la fraction de Koçi Xoxe demandèrent instamment au Comité central du Parti et au gouvernement de renvoyer les conseillers militaires soviétiques. Elles posèrent enfin devant le Bureau politique du Comité central du PCA la question de la création d'un Haut Commandement unique des armées albanaise et yougoslave devant avoir pour chef Tito et demandèrent que fût approuvée l'application du plan d'union de l'Albanie et de la Yougoslavie. Malgré la grave situation créée au sein du Bureau politique et la pression extrême exercée par les titistes et leurs tenants, ces demandes antimarxistes et antialbanaises, à la suite de la ferme opposition de principe du camarade Enver Hoxha, furent repoussées.

La direction yougoslave, sentant que ses intentions pouvaient être rapidement percées à jour et considérant la résis-

tance du PCA, chercha à parvenir à ses fins par l'intimidation. Invoquant comme prétexte le prétendu danger d'une prochaine attaque de la part de la Grèce contre l'Albanie, elle demanda à y dépêcher d'urgence plusieurs divisions de l'armée yougoslave. Ainsi l'occupation de l'Albanie serait devenue un fait accompli et aurait permis aux titistes de briser les résistances à son annexion. Cette demande fut soutenue par Koçi Xoxe et son groupe. Avec Ranković, un des plus proches collaborateurs de Tito, ils avaient même projeté d'annoncer officiellement la venue des troupes yougoslaves, après qu'elles se seraient fixées sur le territoire albanais, comme un acte s'insérant dans le cadre du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle!

Mais ce plan yougoslave ne fut pas non plus mené à terme. Le camarade Enver Hoxha soumit cette question à l'examen de la direction du Comité central. Sur sa proposition, la direction se prononça contre l'entrée de divisions yougoslaves en Albanie. Cette décision historique sauva le pays de l'effusion de sang qu'eût entraînée la venue des troupes yougoslaves, elle le sauva d'une nouvelle servitude.

Le camarade Enver Hoxha fit part à Staline de la demande de la direction yougoslave d'envoyer plusieurs divisions en Albanie et de la fin de non-recevoir opposée à cette demande par le Comité central du PCA, de même qu'il l'avait auparavant informé des graves interventions de Tito et de divers fonctionnaires yougoslaves dans les affaires intérieures du PCA et de l'Etat albanais.

Le Parti et l'Etat traversaient des moments extrêmement difficiles. C'est précisément à cette heure que le PCA fut mis au courant des lettres que le Comité central du PCUS avait envoyées au Comité central du PCY.

La direction yougoslave y était sévèrement critiquée pour son attitude antisoviétique, pour le fait qu'elle suivait une ligne opportuniste menant à la restauration du capitalisme, pour violation des normes léninistes dans la vie intérieure du Parti et pour l'arrogance et la présomption de ses dirigeants.

Ces lettres furent d'une haute importance pour le PCA et le peuple albanais. «Au moment le plus grave de l'âpre conflit qui opposait le Comité central du PCA et les dirigeants du PCY, conflit provoqué par les dirigeants antimarxistes yougoslaves, l'aide que le Parti bolchévik de l'Union soviétique... prêta à notre Parti et à tous les autres partis communistes

frères était salvatrice pour notre peuple et notre Parti communiste.»*

A la lumière de ces lettres, le Comité central du Parti vit maintenant dans toute leur clarté le caractère et les objectifs de l'ingérence yougoslave en Albanie.

La réunion du Kominform tenue en juin 1948 contribua grandement à dénoncer l'activité révisionniste et chauvine de la direction du PCY. Le Kominform aboutit à la juste conclusion que la direction du PCY s'était écartée du marxisme-léninisme pour s'engager dans la voie de la révision de celui-ci, qu'elle avait trahi le socialisme et glissé vers les positions du nationalisme bourgeois. Partant de cette situation, le Kominform condamna la direction du PCY comme traître à la cause du socialisme et de l'internationalisme prolétarien.

Le Comité central du PCA souscrivit pleinement à la résolution du Kominform «sur la situation au sein du Parti communiste de Yougoslavie». Par un communiqué spécial, il condamna la voie de trahison, antisoviétique et anti-albanaise de la direction du PCY.

Cette attitude du Comité central fut approuvée par le Parti tout entier. Toutes les organisations du Parti exprimèrent, dans leurs réunions, leur confiance inébranlable dans le Comité central et son Secrétaire général, le camarade Enver Hoxha.

Le 11e plenum du Comité central du PCA. Ecrasement de l'ingérence yougoslave et de l'activité hostile de Koçi Xoxe

Après que les desseins hostiles des révisionnistes yougoslaves eurent été dévoilés, les relations économiques et politiques entre l'Albanie et la Yougoslavie devaient être épurées de tout élément d'exploitation et de soumission, dans leur esprit comme dans leur contenu concret. A cet effet, le Parti communiste d'Albanie demanda que, à l'exception du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, tous les autres accords fussent revus. La direction yougoslave n'ayant pas tenu compte de cette juste demande, le gouvernement albanais se vit contraint de déclarer nuls et non avenus les accords économiques conclus entre les deux pays.

---

* Communiqué du Comité central du Parti communiste d'Albanie, 29 juin 1948, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 476.

En septembre 1948, le 11e plenum du Comité central du Parti communiste d'Albanie se réunissait afin de neutraliser complètement l'ingérence yougoslave et les déformations de la ligne politique et organisationnelle du Parti. Participaient également à ce plenum les membres et les membres suppléants du Comité central qui en avaient été injustement exclus par le 8e plenum.

Ce plenum procéda à une vaste analyse de la ligne politique et de l'activité du Parti, mit à nu les raisons des erreurs commises et définit les mesures à prendre pour opérer le tournant dicté par les nouvelles circonstances historiques.

Le plenum estima juste la ligne politique suivie par le Parti depuis sa fondation. Les quelques déformations qui s'étaient fait jour après la Libération étaient la conséquence de l'ingérence yougoslave. C'est cette ingérence et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe, qui, dans la période consécutive à la guerre, avaient faussé dans l'ensemble, la ligne organisationnelle du Parti.

Les principales décisions du 2e plenum et toutes les décisions du 8e plenum furent définies comme antimarxistes, nocives et, en tant que telles, condamnées et invalidées.

Le plenum s'arrêta longuement sur les relations du Parti et de l'Etat albanais avec le Parti et l'Etat yougoslaves. Il dénonça sévèrement les visées national-chauvines et colonialistes des révisionnistes yougoslaves à l'encontre de la République populaire d'Albanie. Le Comité central fit en outre son autocritique pour la confiance excessive qu'il avait témoignée à la direction du Parti communiste de Yougoslavie.

Le plenum estima injustifié le maintien du Parti dans une condition de semi-clandestinité, même maintenant qu'il était devenu le parti dirigeant du pouvoir. Le fait que le programme du Parti était couvert par celui du Front démocratique, que les membres du Parti maintenaient secrète leur qualité de membre et que les directives du Parti étaient rendues publiques comme décisions du Front démocratique, fut qualifié de grave erreur. Ces pratiques, empruntées au PCY, affaiblissaient le rôle dirigeant du Parti dans toute la vie du pays et menaient à sa destruction.

L'absence de statuts du Parti, qui avait permis l'introduction arbitraire en son sein des pratiques et méthodes antimarxistes de la direction yougoslave, fut estimée nocive. En

conséquence, il fut jugé nécessaire d'élaborer un tel texte fondamental.

Le plenum imputa à Koçi Xoxe une lourde responsabilité pour avoir appuyé sans réserve les titistes et avoir déformé la ligne organisationnelle du Parti. Cumulant les fonctions de secrétaire à l'organisation du Parti et celles de ministre de l'intérieur, Koçi Xoxe avait profité de cette double charge pour assujettir le Parti au contrôle des organes de la Sûreté de l'Etat, pour y appliquer des méthodes de direction policières. Cette pratique avait entraîné de graves violations du centralisme démocratique et l'étouffement de la critique et de l'autocritique de principe. Les organes dirigeants du Parti n'étaient pas élus, mais nommés d'en haut. Ils ne rendaient pas compte de leur activité devant la masse des communistes. Le contrôle de celle-ci sur les organismes dirigeants faisait défaut. Dans bien des cas, les droits des membres du Parti étaient foulés aux pieds. La discipline était plus mécanique que consciente. La direction collégiale du Parti avait été remplacée par des directives et des ordres individuels.

Des erreurs et des défauts sérieux se manifestaient dans la politique à l'égard des cadres. Le sectarisme, le régionalisme et le favoritisme prévalaient. Les cadres n'étaient pas, comme ils devaient l'être, tenus pour un bien précieux du Parti. Le travail pour leur éducation et l'accroissement de leurs capacités était en fait totalement négligé. Tous les anciens cadres, capables et jouissant d'autorité, travaillaient dans l'appareil central, alors que les organes locaux du Parti et du pouvoir étaient considérablement affaiblis.

Cette grave situation au sein du Parti avait aussi fortement marqué toute la vie du pays. En sa qualité de ministre de l'intérieur, Koçi Xoxe avait toléré de graves violations de la légalité socialiste et des droits démocratiques des travailleurs. Les organes du ministère de l'intérieur, surtout ceux de la Sûreté de l'Etat, étaient devenus des organes tout-puissants, exemptés de tout contrôle. Par leurs actions arbitraires et nocives, ils se détachaient de plus en plus du peuple.

Les organismes du Parti et de l'Etat avaient en diverses occasions adopté une attitude politique erronée à l'égard de la petite bourgeoisie patriote et de la couche des intellectuels. De sévères mesures économiques entraînant l'élimination prématurée des petits commerçants par la voie administrative

avaient été prises. Des patriotes issus des couches moyennes citadines et rurales, qui s'étaient battus sous la conduite du Parti pour la libération de la patrie, étaient injustement déclarés ennemis. Par suite de l'activité hostile menée par des éléments intellectuels isolés, un large cercle d'intellectuels avait été frappé de façon arbitraire.

Il s'agissait là d'erreurs aux conséquences très graves, qui suscitaient parmi les masses populaires un sentiment d'insécurité et affaiblissaient les liens du Parti avec celles-ci et le Front démocratique.

Le 11e plenum du Comité central du Parti communiste d'Albanie mit fin à toutes les déformations et erreurs dans la ligne politique et organisationnelle du Parti.

Il réhabilita le camarade Nako Spiru comme militant du Parti et prit des sanctions contre Koçi Xoxe, Pandi Kristo et plusieurs autres membres du groupe fractionniste. Il fut décidé que tous ceux qui, en vertu de l'orientation donnée par le 8e plenum, avaient été promus à des postes de direction dans le Parti et dans l'administration de l'Etat, devaient regagner leurs anciens postes; tous ceux qui avaient fait l'objet de sanctions injustes furent disculpés et rétablis dans leurs fonctions antérieures. Les membres exclus du Parti en infraction à ses règles furent réintégrés en son sein.

Le 11e plenum réaffirma sa ferme intention de poursuivre, à l'avenir également, une politique d'amitié et d'étroite coopération fraternelles avec l'Union soviétique et le Parti bolchévik conduits par Staline, qui étaient à la tête du camp socialiste et du mouvement ouvrier révolutionnaire démocratique et anti-impérialiste dans le monde. Le Parti avait pour tâche d'étudier l'expérience de l'édification socialiste en Union soviétique et de l'appliquer de façon créatrice dans les conditions de l'Albanie.

Les organisations du Parti furent chargées de mener un vaste travail de propagande pour faire comprendre aux masses travailleuses que les principaux ennemis de la République populaire d'Albanie et de l'humanité entière étaient les impérialistes américains et anglais, pour leur expliquer la trahison de la direction révisionniste yougoslave, Tito en tête, envers le marxisme-léninisme et le camp socialiste, ainsi que son activité hostile à l'encontre du Parti communiste d'Albanie et de la République populaire d'Albanie.

Le plenum décida de reprendre la publication du *Zëri i popullit*, l'organe du Comité central du Parti.

Dans le but de normaliser la vie du PCA, il fut décidé d'en légaliser immédiatement l'existence, de convoquer son Ier Congrès et de mettre en pratique les principes marxistes-léninistes en matière d'organisation.

Le 11e plenum du Comité central du PCA marqua le début d'un tournant très prononcé dans la vie du Parti et fut d'une grande portée pour les destinées du pays. Il rétablit l'unité dans la direction et rehaussa considérablement l'autorité du Parti. Les décisions du plenum, qui, pour la première fois, furent publiées dans la presse, secouèrent de leur torpeur et mirent en mouvement toutes les organisations du Parti, stimulèrent l'initiative et la hardiesse des communistes et accrurent leur confiance en leurs propres forces.

Des mesures furent prises en vue d'éliminer l'influence des révisionnistes yougoslaves dans le secteur socialiste de l'économie. De nouveaux statuts des coopératives agricoles furent élaborés et de nouvelles lois promulguées, qui régissaient et stimulaient l'essor économique des campagnes dans la voie du socialisme. Certains éléments de coopération capitaliste empruntés aux révisionnistes yougoslaves, furent éliminés. Les nouveaux statuts supprimaient la répartition des revenus à raison de la superficie de la terre et calculaient la rémunération exclusivement sur la quantité de travail fourni, limitaient le nombre des bêtes productives et la surface du lopin individuel des coopérateurs. L'Etat apporta un plus grand soin à l'organisation et à la bonne marche des coopératives agricoles.

A cette époque, le Parti et les travailleurs avaient concentré toute leur attention sur les préparatifs du Ier Congrès du Parti communiste d'Albanie. Les masses laborieuses redoublèrent d'ardeur dans leur travail créateur afin d'avoir accompli le plan économique à la date du Congrès. L'enthousiasme révolutionnaire qui s'était emparé du peuple aida beaucoup le Parti à porter à un haut niveau la préparation de son Congrès.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DU PARTI POUR LA TRANSFORMATION DE L'ALBANIE DE PAYS AGRAIRE ARRIERE EN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL

(1948—1955)

1. LE Ier CONGRES DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, TOURNANT HISTORIQUE DANS LA VIE DU PARTI ET DU PAYS

Le Ier Congrès du Parti communiste d'Albanie tint ses assises à Tirana du 8 au 22 novembre 1948. A ce Congrès, participaient 563 délégués à voix délibérative et 299 à voix consultative; ils représentaient 29.137 membres et 16.245 stagiaires.

Le rapport d'activité du Comité central, qui fut présenté par le Secrétaire général du Parti, Enver Hoxha, analysait toute l'activité du Parti depuis sa fondation. Le rapport définissait la politique du Parti pour la période à venir. L'esprit de parti prolétarien dont le rapport ôtait empreint et l'attitude de principe marxiste-léniniste qui y était adoptée à l'égard des problèmes fondamentaux du Parti donnèrent aux délégués au Congrès une juste orientation et déterminèrent la bonne marche de ses travaux.

Dénonciation et condamnation des révisionnistes yougoslaves

Le Congrès s'attacha en particulier à dénoncer et à condamner les vues et les pratiques antimarxistes des révisionnistes yougoslaves, car, comme le relève sa Résolution, toutes les graves

erreurs constatées dans la vie du Parti avaient eu pour principale source «la pression et l'ingérence inacceptables de la direction trotskiste yougoslave». Sans dénoncer et condamner leurs attitudes et leurs actions antimarxistes et antialbanaises, il était impossible de mener jusqu'au bout le tournant amorcé au 11e plenum du CC.

Le PCA voyait bien que beaucoup d'attitudes de la direction yougoslave après la Libération ne se conciliaient pas avec la théorie marxiste-léniniste et le socialisme scientifique, que la voie suivie en Yougoslavie n'était pas la voie léniniste de l'édification socialiste. Ayant pris connaissance des lettres de Staline au CC du PCY, il se persuada pleinement que dans ce pays on ne construisait pas le socialisme, mais qu'on y développait le capitalisme.

L'Etat yougoslave d'après-guerre n'était pas une dictature du prolétariat mais l'Etat d'une nouvelle classe bourgeoise alliée à la vieille bourgeoisie yougoslave. Dans cet Etat l'armée et le ministère de l'intérieur avec l'UDB avaient affirmé leur toute-puissance comme une dictature de type fasciste.

Le PCY avait été mis lui aussi sous le contrôle direct du ministère de l'intérieur et de l'UDB. Toutes les normes marxistes-léninistes de l'édification et du rôle dirigeant du parti prolétarien y étaient violées. Le parti lui-même s'était ainsi transformé en un organe d'Etat qui avait pour mission d'opprimer la classe ouvrière et les autres masses travailleuses.

Les titistes, indiqua le Congrès, avaient cherché de toutes leurs forces et par tous les moyens à imposer aussi au Parti communiste d'Albanie leur idéologie, leur politique et leurs méthodes antimarxistes. A cette fin, ils avaient organisé, entre autres, le groupe de comploteurs de Koçi Xoxe. Ils étaient ainsi parvenus à faire pénétrer dans le PCA nombre de leurs vues et de leurs pratiques étrangères au marxisme-léninisme et au socialisme scientifique, en ce qui concernait les questions organisationnelles, mais souvent aussi les questions économiques et politiques. Le maintien injustifié du Parti dans la semi-clandestinité durant les premières années qui suivirent la Libération était la conséquence de cette influence. Malgré tout, les pressions et l'ingérence des révisionnistes yougoslaves ne parvinrent pas à affecter la politique prolétarienne du Parti sur la lutte de classes, sa politique économique et sa ligne politique révolutionnaire dans son ensemble.

En démasquant et condamnant les révisionnistes yougo-

slaves, le Congrès démantela aussi le groupe de traîtres conduit par Koçi Xoxe.

Au cours de l'analyse de la Résolution du 11e plenum à laquelle procédèrent les organisations du Parti, nombre de faits et documents furent révélés, qui jetaient la pleine lumière sur les menées hostiles de Koçi Xoxe, Pandi Kristo, etc., sur lesquels retombait la plus lourde part de fautes en tant que valets de la direction révisionniste yougoslave. Aussi les communistes jugèrent-ils trop légères les sanctions arrêtées contre eux par le 11e plenum du CC et ils demandèrent que des mesures plus sévères, radicales, fussent prises à leur encontre. Le Congrès, exprimant la volonté de tous les communistes, exclut Koçi Xoxe et Pandi Kristo du Parti, pour s'être efforcés, par leur action hostile, «en entière collaboration avec le groupe nationaliste-trotskiste de Tito et de Ranković, de démanteler notre Parti, de détruire l'indépendance de notre pays et de réduire notre République populaire à une colonie yougoslave et à une république bourgeoise vassale de l'impérialisme...»*

En ce qui concerne l'attitude envers la Yougoslavie, le Congrès se prononça fermement pour la préservation de l'amitié avec les peuples yougoslaves, amitié créée dans la lutte commune de libération contre les occupants fascistes et pour la poursuite d'une lutte idéologique et politique intransigeante contre le groupe de traîtres révisionnistes de Tito.**

Orientations fondamentales pour l'édification des bases du socialisme

Le Congrès, posant la nécessité de mener jusqu'au bout la lutte contre les déformations de la ligne politique résultant de l'ingérence hostile de la direction yougoslave, définit les principales orientations en vue de l'édification des bases du socialisme.

La tâche fondamentale sur le plan économique consistait à tirer le pays de son état très arriéré par un rapide essor des forces productives.

La réalisation de cette tâche ne pouvait être conçue sans l'industrialisation socialiste et l'électrification du pays, qui en constituaient les éléments fondamentaux. L'industrialisation était une nécessité impérieuse dictée par le besoin de créer

* Résolution du Ier Congrès du PCA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 575.

** Ibid., pp. 563-564.

une base matérielle et technique entièrement nouvelle dans l'économie nationale, d'élargir la production marchande intérieure, de préparer les conditions propices à la réorganisation de l'agriculture sur des bases socialistes, de renforcer les rangs de la classe ouvrière de manière qu'elle pût consolider ses positions dirigeantes. L'industrialisation socialiste devait servir directement à sauvegarder les conquêtes de la révolution, à la faire avancer et à garantir l'édification de la société socialiste.

L'industrialisation socialiste devait être accomplie à des rythmes rapides pour permettre de rattraper dans les plus brefs délais le retard hérité du passé, d'assurer le développement indépendant de l'économie et d'obtenir une élévation notable du niveau de vie matérielle et culturelle des masses laborieuses. Pour mener à bien cette tâche, on devait en premier lieu s'appuyer sur la mise en valeur maximale des richesses du sol et du sous-sol, améliorer et réorganiser l'industrie existante, tout en l'enrichissant d'une série de branches et d'établissements nouveaux.

En même temps qu'il mettait l'accent sur l'industrialisation socialiste, le Congrès attacha une grande importance à la nécessité de tirer l'agriculture de son état de sous-développement et d'en promouvoir l'essor. La seule voie pouvant assurer la pleine réalisation de cette tâche était celle de la réorganisation, sur des bases socialistes, des zones rurales. Après que les erreurs commises dans le domaine de la collectivisation eurent été critiquées, le Congrès recommanda au Parti de porter ses efforts «sur le renforcement du secteur socialiste dans l'agriculture (fermes d'Etat) et sur la collectivisation graduelle, mesurée et librement consentie, de la terre dans les campagnes, par la voie des coopératives agricoles de production, celles-ci devant bénéficier de l'appui politique, économique et organisationnel de l'Etat.»* Les conditions pour une collectivisation à grande échelle n'étant pas encore arrivées à maturité, l'action du Parti en ce domaine devait se guider sur le mot d'ordre «en matière de collectivisation nous ne devons ni nous hâter, ni marquer le pas.»

Le niveau de développement des exploitations individuelles, qui constituaient la forme d'exploitation la plus répandue dans

---

* Résolution du I[er] Congrès du PCA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 565.

l'agriculture, étant peu élevé, il fut jugé nécessaire de prêter une aide multiple au paysan individuel pour promouvoir l'accroissement de la production agricole.

Dans le même temps, le Congrès recommanda de ne pas oublier un seul instant le danger de développement du capitalisme dans les campagnes, que créait la prépondérance des exploitations individuelles. Il donna la directive d'appliquer une politique de limitation économique et d'isolement politique des éléments capitalistes ruraux.

Dans la mise en œuvre de sa politique rurale, le Parti devrait se guider sur le mot d'ordre léniniste: «Appui sur le paysan pauvre, alliance avec le paysan moyen, lutte contre le koulak.»

Le développement du pays dans la voie du socialisme exigeait la poursuite de la lutte pour liquider le retard dans le domaine de la culture, pour approfondir la révolution culturelle et idéologique. En cette matière, il fallait prendre toutes les mesures pour mettre en œuvre l'enseignement primaire obligatoire, étendre l'enseignement secondaire et professionnel en particulier, créer toutes les conditions requises pour le développement de renseignement supérieur et former des cadres supérieurs dans le pays même et à l'étranger.

Après avoir critiqué les tentatives des révisionnistes yougoslaves et du groupe de Koçi Xoxe pour introduire dans le domaine de l'instruction, de l'art et de la culture, un esprit de négation des traditions et des valeurs culturelles du peuple albanais, le Congrès donna en ce domaine les principales orientations qui devaient constituer le fond même du développement de la révolution culturelle. L'instruction et la culture devaient devenir le bien du peuple, servir les grandes masses laborieuses, et, tout en s'appuyant sur les valeurs nationales, se doter d'un profond contenu socialiste. Dans l'enseignement, l'art et la culture, le Parti devait combattre l'influence de l'idéologie bourgeoise et s'appuyer puissamment sur la science marxiste-léniniste.

Le Congrès examina et approuva le projet de directives du plan biennal de développement économique et culturel pour les années 1949-1950. La réalisation de ce plan devait préparer graduellement les conditions qui permettraient de passer à des plans de développement économique à plus long terme.

L'effort principal au cours du plan biennal devait porter sur le développement de l'industrie, développement auquel fu-

rent alloués 47 pour cent de la totalité des investissements du plan. La première place dans ce domaine était dévolue à l'accroissement des productions minières et en particulier du pétrole et du bitume, la seconde revenait au développement de l'industrie légère. Il était prévu de construire dans ces deux années un complexe de textiles, à Tirana, une sucrerie à Maliq, une centrale hydro-électrique à Selitë et plusieurs autres ouvrages. Le développement de l'artisanat et une coopération plus poussée dans ce secteur devaient remplir un rôle important pour surmonter les difficultés d'approvisionnement de la population en articles industriels.

Dans l'agriculture, on prévoyait d'accroître les productions agricoles grâce à l'extension des superficies ensemencées, à l'élévation des rendements, à l'extension de la mécanisation et des travaux de bonification, etc.

Renforcement et démocratisation ultérieurs du pouvoir populaire

Le Congrès souligna que pour mener à bien l'œuvre de construction des bases du socialisme, il était absolument nécessaire de consolider et de démocratiser plus avant le pouvoir, de renforcer l'Armée populaire et la Sûreté de l'Etat.

La division du pouvoir en conseils de district et conseils de ville, les premiers s'occupant principalement des problèmes ruraux et les seconds surtout des problèmes urbains, fut définie comme une erreur de principe. Cette mesure administrative, empruntée aux révisionnistes yougoslaves, avait entraîné une rupture artificielle entre les travailleurs citadins et les travailleurs ruraux. Afin de remédier à ce défaut, le Congrès donna la directive de faire fusionner sans retard les conseils de district et ceux des villes de façon que les organes locaux du pouvoir pussent s'occuper de tous les problèmes de la vie économique et politique du district.

Le Congrès critiqua le dualisme Pouvoir-Parti et la situation irrégulière qu'il avait engendrée. Ce dualisme était en effet à l'origine de la sous-estimation et de l'affaiblissement du rôle des organes du pouvoir, de l'accentuation de la bureaucratie et du retard apporté au règlement des affaires courantes. Les conseils populaires avec leurs Comités exécutifs devaient user de tous les droits que leur conférait la loi pour rehausser leur rôle.

Les desseins et l'action hostiles des impérialistes et de leurs valets contre la RPA, entourée de tous côtés par des Etats hostiles, faisaient un devoir à notre Parti et à notre

peuple de garder constamment les yeux ouverts et d'accroître incessamment la capacité de défense du pays.

A cet égard, le Congrès donna la directive de renforcer l'Armée populaire sous tous les aspects, de faire en sorte qu'elle et le peuple soient toujours mieux préparés au combat. Il donna pour orientation de mener la préparation militaire et politique de l'armée conformément à des programmes fondés sur l'idéologie et la science militaire marxistes-léninistes, sur l'expérience de l'Armée de libération nationale albanaise et de l'art militaire stalinien, en les adaptant aux conditions du pays.

L'un des problèmes les plus ardus qui se posaient à l'époque était l'élimination des erreurs relevées dans l'activité des organes de la Sûreté de l'Etat, la mise de ces organes sur la bonne voie et leur renforcement ultérieur, vu que, dans les années qui venaient de s'écouler, ils avaient été touchés plus que tout autre secteur par l'ingérence yougoslave et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe. Le Congrès approuva l'ensemble des mesures prises par le Parti après le 11e plenum du Comité central, en vue d'éliminer les méthodes de police dans les organes de la Sûreté et de les épurer des éléments qui s'étaient rendus coupables de fautes graves. En particulier, il souligna que l'arme de la Sûreté devait mener ses activités sous la conduite et le contrôle directs du Parti et que la légalité socialiste devait être préservée.

En même temps, le Congrès recommanda que l'analyse des erreurs dans lesquelles était tombée la Sûreté de l'Etat fût faite dans un esprit de parti. La Sûreté avait rendu de précieux services pour la sauvegarde des conquêtes de la révolution. La condamnation de ses erreurs ne devait nullement mettre en cause son caractère indispensable ni se transformer en une lutte contre les gens de la Sûreté en général. Ceux qui s'étaient fourvoyés devaient être aidés par le Parti afin de corriger leurs erreurs. Le Congrès mit en garde contre le fait que l'ennemi de classe tenterait d'exploiter la situation créée pour affaiblir les organes de la Sûreté et «le Parti [devait] œuvrer à ce que l'arme de la Sûreté de l'Etat soit renforcée le plus possible, car elle est l'arme bien-aimée du pouvoir dirigé par le Parti, l'arme qui protège le Parti et le pouvoir contre l'activité hostile des ennemis extérieurs et intérieurs.»*

---

* Résolution du Ier Congrès du PCA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t.. 1, p. 567.

Dans la ligne de sa politique intérieure révolutionnaire, le Congrès définit une politique extérieure marxiste-léniniste qui découlait de la nature même de l'Etat socialiste et répondait aux intérêts du peuple et de la Patrie. Cette politique avait pour premiers objectifs l'amitié et la coopération avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes, l'appui à apporter aux peuples qui luttaient contre l'impérialisme pour sauvegarder et assurer leur indépendance nationale, les efforts à fournir pour la sauvegarde de la paix et l'établissement de relations de bon voisinage avec les autres pays.

Les statuts du PTA

Cette ligne politique juste ne pouvait être mise en œuvre que si toutes les déformations organisationnelles étaient éliminées et si l'on élaborait une ligne organisationnelle marxiste-léniniste. Le rétablissement des normes marxistes-léninistes devait parfaire le tournant dans la vie du Parti.

Le Congrès décida de changer la dénomination du Parti communiste d'Albanie en celle de **Parti du Travail d'Albanie (PTA)**. Cette modification se rapportait à la composition sociale de la population du pays et à celle du Parti et elle n'altérait en rien ni le caractère ni les buts de celui-ci. La paysannerie constituait en Albanie la majorité, soit quelque 80%, de la population. Ce fait se reflétait également dans le Parti, dont la grande masse des membres étaient des travailleurs ruraux. Le Parti du Travail d'Albanie devait être le prolongement du Parti communiste.

Les normes et les règles de structure de la vie intérieure du Parti prirent corps dans les statuts du Parti du Travail d'Albanie qui furent adoptés par le Congrès.

L'introduction des statuts du Parti formulait dans leurs grandes lignes les objectifs du Parti: l'objectif proche — l'édification du socialisme; l'objectif final — l'édification du communisme.

Les statuts réaffirmaient le rôle dirigeant du Parti tant dans le pouvoir que dans toute la vie politique, économique et culturelle du pays.

La structure du Parti et toute sa vie intérieure reposaient sur le principe du centralisme démocratique. Les circonstances de la Lutte de libération nationale n'avaient permis à l'époque qu'une application limitée de ce principe fondamental. Après la Libération, il fut gravement violé par l'ingérence des révision-

nistes yougoslaves et par l'activité du groupe de Koçi Xoxe. Le Congrès recommanda au Parti d'«appliquer» ce principe et de le «préserver comme la prunelle de ses yeux»*.

Les statuts assuraient l'unité organisationnelle et idéologique du Parti et la définissaient comme une condition indispensable pour lui permettre de préserver et de renforcer l'union des masses laborieuses autour de lui et le mettre en état d'atteindre ses objectifs.

Dans ce document fondamental, étaient formulés pour la première fois les devoirs de tout membre du Parti en tant que combattant d'avant-garde dans la lutte pour l'édification du socialisme dans le pays, pour le renforcement incessant de l'union du peuple dans le Front démocratique et pour la défense de la République populaire d'Albanie. En particulier, il y était souligné que tout communiste avait pour devoir de s'ériger en «exemple de bonne conduite et de morale», ainsi que de maintenir et de resserrer constamment ses liens avec les masses, de se distinguer comme dirigeant de celles-ci.

Les statuts définissaient les règles d'admission au Parti sur la base des conditions sociales du pays à l'étape de la construction des bases au socialisme. Aucune personne exploitant le travail d'autrui ne pouvait être admise au Parti. Pour l'admission des travailleurs, il était prévu des exigences graduées en fonction de l'origine et de l'appartenance sociale du candidat, la priorité étant accordée aux ouvriers et aux paysans pauvres.

L'adoption des statuts représentait un grand événement pour le Parti, dont la vie intérieure, pendant sept ans. avait été uniquement régie par décisions, des circulaires et des directives.

Les statuts créaient une sûre garantie de ne plus voir tolérer à l'avenir de violation des normes léninistes de la vie intérieure du Parti. Le Congrès fixait pour tâche de «combattre toutes les attitudes tendant à la violation des règles et des principes organisationnels du Parti, tels qu'ils sont définis dans ses statuts»**.

En vue de renforcer le travail idéologique, des directives

---

* Résolution du I[er] Congrès du PCA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 1, p. 570.

** Ibid., p. 573.

furent données et des mesures concrètes furent prises en vue de promouvoir l'étude du marxisme-léninisme et de l'histoire du Parti à travers les formes d'enseignement pratiquées dans le Parti, les cours, l'Ecole du Parti et l'étude individuelle.

Il élut le nouveau Comité central du Parti, composé de 21 membres et de 10 membres suppléants. Le Bureau politique du Comité central comprenait neuf membres. Enver Hoxha fut réélu Secrétaire général du Parti.

Les travaux du Congrès furent d'un haut niveau idéologique, et menés dans un sain esprit de critique et d'autocritique. La large et active participation des délégués à la discussion des problèmes, basée sur les principes du marxisme-léninisme, contribua à la juste solution des questions fondamentales de la politique et de la vie intérieure du Parti.

Tout en condamnant l'ingérence des révisionnistes yougoslaves et l'activité trotskiste de Koçi Xoxe, le Congrès ne permit pas qu'on passât à l'extrême opposé. Il définit comme très néfastes et condamna les tentatives de Gjin Marku pour fausser complètement l'orientation des travaux du Congrès. Spéculant sur le fait que le Parti avait déclaré la guerre au trotskisme et au révisionnisme, Gjin Marku s'évertua à réfuter toute la ligne politique antérieure du Parti, il accusa tous les principaux cadres dirigeants du Parti d'être eux-mêmes atteints de trotskisme et chercha à les assimiler à Koçi Xoxe et à les faire sévèrement condamner. Il visait par là à changer la direction du Parti, à se présenter comme son «sauveur» et à en prendre la tête. D'autres aussi, qui avaient commis de lourdes fautes à l'égard du Parti, adoptèrent la même attitude, espérant ainsi dissimuler leur propre responsabilité et apparaître innocents. Le camarade Enver Hoxha, dans son intervention, aida les délégués à percer à jour les véritables intentions de Gjin Marku et des autres éléments aux vues malsaines, à bannir tout désarroi et à faire en sorte que les travaux du Congrès conservent jusqu'au bout leur esprit révolutionnaire et de principe.

Le Ier Congrès du Parti accentua encore davantage et consacra le tournant inauguré par le 11e plenum du Comité central dans la vie intérieure du Parti et du pays. Il assura au Parti une ligne générale juste marxiste-léniniste et arma les travailleurs d'un programme scientifique pour la construction des bases du socialisme.

Le Congrès couronna la victoire du marxisme-léninisme sur l'opportunisme et le trotskisme, et arma le Parti d'une grande expérience de lutte contre le révisionnisme moderne.

Il consolida l'unité du Parti et affermit sa fidélité au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien.

Le Ier Congrès envisagea également les grandes difficultés économiques et politiques que rencontrerait le Parti pour mener à bien les tâches qui lui étaient assignées. Il le prépara à affronter tous les obstacles.

Les matériaux du Congrès furent étudiés et discutés parmi le peuple tout entier. Les masses travailleuses embrassèrent totalement la ligne du Parti, elles critiquèrent hardiment les erreurs antérieurement commises, exprimèrent au Parti leur dévouement et leur détermination de mettre en œuvre son programme.

2. RENFORCEMENT DES LIENS UNISSANT LA CLASSE OUVRIERE ET LA PAYSANNERIE DANS LA LUTTE CONTRE LES DIFFICULTES

Le Comité central prit aussitôt une série de mesures indispensables en vue de traduire dans les faits le tournant marqué par le Congrès. Il fut procédé à la revision de toutes les lois, ordonnances, etc. En outre, des cadres expérimentés et jouissant d'autorité furent dépêchés des organes centraux aux organes locaux du Parti et du pouvoir. La fusion des conseils des villes et de ceux des districts mit fin à la rupture qui s'était créée entre la ville et la campagne.

Des organisations de base du Parti furent créées au niveau des centres de production. Le Parti aiguilla les organisations de masse sur la bonne voie. Il fut remédié aux erreurs commises en relation avec le Front. On en définit correctement la structure organisationnelle et les tâches, qui furent formulées dans les nouveaux statuts du Front démocratique d'Albanie. Le Parti brisa à temps les tendances apparues après le Congrès chez certains communistes qui estimaient que le Front devait être supprimé, sous prétexte que le travail politique auprès des masses était effectué par les Unions professionnelles, les organisations de la jeunesse et des femmes! Le Front démocratique en tant que forme d'organisation des larges masses, désor-

mais devenue une solide tradition, devait jouer à l'avenir un grand rôle pour la préservation et le renforcement incessant de l'unité politique du peuple dans la lutte pour l'édification socialiste du pays et pour la défense de la Patrie.

Conformément à l'orientation donnée par le Ier Congrès du Parti communiste d'Albanie, le Congrès d'unification de la Jeunesse, qui se tint à Shkodër en septembre 1949, décida la fusion de la Jeunesse communiste et de la Jeunesse populaire[1] en une organisation unique qui prit le nom d'**Union de la Jeunesse du travail d'Albanie**. Le Parti assigna pour tâche essentielle à l'UJTA de maintenir vivace et de développer encore davantage parmi les larges masses de la jeunesse l'esprit révolutionnaire élevé qui l'avaient caractérisée durant la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération. Tout en se maintenant à la pointe de l'édification socialiste, la jeunesse était appelée à se tourner vers le domaine de l'enseignement, de la culture et de la technique, en vue de la promotion de cadres nouveaux dotés d'une haute préparation idéologique et technico-professionnelle.

Le Parti consacra un plus grand soin à l'éducation de la classe ouvrière, qui croissait constamment dans le flot de l'industrialisation socialiste du pays, pour la rendre capable de mener à bien son rôle de classe dirigeante de l'édification de la société socialiste. Le IIe Congrès des Unions professionnelles, tenu en octobre 1949, servit à promouvoir cette éducation.

La politique du Parti en matière de stockage et d'approvisionnement

Le problème le plus pressant qui se posait au Parti, celui qui, à l'époque, constituait le maillon essentiel dans la série de tâches qu'il avait à affronter, était le renforcement des liaisons économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie et l'accroissement immédiat des forces productives de l'agriculture. Dans un pays comme l'Albanie, où prédominaient les petites exploitations rurales, il était impossible de sortir de cet état arriéré et de construire le socialisme, sans améliorer la situation de l'agriculture, sans la développer et la faire progresser. L'industrie ne pouvait être mise sur pied sans que fussent assurés son approvisionnement en matières pre-

1 «Jeunesse populaire» était la nouvelle appellation que s'était donnée l'UJAA à son IIIe Congrès, tenu en octobre 1946.

mières et celui de la classe ouvrière en produits alimentaires.

Pour parvenir à cette fin, il fallait avant tout mettre en œuvre une politique susceptible de stimuler l'accroissement des productions de l'agriculture et de l'élevage.

Le système de stockage et d'approvisionnement en vigueur, loin de pouvoir résoudre ce problème, était devenu un obstacle au développement des forces productives à la campagne. Bien que la loi reconnût au paysan le droit de vendre librement ses excédents de principaux produits agricoles, après avoir livré les quantités dues à l'Etat, à la vérité, il lui restait peu ou pas du tout d'excédents, surtout de céréales. Cet état de choses avait pour effet qu'il ne montrait pas l'intérêt voulu pour accroître sa propre production. En outre, l'ancien système de rationnement, qui munissait les paysans également de cartes d'approvisionnement pour les articles industriels, exerçait une influence négative dans ce domaine. De ce fait, le paysan producteur ne se sentait pas obligé de porter aux coopératives d'achat-vente les produits non assujettis aux livraisons obligatoires. En raison de la pénurie de produits industriels sur le marché libre, la paysannerie hésitait à s'acquitter des livraisons obligatoires à l'Etat. Koulaks et spéculateurs avaient mis à profit cette situation. L'Etat leur accordant des cartes de rationnement, qui leur permettaient d'acquérir les articles de première nécessité, ils entretenaient un marché noir d'échange des produits agricoles et des produits industriels et exploitaient les masses travailleuses citadines et rurales.

Les liens économiques entre la campagne et la ville allaient s'affaiblissant. Les ouvriers commençaient à considérer les paysans comme des spéculateurs. De leur côté, les organes du pouvoir étaient souvent contraints, pour assurer l'accumulation des livraisons dues, de prendre des mesures administratives à l'égard des paysans. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie était mise en péril.

En vue d'écarter ce danger et de renforcer plus encore l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, le Comité central du Parti prit une série d'importantes mesures économiques en faveur des campagnes, telles l'augmentation du crédit agraire, l'extension des travaux de bonification, l'aide prêtée par les SMT, etc. Toutefois, ces mesures ne pouvaient résoudre complètement le problème dans des conditions où la petite propriété privée prédominait encore dans les campagnes. Cette alliance pouvait être encore resserrée principalement par l'é-

largissement des rapports commerciaux à travers l'échange des produits industriels et des produits agricoles. Ces rapports étaient plus compréhensibles et plus avantageux pour le paysan. Le Parti concrétisa sa politique en ce domaine par l'institution du **nouveau système de stockage et d'approvisionnement**, qui fut approuvé par le Comité central en janvier 1949.

Selon le nouveau système de stockage, la quantité de produits que le paysan était obligé de livrer à l'Etat était déterminée en fonction de l'étendue et de la qualité de la terre qu'il cultivait. Il ne devait remettre qu'une partie des excédents de ses produits végétaux et animaux, le surplus étant laissé à sa libre disposition. Ce système stimulait le développement des forces productives dans l'agriculture et l'élevage. Dans les nouvelles conditions, le paysan, sachant d'avance la quantité de produits qu'il devait livrer à l'Etat, s'efforçait de produire le plus possible pour disposer du maximum d'excédents.

Ce nouveau système de stockage satisfaisait une bonne partie des besoins de l'Etat en céréales et autres produits végétaux et animaux. L'Etat s'en assurait encore une autre partie par l'application du nouveau système d'approvisionnement, qui permettait de régulariser les échanges des produits industriels et des produits agricoles et d'élevage et l'approvisionnement des travailleurs des villes en articles de première nécessité. Ce système se fondait sur l'organisation de trois types de marché. **Le marché garanti d'Etat** approvisionnait, conformément aux cartes de rationnement, les travailleurs des villes. **Le marché réciproque** approvisionnait la paysannerie en lui offrant la possibilité d'y échanger les excédents de ses produits avec des produits industriels. **Le marché libre**, où les prix étaient bien plus élevés, avait pour fonction de pourvoir aux besoins de la catégorie de personnes dépourvues de cartes et de satisfaire les demandes de marchandises, non couvertes par le marché garanti et le marché réciproque.

Le nouveau système d'approvisionnement opéra une différenciation entre les travailleurs et les parasites, stimula le passage à la production d'une force de travail accrue dans les villes comme dans les campagnes, épargna une grande quantité de céréales auparavant distribuées sans critère ou gaspillées.

Pour être fructueusement appliqué, le nouveau système de stockage et d'approvisionnement requérait le renforcement et l'activation du commerce d'Etat et coopératif. Pour adapter

le commerce à ce système, il fut procédé à sa réorganisation. En outre, les nouvelles formes instituées dans le commerce servaient directement aussi à activer et à développer l'industrie légère.

Afin d'assurer une meilleure organisation du commerce, une juste et rapide distribution des marchandises, le Parti veilla particulièrement à la formation des cadres et lança, en rapport avec ce problème, le mot d'ordre: «Que les communistes apprennent à faire du commerce.»

La même attitude fut également adoptée à l'égard du petit commerce et de l'artisanat privés. Dans les conditions où le commerce et l'industrie socialistes n'étaient pas en état de satisfaire tous les besoins des travailleurs, il était nécessaire d'activer aussi dans une certaine mesure le petit commerce privé, cela dans l'intention de mieux pourvoir aux besoins des travailleurs.

Permettre le développement du petit commerce et de l'artisanat privés signifiait tolérer une certaine ranimation des éléments capitalistes. Mais tout danger pour l'économie socialiste venant du secteur capitaliste était écarté grâce au contrôle systématique que l'Etat exerçait sur ce secteur. Par ailleurs, le secteur capitaliste n'avait pas une part notable dans l'économie nationale et n'était pas en mesure de concurrencer l'économie socialiste.

Le nouveau système de stockage et d'approvisionnement était un très important élément constitutif de la politique économique du Parti, qui aidait directement au développement de toutes les branches de l'économie nationale. Ce système apportait une juste solution au problème du renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La lutte contre les difficultés pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement

La mise en œuvre du nouveau système de stockage et d'approvisionnement se heurta à de grandes difficultés. Ce système matérialisait aussi la politique du Parti tendant à limiter les éléments capitalistes des villes et des campagnes au profit des masses laborieuses. Les nouvelles ordonnances frappaient le koulak d'impôts complémentaires et lui coupaient la voie de la spéculation. Ce fut là une des principales raisons pour lesquelles les koulaks, dès le début, se dressèrent con-

tre le nouveau système de stockage et d'approvisionnement. Ils s'efforcèrent d'en fausser le contenu et de susciter l'hostilité de la paysannerie à l'égard du pouvoir populaire en exploitant le fait que le paysan, au début de l'application de ce système, en ignorait les avantages et que la propagande du Parti en ce domaine était encore faible. Ils usèrent de mots d'ordre tels que «le nouveau système n'est avantageux que pour les ouvriers et les employés», «le pouvoir laisse les paysans sans pain et sans vêtements, ne travaillez donc pas inutilement vos terres», «le temps est venu où les paysans pauvres vont mourir de faim», «ne livrez pas de céréales»! Afin de dissimuler leur activité hostile, les koulaks, d'une part, s'acquittaient de toutes les obligations du plan de stockage, et d'autre part, incitaient les paysans pauvres et moyens à ne pas livrer leurs produits. Il se trouva des paysans qui, à l'instigation des koulaks, refusèrent de semer les céréales prévues par le plan, s'imaginant ainsi se soustraire à l'obligation d'en livrer la quantité fixée, sans comprendre que ces redevances n'étaient pas définies en fonction de la quantité des produits récoltés, mais de la superficie de la terre cultivable.

Dans les campagnes, des résistances se manifestèrent également contre l'application des ordonnances gouvernementales sur les livraisons obligatoires d'autres produits agricoles et d'élevage, en particulier de la viande. Au cours de la discussion de la résolution du Ier Congrès, certains travailleurs du Parti, critiquant les erreurs apparues dans le passé, avaient laissé entendre que les livraisons obligatoires seraient supprimées à l'avenir, ce qui eut une influence négative dans ce domaine.

Il se trouva aussi des communistes qui donnèrent dans le piège tendu par les koulaks. Ne comprenant pas l'importance du nouveau système et les perspectives qu'il ouvrait au développement de l'économie dans son ensemble et de l'agriculture en particulier, ils craignaient qu'il ne portât préjudice aux paysans pauvres. Il y eut des secrétaires d'organisation de base, des communistes et des membres de conseils populaires, qui, sous la pression des koulaks, glissèrent vers des positions opportunistes et reculèrent devant les difficultés dans l'exécution des ordonnances de stockage. D'autres tombèrent dans le pessimisme, se «lamentant» auprès du Comité central et du camarade Enver Hoxha, que «les ordonnances du gouvernement sur le stockage n'étaient pas justes», que «l'agriculture allait à sa ruine», que «les paysans étaient mécontents», etc.

La lettre ouverte du camarade Enver Hoxha «sur certains problèmes de la campagne», parue en mars 1949 dans le *Zëri i Popullit*, eut une grande portée pour modifier la situation. Cette lettre expliquait pourquoi ce nouveau système était indispensable et soulignait surtout les perspectives qu'il ouvrait pour l'essor de l'agriculture et de l'économie nationale en général.

Le camarade Enver Hoxha attira l'attention des organisations du Parti sur l'activité hostile des koulaks. Les koulaks n'étaient pas en mesure de soutenir la lutte contre le pouvoir populaire par leurs seules forces; il leur fallait des alliés, des gens qui suivent et propagent leurs mots d'ordre. Aussi, cherchèrent-ils à généraliser leur mécontentement, à le communiquer à la paysannerie tout entière et à la soulever contre le pouvoir populaire. La lettre appelait les communistes à se tenir à la pointe de la lutte pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement, à ne pas plier devant les difficultés et, par leur travail d'explication, à annihiler les effets de l'activité des ennemis de classe parmi la paysannerie.

Le camarade Enver Hoxha critiqua les communistes qui n'avaient pas une claire perspective de l'essor des campagnes, de leur acheminement dans la voie du progrès et de la prospérité, qui restaient les esclaves d'une mentalité arriérée, en alléguant que «notre paysan ne demande rien de plus que le pétrole et le sel que l'on produit dans le pays». Il dénonça le caractère réactionnaire de cette thèse, qui détournait la paysannerie de son objectif et de ses efforts pour accroître son bien-être, qui assombrissait les perspectives de développement de l'agriculture et d'édification du socialisme à la campagne. Il expliqua que «le Parti conduit le peuple au socialisme, vers une vie heureuse et prospère», et qu'«il ne le ramène pas au moyen âge», que «le Parti œuvre et pour le présent et pour l'avenir». Les conditions d'existence des paysans ne pouvaient être améliorées sans que fussent construites des fabriques, des usines, des centrales électriques, sans que l'agriculture fût mécanisée dans tous ses secteurs, et ces objectifs ne pouvaient être atteints que si l'agriculture était capable d'approvisionner la ville en produits agricoles nécessaires, et l'industrie en matières premières.

Le mal, expliquait le camarade Enver Hoxha, ne résidait pas dans la teneur des ordonnances de stockage et d'approvisionnement, mais dans la faiblesse des liens entre les communistes et les masses paysannes, dans l'absence d'un vaste travail d'explication dans les campagnes.

La lettre «Sur certains problèmes de la campagne» eut pour effet d'intensifier la lutte des organisations de base et des comités de district du Parti, en vue d'une juste et pleine application de la décision du Comité central du Parti et des ordonnances gouvernementales sur le nouveau système de stockage et d'approvisionnement.

A la suite de la lettre du camarade Enver Hoxha, les comités du Parti, qui, jusque-là, avaient généralement estimé impossible de mener à bien les tâches que posait le stockage, revinrent à de justes conceptions et renoncèrent à cette attitude. Des mesures de tout ordre furent prises en vue de convaincre les paysans de la justesse du nouveau système et de mener une lutte organisée et plus efficace contre l'ennemi de classe.

La mise en pratique du nouveau système de stockage et d'approvisionnement trouvait aussi un obstacle dans l'insuffisance des réserves d'articles industriels dont disposait l'Etat pour les échanger contre les produits agricoles. De même, les insuffisances dans le fonctionnement des entreprises commerciales avaient empêché une distribution bien organisée des marchandises.

Ces faiblesses avaient aussi leur origine dans le peu d'intérêt que les organisations du Parti témoignaient aux questions économiques. Après le Ier Congrès, elles avaient concentré leur attention sur les questions intérieures du Parti, qui firent l'objet d'une étude minutieuse et reçurent une juste solution. En même temps, les efforts déployés pour réaliser les tâches d'ordre économique étaient insuffisants. En outre, les organisations du Parti avaient encore peu d'expérience en matière de gestion de l'économie. D'où leur manque d'initiative et leur attente que tout fût réglé par les organes centraux. Souvent, les questions économiques étaient envisagées sous un angle fort étroit, avec pour seul objectif la satisfaction des besoins immédiats.

Le Comité central critiqua ces comportements erronés et demanda aux organisations du Parti de s'employer à assurer une organisation solide et une direction politique des questions

économiques, de rejeter l'opinion selon laquelle tout pouvait être réglé par des meetings et des manifestations. Des critiques furent également formulées contre le point de vue erroné qui avait commencé à se propager chez certains cadres du Parti et de l'Etàt et selon lequel on ne pouvait faire progresser notre économie qu'en s'appuyant principalement sur l'aide venant de l'extérieur.

Dans ces conditions, le Parti dut mener un travail intense pour raffermir la confiance des cadres et des travailleurs dans leurs propres forces, ancrer dans leur conscience la conviction que le facteur décisif pour l'édification du socialisme en Albanie était constitué par les ressources et les forces intérieures, et que l'aide extérieure ne représentait qu'un facteur complémentaire.

En vue de satisfaire les besoins des travailleurs en produits industriels et agricoles, le Parti prit des mesures pour renforcer l'artisanat coopéré. Soucieux de stimuler l'accroissement des productions agricoles et animales, le Conseil des ministres affecta aux semailles de l'automne 1949 un crédit particulier et, à la suite de rectifications apportées à la classification des terres, réduisit de 15% le fonds global des denrées exigées poru l'année en cours au titre des livraisons obligatoires.

Le Parti se rendait clairement compte qu'il ne pouvait mener à bien les grandes tâches qu'il avait à affronter, qu'en s'appuyant puissamment sur les masses. Il expliqua ouvertement au peuple toutes les difficultés que le pays traversait et qu'il continuerait de traverser et l'appela à les surmonter. En réponse à cet appel, des milliers de travailleurs des villes et des campagnes rallièrent les brigades de volontaires aux chantiers de construction du combinat des textiles «Staline», de la sucrerie de Maliq et d'autres ouvrages du plan biennal. La détermination du peuple à construire le socialisme se manifesta une fois de plus à l'occasion de l'émission du premier emprunt d'Etat. La souscription à cet emprunt se transforma en effet en une grande action politique de masse où se manifesta l'unité du peuple et du Parti, la fidélité du peuple à la ligne du Parti.

Anéantissement des plans des ennemis extérieurs et intérieurs

Les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves cherchèrent à exploiter par tous les moyens les grandes difficultés économiques que connaissait le pays après le tournant historique marqué

par le Ier Congrès. Ils s'imaginaient que le Parti du Travail d'Albanie ne serait pas en mesure de faire face à la grave situation qu'ils avaient suscitée et que le moment le plus propice était venu pour eux de mettre en œuvre leurs plans sinistres à l'égard de l'Albanie, géographiquement encerclée par des pays hostiles.

La radio et la presse des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de Yougoslavie, de Grèce, etc., déclenchèrent une propagande effrénée de calomnies et de mensonges contre la République populaire d'Albanie, qu'ils qualifiaient «d'agresseur». Par air et par d'autres moyens, les officines d'espionnage impérialistes et yougoslaves répandaient continuellement des tracts, appelant le peuple albanais à se soulever contre son Parti et son pouvoir populaire.

Tout en poursuivant leur activité de propagande, les ennemis extérieurs rassemblaient et organisaient les réactionnaires albanais enfuis à l'étranger. Les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves formèrent avec eux de nouvelles organisations de subversion. Des centaines d'Albanais enfuis à l'étranger furent envoyés en Albanie pour y mener une action contre-révolutionnaire.

Par air, par terre et par mer, tout au long des frontières de notre pays, les provocations se succédaient sans interruption. Cette activité intense avait pour but de préparer le terrain à des attaques armées directes contre la République populaire d'Albanie.

Les agences américaine, anglaise, italienne, grecque et yougoslave coordonnaient leurs plans et leurs menées contre l'Albanie.

Par l'intermédiaire de sa représentation diplomatique à Tirana, la direction révisionniste yougoslave mit en mouvement ses agents en Albanie. Cette représentation devint un centre d'organisation d'actions de subversion et de sabotage économique. Recourant à la propagande et à l'intimidation, elle organisa le passage en Yougoslavie de sujets albanais.

Les réseaux d'espionnage étrangers formèrent des bandes d'agents de subversion avec des éléments réactionnaires et des criminels enfuis revenus de l'étranger ou restés dans le pays. Ces bandes perpétrèrent des actions de terreur, tuèrent des militants du Parti et du pouvoir, notamment le député à l'Assemblée populaire, Bardhok Biba, Premier secrétaire du comité du Parti pour le district de la Mirditë. Elles organisè-

rent l'incendie de dépôts de coopératives agricoles, de bureaux de l'administration et d'écoles dans les campagnes.

Sur le plan diplomatique, les dirigeants titistes recoururent à des pressions et chantages de toutes sortes, afin d'isoler la République populaire d'Albanie. Ils interrompirent le trafic aérien entre celle-ci et les autres pays socialistes, dénoncèrent unilatéralement le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre la Yougoslavie et l'Albanie et demandèrent le départ de la légation d'Albanie de Belgrade.

Les ennemis de classe à l'intérieur du pays, reprenant courage à voir l'activité des impérialistes et des révisionnistes s'intensifier, firent tout leur possible pour créer une atmosphère de crainte et d'incertitude. Ils propagèrent des slogans comme : «la guerre ne tardera pas à éclater», «il existe des désaccords au sein du gouvernement et du Comité central», «la situation va bientôt changer», etc.

Exploitant les erreurs antérieurement commises, les éléments hostiles cherchèrent à saper la ligne du Parti dans son ensemble, à accuser les organes et les cadres dirigeants du Parti et du pouvoir. Ils se prétendaient «injustement frappés» par les réformes et les lois de l'Etat, feignaient de «plaindre le peuple» et de «souhaiter voir réparer tous les torts causés»! La mise en garde lancée par le Ier Congrès contre les déformations que les ennemis de classe pourraient faire de la juste lutte du Parti contre les erreurs et les lacunes afin d'en tirer des avantages pour eux-mêmes, aida à dévoiler à temps leurs tactiques et leurs manœuvres, à défendre le Parti et le pouvoir et en particulier les organes de la Sûreté.

C'est dans ces conditions d'une âpre lutte de classes que, le 2 août 1949, des troupes grecques, appuyées par l'artillerie et l'aviation, attaquèrent soudainement l'Albanie et pénétrèrent de 300 à 400 mètres à l'intérieur de notre territoire. Cette provocation était un véritable acte d'agression et elle avait été conçue pour faire prendre corps aux revendications chauvines grecques portant sur Korçë et Gjirokastër. Les forces armées de la République populaire d'Albanie tinrent tête à cette agression, la brisèrent et anéantirent complètement l'ennemi.

Au moment où l'armée grecque violait les frontières de l'Albanie, le gouvernement yougoslave, de son côté, intensifiait son activité hostile et, à des fins d'intimidation, entreprenait un mouvement de troupes aux frontières septentrionales de l'Albanie, dans les districts de Strugë et d'Ohri. Dans

le même temps, les officines d'espionnage américaine, anglaise et italienne parachutaient un nombre accru d'agents de subversion afin de susciter des troubles sur les arrières de l'Armée populaire. Des éléments réactionnaires dans le pays s'étaient préparés à gagner la montagne. Le gouvernement yougoslave s'était engagé à les armer. Ces groupes, composés de débris du «Balli kombëtar» et du «Legaliteti», furent annihilés avant d'avoir pu déclencher leur «insurrection».

Tous ces faits attestaient que la République populaire d'Albanie se trouvait en présence d'actions agressives coordonnées des monarcho-fascistes grecs, des révisionnistes yougoslaves, des néo-fascistes italiens, sous la conduite et avec l'appui des impérialistes américains et anglais.

En ces moments difficiles, le peuple albanais se rallia encore plus étroitement autour du Parti. Il manifesta sa volonté de défendre à tout prix les conquêtes de la révolution populaire. Des milliers de personnes demandèrent à partir comme volontaires pour combattre les agresseurs l'arme à la main. Par décision du CC du Parti et du gouvernement on remit des armes à des dizaines de milliers de paysans, qui participèrent aux côtés des forces de la Sûreté et des troupes de frontières à l'anéantissement des bandes d'agents de diversion et de criminels. Les masses laborieuses témoignèrent leur fidélité au Parti et au pouvoir populaire en multipliant leurs efforts pour mener à bien les tâches économiques.

La visite du camarade Enver Hoxha dans les régions du Nord en septembre 1949 et ses contacts avec le peuple jouèrent un rôle important pour resserrer les liens du Parti avec les masses et raffermir encore la confiance du peuple dans le Parti et le pouvoir populaire.

3. LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE ET LE RAFFERMISSEMENT DE L'UNITE IDEOLOGIQUE ET ORGANISATIONNELLE DU PARTI ET POUR LA REALISATION DU PLAN BIENNAL

La lutte contre les ennemis de classe intérieurs et extérieurs et contre les difficultés s'entrelaça avec la lutte pour la préservation et le renforcement de l'unité idéologique et organisationnelle du Parti et avec la lutte pour l'exécution des plans de production.

Elimination des déformations et des violations de la ligne du Parti

La compréhension parfois erronée de la démocratie intérieure du Parti, apparue après le tournant effectué dans la vie du Parti, ainsi que la pression exercée par les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs, entraînèrent des violations et des déformations de la ligne du Parti, des infractions à la discipline, un usage abusif de la critique et de l'autocritique.

Le Comité central du Parti prit des mesures immédiates pour mettre un terme à ces manifestations en exigeant l'application rigoureuse des statuts du Parti.

On assainit la situation malsaine créée dans l'organisation du Parti du district de Lushnjë, où avaient pris racine l'esprit de rivalité mesquine, la présomption, l'arrivisme, le libéralisme à l'égard des koulaks, situation que les ennemis de classe avaient d'ailleurs exploitée à leur avantage. Le Comité du Parti fut dissous et les principaux coupables furent exclus des organes dirigeants et radiés du Parti. Des cadres envoyés par le Comité central renforcèrent la direction du Parti dans ce district.

Le Parti dénonça les manifestations d'opportunisme relevées chez certains éléments des organes judiciaires qui, spéculant sur le caractère indépendant de ceux-ci, sous-estimaient le contrôle du Parti et ne tenaient pas compte dans la pratique du caractère de classe de ces organes et du fait qu'ils ne peuvent agir en dehors de la lutte de classe et de la direction du Parti.

C'est à cette époque que fut démasqué le groupe antiparti d'Abedin Shehu et de Niazi Islami. Il avait pour trait de préconiser le défaitisme, la soumission face à la pression de la bourgeoisie, la défiance à l'égard de la ligne du Parti en matière économique. Il considérait le plan biennal comme non réaliste et propageait un esprit de démobilisation parmi les cadres et les ouvriers. Les agissements défaitistes des membres de ce groupe eurent des conséquences négatives sur la réalisation du plan dans l'industrie, en particulier dans les secteurs du pétrole et des transports où ils occupaient des postes de direction. En outre, ils mésestimaient l'histoire du peuple albanais, affichaient une attitude de mépris à l'égard des masses travailleuses et de la classe ouvrière albanaise en

particulier. Ils ne croyaient pas à la capacité défensive du pays ni à l'état de préparation au combat de l'Armée populaire.

Le plenum du Comité central du Parti du Travail d'Albanie tenu en février 1950 démasqua les conceptions et l'activité de ce groupe hostile au Parti et prit des mesures multilatérales afin d'éliminer l'esprit de défaitisme que ce groupe avait propagé.

Grâce à la vigilance du Comité central, il fut aussi possible de découvrir à temps et de frapper l'activité antiparti menée par Gjin Marku et Nexhip Vinçani, qui déformaient la politique du Parti et en sapaient le rôle dirigeant dans l'armée.

Afin de barrer la voie aux violations de la ligne du Parti, de préserver et de renforcer son unité, il était indispensable, entre autres mesures à prendre, de l'épurer d'un certain nombre de membres indignes de ce titre. A cette fin, le Comité central prit, en janvier 1950, la décision sur la vérification des documents du Parti.

La vérification des documents du Parti fut une mesure organisationnelle importante qui servit à en épurer les rangs, à rassembler des données exactes et complètes sur chaque communiste, à mettre de l'ordre dans les questions administratives du Parti. Dans le même temps, elle contribua au renforcement de toute la vie intérieure du Parti et à l'éducation des communistes.

Parallèlement, le Parti veilla avec le plus grand soin à la formation idéologique et politique de ses membres, en particulier de ceux qui y avaient été admis prématurément, de ceux dont le niveau de préparation idéologique et politique était peu élevé, mais qui étaient fidèles et résolus à appliquer sa ligne. De même, le Parti prit des mesures importantes en vue d'élever le niveau d'instruction des communistes.

La IIe Conférence nationale du Parti

Les travaux de la IIe Conférence nationale du Parti du Travail d'Albanie, qui tint ses assises en avril 1950 à Tirana, portèrent sur les moyens de surmonter les difficultés qui entravaient la réalisation du plan biennal et de renforcer le rôle dirigeant du Parti.

La Conférence procéda à l'appréciation de l'ensemble de la situation internationale et intérieure, créée après le Ier Congrès du Parti.

Le rapport des forces dans le monde, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'était considérablement modifié en faveur du socialisme et de la libération des peuples et au détriment du capitalisme et de l'impérialisme.

Le processus des transformations révolutionnaires politiques et économico-sociales dans les pays de démocratie populaire était allé s'accentuant constamment et avait eu pour effet de les convertir en pays socialistes. Un camp socialiste puissant s'était créé, qui englobait l'Union soviétique, l'Albanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la République démocratique allemande, la Hongrie, la République populaire démocratique de Corée, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, la République démocratique du Vietnam.

A ce camp, s'associa aussi la Chine après la victoire de la révolution chinoise et la proclamation de la République populaire de Chine le 1er octobre 1949. Le PTA, de même que tout le mouvement communiste international, considéra alors cet événement comme la plus grande victoire de ce mouvement après celle de la Révolution socialiste d'Octobre. Or le temps devait démontrer que la révolution chinoise ne dépassa pas les limites d'une révolution démocratique bourgeoise et que la Chine ne s'engagea pas dans la voie du développement socialiste.

Malgré tout, la victoire de la révolution chinoise constituait une grande victoire pour toutes les forces anti-impérialistes démocratiques mondiales.

Entre-temps, le capitalisme mondial, l'impérialisme, avec à leur tête les Etats-Unis, redoublèrent d'efforts pour étouffer tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale, surtout pour démanteler le camp socialiste. C'est à cette fin que fut créé, en 1949, le bloc militaire agressif de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Le révisionnisme yougoslave fut également exploité à cette fin.

C'est dans cette action d'agression et de sape contre le socialisme que s'insérait directement aussi l'attaque impérialiste et révisionniste contre l'Albanie, visant au renversement du pouvoir populaire. Les ennemis pensaient que la RPA, ne confinant pas géographiquement au camp socialiste, constituait le point le plus faible de ce camp. Mais le peuple albanais avec son Parti à sa tête firent échouer les plans des ennemis. «Il y a dans le monde, dit le camarade Enver Hoxha à propos de cet

échec des ennemis, des gens qui se demandent: «Comment un petit peuple comme le peuple albanais, entouré de toutes parts de loups fascistes, qui se sont jetés sur lui pour le dépecer et l'étouffer, a-t-il pu résister héroïquement, se battre sur tous les fronts et triompher?» La réponse est simple: si le peuple albanais a résisté, combattu et triomphé comme il triomphera toujours de ses ennemis extérieurs et intérieurs, c'est qu'il est guidé par son glorieux Parti...»*

Les ennemis avaient échoué, mais, soulignait la Conférence, ils n'avaient pas déposé les armes. Au contraire, ils redoublaient d'efforts pour anéantir le socialisme en Albanie. Pour être sûrs de pouvoir déjouer leurs plans à l'avenir également, il fallait renforcer constamment la situation intérieure, de tous les points de vue, politique, économique, militaire et organisationnel.

Analysant la situation intérieure, la Conférence fit ressortir que, malgré les progrès réalisés, le plan de la production pour 1949 dans l'industrie et en particulier pour l'extraction du pétrole n'avait pas été accompli. Cet état de choses était dû à plusieurs causes. Les spécialistes yougoslaves avaient dégazé les champs pétrolifères avant de quitter le pays. L'activité défaitiste du groupe antiparti avait aussi exercé une influence néfaste dans ce domaine. A cela s'ajoutaient des faiblesses dans la gestion de l'industrie et une pénurie de main-d'œuvre.

Les tâches fixées dans l'agriculture n'avaient pas non plus été réalisées.

Afin de remédier à la situation qui en résultait et d'assurer la réalisation du plan biennal, la Conférence donna la directive de dépasser le plan de 1950 dans tous les secteurs de production de manière à couvrir les déficits de 1949 partout où cela s'avérerait possible.

Dans l'agriculture, la Conférence assigna comme tâche essentielle au Parti de mener patiemment un vaste travail politique d'explication et d'organisation en vue de persuader les paysans de semer les cultures nécessaires à l'économie nationale et figurant dans le plan d'Etat.

En même temps, la Conférence rappelait qu'il ne fallait pas négliger la question de la collectivisation, ni non plus

* Enver Hoxha, Rapport à la IIe Conférence du PTA. Œuvres, éd. alb., t. 7, p. 140.

hâter la réalisation de celle-ci. Elle demanda de veiller particulièrement «au renforcement des coopératives agricoles, de telle sorte que celles-ci, par leur exemple, incitent à la mise sur pied de nouvelles coopératives dans nos zones de plaines.»*

Afin de renforcer le rôle dirigeant du Parti, la Conférence prescrivait d'améliorer la méthode de travail et la direction collégiale, de combattre le bureaucratisme et de montrer plus de soin dans la direction politique des affaires économiques et administratives. Critiquant les cas où les organisations du Parti se substituaient aux organes de l'Etat et aux organismes économiques, elle demanda que le rôle dirigeant du Parti fût assuré non point au moyen de cette substitution, mais grâce à un solide travail politique, à un appui et à un contrôle constants dans l'esprit du Parti.

La Conférence critiqua certains cas isolés d'attitude dédaigneuse à l'égard des organisations de masse et les comportements arrogants de certains communistes envers les citoyens. Elle souligna la nécessité de mener un travail incessant pour raffermir les liens entre le Parti et les masses, ranimer les organisations sociales et les conseils populaires, afin d'accroître la participation des travailleurs des villes et des campagnes à la solution des problèmes du gouvernement et de l'économie.

Réalisation du plan biennal 1949-1950. Renforcement de la situation intérieure

Les décisions de la IIe Conférence nationale aidèrent à remédier à bon nombre de défauts dans le travail du Parti et à accroître la mobilisation des communistes et de tous les travailleurs pour l'exécution du plan biennal.

En conséquence, le plan de la production industrielle pour 1950 fut dépassé. Néanmoins, les déficits de 1949 ne furent pas entièrement comblés. Il s'ensuivit que le plan biennal ne fut réalisé qu'à 91 pour cent. Cependant, le taux annuel moyen d'expansion de 10,5 pour cent constituait un grand succès, compte tenu des difficultés exceptionnelles qu'il avait fallu affronter. A la fin de l'année, le volume de la production industrielle avait quadruplé par rapport à 1938.

Par ailleurs, la production agricole au cours des années

* Résolution de la IIe Conférence nationale, 14 avril 1950. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, p. 156.

1949-1950, s'était accrue à un très bas rythme, respectivement, pour chaque année, de 2 et de 2,2 pour cent. Cela s'expliquait principalement par le grand morcellement des terres, où prédominait la petite exploitation individuelle (on ne comptait en 1950 que 90 coopératives agricoles contre 145 000 exploitations individuelles). Pourtant, l'application du nouveau système de stockage, accompagné d'un vaste travail politique d'explication mené par le Parti parmi les masses travailleuses rurales, eut pour effet d'assurer l'amas de la majeure partie du fonds d'Etat de céréales et d'autres produits agricoles.

Ces réalisations dans le domaine de la production et du stockage entraînèrent une amélioration des conditions de vie des masses travailleuses. En 1950, fut décrétée une importante baisse des prix des marchandises du marché d'Etat.

L'âpre lutte menée contre les difficultés et contre les ennemis intérieurs et extérieurs pour l'accomplissement des tâches politiques, économiques, culturelles, militaires, etc., eut pour effet de renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière, de raffermir l'unité entre le Parti et le peuple. On en eut un clair témoignage aux élections à l'Assemblée populaire, qui eurent lieu en mai 1950 et où la participation électorale dépassa 99 pour cent, les candidats du Front démocratique, c'est-à-dire de la ligne révolutionnaire du Parti, recueillant plus de 98 pour cent des voix.

En juillet 1950, l'Assemblée populaire décida d'apporter quelques adjonctions et amendements à la Constitution de la République populaire d'Albanie. Ces dispositions avaient trait aux transformations économiques et sociales qui s'étaient produites en Albanie au cours des quatre années écoulées depuis l'adoption de la Constitution. L'un des articles additionnels de la Constitution était ainsi conçu: «La République populaire d'Albanie est un Etat d'ouvriers et de paysans travailleurs». Un autre nouvel article reconnaissait le rôle dirigeant du Parti dans l'ensemble de la vie du pays.

Le Parti était resté fidèle à sa politique extérieure révolutionnaire. En juillet 1950, l'Assemblée populaire prit la décision de se rallier à l'appel de Stockholm sur le soutien au mouvement de la paix dans le monde et publia, en même temps, une déclaration condamnant l'intervention armée des impérialistes américains en Corée. En janvier 1951, elle adoptait une loi condamnant toute instigation à la guerre d'agression et toute

propagande dans ce sens, définissant ces menées comme «des crimes graves contre l'humanité, contre la paix entre les peuples et contre la patrie».

La lutte contre les manifestations de conciliation avec l'ennemi de classe

Pendant ce temps, les impérialistes américains et anglais avec leurs instruments, les milieux réactionnaires dominants d'Italie et de Grèce, ainsi que les révisionnistes yougoslaves, continuaient furieusement leur action hostile contre la RP d'Albanie; la CIA ayant même élaboré un plan spécial pour renverser le pouvoir populaire en Albanie et détacher le pays du «bloc communiste». A cette fin, ils poursuivaient leur propagande hostile effrénée, leurs provocations frontalières, et continuaient d'envoyer des bandes d'agents de subversion et surtout des espions. Les agents de subversion se livrèrent à une nouvelle série d'actes de terreur, de sabotage et de pillage de l'économie d'Etat et coopérative. En particulier, les ennemis usèrent d'une tactique de pression directe sur les communistes, principalement sur ceux militant dans les campagnes. Ils adressaient à certains des lettres comminatoires, envoyaient à d'autres des agents de diversion qui faisaient brusquement irruption chez eux. Aux comités du Parti affluaient de leur part des plaintes provocatrices contre tel ou tel communiste, contre telle ou telle mesure rigoureuse prise «injustement» à leur égard, et dont ils demandaient l'annulation. Ils poussaient des membres du Parti à enfreindre la morale communiste, à gaspiller et à voler le patrimoine socialiste. Les koulaks cherchaient à se rapprocher des communistes, en se liant à eux par des mariages, en les obligeant par des «secours» matériels, etc.

Face là cette pression, un certain nombre de communistes furent ébranlés, d'autres fléchirent. En conséquence, des manifestations d'indulgence, de clémence et de tolérance à l'égard des koulaks et des autres ennemis de classe se firent jour, on nota chez certains quelques tendances à la conciliation avec eux.

Sous la pression des ennemis de classe on vit aussi céder certains membres du Comité central, notamment Tuk Jakova, membre du Bureau politique et secrétaire du Comité central pour les questions d'organisation. Ce fléchissement de sa part n'avait rien de fortuit. Son activité de communiste avait toujours été marquée par un opportunisme foncier, un manque de vigi-

lance révolutionnaire, par la négligence dans l'accomplissement de ses tâches et son indifférence pour l'élévation de sa formation idéologique.

Au Ier Congrès du Parti communiste d'Albanie, il avait profité de l'occasion que lui offrait la condamnation de l'activité hostile de Koçi Xoxe pour se présenter comme l'un des communistes les plus persécutés par ce dernier et voiler ainsi pour un temps ses propres positions opposées à la ligne du Parti.

Après le Congrès, comme par le passé, Tuk Jakova céda à la pression de la bourgeoisie et, par ses prises de position opportunistes à l'égard de l'ennemi de classe, causa un grand tort à l'activité du Parti. Pour lui, la lutte de classes allait vers son extinction, aucun péril venant des impérialistes américains et des révisionnistes yougoslaves ne menaçait la RP d'Albanie. Il incitait de diverses manières à la mise en œuvre d'une politique modérée à l'égard des koulaks. Il intercédait auprès des organes de l'Etat pour faire des faveurs aux éléments ennemis, pour les faire libérer de prison, il sous-estimait l'activité hostile du clergé réactionnaire catholique et le soutenait de multiples manières.

Tuk Jakova s'opposait à la ligne du Parti dans l'économie, ligne qui accordait la priorité au développement de l'industrie lourde et de l'industrie minière en particulier. Il désapprouvait surtout les investissements dans l'industrie pétrolière. Il estimait que le plan économique, dans certaines branches, ne tenait pas compte des réalités. Son attitude opportuniste et défaitiste avait entravé le travail mené par les organisations du Parti et des masses en vue de la réalisation du plan d'Etat.

Tuk Jakova avait également commis des erreurs impardonnables dans les questions d'organisation du Parti. Ses négligences et ses faiblesses dans l'application des statuts et des décisions du Parti, son style bureaucratique de direction avaient entraîné de sérieux défauts dans l'application de la politique des cadres, dans la méthode de travail des organes et des rouages du Parti comme dans celle des organisations de masse. Cela avait également donné lieu à des infractions aux règles d'admission au Parti, à des cas d'indiscipline et à l'affaiblissement de la critique et de la vigilance.

Il avait soutenu l'idée erronée selon laquelle la vérification des documents du Parti devait être effectuée en dehors du contrôle de la masse des communistes, sans la participation directe des organisations de base.

Le 9e plenum du Comité central qui se tint en février 1951, analysant la situation politique et l'activité du Parti, mit à nu les causes de ces manifestations d'opportunisme à l'égard de l'ennemi de classe et indiqua les voies à suivre pour les combattre. Il dénonça les prises de position antimarxistes et les graves erreurs de Tuk Jakova, le destitua de ses fonctions de secrétaire du Comité central et l'exclut du Bureau politique.

A cette occasion, le Comité central procéda à une saine critique marxiste-léniniste de son travail et remédia aussitôt aux défauts qu'il avait tolérés sous l'influence des attitudes dédaigneuses et opportunistes de Tuk Jakova. Des mesures furent prises afin d'améliorer la direction collégiale, de renforcer la critique et l'autocritique, de demander aux membres du plenum de rendre compte davantage de leurs activités, d'exercer un contrôle plus systématique et plus strict sur l'application des décisions.

Le Parti se mobilisa avec de nouvelles forces pour barrer la voie à toute tendance et manifestation de conciliation avec l'ennemi de classe. Les organisations du Parti se mirent sur des positions plus combatives. L'analyse marxiste-léniniste de la situation politique et du travail du Parti faite par le Comité central, et sa stricte attitude de principe à l'égard de l'opportunisme aidèrent les communistes à comprendre à fond et plus concrètement la nécessité objective de la lutte contre les ennemis de classe, à mieux se garder de tout glissement vers des positions de conciliation avec eux.

Les organisations du Parti s'attachèrent en particulier à appliquer judicieusement sa politique sur la limitation économique et l'isolement politique des koulaks, en entraînant plus largement les paysans pauvres et moyens dans la lutte contre eux. Cette action fut soutenue par l'adoption d'une disposition spéciale prescrivant l'identification précise de tous les koulaks. Les koulaks furent exclus de toutes les formes d'aide dont l'Etat faisait bénéficier la paysannerie et frappés d'impôts encore plus lourds. Il fut décidé qu'en cas de confiscation de leurs biens, un quart en serait distribué gratuitement aux paysans pauvres.

Tout en luttant contre la conciliation avec l'ennemi de classe, le Parti frappa en même temps toutes les manifestations de sectarisme qui suscitaient une confusion politique parmi les masses et entravaient leur mobilisation pour la réalisation des tâches politiques et économiques, pour leur participation à

une lutte active contre les ennemis. De sévères critiques furent adressées aux comités du Parti qui déformaient dans la pratique sa politique en permettant l'adoption de mesures administratives prématurées pour la liquidation immédiate des koulaks en tant que classe et, ce qui était pire, l'assimilation de certains paysans moyens avec les koulaks. Le Parti était contre toute mesure qui eût conduit à une exacerbation artificielle de la lutte de classes, car les ennemis auraient été seuls à tirer profit de pareilles mesures.

En luttant pour surmonter les difficultés, en se battant contre les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves, contre l'ennemi intérieur de classe, contre l'opportunisme, le Parti préserva et renforça son unité idéologique et organisationnelle, enrichit son expérience dans le travail de direction politique de l'édification socialiste du pays.

Efforts pour remédier au retard de l'agriculture

L'un des problèmes qui continuaient d'inquiéter le plus le Parti avait trait au retard de l'agriculture. En dépit de leurs effets positifs, les mesures qui avaient été prises dans les années 1949-1950 ne pouvaient la sortir de son état arriéré. Les rythmes d'expansion de l'agriculture étaient encore lents et la disproportion entre son développement et celui de l'industrie allait s'accentuant. Cet état de choses avait rendu difficile tant la satisfaction des demandes des masses travailleuses en produits agricoles que l'approvisionnement de l'industrie en matières premières.

Le problème des efforts à fournir pour faire rattraper son retard à l'agriculture fut examiné par le plenum du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, qui se tint en avril 1951. Mais le plenum ne traita ce problème que sous un seul angle, aboutissant à la conclusion erronée que les petites exploitations paysannes avaient épuisé toutes leurs possibilités d'accroître leur production agricole. Partant de la juste conception que la coopération était le moyen principal de tirer l'agriculture de son retard, ce plenum décida d'en entreprendre la collectivisation massive. C'était cependant une décision prématurée, qui risquait en fait de compromettre la collectivisation, les conditions pour la réorganisation socialiste de l'ensemble de l'agriculture n'étant pas encore créées. Le Parti rectifia à temps cette décision hâtive. Le plenum du Comité central, qui se réunit de nouveau en mai, souligna que, compte tenu des

conditions concrètes du pays, la tâche essentielle ne consistait pas à étendre la collectivisation des campagnes, mais à renforcer les coopératives agricoles déjà créées et à mettre en valeur toutes les possibilités des petites exploitations rurales pour accroître la production.

Le Parti, faisant une juste appréciation de toutes les conditions, possibilités et moyens existants, arriva à la conclusion que la meilleure voie pour faire progresser l'agriculture dans cette période était le renforcement et le perfectionnement plus poussé des liens économiques entre la ville et la campagne, la réduction de l'écart existant entre le niveau de développement de l'industrie et de l'agriculture.

En 1951, on accrût l'aide accordée à la campagne. Des mesures furent prises en vue de rectifier les erreurs qui avaient été commises dans le cadastre et la classification des terres. Les quantités de céréales dues au titre des livraisons obligatoires furent réduites de 25 pour cent et les exploitations agricoles individuelles disposant de revenus annuels modestes exemptées d'impôts.

Le rapport existant entre les prix respectifs des produits industriels et des produits agricoles étant tel qu'il n'incitait pas la paysannerie à accroître la production et à commercer sur le marché réciproque, le CC du Parti prit la décision d'abaisser les prix des premiers. La nouvelle baisse des prix des articles industriels décrétée en 1951, diminua dans une certaine mesure la disproportion existant entre les prix de ces produits et ceux des produits agricoles.

Dans le même temps, l'on œuvra au renforcement des coopératives d'achat-vente pour en faire de puissantes organisations de masse qui contribuent à resserrer les liens économiques et politiques entre la campagne et la ville.

Les mesures économiques prises pour liquider le retard de l'agriculture furent accompagnées d'un vaste travail politique et organisationnel de la part du Parti.

4. LE IIe CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A REMPLIR POUR FAIRE DE L'ALBANIE UN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL

Le IIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie tint ses assises du 31 mars au 7 avril 1952. Participèrent à ce Congrès 592

délégués avec voix délibérative et 142 avec voix consultative; ils représentaient 44.418 membres et stagiaires. L'effectif du Parti à l'époque de ce Congrès était un peu moins élevé que lors du Ier Congrès, surtout en raison du fait qu'au cours du travail de vérification des documents, 8 pour cent des membres du Parti en furent exclus.

Les directives du premier plan quinquennal

Le Congrès estima que le développement économique et culturel du pays conformément à un plan à plus long terme était parfaitement possible et il approuva les directives du premier plan quinquennal pour 1951-1955.

Ces directives, avant d'être approuvées par le Congrès, furent discutées pendant plus de deux mois dans les organisations du Parti et au cours de réunions publiques des travailleurs dans les villes et les campagnes.

L'élaboration du plan s'appuyait, en premier lieu, sur les propres forces du pays, sur les ressources intérieures, l'expérience acquise et sur les capacités des cadres nationaux. Le plan se fondait également sur l'aide, au premier chef, de l'Union soviétique et des autres pays socialistes. L'aide que l'Union soviétique accordait, à l'époque, à la République populaire d'Albanie visait principalement à développer les forces productives du pays, afin de permettre à l'économie nationale d'aller de l'avant par ses propres moyens. Le Parti appréciait cette aide comme un facteur extérieur important pour l'édification du socialisme chez nous.

Le premier plan posait comme premières tâches à remplir: **d'accélérer les rythmes de construction de la base économique du socialisme et du développement des forces productives afin que, à l'issue du quinquennat, l'Albanie, de pays agraire arriéré qu'elle était, devînt un pays agraire-industriel; de renforcer l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, et d'élever le niveau de vie matériel et culturel des masses travailleuses.**

Le Parti définit comme maillon essentiel de la réalisation de ces tâches la création d'une industrie nouvelle, socialiste. En fait, l'industrialisation du pays avait été amorcée avec le plan biennal, mais ce n'est qu'au IIe Congrès que fut élaboré un grand et vaste programme d'édification des bases de l'industrie socialiste.

Le Parti estima juste le principe selon lequel la production

des moyens de production joue le rôle décisif dans le développement de l'industrie et de l'économie nationale dans son ensemble. Conformément à ce principe, une grande importance fut accordée au développement et à la création des diverses branches de l'industrie lourde. L'objectif fixé ne prévoyait cependant pas le développement simultané de toutes les branches de cette industrie, et ce en raison du fait que le pays ne disposait pas des possibilités économiques et techniques pour le mener à bien. L'outillage nécessaire devait être fourni par les pays socialistes au titre des échanges commerciaux et des crédits accordés. On s'attacherait à développer les branches de l'industrie lourde pour la marche desquelles le pays possédait les ressources naturelles requises, les branches qui présentaient de plus grands avantages économiques et une importance stratégique particulière. Dans les conditions concrètes du pays, l'industrie lourde devait comprendre principalement les mines, l'industrie mécanique, l'industrie électrique et l'industrie des matériaux de construction. Il était prévu en particulier que l'expansion de ces branches devait se faire à des rythmes plus rapides. La première place était dévolue à l'industrie minière.

Du fait que le pays éprouvait un grand et pressant besoin d'articles de consommation courante, et dans le but d'en réduire l'importation, le plan accorda une place importante au développement des industries légère et alimentaire, qui devait surtout s'appuyer sur la mise en valeur des matières premières du pays.

Afin d'assurer la croissance rapide de la production industrielle conformément au plan, les investissements prévus étaient trois fois supérieurs à ceux des années 1946-1950.

Les tâches définies par le IIe Congrès dans le domaine de l'industrie pouvaient être menées à bien si l'on réussissait à vaincre deux obstacles principaux: d'abord, la lenteur du développement de l'agriculture, puis, la pénurie de cadres techniques et le bas niveau d'instruction et de préparation technique des ouvriers. On eut particulièrement soin de surmonter ces obstacles.

Afin d'accélérer l'essor de la production agricole, le Congrès développa et concrétisa les directives du Parti visant à renforcer les coopératives agricoles, à consolider et à agrandir les entreprises agricoles et pastorales, à étendre les SMT et à mécaniser davantage l'agriculture, à accroître l'aide de l'Etat

à la paysannerie travailleuse en crédits agraires et divers autres moyens. Les campagnes devaient être mieux approvisionnées en articles industriels. A cette fin, il serait procédé à un meilleur ajustement du rapport entre les prix des articles industriels et des produits agricoles.

La tâche essentielle fixée pour l'agriculture fut d'accroître la production des céréales panifiables. On décida en outre d'augmenter les surfaces consacrées aux cultures industrielles, exigence naturelle du développement même de l'industrie.

Afin d'assurer la réalisation des tâches à remplir dans l'agriculture, les investissements prévus pour cette période étaient environ deux fois plus élevés que de 1946 à 1950.

Par ailleurs, la révolution culturelle devait se développer à un rythme accéléré, en étroite liaison avec l'essor de l'économie. Au cours du premier quinquennat, le réseau de l'enseignement devait s'étendre considérablement, le nombre total des élèves augmenter de plus de trois fois et demie par rapport à 1938, le nombre des agronomes de plus de cinq fois, et celui des ingénieurs de 18 fois. De même, on devait assurer la formation de plus de 8.500 techniciens moyens et de quelque 54.000 ouvriers qualifiés.

Le Congrès attira l'attention du Parti sur le retard des régions du Nord, notamment de celles de Kukës, Tropojë, Mirditë, Pukëj et d'autres encore, et recommanda de consacrer un soin particulier à leur progrès culturel.

Le plan quinquennal prévoyait la liquidation de l'analphabétisme.

L'accroissement de la production industrielle et agricole devait contribuer à élever le bien-être des masses travailleuses et créer les conditions permettant d'abolir le système de rationnement.

L'Etat dépenserait pour l'élévation du niveau de vie matériel et le développement culturel du peuple environ 3,5 fois plus de fonds qu'au cours des cinq années 1946-1950.

Le premier plan quinquennal marquait une nouvelle phase dans le développement économique et culturel accéléré du pays. Sa réalisation devait créer les conditions indispensables pour son acheminement vers la phase définitive de construction de la base économique du socialisme.

Amélioration de la méthode de direction politique du Parti

Le Congrès jugea que, pour réaliser le I[er] plan quinquennal ainsi que les autres grandes tâches qui se posaient au pays, il était très important de parfaire la méthode de direction politique suivie par le Parti. Il critiqua les manifestations d'opportunisme à l'égard des ennemis de classe, le bureaucratisme, l'accaparement par les comités du Parti du travail incombant aux organismes d'Etat, la pratique d'un travail purement verbal, politiquement faible, l'activation insuffisante de l'ensemble des communistes et des organisations de masse, etc. Le camarade Enver Hoxha y stigmatisait la tendance à régler les problèmes par des réunions interminables et des décisions sans nombre, en ces termes: «On tient réunion sur réunion, qui durent des heures et des jours entiers, mais il n'en reste que fort peu de chose sur le tamis.»*

«On prend des décisions, on en prend même beaucoup, mais elles ne sont pas toutes appliquées. Puis on en prend encore tout autant en vue de mettre en application les décisions antérieurement prises. On adopte encore de nouvelles décisions sur des questions dont il a déjà été délibéré, mais qui sont tombées dans l'oubli. Cela revient à se moquer du travail et des décisions, à faire semblant de travailler en enfantant des décisions, mais en réalité à ne rien faire, à piétiner et à entraver le travail.»**

Se fondant sur l'expérience acquise, le Congrès définit la condition essentielle pour assurer la réalisation du premier plan quinquennal comme suit : «Améliorer et renforcer la direction du Parti dans l'économie. Renforcer et améliorer le travail tendant à rattacher étroitement les problèmes économiques au travail politique. Exercer sans relâche un contrôle systématique et rigoureux sur l'application des décisions et des tâches du Parti et de l'Etat. Lutter pour un travail mieux organisé et pour l'élimination du bureaucratisme dans le travail.»***

Les organes centraux et locaux ainsi que les organisa-

---

* Enver Hoxha, Rapport au II[e] Congrès du PTA, Œuvres, éd. alb., t. 9, p. 185.

** Ibid., p. 184.

*** Résolution du II[e] Congrès du PTA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, pp. 271-272.

rions du Parti furent chargés de revoir et de corriger leur méthode de travail en général. Il fut estimé indispensable que les principes léninistes de la direction collégiale, de l'obligation pour les organes dirigeants de rendre des comptes devant la masse des communistes qui les ont élus, de la critique et de l'autocritique, du rôle des masses travailleuses comme bâtisseurs du socialisme et de leurs organisations comme leviers puissants du Parti, de la formation systématique marxiste-léniniste des membres du Parti, ne devaient pas demeurer seulement des formules théoriques admises et propagées par tous, mais être mis en œuvre avec persévérance et de la façon la plus complète.

En même temps, le Congrès recommanda particulièrement aux communistes d'avoir toujours l'œil ouvert, de ne pas oublier un seul instant la menace que la pression des impérialistes et des titistes du dehors, et des koulaks et des autres ennemis de classe du dedans, faisait peser sur le Parti. L'expérience de la lutte du Parti contre ses propres lacunes et contre l'action de ses ennemis de l'intérieur après la Libération, surtout dans l'intervalle entre les deux Congrès, enseignait que le principal danger était constitué par l'opportunisme de droite, en tant que résultat de la soumission à la pression impérialiste et révisionniste. «Que la déviation de droite, l'opportunisme, soit considérée comme le plus grand danger menaçant notre Parti... sans nullement oublier pour autant le danger de la déviation de gauche... La pression de la bourgeoisie sur notre Parti doit être considérée comme un danger très sérieux qu'il faut combattre constamment avec la plus grande vigueur.»*

La pioche dans une main, le fusil dans l'autre

Le Congrès avertit le Parti et le peuple tout entier que leurs efforts pour la réalisation du premier plan quinquennal se heurteraient à de nombreuses difficultés. Pour les surmonter, il fallait une préparation parfaite, morale et matérielle, politique et militaire.

Les difficultés étaient de diverses sortes. Les difficultés de croissance étaient dues au retard légué au pays par le passé, au manque d'expérience, à l'insuffisante préparation technique et culturelle des cadres et des ouvriers en général. Ces difficultés ne seraient surmontées que grâce à un bon travail

---

* Résolution du II[e] Congrès du PTA. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, p. 277.

d'organisation, à la discipline, à la confiance des masses en la justesse de la ligne du Parti et à la mobilisation de ces dernières.

Les ennemis intérieurs, s'efforçant avec le soutien des ennemis extérieurs de saper le développement du pays dans la voie du socialisme, devaient créer des difficultés. Il fallait les surmonter à travers une lutte de classe acharnée, juste et multiforme dans les villes et les campagnes contre les koulaks, la bourgeoisie, les saboteurs, les voleurs, contre l'idéologie bourgeoise, le bureaucratisme, l'opportunisme, le sectarisme. Tous devaient bien comprendre, soulignait le Congrès, que «la lutte de classes n'est pas éteinte et qu'elle ne s'éteindra pas tant qu'existeront les classes dans notre pays, tant que le socialisme n'aura pas pleinement triomphé».*

Dans le même temps, le Parti et le peuple devaient être parfaitement préparés à affronter les difficultés que susciteraient les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves par leur action hostile directe, multiforme et incessante, contre la République populaire d'Albanie. Les ennemis extérieurs échafaudaient de nouveaux plans pour détruire le système de démocratie populaire en Albanie. Le gouvernement yougoslave, de concert avec les gouvernements grec et turc, à l'instigation et avec le concours des impérialistes américains, préparait la conclusion du pacte des Balkans, pacte agressif dirigé contre l'Albanie.

Dans cette situation, le Congrès réaffirma le mot d'ordre du Parti, mot d'ordre qui était devenu la première devise des masses populaires dans leur activité après la Libération: **«Edifions le socialisme, en tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.»**** Le Congrès assigna pour tâche à tous les membres d'aiguiser leur vigilance et d'accorder une très grande importance au renforcement incessant de l'unité du peuple autour du Parti. Il demanda qu'aucun effort ne fût épargné en vue d'accroître la capacité défensive de la Patrie, de perfectionner encore l'Armée populaire, les garde-frontières et la Sûreté de l'Etat.

Condamnant l'agression des impérialistes des Etats-Unis en Corée et leur politique belliciste et agressive dans son

* Enver Hoxha, Rapport au II[e] Congrès du PTA, Œuvres, éd. alb, t. 9, p. 265.

** Documents principaux du PTA, éd. alb, t. 2, p. 289.

ensemble, le Congrès recommanda de travailler sans relâche à accroître la haine du peuple albanais contre l'impérialisme, surtout contre l'impérialisme américain, à le démasquer totalement. Le Congrès définit la lutte à mener contre l'impérialisme comme la condition essentielle pour la sauvegarde et la consolidation de la paix.

De même, il exprima sa solidarité à l'égard de la classe ouvrière internationale et de tous les peuples qui luttaient pour leur libération du joug de l'impérialisme. Il fixa pour tâche de raffermir encore l'amitié et la coopération avec les pays socialistes et resouligna la nécessité de démasquer la clique Tito comme une officine de l'impérialisme.

Le Congrès élut le Comité central du Parti qui comprenait 27 membres et 12 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu Secrétaire général.

5. L'ACTION DU PARTI EN VUE DE REDUIRE L'ECART ENTRE LES NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT RESPECTIFS DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE ET D'AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION

La mise en œuvre du premier plan quinquennal se heurta à des obstacles qui n'avaient pu être prévus. Le plan de développement de l'économie pour 1951 et 1952 ne fut pas accompli. Le degré escompté d'amélioration du bien-être des travailleurs ne fut pas atteint. La production agricole s'était accrue à des rythmes plus lents que ceux fixés par le Congrès. Si les superficies des cultures agricoles avaient été étendues conformément au plan, leurs rendements, surtout ceux des céréales, étaient inférieurs aux indices fixés. On enregistrait un déclin notable dans l'élevage. Il apparut que l'écart entre les niveaux de développement de l'industrie et de l'agriculture au lieu de se réduire, selon les prévisions du plan, s'était encore accentué.

Causes de la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture

Cette situation suscita une vive inquiétude au sein du Comité central. Il y consacra un examen particulier et détermina les causes qui en étaient à l'origine.

Le retard que l'agriculture avait hérité du passé, le bas

niveau d'instruction et de culture des masses paysannes et l'existence de la petite propriété privée dans les campagnes entravaient l'utilisation à grande échelle de la technique et la mise à profit de toutes les possibilités créées en vue de l'accroissement de la production agricole. La juste orientation donnée par le IIe Congrès pour accélérer l'essor de l'agriculture et réduire la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture, ne fut pas convenablement observée ni, de ce fait, matérialisée dans les chiffres du plan. Les investissements dans l'agriculture étaient inférieurs même à ceux fixés pour les transports. Cette façon d'agir ne répondait pas à l'objectif fixé par le Congrès et qui prévoyait un accroissement de la production agricole de 171 pour cent au terme du quinquennat, grâce surtout à l'augmentation des rendements.

Par ailleurs, la construction de nouveaux ouvrages industriels prit une ampleur outrepassant les forces et les capacités du pays. Le rythme fixé pour l'achèvement de certains ouvrages importants ne pouvait être soutenu. Ces travaux exigeaient une très forte augmentation de main-d'œuvre, estimée en moyenne à 26.000 travailleurs par an. Cette force de travail ne pouvait être assurée à l'industrie, sans qu'un grand nombre de paysans n'abandonnent l'agriculture.

Outre les lacunes dans la planification, les obligations élevées des paysans envers l'Etat au titre du stockage obligatoire, les impôts agricoles encore lourds avaient une influence négative sur le développement de l'agriculture. Par suite surtout de la sécheresse des années 1950-1952, les paysans furent dans l'impossibilité de s'acquitter des livraisons obligatoires.

La sécheresse causa de grands dommages à l'agriculture et eut pour effet une diminution du cheptel. Le nombre des exploitations agricoles ne disposant pas de bœufs de trait atteignit un tiers des exploitations du pays, en un temps où les superficies cultivées avaient augmenté, où le volume et la variété des travaux agricoles s'étaient accrus et où l'équipement mécanique dans l'agriculture était encore insuffisant.

Les rendements prévus dans la production céréalière ne furent pas atteints parce que, entre autres raisons, les meilleures terres furent en partie réservées aux cultures industrielles. Les superficies ensemencées de ces cultures furent étendues sans une sérieuse étude préalable, souvent même sans tenir

compte de la volonté des paysans ni du volume de la main-d'œuvre nécessitée pour les travaux de ces cultures.

En dépit de toutes les mesures prises par le Parti, la disproportion entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels n'était pas entièrement liquidée. Les modestes revenus des paysans leur suffisaient mal pour s'acheter les instruments agricoles nécessaires. En outre, l'équipement des paysans en instruments aratoires fut aussi rendu difficile du fait de la production, encore inférieure aux prévisions, de ces outils par l'industrie et l'artisanat.

Les progrès escomptés dans l'agriculture n'ayant pas été réalisés, il en résulta que les tâches fixées dans la production des articles de consommation courante ne purent non plus être menées à bien. Cet état de choses donnait lieu à des difficultés dans l'approvisionnement de la population et empêchait l'amélioration des conditions de vie des travailleurs des villes et des campagnes.

L'amélioration du bien-être était également entravée par certaines autres circonstances. Afin de s'assurer le maximum de bénéfices, les coopératives de consommation effectuaient les opérations de stockage et d'écoulement des produits agricoles, ainsi que la vente des instruments aratoires, principalement sur le marché libre, sans fournir les marchandises nécessaires au marché garanti et réciproque. Le fort accroissement du nombre de paysans qui quittaient les campagnes pour venir travailler dans les villes exigeait de nouveaux investissements pour leur assurer, à eux et à leurs familles, les logements nécessaires et les approvisionner en articles rationnés. Par ailleurs, la tentative prématurée de supprimer le petit commerce privé par des mesures administratives, en ignorant l'orientation donnée par le Comité central à cet égard, avait contribué à faire diminuer encore la quantité de marchandises sur le marché.

Mesures prises en faveur de l'agriculture et pour le mieux-être des travailleurs

Le Parti ne pouvait permettre que la réalisation du premier plan quinquennal fût mise en péril et que fût affaiblie l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. En mars 1953, le Comité central décida de faire prendre une série de mesures en vue d'éliminer les obstacles au progrès de

l'agriculture et à l'augmentation des diverses productions agricoles. En conséquence, l'aide aux campagnes fut, dans une certaine mesure, accrue, on fit le nécessaire pour assurer l'achèvement des ouvrages de bonification dans les délais prévus, on améliora le travail dans les SMT et accéléra la formation des cadres destinés l'agriculture.

Il apparut cependant que ces mesures étaient insuffisantes, qu'elles ne pouvaient résoudre complètement les problèmes existants, du fait qu'elles n'assuraient pas les nouvelles ressources qui auraient permis à l'Etat d'élargir son aide aux campagnes, ce qui était un maillon essentiel des tâches à remplir pour faire progresser l'agriculture.

Le Parti en tira l'enseignement que les problèmes ruraux devaient être mieux considérés par tous comme une grande question politique et qu'il fallait prendre à cette fin des mesures mieux étudiées et plus radicales.

C'est ainsi que, sur l'initiative du Comité central et sous sa conduite directe, le Conseil des ministres prit, en 1953, de nouvelles mesures, très importantes, en faveur de l'agriculture, et qui tendaient en même temps à améliorer les conditions de vie des travailleurs citadins et ruraux.

La répartition des investissements du premier plan quinquennal pour les principales branches de l'économie fut revue. Certains ouvrages industriels dont la mise sur pied était prématurée furent rayés du plan. Les rythmes de construction d'autres établissements furent ralentis. La plus grande part des investissements retranchés de l'industrie fut transférée à l'agriculture, le reste étant affecté à l'accroissement de la production d'objets de consommation courante et à la construction de logements.

Les paysans furent exonérés de tous les arriérés au titre des livraisons obligatoires de céréales et autres produits agricoles et d'élevage, jusqu'en 1952. Les membres des coopératives agricoles et les économies individuelles dépourvues de bêtes de labour, furent exemptés de tout impôt, et ceux qui en possédaient bénéficèrent d'une réduction de 75%. Les livraisons obligatoires furent réduites pour toutes les catégories de terres. Peu après, il fut édicté une réduction générale de 25 pour cent des impôts perçus sur les exploitations rurales. Les prix des instruments agricoles de fabrication nationale furent également

abaissés et les prix d'achat par l'Etat, des olives, du coton, du tabac et de la betterave sucrière furent relevés.

En même temps, il fut décidé d'accroître dans une mesure notable le crédit agraire et de doter l'agriculture d'un plus grand nombre de tracteurs.

L'appareil de l'administration d'Etat et des organisations de masse fut réduit de 30 pour cent, un certain nombre de cadres de l'administration passèrent à la production, beaucoup d'entre eux gagnèrent les campagnes.

Les ordonnances qui entraînaient l'élimination du petit commerce privé furent abrogées et des mesures prises pour le ranimer quelque peu. En même temps, le commerce étatique et coopératif fut renforcé. Poursuivant ses efforts pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, le Parti, tout en ne négligeant pas le développement de l'industrie lourde, attacha une grande importance au développement des industries légères, afin d'accroître la production des articles de consommation courante. Afin de satisfaire au mieux les besoins de la campagne en articles industriels, on stimula l'artisanat privé et on travailla à mettre sur pied l'artisanat rural.

Toutes ces mesures attestaient la force du Parti, sa capacité de revoir d'un œil critique et de rectifier à temps ses propres décisions pour les adapter aux conditions concrètes. Le Parti avait clairement conscience que l'on ne pouvait diriger l'édification du socialisme sans procéder à une révision périodique des tâches antérieurement fixées, sans abroger les décisions qui s'étaient avérées inopportunes dans la pratique, sans combler les lacunes qui apparaissaient. Lénine, en son temps, avait expliqué que le socialisme ne peut être construit «sans bien des tâtonnements, sans revenir plusieurs fois sur ses pas, sans contrôler le travail, sans y apporter des corrections particulières, sans méthodes nouvelles.»*

En dépit de leur grande portée, les mesures prises en 1953 par le CC du Parti et le gouvernement demeuraient des mesures venant d'en haut.

Afin de réaliser les progrès souhaités dans le développement de l'économie, et de l'agriculture en particulier, il était nécessaire de procéder à une mobilisation générale de toutes les ressources matérielles et humaines, de porter à un plus haut degré l'essor révolutionnaire et l'initiative créatrice des masses. Cet objectif pourrait être atteint si la directive du IIe

---

* V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 572.

Congrès qui recommandait au Parti d'améliorer profondément sa méthode de direction politique dans l'économie était parfaitement mise en œuvre.

Afin d'améliorer la méthode de direction, le Parti s'attacha avant tout à résoudre deux contradictions importantes.

La première était celle qui se manifestait entre, d'une part, la préparation technico-professionnelle et l'instruction insuffisantes des cadres dirigeants et, d'autre part, les exigences sans cesse grandissantes de la gestion de l'économie nationale, qui connaissait un vigoureux essor dans tous les secteurs. Le rythme de formation des cadres, l'élévation de leur niveau d'instruction et de formation technique, l'accroissement de leurs capacités d'organisation devaient répondre aux exigences d'une gestion parfaite de l'économie et de l'Etat.

L'autre contradiction était celle qui se manifestait entre le haut niveau technologique de la production et le niveau technique et professionnel relativement bas des ouvriers et du personnel d'ingénieurs et de techniciens. Une industrie nouvelle, comportant des processus complexes de production et fondée sur une technique moderne, était en voie d'édification dans le pays, alors que la formation des ouvriers, des techniciens et des ingénieurs n'était pas à la hauteur des exigences de cette industrie. En conséquence, la capacité de l'outillage n'était pas entièrement exploitée, la productivité du travail demeurait basse et le coût de production élevé.

Afin de résoudre ces contradictions, le Comité central du Parti réexamina le degré de préparation et de qualification des cadres et des ouvriers, critiqua les insuffisances dans ce domaine et prit des mesures pour asseoir ce travail sur des bases plus solides.

Ces mesures ne tardèrent pas à donner des résultats sensibles et satisfaisants. En 1954, le plan de la production industrielle fut dépassé dans une mesure supérieure à celle de toute autre année antérieure. Les superficies ensemencées ainsi que la récolte des céréales s'accrurent également. Le déclin de l'élevage s'arrêta et le cheptel enregistra un accroissement sensible. En matière de logements, la surface habitable répartie aux travailleurs était de 27 pour cent supérieure à celle de 1953. La circulation générale des marchandises augmenta de 13 pour cent en un an. Les échanges entre la ville et la campagne furent étendus.

Ces résultats entraînèrent le renforcement de l'alliance de

la classe ouvrière et de la paysannerie et préparèrent le terrain pour la réalisation du plan quinquennal dans son ensemble.

6. RENFORCEMENT DU TRAVAIL IDEOLOGIQUE ET ECRASEMENT DES TENTATIVES DE REVISION DE LA LIGNE MARXISTE-LENINISTE DU PARTI

Après le Ier Congrès du Parti et surtout dans les années du premier plan quinquennal, la révolution culturelle et idéologique s'amplifia et s'approfondit dans tous les secteurs. On enregistra une élévation du niveau d'instruction et de culture des travailleurs. L'instruction et la culture étaient véritablement devenues le patrimoine du peuple. Tout le pays était couvert d'un dense réseau d'écoles, de théâtres, de cinémas, de maisons et de foyers de la culture. Les premiers établissements d'enseignement supérieur furent mis sur pied. Un Albanais ou une Albanaise sur sept étudiait dans les écoles de différents degrés. Le patriotisme traditionnel du peuple albanais s'enrichissait d'un contenu nouveau, socialiste. De profonds changements s'étaient produits dans la conscience des travailleurs. Une attitude nouvelle, socialiste, à l'égard du travail et du patrimoine social avait vu le jour, les travailleurs s'étaient dépouillés d'une foule de préjugés arriérés, religieux, bourgeois et petits-bourgeois.

Néanmoins, le niveau de formation idéologique et culturelle des communistes et de l'ensemble des travailleurs demeurait assez bas. Cette lacune apparaissait dans leur travail et dans leur mode de vie. Les manifestations étrangères à la morale communiste, le peu de soin apporté par chacun à sa propre élévation idéologique, le bas niveau du travail idéologique et politique, le recul devant les difficultés à vaincre pour se doter d'instruction et de culture, étaient autant de facteurs qui entravaient l'édification socialiste du pays.

Elévation du niveau de l'éducation idéologique, politique et culturelle

Le tournant qui avait été amorcé dans le domaine de l'accroissement de la production et de la direction de l'économie, la défense et le développement incessant des conquêtes de la révolution socialiste exigeaient une participation plus

active des masses à la vie politique, économique et culturelle du pays, et, en conséquence, la trempe de leur conscience socialiste. L'Albanie s'était engagée dans la voie du développement socialiste dans les conditions d'un grand retard économique et culturel, avec une classe ouvrière peu nombreuse, alors que le niveau d'instruction et de culture des travailleurs était encore bas et leur conception du monde foncièrement petite-bourgeoise. Le pays édifiait le socialisme en étant soumis à l'encerclement capitaliste, cependant que l'impérialisme et ses agents exerçaient sur le peuple et le Parti une puissante pression dans tous les domaines, et menaient une vaste campagne de calomnies et de menaces dans le but de renverser le pouvoir populaire.

Le Comité central du Parti, considérant l'éducation idéologique et politique marxiste-léniniste des communistes et des travailleurs comme une tâche fondamentale, examina cette question avec un soin particulier et adopta des mesures pour l'aborder à partir de positions plus militantes et mieux l'organiser.

On critiqua la tendance à substituer les méthodes administratives à la méthode de persuasion dans le travail avec les masses. La conception erronée selon laquelle, lorsqu'il se met à la tête du pouvoir, le Parti commande et donne des ordres, fut condamnée. On condamna en particulier les comportements de certains communistes dans les campagnes, lesquels, au lieu d'effectuer un travail de persuasion avec les paysans pour qu'ils remettent leurs livraisons obligatoires de céréales, recouraient de manière expéditive à des actes arbitraires, tels que fermeture des moulins, interdiction aux paysans de rentrer leurs récoltes sans avoir préalablement acquitté leurs livraisons obligatoires, etc.

Les comités du Parti organisèrent un travail plus étendu et plus concret afin d'expliquer la ligne politique du Parti. Le travail d'éclaircissement politique fut étroitement rattaché aux problèmes économiques, aux tâches à remplir pour la réalisation du plan par les entreprises, les institutions ou les villages. On s'attacha particulièrement à éduquer les travailleurs à observer une attitude socialiste à l'égard du travail et du patrimoine social. Le Parti aborda plus judicieusement le problème de la lutte de classes en tant que maillon essentiel dans la chaîne des problèmes que posait l'éducation idéologique. Il fit encore mieux ressortir la nécessité de cette lutte et ne permit pas que prît racine dans l'esprit des communistes et des

travailleurs l'idée antimarxiste de «l'extinction de la lutte de classes dans la période de l'édification socialiste», idée que propageaient les révisionnistes yougoslaves et que s'étaient mis à appuyer divers idéologues dans certains partis communistes et ouvriers, y compris le Parti communiste de l'Union soviétique. Le Comité central cherchait à bien faire pénétrer dans l'esprit des communistes et des travailleurs la conclusion du IIe Congrès selon laquelle la lutte de classes se poursuivra sans interruption durant toute la période d'édification du socialisme. Les classes exploiteuses, après avoir perdu le pouvoir, ne renoncent jamais à leurs tentatives de restaurer leur domination et la bourgeoisie internationale a pour objectif essentiel d'empêcher la victoire du socialisme à l'échelle mondiale, d'écraser les révolutions socialistes là où elles ont triomphé ou là où elles éclatent. En ce domaine, le Parti intensifia encore la propagande et l'agitation pour démasquer les desseins des impérialistes et de leurs valets, les nouvelles formes d'action qu'ils utilisaient pour parvenir à leurs fins. Ce travail fit mieux comprendre aux travailleurs les diverses formes que revêtait la lutte de classes, en attirant leur attention sur le fait que le vol, la détérioration et le gaspillage du patrimoine socialiste constituaient une manifestation de cette lutte de classes.

Des mesures furent prises afin d'améliorer le travail de la presse et de la radio, en tant qu'armes puissantes d'éducation et de mobilisation dans les mains du Parti. Le système d'éducation au sein même de celui-ci fut réorganisé. La publication des écrits marxistes-léninistes connut une plus grande extension. En même temps que les œuvres de Staline, qui avaient commencé à paraître en 1952, il fut décidé d'éditer les œuvres complètes de Lénine, dont la publication fut immédiatement entreprise. En particulier, de gros efforts furent faits en vue d'élever le niveau idéologique, culturel et professionnel des travailleurs des appareils du Parti et des cadres des organes de l'Etat et des organismes de l'économie. Tous les cadres et tous les communistes redoublèrent d'ardeur dans le travail d'éducation idéologique et politique, et l'on réfuta ainsi l'opinion absolument erronée et pernicieuse selon laquelle cette tâche ne devrait incomber qu'aux organes d'agitation et de propagande.

Afin de faire progresser la révolution culturelle, le Parti concentra son attention sur le développement de cette révolution surtout en profondeur, sans négliger pour autant son extension

ultérieure. On accorda un soin particulier au raffermissement du contenu scientifique et politico-idéologique de l'école.

En même temps que la formation de l'intelligentsia nouvelle et la création de centres scientifiques dans le pays, le Parti posait maintenant la tâche de rattacher plus étroitement la science à la production, de manière que les recherches scientifiques contribuent à résoudre les principaux problèmes du développement socialiste du pays. Des mesures particulières furent prises afin de stimuler encore davantage les études portant sur l'histoire de l'Albanie et la linguistique.

C'est précisément à cette époque que furent créées une série de nouvelles institutions scientifiques, culturelles et artistiques, telles que l'institut d'histoire du Parti, l'institut d'histoire et de linguistique, le Théâtre de l'Opéra et des ballets, etc.

Vigilance du Parti pour prévenir la pénétration du révisionnisme

Au moment où le Comité central du Parti, à son plenum tenu en avril 1955, étudiait les moyens de renforcer le travail idéologique et culturel, Tuk Jakova tenta de saisir l'occasion pour frapper la ligne générale du Parti, en avançant ses conceptions révisionnistes.

L'autocritique qu'il avait faite au 9e plenum et renouvelée au IIe Congrès se révéla mensongère. En fait, il demeurait en opposition avec la ligne du Parti. Il persistait dans son mécontentement et dans son animosité à l'encontre de la direction du Parti et de la ligne marxiste-léniniste de celui-ci. Il estimait que la lutte du Parti contre l'opportunisme et les mesures prises contre les ennemis de classe étaient inadéquates. Appréciant les événements internationaux des dernières années à partir de positions antimarxistes et révisionnistes, il s'était mis à la tâche pour reviser la ligne du Parti, se rapprochant à cette fin des éléments condamnés par le Parti pour activité antimarxiste.

Tuk Jakova demanda la revision de toute la ligne politique et organisationnelle du Parti sous prétexte qu'elle comportait de grandes déformations auxquelles il fallait porter remède au plus tôt! Dans un dessein déterminé, afin de frapper la direction du Parti et en particulier le camarade Enver Hoxha, il reprit la thèse hostile bien connue des dirigeants révisionnistes yougoslaves, selon laquelle ce seraient eux qui auraient soi-disant créé le Parti communiste d'Albanie et rendu pos-

sibles toutes les victoires remportées par le peuple albanais dans sa Lutte antifasciste de libération nationale! Il demanda que fussent revisés tous les jugements portés par le Parti depuis sa fondation sur le travail des groupes communistes, insistant surtout pour que fût minimisée la gravité des fautes du groupe de Shkodër, dont il avait été, pour un temps, membre de la direction.

Il était opposé à la politique du Parti concernant la lutte de classes. Il soutenait la thèse de l'extinction de la lutte contre l'ennemi de classe et s'employait de diverses manières à faire complètement cesser la lutte contre l'idéologie et les attitudes et tendances antiparti, à faire ainsi admettre la coexistence pacifique avec les conceptions bourgeoises au sein même du Parti.

De même, Tuk Jakova avait poussé son hostilité à l'égard du Parti au point d'invoquer, dans la lutte qu'il lui livrait, le mot d'ordre réactionnaire de la division du peuple albanais en «Gegë» et en «Toskë».

Tuk Jakova demanda ouvertement le renouvellement de la composition du Comité central du Parti et la désignation à sa tête de certaines personnes, condamnées pour fautes graves et activité antimarxiste. En même temps, il se prononçait pour la réhabilitation de tous les éléments antiparti.

Ses visées étaient claires: substituer à la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie une orientation nouvelle, analogue à celle des révisionnistes yougoslaves, faire en sorte que lui-même, Tuk Jakova, apparût comme le «sauveur» de la situation, et un «ardent militant» de cette orientation, comme un homme qui avait tous les mérites pour être placé à la tête du Parti.

Les thèses révisionnistes de Tuk Jakova trouvèrent l'adhésion de Bedri Spahiu.

Au long de sa vie de membre du Parti, Bedri Spahiu avait été très fréquemment critiqué pour opportunisme prononcé et pour de graves fautes dans son activité. Mais chaque fois qu'il avait flairé le danger d'être démasqué, il avait «spontanément» demandé à se retirer de la direction du Parti pour dissimuler les fautes à sa charge. Ayant toujours eu un penchant pour le nationalisme bourgeois, il avait soutenu tacitement la voie opportuniste et liquidatrice préconisée par Sejfulla Malëshova et Ymer Dishnica.

Bedri Spahiu, lui aussi, était opposé à la politique du

Parti relative aux classes et à la lutte de classes, il avait cédé devant la pression de la bourgeoisie et réclamait l'extinction de la lutte de classes. Tout comme Tuk Jakova, il était pour la revision de la ligne générale du Parti, pour la substitution à sa direction d'une direction antimarxiste, présidée par Tuk Jakova et comprenant d'autres éléments hostiles au Parti.

Au II[e] Congrès du Parti, Bedri Spahiu ne fut pas réélu membre du Bureau politique, et ce en raison de ses graves erreurs politiques passées, qui furent pleinement dévoilées au cours de la vérification des documents. Dès lors, sa haine pour le Parti ne fit que s'attiser et il n'attendait que le moment propice pour cracher son fiel contre lui.

Les conceptions et l'activité opportunistes de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu furent dénoncées et condamnées sans la moindre hésitation par le plenum du Comité central du Parti qui se tint en juin 1955. Tuk Jakova fut exclu du Comité central puis, plus tard, du Parti, cependant que Bedri Spahiu, qui observa au plenum une attitude foncièrement hostile, fut en même temps exclu du Comité central et radié du Parti.

En prenant cette décision, le Comité central recommandait: «...d'intensifier constamment la vigilance révolutionnaire et la lutte contre l'opportunisme et les opportunistes et d'étouffer dans l'œuf toute action de leur part, préjudiciable au Parti et au peuple.»* Ainsi l'unité du Parti fut défendue et la pureté de sa ligne générale marxiste-léniniste préservée. Le Comité central prépara les organisations du Parti et tous les communistes à combattre les conceptions des ennemis qui cherchaient à développer dans le Parti le goût néfaste de la quiétude et la tendance à l'extinction de la lutte de classes.

L'activité révisionniste de Tuk Jakova et de Bedri Spahiu n'avait rien de fortuit. Elle plongeait ses racines dans la vaste activité de subversion des révisionnistes yougoslaves contre les partis marxistes-léninistes et contre l'unité du camp socialiste. Elle était étroitement liée à la préparation de l'assaut général des révisionnistes modernes contre le marxisme-léninisme et le mouvement communiste international.

Après la mort de Staline en mars 1953, les éléments révisionnistes dans les partis communistes et ouvriers, y compris le Parti communiste de l'Union soviétique, commencèrent à

---

* Décision du plenum du CC du PTA, 17 juin 1955. Documents principaux du PTA, éd. alb, t. 2, p. 541.

développer leur activité, à saper les fondations de leurs partis et à miner l'unité du mouvement communiste international.

Dans les premières années qui suivirent cet événement, ils œuvrèrent à renforcer leurs propres positions et à prendre en main la direction du Parti, recourant aux calomnies, aux intrigues et aux complots pour isoler et écarter de la direction les éléments sains. C'est à cette fin que Khrouchtchev déclencha la campagne de lutte contre le prétendu «culte de la personnalité». Le Parti du Travail d'Albanie, tout en condamnant le culte de la personnalité «comme une pratique antimarxiste et néfaste», ne donna pas pour autant dans le piège tendu par Khrouchtchev pour reviser la ligne politique du Parti et préparer le terrain en vue d'un changement de la direction. La réponse qu'il lui adressa en cette occasion était formulée comme suit: «Le Comité central et les autres instances dirigeantes de notre Parti ont été dominés par l'esprit de collégialité et se sont constamment employés à renforcer le travail collégial. Le Comité central de notre Parti est uni comme un roc de granit et il guide le Parti à la fois avec sagesse et hardiesse sur la glorieuse voie du socialisme et du communisme. L'unité de notre Parti est comme un bloc d'acier qu'aucune force hostile, intérieure ou extérieure, ne pourra entamer.»*

Dans les années 1954-1955, les préparatifs des révisionnistes en vue d'un assaut général contre le marxisme-léninisme prirent une grande ampleur. Leur activité se concentra principalement sur trois objectifs: propager l'idée de l'extinction de la lutte de classes; se rapprocher de la clique Tito et la réhabiliter, substituer la collaboration avec les chefs de file de l'impérialisme à la lutte des peuples pour la sauvegardé de la paix.

Cette activité eut pour effet qu'en Hongrie et dans certains autres pays européens de démocratie populaire des concessions notables furent faites aux éléments capitalistes des villes et surtout des campagnes, et qu'on y permit la propagation de l'idéologie et de la culture bourgeoises. En République populaire d'Albanie cependant, non seulement il ne fut point fait la moindre concession à l'ennemi de classe, mais la lutte contre celui-ci fut renforcée encore davantage.

Les révisionnistes modernes voyaient dans la voie suivie

---

* Rapport du Bureau politique, approuvé au plenum du CC du PTA, 12 juillet 1954. ACP.

par les révisionnistes yougoslaves le modèle de leur voie commune, et dans la clique Tito leur allié le plus sûr contre le marxisme-léninisme. C'est à cette époque que Khrouchtchev et, à sa suite, d'autres dirigeants des pays socialistes commencèrent à priser beaucoup la politique extérieure de la Yougoslavie, ainsi que «ses efforts pour assurer la coexistence pacifique et sauvegarder la paix». Khrouchtchev s'employa à démontrer que la politique étrangère de la Yougoslavie ne différait pas de celle des pays socialistes. On exprimait maintenant l'opinion que les questions qui unissaient les partis marxistes-léninistes et les révisionnistes yougoslaves étaient plus nombreuses et plus importantes que celles qui les séparaient. Des efforts furent faits dans tous les domaines pour prouver qu'il était indispensable de réhabiliter la direction révisionniste yougoslave. En mai 1955, Khrouchtchev, sans demander l'approbation des autres partis, décida de rejeter les décisions du Kominform et les appréciations de tous les partis communistes et ouvriers sur la trahison de la clique Tito et de se rendre à Belgrade à la tête d'une délégation du Parti et du gouvernement soviétiques. Khrouchtchev s'efforça d'imposer aussi aux autres partis cette décision unilatérale, injuste et arbitraire. Deux jours seulement avant son départ, il en informa le Parti du Travail d'Albanie comme d'un fait accompli, lui demandant son approbation au rejet de la résolution du Kominform de novembre 1949 et à la révision de celle de juin 1948, qui mettaient à nu la trahison de la direction yougoslave. Il réclamait en même temps l'approbation du texte d'une «décision» sur cette question, rédigé par lui-même et qui devait paraître avec la signature du Kominform sans même que celui-ci se fût réuni! En dépit de la confiance qu'il avait dans le PCUS, le Comité central du PTA considéra avec beaucoup de défiance ce geste de Khrouchtchev et, par une lettre en date du 25 mai 1955, adressée au Comité central du PCUS, se prononça contre le voyage de Khrouchtchev en Yougoslavie et contre la réhabilitation de la clique Tito. «Nous estimons, était-il dit dans cette lettre, qu'il y a une assez grande différence entre la teneur de votre lettre du 23 mai 1955 et la thèse principale de la position que nous avons communément observée jusqu'à ce jour envers les Yougoslaves... L'expérience quotidienne de notre Parti dans les relations avec la Yougoslavie, avant la rupture, en 1948, comme par la suite et jusqu'à aujourd'hui, démontre de façon claire et nette, avec de nombreux faits

concrets à l'appui, que le contenu de principe de toutes les résolutions du Kominform relatives à la question yougoslave a été parfaitement juste, à quelque exception d'importance tactique près. La procédure qu'il est proposé de suivre, en vue d'approuver l'abrogation de la résolution adoptée en novembre 1949 à la réunion du Kominform, ne nous semble pas juste... A notre jugement, une décision si hâtive (et précipitée) sur une question do grande importance de principe, sans une profonde analyse préalable faite de concert avec tous les partis intéressés à cette question, et, à plus forte raison, sa publication dans la presse et sa proclamation à l'issue des entretiens de Belgrade, seraient non seulement prématurées, mais causeraient de graves torts à l'orientation générale... Nous sommes convaincus, qu'à quelque exception de second ordre près, cette ligne générale de notre Parti dans les relations avec la Yougoslavie est juste.»*

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie demandait au Comité central du PCUS que ces questions fussent examinées au cours d'une réunion des partis membres du Kominform, à laquelle le PTA serait également invité pour exprimer son point de vue.

Mettant sa décision à exécution, N. Khrouchtchev se rendit en Yougoslavie, reconnut humblement devant Tito que «des erreurs graves avaient été commises à l'encontre du PCY et de la direction yougoslave» (!) et le réhabilita effectivement. C'était là un événement sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste international, une violation flagrante des décisions prises en commun par les partis frères, une attitude de dédain à l'égard des autres partis.

Khrouchtchev trouva dans la ligne révisionniste de la clique Tito la matérialisation de son désir de rapprochement avec l'impérialisme américain et de ses efforts dans ce sens. Le discours qu'il prononça à Belgrade fit clairement entendre que c'était bien là son objectif. La politique de collaboration de la Yougoslavie avec les pays de l'Occident, dit-il, «trouve notre pleine compréhension». Dans un entretien qu'il eut avec des journalistes américains, Khrouchtchev exprima l'idée que la lutte pour la paix est une notion politique qui se situe en dehors de la lutte de classes et que les pays impérialistes,

* Lettre du CC du PTA adressée au CC du PCUS, 25 mai 1955. ACP.

tout comme les pays socialistes, sont intéressés à la garantie de la paix. L'interprétation qu'il donnait ainsi du problème de la paix réfutait en fait la thèse léniniste bien connue selon laquelle l'impérialisme est une source de guerre.

Cherchant à ériger en théorie leur point de vue anti-marxiste, les révisionnistes modernes tentèrent de paralyser la lutte active des masses pour la paix contre l'impérialisme et se mirent à prêcher que la «principale forme de lutte» pour garantir la paix consistait dans les rencontres et les entretiens avec les chefs de file de l'impérialisme. Sous l'influence de ces menées, l'activité des organisations internationales pour la sauvegarde de la paix connut en 1955 un déclin notable. Au lieu de la lutte pour la paix, les révisionnistes mettaient maintenant au premier plan le pacifisme.

Khrouchtchev définit la conférence des chefs de gouvernement des quatre grandes puissances, URSS, Etats-Unis, Angleterre et France, tenue à Genève en juillet 1955, comme une nouvelle étape dans les relations entre les Etats, comme un tournant dans les efforts tendant à assurer la paix, et les chefs des gouvernements impérialistes qui y participèrent, comme des personnes sensées qui s'employaient à garantir la paix. Il parlait partout de «l'esprit de Genève».

Sous l'influence de Khrouchtchev et à son instigation, les éléments révisionnistes s'activèrent aussi dans d'autres pays. En Hongrie, Imre Nagy, se dressant directement contre le développement socialiste des campagnes, contre les principes du centralisme démocratique et le rôle dirigeant du Parti, devint un grand danger pour le Parti des travailleurs hongrois et pour le pouvoir populaire. C'est un rôle analogue que Tuk Jakova et Bedri Spahiu avaient voulu jouer en Albanie.

Défendre le marxisme-léninisme, à l'époque, et ne pas permettre la transformation du révisionnisme en un courant international homogène signifiait préserver la pureté de la ligne marxiste-léniniste, en premier lieu dans son propre parti, l'épurer des éléments révisionnistes et garder son unité intacte.

En excluant de ses rangs Tuk Jakova et Bedri Spahiu et en écrasant l'opportunisme de droite, le Parti du Travail d'Albanie non seulement empêcha que fût frayée la voie au révisionnisme en son sein, mais se prépara à mieux soutenir la lutte à venir contre les manifestations d'opportunisme de droite au sein du mouvement communiste international.

Réalisation du premier plan quinquennal

La lutte du Parti sur le front politique et idéologique fut étroitement rattachée à la lutte pour l'accomplissement du premier plan quinquennal.

Les mesures économiques prises en vue de liquider le retard de l'agriculture furent complétées par le perfectionnement ultérieur de la planification dans cette branche de l'économie. Selon la nouvelle méthode de planification appliquée en matière agricole, le plan d'Etat pour l'essor de l'agriculture fixait le volume du stockage des produits végétaux et animaux au titre des livraisons obligatoires, le volume de l'achat des excédents, et celui des rémunérations en nature pour le travail des SMT. En même temps, chaque exploitation agricole d'Etat, coopérative ou individuelle, de concert avec les organismes de l'agriculture et les SMT, planifiait directement sa propre production en ayant en vue la mise en valeur la plus parfaite des conditions du sol et du climat dans chaque région. La nouvelle méthode libérait du travail bureaucratique de nombreux spécialistes de l'agriculture et augmentait la responsabilité des cadres d'Etat quant à la direction des activités agricoles dans les districts.

Tout cela permit de réaliser des progrès importants dans l'agriculture. La production des céréales panifiables fut en 1955 supérieure de 53 pour cent à celle de 1950.

La production industrielle s'accrut à un rythme encore plus rapide. Au cours du quinquennat elle augmenta à un taux annuel moyen de 23%. Le volume de la production industrielle globale fut, en 1955, 15,5 fois supérieur à celui de 1938.

L'impétueux essor de l'économie et l'accroissement de la production industrielle et agricole entraînèrent l'amélioration des conditions de vie matérielle des travailleurs. Le revenu national s'éleva d'environ 70 pour cent. Cela rendit possible, à la fin du quinquennat, l'abrogation partielle du système de rationnement.

De grands succès furent enregistrés dans l'essor de la culture et de l'instruction. Le réseau des écoles fut étendu. Le nombre des écoliers et des étudiants s'accrut considérablement. L'analphabétisme fut liquidé dans l'ensemble pour la population âgée de moins de 40 ans.

Les tâches principales du premier plan quinquennal pour la transformation de l'Albanie de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel furent, dans l'ensemble, menées à bien.

On avait jeté les bases de l'industrie nouvelle, socialiste, élargi le secteur socialiste de l'agriculture, préparé les conditions pour l'accélération des rythmes de collectivisation de l'agriculture et l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme au cours du quinquennat suivant.

Durant le premier quinquennat, le Parti acquit une précieuse expérience dans la direction de l'Etat et de l'économie en vue de l'édification socialiste du pays. Il accumula aussi une grande expérience dans son action visant à mobiliser les masses et dans la lutte politique et idéologique contre les ennemis de classe extérieurs et intérieurs ainsi que contre l'opportunisme de droite.

CHAPITRE V

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR ACHEVER LA CONSTRUCTION DE LA BASE ECONOMIQUE DU SOCIALISME

(1956—1960)

1. LE IIIe CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. ORIENTATION DONNEE EN VUE D'ACCELERER LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE

Au mois de décembre 1955, le Comité central prit la décision de convoquer le IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, qui devait déterminer les tâches à remplir dans le quinquennat suivant. Il se présentait devant le Parti et le peuple avec un riche bilan de succès à son actif, ayant mené une ferme lutte de principe pour l'application de la ligne marxiste-léniniste, avec de claires perspectives ouvertes dans la voie de l'édification socialiste du pays. Au cours de la préparation du nouveau Congrès, le Parti du Travail d'Albanie se trouva confronté aux problèmes aigus que le XXe Congrès du PCUS fit surgir devant le mouvement communiste international, et soumis à la pression de la direction soviétique qui cherchait à lui imposer sa propre orientation révisionniste.

L'orientation révisionniste du XXe Congrès du PCUS

Au XXe Congrès du PCUS, qui se tint en février 1956, le groupe Khrouchtchev, après trois ans de préparatifs, lança une violente attaque contre les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et contre la ligne

générale marxiste-léniniste suivie par le PCUS sous la direction de J. Staline.

Le rapport du Comité central du PCUS, présenté au Congrès par N. Khrouchtchev, avançait un certain nombre de thèses, qualifiées de «nouvelles», qui constituaient un prétendu «développement créateur de la théorie marxiste-léniniste dans les conditions créées par la modification du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme». Ces thèses s'écartaient en fait du marxisme-léninisme et en représentaient une révision.

Khrouchtchev faussa les enseignements léninistes sur la guerre et la paix; il érigea «la coexistence pacifique entre les deux systèmes» en «ligne générale de la politique extérieure» de l'Union soviétique et de tous les pays socialistes. Lénine enseignait en effet que le principe fondamental de la politique extérieure d'un pays socialiste et d'un parti communiste ne consiste pas dans la coexistence pacifique, mais dans l'internationalisme prolétarien, dans «l'alliance avec les révolutionnaires des pays évolués et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout acabit.»* Khrouchtchev mit en demeure les Etats socialistes, le mouvement ouvrier et communiste international, tous les peuples, de «choisir entre la coexistence pacifique et la guerre la plus destructrice de l'histoire. Il [n'était] pas de troisième voie». Ainsi, dans l'intérêt de la coexistence pacifique à tout prix avec l'impérialisme, la direction soviétique préconisait l'abandon de la lutte de classes à l'échelle mondiale, de la lutte révolutionnaire de libération des peuples contre le joug impérialiste et la cessation de l'aide que les pays socialistes et le mouvement ouvrier et communiste international doivent, par tous les moyens, fournir aux peuples épris de liberté dans le monde. Elle subordonnait la solution des problèmes de la paix et de la liberté des peuples à «l'établissement de relations amicales entre les deux grandes puissances du monde, Union soviétique et Etats-Unis d'Amérique».

D'une part, il propageait ainsi l'idée mensongère que l'impérialisme américain, le pire et le plus féroce ennemi de la paix et de la liberté, avait renoncé ou pouvait renoncer à ses desseins rapaces et agressifs, car le socialisme devait

* V. Lénine, «La politique extérieure de la révolution russe», Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 86.

l'emporter à l'échelle mondiale à travers la coexistence et la compétition pacifique des deux systèmes, le système capitaliste et le système socialiste! D'autre part, le groupe Khrouchtchev laissait entendre aux impérialistes américains que les positions dominantes économiques et militaires des Etats-Unis dans divers pays ne seraient nullement mises en cause, que les Etats-Unis devaient accepter le partage de la domination du monde entre les deux grandes puissances, que ces puissances dominantes, en étroite coopération mutuelle, «assureraient la paix» en usant de leur grand potentiel économique et militaire, de tous les moyens de propagande à leur disposition et des organismes internationaux, tels que l'ONU, et autres!

Subordonnant le passage au socialisme à la coexistence pacifique, Khrouchtchev mit tout l'accent sur le «passage pacifique» «par la voie parlementaire». Dans les conditions actuelles, déclara-t-il, «la classe ouvrière peut acquérir une majorité stable au parlement et le transformer d'organe de la démocratie bourgeoise en une arme de la volonté authentique du peuple, en un organe de la démocratie véritable, de la démocratie pour les travailleurs»! En même temps, il qualifiait la voie de la Révolution d'Octobre de «juste seulement dans les conditions historiques d'alors»! Ces thèses constituaient un reniement de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat.

Dans le rapport du Comité central du PCUS, la Yougoslavie était ouvertement définie comme un «pays socialiste», où «au long du processus de construction du socialisme se créaient des formes originales et concrètes de gestion de l'économie et d'édification de l'appareil d'Etat»! Ces appréciations mettaient en pièces les résolutions du Kominform sur la trahison de la direction révisionniste yougoslave et appuyaient la voie yougoslave de destruction du parti marxiste-léniniste et de la dictature du prolétariat, de restauration du capitalisme.

Un coup encore plus dur fut porté au Parti, à la révolution et à la dictature du prolétariat dans le rapport «secret» «sur le culte de la personnalité et ses séquelles», dont Khrouchtchev donna lecture aux délégués au XXe Congrès. Ce rapport ternissait la voie glorieuse suivie par le Parti bolchévik depuis la mort de Lénine, la définissait comme une voie «émaillée d'erreurs, de graves altérations et de crimes monstrueux». La responsabilité de tous ces méfaits était imputée à Staline,

qui avait guidé pendant trente années de suite le Parti et l'Etat soviétiques avec tant de sagesse et d'habileté vers des victoires de portée historique mondiale, et que l'ensemble du mouvement communiste international reconnaissait comme un grand marxiste-léniniste et un grand révolutionnaire. Recourant aux inventions et aux calomnies les plus viles, étayées sur une interprétation arbitraire des documents et sur les déclarations d'éléments hostiles au socialisme, Khrouchtchev accusa Staline «d'arbitraire féroce», de «rupture avec la vie et la réalité», le qualifiant de «despote», de «terroriste», d'homme «inculte». En même temps, il proclama la réhabilitation des ennemis du régime socialiste, condamnés comme agents des Etats impérialistes.

L'attaque contre Staline était lancée dans un dessein bien déterminé: justifier la destruction de la ligne marxiste-léniniste du PCUS élaborée à ses congrès antérieurs, adopter une ligne politique nouvelle, révisionniste, réviser le marxisme-léninisme. Afin de préparer le terrain à la réalisation d'un tel objectif, le groupe Khrouchtchev avait absolument besoin de répudier Staline, qui avait défendu le marxisme-léninisme avec tant de fermeté et l'avait développé plus avant dans les conditions nouvelles créées dans le monde par la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, par l'édification de la société socialiste en Union soviétique et la constitution du camp socialiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Staline était opposé au culte de la personnalité et il en a souvent fait la critique; il appréciait correctement le rôle des masses et il s'en tint toujours au principe de la collégialité dans la direction du Parti et de l'Etat soviétiques, encore qu'il ne prît pas toutes les mesures voulues pour mettre un frein aux louanges excessives et tout à fait superflues dont la propagande soviétique, à l'exemple et à l'instigation malveillante des ennemis masqués dans la direction du Parti, avait entouré son nom surtout dans les dernières années de sa vie. Le groupe Khrouchtchev mit à profit cet état de choses pour fabriquer le prétendu «culte de la personnalité de Staline», comme une arme essentielle dans la lutte contre la révolution et le socialisme, sachant bien que le culte de la personnalité est étranger et odieux au marxisme-léninisme.

Khrouchtchev et son groupe proclamèrent la ligne révisionniste du XXe Congrès, ligne générale du mouvement

communiste international et usèrent de tous les moyens pour l'imposer à tous les partis communistes et ouvriers.

Les conclusions du XXe Congrès devinrent une nourriture idéologique pour les révisionnistes de tous les pays. Elles représentaient une arme très importante mise entre les mains des impérialistes et de tous les réactionnaires pour combattre les pays socialistes, le communisme, le mouvement de libération révolutionnaire. Encouragés par ces conclusions, les ennemis du communisme déclenchèrent une campagne forcenée contre le marxisme-léninisme, surtout contre la révolution et la dictature du prolétariat. En particulier, ils s'attaquèrent au régime socialiste en Union soviétique et dans les autres pays, ainsi qu'aux partis communistes dans les pays capitalistes. Les révisionnistes yougoslaves, constatant que la ligne du XXe Congrès coïncidait avec la voie qu'ils avaient eux-mêmes depuis longtemps adoptée, se signalèrent dans ce sens. Une situation tendue se créait au sein du mouvement communiste international.

Echec des tentatives de réviser la ligne du Parti du Travail d'Albanie

Le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique encouragea aussi et mit en branle les éléments hostiles au Parti en Albanie même. Le Congrès fit naître en eux de gros espoirs, ceux de voir modifier la ligne marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et de regagner leurs positions perdues, autrement dit de voir s'amorcer en Albanie le même processus qui se développait en Union soviétique et dans certains pays de démocratie populaire. Ces éléments bénéficièrent de l'appui direct de la clique Tito, en particulier par l'intermédiaire de la légation yougoslave à Tirana. Sous la direction de celle-ci, un mouvement contre-révolutionnaire clandestin commença à s'organiser, qui visait à renverser la situation et à prendre en main les rênes du Parti et du pouvoir populaire. Ce mouvement engloba aussi un certain nombre de membres du Parti, qui avaient été frappés pour de lourdes fautes commises ou qui étaient des agents camouflés des impérialistes et des révisionnistes yougoslaves. Les éléments hostiles et antiparti vantaient, plus que quiconque, le XXe Congrès et s'employaient à créer au sein du Parti une ambiance propice pour faire réviser la ligne politique marxiste-léniniste et réhabiliter Koçi Xoxe, Tuk Jakova, Bedri Spahiu, et d'autres

ennemis du Parti et du peuple. Ils cherchaient à ternir les résultats politiques et économiques obtenus sous la conduite du Parti, parlaient de l'existence du «culte de la personnalité», de «transgression des normes léninistes», d'«attitude trop rigoureuse à l'égard des koulaks et des autres ennemis de classe», d'«hésitations et d'atermoiements quant à l'amélioration des rapports avec la Yougoslavie». Ils considéraient tout cela comme des «conséquences des conceptions et de la pratique erronées de Staline» et posaient la nécessité d'écarter cette ligne, de prendre des mesures contre les responsables qui avaient permis l'instauration d'un tel état de choses! A Tirana, les éléments hostiles au Parti mirent aussi à profit le défaut de vigilance et d'autres faiblesses marquées qui s'étaient fait jour au sein du Comité du Parti de la ville.

Les révisionnistes utilisèrent la Conférence du Parti de la capitale, qui se tint en avril 1956, pour lancer leur attaque contre la ligne et la direction marxistes-léninistes du Parti. Par l'intermédiaire de leurs représentants qui avaient réussi à se faire élire délégués, ils y avancèrent leur plateforme antimarxiste. En même temps, ils réclamèrent l'ajournement du III[e] Congrès, sous prétexte qu'un certain délai était nécessaire pour revoir la ligne et procéder à de nouveaux préparatifs dans l'esprit du XX[e] Congrès du PCUS! Comme il devait apparaître plus tard, toutes ces manœuvres étaient orchestrées dans la coulisse par la légation yougoslave.

Les éléments antiparti, abusant de la démocratie intérieure du Parti et profitant de l'attitude passive du délégué du Comité central, Beqir Balluku, créèrent ainsi à la Conférence une situation tendue. Les vues révisionnistes furent réfutées par la majorité des délégués, mais certains d'entre eux furent ébranlés par la subtile démagogie révisionniste.

Le Comité central jugea avec raison la situation extrêmement sérieuse et en conclut qu'il fallait y voir l'action des ennemis du Parti et du socialisme. Il dépêcha à la Conférence le camarade Enver Hoxha, qui y démasqua les desseins des révisionnistes et exposa la ferme attitude du Parti du Travail d'Albanie tendant à préserver la pureté de sa politique et de sa pratique révolutionnaires. Les délégués appuyèrent totalement cette attitude du Parti et dénoncèrent les tentatives des ennemis de récarter de sa ligne marxiste-léniniste. La Conférence contraignit les éléments antiparti à avouer de

leur bouche les buts et la nature de leur activité contre-révolutionnaire. Le complot révisionniste avait échoué.

Tirant de cet incident les enseignements qui s'imposaient, le Comité central donnait à tout le Parti la directive suivante: «...En aucune manière, il ne nous est permis de relâcher tant soit peu notre vigilance, il ne nous est permis de céder à un sentiment de suffisance, et de laisser le champ libre à l'action des ennemis.»*

Cet épisode dessilla encore mieux les yeux des communistes, les mobilisa dans une lutte encore plus révolutionnaire pour défendre la ligne du Parti et mener à bien les tâches fixées.

Pendant ce temps, Khrouchtchev, de son côté, pressait le Comité central du Parti du Travail d'Albanie de revoir sa ligne générale dans l'esprit des conclusions du XXe Congrès du PCUS et d'adopter une ligne nouvelle à son IIIe Congrès. Au début, il exerça cette pression à Moscou, par l'intermédiaire de Souslov, membre du groupe révisionniste soviétique. Au nom du Comité central du PCUS, Souslov demanda, par le truchement de Liri Belishova, à la direction du Parti du Travail d'Albanie, de revoir surtout son attitude touchant les révisionnistes yougoslaves et les sanctions prises contre Koçi Xoxe, Tuk Jakova et autres éléments hostiles au Parti, en prétextant que «des erreurs avaient pu être commises sous l'influence du culte de la personnalité de Staline». Cette exigence fut reprise d'une manière plus ouverte et pressante par le président de la délégation du PCUS, venu à Tirana pour assister au Congrès.

Le plenum du Comité central repoussa unanimement et sans aucune hésitation toute tentative de réviser la ligne correcte du Parti et exprima sa détermination à aller sans cesse de l'avant dans la voie suivie jusque-là par le Parti du Travail d'Albanie.

Le 25 mai 1956, à la date préalablement fixée, **le IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie** entamait ses travaux qui devaient se poursuivre jusqu'au 3 juin. A ce Congrès participaient 670 délégués à voix délibérative et 121 à voix consultative, qui représentaient 41.372 membres et 7.272 stagiaires.

Le Congrès examina l'activité du Comité central et du

---

* Lettre du CC du PTA à toutes les organisations du Parti, 21 avril 1956. ACP.

Parti tout entier, adopta certaines modifications aux statuts du Parti et approuva les directives du 2e plan quinquennal.

Détermination du Parti à poursuivre la ligne marxiste-léniniste

Dans les conditions de l'attaque générale déclenchée par le révisionnisme international contre le marxisme-léninisme et de la pression exercée par Khrouchtchev sur le Parti du Travail d'Albanie, la question essentielle était celle de savoir quelle devait être la voie dans laquelle le Parti poursuivrait sa marche. Celle du XXe Congrès du PCUS ou sa propre voie marxiste-léniniste?

Contrairement à ce que réclamaient les révisionnistes, *«le IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, ayant écouté et discuté le «Rapport d'activité du Comité central du PTA» présenté par le camarade Enver Hoxha, Premier secrétaire du Comité central du PTA, a décidé d'approuver totalement la ligne politique et l'activité pratique du Comité central ainsi que les propositions et conclusions contenues dans ce rapport.*

*Le Congrès a constaté avec satisfaction que la ligne générale politique, économique et organisationnelle suivie jusqu'à ce jour par le Parti a été juste»**.

Le Congrès condamna avec fermeté l'activité des éléments antiparti qui s'était fait jour à la Conférence du Parti de la ville de Tirana et toute tentative de réviser la ligne politique du Parti du Travail d'Albanie. Il estima tout à fait justes les mesures que le Parti avait prises en appliquant scrupuleusement les normes marxistes-léninistes «contre tous les groupes et les éléments antiparti et déviationnistes, révisionnistes, trotskistes, opportunistes»**.

Traitant de la question de la lutte de classes, comme d'une des questions les plus importantes sur laquelle se livrait la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme, le Congrès définit comme «une erreur de croire que la lutte de classes s'éteint et que les classes renversées renonceront de leur plein gré à la lutte»***.

Le Congrès recommanda aux communistes de ne pas

---

* Résolution du IIIe Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, p. 593.

** Ibid., p. 609.

*** Ibid.

relâcher un seul instant leur vigilance et les avertit qu'il se trouverait des éléments qui «estimeraient que la modification de la situation [devait] entraîner un changement dans la discipline du Parti, dans la vigilance du Parti, que toutes les attitudes passées seraient remplacées par une modération opportuniste, dans la ligne, par l'extinction de la lutte de classes,... que le moment [était] venu pour, sous le couvert de la démocratie, fouler aux pieds la véritable démocratie...»* Le Congrès se prémunissait ainsi contre la situation tendue qui se créait dans le mouvement communiste international à la suite du XXe Congrès du PCUS.

A cet égard, il fut fixé pour tâche de poursuivre une lutte implacable contre les manifestations d'opportunisme, contre le péril du droitisme et de préserver comme le bien le plus précieux l'unité et la cohésion des rangs du Parti.

Dans tous les secteurs, le IIIe Congrès décida à l'unanimité et sans la moindre hésitation de poursuivre la ligne marxiste-léniniste suivie par le Parti depuis sa fondation.

Toutes les conclusions et les décisions du IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie étaient pénétrées d'un esprit révolutionnaire marxiste-léniniste, qui était, dans son essence, à l'opposé de l'esprit révisionniste dont étaient empreintes les conclusions et les décisions du XXe Congrès du PCUS.

Néanmoins, le IIIe Congrès ne dénonça pas ouvertement les thèses antimarxistes du XXe Congrès. Le Comité central du PTA avait fait connaître à la direction soviétique son opposition et ses réserves au sujet d'un certain nombre de thèses et d'actions de cette dernière. En même temps, la presse du Parti du Travail d'Albanie formulait sur ces questions des appréciations différentes, pratiquement opposées à celles du XXe Congrès. Mais le Parti du Travail d'Albanie ne pouvait exprimer publiquement à son congrès son opposition aux conclusions du XXe Congrès du PCUS et ses réserves à leur endroit, pour la bonne raison qu'une telle manière d'agir n'eût profité, à l'époque, qu'aux ennemis du communisme, qui avaient déclenché une furieuse attaque contre l'Union Soviétique, et contre l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. Les communistes albanais ont toujours considéré comme leur haut devoir internationaliste de défendre le premier Etat socialiste créé dans le monde et le camp socialiste

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, p. 610.

tout entier. En outre, on ne connaissait pas encore bien en ce temps-là le véritable objectif que le groupe Khrouchtchev cherchait à atteindre en avançant ses thèses nouvelles.

L'essentiel était que le Parti du Travail d'Albanie, à la différence de ce qui se produisit dans plusieurs autres partis communistes et ouvriers, ne fît aucune concession de principe face à la pression du groupe Khrouchtchev et n'adoptât pas comme base de sa propre ligne la ligne révisionniste du XXe Congrès du PCUS. Il garda intacte sa ligne générale marxiste-léniniste.

Les modifications apportées aux statuts du Parti par le IIIe Congrès ne portaient pas atteinte aux principes et aux normes marxistes-léninistes. Les nouveaux statuts donnaient une meilleure définition des devoirs et des droits des membres du Parti. On y trouvait traduite la grande expérience acquise par le Parti dans les questions organisationnelles et idéologiques et dans la direction politique de l'édification socialiste du pays.

Directives du 2e plan quinquennal

En même temps qu'il approuvait les directives du 2e plan quinquennal pour les années 1956-1960, le IIIe Congrès en définissait les tâches principales: **le développement de l'industrie, de l'industrie minière en particulier, principalement grâce à la mise en valeur intégrale des capacités productives existantes et à l'exploitation des réserves intérieures; le rapide essor de l'agriculture, principalement par la voie de la réorganisation socialiste de la production agricole; l'amélioration de la situation matérielle et l'élévation du niveau culturel de la population.**

A la réalisation de ces tâches devait correspondre, selon les prévisions, un accroissement du volume global de la production industrielle à un rythme annuel moyen non inférieur à 14 pour cent. En particulier, il était prévu une rapide augmentation de la production de pétrole, de minerai de chrome, de charbon et d'énergie électrique, ainsi que d'articles de consommation courante.

Le Congrès donna aussi la directive d'accroître notablement la production dans l'agriculture et l'élevage. Toutefois, la tâche essentielle qu'il fixait pour l'agriculture et l'ensemble de l'économie populaire était **l'extension de la collectivisation de l'agriculture**, afin de mener à terme la construction de la base éco-

nomique du socialisme dans tout le pays et d assurer un développement rapide et général des campagnes.

Le Congrès estima entièrement juste et opportune l'orientation donnée par le plenum du Comité central de décembre 1955, tendant à accélérer la collectivisation de l'agriculture. Toutes les conditions politiques, organisationnelles et économiques requises étaient créées pour le passage à cette nouvelle étape de la réorganisation socialiste des campagnes. La masse de la paysannerie s'était persuadée des avantages de la grande production collective agricole. On avait assuré la formation de cadres qualifiés et élargi la base des équipements techniques agricoles. Le Parti et l'Etat étaient pleinement en mesure de faire face aux tâches qu'impliquait l'extension de la collectivisation dans l'agriculture. L'existence des conditions nécessaires pour passer à la réorganisation socialiste des campagnes à grande échelle était aussi clairement confirmée par le fait que la tâche assignée par le Comité central du Parti en décembre 1955, et qui consistait à doubler le nombre des coopératives avant la fin de 1956, avait été accomplie dès la veille du Congrès.

S'appuyant sur ces conditions, le IIIe Congrès fixa pour tâche d'achever dans ses grandes lignes la collectivisation de l'agriculture avant la fin du 2e quinquennat. La collectivisation devait s'étendre en premier lieu aux zones de plaines et en partie aux zones de collines. Dans les zones montagneuses, devaient être surtout créés des collectifs agricoles et des coopératives d'élevage.

Le Congrès recommanda de mettre en œuvre la collectivisation en s'en tenant strictement au principe léniniste du libre consentement du paysan. Il demanda que les organisations du Parti et les organes du pouvoir usent seulement de la méthode de persuasion, en propageant l'exemple des coopératives agricoles déjà créées. Toute autre méthode de travail qui contreviendrait tant soit peu au principe du libre consentement était considérée comme étrangère à la politique du Parti et, à ce titre, condamnée.

L'Etat devait épauler la collectivisation de l'agriculture en en développant plus avant la mécanisation, en accroissant la superficie des terres nouvellement mises en culture, en étendant les travaux de bonification et en apportant aux coopératives agricoles son appui en tout domaine.

Les directives du plan étaient profondément pénétrées

d'un objectif essentiel, l'amélioration continue des conditions de vie et l'élévation du niveau culturel des travailleurs. L'accroissement de la production industrielle et agricole devait permettre la suppression totale du système de rationnement au cours du 2e quinquennat et une baisse annuelle des prix des articles de consommation courante.

Les exhortant à accomplir au mieux les tâches du 2e plan quinquennal, le Congrès appela les communistes et tous les travailleurs à avoir bien en vue que «la place d'honneur, le front de la lutte pour l'édification du socialisme est sur les lieux où l'on produit les biens matériels, dans les fabriques, sur les chantiers, dans les fermes, dans les stations de machines et de tracteurs, dans les coopératives.»*

Avant de clôturer ses travaux, le Congrès élut le nouveau Comité central du Parti, dont la composition était accrue et qui comptait maintenant 43 membres et 22 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire.[1]

Le IIIe Congrès soutint la politique révolutionnaire du Parti et, dans l'esprit de cette politique, définit les nouvelles tâches à remplir sur la voie de la construction de la base économique du socialisme, en donnant la priorité à l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture.

2. LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE, PRINCIPAL DANGER DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Après son IIIe Congrès, le Parti du Travail d'Albanie eut à faire face à une situation inquiétante qui s'était créée dans le mouvement communiste international à la suite de la diffusion et de la recrudescence du révisionnisme moderne.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 2, p. 607.

1 Le poste de Secrétaire général du Parti avait été remplacé par celui de Premier secrétaire du Comité central du Parti, par décision du plenum du CC du PTA, le 12 juillet 1954.

Recrudescence du révisionnisme dans le mouvement communiste international

Cette situation, qui se fit jour durant le second semestre 1956, était la conséquence du XXe Congrès du PCUS. Un profond désarroi idéologique s'empara de la majeure partie des partis communistes et ouvriers. Le groupe Khrouchtchev, se prévalant du grand prestige et de l'autorité du PCUS et de l'Etat soviétique, faisait pression sans répit sur les directions des autres partis pour les amener à remplacer leur ligne marxiste-léniniste antérieure par la ligne révisionniste du XXe Congrès. Il montait des complots pour écarter de la direction des partis quiconque faisait obstacle à la diffusion du révisionnisme. La clique Tito, de son côté, menait grand tapage sur «le triomphe de la voie yougoslave» et intervenait de mille manières et partout où elle le pouvait pour accélérer la désagrégation des partis marxistes-léninistes et de l'ordre socialiste. Les dirigeants soviétiques et les révisionnistes yougoslaves coopéraient étroitement dans la grande campagne anticommuniste lancée par le révisionnisme international sur les mots d'ordre de la lutte contre le «stalinisme», contre le «dogmatisme», contre le «culte de la personnalité». Khrouchtchev eut une rencontre avec Tito afin de coordonner avec lui les actions à mener dans cette campagne et de déterminer quels étaient les dirigeants à écarter ou à porter aux postes de direction dans les divers partis.

Dans la situation ainsi créée, au sein des divers partis communistes et ouvriers apparurent les opportunistes qui, avec le soutien direct de la direction soviétique et des titistes, se lancèrent à l'attaque du marxisme-léninisme. Les éléments antiparti, dont un grand nombre étaient notoirement connus comme contre-révolutionnaires, furent réhabilités.

Dans les pays capitalistes, les opportunistes italiens, avec à leur tête Palmiro Togliatti, se signalèrent dans la campagne contre le marxisme-léninisme et le régime socialiste. Ils posèrent la nécessité de créer dans les pays socialistes «un régime de démocratie sans limitations». Sous le couvert de la «lutte contre l'hégémonie d'un parti», ils échafaudèrent la thèse du «polycentrisme» — de la création de plusieurs centres dans le mouvement communiste international. Ils lancèrent le mot d'ordre de «la voie italienne vers le socialisme», voie réformiste parlementaire, qui excluait toute insurrection révolutionnaire et toute tentative de détruire le pouvoir bourgeois. Une telle voie devait

être, d'après les révisionnistes italiens, la seule appropriée pour tous les pays capitalistes de l'Occident.

Dans les pays socialistes, le révisionnisme se propagea et se développa en profondeur surtout en Pologne et en Hongrie. Grâce à l'appui du groupe Khrouchtchev, les éléments anti-marxistes, condamnés pour leurs vues et leurs activités révisionnistes, antisocialistes, se mirent à la tête des partis ouvriers de ces pays. La dictature du prolétariat fut paralysée. La propagation à grande échelle de l'idéologie et de la culture bourgeoises occidentales fut autorisée.

Les impérialistes mirent à profit cette situation. L'impérialisme international et les révisionnistes organisèrent de concert, en juin 1956, la révolte contre-révolutionnaire de Poznan en Pologne, et l'insurrection contre-révolutionnaire de Hongrie en octobre-novembre 1956.

La démocratie populaire hongroise se vit menacée d'anéantissement. Le Parti des travailleurs hongrois fut démantelé. Communistes et travailleurs hongrois, trahis par les révisionnistes, opposaient à cette action une résistance désespérée. La contre-révolution en Hongrie attisa l'hystérie anticommuniste dans le monde entier. Le système socialiste dut affronter une rude épreuve.

Les peuples des pays socialistes et les forces révolutionnaires du monde entier manifestaient une vive inquiétude quant aux destinées du socialisme en Hongrie. Des troupes soviétiques étaient bien stationnées en République populaire de Hongrie, mais le groupe Khrouchtchev hésitait à les mettre en action. Ce ne fut que sous l'effet de la grande pression exercée d'en bas et surtout parce qu'il voyait la Hongrie se dégager de sa sphère d'influence, qu'il se vit finalement contraint de charger l'armée soviétique de réprimer la contre-révolution armée, qui fut ainsi écrasée.

La contre-révolution hongroise était le produit du révisionnisme appuyé par les impérialistes. Les révisionnistes yougoslaves, qui se révélèrent les plus ardents tenants des révisionnistes hongrois, mirent leur drapeau en berne lorsque la contre-révolution eut échoué. Tito la définit comme «une insurrection populaire», qui fut réprimée par une «intervention féroce et inadmissible». Imre Nagy, chef des contre-révolutionnaires, trouva asile à l'ambassade yougoslave à Budapest.

En même temps, la direction soviétique, qui n'était pas moins responsable que la clique Tito de la préparation de la

contre-révolution, mit tout en œuvre, après la défaite de celle-ci, pour dissimuler les traces de sa lourde culpabilité. Elle sacrifia Imre Nagy, qu'elle avait elle-même placé à la tête de l'Etat hongrois et fut contrainte, à la différence des titistes, de qualifier l'insurrection de «contre-révolutionnaire», ce que celle-ci était effectivement. Toutefois elle en rejetait la responsabilité sur les «dogmatiques» et non pas sur les véritables coupables, les révisionnistes.

Le mal est que la contre-révolution armée hongroise avait été écrasée par les contre-révolutionnaires qui restaurèrent le capitalisme, mais sous des formes plus camouflées, comme l'avaient fait les révisionnistes khrouchtchéviens dans leur propre pays, trompant ainsi les travailleurs révolutionnaires hongrois.

L'attitude révolutionnaire internationaliste du PTA

Le Parti du Travail d'Albanie se solidarisa sans la moindre réserve avec les travailleurs révolutionnaires hongrois et souleva tout le peuple pour leur venir en aide par tous les moyens. A travers le *Zëri i popullit*, le Parti déclarait : «Le peuple albanais dénonce avec indignation les actions sanguinaires des impérialistes et des contre-révolutionnaires fascistes, qui ont pour but de détacher la Hongrie du camp du socialisme, de renverser le pouvoir des ouvriers et des paysans et d'instaurer la féroce dictature du capital.»* Entre-temps, le gouvernement de la République populaire d'Albanie, dans une déclaration particulièrement consacrée à cette affaire, lançait l'appel suivant: «Dans les circonstances actuelles, les conquêtes socialistes du peuple hongrois, réalisées au cours des dernières années, doivent être défendues avec fermeté.»**

A la différence de la direction soviétique et de la nouvelle direction hongroise, qui considéraient les prétendus «dogmatiques», «la précédente direction hongroise», comme responsables de la contre-révolution, le Parti du Travail d'Albanie, analysant ce triste événement, indiquait les véritables coupables, les révisionnistes, et les critiquait pour «les changements succes-

---

* Editorial du «Zëri i popullit», 30 octobre 1956.

** Déclaration du gouvernement de la RP d'Albanie, 3 novembre 1956. «Zëri i popullit», 4 novembre 1956.

sifs et foudroyants opérés dans la direction (en Hongrie — N.R.), changements qui laissaient en fait le Parti et l'Etat sans état-major dirigeant, sans direction forte et dévouée».*

Le Parti du Travail d'Albanie tira des événements de Hongrie d'importants enseignements pour sa propre activité dans le cadre national et international. «La tragédie du peuple hongrois, déclarait le camarade Enver Hoxha au lendemain même de l'échec de la contre-révolution, sera à coup sûr une grande leçon pour tous les honnêtes gens dans le monde, elle sera une leçon pour tous ceux qui s'endorment sur leurs lauriers et qui, face aux belles phrases des impérialistes et de la réaction, face aux slogans démagogiques, relâchent leur vigilance et y substituent une attitude opportuniste et dangereusement modérée... «Aussi, aujourd'hui plus que jamais, notre Parti a-t-il pour tâche de renforcer sa ferme lutte de principe pour préserver la pureté de la théorie marxiste-léniniste, pour consolider ses rangs sur le plan idéologique et organisationnel, pour renforcer la solidarité internationale des travailleurs, et il considère que la lutte pour la défense des principes marxistes-léninistes, la lutte fondée sur ces principes est la seule lutte juste.»**

L'aggravation de la situation internationale entraînée par la contre-révolution en Hongrie s'accentua encore davantage à la suite de l'agression anglo-franco-israélienne, déclenchée en octobre 1956 contre l'Egypte. Cet acte constituait un nouveau maillon de l'offensive générale de l'impérialisme et de la réaction contre les forces éprises de liberté.

Dans de telles circonstances, le Parti du Travail d'Albanie jugeait indispensable d'élever son état de préparation et celui du peuple albanais afin de résister à la pression redoublée de l'impérialisme et du révisionnisme.

En décembre 1956, le Comité central du PTA, par le truchement de sa délégation, conduite par le camarade Enver Hoxha, qui se rendit spécialement à Moscou, fit part à la direction du PCUS de toutes ses préoccupations pour le grand danger que présentait la propagation du révisionnisme moderne, en soulignant la nécessité d'une lutte résolue contre ce péril. Il exprima un jugement critique sur une série d'attitudes de la direction soviétique envers les menées de scission et de sape des

---

* Editorial du «Zëri i popullit», 5 novembre 1956.

** Enver Hoxha, Discours à la réunion solennelle du 8 novembre 1956, Œuvres, éd. alb., t. 14, pp. 123, 126.

révisionnistes yougoslaves contre le camp socialiste et le mouvement communiste international à propos des événements de Hongrie et de Pologne, attitudes que le PTA jugeait erronées. Khrouchtchev et consorts s'efforcèrent par toutes sortes d'arguments fallacieux de rassurer la délégation du PTA et de la convaincre que les choses suivaient leur cours normal(!) Mais le PTA ne se laissait pas tromper et il ne pouvait renoncer à ses jugements et attitudes de principe devant la situation très périlleuse qui s'était créée pour le mouvement communiste international. «Cette situation, disait le camarade Enver Hoxha, pose la nécessité de lutter contre les ennemis de classe, contre les titistes yougoslaves et autres éléments hostiles au marxisme-léninisme. ...Aussi, non seulement nous faut-il être vigilants, mais encore bien nous préparer à porter constamment des coups durs à tous les ennemis du communisme...»*

Ce fut là l'objet de la réunion du plenum du CC du PTA en février 1957. Le camarade Enver Hoxha y procéda à une analyse marxiste-léniniste approfondie de la situation dans le mouvement communiste international et dans le monde et réaffirma les tâches du Parti dans sa lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Les impérialistes et les divers révisionnistes, yougoslaves, italiens, polonais, hongrois, etc., avaient pris pour cible l'Union soviétique, afin de démembrer le camp socialiste et le mouvement communiste mondial, d'annihiler la portée universelle des enseignements et de l'expérience de la Révolution d'Octobre et de la construction du socialisme, des principes du marxisme-léninisme. Les thèses et les décisions révisionnistes du XXe Congrès du PCUS étaient elles aussi dirigées contre ces enseignements, ces principes et cette expérience. Dans ces conditions, le PTA estimait que la lutte pour la défense de l'Union soviétique, étroitement liée à la lutte pour la défense de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, était une lutte pour la défense du socialisme, pour la défense du marxisme-léninisme. Il considérait cette attitude, à l'époque, comme une importante question de principe et en même temps une tactique de son action contre les khrouchtchéviens et le révisionnisme moderne dans son ensemble.

---

* Enver Hoxha, Rapport au Bureau politique sur les entretiens de Moscou, 3 janvier 1957. Œuvres, éd. alb., t. 14, pp. 196-197.

La lutte idéologique contre le révisionnisme, dans les circonstances créées, revêtait, ainsi que le définissait le Comité central, une importance primordiale.

Il était surtout nécessaire de démasquer les efforts du révisionnisme international visant à semer le désarroi idéologique quant aux enseignements marxistes-léninistes sur le rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière, sur la dictature du prolétariat et sur la lutte de classes.

L'expérience historique, indiquait le camarade Enver Hoxha, nous enseigne que «le rôle dirigeant du Parti marxiste-léniniste est une nécessité vitale pour l'accomplissement de la révolution socialiste et pour l'édification du socialisme et du communisme».* Renier la direction du parti marxiste-léniniste équivaut à laisser la classe ouvrière sans état-major dirigeant, la désarmer complètement et perpétuer la domination de la bourgeoisie.

Dénonçant les révisionnistes qui prônaient à cor et à cri la liquidation de la dictature du prolétariat ou sa «libéralisation», le Parti du Travail d'Albanie déclarait qu'il fallait: «non pas liquider la dictature du prolétariat..., mais la renforcer le plus possible, ne pas en permettre l'affaiblissement, la «libéralisation», ne pas permettre que la confusion et la désorganisation s'introduisent dans ses rangs, ce qui ferait justement le jeu des ennemis».** Rejeter la dictature du prolétariat c'est rejeter tout le marxisme-léninisme et passer dans le camp des ennemis du communisme.

Le plenum du CC indiqua que la «théorie» de la négation de la lutte de classes propagée par les révisionnistes était également dangereuse. Cette «théorie» visait à désarmer les travailleurs dans la lutte contre l'impérialisme américain et contre la bourgeoisie réactionnaire locale. Le PTA s'en tenait toujours à la thèse marxiste selon laquelle la lutte de classes «est une réalité objective»*** et qu'elle ne peut s'éteindre si les classes et le capitalisme ne s'éteignent pas à l'échelle mondiale.

Le révisionnisme camouflait sa lutte contre le marxisme-léninisme par trois principaux mots d'ordre démagogiques: «pour le développement créateur du marxisme-léninisme et pour la

* Enver Hoxha, Rapport au plenum du CC du PTA, 13 février 1957. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 37.

** Ibid., p. 43.

*** Ibid., p. 44.

lutte contre le dogmatisme», «pour l'application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions propres de chaque pays» et «la lutte contre le stalinisme» ou «contre le culte de la personnalité».

A la différence des révisionnistes qui ne font que spéculer sur la juste thèse du développement et de l'application créatrice du marxisme dans les nouvelles circonstances et dans les conditions particulières de chaque pays, «les marxistes-léninistes, soulignait le camarade Enver Hoxha, conçoivent le développement créateur du marxisme-léninisme non pas comme la négation de ses fondements, mais comme l'enrichissement de cette théorie par des conclusions et des thèses nouvelles dégagées de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière et du développement des sciences... Le marxisme est une science et les lois objectives qu'il a découvertes sont des vérités absolues... Elles ne peuvent ni vieillir ni devenir caduques... Les questions fondamentales de l'édification du socialisme sont communes à tous les pays, les lois du développement de la société ne connaissent pas de frontières nationales. L'expérience historique indique que ces questions communes sont : la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière sous la conduite du parti marxiste-léniniste, la consolidation par tous les moyens de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et les autres couches de travailleurs, la liquidation de la propriété capitaliste et l'établissement de la propriété sociale des principaux moyens de production, l'organisation socialiste de l'agriculture, le développement planifié de l'économie, le rôle de guide de la théorie révolutionnaire marxiste-leniniste, la défense résolue des acquisitions de la révolution socialiste contre toute atteinte de la part des anciennes classes exploiteuses et des Etats impérialistes».*

Le Parti du Travail d'Albanie mit une fois de plus en évidence que la lutte contre le «culte de la personnalité de Staline», contre ses «erreurs», contre le «stalinisme» était en fait une lutte contre le marxisme-léninisme, une lutte qui visait à préparer le terrain pour substituer à la ligne révolutionnaire une ligne opportuniste, réformiste, dans tous les partis communistes et ouvriers, et porter les révisionnistes à leur tête. «Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui rejettent

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, pp. 31-32.

totalement l'activité révolutionnaire de l'œuvre de Staline... Staline, comme on sait, fut un grand marxiste, il a défendu, après Lénine, le marxisme-léninisme contre tous les ennemis et les révisionnistes et a apporté une contribution précieuse au développement ultérieur de cette science».*

Le Parti, à l'époque, dirigea son fer de lance contre le révisionnisme yougoslave, porte-drapeau de l'attaque contre le marxisme-léninisme. Il était cependant fort clair que cette lutte était dirigée contre le révisionnisme dans chaque pays et dans chaque parti, que les thèses du rapport du camarade Enver Hoxha étaient à l'opposé des thèses révisionnistes du XX[e] Congrès.

La détermination du Parti du Travail d'Albanie de ne pas adopter la ligne du XX[e] Congrès, de garder immuable sa propre ligne générale révolutionnaire, surtout la publication dans le *Zëri i popullit* du rapport du camarade Enver Hoxha «Sur la situation internationale et les tâches du Parti» présenté au plenum du CC alertèrent la direction soviétique. Aussi demanda-t-elle au PTA d'envoyer d'urgence à Moscou, une délégation au sommet, dans l'espoir de le briser et de le soumettre.

La délégation albanaise, conduite par le camarade Enver Hoxha, au cours de ses entretiens avec les principaux dirigeants soviétiques, fit un exposé de la situation et de la lutte du PTA dans les conditions d'alors. Khrouchtchev, contrarié et fort irrité par les prises de position révolutionnaires du Parti du Travail d'Albanie, intervint en disant: «Apparemment, vous les Albanais, vous cherchez à nous ramener sur la voie de Staline»! Il définit l'attitude du Parti du Travail d'Albanie à l'égard des révisionnistes yougoslaves comme «une attitude non objective» fondée sur «un grossissement des points de désaccord avec ceux-ci» et demanda que «l'on ne s'en prît pas injustement à eux»! Il n'hésita pas à assumer la défense de certains ennemis du Parti et du peuple albanais, en réclamant leur réhabilitation. Irrité par la fermeté avec laquelle le camarade Enver Hoxha et les autres membres de la délégation défendaient les vues et les actions marxistes-léninistes du Parti du Travail d'Albanie, Khrouchtchev leur dit sur un ton de menace: «Vous Albanais, vous êtes emportés, sectaires»! «Nous ne pouvons nous entendre. Mettons fin à nos discussions»! Ces épisode constituait le premier affrontement

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 33.

direct entre la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie et la ligne révisionniste du groupe Khrouchtchev.

En dépit de toutes ses menaces, la direction soviétique n'osa pas rompre les pourparlers. Le groupe Khrouchtchev comptait bien que le Parti du Travail d'Albanie finirait par renoncer à son «attitude obstinée» et par se soumettre à son diktat. Un des moyens dont il entendait user pour parvenir à ses fins était l'aide économique que l'Union soviétique prêtait à l'Albanie et sans laquelle, pensait Khrouchtchev, celle-ci ne pouvait faire le moindre pas! C'est ainsi que l'Union soviétique exonéra la RP d'Albanie de l'obligation de rembourser les 422 millions de roubles anciens qu'elle lui avait avancés à titre de crédit depuis la Libération jusqu'en 1955. Comme cela devait s'avérer plus tard, la direction soviétique n'était pas guidée dans ce geste par un sentiment d'amitié véritable ou par les principes de l'internationalisme prolétarien. Cependant, le Parti du Travail d'Albanie, le gouvernement de la République populaire d'Albanie et le peuple albanais tout entier ne considérèrent pas cette aide comme une aumône, mais comme une aide fraternelle, internationaliste, prêtée par les peuples soviétiques à un pays socialiste.

Ni les menaces ni les «dons» n'ébranlèrent la direction marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie dans sa détermination de défendre jusqu'au bout sa ligne générale révolutionnaire. «La défense de la pureté du marxisme-léninisme, la lutte contre le révisionnisme, le renforcement de la vigilance, déclara le camarade Enver Hoxha à Moscou, comptent parmi les tâches essentielles du Parti du Travail d'Albanie. Notre Parti... ira résolument de l'avant dans sa juste voie vers l'heureuse édification du socialisme en Albanie»*

«...Nous ne cesserons pas un seul moment la lutte contre ceux qui cherchent à réviser les idées du marxisme-léninisme, fussent-ils yougoslaves, albanais ou autres»,** répéta-t-il à son retour à Tirana.

Le PTA exprima aussi son attitude révolutionnaire inter-

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé au meeting d'amitié albano-soviétique à Moscou. «Zëri i popullit», 17 avril 1957.

** Enver Hoxha, Discours prononcé au meeting organisé à Tirana. «Zëri i popullit», 14 mai 1957

nationaliste à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui se tint à Moscou en novembre 1957.

A cette Conférence, le groupe Khrouchtchev, soutenu par des éléments révisionnistes connus, membres des diverses délégations, s'efforça de sanctionner le cours révisionniste du XXe Congrès du PCUS comme la ligne générale du camp socialiste et du mouvement communiste international.

La délégation du PTA, conduite par le camarade Enver Hoxha, apporta une importante contribution à la mise en échec de ces tentatives. Elle s'éleva contre les vues des révisionnistes qui présentaient les enseignements marxistes-léninistes sur l'impérialisme, sur la guerre et la paix, sur l'insurrection armée, la révolution et l'édification socialistes, et la dictature du prolétariat, comme étant dépassés, et soulignait la valeur toujours actuelle de ces enseignements. Il insista pour que fût rejetée leur demande de ne pas définir l'impérialisme américain dans les documents de la Conférence comme l'ennemi principal de la paix et des peuples, et même de ne pas en faire mention du tout.

Les khrouchtchéviens, qui, dans cette situation, avaient intérêt à voir l'«unité» préservée à tout prix, tout au moins en apparence, furent contraints de battre en retraite. Ainsi les documents approuvés par la Conférence eurent à leur base des principes révolutionnaires du marxisme-léninisme.

Contrairement à leurs vœux, la réunion définit le révisionnisme, l'opportunisme de droite, comme le plus grave danger pour le mouvement communiste international. Elle en révéla aussi les sources: à l'intérieur, l'influence des conceptions bourgeoises, à l'extérieur, l'agenouillement face à la pression de l'impérialisme.

En même temps qu'elles souscrivaient au contenu révolutionnaire de la déclaration, la délégation du Parti du Travail d'Albanie et les autres délégations qui défendaient le marxisme-léninisme consentirent qu'il y subsistât une formulation incorrecte qui définissait le XXe Congrès du PCUS comme inaugurant soi-disant une nouvelle étape dans le mouvement communiste international. Cela constituait en vérité une concession, mais elle était justifiée par la nécessité de défendre l'Union soviétique contre les furieuses attaques lancées contre elle par les ennemis du communisme et de préserver l'unité au sein du mouvement.

Malgré tout, la Déclaration de Moscou de 1957 s'opposait,

dans ses grandes lignes, à la ligne révisionniste du XXe Congrès. Son adoption était une victoire des forces révolutionnaires marxistes-léninistes.

Le Parti du Travail d'Albanie approuva pleinement l'action de sa délégation à la Conférence des partis communistes et ouvriers, définissant cette action comme une contribution internationaliste. Il souscrivit aux thèses révolutionnaires de la déclaration issue de cette Conférence.

3. LA LUTTE DU PARTI POUR L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES ET LA REALISATION DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

Tout en donnant la primauté à la lutte politique et idéologique, le Parti ne négligea pas les tâches économiques et sociales posées par le IIIe Congrès. Il considérait au contraire la réalisation de ces tâches avant tout comme une grande question politique et idéologique.

Le travail accompli pour la collectivisation massive de l'agriculture

Le Parti du Travail d'Albanie avait porté le meilleur de son attention sur la mise en œuvre de la tâche majeure fixée par son IIIe Congrès pour la collectivisation massive de l'agriculture. Les organes et organisations du Parti, menant à cette fin un intense travail de direction, d'organisation et d'explication, appuyaient par tous les moyens les initiatives des paysans pour la création de nouvelles coopératives et pour agrandir les anciennes coopératives grâce à l'adhésion de nouveaux membres.

Le Comité central du Parti chargea spécialement ses membres et de nombreux autres cadres dirigeants d'aider les paysans et les membres du Parti dans leur travail de collectivisation dans les campagnes. Les entreprises d'Etat, en premier lieu agricoles, et les organisations du Parti des villes se mirent en action pour soutenir la transformation socialiste des campagnes. Bon nombre de membres du Parti et de spécialistes agricoles, employés dans l'administration d'Etat, furent envoyés dans les campagnes pour travailler dans les coopératives agricoles.

Dans le même temps, le Parti combattait avec fermeté les

lacunes et les faiblesses qui se manifestaient dans l'œuvre de collectivisation. Il stigmatisa la tendance erronée d'un certain nombre de paysans et de quelques communistes des campagnes qui approuvaient la création des coopératives, dans le seul espoir que l'Etat les approvisionnerait en pain et subviendrait à tous leurs autres besoins. La tendance à conserver des lopins plus étendus que la superficie fixée par les statuts des coopératives agricoles fut également combattue. Des mesures furent prises afin de vaincre les hésitations des paysans sur la collectivisation du bétail, que, dans bien des cas, ils égorgeaient ou vendaient avant d'adhérer à la coopérative. Les manifestations de méthodes administratives dans la création des coopératives et de violation du principe du libre consentement furent également condamnées.

En particulier, le Parti mobilisa ses forces pour écraser toute tentative des ennemis de classe visant à entraver la collectivisation. Les koulaks, poussés aussi par les agents de subversion envoyés par les impérialistes et les révisionnistes yougoslaves, tentèrent de perpétrer des actes de sabotage et de provoquer toutes sortes de perturbations. Les ennemis se mirent à lancer des slogans tels que: «ne vous hâtez pas de former les coopératives; le terme est fixé à 1960», «dans les coopératives vous mourrez de faim», «la collectivisation n'est qu'un moyen de dépouiller les paysans de leur terre», etc. Ils cherchaient en sous main à monter la tête aux paysans pour qu'ils n'adhèrent pas aux coopératives. Quand une coopérative était formée, ils incitaient ses membres à ne pas en appliquer les statuts, alimentaient les mécontentements et essayaient de semer la discorde entre les coopérateurs, sabotaient la remise des livraisons obligatoires à l'Etat, etc.

Grâce au travail du Parti et à l'élan révolutionnaire des masses paysannes, les tentatives des koulaks et autres ennemis demeurèrent sporadiques et furent anéanties. Koulaks et ennemis furent complètement isolés et démasqués. La collectivisation avança dans la voie et au rythme fixés par le Parti. Le mouvement pour la collectivisation de l'agriculture devint une grande question patriotique.

L'année 1957 marque un tournant radical dans la collectivisation de l'agriculture. Le pourcentage des surfaces collectivisées atteignit, pour l'ensemble du pays, 58 pour cent des terres des exploitations rurales. De nombreux villages furent entièrement convertis en coopératives. Dans certains districts, la collec-

tivisation embrassa 90 pour cent de la superficie des exploitations agricoles. A Vlorë, Bilisht, Kolonjë, Cërrik, Sarandë, etc. des coopératives agricoles furent mises sur pied dans tous les villages. Le secteur socialiste devint prépondérant dans l'agriculture. Cette année-là, la part de ce secteur dans la production globale des céréales panifiables atteignait environ la moitié de cette production, dans celle du coton les 3/4, et dans celle de la betterave sucrière 90 pour cent.

En même temps, la collectivisation de l'agriculture se poursuivit à une cadence rapide. A la fin de 1959, les surfaces collectivisées dépassaient 83 pour cent des terres cultivées du pays. Ainsi la collectivisation de l'agriculture était, dans ses grandes lignes, achevée. Seules les exploitations des très hautes terres ne s'étaient pas encore constituées en coopératives. La directive donnée par le IIIe Congrès du Parti fut ainsi mise à exécution un an avant terme. Cela confirma la justesse et l'opportunité de cette orientation.

L'achèvement de la collectivisation de l'agriculture constituait une des plus importantes victoires historiques de la révolution socialiste dans les domaines économique et social. Elle entraîna la création de rapports de production nouveaux, socialistes, dans les campagnes. **La collectivisation de l'agriculture était la seconde révolution, le tournant révolutionnaire le plus radical dans les rapports économiques et sociaux des campagnes.** Elle fraya la voie à un rapide essor des forces productives et à des transformations fondamentales dans la vie socio-culturelle rurale.

En ce qui concerne la collectivisation de l'agriculture, le PTA a toujours eu en vue les conditions du développement politique et économique du pays. A ces conditions furent également adaptés les formes, les méthodes et les rythmes d'application de la coopération en agriculture.

La collectivisation fut entamée et accomplie dans des conditions où subsistait la petite propriété privée paysanne du sol. Elle eut lieu à une époque où l'industrie nouvelle, socialiste, n'était pas encore en mesure d'équiper l'agriculture en outillage moderne. Le Parti du Travail d'Albanie était convaincu que la collectivisation ne devait pas être retardée artificiellement en attendant que s'achève l'industrialisation, de même qu'elle ne devait pas être hâtée artificiellement avant que ne fussent créées les conditions matérielles et spirituelles absolument indispensables.

Poursuivant ce cours révolutionnaire, le Parti prit en temps voulu des mesures pour créer la base mécanique de la grande production agricole collective, base qui alla sans cesse grandissant avec l'extension et le renforcement du système coopératif socialiste. On fit venir des pays socialistes, au titre de nos échanges commerciaux avec eux et des crédits qu'ils nous avaient accordés, les moyens mécanisés concentrés dans le secteur d'Etat.

La collectivisation de l'agriculture fut entreprise et achevée en ayant pour seule base la coopérative agricole de production fondée sur la socialisation de la terre, des moyens de production et du travail. La répartition des revenus était faite uniquement en fonction du travail effectué par chaque membre au profit de l'exploitation collective.

Au cours du processus de collectivisation, des tentatives furent faites pour utiliser aussi des formes initiales de coopératives de production, telles que les collectifs agricoles fondés sur la socialisation du seul travail. Toutefois, ces formes, qui devaient servir de maillon intermédiaire pour le passage à la coopérative agricole, furent de courte durée et ne connurent pas de sérieuse diffusion dans les campagnes. La paysannerie passa d'emblée à la coopérative agricole de production.

Dans les campagnes albanaises, le mouvement coopératif ne possédait aucune tradition. Par suite, les masses rurales adoptèrent la forme de coopération dans la production que le Parti leur indiqua comme étant la plus appropriée. La paysannerie albanaise avait une grande confiance dans le Parti. C'est seulement sous sa conduite qu'elle s'était affranchie du joug des étrangers, des propriétaires fonciers albanais et des usuriers, et qu'elle était devenue maître de la terre. La paysannerie était persuadée par son expérience que le Parti lui indiquait toujours le droit chemin et qu'il défendait résolument ses intérêts. C'est pour cette raison qu'elle adopta la coopérative agricole de production.

Au lendemain de la réforme agraire, il n'existait pas, dans les campagnes albanaises, de forte différenciation économique entre les paysans quant à la surface qu'ils cultivaient et à leur équipement agricole. Aussi, leur union dans les coopératives n'engendra pas, entre eux, les importants conflits d'intérêts économiques qui auraient rendu indispensable le recours à des formes intermédiaires de coopération.

La collectivisation massive de l'agriculture ne modifia point

la politique du Parti à l'égard des koulaks. Dans cette étape également, la lutte contre eux fut menée conformément à la politique antérieure qui visait a leur limitation économique, à leur isolement politique et à leur liquidation. L'application de cette politique entraîna, de façon générale, la liquidation des koulaks en tant que classe, sans qu'il eut été nécessaire de recourir à leur expropriation en masse. La force et la violence n'étaient utilisées contre les koulaks que lorsqu'ils n'obéissaient pas aux lois et ordonnances du pouvoir populaire ou qu'ils se rendaient coupables de crimes politiques.

En 1960, il existait encore quelque 1.500 exploitations de koulaks soit moins de un pour cent du total des exploitations paysannes. Elles avaient maintenant perdu leur ancienne base économique. Chacune d'elles comportait en moyenne moins de 3 hectares de terre, 1 tête de gros bétail et moins de 10 têtes de menu bétail. En conséquence, le nombre des koulaks alla sans cesse diminuant et leur pouvoir économique ne fit que s'affaiblir. Parallèlement à la politique tendant à les limiter, le Parti attacha de l'importance à leur rééducation, surtout à celle des jeunes gens et des jeunes filles issus de ces familles, sans jamais toutefois relâcher sa vigilance et sans hésiter à sévir sévèrement quand une telle action s'avérait nécessaire.

L'achèvement de la collectivisation en agriculture et le renforcement du commerce socialiste rendirent possible une très nette réduction des éléments capitalistes dans les villes. Les petits commerçants privés s'organisèrent en collectifs commerciaux, dont l'activité fut placée sous le contrôle de l'Etat. La majorité du petit nombre d'artisans exerçant encore leur métier à titre privé adhérèrent aux coopératives artisanales.

Au début du processus de collectivisation, il fut formé dans chaque village, grand ou petit, une coopérative agricole distincte. Pour l'époque, alors que leurs moyens étaient restreints, que les cadres dirigeants et spécialistes étaient rares et manquaient encore d'expérience dans la gestion de l'exploitation collective, leur création à l'échelle du village constituait une phase indispensable.

A l'achèvement de la collectivisation, lorsque les petites coopératives commencèrent peu à peu à ne plus répondre aux conditions requises pour leur consolidation économique et organisationnelle et un rapide essor des forces productives dans les campagnes, il apparut objectivement nécessaire de les agrandir

et les renforcer. La paysannerie coopérée elle-même en avait conscience et le réclamait. Aussi, le Parti fixa-t-il pour tâche d'agrandir les coopératives par la voie de leur regroupement, non sans recommander toutefois que ce regroupement fût fait à pas mesurés et sur la base du libre consentement et de la pleine conviction des coopérateurs. C'était là une tâche a long terme, aussi ne devait-elle pas être menée hâtivement sous forme de campagne.

Or, au début de 1959, certains districts, se laissant entraîner par l'enthousiasme de la paysannerie, proclamèrent l'union des coopératives problème principal de l'heure, et il fut prévu que ce processus d'union devait être achevé dans un délai d'un ou deux ans. Ce processus d'union s'étendit aussi aux zones de montagnes. Il fut constitué des coopératives unifiées englobant de 10 à 15 villages avec une superficie totale atteignant 4.000 ha. Ainsi étaient faussées les instructions données par le Parti.

Le Comité central du Parti décela à temps cette précipitation erronée. Il souligna le tort qu'elle pouvait porter à la cause de la collectivisation et prit des mesures pour faire en sorte que les conditions objectives et subjectives de chaque cas fussent étudiées minutieusement et que leur union éventuelle ne fût décidée que conformément à ces conditions.

Après quoi, les regroupements de coopératives se réalisèrent à la suite d'une étude pondérée et uniquement dans les zones de plaines. Au début, les coopératives agrandies n'englobèrent pas plus de 2 ou 3 villages. Dans le même temps, l'Etat élargit l'aide économique qu'il leur accordait en moyens mécanisés, en crédit agraire et en spécialistes. Afin de renforcer la gestion des coopératives unies, le Parti envoya dans les campagnes de nombreux cadres des villes qui furent élus à la tête de ces coopératives.

Le regroupement des petites coopératives en de grandes coopératives créait de nouvelles possibilités pour leur renforcement économique et organisationnel, et pour mieux mettre à profit les avantages qu'apporte le système nouveau, socialiste, en agriculture. Les rapports économiques entre l'Etat et les coopératives furent renforcés.

La collectivisation de l'agriculture créa une nouvelle base économique et sociale propre à étayer la formation, dans l'esprit de la paysannerie, d'une conception socialiste du monde. Or cette formation ne pouvait s'accomplir spontanément et instantanément, sans un travail éducatif de la part du Parti et sans

l'adoption d'autres mesures économiques et organisationnelles. La paysannerie était accoutumée depuis des siècles à vivre et à travailler suivant un système d'économie individuelle; aussi était-elle sujette aux sentiments et aux habitudes qu'engendre la propriété privée. Cela se reflétait dans les lacunes et les défauts que l'on relevait en matière d'organisation ainsi que dans l'attitude à l'égard du travail et de la propriété collective.

Dans ces circonstances, le Parti renforça son travail d'éducation auprès des coopérateurs afin qu'ils concentrent tous leurs efforts en vue du développement de l'économie commune, accroissent leur participation à la production et renforcent la discipline dans le travail. En outre, des mesures particulières furent arrêtées en matière d'organisation, de rémunération du travail et pour l'application des statuts des coopératives.

La collectivisation de l'agriculture entraîna aussi la modification des conditions de vie matérielles et culturelles dans les campagnes. Rien que dans les années 1956-1960 la paysannerie construisit quelque 30.000 maisons nouvelles. En 1959, il y avait dans les campagnes plus de 2.500 écoles d'enseignement général et environ 1300 maisons et foyers de la culture. Des centaines de cadres spécialisés pourvus d'instruction secondaire et supérieure y étaient employés.

Accomplissement avant terme du 2e plan quinquennal

Tout en œuvrant à achever la collectivisation de l'agriculture, le Parti luttait pour assurer l'accomplissement du 2e plan quinquennal dans toutes les branches de l'économie nationale.

Grâce à cette lutte et à la fougue révolutionnaire qui animait la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, l'année 1957 marqua un tournant non seulement pour la collectivisation, mais pour l'économie dans son ensemble. Par rapport à 1956, la production industrielle globale s'accrut de 26 pour cent. Le plan fut considérablement dépassé dans les principales branches de l'industrie. La production agricole augmenta de 15 pour cent.

Ces succès rendirent possibles, dès le mois d'octobre 1957, la suppression complète du système de rationnement et une baisse des prix des marchandises. C'était là une grande victoire politique et économique.

Analysant l'exécution du plan des deux premières années

du 2e quinquennat, le Parti aboutit à la conclusion qu'il existait dans le pays de puissantes réserves inexploitées à déceler et à utiliser au profit d'un prompt développement de l'économie et de la culture. Ce problème fut mis en discussion parmi les larges masses travailleuses. En même temps, les organismes étatiques de planification furent chargés de revoir les indices du plan quinquennal préalablement fixés, en vue de les élever. Le débat populaire permit de découvrir des réserves intérieures d'une ampleur qui dépassait les prévisions de la Commission du Plan d'Etat.

Le plenum du Comité central, réuni en février 1958, s'appuyant principalement sur les propositions des travailleurs, prit la décision d'élever tous les indices du 2e plan quinquennal. Ces augmentations des indices prévus étaient principalement basées sur les fonds d'accumulation et les réserves intérieures.

Afin de mener jusqu'au bout le tournant amorcé, le Parti mobilisa ses propres forces et les énergies intarissables des travailleurs citadins et ruraux. Le travail de direction, d'organisation et d'éclaircissement des organisations de base et des comités du Parti s'améliora notablement. Leur composition se raffermit par l'admission de nouveaux membres, issus des rangs des ouvriers et des coopérateurs, des rangs des travailleuses, tous aguerris dans l'œuvre d'édification socialiste et dans la lutte contre les ennemis de classe.

Les unions professionnelles veillèrent avec encore plus de soin à l'éducation communiste des travailleurs. Elles amplifièrent leur propagande en faveur de la production et perfectionnèrent leur action visant à la promotion des travailleurs à la gestion de l'économie. Les réunions d'ouvriers consacrées aux problèmes de la production furent vivifiées. On vit naître et se diffuser de nouvelles formes d'émulation et s'accroître l'initiative créatrice des travailleurs. Les mouvements tendant à prolonger la durée de l'outillage, à ménager et à mettre plus parfaitement en valeur les capacités productives, se propagea. De nombreux ouvriers d'élite, au mépris de leur propre intérêt matériel, quittèrent les brigades d'avant-garde et s'incorporèrent dans d'autres brigades pour leur faire rattraper leur retard. Le mouvement 1 + 2 vit le jour (chaque ouvrier qualifié s'engageant à en faire qualifier deux autres).

Dans les campagnes, se propagea le mouvement pour l'accomplissement de 300 journées de travail par an par chaque

coopérateur. Les ouvriers des services de mécanisation agricole adoptèrent l'initiative d'avant-garde visant à prolonger la durée des tracteurs et à économiser les carburants.

Le dépassement des objectifs du plan additionnel de la production industrielle pour l'année 1958 confirma le bien-fondé de la décision du CC du Parti d'élever les indices du 2e plan quinquennal.

Tout en luttant pour l'exécution du plan en quantité, le Parti concentra son attention aussi sur la qualité de la production. Dans les premières années de l'édification socialiste, du fait même du niveau encore très bas des forces productives et des multiples difficultés que traversait le pays, l'attention avait surtout été portée sur la quantité de la production. Maintenant le moment était venu de veiller aussi soigneusement à la qualité. Le Parti considérait cette exigence non seulement comme une question économique, mais aussi comme une question politique et idéologique. La qualité de la production reflète le degré de développement économique et culturel d'un pays. Dans les conditions du système socialiste, elle est l'expression du degré d'élévation de la conscience socialiste au travail, elle stimule le patriotisme socialiste et renforce la confiance du peuple en ses propres forces.

En décembre 1959, le Comité central du Parti lança le mot d'ordre: «Orientons-nous vers la qualité sans tourner le dos à la quantité!»

Afin de mettre en œuvre cette orientation, une série de mesures furent prises qui avaient pour but de perfectionner l'organisation et le mode de rémunération du travail. Il fut procédé à une révision des normes de travail et de la classification des ouvriers. Dans toutes les branches de l'économie, la rémunération du travail fut étroitement rattachée à la qualité du travail fourni. Il fut établi une liaison plus judicieuse entre les stimulants matériels et les stimulants moraux, en partant du principe de la subordination de l'intérêt personnel aux intérêts de la société. Les organisations du Parti ainsi que les organisations sociales menèrent un vaste travail politique auprès des travailleurs pour éclairer l'importance révolutionnaire de ces mesures, pour expliquer le tort que portaient à la cause du socialisme la tendance, relevée chez certains, à courir après l'argent, et l'opinion erronée selon laquelle «sans argent, il n'y a pas d'émulation».

En 1960, vit le jour et se diffusa dans tout le pays le mouvement des équipes et des brigades du travail socialiste. Il avait pour devise le mot d'ordre du Parti: «Travaillons, étudions et vivons en socialistes». Ce mouvement devint une grande force stimulante pour l'accroissement de la production, pour l'amélioration de la qualité de la production, pour l'élévation technique et professionnelle et pour le raffermissement de la conscience socialiste des travailleurs. Le mouvement d'inventions et de rationalisations connut également un nouvel essor.

Ainsi, le 2e plan quinquennal fut accompli et dépassé. Les tâches qu'il fixait furent notablement dépassées surtout dans l'industrie, les transports, les investissements et les grands travaux. Le volume de la production industrielle globale prévu par le plan, qui fut réalisé en quatre ans et neuf mois, était en 1960 2,2 fois plus élevé qu'en 1955 et 25 fois plus qu'en 1938. La structure des diverses branches de l'industrie enregistra une amélioration sensible.

Durant le 2e quinquennat il fut construit environ 250 grands ouvrages de caractère économique ou culturel. De nouveaux gisements de pétrole et de nouvelles mines de ferronickel, de chrome, de cuivre et de charbon furent mis en exploitation. La construction de ces ouvrages entraîna la création de cités nouvelles.

Dans l'agriculture, la principale victoire, une victoire d'importance historique, fut l'achèvement de la collectivisation dans ses grandes lignes. En 1960, le secteur socialiste dans l'agriculture couvrait 87 pour cent des terres cultivées. En dépit des mauvaises conditions atmosphériques, surtout au cours des deux dernières années du quinquennat, la production agricole, en 1960, était de 25 pour cent supérieure à celle de 1955.

L'accroissement de la production industrielle et agricole, l'élévation du rendement du travail et la baisse du prix de revient des produits étaient les principaux facteurs qui déterminèrent une élévation sensible du bien-être matériel et du niveau culturel de la population. Le salaire réel des ouvriers et des employés ainsi que les revenus réels de la paysannerie s'accrurent au-delà des prévisions du plan. Dans les années du 2° plan quinquennal, furent décrétées six baisses des prix des marchan-

dises de consommation courante, baisses dont la population tira un gain qui se chiffrait à 7 milliards 200 millions de leks (anciens). L'accroissement du volume de la circulation des marchandises se fit à un rythme 2 à 3 fois plus élevé que la croissance naturelle de la population.

L'enseignement fut porté à un niveau supérieur. En 1957 fut créée l'Université de Tirana, le plus grand centre éducatif et scientifique du pays. En 1960, une personne sur cinq, en Albanie, allait à l'école. Le nombre des cadres supérieurs tripla par rapport à 1955. La durée moyenne de la vie monta à 62 ans.

L'accomplissement des tâches du deuxième plan quinquennal créa de nouveaux points de départ pour le développement ultérieur de l'économie et de la culture dans la voie de l'édification socialiste du pays.

4. CRITIQUE DES VUES REVISIONNISTES ET DES MENEES SCISSIONNISTES DE LA DIRECTION SOVIETIQUE

La Conférence des partis communistes et ouvriers du mois de novembre 1957 ne fit que freiner le révisionnisme pour un temps, sans toutefois en arrêter l'extension ni le développement en profondeur au sein du mouvement communiste international.

Propagation ultérieure du révisionnisme international

Les révisionnistes yougoslaves définirent ouvertement la déclaration de la Conférence comme «un reniement du XXe Congrès du PCUS», comme «un pas en arrière», «un retour au stalinisme». Ils engagèrent un âpre combat contre son contenu révolutionnaire et ne tardèrent pas à y opposer leur «programme» antimarxiste qu'ils publièrent en 1958 en le présentant comme «un manifeste international».

Cependant, la direction soviétique, Khrouchtchev en tête, sans faire aucun cas des conclusions révolutionnaires de la déclaration commune, continuait au contraire de propager et de mettre en pratique les conclusions révisionnistes du XXe Congrès. Elle ne laissait échapper aucune occasion de se rapprocher

toujours davantage des impérialistes américains et d'établir une collaboration étroite avec eux. Khrouchtchev déclara publiquement qu'il considérait comme injuste et inhumaine toute espèce de guerre dans les conditions de l'époque. Il demanda à l'Organisation des Nations unies de mettre en application «le désarmement général et complet» pour chaque pays et chaque peuple, à l'exclusion d'une police «chargée de maintenir l'ordre public» (!) dans chaque Etat et d'une «force armée internationale» qui devait être formée dans le cadre de l'ONU, bien entendu pour étouffer les luttes et les insurrections populaires. Il propageait l'idée mensongère que dès 1960 on verrait se créer «un monde sans armes, sans armées, sans guerres!»

La politique suivie par le groupe de Khrouchtchev avait un caractère démagogique, éclectique et contradictoire, trait commun à toutes les espèces de révisionnisme. Par moments, il faisait l'éloge des Etats-Unis et cherchait à collaborer étroitement avec eux, par moments il les injuriait, les traitant d'agresseurs et de gendarmes du monde. Tantôt il qualifiait le président des Etats-Unis d'«ami», de «grand homme», de personne «sensée» et «qui aspire à la paix», tantôt il le traitait de «bourreau», d'homme «incapable même de diriger un jardin d'enfants». Parfois on l'entendait porter Tito et l'expérience yougoslave aux nues, parfois il qualifiait le révisionnisme yougoslave de «cheval de Troie» et reprochait à Tito de «ne pas marcher du même pas que le peloton». Aussi bien, il était contraint de dénoncer timidement le programme antimarxiste de la «Ligue des communistes yougoslaves» (LCY). Ainsi le groupe Khrouchtchev avançait dans la voie du révisionnisme en cherchant à désorienter les esprits, oscillant entre l'aventurisme et l'opportunisme et se préparant à porter un coud décisif dans le dos au camp socialiste et au mouvement communiste international.

Le processus d'extension et d'approfondissement du révisionnisme se développait aussi de façon continue dans les partis communistes et ouvriers d'un certain nombre de pays socialistes et capitalistes.

La ligne et l'activité des révisionnistes, surtout de la direction soviétique, avaient accru le désarroi idéologique au sein du mouvement communiste international.

Les impérialistes américains avec tout le capitalisme international exploitaient cette situation de confusion dans la plupart des pays socialistes et des partis communistes, et ouvriers pour mettre en œuvre leur stratégie de sape du système socia-

liste mondial et du mouvement communiste, de répression des mouvements révolutionnaires de libération, en recourant aussi bien à la tactique de la contre-révolution pacifique qu'à l'intervention armée. L'administration Eisenhower avait dressé un plan particulier pour renverser le pouvoir populaire en Albanie également.

Lutte à outrance pour dénoncer et écraser le révisionnisme moderne

Le Parti du Travail d'Albanie suivait avec une vive inquiétude la propagation du révisionnisme, et il considérait la lutte à lui livrer comme une de ses tâches les plus importantes.

La publication du programme de la LCY lui fournit une occasion opportune pour frapper le révisionnisme international dans tous les secteurs de son activité et de son idéologie antimarxiste. Dénonçant le programme yougoslave comme un ramassis des théories pourries de Proudhon, Bernstein, Kautsky, Trotsky, Boukharine, et autres, sous un nouveau travesti, le Parti lança le mot d'ordre: «Lutte à outrance pour dénoncer et écraser théoriquement et politiquement le révisionnisme moderne».*

Faisant allusion à l'attitude opportuniste observée par Khrouchtchev et d'autres révisionnistes dans différents partis communistes et ouvriers, le PTA soulignait: «Le rôle que joue le révisionnisme yougoslave au service des impérialistes, il n'y a que ceux qui ferment intentionnellement les yeux, qui ne le voient pas.»**

Il fit publier une série d'articles qui critiquaient sévèrement les conceptions des révisionnistes, exposaient les altérations apportées par ceux-ci aux enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, défendaient le parti de la classe ouvrière et son rôle dirigeant, la dictature du prolétariat et la voie révolutionnaire de passage au socialisme.

---

* Cf. la décision du plenum du CC du PTA, du 20 juin 1958. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 208, et «Zëri i popullit», 22 juin 1958.

** Enver Hoxha, Le révisionnisme moderne doit être combattu sans merci jusqu'à son anéantissement théorique et politique total. «Zëri i Popullit», 22 juin 1958 et Œuvres, éd. alb., t. 16, p. 58.

Tout en stigmatisant le révisionnisme international dans les domaines idéologique et politique, la direction du Parti du Travail d'Albanie était très attentive à l'attitude et à l'activité de Khrouchtchev et de son groupe. Elle les voyait s'écarter de plus en plus des principes marxistes-léninistes. Le processus de dévoilement du révisionnisme ne cessait de s'accentuer. La direction du Parti du Travail d'Albanie sentait croître toujours plus ses doutes et ses réserves à l'égard de la direction du PCUS. Cette attitude de défiance aida beaucoup le Parti à éviter tous les pièges que lui tendit Khrouchtchev pour le faire plier et l'entraîner dans la voie révisionniste. La direction révisionniste soviétique nourrit le vain espoir que les choses changeraient après la signature de l'accord prévoyant l'octroi à la République populaire d'Albanie d'un nouveau crédit pour la réalisation de son 3e plan quinquennal, et surtout à la suite de la visite de Khrouchtchev en Albanie, en mai 1959.

Loin d'agréer la demande instante de la direction soviétique qui l'engageait à adopter sa ligne révisionniste, le Parti du Travail d'Albanie poursuivit résolument sa voie marxiste-léniniste, intensifia son combat pour la dénonciation du révisionnisme yougoslave et du révisionnisme moderne en général.

Malgré tout, jusqu'à la fin du premier semestre 1960 les divergences idéologiques entre le Parti du Travail d'Albanie et la direction soviétique n'avaient pas été rendues publiques ni étendues au domaine des relations d'Etat à Etat.

Dans le même temps, le Parti du Travail d'Albanie ne relâchait pas un instant sa vigilance pour réduire à néant les desseins et les agissements hostiles des impérialistes américains et de la clique Tito contre la République populaire d'Albanie. Pendant l'été 1960, fut découverte et écrasée une organisation clandestine hostile à l'Etat, dont faisaient partie d'anciens agents des services d'espionnage étrangers qui avaient réussi à pénétrer dans les rangs du Parti, dans les organismes d'Etat et dans l'Armée. Ainsi fut déjoué le complot visant à organiser une révolte contre-révolutionnaire soutenue par une intervention armée coordonnée de la VIe Flotte américaine, des monarcho-fascistes grecs et des révisionnistes yougoslaves. En même temps avortait le plan de la direction révisionniste soviétique, qui était informée de ce complot, qui l'avait soutenu et comptait l'exploiter à ses propres fins.

L'attitude de principe marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie à la Rencontre de Bucarest

Vers la fin de 1959 et le début de 1960, le PTA avait acquis l'entière conviction que la direction soviétique avec Khrouchtchev à sa tête était une direction révisionniste, de traîtres, que ses vues et ses prises de position erronées n'étaient pas des déviations légères, mais de nets écarts par rapport au marxisme-léninisme.

C'est avec cette conviction que la délégation du PTA, conduite par le camarade Hysni Kapo se rendit en juin 1960 à Bucarest, pour participer, à l'occasion du congrès du Parti ouvrier roumain auquel il assisterait, à une rencontre des représentants des partis communistes des pays du camp socialiste. A cette rencontre, aux termes d'un accord préliminaire, devaient être établis le lieu et la date d'une conférence des partis communistes et ouvriers du monde entier. Par la même occasion, Khrouchtchev demanda que fût tenue une réunion des délégations de tous les partis participant aux Congrès du Parti ouvrier roumain, pour y discuter des désaccords qui avaient surgi entre le PCUS et le PC chinois, sur la base d'une lettre d'information, truffée d'accusations contre ce dernier et qui fut distribuée quelques heures seulement avant la réunion projetée.

Le CC du PTA avait eu connaissance de ces divergences profondes à travers les polémiques indirectes dans la presse et par les entretiens de certains membres de son Bureau politique avec des dirigeants soviétiques et chinois à Moscou et à Pékin.

A peine informé des divergences entre les deux plus grands partis communistes, la direction du PTA avait défini nettement son attitude: ces désaccords devaient être résolus au plus tôt par la voie marxiste-léniniste entre le PCUS et le PCC. Si ces deux partis ne parvenaient pas à les résoudre entre eux, alors serait convoquée une conférence des représentants des partis communistes du camp socialiste. Les vues et les prises de position de ces deux partis seraient ensuite soumises à une grande conférence des partis communistes et ouvriers comme celle de 1957 à Moscou*. Le PTA considérait le règlement des

---

* Enver Hoxha, Lettre au camarade Hysni Kapo à Bucarest le 22 juin 1960. Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 13.

divergences par la voie marxiste-léniniste entre le PCUS et le PCC comme une question de grande importance pour l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international, pour l'avenir de ce camp et de ce mouvement.

Se trouvant devant une situation très grave, la délégation du PTA, qui avait clairement conscience de l'attitude révolutionnaire à observer, informa aussitôt le Comité central. Celui-ci en tira la juste conclusion que Khrouchtchev était en train d'ourdir un grand complot contre le camp socialiste et le mouvement communiste international. Le PTA devait s'employer par tous les moyens à faire échouer ce complot. Sa délégation à la Rencontre de Bucarest devait soutenir sans fléchir l'attitude marxiste-léniniste qu'il avait définie. «Notre direction, écrivait le camarade Enver Hoxha au camarade Hysni Kapo en réponse à la notification qui lui avait été faite de cette réunion, estime prématurée et très préjudiciable la proposition que l'on fait de tenir maintenant à Bucarest, avec tous les représentants des partis communistes et ouvriers frères qui sont venus au Congrès du Parti ouvrier roumain, une réunion à propos des divergences existant entre le PCUS et le PCC»*. La délégation du PTA, mettant l'accent sur cette appréciation à la Rencontre de Bucarest et appliquant les autres instructions du Comité central, la considéra comme une réunion en totale opposition avec les règles d'organisation et les pratiques consacrées dans les relations entre partis communistes et ouvriers.

Khrouchtchev et consorts, furieux de cet acte de hardiesse manifeste, le qualifièrent d'«acte de rébellion».

En dépit de ses efforts obstinés, la direction soviétique ne réussit pas, à la Rencontre de Bucarest, à atteindre son but. Il y fut décidé de convoquer pour le mois de novembre 1960 une conférence régulière de tous les partis communistes et ouvriers du monde. Une commission spéciale à laquelle participaient les représentants de 26 partis, dont ceux du Parti du Travail d'Albanie, fut chargée de préparer cette réunion.

Le complot international monté par le groupe révisionniste de Khrouchtchev échoua. Ce groupe avait subi à Bucarest sa première défaite. C'était là un échec pour l'ensemble du révisionnisme moderne.

---

* Enver Hoxha, Lettre au camarade Hysni Kapo à Bucarest, le 22 juin 1960. Œuvres, éd. alb., t. 19, pp. 13-14.

Cela confirma le PTA dans sa conviction que la direction du PCUS avec Khrouchtchev à sa tête, était une clique de traîtres et qu'elle constituait un grand danger pour le marxisme-léninisme et le socialisme.

Le plenum du CC du Parti tenu en juillet 1960 jugea que l'attitude de sa délégation à Bucarest avait été conforme aux principes marxistes-léninistes, et que celle-ci y avait soutenu les intérêts du socialisme et du mouvement communiste international. Il mit au courant tout le Parti du déroulement de la Rencontre qui y eut lieu et du complot monté par Khrouchtchev. Les organisations de base du Parti, unanimes, jugèrent très juste la prise de position du Comité central et de la délégation du PTA à cette Rencontre, position qui était la résultante logique de la ligne révolutionnaire suivie par le PTA.

Résistance résolue du Parti du Travail d'Albanie aux attaques de la direction soviétique

Au lendemain de la Rencontre de Bucarest, la direction soviétique s'attaqua âprement au Parti du Travail d'Albanie pour l'obliger à s'agenouiller.

Les attaques furent lancées dans plusieurs directions. Le Comité central du PTA fut le premier à être pris comme cible. La direction soviétique tenta d'y provoquer une scission, de le soumettre et de l'amener à tout prix à répudier sa position de Bucarest, en prenant des mesures contre les «responsables» de cette attitude.

A cette fin le groupe Khrouchtchev eut recours à Liri Belishova, membre, à l'époque, du Bureau politique du CC du Parti du Travail d'Albanie, pénétrée d'une ambition morbide petite-bourgeoise et d'un sentiment d'arrivisme marqué. Façonnée à Moscou et poussée par ce groupe, elle se mit en opposition avec la ligne du Parti, se faisant le véhicule de la ligne antimarxiste de la direction soviétique. Ses efforts se heurtèrent toutefois à l'unité d'acier du Comité central, à sa détermination de ne faire aucune concession sur les positions de principe et sur la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste du Parti. Ainsi la tentative du groupe Khrouchtchev de modifier ou d'ébranler les positions du Comité central fut annihilée.

La direction soviétique, exploitant l'attachement infini des communistes albanais pour le Parti bolchévik et l'Union soviétique, s'employa à semer le désarroi parmi eux et à les faire

se dresser contre la direction marxiste-léniniste de leur Parti. Elle utilisa le personnel de son ambassade à Tirana, qui jouissait d'une grande liberté d'action en Albanie, pour prendre contact avec des officiers et des généraux, des cadres du Parti et des organes d'Etat, des travailleurs de l'économie et de la culture. Les agents de Khrouchtchev leur exprimèrent leur «inquiétude» au sujet de «la déviation de la direction du PTA de la ligne marxiste-léniniste» et de «sa trahison de l'amitié soviéto-albanaise». Il leur était posé des questions provocatrices: «Resterez-vous fidèles à l'Union soviétique ou vous tournerez-vous contre elle, comme le fait votre direction?» Le groupe Khrouchtchev avait surtout fondé ses espoirs sur les cadres qui avaient fait leurs études dans les établissements d'enseignement soviétiques. Or tous ces efforts et ces espérances furent réduits à néant. Les révisionnistes khrouchtchéviens ne trouvèrent ni ne réussirent à créer aucune faille dans les rangs du Parti. Et c'est précisément contre cette unité d'acier du Parti autour de son Comité central que vinrent se briser leurs plans.

Le Comité central du Parti protesta auprès du Comité central du PCUS contre ces pressions et ingérences manifestes dans les affaires intérieures du PTA et de l'Etat albanais. Il protesta aussi lorsqu'il apprit par la presse grecque que Khrouchtchev, au cours d'un entretien avec l'homme politique réactionnaire grec, Venizelos, lui avait déclaré avoir soi-disant vu des Grecs à Korçë au cours de sa visite en Albanie, et avait entretenu ses espoirs de voir satisfaire la revendication chauvine grecque sur «l'autonomie de l'Epire du Nord». Le Comité central formula également des protestations contre d'autres attitudes anti-albanaises de divers dirigeants et fonctionnaires soviétiques.

Outre Liri Belishova, le groupe Khrouchtchev mit en action contre le PTA son autre agent, Koço Tashko, alors président de la Commission de contrôle du Parti du Travail d'Albanie, qui avait déjà manifesté de sérieux vacillements et été souvent critiqué pour s'être écarté de la ligne du Parti et pour avoir eu des attitudes opportunistes. L'une et l'autre furent exclus du Parti, en tant qu'ennemis de celui-ci.

La direction soviétique étendit aussi ses attaques aux domaines économique et culturel. Au mépris des conventions conclues entre les gouvernements de la RP d'Albanie et de l'Union soviétique, elle espaça et, dans certains cas, interrompit tout à fait l'envoi de marchandises et d'équipements industriels

en Albanie. Elle repoussa aussi la demande qui lui était faite d'envoyer une certaine quantité de céréales pour assurer à la population albanaise le pain qui manquait par suite de l'extrême sécheresse de 1960. S'imaginant que la faim contraindrait le peuple albanais à se soulever contre le Parti, le groupe Khrouchtchev utilisa cette situation comme un moyen de pression pour le soumettre. Il menaça le Parti et le gouvernement de la RP d'Albanie d'interrompre toute aide en armements et en équipements militaires à l'Armée populaire albanaise, leur déclarant qu'ils ne feraient plus longtemps partie du Pacte de Varsovie.

En août 1960, la direction soviétique adressa au Comité central du PTA une lettre demandant que «le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste d'Union soviétique se rendent à la prochaine Conférence du mois de novembre avec une entière unité de vues»! En d'autres termes, le Parti du Travail d'Albanie devait renoncer à l'attitude de principe qu'il avait observée à Bucarest et à sa ligne marxiste-léniniste. Le groupe Khrouchtchev menaçait en disant que, dans le cas contraire, «l'étincelle du désaccord» apparue à Bucarest «ferait jaillir la flamme!»

Le Parti du Travail d'Albanie ne pouvait en aucune façon consentir à une pareille «unité» qui ne serait rien d'autre qu'une complicité criminelle. Aussi repoussa-t-il la demande diabolique de la direction révisionniste soviétique.

Entre-temps, la délégation du PTA à la commission des 26 partis, chargée de mettre au point et de rédiger la déclaration de la Conférence générale des partis communistes et ouvriers du monde entier, s'opposait avec fermeté aux tentatives des révisionnistes de formuler un document d'esprit antimarxiste. Elle se battait pour exécuter la directive du Comité central du Parti exprimée dans la lettre que lui adressait le camarade Enver Hoxha: «Notre point de vue n'est pas «qu'on arrange ce qui peut être arrangée»... *Nous sommes pour aller jusqu'au fond des choses...* Un révisionniste convaincu ne change pas de voie... Un compromis avec eux ne servirait pas notre cause».*

A Tirana, la délégation du PTA qui devait participer à la Conférence se préparait au dur affrontement auquel on s'attendait là-bas.

---

* Enver Hoxha, Lettre au camarade Hysni Kapo à Moscou, 13 octobre 1960. Œuvres, éd. alb., t. 19, pp. 329, 330.

La critique du PTA contre les révisionnistes khrouchtchéviens à la Conférence des 81 partis à Moscou

La délégation du PTA à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers qui se réunit en novembre 1960 à Moscou était présidée par le camarade Enver Hoxha.

La délégation avait parfaitement conscience de s'être rendue dans un pays où les révisionnistes s'étaient emparés du pouvoir, et elle s'attendait qu'ils se comportent envers elle en ennemis. Elle fut confirmée dans cette conviction dès son arrivée à Moscou, où elle eut aussitôt à repousser des pressions et des provocations ouvertes. Les khrouchtchéviens ne reculèrent devant aucun moyen pour la contraindre tout au moins, s'ils ne parvenaient pas à la soumettre, à ne pas se déclarer ouvertement à la Conférence contre les XX[e] et XXI[e] Congrès du PCUS et à faire le silence sur les crimes qu'ils avaient perpétrés à l'encontre du Parti et du peuple albanais. Ils eurent recours pour cela à des manœuvres de mercantis; ils lui promirent d'accroître leur aide économique, reconnurent quelque erreur que «les fonctionnaires soviétiques pouvaient avoir commise». Ils la menacèrent de lui couper toute aide et tout appui, d'«édifier dorénavant sur de nouvelles bases les relations entre l'Union soviétique et l'Albanie»!

Mais aucune pression ou manœuvre n'ébranla la détermination de la délégation albanaise à exprimer sans réserve à la Conférence les points de vue révolutionnaires, marxistes-léninistes du PTA sur les principaux problèmes à propos desquels avaient surgi des désaccords, sur les questions fondamentales de la stratégie et de la tactique du mouvement communiste international, tout en démasquant les thèses et les attitudes révisionnistes du groupe Khrouchtchev sur ces questions ainsi que ses méthodes antimarxistes pour contraindre les autres partis à adhérer à ces thèses et à ces prises de position.

Dans le discours qu'il prononça au nom du Comité central du PTA, le camarade Enver Hoxha réfuta les conceptions contre-révolutionnaires sur la modification de la nature du capitalisme et de l'impérialisme dans les conditions nouvelles que soutenaient Khrouchtchev et les autres révisionnistes pour justifier leur collaboration avec les impérialistes américains, pour soi-disant créer un «monde sans armes, sans armées et sans guerres»! L'impérialisme, et au premier chef l'impérialisme américain, déclara-t-il, n'a changé ni de peau ni de nature. Il

est agressif et il le restera même s'il ne lui reste qu'une dent dans la gueule. Il est donc capable de précipiter le monde dans une guerre. Il n'y aura pas de garantie absolue contre une guerre mondiale tant que le socialisme n'aura pas triomphé dans le monde entier ou pour le moins dans la plupart des pays du monde. «Qui ne voit pas cela est aveugle. Qui le voit, mais le dissimule, est un traître au service de l'impérialisme».*

Considérant la sauvegarde de la paix mondiale comme une tâche très importante, le camarade Enver Hoxha soutint le point de vue révolutionnaire du PTA selon lequel la paix ne peut être préservée par la voie de vaines discussions avec les chefs de l'impérialisme et ni par des flatteries, des cajoleries et des concessions aux impérialistes américains, en cédant à leurs pressions. Pour que la paix fût préservée et renforcée, il était nécessaire de mener une lutte politique et idéologique résolue en vue d'annihiler les plans agressifs des impérialistes, en leur opposant la force unie gigantesque du camp socialiste, du prolétariat international, de tous les pays et peuples épris de liberté et de paix.

Le camarade Enver Hoxha critiqua sévèrement la direction soviétique pour la manière opportuniste dont elle concevait et appliquait la coexistence pacifique entre pays aux systèmes sociaux différents, il qualifia d'acte antimarxiste l'adoption par la direction soviétique de la coexistence pacifique comme ligne générale de l'Union soviétique et de tout le camp socialiste, comme la voie principale à suivre pour la victoire du socialisme sur le capitalisme. La coexistence pacifique, souligna-t-il, ne constitue qu'un des aspects de la politique extérieure d'un pays socialiste. Les autres aspects, plus importants, de cette politique devaient être la collaboration fraternelle et l'assistance mutuelle entre les pays socialistes, le soutien sans réserve à la lutte révolutionnaire de libération des masses travailleuses, des peuples opprimés contre l'impérialisme et la réaction. On ne pouvait, au nom de la coexistence pacifique, renoncer, comme le faisaient les khrouchtchéviens, à la lutte de classes à l'échelle nationale et internationale, on ne pouvait non plus passer à la réconciliation de classe ni à la coexistence idéologique. «Au contraire, la lutte de classe doit se poursuivre. La lutte politique et idéologi-

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 387.

que contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, doit s'intensifier toujours davantage».*

Selon le point de vue du PTA, la tâche essentielle du parti communiste dans chaque pays capitaliste était de dresser les masses dans la lutte contre l'impérialisme et tous leurs valets dans le pays afin de saper leur domination, d'abattre, quand est créée une situation révolutionnaire, leur pouvoir politique, d'instaurer le pouvoir du peuple, de le consolider et de le développer pour le convertir en dictature du prolétariat.

C'est seulement ainsi, par la voie révolutionnaire et par la violence, que pouvait être assuré le passage du capitalisme au socialisme et non pas par la voie pacifique parlementaire. «Jusqu'à présent, indiqua le camarade Enver Hoxha, aucun peuple, aucun prolétariat, aucun parti communiste ou ouvrier ne s'est emparé du pouvoir sans violence et sans effusion de sang».** Cette question était claire pour les marxistes-léninistes, alors que Khrouchtchev est venu l'embrouiller et la fausser pour la plus grande satisfaction des opportunistes.

En particulier, le camarade Enver Hoxha critiqua le groupe Khrouchtchev pour son attitude contre-révolutionnaire envers Staline. Il jugea sa condamnation au XXe Congrès un acte arbitraire, une grave erreur. La question de Staline concerne tout le mouvement communiste international. Le PTA, comme un détachement de ce mouvement, exprimait l'opinion qu'«il nous incombe à tous de sauvegarder l'œuvre féconde et impérissable de Staline, qui ne la défend pas est un opportuniste et un lâche».***

Staline et le Kominform, souligna le camarade Enver Hoxha, avaient parfaitement raison d'avoir dénoncé et démasqué le révisionnisme yougoslave comme un courant contre-révolutionnaire antimarxiste, comme une agence de l'impérialisme. Le temps avait pleinement confirmé cette appréciation, aussi la lutte contre ce révisionnisme demeurait-elle pour les partis •communistes un devoir permanent. Mais le révisionnisme, soulignait-il, ne se manifestait ni ne sévissait pas seulement en Yougoslavie. Il se répandait aussi de façon inquiétante dans d'autres pays. Les révisionnistes étaient des ennemis jurés du prolétariat, de la révolution et du socialisme, des scissionnistes

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 391.

** Ibid., p. 392.

*** Ibid., p. 457.

du mouvement communiste international et du camp socialiste. C'est la raison pour laquelle le PTA insistait pour que fût réaffirmée l'appréciation de la Conférence de Moscou de 1957 définissant le révisionnisme moderne comme le principal danger dans le mouvement communiste international et que cette appréciation ne fût pas rejetée, comme le demandait Khrouchtchev et d'autres, qui considéraient ce danger comme dépassé (!).

Montrant, faits à l'appui, le grand danger que présentait le révisionnisme, et évoquant à ce propos les événements de Hongrie, de Pologne et d'ailleurs, dont la responsabilité ne retombait pas seulement sur les révisionnistes hongrois, polonais, yougoslaves et autres, mais aussi sur la direction soviétique, le camarade Enver Hoxha disait: «Nous demandons qu'on éclaircisse pourquoi ces choses-là se sont produites au sein du mouvement communiste international, au sein de notre camp après le XX[e] Congrès.

«Un tel état de choses doit nous préoccuper à l'extrême; nous devons déceler l'origine du mal et le guérir. Certes, on ne peut le guérir en tapotant sur l'épaule du renégat Tito, ni en consignant dans la déclaration que le révisionnisme moderne est définitivement liquidé, comme le prétendent les camarades soviétiques».*

Afin de barrer la route aux révisionnistes, il était très important de mettre un terme aux méthodes de pressions, d'interventions, et de complots dans les relations entre partis communistes. Il importait de dénoncer surtout le complot du groupe Khrouchtchev à la Rencontre de Bucarest, que le PTA qualifiait de «tache dans le mouvement communiste international»; de dénoncer également toutes les tentatives de chauvins de grand Etat des dirigeants soviétiques en vue de contraindre les autres partis à aller à la Conférence de Moscou en se mettant à leur pas erroné. Le camarade Enver Hoxha condamna particulièrement les attitudes de patrons et les pratiques de mercantis de ces dirigeants envers l'Albanie socialiste. Entre autres, Khrochtchev, n'ayant pu soumettre la délégation du PTA, avait déclaré à la délégation chinoise: «Nous avons perdu l'Albanie et vous l'avez gagnée»!

Mettant la Conférence au courant de ces actes profondément antimarxistes du groupe Khrouchtchev, le camarade Enver Hoxha déclarait: «Que sont ces... comportements de

---

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 19, pp. 459-460.

marchands à l'égard de notre Parti, de notre peuple et d'un pays socialiste, que l'on perdrait ou gagnerait comme une mise au jeu? ... Vous considérez l'Albanie comme une marchandise négociable... Il fut un temps, il est vrai, où l'Albanie était traîtée ainsi, c'était lorsque certains croyaient qu'il dépendait d'eux qu'elle existe ou non. Mais ce temps-là est révolu depuis que les idées du marxisme-léninisme ont triomphé dans notre pays».*

La délégation du PTA expliqua que, dans cette sévère critique de principes qu'elle adressait à la direction soviétique, elle n'était guidée que par le désir de voir préserver l'unité du mouvement communiste international et du camp socialiste. On ne pouvait maintenir l'unité sans mettre à nu les erreurs et les manifestations pernicieuses, sans les dénoncer sévèrement et sans les rectifier sur des bases marxistes-léninistes. A ceux qui tentaient de bâillonner le Parti du Travail d'Albanie, le camarade Enver Hoxha répondait : «...Personne ne doit se figurer que l'Albanie, parce qu'elle est un petit pays et son Parti du Travail, parce qu'il est un petit parti, obéiront à qui que ce soit, s'ils sont convaincus qu'on leur montre un chemin erroné...

«Le droit de dire notre mot nous a été conféré par le marxisme-léninisme, et ce droit, nul ne peut nous en priver, quelles que soient les pressions politiques ou économiques exercées sur nous, quelles que soient les menaces qu'on nous lance ou les épithètes dont on nous gratifie».**

Aucun autre parti ne prit si hardiment la défense du marxisme-léninisme ni ne démasqua aussi sévèrement sur le plan des principes la ligne et l'activité antimarxistes des khrouchtchéviens. Si les autres partis ne le firent pas, c'est que, qui plus qui moins, ils étaient atteints par le mal du révisionnisme, alors que le PTA avait gardé sa pensée et sa ligne révolutionnaire pures.

La délégation chinoise, elle aussi, se prononça contre le groupe Khrouchtchev. Mais, dans son attitude, on voyait bien qu'elle se tenait sur des positions d'attente, de conciliation, sur des positions opportunistes et qu'elle n'entendait pas se battre et passer à l'offensive. Comme cela devait apparaître par la suite, la direction du PCC, à la différence de celle du

---

* Enver Hoxha, Œuvres, ed. alb., t. 19, pp. 424-425.

** Ibid., pp. 394, 422.

PTA, n'avait pas pour dessein de défendre le marxisme-léninisme et les intérêts du communisme international, mais, tout comme les khrouchtchéviens, les intérêts étroits chauvins et hégémonistes.

Le discours du camarade Enver Hoxha eut un effet extraordinaire, inattendu, sur les dirigeants soviétiques et les autres révisionnistes. Il réduisit à néant la tactique diabolique de Khrouchtchev visant à couvrir les contradictions et les désaccords profonds au sein du mouvement communiste international, à se dérober aux critiques et à la dénonciation de son cours révisionniste, de ses menées de scission. Par cette tactique, le groupe Khrouchtchev entendait rejeter toute la faute sur le Parti du Travail d'Albanie et sur le Parti communiste chinois, qu'il couvrait d'accusations et de calomnies dans une lettre d'information distribuée aux délégations la veille de la Conférence, et apparaître lui-même comme le porte-drapeau du marxisme-léninisme et de l'unité! Comme l'a écrit par la suite le camarade Enver Hoxha, les khrouchtchéviens voulaient jouer à la Conférence de Moscou le rôle de «procureurs», et mettre la délégation du PTA sur le banc des accusés. «Mais contrairement à leurs vœux, c'est nous qui nous fîmes les procureurs et les accusateurs des renégats et des traîtres; c'est eux qui étaient sur le banc des accusés. Nous tenions le front haut, car nous étions avec le marxisme-léninisme. Khrouchtchev, lui, se tenait la tête entre les mains quand notre Parti faisait tomber ses bombes sur lui.»*

La critique de principe et directe de la délégation albanaise alluma la polémique. Les délégations des divers partis se virent contraints d'exprimer leur attitude sur les problèmes en discussion. Les furieuses contre-attaques lancées par les révisionnistes soviétiques et autres contre le PTA, et qui cherchaient à neutraliser l'effet explosif de la voix du PTA, ne firent que la rendre plus puissante, plus écrasante. La lutte menée par la délégation du PTA ne manqua pas de laisser sa trace dans l'énoncé de la Déclaration commune telle qu'elle fut approuvée par la Conférence.

Ce document international incarnait, dans l'ensemble, les principes révolutionnaires marxistes-léninistes. La tentative des révisionnistes khrouchtchéviens d'imposer la ligne révision-

---

* Enver Hoxha, «Les khrouchtchéviens», éd. fr., p. 463 (Editions «8 Nëntori»).

niste au mouvement communiste international échoua. La ligne marxiste-léniniste remporta une nouvelle victoire.

La définition que la Conférence de Moscou de 1957 avait donnée du contenu de notre époque comme «passage du capitalisme au socialisme», fut complétée dans la nouvelle déclaration en ces termes: «Notre époque, dont le contenu essentiel est constitué par le passage du capitalisme au socialisme, passage qui a été amorcé par la Révolution socialiste d'Octobre, est l'époque de la lutte entre deux systèmes sociaux opposés, l'époque des révolutions socialistes et des révolutions de libération nationale, l'époque de l'effondrement de l'impérialisme, de la liquidation du système colonial, l'époque de l'acheminement des autres peuples sur la voie du socialisme, du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale.»*

Ainsi les révisionnistes furent privés de la possibilité de spéculer sur une définition incomplète du contenu de notre époque et de présenter celle-ci comme une époque de coexistence pacifique et de compétition économique sans révolutions et sans luttes de libération.

Nombre de thèses révisionnistes contenues dans le projet de déclaration formulé par la direction soviétique et qu'elle appliquait elle-même dans la pratique furent également rejetées. Telles étaient entre autres les thèses selon lesquelles: «la coexistence pacifique est la ligne générale de la politique extérieure des pays socialistes» ; «les possibilités de passage pacifique au socialisme croissent constamment»; «à l'époque actuelle il est possible d'empêcher toute guerre», etc.

En dépit des réticences des révisionnistes khrouchtchéviens, la Déclaration de la Conférence comportait, clairement définies, les thèses suivantes: — l'impérialisme n'a pas changé de nature, il demeure la base des guerres agressives; — l'impérialisme américain est la principale force d'agression et de guerre; — il est en même temps le bastion de la réaction mondiale et un gendarme international, l'ennemi des peuples du monde entier; — pour écarter le danger d'une guerre mondiale, il est nécessaire que tous les peuples se dressent dans la lutte contre l'impérialisme en dirigeant leur coup principal contre l'impérialisme américain et en formant un front uni anti-impérialiste; — les luttes de libération nationale constituent une force importante

* Déclaration de la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, novembre 1960.

pour prévenir une guerre mondiale; — ces luttes doivent bénéficier du soutien multilatéral des pays socialistes, du mouvement ouvrier et communiste international; — tous les partis marxistes-léninistes sont indépendants et égaux entre eux; — ils élaborent par voie de consultations leurs vues communes et coordonnent leurs actions dans la lutte pour les mêmes objectifs, etc.

Les multiples efforts déployés par les révisionnistes khrouchtchéviens pour ne pas reprendre la formulation de la Déclaration de 1957, qui définissait le révisionnisme comme le plus grave danger, échouèrent également. Cette définition fut maintenue dans la nouvelle Déclaration. En outre, il y était dit que «les partis communistes ont condamné unanimement la forme d'opportunisme international de type yougoslave, qui est l'expression concentrée des théories du révisionnisme actuel. Après avoir trahi le marxisme-léninisme... les dirigeants de la LCY ont détaché leur pays du camp socialiste, l'ont fait dépendre de la prétendue «aide» des impérialistes américains et des autres impérialistes... La dénonciation ultérieure des dirigeants révisionnistes yougoslaves et la lutte active pour prémunir le mouvement communiste, ainsi que le mouvement ouvrier, contre les idées antiléninistes des révisionnistes yougoslaves, demeurent un devoir impératif des partis marxistes-léninistes.»*

Néanmoins, la Déclaration comprenait certaines appréciations incorrectes, comme celle émise sur le XXe Congrès du PCUS, qui fut laissée telle qu'elle avait été formulée dans la Déclaration de 1957, ainsi que d'autres thèses erronées. En ce qui concerne ces appréciations et ces thèses mal fondées, le PTA avait des opinions tout à fait contraires, qu'il exprima ouvertement en cours de réunion. La délégation du PTA apposa sa signature au bas de la Déclaration en tenant compte du fait que le contenu en était, pour l'essentiel, correct.

Le plenum du Comité central, réuni en décembre 1960, approuva unanimement et totalement l'activité de la délégation du PTA à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers. Il définit l'attitude de la délégation comme ayant été «ferme et de principe», et ses interventions et son activité dans l'ensemble comme «très positives et fructueuses».

---

* Déclaration de la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers, novembre 1960.

La courageuse attitude marxiste-léniniste de principe des délégations albanaises à la Rencontre de Bucarest et à la Seconde Conférence de Moscou, dans les circonstances si complexes créées par les agissements des révisionnistes khrouchtchéviens, attestait le haut degré de maturité révolutionnaire du PTA. Cette attitude fut, pour tous les communistes albanais, un grand exemple, qui les guida dans l'âpre lutte qui avait éclaté entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne. La sympathie des forces marxistes-léninistes révolutionnaires du monde entier pour le PTA et leur soutien ne firent que s'accroîtrè.

CHAPITRE VI

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE DANS LES CONDITIONS DU BLOCUS IMPERIALISTE ET REVISIONNISTE

(1961—1965)

1. LE IVe CONGRES DU PARTI. ORIENTATION DONNEE EN VUE DE L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE

Le IVe Congrès du Parti tint ses assises à Tirana du 13 au 20 février 1961. Participaient au Congrès 754 délégués avec voix délibérative et 54 avec voix consultative; ils représentaient 50.802 membres du Parti et 2.857 stagiaires.

Le Congrès dressa le bilan des transformations économiques et sociales accomplies, fixa l'orientation à suivre à la nouvelle étape de l'édification socialiste du pays et approuva les directives du 3e plan quinquennal.

Construction de la base économique du socialisme

La transformation des principaux moyens de production et de circulation en propriété collective sociale, et l'achèvement, dans ses grandes lignes, de la coopération socialiste dans l'agriculture, avaient entraîné, de façon générale, l'élimination de l'économie multiforme, qui fit place à un système unique, socialiste, de l'économie. En 1960, la

part du secteur socialiste était, respectivement, de 99 et de 80 pour cent dans la production industrielle et dans la production agricole; elle couvrait la totalité du commerce de gros et 90 pour cent du commerce de détail. Près de 90 pour cent du revenu national était assuré par le secteur socialiste. Le IVe Congrès du Parti, se fondant sur ces transformations économiques et sociales radicales, arriva à la conclusion qu'en **RP d'Albanie, la base économique du socialisme était désormais créée aussi bien à la ville qu'à la campagne.**

Le triomphe des rapports de production socialistes s'accompagna de la liquidation des classes exploiteuses, en tant que classes en soi, et de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le trait le plus caractéristique, fondamental, de la structure des classes dans notre pays à l'étape actuelle, indiqua le Congrès, **est l'existence de deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, leur alliance sous la direction de la classe ouvrière et la consolidation, sur cette base, de l'unité du peuple.***

Les rapports entre ces deux classes étaient maintenant devenus des rapports de collaboration et d'entraide fraternelles entre travailleurs affranchis de toute exploitation.

En 1960, les ouvriers et leurs familles représentaient 22,5 pour cent de la population totale, la paysannerie laborieuse 62,8 pour cent et l'intelligentsia populaire 13,6 pour cent.

L'établissement du système socialiste de l'économie dans les villes et les campagnes s'accompagna du renforcement de la base économique et sociale de la dictature du prolétariat, de la démocratie socialiste et de l'unité du Parti et du peuple.

Les grandes transformations économiques et sociales, le travail d'édification socialiste, l'activité éducative multiforme du Parti entraînèrent une transformation marquante de la figure morale de l'homme travailleur, de sa conscience, de sa psychologie du travail et de la propriété sociale, de son attitude envers la société et la famille. L'idéologie socialiste, en tant qu'idéologie dominante, agissait maintenant avec une plus grande force pour promouvoir la transformation socialiste de la société, la conscience des hommes et leur vie matérielle.

---

* Résolution du IVe Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 532.

L’établissement des rapports de production socialistes ouvrit de grandes perspectives au développement impétueux des forces productives et au renforcement de la capacité de défense du pays.

Pour l’édification de la société socialiste intégrale

La base économique du socialisme créée, l’Albanie s’engagea dans une nouvelle étape historique de la révolution. **L’édification de la société socialiste intégrale fut définie comme le but stratégique de cette étape.** Le IVe Congrès du Parti fixa les directions dans lesquelles le développement du pays devait s’orienter au cours de cette phase.

La tâche fondamentale assignée pour cette étape consistait à achever la construction de la base matérielle et technique du socialisme, en développant et en portant à un degré supérieur les forces productives. En fait, les premiers pas dans la construction de la base matérielle et technique du socialisme avaient été déjà accomplis avec la nationalisation des principaux moyens de production et le développement de l’économie socialiste au cours des précédents quinquennats. Le Congrès donna la directive de mener à son terme la construction de cette base matérielle et technique dans les quinquennats à venir, qui devaient voir l’Albanie se transformer de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire.

La poursuite de l’industrialisation du pays fut définie comme le maillon principal de la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme. Le Congrès recommanda de maintenir, à l’avenir également, le rôle dirigeant de l’industrie socialiste dans l’économie nationale. Dans cet effort de développement de l’industrie, le Congrès recommandait d’employer principalement des matières premières fournies par le pays même. Il donnait comme directive de maintenir la priorité de l’industrie lourde, de la production des moyens de production.

Parallèlement à celui de l’industrie, le Congrès appela à accélérer le développement de l’agriculture, en ayant pour objectif d’éliminer la disproportion de développement entre ces deux principales branches de l’èconomie nationale. Dans l’agriculture, la principale tâche à remplir consistait toujours à accroître la production des céréales pour que le pays se suffît en pain. Le Congrès exigeait en même temps une augmentation des autres productions agricoles afin de mieux

satisfaire les besoins croissants de la population, les demandes de l'industrie en matières premières, et d'assurer l'essor de nos exportations. La voie principale fixée pour le développement de l'agriculture était celle de l'élévation continue des rendements, sans que fût interrompu pour autant le travail de défrichement de terres nouvelles.

Tout en développant les forces productives et en les portant à un degré supérieur, le Congrès donna la directive d'étendre et de perfectionner constamment les rapports de production socialistes.

La propriété sociale, fondement des rapports socialistes, devait être renforcée et élargie. Ce résultat devait être obtenu en accroissant dans la mesure du possible l'accumulation intérieure, en promouvant la collectivisation des exploitations individuelles paysannes dans les zones montagneuses, le regroupement des petites coopératives en unités plus importantes, le renforcement économique et organisationnel des coopératives agricoles et en protégeant la propriété socialiste contre les dégradations et les abus.

Le Congrès donna la directive de perfectionner le système du travail à normes de rendement, de renforcer la coopération et l'entraide entre les diverses branches de la production, entre les entreprises et collectifs de travail, d'améliorer le système de planification, d'organiser la diffusion de l'expérience avancée.

Dans le domaine de la répartition, l'orientation donnée était de perfectionner l'application du principe de la rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni, d'assurer de justes proportions dans la répartition du revenu national (entre le fonds d'accumulation et le fonds consommation), ainsi qu'entre la répartition individuelle et sociale du fonds consommation.

Sur la base du développement ininterrompu des forces productives et des rapports de production, la classe ouvrière devait grandir et se renforcer, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière se tremper encore davantage, et le niveau de vie matériel et culturel de la population s'élever constamment.

A cette nouvelle étape de l'édification socialiste, l'éducation communiste des travailleurs revêtait une importance primordiale. «L'édification complète du socialisme, soulignait le camarade Enver Hoxha, est inconcevable si elle ne s'accompagne pas de la formation d'un homme nouveau, doté d'idées et de

conceptions nouvelles, de hautes qualités et vertus morales».*

Le Congrès recommanda que la lutte du Parti pour l'éducation communiste eût pour premiers objectifs de promouvoir une attitude foncièrement socialiste envers le travail et la propriété sociale, d'extirper les conceptions et les habitudes bourgeoises et petites-bourgeoises ancrées dans la conscience des hommes, les préjugés religieux, les superstitions et coutumes rétrogrades, d'inculquer aux travailleurs une conception scientifique matérialiste du monde.

Une autre tâche fondamentale demeurait celle de sauvegarder les conquêtes réalisées et d'assurer de nouvelles victoires dans l'édification socialiste contre toute tentative de porter atteinte à ces conquêtes ou de les réduire à néant, et de restaurer le régime des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

Dans ce cadre, il était désormais clair que la liquidation des classes exploiteuses du pays n'avait pas éteint pour autant la lutte de classes. Cette lutte se développerait également avec âpreté au cours de la phase d'édification de la société socialiste intégrale. La lutte de classes sur le front idéologique revêtait une encore plus grande importance. Le Congrès souligna que l'atténuation ou la cessation de la lutte de classes, prépare le terrain à la contre-révolution au-dedans et à l'intervention armée du dehors, partant, à la restauration du capitalisme.

Il était indispensable que la lutte de classes dans le pays fût considérée en relation étroite avec la lutte de classes qui se livrait dans l'arène internationale entre le socialisme, les peuples opprimés et le marxisme-léninisme, d'une part, et l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme, de l'autre. L'impérialisme et le révisionnisme exerçaient une pression continue sur le PTA et le peuple albanais. Ils n'avaient pas renoncé à leurs visées sur l'Albanie ni cessé leurs tentatives d'y renverser l'ordre socialiste.

Le renforcement et le perfectionnement continus de la dictature du prolétariat furent définis comme une condition indispensable de l'édification de la société socialiste intégrale et de la défense de l'ordre socialiste.

En conformité avec les nouvelles conditions créées, les fonctions essentielles de l'Etat socialiste étaient développées et perfectionnées encore davantage.

---

* Enver Hoxha, Rapport au IVe Congrès du PTA, Œuvres, éd. alb., t. 20, p. 267.

Les fonctions d'ordre économique et organisationnel, culturel et éducatif dont l'Etat socialiste albanais s'acquittait depuis son érection, s'accentuaient et prenaient maintenant une plus grande extension. Afin de permettre à l'Etat de s'acquitter au mieux de ces fonctions, il fut fixé comme tâche aux organes du pouvoir populaire d'améliorer la méthode de direction de l'économie et de la culture, de perfectionner les activités de planification et d'organisation de ces organes.

La fonction de défense de la patrie socialiste assumée par l'Etat conservait toute son importance antérieure. En ce domaine, il fut fixé pour tâche d'accroître la puissance défensive du pays, de renforcer l'Armée populaire et toutes les forces armées, d'assurer la préparation militaire systématique du peuple tout entier.

La fonction répressive demeurait, même après la liquidation des classes exploiteuses, une des principales fonctions de l'Etat. La répression par la voie administrative était dirigée contre les débris des classes exploiteuses et tous les ennemis de classe, contre les agents de l'impérialisme et du révisionnisme, contre les éléments qui portaient gravement atteinte à la propriété sociale, qui enfreignaient les lois de l'Etat et les normes morales de la société socialiste.

A l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale, comme aux étapes précédentes, le Parti du Travail d'Albanie restait le dirigeant et l'organisateur de toute la vie du pays. Pour être à même de remplir ce rôle, il avait pour autre tâche importante et permanente d'élever constamment ses capacités de direction, d'organisation et d'éducation, de consolider son unité, sa trempe idéologique et sa composition sociale.

L'édification de la base économique du socialisme, la modification de la structure de classe de la société, avaient rendu indispensable une modification des articles des statuts du Parti concernant les conditions d'admission. Le IVe Congrès abolit la pratique de la différenciation quant aux conditions requises pour l'admission au Parti, différenciation qui était fondée sur la condition sociale, et établit une règle unique pour tous les postulants. L'abolition de l'ancienne différenciation des conditions requises ne signifiait nullement que le Parti ne se souciait plus de la condition sociale de ses nouveaux membres. Il dirigerait et guiderait, comme toujours, les admissions au Parti, avec le plus grand soin, en grossissant ses rangs des militants les plus révolutionnaires, les plus actifs, les plus

attachés aux masses et les plus dévoués à la cause du Parti et du peuple. A l'avenir également, l'immense majorité des nouveaux adhérents se composerait d'hommes occupés dans les secteurs productifs, à la ville et à la campagne, en premier lieu d'ouvriers de l'industrie, des mines et des transports, puis de membres des coopératives agricoles.

Les directives du 3e plan quinquennal

Le Congrès élabora les directives du 3e plan quinquennal (1961-1965) de développement économique et culturel, avec pour orientation générale l'édification intégrale de la société socialiste. Ces directives fixaient les tâches essentielles suivantes: **le 3e quinquennat devait marquer un important pas en avant dans la construction de la base matérielle et technique du socialisme; l'Albanie devait progresser plus rapidement dans la voie de sa transformation de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire; la production agricole devait augmenter à des rythmes encore plus rapides et, en conséquence, le niveau matériel et culturel des masses travailleuses s'élever davantage.**

Le volume global de la production industrielle, devait, selon les prévisions, augmenter au cours du quinquennat à un rythme moyen annuel de 8,7%. Comme toujours, la priorité serait donnée au développement de l'industrie lourde, surtout de l'industrie d'extraction et de transformation des minerais et du pétrole.

Les directives prévoyaient aussi une augmentation de la production agricole à un taux annuel moyen de 15,5 pour cent, la priorité étant donnée à la production des céréales.

Afin de mener à bien les tâches fixées par le plan, l'Etat devait augmenter les investissements de 51 pour cent par rapport à ceux du 2e plan quinquennal, et en affecter environ 82 pour cent aux secteurs productifs.

L'augmentation prévue du revenu national et du salaire réel des ouvriers et employés ainsi que des revenus de la paysannerie assureraient une élévation sensible du bien-être matériel et culturel des travailleurs. Les crédits alloués aux assurances sociales, aux pensions de retraite, à l'instruction et à la culture, aux jardins d'enfants et aux crèches bénéficieraient d'une augmentation encore plus sensible, et la gratuité de l'assistance médicale devait être étendue à toute la population, y compris la paysannerie.

Le 3e plan quinquennal prévoyait un tournant dans

l'organisation de l'enseignement populaire et des activités de recherche afin de rattacher plus étroitement l'école et la science à la pratique de l'édification socialiste, à la vie. Le nombre des cadres sortant des établissements d'enseignement secondaire et supérieur devait plus que doubler par rapport à 1960.

La réalisation du 3e plan quinquennal se fondait principalement sur l'emploi des ressources, des moyens et des forces du pays, sur l'augmentation de la productivité du travail, l'exploitation totale des capacités productives, la découverte et la mise en valeur de toutes les réserves, la réduction des pertes et la suppression des frais superflus, etc. Cette réalisation s'appuyait aussi sur l'aide que les pays socialistes devaient apporter à l'Albanie, en vertu des accords conclus ou en cours de conclusion.

Sans combattre le révisionnisme, on ne peut combattre avec succès l'impérialisme, on ne peut sauvegarder l'unité dans le mouvement communiste international

Le IVe Congrès tenait ses assises dans des conditions marquées par l'aggravation de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme au sein du mouvement communiste international.

Le révisionnisme était devenu un danger redoutable et direct menaçant les grandes victoires historiques remportées par le prolétariat, le socialisme, le marxisme-léninisme. Au révisionnisme titiste s'étaient joints le révisionnisme khrouchtchévien et d'autres courants. A la différence de l'ancien révisionnisme de Bernstein, Kautsky et autres, qui avait vécu des aumônes de la bourgeoisie dominante, le révisionnisme moderne était un révisionnisme au pouvoir, qui disposait d'une grande puissance économique et militaire. Le pire était que ce révisionnisme se trouvait à la tête de l'Union soviétique, du premier Etat socialiste et du Parti communiste de Lénine et Staline. Cela constituait la plus grande tragédie qu'eût connue le mouvement communiste international. L'idéologie bourgeoise ainsi que les nombreux intérêts qu'ils avaient en commun avaient rapproché et unissaient toujours plus étroitement les révisionnistes modernes et les impérialistes, les sociaux-démocrates et tous les laquais de l'impérialisme dans la lutte contre le communisme, contre la révolution.

Les révisionnistes khrouchtchéviens jetèrent au rebut la Déclaration de la Conférence des partis communistes et ouvriers

de novembre 1960, dès le lendemain même de cette réunion. Ils appliquaient dans tous les domaines leur ligne révisionniste et déployaient une activité scissionniste sous des formes brutales de pression et d'ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes et des partis communistes et ouvriers pour leur imposer leur ligne antimarxiste et organiser un bloc contre ceux qui s'opposaient au révisionnisme.

Dans ces conditions, le PTA considérait comme un devoir primordial de défendre avec vigilance et d'appliquer de manière conséquente sa ligne générale révolutionnaire, de sauvegarder la pureté du marxisme-léninisme, de défendre et de propager les principes fondamentaux marxistes-léninistes que les révisionnistes avaient pris pour cible.

La lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme se livrait principalement sur les grands problèmes de l'évolution mondiale, qui furent posés et discutés à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers. Le Parti du Travail d'Albanie avait clairement exprimé sa position révolutionnaire sur ces problèmes. Le IVe Congrès sanctionna cette position. Il déclara «approuver entièrement l'activité de la délégation du Parti du Travail d'Albanie conduite par le camarade Enver Hoxha à la Conférence de Moscou de novembre 1960, ainsi que les documents historiques qui y furent adoptés.»*

Le Congrès condamna sévèrement les points de vue révisionnistes sur la collaboration et la coexistence des classes à intérêts opposés ainsi que les efforts de tous ceux qui cherchaient à présenter l'époque actuelle comme une époque de tranquillité et d'harmonie générale, où le monde entier passera au socialisme sans révolutions, sans insurrections et sans guerres de libération. Il dénonça les tentatives que faisaient en particulier les révisionnistes pour anéantir la dictature du prolétariat dans les pays socialistes et souligna que non seulement la liquidation mais même le moindre affaiblissement de la dictature du prolétariat, sa libéralisation, équivaudraient à un suicide pour ces pays.

Le Parti du Travail d'Albanie, indiquait le Congrès, tiendra toujours haut levé le drapeau du marxisme-léninisme et du socialisme triomphant, il poursuivra sa lutte pour sauvegarder et renforcer l'unité du mouvement communiste international.

---

* Résolution du IVe Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 547.

Le IV[e] Congrès du PTA considérait que, pour défendre le marxisme-léninisme et l'unité du mouvement communiste international, il était indispensable de mener une lutte résolue contre le révisionnisme moderne, d'annihiler son activité de scission et de sape. Il condamna l'attitude des dirigeants de certains partis communistes et ouvriers qui avaient renoncé à définir le révisionnisme comme le principal danger dans le mouvement communiste international, et à dénoncer le révisionnisme yougoslave comme l'expression condensée du révisionnisme moderne, ainsi qu'il en avait été unanimement décidé à la Conférence de Moscou. «Sans démasquer impitoyablement le révisionnisme... on ne peut démasquer comme il se doit l'impérialisme.»* Pour toutes ces raisons, le Congrès recommandait que *«la lutte contre le révisionnisme soit poursuivie et encore intensifiée jusqu'à la destruction idéologique et politique totale de celui-ci.* Tout en luttant avec résolution contre le révisionnisme en tant que principal danger, le Parti doit combattre aussi toute manifestation de dogmatisme et de sectarisme.»**

S'il observa une rigoureuse attitude de principe contre le révisionnisme et dénonça les vues révisionnistes, le IV[e] Congrès ne critiqua pourtant pas ouvertement la direction soviétique à propos de ces vues, de son activité scissionniste au sein du mouvement communiste et du camp socialiste et de ses agissements antialbanais. Cela, le Parti du Travail d'Albanie l'avait déjà fait à la Conférence de Moscou, qui était une assemblée de partis frères, ainsi qu'aux réunions à huis clos de son propre Comité central et de ses organisations. Il ne désirait pas rendre publiques ses divergences avec la direction du PCUS et de certains autres partis, et respectait rigoureusement le principe du règlement des désaccords entre partis frères par voie de consultations, comme il en avait été décidé à la dernière Conférence de Moscou.

La dénonciation des points de vue antimarxistes des révisionnistes modernes par le IV[e] Congrès se heurta à l'opposition directe des représentants de la direction du PCUS et de certains autres partis communistes et ouvriers, qui assistaient au Congrès. Connaissant bien la position marxiste-léniniste et la

---

* Enver Hoxha, Rapport au IV[e] Congrès du PTA, Œuvres, éd. alb., t. 20, p. 283.

** Résolution du IV[e] Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 3, p. 547.

lutte résolue que la délégation du Parti du Travail d'Albanie avait soutenue contre le révisionnisme moderne, à la dernière Conférence de Moscou, ces représentants étaient venus au IVe Congrès du PTA avec la mission spéciale d'exercer une pression sur les délégués au Congrès, de les amener à s'opposer à la ligne marxiste-léniniste révolutionnaire de leur Parti et à se mettre en opposition avec la direction de celui-ci.

A cette fin, le représentant soviétique et ceux de certains autres partis présentèrent dans leurs interventions des thèses contraires à celles du rapport du Comité central du PTA. Recourant au chantage et à la démagogie, ils s'efforcèrent d'obliger aussi les représentants des autres partis communistes et ouvriers à modifier le fond de leurs interventions et à se désolidariser de la ligne du PTA.

Ces actes d'ingérence des révisionnistes modernes causèrent une vive indignation parmi les délégués au Congrès. Ceux-ci y ripostèrent en exprimant leur détermination de poursuivre avec encore plus de rigueur la lutte pour la sauvegarde de la pureté du marxisme-léninisme, pour mettre en œuvre la ligne politique révolutionnaire du PTA et les décisions du IVe Congrès, en renforçant encore davantage l'unité du Parti autour du Comité central ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Avant de clôturer ses travaux, le Congrès élut à l'unanimité le Comité central du Parti composé de 53 membres et de 29 membres suppléants. Enver Hoxha fut réélu au poste de Premier secrétaire.

Le IVe Congrès du PTA est entré dans l'histoire comme le congrès qui ouvrit une nouvelle étape dans le développement du pays, l'étape de l'édification de la société socialiste intégrale, et qui prépara le Parti à lancer une attaque idéologique générale contre le révisionnisme moderne.

A ce Congrès se manifestèrent l'unité monolithique marxiste-léniniste du Parti et sa détermination de sauvegarder et de renforcer cette unité contre toute visée et toute attaque des révisionnistes modernes. Cette détermination s'exprima avec une grande force dans les interventions des délégués, interventions marquées d'un sain contenu et d'un ardent esprit de combat, dans l'adoption unanime des rapports, de la résolution et des directives relatives au 3e plan quinquennal, ainsi que dans l'élection à l'unanimité des organes directeurs suprêmes du Parti.

2. LE PARTI EN LUTTE POUR LA REALISATION DES TACHES DU 3e PLAN QUINQUENNAL. LES VISEES HOSTILES DES REVISIONNISTES CONTRE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE SONT BRISEES

La classe ouvrière, la paysannerie coopérée et l'intelligentsia populaire souscrivirent immédiatement à ces décisions du IVe Congrès du Parti et mobilisèrent toutes leurs forces pour les réaliser. Le profond esprit révolutionnaire qui avait pénétré les travaux et les décisions du Congrès suscita un grand enthousiasme parmi les larges masses travailleuses et les soutint dans leur lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles qui se dressaient sur leur chemin et pour mener à bien les tâches du 3e plan quinquennal.

Renforcement du régime d'économies

Pour mener à bien les tâches du 3e plan le Parti s'appliqua à assurer la meilleure utilisation possible de toutes les valeurs matérielles et financières, à établir un régime sévère d'épargne dans l'économie nationale et dans toute l'activité étatique et sociale du pays.

Le régime d'économies, en tant que méthode de gestion de l'économie socialiste, procède du mode socialiste de production. La transformation socialiste de l'économie nationale, la création de la propriété socialiste à la ville comme à la campagne avaient permis d'étendre la sphère d'application du régime d'économies, de découvrir des réserves intérieures et de les transformer en sources complémentaires pour le développement de l'économie et de la culture. D'autre part, la mise en valeur optimale des réserves intérieures aidait directement à surmonter les difficultés qui dérivaient de l'encerclement capitaliste-révisionniste du pays.

En outre, le Parti prévoyait qu'à l'avenir le groupe Khrouchtchev et ses tenants intensifieraient leur activité de sape contre l'Albanie socialiste. Cela rendait encore plus nécessaire l'utilisation, sur une plus grande échelle et avec encore plus de parcimonie, des ressources, des forces et des moyens financiers intérieurs.

Le PTA soumit ce problème si important au jugement des masses travailleuses pour solliciter leur pensée créatrice et faire ainsi de cette question un problème du peuple tout

entier. Dans la vaste consultation populaire organisée en juin 1961, les collectifs de travailleurs des entreprises avancèrent des propositions concrètes très précieuses en vue d'accroître la production sans coût supplémentaire. Partout fut embrassée l'initiative de faire fonctionner les entreprises trois mois par an uniquement sur les réserves intérieures, sans employer de pièces de rechange ni d'autre matériel importé. La diminution des coûts de production, des investissements superflus et prématurés, et d'autres mesures devaient permettre de réaliser une économie de plus de 6 pour cent du budget d'Etat.

La consultation populaire sur le régime d'économies montra la maturité politique et le patriotisme socialiste plus élevés du peuple albanais et son empressement à répondre aux exigences politiques du moment. Cette consultation fit également apparaître qu'il était indispensable que les entreprises et les institutions d'Etat fussent plus attentives dans l'élaboration des plans économiques afin de mieux détecter et exploiter les possibilités de développement de l'économie nationale.

Le Comité central du Parti analysa les résultats de cette consultation populaire et en fit la synthèse. Sur cette base, il fixa particulièrement pour tâche de ménager l'outillage productif, en en assurant un emploi plus rationnel, à remplacer les matières premières et le matériel importé par ceux produits dans le pays, sans nuire à la qualité. D'importantes économies devaient être réalisées en assurant un processus ininterrompu de production, l'utilisation la plus complète possible des machines et des installations, l'exploitation rationnelle des heures de travail, la diminution des dépenses dans la sphère improductive, l'augmentation des revenus provenant des exportations.

De grandes possibilités d'économie et de nombreuses réserves existaient aussi dans le domaine des investissements. A cet égard, il était fait un devoir aux institutions étatiques concernées de procéder à des études approfondies pour déterminer exactement la rentabilité économique des nouveaux ouvrages projetés, sans en négliger la portée politique.

Le PTA face à l'assaut farouche de la direction révisionniste soviétique

Le Parti et les masses travailleuses avaient à peine commencé de mettre en œuvre les tâches du 3e plan quinquennal que la direction soviétique déclenchait un assaut général contre la Ré-

publique populaire d'Albanie sur le front politique et économique, en étendant également les divergences idéologiques au domaine des relations d'Etat à Etat.

Le gouvernement soviétique rompit unilatéralement tous les accords régulièrement conclus entre les deux pays. Il supprima totalement les crédits qu'en vertu de ces accords il s'était engagé à fournir à l'Albanie de 1961 à 1965, annula tous les accords commerciaux, technico-scientifiques et culturels, rappela de façon démonstrative et menaçante tous les spécialistes soviétiques.

Ces agissements antimarxistes, anti-albanais furent accompagnés, en avril 1961, d'une lettre du gouvernement de l'URSS au gouvernement de la RPA, dans laquelle il était dit, entre autres, que l'Albanie «ne pouvait plus dorénavant espérer recevoir, comme par le passé, de l'Union soviétique, une aide à laquelle n'ont droit que les vrais amis et frères»! En d'autres termes, la direction révisionniste soviétique proclamait maintenant publiquement, ce qu'elle faisait déjà dans la pratique, qu'elle avait renoncé à entretenir avec l'Albanie des relations fraternelles d'entraide, comme doivent l'être celles des pays socialistes entre eux. Aussitôt après, en mai, elle rompit arbitrairement les accords bilatéraux en vigueur, conclus avec l'Albanie en vertu du Pacte de Varsovie, supprimant complètement l'envoi d'armements et d'autres équipements techniques nécessaires à l'Armée populaire albanaise. Elle retira à la face du monde tous ses navires de guerre de la base navale de Vlorë et s'empara des 8 sous-marins ainsi que des navires de guerre albanais au radoub à Sébastopol. Ces actions affaiblissaient la capacité de défense de la RPA et du camp socialiste, excitaient vivement les convoitises des impérialistes américains, des monarcho-fascistes grecs et des révisionnistes comploteurs yougoslaves.

Néanmoins, le PTA ne condamna pas publiquement ces actes hostiles de la clique Khrouchtchev. Bien au contraire, le Comité central du PTA écrivait encore en juillet 1961, au Comité central du PCUS: «Il faut éviter d'étendre les divergences idéologiques existant entre nos deux Partis au domaine des relations d'Etat à Etat, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique et militaire.*

---

* Lettre du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RPA au CC du PCUS, 6 juillet 1961. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 60.

Mais les révisionnistes khrouchtchéviens ne daignèrent même pas recevoir cette demande et ils ne cessèrent pas leurs attaques hostiles contre le Parti et le peuple albanais. Ils annulèrent l'accord sur l'instruction des citoyens de la RPA dans les établissements d'enseignement de l'Union soviétique, supprimèrent les bourses de tous les étudiants réguliers albanais, civils et militaires, et les renvoyèrent d'Union soviétique. Depuis lors, ils avaient exclu en fait la RPA du Pacte de Varsovie, faisant fi de la souveraineté du peuple albanais. C'est dans cet esprit qu'ils dénièrent notamment à la délégation plénipotentiaire du PTA conduite par le camarade Ramiz Alia, secrétaire du Comité central, le droit de participer à la réunion des représentants des partis communistes et ouvriers des pays membres du Pacte de Varsovie, réunion qui se tint en août 1961, à Moscou.

Ainsi les révisionnistes khrouchtchéviens organisèrent contre l'Albanie socialiste un dur blocus économique, politique, militaire, qu'ils accompagnèrent d'une activité hostile multiforme, ouverte ou voilée. Ils visaient par là à créer en RP d'Albanie une situation d'insécurité, à forcer le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais à fléchir, à s'écarter de la voie marxiste-léniniste, et à embrasser la ligne révisionniste.

Cet objectif des révisionnistes khrouchtchéviens apparut encore plus clairement au XXIIe Congrès du PCUS qui se réunit en octobre 1961. Violant brutalement les Déclarations de Moscou de 1957 et de 1960, et les normes les plus élémentaires des relations entre partis communistes et ouvriers frères, Khrouchtchev attaqua publiquement le Parti du Travail d'Albanie, lançant contre lui les plus viles calomnies et accusations. Dans son rapport au Congrès, Khrouchtchev alla jusqu'à qualifier la direction du PTA «d'agent de l'impérialisme», «vendue pour 30 deniers» et à appeler les communistes et le peuple albanais à la contre-révolution!

La direction révisionniste soviétique entendait de soulever contre le PTA la totalité des délégués au Congrès et des représentants des partis communistes et ouvriers du monde. Mais elle n'atteignit pas son but. Maints représentants des autres partis et un grand nombre de délégués qui prirent la parole à ce Congrès ne se prononcèrent pas en faveur de cette attitude antimarxiste de la direction soviétique.

D'autre part, Chou En-laï, qui conduisait la délégation chinoise au congrès soviétique, s'il critiqua l'attaque ouverte de Khrouchtchev contre le PTA, il limita sa critique à la mé-

thode employée par le dirigeant soviétique en mettant à nu devant l'ennemi les dissensions entre les partis, sans cependant dire un mot pour défendre les prises de position et la ligne juste du PTA. Il demandait que l'on éteignît la polémique en un temps où le groupe révisionniste de Khrouchtchev avait attaqué furieusement le PTA, qui défendait résolument le marxisme-léninisme. La cessation de la polémique dans ces circonstances ne profitait qu'au révisionnisme moderne. Cette attitude de Chou En-laï montrait que la direction chinoise hésitait, qu'elle n'était pas pour une ferme lutte de principes contre le révisionnisme khrouchtchévien.

En dévoilant ainsi publiquement et unilatéralement les désaccords et en lançant ouvertement son attaque contre le PTA, le groupe Khrouchtchev fournit des armes aux ennemis, assumant ainsi une responsabilité historique, celle de la scission de l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.

Le PTA en lutte ouverte contre la direction révisionniste soviétique

Dans ces conditions, le PTA ne pouvait pas se taire. Il avait non seulement le droit, mais encore le devoir de faire connaître publiquement son point de vue, de révéler au mouvement communiste et à l'opinion publique internationale la vérité sur les relations entre lui et la direction révisionniste soviétique, sur l'activité hostile, anti-albanaise, de cette direction.

A travers le discours prononcé par le camarade Enver Hoxha le 7 novembre 1961, à l'occasion du 20e anniversaire de la fondation du PTA et du 44e anniversaire de la Révolution socialiste d'Octobre, le Parti fit une analyse marxiste-léniniste approfondie des relations albano-soviétiques. Il y démontrait clairement que la tension survenue dans ces relations avait pour cause la politique antimarxiste et chauvine de grande puissance poursuivie par Khrouchtchev et son groupe révisionniste. Ce groupe avait trahi le marxisme-léninisme et la politique traditionnelle que le Parti bolchévik et le gouvernement soviétique avaient pratiquée sans discontinuer sous la direction de Lénine et de Staline.

Au cours de ses 20 années d'existence, le PTA n'avait cessé de lutter pour le renforcement de l'amitié qui unissait le peuple albanais et le peuple soviétique, pour l'établissement des liens les plus étroits entre la RPA et l'URSS. Il avait

éduqué les communistes et le peuple albanais dans un esprit de fidélité et d'attachement sans bornes au grand Parti de Lénine et de Staline, et au premier Etat socialiste. L'expérience du PCUS avait été, pour la révolution populaire et pour l'édification socialiste, une source d'inspiration et un précieux enseignement. La République populaire d'Albanie avait reçu de l'Union soviétique une aide internationaliste importante, encore qu'insuffisante. La coopération entre le Parti et l'Etat albanais d'une part et le Parti et l'Etat soviétiques de l'autre, indépendamment du fait que le PTA ne souscrivait pas et s'opposait à une série de vues et d'actions erronées du groupe Khrouchtchev, avait, de façon générale, suivi, jusqu'à l'été 1960, un cours normal.

Exprimant le désir et la détermination du Parti et du peuple albanais tout entier, le camarade Enver Hoxha souligna que leurs sentiments de pure amitié pour les peuples soviétiques demeureraient immuables. Toutefois, le PTA ne pactiserait en aucune manière avec la ligne révisionniste du groupe Khrouchtchev, il ne consentirait jamais à renier ses vues et ses convictions marxistes-léninistes ni ne se soumettrait au diktat khrouchtchévien.

Le PTA voyait dans la direction khrouchtchévienne non seulement son propre ennemi et celui du peuple albanais tout entier, mais avant tout un ennemi du marxisme-léninisme et de l'Union soviétique elle-même.

Le camarade Enver Hoxha fit observer que le critère de la fidélité aux enseignements du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, de l'attachement à l'Union soviétique, ne consiste pas dans l'attitude adoptée à l'égard du XXe Congrès ou du programme approuvé au XXIIe Congrès du PCUS. Les résolutions des congrès d'un parti ne sont obligatoires que pour ses membres. Les partis communistes et ouvriers sont égaux et indépendants. Ils élaborent leur politique en partant des conditions concrètes de leurs pays et en s'appuyant sur les enseignements du marxisme-léninisme. Les tentatives des révisionnistes khrouchtchéviens de présenter les thèses opportunistes du XXe Congrès comme des normes internationales obligatoires pour tous les partis communistes et ouvriers n'avaient rien de commun avec les enseignements du marxisme-léninisme et constituaient en outre une violation directe du principe de l'égalité et de l'indépendance des partis marxistes-léninistes.

En même temps, le Comité central du PTA lançait un nouvel appel au nouveau Comité central du PCUS, élu à son XXIIe Congrès, pour qu'il analyse avec objectivité et dans un esprit d'équité léniniste la grave situation créée dans les relations soviéto-albanaises du fait des agissements antimarxistes du groupe Khrouchtchev et prenne les mesures nécessaires en vue de normaliser ces relations.*

A cette demande faite dans un esprit de franche camaraderie, le groupe révisionniste de Khrouchtchev répondait par un nouvel acte hostile, sans précédent dans les rapports entre pays socialistes, la rupture des relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie. Pour justifier son action, il lança contre la RPA une attaque gratuite, sous prétexte que «le gouvernement albanais avait déclenché dans son pays une campagne calomnieuse et hostile contre l'URSS», que «ce gouvernement appliquait avec préméditation des mesures tendant à entraver l'activité normale de l'ambassade et de la représentation commerciale de l'URSS en Albanie», etc. A la vérité, cette action attestait l'échec des efforts des dirigeants soviétiques pour obliger le PTA à renoncer à la lutte de principe qu'il menait contre leur ligne révisionniste, l'échec de leurs tentatives pour lui imposer cette ligne à tout prix.

En engageant une lutte ouverte contre le révisionnisme khrouchtchévien, le PTA en assumait toutes les responsabilités devant le peuple albanais comme devant le mouvement communiste international. Il engagea cette lutte avec la conviction qu'il en sortirait victorieux, car il défendait une cause juste, la cause du marxisme-léninisme, la cause du socialisme, parce que, dans cette lutte, il avait à ses côtés les communistes et toutes les forces révolutionnaires dans le monde entier. En même temps, afin d'écarter toute idée fallacieuse que l'on aurait pu se faire quant à une victoire facile et rapide, le Comité central donnait cet avertissement: «la lutte qui vient d'être imposée à notre Parti et à notre peuple sera longue et ardue. Mais les difficultés ne les ont jamais effrayés»**.

---

* Lettre du CC du PTA au CC du PCUS, approuvée par le plenum le 12 octobre 1961 et remise à l'ambassade soviétique à Tirana le 11 novembre 1961. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 151.

** Déclaration du CC du PTA, 20 octobre 1961, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 154.

L'unité d'acier du peuple autour du Parti en lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens

Les révisionnistes soviétiques comptaient bien que la rupture des relations diplomatiques avec l'Albanie et le blocus économique qu'ils lui imposaient isoleraient complètement celle-ci, et qu'étant un petit Etat, elle ne pourrait résister aux pressions et finirait par s'agenouiller. Selon les révisionnistes soviétiques, deux seules voies s'ouvraient à l'Albanie: soit accepter la ligne antimarxiste des XXe et XXIIe Congrès et se soumettre à leur diktat, soit se jeter dans les bras de l'impérialisme. Faisant mal leurs calculs, ils espéraient que le peuple albanais, animé par son amour pour l'Union soviétique, se dresserait contre la direction révolutionnaire de son Parti et de son Etat.

Les révisionnistes khrouchtchéviens visaient également à donner une leçon aux autres pays de démocratie populaire et à leur montrer que la moindre désobéissance à leur diktat entraînerait les mêmes mesures à leur égard.

L'activité hostile du groupe Khrouchtchev, exercée dans tous les domaines, économique, militaire, politique et culturel, causa de graves préjudices au peuple albanais. Les crédits qui devaient être accordés à la République populaire d'Albanie, en vertu des accords réguliers conclus avec le gouvernement soviétique, étaient appelés à couvrir une part importante des investissements du 3e plan quinquennal. La cessation complète de ces crédits rendait problématique la construction de certains grands ouvrages de ce plan. Le volume des importations et des exportations avec l'Union soviétique pendant douze années consécutives avait représenté pour la RPA 50 pour cent de ses échanges avec l'étranger. La rupture totale, du fait du gouvernement soviétique, des relations commerciales avec l'Albanie créait d'énormes difficultés pour les exportations de produits albanais et les importations de machines et autres produits, très nécessaires au développement de l'économie nationale. En outre, la cessation de l'aide militaire mettait le gouvernement albanais dans l'obligation d'imposer une lourde charge à l'économie du pays pour renforcer la défense de la Patrie.

Dans cette grave conjoncture, les puissances impérialistes, de leur côté, crurent le moment venu d'attirer l'Albanie dans le camp impérialiste. Dans cette intention, elles ne tardèrent pas à lui offrir des crédits et se montrè-

rent prêtes à satisfaire à toute sollicitation éventuelle de sa part!

Mais tout comme les révisionnistes khrouchtchéviens, les impérialistes se trompèrent grossièrement dans leurs calculs et virent leurs espoirs déçus. Dans son discours du 7 novembre 1961, le camarade Enver Hoxha avait très clairement exprimé les sentiments du peuple albanais et sa résolution d'aller de l'avant dans la voie du socialisme sans reculer devant les difficultés et les obstacles. «...Le peuple albanais et son Parti du Travail, soulignait-il, se nourriront d'herbe s'il le faut, mais ils ne se vendront jamais «pour trente deniers», ils préfèrent mourir debout et dans l'honneur plutôt que vivre dans la honte et à genoux.»*

A l'appel des révisionnistes khrouchtchéviens à renverser la direction du Parti et de l'Etat, à leurs attaques, pressions et chantages, les communistes albanais et les larges masses des travailleurs ripostèrent en redoublant leurs efforts pour réaliser les tâches du plan, en resserrant encore davantage leurs rangs autour du Parti et du Comité central. L'unité d'acier du peuple et du Parti fut portée à un degré encore plus haut.

En dépit des difficultés créées par l'arrêt des crédits et le retrait des spécialistes soviétiques, dans l'ensemble, les travaux pour l'achèvement des ouvrages en cours de construction furent poursuivis.

Le plan pour 1961 fut réalisé, la production industrielle dépassa les chiffres prévus et la production agricole augmenta de 22 pour cent par rapport à 1960.

Ces résultats permirent de maintenir, malgré les difficiles conditions du blocus, les conditions de vie de la population à leur niveau antérieur. Conformément au plan, en octobre 1961, fut décrétée une nouvelle baisse des prix de détail des articles industriels, de la mesure prévue.

Le Parti avait maintenant devant lui une autre tâche très importante, celle d'assurer la réalisation des plans des années suivantes du quinquennat. Mais pour y réussir, il lui fallait surmonter de grandes et multiples difficultés.

Ces difficultés s'aggravèrent encore en 1962 à la suite de la suppression des crédits accordés jusque-là à l'Albanie, par les gouvernements de certains pays de démocratie popu-

---

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 127.

laire d'Europe, qui suivaient la ligne et l'exemple du gouvernement soviétique. Tout en ne rompant pas complètement, comme l'avait fait le groupe Khrouchtchev, leurs rapports économiques avec la RPA, ces gouvernements, à des fins déterminées, firent longuement traîner la conclusion des accords commerciaux et refusèrent d'échanger leurs produits si nécessaires au développement de l'économie albanaise contre les produits albanais d'exportation.

Dans les conditions créées par le blocus et les pressions de toute sorte imposées à l'Albanie par les révisionnistes modernes, l'appui sur ses propres forces revêtait une plus grande signification politique. Il apparaissait indispensable de raffermir encore l'optimisme révolutionnaire du peuple, de lui inculquer une confiance inébranlable en ses propres forces et capacités créatrices, la conviction profonde qu'il est capable de combattre, de travailler et de construire avec succès le socialisme, de remporter la victoire en toutes circonstances, même les plus complexes.

Le Parti consulta les masses populaires sur la situation créée, sur les grandes difficultés à surmonter dans la réalisation des tâches de l'édification socialiste, du développement économique et culturel, et de la défense.

Répondant à l'appel du Parti, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée, l'intelligentsia et la jeunesse s'engagèrent dans un vaste mouvement patriotique révolutionnaire pour réaliser absolument toutes les tâches fixées. En même temps, les masses, aux côtés du Parti, luttaient contre le révisionnisme khrouchtchévien et le révisionnisme moderne dans son ensemble pour défendre le marxisme-léninisme et mettre en œuvre la ligne du Parti.

L'unité indestructible du peuple et du Parti dans l'action révolutionnaire pour réaliser les tâches fixées et dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, se manifesta dans toute sa force aux élections du 3 juin 1962 à l'Assemblée populaire, qui furent marquées par une participation de la quasi totalité de l'électorat et où les candidats du Front démocratique et la ligne marxiste-léniniste du Parti recueillirent la quasi-unanimité des suffrages.

Dans les circonstances du blocus impérialiste-révisionniste, la formation des cadres et l'élévation technique et professionnelle des travailleurs revêtait un caractère plus aigu. Dans une réunion spéciale de son plenum, le Comité central du Parti

examina ces problèmes importants pour l'édification intégrale de la société socialiste. Des mesures furent prises pour former au cours du quinquennat 118 000 ouvriers qualifiés ainsi que pour élever le niveau d'instruction des ouvriers dans l'ensemble conformément aux exigences de la technique avancée. On veilla particulièrement à assurer une meilleure formation des techniciens moyens et à élever leur rôle. Le travail pour la formation, la qualification plus avancée et la spécialisation des cadres supérieurs fut également amélioré. Un plus grand nombre de spécialistes furent orientés dans les activités de recherche scientifique.

En même temps, le travail de trempe idéologique révolutionnaire des cadres et spécialistes des diverses branches fut consolidé, ce qui aida à raffermir chez les intellectuels et les cadres leurs convictions révolutionnaires marxistes-léninistes, à les faire participer plus activement à la lutte contre l'influence de l'idéologie bourgeoise et des théories opportunistes et révisionnistes.

Le travail idéologique du Parti et l'action révolutionnaire exaltèrent chez tous les travailleurs l'esprit de sacrifice et d'abnégation, la détermination de vaincre les difficultés.

En même temps qu'à la lutte pour la réalisation des tâches économiques du 3e plan quinquennal, le PTA consacra le plus grand soin à l'accroissement de la capacité de défense du pays et à la création de réserves d'Etat, pour mettre le peuple en mesure de faire face à toutes les situations et à tout imprévu.

3. LES TACHES A REMPLIR EN VUE DU DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE

Le problème des campagnes, de leur développement, demeurait un problème de haute importance.

Dans les années qui suivirent la Libération, l'agriculture avait connu de grandes transformations. En 1961, la production agricole globale avait doublé par rapport à 1938.

Dans la première étape de l'édification socialiste, le PTA poursuivit, en agriculture surtout, une politique de développement extensif. A cette époque, c'était la seule politique possible, car le pays manquait de moyens mécanisés, de système

de bonification et d'irrigation, de cadres qualifiés, d'engrais chimiques, etc. Jusqu'en 1961, l'augmentation générale de la production agricole était due pour 62 pour cent à l'extension des superficies arables et pour 38 pour cent seulement à l'accroissement du rendement des cultures. Le rythme de développement de l'agriculture dans cette voie ne répondait pas encore aux exigences dictées par le rapide accroissement de la population, par l'augmentation de son pouvoir d'achat, ainsi que par l'expansion de notre industrie et de nos exportations. Pour en assurer le rapide essor, il était nécessaire de l'engager dans la voie de l'intensification.

Efforts déployés en vue de l'intensification de l'agriculture

Cet important problème fut examiné au plenum du Comité central du Parti, en octobre 1962.

Le processus d'intensification de l'agriculture, souligna le plenum, est un processus multiple. Il nécessite l'augmentation systématique des investissements, l'accroissement des moyens mécanisés, l'extension de superficies bonifiées et du système d'irrigation, un large emploi d'engrais chimiques et organiques, le perfectionnement continu de la technique agricole en vue d'augmenter la fertilité du sol et d'obtenir des mêmes superficies, et avec le minimum de frais, une plus grande quantité de produits agricoles et d'élevage.

La collectivisation de l'agriculture, la création de grandes exploitations socialistes, leur dotation en puissants moyens mécanisés, l'aménagement de vastes systèmes d'irrigation et de drainage, l'emploi sur une grande échelle de semences sélectionnées, l'augmentation du nombre des cadres spécialisés et le défrichement de terres nouvelles, avaient, entre autres mesures, créé les conditions indispensables pour le passage à une agriculture intensive.

Pour réaliser la grande tâche que constituait l'intensification de l'agriculture, le Comité central chargeait les organes du Parti et de l'Etat d'exiger instamment l'application d'une technique agricole moderne ainsi que la mobilisation de toutes les réserves intérieures en vue d'assurer un accroissement continu de la production agricole, la participation accrue au travail et l'emploi optimal de la main-d'œuvre tout au long de l'année, et l'utilisation la plus complète des moyens financiers, des instruments de travail et du fonds arable.

Le passage d'une agriculture extensive à une agriculture intensive marquait un autre grand pas, une nouvelle étape, dans le développement ultérieur, socialiste, de l'agriculture.

Le Parti mena un intense travail d'organisation et d'explication pour faire appliquer les directives du Comité central sur le développement intensif de l'agriculture. En conséquence, la mobilisation des travailleurs de l'agriculture s'accrut sensiblement; il fut enregistré une nette augmentation de la moyenne annuelle des journées travail par coopérateur; une plus grande quantité d'engrais organiques furent amassés et utilisés, des milliers d'hectares de nouvelles terres irrigués, la plantation d'arbres fruitiers, de vignes et d'agrumes se mua en un grand mouvement.

Cependant, l'Etat poursuivait sur une plus large échelle les travaux de bonification et de creusement de nouveaux canaux de drainage et d'irrigation. Surmontant les obstacles créés par le blocus, il ne cessa de renforcer et de développer la mécanisation de l'agriculture, encore que dans une mesure légèrement inférieure à celle prévue par le plan quinquennal.

En même temps, le travail de défrichement de terres nouvelles continua surtout dans les zones de collines. Mais les capacités en réserve, en ce domaine, étaient supérieures à celles prévues, et, dans les années 1961-1965, elles ne furent pas exploitées dans la mesure voulue.

Vers une amélioration radicale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes

La transformation socialiste de la campagne requérait non seulement le développement des forces productives dans l'agriculture, l'augmentation de la productivité du travail, mais encore l'amélioration fondamentale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes, le perfectionnement des rapports socialistes.

Les nouvelles conditions créées à la campagne avaient entraîné des changements dans le mode de vie des paysans. Une évolution s'était produite dans leur alimentation et leur habillement. Le nombre des écoles, des élèves et des institutions sanitaires et culturelles s'était accru, des crèches et des jardins d'enfants avaient été créés.

Mais tout cela ne constituait que les premiers pas dans la longue voie à parcourir pour liquider les disparités essentielles entre la campagne et la ville, disparités qui sont fonction

du degré de développement des forces productives, de la socialisation des instruments de travail et du travail lui-même, des conditions et du mode de vie, du développement de la culture, de l'instruction, de la santé publique, etc.

Le problème de l'amélioration fondamentale de la situation économique, sociale et culturelle du village, de la réduction des disparités entre la campagne et la ville, fut analysé au plenum du Comité central du Parti au mois de juin 1963. «Si le Parti, indiquait le plenum, pose aujourd'hui avec une telle force ce problème, c'est parce que sa solution est une nécessité objective, dictée par la nouvelle étape du développement historique de notre pays, l'édification de la société socialiste intégrale.»*

L'amélioration du bien-être dans les campagnes devait s'appuyer avant tout sur le développement des forces productives, sur l'augmentation des productions végétales et animales, obtenue principalement à travers l'augmentation des rendements, mettant ainsi en application les orientations données par le Parti pour le développement intensif de l'agriculture.

Cet objectif devait également être poursuivi par une autre voie, celle du perfectionnement des divers aspects des rapports de production, en premier lieu par la détermination de proportions aussi harmonieuses que possible dans la répartition de la production agricole et de l'élevage, de façon à assurer au mieux la reproduction élargie, les besoins généraux de l'Etat ainsi que ceux des consommateurs ruraux eux-mêmes.

Le plenum du Comité central consacra une attention particulière à l'harmonisation du rapport entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation dans les coopératives agricoles. Il critiqua les tendances erronées qui s'étaient fait jour dans certaines coopératives, telles la fixation du fonds d'accumulation à un niveau inférieur aux possibilités économiques de reproduction élargie ou les dépenses excessives dans les secteurs improductifs.

Le plenum du Comité central observa que dans un certain nombre de coopératives agricoles des zones montagneuses,

---

* Enver Hoxha, Rapport «Sur la situation économique, sociale et culturelle du village et les mesures à prendre en vue de son amélioration ultérieure», Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 302.

les revenus assurés par les lopins individuels étaient égaux ou même supérieurs à ceux de l'exploitation collective. Pour éliminer ce phénomène temporaire, les organes du Parti et de l'Etat furent chargés d'étudier particulièrement ce problème et d'arrêter des mesures en vue d'accroître les revenus de l'exploitation collective. En même temps, il fut recommandé de procéder avec prudence dans ce domaine, toute précipitation pouvant avoir des conséquences néfastes. Aussi fallait-il continuer de veiller avec le même soin à la mise en valeur optimale des lopins individuels des paysans, pour que ceux-ci puissent augmenter leurs revenus et améliorer leur bien-être.

Afin d'accroître les revenus de la paysannerie, il fut également jugé nécessaire de faire participer les paysans aussi largement que possible au travail productif, de limiter au minimum le nombre des journées de travail dans les secteurs improductifs, d'organiser sur une large échelle, dans chaque coopérative, des activités productives auxiliaires apportant aux coopérateurs des revenus d'appoint.

Le plenum définit la transformation et l'amélioration du mode de vie au village, en retard sur les rapports de production socialistes, comme un très important problème social à résoudre. Cette contradiction avait son origine dans le niveau relativement bas de la production, dans les conceptions surannées héritées du passé et subsistant dans la conscience des hommes, dans le bas niveau culturel des masses rurales.

Pour obtenir ce changement du mode de vie, le plenum donna comme directive de faire en sorte que les paysans améliorent progressivement mais radicalement, la composition de leur alimentation, la manière de préparer et de prendre leurs repas, qu'ils améliorent leur habillement, qu'ils fassent un plus large usage de meubles et d'objets ménagers, afin de rendre la vie au village aussi hygiénique et cultivée que possible. Il fixa pour tâche de diffuser toujours plus largement les services communaux et d'artisanat dans les campagnes, d'assurer un aménagement planifié des villages, de construire des habitations plaisantes, hygiéniques et bon marché, d'installer l'électricité, l'eau potable, d'élargir le réseau des communications et des télécommunications entre les villages et les villes et entre les villages eux-mêmes, d'étendre le réseau des établissements sanitaires, d'instituer, pour les paysans également, la gratuité de traitement dans ces établissements.

En vue d'assurer l'élévation du niveau d'instruction et de culture de la paysannerie, le plenum fixa pour tâche d'élargir le réseau des écoles de huit ans dans les campagnes et de s'employer à faire fréquenter ces écoles par toute la jeunesse paysanne. Le Comité central demanda de renforcer le rôle de l'école en tant que principal centre de propagation de la culture et du savoir parmi la population rurale.

Une autre tâche fondamentale, indiqua le plenum, consistait à affranchir la paysannerie de la vieille mentalité petite-bourgeoise, du sentiment de la propriété privée et à l'éduquer selon la morale socialiste.

Le Parti devait pour cela mener une lutte et une action considérables et incessantes contre les conceptions, les préjugés, et les usages arriérés. En particulier, il combattrait les coutumes qui humiliaient la femme, et tendrait à faire d'elle une digne combattante de la construction de la société socialiste.

Le travail d'éclaircissement politique du Parti devait, entre autres objectifs importants, viser à détruire la mentalité prédominant dans les villages et qui consistait à se contenter de peu. Cette manière de penser constituait une entrave aux efforts de la paysannerie en vue d'améliorer son bien-être, de transformer son mode de vie et de développer les forces productives.

Les décisions des plenums du Comité central du PTA d'octobre 1962 et de juin 1963 armèrent le Parti et tous les travailleurs d'un programme de combat pour développer plus avant l'agriculture, améliorer foncièrement la situation économique, sociale et culturelle des campagnes, réduire les différences essentielles entre la campagne et la ville pour la période d'édification de la société socialiste intégrale.

4. RENFORCEMENT DU TRAVAIL ORGANISATIONNEL ET IDEOLOGIQUE DU PARTI POUR L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS. ACCOMPLISSEMENT DES TACHES ECONOMIQUES

Les dures années de lutte qui suivirent le IVe Congrès confirmèrent encore plus clairement le bien-fondé de la ligne générale du Parti du Travail d'Albanie, montrèrent sa ré-

solution et celle du peuple tout entier d'avancer dans la voie tracée par le Congrès.

Mais pour accomplir les grandes tâches qui s'imposaient dans les conditions de l'encerclement hostile du pays et de la lutte acharnée contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, il apparaissait indispensable de renforcer encore le Parti du point de vue aussi bien organisationnel qu'idéologique, d'en raffermir encore plus le rôle dirigeant, de perfectionner le travail d'éducation révolutionnaire des travailleurs.

Le Parti porta aux problèmes organisationnels et idéologiques une attention plus soutenue que jamais.

Renforcement organisationnel du Parti

La lutte pour le renforcement organisationnel du Parti se développa dans diverses directions. Elle visa à appliquer fidèlement les principes marxistes-léninistes sur l'édification et le rôle du parti révolutionnaire de la classe ouvrière; à démasquer les thèses révisionnistes sur le Parti; à lutter contre les violations des règles des statuts; à améliorer la composition du Parti et à en grossir les rangs; à renforcer la direction politique des organes et des organisations de base du Parti; à élever le niveau idéologique des communistes.

«Toute déviation par rapport aux principes léninistes, soulignait le Comité central, tout affaiblissement du rôle dirigeant du Parti, créent le grand danger de laisser la classe ouvrière désarmée dans sa lutte. Cela engendre des maux et des manifestations étrangères à notre doctrine qui entraînent la dégénérescence idéologique et organisationnelle du Parti, sa décomposition, puis la liquidation.»* On en avait une parfaite démonstration dans la dégénérescence de l'ancien Parti communiste de Yougoslavie en un parti social-chauvin bourgeois. C'est sur cette voie, que les révisionnistes khrouchtchéviens avaient engagé le Parti communiste de l'Union soviétique.

Le PTA condamna la thèse khrouchtchévienne proclamée au XXII[e] Congrès du PCUS, sur la substitution du "parti du peuple tout entier" au parti du prolétariat, comme étant une thèse foncièrement antimarxiste. Une pareille thèse de contenu

---

* Rapport du Bureau politique «Sur le renforcement ultérieur du Parti» présenté au plenum du CC du PTA, le 13 décembre 1963, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 390.

social-démocrate avait été réfutée en son temps par Lénine lui-même. La lutte révolutionnaire du prolétariat et de toutes les masses opprimées avait pleinement démontré le bien-fondé des enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, sur le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, en tant qu'avant-garde de cette classe, dans la révolution socialiste et la construction de la société socialiste et communiste. C'est seulement lorsque les classes auront complètement disparu (compte tenu également des facteurs extérieurs), c'est seulement alors que la présence d'un parti politique de la classe ouvrière ne sera plus nécessaire, que prendra fin le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et de son parti.*

La proclamation du parti «parti du peuple tout entier» et la substitution «de l'«Etat du peuple tout entier» à la dictature du prolétariat liquidaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière en Union soviétique. C'est aussi le but que visait la réorganisation du Parti sur la seule base de la production, réorganisation entreprise par le groupe Khrouchtchev (après le XXII[e] Congrès) en liquidant les organes antérieurs du Parti et en instituant à leur place des comités et des bureaux industriels et agricoles, qu'ils firent fusionner avec les organes d'Etat.

Le PTA démasqua ces thèses et pratiques révisionnistes sur le Parti, et se mit à les combattre. Cette lutte l'aidait à mettre mieux et plus correctement en pratique les enseignements marxistes-léninistes sur le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, enseignements dont s'inspiraient les directives données par le IV[e] Congrès en vue de parfaire et d'affermir l'organisation du Parti.

Conformément à ces directives, l'immense majorité des nouveaux membres admis au Parti après le IV[e] Congrès était constituée d'hommes engagés dans le travail productif, issus des rangs de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Au cours de cette période, la composition du Parti, du point de vue de la condition sociale de ses membres, connut des changements: les ouvriers représentaient 33 pour cent du nombre total des membres du Parti, les coopérateurs ruraux 26 pour cent, les employés 37 pour cent, et d'autres de condion diverse 4 pour cent.

---

* Rapport du Bureau politique «Sur le renforcement ultérieur du Parti» présenté au plenum du CC du PTA, le 13 décembre 1963, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, p. 392.

L'accroissement numérique des rangs du Parti et le renforcement de sa composition reflétaient les mutations survenues dans la structure des classes, la croissance en nombre et en qualité de la classe ouvrière, la transformation socialiste du village. Le renforcement du Parti en ouvriers et, plus généralement, en hommes de la production, amena la consolidation de la vie intérieure de ses organisations et permit d'élever leur rôle dirigeant dans l'économie. Cela attestait également les liens étroits qui unissaient le Parti aux masses travailleuses.

La courbe, en général satisfaisante, de la croissance et de la composition sociale du Parti, témoignait du travail attentif de ses organisations pour lui infuser du sang nouveau. Néanmoins, les orientations données par le IVe Congrès et le Comité central n'étaient pas appliquées pour chaque nouvel adhérent et il n'en était pas toujours ni partout tenu compte afin que le choix des nouveaux membres fût fondé sur l'ensemble de leurs qualités. En témoignait le fait que 18 pour cent des exclus dans les années 1961-1965 étaient des membres admis au cours de ce même quinquennat. On ne pouvait non plus considérer comme tout à fait normal le fait que les femmes ne représentaient que 12,5 pour cent du total des communistes et 3 pour cent du total des femmes ayant un emploi (villes et villages compris), tandis que ce pourcentage pour les hommes atteignait 16 pour cent. C'était le signe que les organisations du Parti ne répondaient pas comme il se devait à l'élan révolutionnaire des femmes et à leur participation active à tous les domaines de l'édification socialiste.

Le Parti consacra une attention particulière à la répartition des organisations de base et de ses forces en fonction des tâches de l'édification socialiste. La majorité des organisations de base du Parti créées après le Congrès l'étaient dans les secteurs productifs d'Etat. Cependant, très peu de villages demeurèrent encore privés d'organisations de base du Parti. Toutefois, la répartition des forces du Parti ne pouvait être jugée pleinement établie selon des critères scientifiques. Les villes englobaient 68 pour cent du nombre total des communistes, les campagnes 32 pour cent seulement, bien que la population rurale représentât le double de la population urbaine. On ne pouvait non plus trouver juste que, dans certains districts, les communistes fussent plus nombreux dans les zones de montagne que dans celles de plaines, dans le commerce que dans l'industrie, le bâtiment et les transports.

Le Comité central attira l'attention des membres sur les problèmes qu'avait fait ressortir l'expérience de la lutte pour le renforcement organisationnel du Parti et demanda que l'on accorde plus de soin à cette question fondamentale.

L'education communiste des travailleurs, tâche fondamentale du Parti

L'établissement des rapports de production socialistes et le travail d'éducation idéologique et politique mené par le Parti dans tous les domaines avaient beaucoup rétréci la sphère de l'influence idéologique bourgeoise. L'idéologie prolétarienne s'inculquait toujours plus dans la conscience des gens.

Néanmoins, il subsistait encore, dans une mesure variable, chez les travailleurs, des conceptions héritées du passé, des coutumes, habitudes et mentalités féodales et patriarcales qui se manifestaient dans leur vie et leur travail quotidiens. D'autres manifestations néfastes avaient leur origine dans la subversion idéologique impérialiste-révisionniste qui s'intensifia encore à la suite de la trahison des khrouchtchéviens et de la propagation du révisionnisme moderne dans le mouvement communiste international. Les conceptions et les manifestations étrangères à notre idéologie constituaient un grand danger intérieur pour le socialisme en Albanie, un appui pour l'ennemi de classe.

Afin de barrer la route à ce danger et d'aller de l'avant dans la voie de l'édification intégrale de la société socialiste, il était indispensable de renforcer le travail d'éducation communiste des travailleurs, suivant l'orientation donnée par le IVe Congrès du Parti. Le Comité central du Parti posa cette question essentielle au cours d'une réunion spéciale de son plenum en juillet 1964.

Conformément aux directives du plenum, des mesures furent prises pour amener le Parti à intensifier son travail d'éducation idéologique et politique, à le diversifier et à le rendre plus efficace.

L'éducation des hommes afin de leur faire adopter une **attitude socialiste envers le travail** était un objectif essentiel de cette action. Dans la lutte pour la réalisation de cet objectif, le Parti et ses leviers s'attachèrent à assurer une participation, aussi active que possible, de tout citoyen qui en avait la capacité à un travail social utile, à éliminer les manifestations de parasitisme et d'indolence, de façon que chacun vive du fruit de son labeur et mette toutes ses capacités physiques et

intellectuelles au service du socialisme et de la défense de la patrie. Il était nécessaire de susciter un amour accru du travail et le respect pour tous les travailleurs, d'amener les gens à se montrer toujours plus disposés à aller travailler dans les secteurs et les lieux où le demandaient les intérêts du socialisme. Cela exigeait également une discipline et un ordre exemplaires, une parfaite utilisation du temps de travail, le souci d'une qualité et d'un rendement élevés.

Le Parti relia étroitement l'éducation des travailleurs en vue de leur faire adopter une attitude socialiste envers le travail à celle visant à leur faire adopter la même **attitude envers la propriété sociale**. Le Comité central demandait que le travail d'éducation idéologique et politique auprès des travailleurs fondé solidement sur la base économique socialiste dans les villes et les campagnes, sur la propriété sociale, soit renforcé et perfectionné, afin d'extirper de leur conscience le sentiment de propriété privée, la psychologie petite-bourgeoise créée au cours des siècles. Ce sentiment et cette psychologie étaient à l'origine de beaucoup de manifestations étrangères à la psychologie socialiste, comme les dégradations, les abus et les appropriations indues de la propriété sociale, l'insuffisante exploitation des capacités productives, les cas de dissimulation des réserves, etc. Conformément aux directives du Comité central, la lutte contre de telles manifestations fut intensifiée, le travail pour la création et le renforcement de la psychologie socialiste à l'égard de la propriété amélioré, afin que chaque travailleur considère la propriété sociale comme une base intangible de l'ordre socialiste, qu'il la préserve comme la prunelle de ses yeux, qu'il la développe et la renforce sans cesse.

L'attitude socialiste envers le travail et la propriété sociale a pour fondement essentiel la **primauté donnée à l'intérêt général du peuple, du socialisme, sur l'intérêt personnel**. Tout en mettant l'accent sur l'intérêt général, le Parti ne manque pas de tenir compte aussi de l'intérêt personnel. Il s'attache à mettre en œuvre une liaison toujours plus juste entre l'intérêt général et l'intérêt personnel, et, conséquemment, entre les stimulants moraux et les stimulants matériels.

Le Comité central fit encore plus clairement comprendre qu'il était nécessaire de modifier le rapport entre les stimulants moraux et les stimulants matériels en fonction du stade de développement socialiste du pays. A mesure que l'ordre économique et social socialiste se renforce, que le niveau de vie de la

population et de sa conscience socialiste s'élèvent, le stimulant moral prend toujours plus le pas sur le stimulant matériel.

A cet égard, le PTA dénonça les conceptions des révisionnistes modernes, qui dénaturent à dessein les enseignements de Lénine sur le rôle des stimulants matériels, leur accordent la primauté tout en les déclarant la principale force motrice de l'activité productive des travailleurs en régime socialiste.

La lutte pour faire passer l'intérêt général avant l'intérêt personnel s'imbriqua avec la lutte générale pour la pureté de la **figure morale des communistes et de tous les travailleurs**, qui doivent être des combattants révolutionnaires, imprégnés de qualités morales et politiques communistes, des gens honnêtes, droits et fidèles aux principes. Cette lutte fustigea plus efficacement les tendances de certains travailleurs et communistes à se créer une vie facile, à s'assurer des gains et des privilèges personnels, illicites, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, en abusant des fonctions dont le Parti et le peuple les avaient investis; elle fut également menée contre les manifestations de bureaucratisme, le favoritisme, l'esprit de clan, les intercessions injustifiées, les dérèglements dans la vie familiale, l'avilissement de la personnalité de la femme, le conservatisme, les coutumes arriérées, les préjugés religieux, etc.

Ce travail fit mieux apparaître qu'un pas seulement sépare la dégénérescence morale de la dégénérescence politique.

Le travail d'éducation mené par le Parti avait également pour tâche importante de **préserver et de développer continûment le patriotisme traditionnel du peuple albanais, de pétrir ce patriotisme d'un contenu prolétarien, socialiste**. Dans le cadre de ce travail, on dénonça certaines manifestations nocives, encore qu'isolées, comme les attitudes de dédain envers ce qui est albanais, l'idéalisation et l'admiration servile de ce qui est étranger, la sous-estimation des capacités des spécialistes, des ouvriers et des cultivateurs albanais, la surestimation des spécialistes étrangers, l'engouement pour l'art, la littérature et la musique de l'Occident, etc.

Afin de cultiver chez les travailleurs le sentiment du patriotisme socialiste, le Parti jugea politiquement très important, dans les conditions concrètes de notre pays, de leur faire comprendre plus à fond **le principe de l'appui sur ses propres forces**. «Le principe de l'appui sur ses propres forces est un principe marxiste-léniniste, révolutionnaire et internationaliste. Il émane du fait que la question de la révolution et de l'édifi-

cation socialistes est, au premier chef, une question intérieure de chaque pays et que les forces intérieures révolutionnaires de chaque peuple constituent le facteur décisif de son succès.»* L'éducation patriotique révolutionnaire des travailleurs fut, comme toujours, étroitement liée **à l'éducation des masses dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien**, de la solidarité et de l'amitié avec les peuples des pays socialistes, avec la classe ouvrière et avec les peuples et les forces révolutionnaires anti-impérialistes du monde entier.

Le travail d'éducation avait pour objectif d'inculquer dans l'esprit et dans l'activité pratique des hommes **la méthode de l'analyse de classe, la méthode consistant à envisager les divers phénomènes sociaux dans l'optique de classe**, en accordant la primauté aux intérêts de la classe ouvrière, du peuple, du socialisme. La méthode de l'analyse de classe permet aux communistes et aux travailleurs de ne pas tomber dans le piège de la propagande bourgeoise et révisionniste, de ne pas verser dans l'opportunisme et le sectarisme, elle les aide à accroître leur vigilance révolutionnaire, à être fidèles aux principes et combatifs dans la lutte, le travail et la vie.

Le Parti accorda une attention particulière **à l'éducation révolutionnaire, dans un esprit de classe, de la jeunesse**, qui constitue toujours la force la plus vive de la révolution et du socialisme.

Dans tout son travail d'éducation révolutionnaire de classe des travailleurs, le Parti se guidait sur le principe marxiste-léniniste selon lequel les conditions matérielles, les transformations économiques et sociales socialistes créent une conscience socialiste, mais d'un bas niveau; la haute conscience révolutionnaire nécessaire pour la construction du socialisme ne naît ni ne peut naître spontanément ; «elle se forme grâce à l'application des préceptes de la science marxiste-léniniste, elle est inculquée aux masses par le Parti à travers tout son travail d'éducation quotidien.»**

Dans le même temps, le Parti avait en vue que le travail d'éducation n'atteint son but que lorsqu'il est lié organiquement avec le travail, l'action révolutionnaire, avec la pratique

---

* Rapport du Bureau politique «Sur le renforcement ultérieur du travail idéologique du Parti pour l'éducation communiste des travailleurs», présenté au plenum du CC du PTA, juillet 1964, ACP.

** Ibid.

de la révolution et la construction de la société socialiste. *«La formation de l'homme nouveau,* indiqua le camarade Enver Hoxha au plenum du Comité central, *... ne peut ni ne doit jamais être dissociée du problème du travail, elle ne peut jamais être conçue en dehors du travail»*.*

La formation et l'affermissement de la conscience socialiste constituent un long processus d'éducation et de rééducation des hommes. Le Comité central expliqua une nouvelle fois que dans ce processus la première place revient à la **méthode de la persuasion**.

Le Parti demandait de bien faire la distinction entre deux types de contradictions, celles entre l'idéologie socialiste et les conceptions et manifestations étrangères à cette idéologie dans la conscience des hommes, d'une part, et celles entre l'idéologie socialiste et les porteurs de ces conceptions, de l'autre. Les premières sont des contradictions entre deux idéologies opposées, des contradictions de classes antagonistes. Il faut donc mener une lutte à outrance contre ces conceptions. En revanche, les secondes sont, dans leur immense majorité, des contradictions non antagonistes. Les porteurs de ces conceptions sont, en général, des gens étroitement liés au pouvoir populaire. Aussi la lutte de classe n'est-elle pas dirigée contre eux, mais contre leurs conceptions et pratiques étrangères à la société socialiste. C'est seulement dans des cas, relevant de la loi pénale, de violation des lois de l'Etat, des normes de la société socialiste et de la discipline prolétarienne que la méthode de la persuasion et de l'éducation devait faire place à la méthode de la contrainte.

La littérature et les arts sont de puissants moyens d'éducation de l'homme nouveau selon les idéaux du socialisme et les normes de la morale communiste. Le développement de la littérature et des arts, le perfectionnement de leur contenu socialiste, l'élévation de leur qualité idéologique et artistique revêtaient une importance encore majeure dans les conditions de l'édification de la société socialiste intégrale, de l'exacerbation de la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne à l'échelle mondiale.

Au cours des années de pouvoir populaire, une littérature nouvelle, une musique, une chorégraphie et un opéra nouveaux, une peinture, une sculpture et une cinématographie nouvelles,

* Enver Hoxha, Œuvres, éd. alb., t. 27, p. 124.

etc., avaient vu le jour en Albanie, Ils se distinguaient chez nous par leur pureté idéologique, par leur esprit combatif révolutionnaire et leur forme nationale saine.

Se fondant sur les résultats obtenus et sur l'expérience acquise, le Parti renforça et perfectionna son travail pour en faire des moyens efficaces au service de l'éducation révolutionnaire. Par suite, les œuvres littéraires, musicales et cinématographiques, etc., reflétèrent plus largement et plus profondément le travail, la lutte, la vie révolutionnaire du peuple, et leur niveau idéologique et artistique s'en trouva relevé.

En combattant pour raffermir le contenu révolutionnaire et l'élévation du niveau artistique de la littérature et des arts, le Parti conjura le danger qui les menaçait du fait de la large diffusion que connaissaient dans le monde bourgeois et révisionniste une foule de courants décadents contre-révolutionnaires, antisocialistes dans ces domaines. Il amena les écrivains et les artistes à aiguiser leur flair révolutionnaire, leur esprit de parti prolétarien et leur vigilance, en les mettant en garde contre ce danger et en inculquant profondément dans leur esprit que la méthode du réalisme socialiste est la seule voie juste, révolutionnaire, du développement de la littérature et des arts dans l'Albanie socialiste, que l'application de cette méthode exige d'eux qu'ils se lient le plus étroitement possible aux travailleurs, qu'ils connaissent le plus profondément possible la vie du peuple. «C'est au sein du peuple, enseignait le camarade Enver Hoxha, que nous devons puiser notre inspiration, les mélodies de nos chansons, les rythmes de nos danses, la pureté de notre langue, l'élan au travail, l'inspiration de notre création, les exemples d'héroïsme et de sacrifice, les hautes vertus de simplicité et de justice populaires, etc. Dans le domaine des arts et de la culture comme en toute chose, la création doit reposer sur une base populaire.»*

Réalisation du 3e plan quinquennal

Pour exécuter les tâches du 3e plan quinquennal, il fallait en même temps surmonter non seulement les difficultés naturelles de croissance, mais surtout les difficultés créées par le blocus révisionniste-impérialiste, par l'activité hostile, farouche et incessante des révisionnistes

* Enver Hoxha, Discours de clôture au plenum du CC du PTA, 26 octobre 1965. ACP.

khrouchtchéviens, des révisionnistes titistes et des impérialistes. C'est pour cette raison que la lutte pour la réalisation du plan fut organiquement combinée avec la lutte idéologique et politique de principe contre le révisionnisme, avec la lutte contre l'impérialisme, afin d'annihiler leurs plans et activités hostiles.

Le Parti et le peuple, agissant en commun, brisèrent le blocus et anéantirent les complots. S'appuyant principalement sur leurs propres forces, ils surmontèrent les difficultés et réalisèrent, dans leurs grandes lignes, les tâches du 3e plan quinquennal. Les principaux objectifs fixés furent atteints.

En dépit des difficultés créées par les agissements hostiles de la direction révisionniste soviétique, le plan de la production industrielle globale fut réalisé à 97%. En cinq ans, furent construits et mis en service 430 établissements de caractère industriel, agricole et socio-culturel. En 1965, la production industrielle globale était près de 35 fois supérieure à celle de 1938.

La production agricole globale enregistra une augmentation de 36 pour cent. Le volume des travaux mécanisés s'accrut de 82 pour cent. La base requise pour l'intensification de l'agriculture fut en général renforcée.

Dans le domaine du mieux-être matériel les chiffres prévus ne furent pas entièrement atteints, principalement en raison du blocus impérialiste-révisionniste qui contraignit le Parti et l'Etat à accroître la norme d'accumulation du revenu national au-delà des limites fixées. Néanmoins, le Parti ne permit pas que le niveau du vie matériel des travailleurs subît de baisse ou demeurât en stagnation. La population urbaine et rurale fut régulièrement approvisionnée en principaux biens de consommation courante. On n'enregistra aucune hausse de prix, au contraire plusieurs baisses furent successivement décrétées. Le pouvoir d'achat du lek s'accrut. La durée moyenne de vie monta à 65 ans. En même temps, le total des écoliers et étudiants prévu dans le plan fut dépassé, et le nombre des cadres supérieurs au cours du quinquennat doubla. Cela constituait un succès qu'aucun des pays où les révisionnistes régnaient en maîtres n'avait connu durant cette même période.

La réalisation des principaux objectifs du 3e plan quinquennal prouva la solidité inébranlable de la base sur laquelle était construite l'économie socialiste et le bien-fondé de la ligne

du Parti dans l'édification socialiste du pays. Dans la lutte pour la réalisation du plan, alors que cette lutte se combinait avec l'âpre lutte politique et idéologique contre l'impérialisme et le révisionnisme, l'unité du peuple autour du Parti se trempa encore davantage, et l'on vit s'accroître la confiance des masses travailleuses dans leurs propres forces. L'expérience du Parti et du peuple dans les années 1961-1965 confirma que l'édification socialiste du pays pouvait être menée en avant même dans les conditions difficiles créées par l'encerclement et les pressions impérialistes-révisionnistes.

5. LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR DEMASQUER LA DEMAGOGIE ET LES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS

La direction révisionniste soviétique, Khrouchtchev en tête, continua d'enfreindre les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de combattre avec une vigueur accrue les partis communistes et ouvriers qui se maintenaient sur des positions révolutionnaires. En particulier, les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, etc., avaient pris pour cible le Parti du Travail d'Albanie, qui se tenait à la pointe de la lutte contre le révisionnisme moderne.

Dans leur lutte contre le marxisme-léninisme, les révisionnistes khrouchtchéviens recouraient à une démagogie effrénée, exploitant en leur faveur la grande autorité internationale que s'était acquise le PCUS sous la direction de Lénine et de Staline et spéculant surtout sur le nom de Lénine pour diffuser leurs thèses et théories antimarxistes, pour duper les masses.

La politique et l'activité opportunistes, contre-révolutionnaires des révisionnistes khrouchtchéviens approfondissaient toujours davantage la scission au sein du camp socialiste et du mouvement communiste international, sapaient le mouvement révolutionnaire des peuples contre l'impérialisme. Les impérialistes américains et la réaction mondiale au complet exploitaient au maximum les faiblesses et les concessions des révisionnistes, leur activité scissionniste.

La lutte pour abattre idéologiquement et politiquement le révisionnisme khrouchtchévien, devoir impérieux dicté par le moment historique

Dans ces circonstances, le Parti du Travail d'Albanie considérait la lutte pour l'anéantissement idéologique et politique du révisionnisme khrouchtchévien comme un devoir impérieux dicté par le moment historique. Il estimait nécessaire de démasquer en premier lieu sa démagogie et ses menées afin de mettre ainsi à nu sa politique et son idéologie contre-révolutionnaires.

L'attaque ouverte de la direction révisionniste soviétique contre le PTA ne s'inscrivait point dans une polémique de principes sur les problèmes fondamentaux du moment, qui avaient engendré de profonds désaccords au sein du mouvement communiste international. Bien au contraire, le groupe Khrouchtchev, ne se sentant pas de force à affronter un tel débat, évitait de toutes les manières la discussion des problèmes de principes. Il recourait contre le PTA à des calomnies et attaques gratuites, que la propagande révisionniste reproduisait continûment, à des intrigues et complots, à des actions de diversion et autres menées des plus viles. Le but des révisionnistes était d'isoler et d'exclure le PTA du mouvement communiste international pour donner «une bonne leçon» à tous ceux qui oseraient s'opposer à leur ligne antimarxiste.

Le PTA ne fit pas le jeu des révisionnistes. Il ne s'arrêta pas aux futilités et aux grossièretés. Il poursuivit la lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens dans le domaine idéologique en démasquant leurs points de vue antimarxistes et en même temps leur manque de sérieux, leur éclectisme, leurs oscillations de l'opportunisme à l'aventurisme, et leurs activités de diversion. Les articles du *Zëri i popullit*, dirigés contre le révisionnisme,[1] qui étaient reproduits sous forme de brochures, traduits en plusieurs langues et diffusés par la radio, servirent d'arme puissante et acérée entre les mains du Parti dans sa lutte de principe pour la défense de la pureté du marxisme-léninisme.

Ces documents du Parti du Travail d'Albanie et d'autres encore, portèrent des coups écrasants à la démagogie du groupe Khrouchtchev et mirent à nu son vrai visage, celui de traître au marxisme-léninisme, qui bafoue les déclarations communes

1 La plupart de ces articles sont de la plume du camarade Enver Hoxha.

des partis communistes et ouvriers, et qui cherche à scinder le camp socialiste et le mouvement communiste internationale.

Le PTA démasqua les tentatives des révisionnistes khrouchtchéviens pour présenter le programme du PCUS (le code du révisionnisme approuvé au XXIIe Congrès) comme un «manifeste mondial du communisme».

La direction révisionniste soviétique s'efforça de légitimer devant l'opinion publique mondiale la réhabilitation arbitraire de la clique Tito, sa propre réconciliation et sa collaboration avec elle sous le prétexte que les dirigeants yougoslaves «avaient corrigé beaucoup de leurs erreurs du passé», et «sensiblement modifié leur politique intérieure et extérieure». Tito et les autres dirigeants révisionnistes yougoslaves déclaraient eux-mêmes de temps à autre qu'ils n'avaient rien changé ni à leur politique ni à leur programme et qu'ils n'entendaient pas davantage à l'avenir y changer quoi que ce fût. Les seuls à avoir changé d'attitude, indiquait le PTA, étaient les révisionnistes khrouchtchéviens, qui avaient fait cause commune avec la clique Tito.

Le PTA dévoila le sens véritable du grand bruit que menaient les révisionnistes khrouchtchéviens autour de «la lutte contre le dogmatisme et le sectarisme, en tant que principaux dangers menaçant le mouvement communiste international». Ce n'était là qu'un moyen pour attaquer le PTA et les autres partis révolutionnaires marxistes-léninistes, un masque pour camoufler la lutte contre le marxisme-léninisme et légitimer leur rupture d'avec la décision commune de la Conférence de Moscou, qui définissait le révisionnisme comme le danger principal dans le mouvement communiste international. Le slogan de «la lutte contre le dogmatisme» est une vieille tactique bien connue, employée de tout temps par les révisionnistes contre le marxisme-léninisme.

Le PTA poussa plus loin sa dénonciation de la politique contre-révolutionnaire de conciliation avec l'impérialisme américain. Il démontra clairement que la ligne des révisionnistes khrouchtchéviens avait pour essence la collusion soviéto-américaine, l'alliance de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique (transformé en nouvel impérialisme) à des fins d'hégémonie mondiale.

Cette politique conduisit la direction révisionniste soviétique à s'agenouiller honteusement devant l'impérialisme américain. En 1962, sous la menace américaine, elle retira de Cuba

les fusées et les avions qu'elle y avait envoyés peu auparavant acceptant du même coup le contrôle «international» des Etats-Unis sur les navires soviétiques et le territoire cubain. De même elle renonça totalement à la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, à la solution du problème allemand en général, (perpétrant ainsi un acte de haute trahison à l'égard du peuple allemand, du camp socialiste, des peuples d'Europe et du monde entier.

Un autre acte de grave trahison de la part du groupe Khrouchtchev fut, en août 1963, la signature, avec les chefs de file de l'impérialisme américain et anglais, du traité tristement fameux de Moscou sur l'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires. Le PTA dénonça cet acte comme un complot impérialiste-révisionniste, le qualifia de mystification des peuples, de mesure ne garantissant ni l'interdiction de l'emploi ni la destruction des armes nucléaires. Bien au contraire, ce traité permettait aux impérialistes américains d'accroître leurs arsenaux de ces armes, il encourageait l'agression impérialiste et aggravait le danger des guerres de rapine. Le temps vint pleinement confirmer ces appréciations du PTA.

Le PTA mit à nu les visées rapaces de grande puissance de la direction révisionniste soviétique et le fait qu'elle cherchait à fouler aux pieds l'indépendance économique et la souveraineté nationale des pays membres du Comecon sous le couvert de «la division internationale du travail, de la coopération et de la spécialisation».

Le PTA dénonça en même temps la ligne de rapprochement et de collaboration des révisionnistes khrouchtchéviens avec la social-démocratie et toutes les autres forces de l'anticommunisme, rapprochement et collaboration qui avaient pour fondement naturel leur commune idéologie antimarxiste.

En combattant pour défendre le marxisme-léninisme, le PTA défendit en même temps le PC chinois contre les attaques que lui lançait le groupe Khrouchtchev.

Les révisionnistes khrouchtchéviens, social-chauvins à tout crin, voyaient dans la Chine un rival et leur ennemi principal dans la réalisation de leurs plans rapaces d'expansion. Aussi, chacune de leurs actions à l'échelle internationale portait-elle le sceau antichinois.

Le PTA, croyant défendre un parti marxiste-léniniste et un pays socialiste, jugeait la défense de la Chine d'une grande

importance pour le communisme international, pour la lutte contre le révisionnisme moderne.

Dans le même temps, il ne pouvait aucunement s'accommoder de l'attitude attentiste, très hésitante, de Mao Tsétoung et des autres dirigeants chinois, qui étaient contre la polémique avec les khrouchtchéviens «au nom de l'unité», qui étaient pour la réconciliation et l'union avec eux dans la «lutte contre l'impérialisme américain».

Le CC du PTA, en toute camaraderie, leur avait fait quelques observations à propos de cette attitude, mais ils s'obstinaient à vouloir éteindre la polémique. C'est ce qu'ils exposèrent officiellement, en juin 1962, à une délégation du PTA qui s'était rendue à Pékin pour s'entretenir avec le CC du PCC sur des questions importantes de la stratégie et de la tactique communes dans l'arène internationale. La délégation du PTA jugea l'attitude chinoise non fondée et la repoussa.

Le PTA avait pris la ferme décision de mener une lutte intransigeante contre le révisionnisme khrouchtchévien et contre toute autre variante du révisionnisme moderne. Dès 1962, il avait lancé le mot d'ordre: **«Fixer une bonne fois les limites qui nous séparent du révisionnisme dans tous les domaines»**.*

C'était là une nécessité dictée par les intérêts majeurs du prolétariat mondial et des peuples, du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme à l'échelle internationale. La révolution et la contre-révolution, l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise, dont le révisionnisme était une variante, ne pouvaient coexister au sein d'un parti ni au sein de l'ensemble du mouvement communiste.

La lutte résolue du PTA contre le révisionnisme, lutte pénétrée de la solide logique des principes marxistes-léninistes, de l'authenticité des faits, trouva un large écho dans le monde entier. Le PTA recevait de l'étranger des milliers de lettres de communistes révolutionnaires, d'hommes de progrès, le remerciant pour sa lutte juste, courageuse et de principe contre le révisionnisme khrouchtchévien, et demandant les articles du *Zëri i popullit* et d'autres documents du Parti.

Devant la pression de la masse des communistes et des

* Enver Hoxha. La grande trahison envers le marxisme-léninisme. Article paru dans le *Zëri i popullit*, 13 octobre 1962. Œuvres, éd. alb., t. 23, p. 478 (souligné par la Rédaction).

peuples, devant le danger de se voir complètement démasquer, le groupe Khrouchtchev, afin de camoufler son activité scissionniste et contre-révolutionnaire, se mit alors à manœuvrer et à recourir à de nouvelles formes de démagogie. Il commença par mener grand bruit sur la sauvegarde de l'unité. A l'époque où il lança son attaque contre le PTA, il définissait la polémique comme «la plus haute manifestation de l'esprit de principe léniniste», tandis qu'en janvier 1963, au Congrès du PSU d'Allemagne, subitement, après avoir distillé tout son fiel sur le PTA il demanda qu'il fût mis un terme à la polémique(!)

Le PTA dénonça cette tactique de la direction soviétique comme étant pure mystification et hypocrisie. Il expliqua clairement qu'il ne peut y avoir d'unité avec les scissionnistes et les renégats du marxisme-léninisme, titistes, togliattiens ou khrouchtchéviens. L'unité au sein du mouvement communiste international ne peut être établie que sur des bases révolutionnaires, sans révisionnistes et dans une lutte intransigeante contre le révisionnisme. L'unité vraie et durable ne peut être édifiée que sur les fondements de l'idéologie prolétarienne.

Ce n'était pas la première fois que le mouvement ouvrier et communiste avait à affronter une aussi grave trahison que celle dont les révisionnistes modernes se rendaient maintenant coupables. Lénine et les léninistes avaient brisé tous les ponts avec les chefs félons de la IIe Internationale et n'étaient parvenus à créer une unité d'acier du mouvement communiste international qu'en en chassant les renégats et en luttant hardiment et sans merci contre l'opportunisme et le révisionnisme de tout acabit.

Pour mieux faire ressortir le caractère fallacieux de la demande d'unité, avancée par les révisionnistes, le PTA proposa à la direction soviétique: d'avoir le courage de faire, publiquement, de même qu'elle avait injustement attaqué le PTA, son autocritique et de désavouer toute son activité anti-albanaise; de rétracter l'appel à la contre-révolution lancé au peuple albanais, l'appel à renverser la direction du PTA et toutes les calomnies et accusations monstrueuses à l'adresse de l'Albanie; il proposa que le PTA et le PCUS publient conjointement tous les matériaux et documents officiels relatifs aux désaccords surgis entre les deux Partis afin d'aider les communistes et les travailleurs des deux pays à juger objectivement qui était dans le vrai; que la direction soviétique crée des conditions d'égalité complète en

vue de conversations bilatérales éventuelles entre le PTA et le PCUS.

Mais le groupe Khrouchtchev, comme on pouvait s'y attendre, ne répondit même pas à ces propositions, car il n'était réellement ni pour des conversations sur un pied d'égalité, ni pour un juste règlement des désaccords, ni pour une unité fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

Tout en prétendant rechercher l'«unité», il poursuivit furieusement dans tous les domaines son activité hostile contre le PTA et le peuple albanais, ainsi que contre la Chine.

Or, la direction chinoise continuait de se taire. Bien plus, elle s'employait à faire convoquer une conférence des partis communistes et ouvriers du monde afin d'«établir l'unité» et de «créer un front anti-impérialiste» avec les révisionnistes! Les khrouchtchéviens, profitant de ces attitudes hésitantes, qui attestaient la faiblesse des positions des dirigeants chinois, lancèrent, en juillet 1963, une attaque ouverte frontale, précisément au moment où une délégation chinoise conduite par Deng Xiaoping s'était rendue à Moscou à des fins de réconciliation. Même après cela, ils hésitèrent à riposter à cette dure attaque. A propos de cette attitude vacillante, le camarade Enver Hoxha écrivait alors dans son journal politique: **«Qu'attendent-ils?** (les dirigeants chinois — N.R.) **Voilà ce qu'on n'explique pas. C'est en cela que réside le point d'interrogation pour l'avenir. Ou bien lutter contre les révisionnistes, ou bien capituler!** Pour notre part, nous continuerons d'avancer en luttant.»*

Le PTA salua l'attitude adoptée finalement par le PCC, lorsque celui-ci se déclara ouvertement contre le révisionnisme khrouchtchévien dans quelques articles qui commencèrent à paraître en septembre 1963 et qui le stigmatisaient durement. Cette lutte maintenant commune contre les révisionnistes khrouchtchéviens et l'impérialisme, marqua un progrès dans les relations amicales entre les deux partis et les deux pays.

Mais sans trop tarder, les vacillements, les attitudes opportunistes et même chauvines des dirigeants chinois refirent leur apparition.

Le PTA ne pouvait souscrire au télégramme de félicitations

---

* Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, éd. fr., t. 1, p. 57 (Editions «8 Nëntori»).

extrêmement chaleureux que Mao Tsétoung envoya à Khrouchtchev en avril 1964, à l'occasion de son anniversaire où lui furent remises par ses laquais les plus hautes décorations. Il qualifia cette attitude d'*«erreur de classe, politique et idéologique»*.*

Pendant l'été de la même année, Mao Tsétoung et Chou En-laï soulevèrent à nouveau la question de la révision des frontières de l'Union soviétique avec la Chine et d'autres pays. C'était là une manifestation de chauvinisme de grand Etat et en même temps la preuve que la lutte des dirigeants chinois contre le révisionnisme khrouchtchévien n'avait nullement un caractère révolutionnaire de principe.

Le CC du PTA jugea cette attitude scandaleuse. S'inspirant toujours des intérêts du communisme, il écrivit en septembre 1964 au CC du PC chinois une lettre où. en toute camaraderie, il exposait ses vues sur cette question. «Nous estimons, y disait-il, que soulever actuellement les questions territoriales avec l'Union soviétique porterait un grave préjudice à notre lutte. Ce faisant, nous fournirions à l'ennemi une arme puissante pour nous combattre et cela entraverait notre marche en avant.

«...Nous pensons que... nous ne devons pas engager la lutte et la polémique sur le fait que l'Union soviétique a ravi ou non des territoires à autrui, mais que notre seule lutte, concentrée, doit porter contre la grande plaie que sont l'impérialisme et le révisionnisme moderne, les groupes de traîtres de Khrouchtchev, Tito et tous leurs tenants».**

Entre-temps, Khrouchtchev et consorts demandèrent la convocation urgente d'une soi-disant «conférence internationale des partis communistes et ouvriers», qui aurait dû se tenir en décembre 1964 même sans la participation des partis qui refuseraient de s'y rendre.

Le PTA démasqua les tentatives des dirigeants révisionnistes soviétiques de convoquer cette conférence scissionniste.

Le PTA expliqua clairement une nouvelle fois qu'il n'était que pour une réunion des partis communistes et ouvriers convoquée sur la base des principes marxistes-léninistes et des principes révolutionnaires des Déclarations de Moscou, une réunion qui pût servir la véritable unité et non point la

---

* Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, éd. fr., t. 1, p. 70 (Editions «8 Nëntori»).

** Lettre du CC du PTA au CC du PCC, 10 septembre 1964. ACP.

scission. Aucune réunion ne pouvait avoir lieu, ni aucune unité se réaliser sur la base du révisionnisme. La conjoncture créée ne permettait pas une réunion des partis communistes et ouvriers sur la base du marxisme-léninisme. Si les révisionnistes tenaient leur réunion séparatiste, cela serait autant de gagné, car ils seraient flétris du sceau de la trahison et de la scission.

A cette occasion, le CC du PTA jugea opportun de s'adresser par une lettre ouverte aux membres du PCUS.

Dans cette lettre du 5 octobre 1964, après avoir défini l'attitude révolutionnaire du PTA à propos de la conférence que le groupe Khrouchtchev cherchait à organiser, le CC du PTA indiquait, faits à l'appui, le tort immense et les maux incalculables que ce groupe avait causés et continuait de causer à l'Union soviétique et au communisme international. L'appréciation portée sur la période écoulée après la mort de Staline, comme «la période de la marche victorieuse au communisme» comme «l'aube de la véritable histoire de l'Union soviétique» était dénoncée comme un mensonge. Les prétendues réformes et mesures successives dans l'économie et dans d'autres domaines étaient une composante de la ligne révisionniste qui menait l'Union soviétique non pas vers le communisme, mais vers la restauration du capitalisme.

Le PTA appelait les communistes soviétiques à prendre bien conscience de cette duperie et du grave danger qui menaçait l'Union soviétique, à sentir la responsabilité historique qui leur incombait en ces graves moments que traversait le pays et à se dresser pour sauver la patrie du grand Octobre, l'honneur du glorieux Parti bolchevik de Lénine et de Staline, en écrasant le complot révisionniste-impérialiste, ourdi contre le régime socialiste et le marxisme-léninisme. Il soulignait une nouvelle fois que l'Union soviétique socialiste, création de la Révolution d'Octobre, demeurait comme toujours chère aux communistes albanais, mais il ne pouvait s'accorder avec ceux qui soutenaient que «nous devons être toujours aux côtés de l'Union soviétique, même sur une fausse voie». Seuls les traîtres peuvent raisonner ainsi. Le PTA considérait comme son devoir internationaliste de lutter jusqu'au bout pour anéantir le révisionnisme khrouchtchévien, pour défendre le socialisme en Union soviétique, faire échec au groupe Khrouchtchev qui avait usurpé la direction du PCUS, et défendre le marxisme-léninisme.

Mais quelle était l'attitude de la direction chinoise quant

à la conférence scissionniste que Khrouchtchev entendait convoquer d'urgence? D'une part, elle s'y déclara opposée, car, naturellement, la Chine y serait condamnée: d'autre part, en accord avec la direction du PC du Japon et du PC d'Indonésie, elle proposait de convoquer une nouvelle conférence des 81 partis pour discuter et décider la création d'un «front anti-impérialiste», toujours avec les révisionnistes! Le PTA qualifiait une telle proposition de «déviation révisionniste», aux «conséquences funestes pour le marxisme-léninisme, pour le socialisme et le communisme»*.

Aucune illusion sur les nouveaux dirigeants soviétiques. Lutte à outrance contre le révisionnisme khrouchtchévien

La ferme attitude de principes, la maturité marxiste-léniniste du PTA dans la lutte contre le révisionnisme moderne se manifestèrent avec encore plus de force à l'occasion de la chute de Khrouchtchev en octobre 1964.

Khrouchtchev et ses tenants, loin de parvenir à tenir leur conférence «salvatrice» prévue pour décembre 1964, subirent une série d'autres défaites dans divers domaines, politique, économique, idéologique, sur le plan national et international. En outre, au sein même des révisionnistes, des querelles et des désaccords éclatèrent, la scission se produisit. Cela apparut clairement dans le «testament» de Togliatti, qui demandait que les partis communistes et ouvriers s'affranchissent de la tutelle du groupe Khrouchtchev et lui substituent le polycentrisme. En même temps, il se prononçait pour une libéralisation plus profonde et plus rapide du pouvoir soviétique. Le révisionnisme khrouchtchévien était en crise.

Pour éviter un désastre complet de leur ligne antimarxiste, les révisionnistes soviétiques se virent contraints d'éliminer de la scène politique leur chef de file, Khrouchtchev, l'artisan de la ligne révisionniste du XXe Congrès et du programme antimarxiste du XXIIe Congrès du PCUS.

La chute de Khrouchtchev constituait un coup sévère pour l'ensemble du révisionnisme moderne et une grande victoire pour le marxisme-léninisme et toutes les forces révolutionnaires du monde. Cet événement confirmait le bien-fondé de la ligne marxiste-léniniste du PTA et de sa lutte de principe contre le révisionnisme khrouchtchévien.

---

* Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, éd. fr., t. 1, p. 131 (Editions «8 Nëntori»).

La nouvelle direction soviétique, avec Brejnev à sa tête, chercha à faire passer la destitution de Khrouchtchev pour une mesure empreinte d'un «haut esprit de principe léniniste» et à créer l'illusion qu'elle corrigeait tous les «excès», l'«arbitraire» et le «subjectivisme intolérable» de l'action du chef de file de triste renom. Toutefois, elle ne formula aucune critique publique à l'encontre de Khrouchtchev. En même temps elle déclara qu'elle suivrait, sans hésitation, la ligne des XX[e], XXI[e] et XXII[e] Congrès du PCUS élaborée par Khrouchtchev en commun avec Brejnev, et d'autres chefs de file révisionnistes.

Même après l'éloignement de Khrouchtchev de la scène politique, le PTA ne nourrit pas le moindre espoir de voir la nouvelle direction soviétique corriger ses erreurs et adopter une ligne marxiste-léniniste. «La destitution de Khrouchtchev, indiquait le camarade Enver Hoxha, est une grande victoire, mais elle ne signifie pas pour autant la fin du révisionnisme khrouchtchévien ni du révisionnisme moderne en général... En le liquidant (Khrouchtchev — N.R.) on n'a pas liquidé la ligne, la politique, les racines socio-économiques du révisionnisme, le révisionnisme khrouchtchévien lui-même... C'est pourquoi, le Parti du Travail, comme du reste tous les vrais révolutionnaires, ne doit nourrir et ne nourrira aucune illusion en ce sens».*

Ce tournant ne pouvait se produire que si la plate-forme idéologique et politique du révisionnisme, la ligne khrouchtchévienne des XX[e] et XXII[e] Congrès du PCUS, étaient annihilées, si l'on réparait tous les maux que les révisionnistes khrouchtchéviens avaient causés au camp socialiste et au communisme international.

En premier lieu, il fallait rectifier l'attitude prise sur la question de Staline, le réhabiliter totalement, le reconnaître comme un grand marxiste-léniniste.

Pour pouvoir restaurer l'unité dans le camp socialiste, la direction soviétique devait renoncer à sa politique et à ses pratiques hégémonistes dans ses relations avec les pays socialistes et les autres partis communistes. Le gouvernement soviétique devait reconnaître publiquement ses erreurs et les torts

---

* Enver Hoxha. Discours à la réunion consacrée au 20[e] anniversaire de la libération de la patrie, 28 novembre 1964, Œuvres, éd. alb., t. 28, pp. 207-208.

matériels qu'il avait causés à l'Albanie par ses actes unilatéraux antimarxistes et anti-albanais.

Il ne pouvait y avoir non plus de véritable unité tant que les nouveaux dirigeants soviétiques suivraient obstinément la ligne khrouchtchévienne de collaboration et de fraternisation avec la clique Tito, cette agence chevronnée de l'impérialisme américain.

La véritable unité du camp socialiste et du mouvement communiste international ne serait réalisée qu'à travers la lutte résolue et de principes des marxistes-léninistes contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien, titiste, etc., jusqu'à son complet démantèlement.

Après la chute de Khrouchtchev, les révisionnistes soviétiques recoururent à une autre tactique, qui différait de celle de leur chef de file. Ils renoncèrent aux déclarations retentissantes, à la publicité, aux éclats démonstratifs dont usait Khrouchtchev. Ils cessèrent la «polémique» ouverte, tout en poursuivant, avec moins de bruit, mais avec obstination, la ligne révisionniste khrouchtchévienne, leur coopération ouverte ou camouflée avec l'impérialisme américain dans tous les domaines, leur activité hostile contre l'Albanie socialiste et la Chine. Ils usèrent d'une démagogie encore plus intense et plus subtile pour duper les masses, désarmer et neutraliser les hésitants. Ils commencèrent à parler plus haut de «l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste», à souligner que «les désaccords ne touchent pas les questions essentielles de principes», que «ce qui nous unit est plus important et plus fort que ce qui nous sépare»! On trouvait alors fréquemment dans les discours des nouveaux dirigeants soviétiques et dans la propagande révisionniste, des déclarations sur «le soutien à apporter à la lutte de libération nationale des peuples», sur un «front commun anti-impérialiste», sur «la condamnation des actes d'agression de l'impérialisme américain». Mais bien entendu, tout cela était fait avec beaucoup de mesure, avec tact et avec le souci de ne pas offenser les chefs de file de l'impérialisme.

Le PTA dénonça la démagogie des nouveaux dirigeants khrouchtchéviens, condamna leurs menées mystificatrices et mit en garde contre le danger que présentait leur nouvelle tactique. Il démontra, avec des faits irréfutables à l'appui, qu'ils n'étaient pour l'unité qu'en paroles, mais que c'étaient des scissionnistes par leurs actes; qu'ils ne soutenaient les luttes de libération nationale qu'en paroles, mais qu'ils les minaient

par leurs actes; qu'ils n'étaient anti-impérialistes qu'en paroles, mais pro-impérialistes par leurs actes.

En ces moments critiques où les forces révolutionnaires internationales, désorientées par le grand bluff auquel elles étaient confrontées, devaient serrer les rangs pour porter de nouveaux coups écrasants à l'impérialisme et au révisionnisme, les dirigeants chinois adoptèrent à nouveau une attitude hésitante, opportuniste, capitularde, défaitiste. Ils qualifièrent la chute de Khrouchtchev de «changement radical», la jugèrent un événement aux influences bénéfiques non seulement pour l'Union soviétique mais pour le mouvement communiste international ! C'est ainsi qu'ils saluèrent et appuyèrent ce changement par un télégramme adressé à la nouvelle direction des révisionnistes soviétiques présidée par Brejnev. Ils décidèrent également d'envoyer à Moscou une délégation du Parti et du gouvernement pour y participer aux festivités du 7 novembre. Ils cherchèrent aussi à imposer cette attitude opportuniste au Parti du Travail d'Albanie. Chou En-laï, au nom du CC du PCC et du Conseil des Affaires d'Etat de la RPC, demanda à l'ambassadeur de la RPA à Pékin de faire savoir au CC du PTA la position chinoise à propos de ce changement à la direction soviétique et de l'informer qu'il avait proposé aux Soviétiques d'inviter aussi l'Albanie aux fêtes du 7 novembre! Il insista auprès des «camarades albanais» pour qu'ils acceptent cette invitation et envoient à Moscou une délégation du Parti et du gouvernement, étant donné qu'«une bonne occasion se présentait de tendre la main aux Soviétiques et de s'unir à eux dans la lutte contre l'ennemi commun»!

Le Comité central du PTA jugea cette attitude et cette action de la direction chinoise comme étant «antimarxistes, capitulardes», «acheminant à la trahison au marxisme-léninisme», et leurs tentatives de les imposer au PT d'Albanie comme s'inspirant d'une *«présomption petite-bourgeoise»* et de *«l'esprit de chauvinisme de grand Etat et de grand parti»**.

Dans une lettre adressée expressément au CC du PC chinois, le PTA rejetait la proposition d'envoyer une délégation à Moscou. «Nous estimons, était-il dit dans cette lettre, qu'il ne nous est pas permis, et il n'est ni marxiste ni digne pour un Etat souverain, dans les conditions actuelles, alors que le

---

* Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, éd. fr., t. 1, p. 145 (Editions «8 Nëntori»).

gouvernement soviétique a rompu de sa propre initiative les relations diplomatiques avec nous et s'est livrée contre nous à d'odieuses actions antimarxistes, d'ignorer ces faits pour la seule raison que la personne de Khrouchtchev a été écartée». Il y était indiqué aussi que, entre-temps, «...la polémique ouverte et de principe pour la dénonciation continue du révisionnisme moderne, doit se poursuivre aujourd'hui encore et jusqu'au bout, jusqu'à ce que le révisionnisme soit enterré comme idéologie...» Tout recul de notre part de ces positions conquises par la lutte «se solderait par une perte pour nous et par un avantage pour les révisionnistes».*

Chou En-laï se rendit à Moscou à la tête de la délégation chinoise avec pour mission de s'unir aux nouveaux dirigeants soviétiques, mais, notoirement, il y subit une honteuse défaite. Ainsi la direction chinoise reprit la polémique avec les révisionnistes soviétiques. Le temps ne tarda pas à confirmer tout le bien-fondé de l'attitude du PTA et la fausseté de la position chinoise.

Poursuivant avec détermination, toujours à partir de positions de principes, la lutte contre le révisionnisme moderne, le PTA annihila tous les efforts de La nouvelle direction soviétique avec Brejnev à sa tête pour le prendre à son piège.

En janvier 1965, par le truchement du gouvernement polonais, elle eut le front d'inviter la RP d'Albanie à participer à une réunion du Comité politique du Pacte de Varsovie, comme s'il ne s'était rien passé.

Il était bien naturel que le gouvernement albanais refusât de participer à la réunion du Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie tant que la République populaire d'Albanie, en tant que membre de ce Pacte, voyait ses droits souverains violés. Il expliqua clairement que la RPA ne prendrait part à la réunion du Pacte de Varsovie que lorsque tous les droits qui y étaient stipulés lui auraient été garantis; que toutes les violations de ce Pacte par la direction soviétique auraient été condamnées, que le gouvernement soviétique aurait indemnisé tous les dommages matériels qu'il avait causés à la République populaire d'Albanie ; que tous les gouvernements des Etats membres du Pacte auraient arrêté des mesures pour normaliser les relations diplomatiques avec la République populaire d'Albanie; que les copies de toutes les décisions et de tous les protocoles de caractère politique, économique et militaire,

* Lettre du CC du PTA, 5 novembre 1964. ACP.

souscrits par les pays membres du Pacte de Varsovie en l'absence du gouvernement albanais, lui auraient été remises.

Dans le même temps, le gouvernement albanais estimait de son devoir d'exprimer son opinion sur la question à l'ordre du jour de cette réunion.

Avant tout, il demandait que le Pacte de Varsovie substituât à la politique chauvine de diktat et de domination de la direction soviétique sur les pays membres, ainsi qu'à la politique de collaboration avec l'impérialisme américain sur le dos de la souveraineté des peuples, une politique révolutionnaire commune, visant à anéantir les plans agressifs des impérialistes américains et des revanchards allemands.

Les révisionnistes khrouchtchéviens ne pouvaient naturellement accepter aucune des propositions de la République populaire d'Albanie comme ils ne pouvaient renoncer à leur politique chauvine et de collusion avec l'impérialisme américain, car cette politique, ils l'avaient eux-mêmes délibérément arrêtée.

L'hypocrisie des révisionnistes sur la question de l'unité fut dévoilée lorsque, conformément à un plan élaboré par Khrouchtchev, ils organisèrent, à des fins de scission, une réunion qui devait se tenir en mars 1965. C'est par pure démagogie que les successeurs de Khrouchtchev ne l'appelèrent pas «Conférence», mais «Rencontre consultative» des partis communistes et ouvriers; par ailleurs, ils ne manifestèrent pas, à cette «Rencontre», leurs intentions hostiles avec la brutalité qu'ils avaient projeté de le faire. Sept partis, sur les vingt-six invités par les révisionnistes, refusèrent de participer à la réunion, entre autres le PTA.

Le PTA condamna aussitôt cette réunion comme étant absolument illégale, car elle avait été convoquée arbitrairement, et elle poursuivait des fins contre-révolutionnaires et chauvines. Les travaux de la réunion avaient un contenu pro-impérialiste, en dépit de certains propos, bien modérés, qui y furent tenus par démagogie contre l'impérialisme. Aucune des actions pro-impérialistes du gouvernement soviétique ne fut condamnée. Au contraire, il y fut exprimé la résolution de suivre encore plus obstinément la ligne générale de coexistence pacifique et de coopération avec les Etats-Unis, en ignorant le fait que trois semaines auparavant, les impérialistes américains avaient, par des bombardements de pirates, entrepris leur agression contre un pays socialiste, la RD du Viet Nam.

L'attitude de duplicité de la direction soviétique et des autres révisionnistes à l'égard de l'agression américaine au Viet Nam: en paroles, soutien au peuple vietnamien, par les actes, collusion avec les agresseurs américains contre le peuple vietnamien, illustrait clairement leur grande trahison envers le mouvement révolutionnaire mondial.

Le PTA démasqua le tapage assourdissant mené autour de «l'aide soviétique» au Viet Nam. C'était là une aide misérable pour un peuple héroïque, pour un pays socialiste, une aide d'un montant infime, en regard des immenses ressources de l'Union soviétique, et tout à fait inadéquate quant à la qualité. Par cette aide, les dirigeants soviétiques avaient pour premier objectif d'acquérir le «droit» de s'ingérer dans la question du Viet Nam.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais tout entier considérèrent aussitôt l'agression criminelle américaine contre le peuple vietnamien frère comme une agression contre leur propre pays, contre le camp socialiste et tous les peuples épris de liberté dans le monde. Ils exprimèrent leur solidarité totale avec le peuple vietnamien, du Sud comme du Nord, en lui prêtant sans réserve toute l'aide et tout le soutien possibles.

Le PTA dévoila le vrai visage des révisionnistes khrouchtchéviens, ennemis de tous les peuples qui mènent une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme.

Le Parti regardait la lutte de principe et sans compromis pour la victoire totale sur le révisionnisme, comme une lutte pour la victoire totale du socialisme en Albanie et à l'échelle mondiale.

CHAPITRE VII

LA LUTTE DU PTA POUR SA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS

(1966-1971)

1. LE Ve CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR LA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE DU PARTI ET DE LA VIE DU PAYS

Le PTA se présentait à son **Ve Congrès** avec un riche bilan de succès dans sa lutte de principes contre le révisionnisme moderne, surtout contre son chef de file, le révisionnisme khrouchtchévien. Cette lutte lui avait permis d'annihiler les plans de la direction contre-révolutionnaire soviétique visant à détourner le PTA du marxisme-léninisme. Elle constituait un facteur très important qui garantissait l'Albanie contre tout retour en arrière, à l'image de l'Union soviétique et des autres pays anciennement socialistes, au capitalisme, et assurait son progrès continu dans la voie du socialisme.

Mais de pair avec la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'impérialisme et l'encerclement impérialiste-révisionniste, la lutte pour empêcher que ne se crée, à l'intérieur, le terrain sur lequel pouvaient naître et croître le révisionnisme et le capitalisme, constituait le facteur décisif du développement ininterrompu du pays dans la voie du socialisme. Sans une lutte résolue et systématique contre les survivances du passé dans la société socialiste, contre les influences

bourgeoises et révisionnistes dans la vie et l'activité du Parti, de l'Etat et des masses populaires, contre les manifestations étrangères à l'idéologie prolétarienne et au socialisme, la lutte contre le révisionnisme et l'impérialisme international ne pouvait pas être menée avec succès.

C'est pour cette raison que le PTA, tout en renforçant et en perfectionnant la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, s'attacha à intensifier et à perfectionner la lutte pour **la consolidation générale du régime socialiste à travers la révolutionnarisation continue de la vie du pays**. L'expérience avait montré que lorsque la situation à l'intérieur du pays est saine, qu'elle demeure révolutionnaire, on parvient à conjurer tout mal qui menace le socialisme et l'indépendance nationale, à écraser toute pression et influence contre-révolutionnaire, régressive, intérieure et extérieure, sur le Parti et le peuple.

La révolutionnarisation continue devait embrasser tous les domaines de la vie, politique, économique, idéologique, culturel, militaire, organisationnel, et tendre à renforcer la dictature du prolétariat, à perfectionner les rapports de production socialistes en liaison organique avec le développement accéléré de l'économie et de la culture populaire, à augmenter la capacité défensive du pays. L'accent devait être mis sur **l'élévation du niveau de conscience socialiste** des hommes en tant que condition indispensable de l'heureuse réalisation des tâches de la construction socialiste et de la défense du pays au nouveau stade de développement de la société, et d'une résistance efficace aux puissantes pressions de l'idéologie bourgeoise révisionniste de l'extérieur.

La lutte pour la révolutionnarisation continue devait, comme toujours, avoir pour fondement les principes du marxisme-léninisme et l'expérience révolutionnaire du Parti et des masses travailleuses.

Décisions de portée historique

Au début, le fer de lance de la lutte pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays fut dirigé principalement **contre le bureaucratisme**.

Le PTA avait mené une lutte ininterrompue contre le bureaucratisme, le considérant, selon la définition de Lénine, comme un ennemi du socialisme, comme un mal très dangereux

qui affaiblit et détruit les liens du parti prolétarien avec les masses, qui corrompt la dictature du prolétariat. Grâce à cette lutte, il avait empêché ce mal de pousser des racines en son sein et dans celui de l'Etat socialiste.

Malgré tout, dans le travail des organes du pouvoir, des organismes économiques et des organes du Parti eux-mêmes, s'observaient des manifestations inquiétantes de bureaucratisme. Maints travailleurs des appareils centraux et locaux de ces organes se fiaient davantage aux actes administratifs, aux règlements et aux lois qu'au travail vivant auprès des gens. Souvent, dans la pratique, les questions n'étaient pas étudiées à partir de positions de classe suivant la politique prolétarienne du Parti, mais d'un œil de technocrate, de fonctionnaire de profession. On voyait apparaître des tendances à fétichiser l'administration et les mesures administratives. Afin de barrer la voie à de pareils phénomènes et de conjurer le danger qu'ils présentaient, il était nécessaire d'intensifier la lutte contre le bureaucratisme et de la mener selon des méthodes révolutionnaires plus parfaites.

Pour mener cette lutte, le Parti tira, entre autres, des leçons de la triste expérience de l'Union soviétique, où le bureaucratisme constituait l'un des facteurs principaux de la dégénérescence et de la liquidation de la dictature du prolétariat.

Le Bureau politique du Comité central du PTA analysa lui-même en décembre 1965 la question du renforcement et du perfectionnement de la lutte contre le bureaucratisme.

Examinant et dénonçant les déformations bureaucratiques, il en vint à conclure que ces déformations étaient dues non seulement aux survivances du passé, mais aussi à la sous-estimation dans la pratique de la dangereuse maladie du bureaucratisme, qu'elles étaient une expression de la pression idéologique et politique de l'ennemi de classe sur le Parti et l'appareil d'Etat. La présence des manifestations bureaucratiques prouvait que le danger du bureaucratisme menaçait constamment le Parti et l'Etat socialiste.

La direction du Parti considérait la lutte contre le bureaucratisme comme l'une des directions importantes de la lutte de classe et soulignait que cette lutte devait être menée «au même titre que celle contre l'ennemi de classe». Elle décida de prendre contre ces manifestations «de sévères

mesures révolutionnaires», d'entreprendre contre elles «une opération profonde, efficace et vigoureuse».*

Cette lutte, quant au fond, visait à renforcer et à parfaire le travail vivant idéologique et politique, d'explication, de persuasion, d'organisation, de mobilisation auprès des gens, elle devait tendre à faire participer les larges masses aux questions de l'administration du pays et de la direction de l'économie.

Le Comité central du Parti recommandait à tous les travailleurs, et en premier lieu aux communistes, de prendre pleinement conscience du danger que présentait le bureaucratisme et de la nécessité de lui livrer une lutte implacable et systématique. Le Parti devait les éduquer et leur apprendre à ne pactiser avec aucune déformation bureaucratique, à dénoncer avec force les lenteurs, les atermoiements bureaucratiques, l'esprit de coterie, le népotisme, les abus de pouvoir, l'indolence, l'outrecuidance, la présomption, les attitudes arrogantes ou négligentes à l'égard des travailleurs, la tendance à étouffer la voix des masses.

Les instances supérieures du Parti et de l'Etat étaient tenues de cesser toute tutelle bureaucratique sur les instances inférieures. Les comités du Parti dans les districts ainsi que les organisations de base ne devaient pas seulement exécuter les instructions qu'ils recevaient d'en haut, ils devaient aussi agir de leur propre chef, en s'inspirant de la politique prolétarienne du Parti, en assumant une entière responsabilité pour la réalisation des tâches qui leur étaient confiées; les conseils populaires et leurs organes exécutifs devaient exercer toutes les compétences et les droits qui leur étaient conférés par la loi.

Les décisions administratives, les règlements, les statistiques et les écritures sont certes nécessaires, mais, lorsqu'elles dépassent la mesure, elles deviennent nocives, entravent la juste solution des tâches et des problèmes. C'est pourquoi tout excès dans ce sens devait être banni.

Le Comité central estimait également indispensable une plus juste répartition des communistes et des cadres, et cela en renforçant les activités productives et la base de

---

* Décision du Bureau politique du CC du PTA, 24 décembre 1965. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 4, pp. 603-604.

cadres qualifiés, en réduisant et simplifiant les états de personnel des appareils et de l'administration en générai.

Toutes les lois et tous les décrets d'Etat seraient considérés d'un œil critique et conformément au nouveau stade de développement de la société socialiste. La direction du Parti fixait pour tâche de les revoir avec le large concours des masses, en y supprimant les articles inutiles et périmés, les formulations embrouillées, afin de les rendre le plus simples, le plus compréhensibles et le plus éducatives possible.

Les décisions du Comité central du Parti prévoyant un ajustement du rapport entre les hauts et les moyens et bas salaires, la mise sur pied de comités du parti dans l'armée, le rétablissement de la fonction de commissaire politique et la suppression des grades, jouèrent un rôle important dans la révolutionnarisation continue de la vie du pays.

L'ajustement du rapport entre les rémunérations du travail ne touchait que les traitements élevés d'un certain nombre de fonctionnaires de l'appareil d'Etat et du Parti, de la science et de la culture, sans modifier les bas et moyens salaires. En Albanie socialiste les disparités entre les hauts et les bas salaires n'avaient jamais été très marquées. Le Parti cependant jugea indispensable de les réduire encore. Cette mesure était dictée par la nécessité de rapprocher le plus possible le niveau de vie des cadres dirigeants et des travailleurs de la culture et de la science de la catégorie supérieure de celui de tous les travailleurs du pays. Elle barrait la voie aux tendances à surestimer le travail de bureau, à rechercher une vie douillette et des avantages personnels, à préparer le terrain à la dégénérescence petite-bourgeoise et à la diffusion des conceptions révisionnistes. Mais, par ailleurs, le Parti veilla à ne pas verser dans l'égalitarisme. Le travail de direction et le travail qualifié seraient appréciés à l'avenir également, mais toujours conformément au principe et à la directive du Parti tendant à empêcher la création de couches privilégiées.

La création des comités du Parti, le rétablissement de la fonction de commissaire politique et la suppression des grades dans l'armée avaient pour but de préserver et de renforcer davantage le caractère révolutionnaire populaire des Forces armées de la République et d'élever le niveau de la direction du Parti dans l'armée.

Les grades et les commandements unifiés, malgré tous les avantages qu'ils avaient apportés en leur temps pour donner à l'Armée de libération nationale, issue de la guerre de partisans, le caractère d'une armée moderne, étaient devenus, dans les nouvelles conditions, un obstacle à l'application de la ligne révolutionnaire du Parti dans l'armée. Ils entravaient l'établissement de rapports étroits entre les cadres dirigeants et les soldats, freinaient l'essor des initiatives créatrices, entretenaient la présomption, l'arrogance et d'autres vices bourgeois, ils comportaient donc le danger de voir les officiers et les généraux se couper du peuple.

Les nouvelles décisions du Comité central relatives à l'armée conjuraient ce danger, tendaient à élever le niveau de formation idéologique et politique, à parfaire l'aptitude et la préparation au combat des Forces armées, à accroître la capacité de défense du pays.

Le Comité central s'attacha à faire comprendre ces décisions correctement et à fond par le Parti et le peuple, à les faire appliquer avec la pleine conviction de leur nécessité et de leur caractère révolutionnaire, et à annihiler toute manœuvre de l'ennemi tendant à les présenter comme un changement de la ligne du Parti ou comme l'imitation d'une pratique étrangère.

Le camarade Enver Hoxha tira, de l'étude qui fut faite des décisions révolutionnarisatrices du Comité central par les organisations du Parti, des conclusions très importantes qui contribuaient à la parfaite exécution de ces décisions.

La pratique avait démontré, observa-t-il, que la ligne du Parti avait été et continuait d'être juste, que l'essentiel était le bilan positif de son action, mais qu'au cours de son activité pratique et de celle du pouvoir, des erreurs et des déformations avaient également été observées. «En marxistes que nous sommes, nous devons nous arrêter sur ces défauts, les regarder en face, sans crainte, les analyser, les critiquer et les corriger sans un sentiment de «honte» petite-bourgeoise».*

Le Parti demandait que les décisions et les mesures prises pour la lutte contre le bureaucratisme fussent correctement jugées du point de vue idéologique et politique et non pas

* Enver Hoxha, Discours prononcé au Bureau politique, février 1966. Rapports et discours 1965-1966, éd. alb., pp. 208-209.

considérées comme des mesures purement administratives tendant uniquement à diminuer la paperasserie et à simplifier les états de personnel. Si ces mesures n'étaient pas ainsi comprises, observait le camarade Enver Hoxha, en dépit des décisions prises, les écritures administratives iraient augmentant, les états de personnel seraient gonflés à nouveau. **L'objectif primordial de cette lutte est de faire en sorte que le pouvoir politique demeure toujours un pouvoir populaire, un pouvoir prolétarien**, qu'il ne se transforme jamais en un pouvoir bureaucratique bourgeois-révisionniste.

Le soutien du peuple aux décisions sur la révolutionnarisation continue de la vie du pays, de même qu'à toute autre décision et directive du Parti, devait, comme toujours, être le gage de leur exécution. Aussi le camarade Enver Hoxha insistait-il pour que tout en éclairant les communistes et le peuple sur la nécessité des nouvelles mesures au nouveau stade de la révolution, le Comité central se présentât en cette occasion devant eux en faisant son autocritique. Dans le même temps, le Parti devait mener un travail vivant et avisé pour expliquer idéologiquement les problèmes clés que comportaient les décisions.

«Je suis persuadé, concluait le camarade Enver Hoxha, que tout ira pour le mieux, car nous avons un parti d'acier, marxiste-léniniste, révolutionnaire...»*

Le 4 mars 1966, le plenum du Comité central du Parti décida d'adresser aux communistes, aux travailleurs, aux soldats et aux officiers une **lettre ouverte** où il leur faisait part des décisions révolutionnarisatrices qu'il avait prises les derniers mois et les appelait à combattre de toutes leurs forces pour réaliser les tâches découlant de ces décisions.

La lettre faisait la synthèse marxiste-léniniste de l'activité et de l'expérience du Parti au cours des dernières années, années de travail et de lutte révolutionnaires intenses. En même temps qu'il évoquait les succès et les victoires, le Parti reconnaissait ouvertement devant le peuple ses insuffisances et ses erreurs.

Afin de s'acquitter avec honneur des tâches auxquelles il était confronté, le Comité central demandait que la ligne de masse fût appliquée constamment et résolument dans

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé au Bureau politique, février 1966. Rapports et discours 1965-1966, éd. alb., p. 245.

tous les domaines de la vie, dans toute l'activité du Parti et du pouvoir populaire. C'est dans le peuple que le Parti, comme toujours, trouverait la solution de ses tâches futures.

Voilà pourquoi, soulignait la lettre, «chaque communiste et chaque travailleur doit travailler et penser en révolutionnaire chaque jour et à chaque heure, dans n'importe quel travail ou fonction, se sentir toujours un serviteur dévoué du peuple, attaché jusqu'à la mort aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, être prêt, au nom du peuple, de la patrie, de la révolution, du communisme, à sacrifier jusqu'à sa vie... Cela est important non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir de notre patrie socialiste...». «Le peuple prime tout. C'est là un principe fondamental sur lequel le Parti et les organes du pouvoir populaire se sont guidés et se guident constamment dans leur action».*

Le Comité central exprimait sa conviction que les mesures relatives à la révolutionnarisation continue de la vie du pays qu'avait arrêtées et arrêterait le Parti, seraient justement comprises par tout le monde comme des mesures tendant à promouvoir le développement ininterrompu de la révolution, à renforcer la société socialiste dans tous les domaines et à rendre invincible la défense de la patrie. Ces mesures détruisaient le terrain à l'action des ennemis de classe, elles déjouaient leurs plans visant à renverser le régime socialiste et à restaurer le capitalisme.

La Lettre ouverte du Comité central devint une arme puissante entre les mains des communistes et de tous les travailleurs. Elle suscita un grand enthousiasme révolutionnaire dans tout le pays.

En même temps qu'était mené un vaste travail d'éducation idéologique et politique, on réussit, avec le concours des masses travailleuses, à parfaire rapidement l'organisation, sur de plus solides bases révolutionnaires, de l'appareil d'Etat et du Parti au centre et dans les districts. L'organisation des administrations des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles fut également améliorée. Les cadres dirigeants et les autres travailleurs de l'administration répondirent en masse à l'appel du Parti à travailler sur le front principal, dans la produc-

---

* Lettre ouverte du CC du PTA, 4 mars 1966. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, pp. 24, 30.

tion. Le Parti soutint cette initiative révolutionnaire, la jugeant une manifestation de patriotisme socialiste. Quelque 15.000 cadres de l'administration passèrent à la production, surtout dans les campagnes. Un nombre considérable de cadres, notamment des cadres supérieurs du Parti et de l'Etat, furent envoyés du centre à la base. Le personnel de l'administration centrale de l'Etat fut réduit de moitié. La simplification de l'appareil administratif s'accompagna de la réduction de la correspondance administrative, ce qui permit d'élargir et d'approfondir le travail vivant auprès des gens. Des simplifications furent également opérées dans le système de planification, dans la tenue des états et dans la comptabilité.

Le travail dans le domaine économique fut vivifié. Des productions supérieures à celles de toute année antérieure furent obtenues dans diverses cultures, surtout dans celle des céréales panifiables. Nombre de coopératives agricoles montagneuses produisirent pour la première fois en 1966 la quantité de céréales panifiables nécessaire pour toute l'année. Le plan de la production industrielle pour l'année 1966 fut également dépassé.

Une grande campagne en vue de rattacher le travail intellectuel au travail manuel, à la production, fut lancée. Bénévolement, des travailleurs intellectuels se rendirent en masse dans les campagnes pour prêter main-forte aux paysans dans les travaux agricoles. Aux termes d'une décision du Comité central, le travail direct à la production pour tous les travailleurs intellectuels fut réorganisé sur des bases plus solides. Tous les employés et les travailleurs de la science et de la culture étaient engagés maintenant un mois par an dans la production. En outre, des dizaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles des écoles secondaires et supérieures prirent une part active aux actions de masse bénévoles dans la construction et la production.

La préparation militaire et physique de la population connut un essor particulier. La question de la défense était toujours mieux comprise par les masses comme une question vitale pour les destinées de l'indépendance et du socialisme en Albanie. Le caractère populaire révolutionnaire de l'armée fut approfondi, ce qui se traduisit surtout par le renforcement des liens de l'armée avec le peuple.

Ainsi un coup rude fut porté au bureaucratisme. En même temps fut enregistré un tournant pour faire en sorte que les

travailleurs pensent, vivent et agissent toujours plus en révolutionnaires.

Mais le Parti ne considérait pas les mesures qu'il prit en 1966 pour sa révolutionnarisation continue et celle de toute la vie du pays comme un pas final, mais comme le maillon d'un long processus révolutionnaire qui devait être maintenant en ascension constante.

Le Ve Congrès du PTA, qui tint ses travaux à Tirana du 1er au 8 novembre 1966, devait donner une nouvelle impulsion à ce processus.

Au Congrès participèrent 791 délégués avec voix délibérative et 43 délégués avec voix consultative, qui représentaient 63 013 membres et 3 314 stagiaires du parti.

Le Congrès analysa l'activité du Parti dans les conditions du blocus impérialiste-révisionniste et définit les tâches **en vue de l'approfondissement continu de sa révolutionnarisation et de celle de toute la vie du pays**, qui devaient être combinées avec la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme à l'échelle internationale. Il apporta quelques modifications aux statuts du Parti et approuva les directives du 4e plan quinquennal.

Approfondissement de la révolution idéologique dans le cadre du développement de la révolution socialiste dans tous les domaines

Les mesures et les décisions prises par le Parti pour sa révolutionnarisation continue et celle de toute la vie du pays se rattachaient en premier lieu à l'approfondissement de la révolution idéologique.

Le Parti avait considéré et considérait toujours la révolution idéologique comme un élément constitutif organique de la révolution socialiste en général.

L'expérience de la révolution socialiste non seulement en Albanie, mais aussi dans les autres pays, avait désormais parfaitement confirmé la thèse de Marx et de Lénine selon laquelle cette révolution ne prend fin ni avec la victoire dans le domaine politique, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir prolétarien, ni avec la victoire dans le domaine économique, c'est-à-dire la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne. «Puisque la victoire complète de la révolution socialiste dans les domaines idéologique

et culturel, soulignait le Ve Congrès, n'est pas encore assurée, les victoires de la révolution socialiste dans les domaines politique et économique ne peuvent, elles non plus, être garanties.»*

Le Congrès indiqua que l'objectif essentiel de la révolution idéologique «est d'enraciner et de faire triompher totalement l'idéologie socialiste prolétarienne dans la conscience de tout le peuple travailleur et d'en extirper l'idéologie bourgeoise, d'éduquer et de tremper à tous égards, de façon révolutionnaire et communiste, l'homme nouveau, le facteur décisif de la solution de tous les problèmes importants et complexes de la construction socialiste et de la défense de la patrie.»**

Mais la révolution n'était pas menée uniquement dans le domaine idéologique. Elle se développait aussi dans le domaine politique, pour la défense, le renforcement et le perfectionnement de la dictature du prolétariat, ainsi que dans le domaine économique, pour la sauvegarde, le renforcement et le perfectionnement des rapports de production socialistes et pour la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, ce qui restait un processus révolutionnaire unique et indivisible, à la fois politique, économique, idéologique et culturel.

La révolution idéologique en Albanie, en tant que partie organique de la révolution en général, fut entamée, sous la direction du Parti, en même temps que la révolution politique (au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale). Avec l'instauration de la dictature du prolétariat, dès lors que la classe ouvrière exerçait son pouvoir politique, l'idéologie prolétarienne, le marxisme-léninisme, devint l'idéologie dominante dans le pays, sans pour autant devenir la seule. L'ancienne idéologie, bourgeoise, féodale et patriarcale n'était pas détruite dans la conscience des masses populaires, elle y conservait des racines profondes. Dans les conditions de la dictature du prolétariat, la révolution idéologique connut un grand essor. La construction de la base économique du socialisme dans les villes et dans les campagnes constituait une victoire historique dans le domaine économique

---

* Enver Hoxha, Rapport d'activité du CC du PTA présenté au Ve Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 151.

** Ibid., p. 150.

et social, mais aussi une grande victoire politique et idéologique. Cette victoire marquait, pour la révolution idéologique, une nouvelle étape, supérieure, de la lutte contre l'idéologie bourgeoise pour son triomphe total, qui devait en même temps marquer le triomphe de la révolution socialiste en général.

Le Ve Congrès apprécia l'importance de la révolution idéologique de la façon suivante: «La lutte sur le front idéologique pour l'écrasement complet de l'idéologie bourgeoise et révisionniste se rattache, en dernière analyse, à la question de savoir si le socialisme et le communisme seront édifiés et la restauration du capitalisme évitée, ou bien si l'on ouvrira les portes à l'idéologie bourgeoise et révisionniste, permettant par là même un retour en arrière vers le capitalisme.»*

Le Congrès souligna également que la lutte sur le front idéologique est partie constituante de la lutte générale de classe pour mener jusqu'au bout la révolution socialiste dans tous les domaines. Ce n'est qu'en comprenant et en menant correctement, à partir de positions marxistes-léninistes, la lutte de classe en général qu'on peut comprendre et mener correctement la lutte sur le front idéologique, la révolution idéologique.

Les révisionnistes modernes, en suivant une politique de réconciliation avec les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs, s'efforçaient de démontrer que, dans les conditions actuelles de l'évolution mondiale, les enseignements de Marx et de Lénine sur la lutte de classes étaient soi-disant périmés! Ils tenaient surtout pour dépassée la lutte de classes en régime socialiste. Ils attaquaient âprement Staline, qui avait défendu et enrichi la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes et l'avait appliquée fidèlement dans les conditions de l'Union soviétique.

De son côté, la direction chinoise propageait des conceptions contraires à la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes. Parallèlement à la théorie de «l'épanouissement de cent fleurs et de la rivalité de cent écoles», qui constituait une négation flagrante de la lutte de classes, elle soutenait la thèse selon laquelle la bourgeoisie, en tant que classe, ne disparaît pas avec la construction de la base économique du socialisme, mais qu'elle subsiste en même temps que la classe

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 151.

ouvrière, pendant toute la période du passage du capitalisme au communisme! A travers cette thèse, les dirigeants chinois s'efforçaient de justifier le fait qu'ils avaient maintenu intacte la classe capitaliste dans «la société socialiste» chinoise, laquelle, comme cela devait apparaître par la suite, n'était nullement socialiste.

Ils s'efforcèrent d'imposer cette thèse antimarxiste au Parti du Travail d'Albanie au cours des entretiens qui eurent lieu à Pékin en mai 1966 entre une délégation albanaise et la partie chinoise. Chou En-laï, qui présidait la représentation chinoise, demanda avec insistance que l'appréciation selon laquelle la classe capitaliste existait en Albanie (!) au même titre qu'en Chine, figure dans la déclaration commune albano-chinoise, allant jusqu'à en faire une condition de l'apposition de sa signature à ce document. Mais les représentants du PTA ne cédèrent pas à cette pression. Ils défendirent fermement les conceptions marxistes-léninistes sur les classes et la lutte de classes.

Un mois plus tard, Chou En-laï, venu lui-même à Tirana, exposa à nouveau à la direction du PTA la thèse de Mao Tsétoung sur l'existence de la bourgeoisie en tant que classe au cours de toute la période de la construction socialiste, en s'efforçant de prouver la «justesse» de la thèse chinoise et les «erreurs» de Staline sur la lutte de classes! Le camarade Enver Hoxha réfuta scientifiquement cette argumentation de sophiste, en soutenant les justes conceptions marxistes-léninistes sur cette question, exprimées par le PTA à son IVe Congrès, où il fut proclamé que la construction de la base économique du socialisme avait dès lors été achevée dans les villes comme dans les campagnes. Cette victoire historique dans le développement de la révolution socialiste, marquait la liquidation des classes exploiteuses en tant que classes.

Partant de la grande importance que revêtaient la juste compréhension et l'application révolutionnaire de la théorie marxiste-léniniste sur la lutte de classes dans la construction intégrale de la société socialiste, le Congrès jugea nécessaire de bien mettre en relief la prise de position du Parti à propos de la lutte de classes en régime socialiste. **«Le Parti**, souligna le Congrès, **estime que la lutte de classes demeure, même après la liquidation des classes exploiteuses, l'une des principales forces motrices de la société... Cette lutte, en socialisme, comme le démontre l'expérience de notre pays, constitue un**

phénomène objectif et inéluctable».* La lutte de classes à l'intérieur du pays, loin de s'interrompre et de s'éteindre, **se durcit, connaît des flux et des reflux et elle s'entrelace avec la lutte de classes sur le front extérieur.** Elle englobe tous les domaines de la vie.

La lutte de classe est menée contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Elle est menée contre les débris des classes exploiteuses, qui continuent à opposer leur résistance et à exercer, par tous les moyens, des pressions sur les travailleurs. Elle est menée également contre les nouveaux éléments bourgeois et dégénérés qui se font jour au sein de la société socialiste. Puis elle est menée contre les manifestations et les déformations bureaucratiques, contre les attitudes libérales et conservatrices. Elle est menée contre le vol et la déprédation de la propriété socialiste, contre toute manifestation étrangère au socialisme, toute conception, habitude et coutume rétrograde de contenu patriarcal, féodal et bourgeois, contre la psychologie petite-bourgeoise et les préjugés religieux. Elle est menée contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, contre les pressions et les influences politiques et idéologiques de l'impérialisme et du révisionnisme, qui engendrent des attitudes et des idées étrangères, réactionnaires, régressives dans le travail, dans la société, dans le mode de vie, dans les sciences, les arts et la littérature.

La lutte de classes, souligna le Congrès, se reflète aussi au sein du Parti, bien que ce soit un parti monolithique de la classe ouvrière. Les communistes ne sont pas tout à fait dépouillés des anciennes conceptions, coutumes et pratiques que véhicule le milieu social où ils ont vécu et où ils continuent de vivre; ils ne sont pas non plus immunisés contre elles. D'ailleurs, ils ne sont pas immunisés non plus contre les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste de l'extérieur. En conséquence, dans les rangs mêmes du Parti peuvent apparaître et apparaissent effectivement des éléments dégénérés, qui glissent vers des positions hostiles, antiparti et antisocialistes. Les ennemis visent du reste à corrompre et à recruter particulièrement des cadres communistes des organes dirigeants du Parti et du pouvoir, afin de préparer le terrain **à** la réalisation de leurs visées de sape du régime socialiste par l'agression armée ou la contre-révolution pacifique. D'où la

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, pp. 151-152 (souligné par la Rédaction).

nécessité de mener, au sein du Parti également, une lutte de classe systématique, dirigée contre les éléments antiparti, contre les écarts par rapport à l'idéologie et à la ligne politique prolétarienne du Parti, contre les déformations et les violations de ses décisions et directives, contre les violations des principes et des normes de ses statuts, contre les défauts et les erreurs dans le travail des organes dirigeants et des organisations de base du Parti, contre l'opportunisme, le sectarisme, le dogmatisme et toutes les conceptions étrangères au socialisme et antimarxistes.

Pour toutes ces raisons, le Ve Congrès souligna avec force que «tout éloignement de la lutte de classe entraîne des conséquences fatales pour les destinées du socialisme», que tout en menant cette lutte contre les ennemis extérieurs, les impérialistes et les révisionnistes, il ne fallait jamais négliger ni oublier la lutte de classe à l'intérieur du pays. «Sinon l'histoire nous châtierait sévèrement».*

Le Congrès jugea que sur l'acceptation ou la non-acceptation de la lutte de classes en régime socialiste se trace la ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes, entre les révolutionnaires et les traîtres à la révolution.

Dans les conditions concrètes de l'offensive frontale lancée par le Parti en vue de sa révolutionnarisation et de celle de toute la vie du pays, le Congrès, soulignant la nécessité de mener la lutte de classe «chaque jour et dans tous les secteurs de la vie», s'arrêta spécialement sur la lutte **idéologique** à livrer pour faire avancer la révolution dans tous les secteurs.

Les tâches considérables et complexes de la construction intégrale de la société socialiste, l'âpre lutte de classe à l'échelle nationale et internationale exigeaient à tout prix, pour être menées à bien, des gens dotés d'une haute conscience socialiste, affranchis des conceptions et des coutumes patriarcales, féodales et bourgeoises ainsi que des préjugés religieux, des gens pénétrés de l'idéologie prolétarienne et dotés d'une forte trempe et d'une grande détermination révolutionnaires.

La révolution idéologique servait au Parti et à la classe ouvrière d'arme puissante pour révolutionnariser aussi toute la superstructure de la société. Elle allégeait la dictature du

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 152.

prolétariat et toutes les institutions politiques, économiques et sociales de nombreuses dispositions juridiques, formes et méthodes appropriées à la première étape de la construction socialiste du pays, mais dès lors périmées et qui faisaient obstacle à la marche impétueuse en avant. Elle nettoyait la superstructure de tout élément étranger qui y avait pénétré et éclairait la voie pour rechercher et appliquer des formes et des méthodes nouvelles, plus révolutionnaires, pour mieux réaliser la direction de la classe ouvrière et la participation directe de toutes les masses travailleuses à l'administration du pays et à la direction de l'économie, et renforcer la dictature du prolétariat.

Dans le cadre de la lutte politique et idéologique à mener pour le renforcement de la dictature du prolétariat, le Congrès fixa pour tâche de poursuivre le travail et la lutte pour le renforcement et le perfectionnement continus de l'Armée populaire, des organes du ministère de l'intérieur, de toutes les forces armées de la République, en ayant pour premier objectif leur liaison toujours plus étroite avec le peuple, leur trempe révolutionnaire plus poussée, leur préparation politique, idéologique et militaire systématique, afin qu'elles fussent toujours aptes et prêtes à défendre les victoires de la révolution, la Patrie socialiste. Le Congrès soulignait aussi la nécessité de perfectionner le travail de préparation militaire et d'accroître la disposition au combat du peuple tout entier.

La révolution idéologique, en s'intensifiant, avait pour effet d'accroître le rôle transformateur des idées révolutionnaires marxistes-léninistes dans le développement de toute la société. L'assimilation, par les larges masses travailleuses, de l'idéologie prolétarienne contribue puissamment à parfaire les rapports de production socialistes et la base économique de la société, à sauvegarder, élargir et renforcer la propriété socialiste, à accentuer le caractère socialiste de la répartition, à révolutionnariser plus avant la gestion de l'économie, ainsi qu'à développer les forces productives et la révolution scientifique et technique.

Sur la base des grands progrès qui avaient été réalisés jusqu'alors dans ce domaine, la libération complète de la femme constituait un objectif important de la révolution idéologique, et le Congrès s'y arrêta spécialement. Il considéra cette question «comme l'un des problèmes les plus importants

de la construction socialiste, comme une grande question politique, idéologique et sociale».*

La révolution idéologique devait être développée sous le mot d'ordre **«Pensons, travaillons et vivons en révolutionnaires»**,** mot d'ordre qui constituerait l'essence de l'éducation communiste, le contenu fondamental de tout le travail d'éducation du Parti.

A l'éducation communiste des travailleurs, à l'approfondissement de la révolution idéologique devait absolument répondre un effort mieux organisé et plus attentif pour faire étudier et assimiler la théorie marxiste-léniniste par les communistes, les cadres, la classe ouvrière et tous les travailleurs. Le Congrès recommandait à cette fin de «mener une âpre lutte contre la conception intellectualiste bourgeoise et réactionnaire selon laquelle la théorie, la philosophie, la science et les arts sont difficiles et ne peuvent être saisis par les masses, qu'ils ne peuvent l'être que par les cadres et l'intelligentsia... Le marxisme-léninisme n'est pas un privilège ni un monopole réservé à un certain nombre de gens qui ont la «tête» requise pour le comprendre. C'est l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et des masses travailleuses, et c'est seulement lorsque ses idées sont assimilées par les larges masses travailleuses, qu'il ne se réduit pas à quelque chose d'abstrait, mais se mue en une grande force matérielle appelée à promouvoir la transformation révolutionnaire du monde»***.

La révolution dans le domaine de la culture servait directement la révolution idéologique et se développait dans l'unité et en liaison organique avec celle-ci. «Tout notre travail dans le domaine de la culture, de l'éducation et des arts doit nous servir en premier lieu à réaliser l'objectif fondamental, l'éducation des communistes et de tous les travailleurs dans un haut esprit de classe révolutionnaire marxiste-léniniste.»**** Le Congrès fixait pour tâche aux arts et à la culture de s'appuyer puissamment sur le fond national, de s'inspirer du peuple et d'être entièrement à son service. Le Parti du Travail d'Albanie s'en tenait comme toujours fidèlement au principe léniniste d'engagement prolétarien dans

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 142.

** Ibid., p. 159 (souligné par la Rédaction).

*** Ibid., p. 169.

**** Ibid., p. 159.

les arts, la littérature et dans toute la vie spirituelle de la société. La culture, les arts bourgeois décadents et le cosmopolitisme sont étrangers au socialisme. Dans le patrimoine culturel et artistique albanais les hommes de culture et les artistes ne puiseraient, comme auparavant, que ce qu'il s'y trouve de progressiste, de patriotique, de démocratique. Le peuple albanais, au cours des siècles, a créé un riche trésor de vie spirituelle d'un contenu progressiste sain, qui constitue une source et un terrain féconds pour les arts, la littérature et pour la culture nouvelle, socialiste, en général. Le Congrès mit également l'accent sur le fait que l'art et la culture en Albanie socialiste ont profité et profiteront de l'expérience de l'art et de la culture progressistes universels. Mais la nouvelle culture albanaise ne devait jamais devenir l'esclave de la culture étrangère ni rien y emprunter sans l'avoir préalablement soumis à une analyse approfondie et à une appréciation critique dans un esprit de classe.

La révolutionnarisation continue de l'école devait embrasser tout le système d'enseignement, le contenu et les méthodes d'enseignement et d'éducation. La trempe révolutionnaire politique et idéologique de la jeunesse, sa préparation plus directe pour la vie et le travail, la liaison de l'étude avec la production, son éducation communiste dans le travail, étaient considérées comme des problèmes primordiaux.

La révolutionnarisation continue du Parti et les qualités communistes de ses membres

Le Ve Congrès considéra le renforcement et la trempe du Parti, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière, l'accroissement de son rôle dirigeant dans toute la vie du pays, comme la condition première du développement ininterrompu de la révolution socialiste jusqu'à son accomplissement.

Le PTA veillait toujours à la solidité de sa base idéologique et organisationnelle marxiste-léniniste, sans égard au fait que certaines de ses organisations ne remplissaient pas comme il se devait leur rôle dirigeant ou encore que certains de ses membres avaient perdu les qualités propres à un communiste et ne donnaient pas l'exemple de militants d'avant-garde. «Mais, soulignait le Congrès, pas un instant et en aucun domaine, nous ne devons permettre que notre Parti désarme, qu'il se grise de ses succès, qu'il tombe dans l'indo-

lence, qu'il soit étouffé par la poussière, la routine, le bureaucratisme».*

Il fallait mettre soigneusement à profit la triste expérience de l'Union soviétique, où le Parti communiste s'était enfoncé petit à petit dans le bureaucratisme, la routine, le formalisme et l'apathie, qui l'avaient dépouillé de son esprit révolutionnaire et rendu incapable d'empêcher les révisionnistes de prendre le pouvoir et d'engager le pays dans la voie de la restauration du capitalisme.

Afin de protéger le Parti du Travail d'Albanie contre le bureaucratisme et d'autres maux, pour le renforcer et le révolutionnariser sans cesse, le Congrès donna des directives et fixa des tâches visant à l'amélioration continue de la composition prolétarienne et à l'extension des forces du Parti, à l'élévation du rôle dirigeant de ses organisations de base, à l'approfondissement de la ligne de masse, en ayant particulièrement en vue les qualités révolutionnaires qui doivent caractériser tout communiste.

Depuis 25 ans le peuple albanais n'avait cessé de voir dans les communistes les hommes les plus honnêtes et les plus fidèles, les plus fermement attachés à la cause de la révolution et du socialisme, il les avait toujours vus à la pointe de chaque combat, se porter sans hésiter là où la lutte et le travail étaient le plus durs, indomptables face aux ennemis, aux difficultés et obstacles. Le Parti, à travers l'exemple de militants d'avant-garde que donnait ses membres, s'était gagné le cœur du peuple, il avait noué et n'avait cessé d'entretenir des liens étroits avec les larges masses, de les mobiliser dans la révolution, la construction socialiste et la défense de la patrie.

C'est justement sur la base de cette riche expérience de l'activité, des attitudes et des comportements révolutionnaires des membres du PTA que le camarade Enver Hoxha définit leurs traits distinctifs qui répondaient aux nouvelles exigences de l'élévation du rôle dirigeant du Parti, partant, à la réalisation des importantes tâches de la construction intégrale de la société socialiste. Ces traits trouvèrent leur expression dans le rapport du Comité central au Congrès, qui les a empreints dans les statuts du PTA.

Les membres du PTA doivent prouver par leurs actes

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 122.

leur fidélité au marxisme-léninisme et au Parti, leur détermination à servir le peuple, la révolution et le socialisme, c'est là la quintescence de leurs qualités de communiste.

La qualité de membre du Parti n'assure aucun privilège ni au communiste ni à sa famille, elle ne lui confère aucun droit de plus que ceux dont jouissent les autres citoyens en Albanie socialiste, elle n'implique que des devoirs plus ardus, une responsabilité plus grande.

Un communiste doit se tenir à la tête des masses et les diriger, mais cette position ne lui est pas assurée automatiquement par sa qualité de membre du Parti. Il ne peut devenir un dirigeant des masses, gagner leur confiance, qu'en travaillant et vivant avec elles ; en écoutant avec la plus grande attention leur voix et en s'instruisant à leur école; en étant modeste, juste, honnête, franc, aimable; en bannissant toute présomption, toute arrogance et tout autoritarisme; en se portant à la pointe des actions, de la lutte pour la réalisation des tâches, si difficiles soient-elles, sans reculer devant n'importe quel sacrifice.

Un membre au Parti se distingue par une discipline de fer et consciente dans l'application des principes, des normes, de la ligne marxiste-léniniste du Parti, ainsi que par un esprit créateur dans son action révolutionnaire, dans l'exécution des décisions et des directives.

Un communiste fait preuve constamment d'une haute vigilance dans la défense et l'application de la ligne du Parti, livre une lutte intransigeante à toute tendance à violer et à déformer cette ligne et les lois de l'Etat, Il mène la lutte de classe au sein et en dehors du Parti sans crainte et avec sagesse, conformément à la ligne du Parti, sans verser dans l'opportunisme ni dans le sectarisme. Il se montre d'une part impitoyable envers les ennemis, et, d'autre part, patient à l'égard des camarades et des gens du peuple fourvoyés pour les sauver et les corriger.

Un communiste ne ménage pas non plus ses efforts pour élever constamment son propre niveau idéologique, politique et culturel, considérant cela comme une exigence impérative pour être toujours un militant d'avant-garde.

Le Congrès demandait que ces qualités, incarnées dans l'immense majorité des communistes, deviennent le propre de la totalité des membres du Parti, sans aucune exception. «Faute de quoi, indiquait-il, on ne peut maintenir vivant l'esprit

révolutionnaire du Parti, faute de quoi on ne peut parler de révolutionnarisation de la vie de notre pays.»*

Afin d'inculquer aussi ces qualités aux nouveaux membres du Parti, il fut décidé non seulement de veiller plus attentivement au choix des stagiaires, mais aussi de prolonger le stage de candidat, période d'épreuve très importante, d'un an qu'il était, à deux ou trois ans, selon la situation sociale, le caractère de l'emploi et la formation idéologique et politique de chaque candidat.

En vue de révolutionnariser davantage la vie intérieure du Parti, le Congrès demandait un raffermissement de la critique et de l'autocritique, en tirant des leçons de celles que faisait le Comité central à propos des erreurs et des insuffisances du Parti dans sa lettre ouverte de mars 1966. «Notre Parti, indiquait le camarade Enver Hoxha dans son rapport, n'a jamais caché ses erreurs ni ses défauts. Il les a, avec courage et publiquement, découverts et critiqués... Cela aurait-il ébranlé la confiance du peuple envers le Parti? Cela aurait-il affaibli l'esprit combatif du Parti, des cadres, des travailleurs? Au contraire, le peuple n'en est que plus lié avec le Parti, son amour pour le Parti et sa foi en lui en sont décuplés...»**

Les directives du 4e plan quinquennal

Le Congrès établit aussi les directives du 4e plan quinquennal dans l'esprit de la révolutionnarisation continue de la vie du pays.

Le principal objectif du quinquennat fut ainsi défini: **accélérer la construction complète de la base matérielle et technique du socialisme en poursuivant l'industrialisation socialiste et en augmentant la production industrielle grâce à une utilisation plus efficiente des capacités productives en exploitation et à la construction de nouveaux ouvrages, en s'attachant à assurer un développement plus rapide de la production agricole, surtout céréalière, au premier chef à travers l'intensification de l'agriculture ;**

élever le bien-être matériel et le niveau culturel de la population et accroître la capacité défensive de la patrie;

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 128.

** Ibid., p. 134.

perfectionner davantage, dans la voie révolutionnaire, les rapports de production socialistes, réduire progressivement les différences entre lia ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre l'industrie et l'agriculture et entre le travail intellectuel et le travail manuel;

approfondir la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, renforcer la dictature du prolétariat, l'unité du peuple autour du Parti, promouvoir la révolution socialiste dans tous les domaines.

Le Congrès rattachait ainsi organiquement le développement économique et culturel du pays à sa révolutionnarisation plus poussée. Cette révolutionnarisation devait servir de base solide à la réalisation des grands objectifs du développement des forces productives et du perfectionnement des rapports de production socialistes. A l'inverse, le développement de ces forces et de ces rapports socialistes constituait la base matérielle indispensable pour la réalisation des tâches de cette révolutionnarisation.

La production industrielle augmenterait de 50-54 pour cent par rapport à 1965. Les industries chimique, mécanique, d'énergie électrique, du cuivre et du ferronickel seraient développées à des rythmes accélérés. Le pays produirait pour la première fois des métaux laminés, des engrais azotés et phosphatés, du papier de diverses qualités, des ampoules électriques et un grand nombre d'autres articles. Le 4e plan quinquennal, inaugurait une nouvelle phase d'industrialisation du pays, celle du développement de l'industrie lourde de traitement.

L'industrialisation demeurait ainsi, comme auparavant, une tâche d'importance vitale «...dont la réalisation, observait le Congrès, était indispensable pour promouvoir la révolution socialiste sur le front économique».* Mais, dans le même temps, le Parti s'en tenait à la ligne du développement simultané de l'industrie et de l'agriculture, car, pour avoir une économie nationale puissante et indépendante, il fallait l'asseoir sur ses deux jambes, l'industrie et l'agriculture.

L'accroissement prévu de la production agricole de 1965 à 1970 était de 71-76 pour cent. En cherchant à atteindre des taux d'expansion de la production agricole plus élevés que

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 92.

ceux de la production industrielle, le Parti visait à atténuer la disproportion existant entre l'agriculture et l'industrie, à réduire les disparités entre la campagne et la ville.

Dans l'effort fait pour accroître la production agricole, l'accent fut mis sur l'élévation des rendements. Tout en s'attachant à promouvoir à cette fin une agriculture intensive, on défricherait des terres nouvelles d'une étendue double de celle défrichée au cours du 3e quinquennat. Le Congrès lança le mot d'ordre: **«Attaquons-nous aux collines et aux montagnes, pour les embellir et les rendre aussi fertiles que les plaines»**.

Outre ces tâches, le Congrès donna des directives pour que le Parti et l'Etat contribuent au regroupement en coopératives de toutes les exploitations non encore collectivisées et qui représentaient 10 pour cent des terres de la paysannerie.

Afin de réaliser les objectifs du 4e plan quinquennal, il fut décidé d'augmenter de 34 pour cent les investissements de base par rapport au 3e plan et d'en affecter 80 pour cent aux secteurs productifs.

Le revenu national devait augmenter de 45-50 pour cent, dont 28,2 pour cent serait affecté à l'accumulation et 71,8 pour cent à la consommation sociale et individuelle. Les revenus réels par tête des ouvriers et des employés s'accroîtraient de 9-11 pour cent, et ceux des paysans de 20-25 pour cent. La question de l'amélioration du bien-être des masses a toujours été l'un des éléments les plus importante de la politique révolutionnaire du Parti. Pour le PTA, assurer le mieux-être, ce n'est pas satisfaire des caprices petits-bourgeois, ce n'est pas permettre à des couches et groupes privilégiés de mener une vie de luxe, mais satisfaire les besoins matériels, culturels et spirituels du peuple entier, et cela non seulement pour l'immédiat, mais à long terme. La satisfaction de ces besoins est fonction du niveau général de développement économique du pays, des exigences de la reproduction élargie et de la défense.

Traitant des problèmes économiques, le Congrès s'arrêta également sur la question du perfectionnement de la direction de l'économie planifiée. Il dénonça la voie suivie par les pays révisionnistes, qui visaient à substituer à la direction centralisée de l'économie une décentralisation anarchique donnant libre cours à l'action des lois du capitalisme et à la

transformation complète de l'économie socialiste en économie capitaliste. Le Congrès exprima la détermination du PTA de mettre en œuvre avec esprit de suite la direction centralisée de l'économie aux termes du plan d'Etat unifié et général. Dans le même temps, il insista pour que cette direction d'Etat et centralisée fût profondément démocratique, coordonnée avec la large participation organisée et directe des masses et l'élargissement des droits et des attributions des organes d'Etat et économiques à tous les niveaux.

Le Congrès émit également la directive de faire jouer de façon plus marquée et plus systématique les éléments et catégories économiques qui règlent l'activité des entreprises, notamment le coût de production, le profit, les prix, etc. Mais les organes d'Etat et économiques devaient se guider en cela sur la politique prolétarienne du Parti, sur les intérêts généraux du socialisme et de la défense de la patrie.

Les objectifs du 4e plan quinquennal, comme ceux de tous les plans quinquennaux antérieurs, se fondaient sur des bases solides, celles de la politique économique révolutionnaire du Parti. Cette politique, à son tour, s'appuyait puissamment sur les lois objectives économiques de la société socialiste, sur les conditions concrètes intérieures et extérieures, sur les possibilités réelles du développement de l'économie et de la culture nationales, sur les ressources, les moyens et les forces du pays. Elle répondait aux besoins actuels et à long terme de la marche du pays en avant et toujours en avant dans la voie du socialisme.

Intensifier la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne

Le Ve Congrès procéda à une analyse marxiste-léniniste approfondie de la situation internationale. Il tira de cette analyse la conclusion essentielle que la lutte intransigeante contre l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, et contre le révisionnisme moderne, conduit par le révisionnisme soviétique, était une tâche d'importance décisive pour les destinées de la liberté et de l'indépendance, pour les destinées du socialisme, à l'échelle nationale et internationale.

La cristallisation d'une nouvelle alliance entre l'impérialisme américain et l'impérialisme soviétique était l'un des traits fondamentaux de la situation internationale.

Cette alliance se fondait sur des intérêts et des objectifs

stratégiques communs, des deux plus grandes puissances, qui visaient à se partager les zones d'influence et à établir leur hégémonie dans le monde.

L'alliance soviéto-américaine se concrétisait toujours plus et se manifestait dans tous les domaines à travers divers traités et accords, ouverts ou secrets.

Mais cette alliance ne se développait pas sans difficultés ni contradictions. Ces contradictions avaient leur origine dans les visées hégémonistes et expansionnistes des deux impérialismes, dans les efforts de chacun d'eux pour acquérir la supériorité sur l'autre.

De profondes divergences opposaient l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique à leurs alliés: les Etats-Unis à la France, qui s'était engagée dans la voie de l'opposition ouverte, mais aussi à l'Angleterre, à l'Allemagne occidentale, au Japon etc.; l'Union soviétique aux autres pays révisionnistes et aux partis révisionnistes de l'Europe occidentale capitaliste, où l'on voyait s'accentuer toujours plus les tendances à la sécession, les frictions et les efforts pour s'affranchir de la tutelle de Moscou.

Afin d'annihiler les plans d'agression de l'impérialisme américain, du révisionnisme khrouchtchévien et de toute la réaction mondiale, de les combattre avec plus de succès, le Ve Congrès définit comme une nécessité objective de grande portée internationale, l'union des peuples dans un vaste front anti-impérialiste mondial.

Et pour que ce front eût vraiment un caractère anti-impérialiste, il était parfaitement justifié que s'y regroupent tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, observaient une attitude anti-impérialiste dans les actes et non pas en paroles, qui combattaient de quelque manière l'impérialisme. «Par l'ensemble de leur politique et de leur action, soulignait le Congrès, les révisionnistes khrouchtchéviens se sont exclus du front anti-impérialiste. Les admettre dans ce front serait y admettre une cinquième colonne, «un cheval de Troie», et le miner de l'intérieur».* Cette attitude révolutionnaire du PTA était dans le même temps une riposte aux flottements de la direction du PCC sur cette question, à ses tendances à s'unir aux divers révisionnistes, même aux révisionnistes soviétiques, en un seul front «anti-impérialiste».

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 191.

A son Ve Congrès le PTA souligna une fois de plus et avec fermeté son refus d'accepter n'importe quelle forme d'unité d'action avec les révisionnistes khrouchtchéviens. Toute autre attitude aurait signifié pour lui trahir son propre peuple, le socialisme, le marxisme-léninisme. Le révisionnisme moderne, avec à sa tête le révisionnisme soviétique, constituait désormais non seulement un danger principal, mais aussi un ennemi principal du mouvement communiste et ouvrier international, du socialisme, de la liberté et de l'indépendance des peuples.

Le Congrès critiqua sévèrement et sur le plan des principes tous ceux qui ne combattaient pas le révisionnisme lui-même, mais son ombre, tous ceux qui fermaient les yeux devant la réalité, qui feignaient de ne pas voir la trahison des dirigeants révisionnistes, qui réclamaient la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes ou qui observaient une attitude centriste. «Selon le jugement de notre Parti, le problème à l'ordre du jour qui se pose aujourd'hui avec force, comme un problème actuel de grande acuité, n'est pas la réconciliation et l'unité avec les révisionnistes, mais bien la rupture et la séparation définitive d'avec eux».*

Le Congrès salua la création d'une série de nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes dans divers pays du monde. La création de ces nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes était la conséquence naturelle de la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme. Deux idéologies et deux lignes contraires ne peuvent jamais coexister au sein d'un parti marxiste-léniniste, en particulier, et au sein du mouvement communiste international, en général.

Au Congrès fut exprimée la disposition du PTA à aider par tous les moyens les nouvelles forces marxistes-léninistes. «Nous considérons ce soutien à accorder comme un noble devoir internationaliste, car nous voyons dans la croissance et le développement de ces nouvelles forces révolutionnaires l'unique voie juste qui mène au triomphe du marxisme-léninisme et à l'anéantissement du révisionnisme.»**

Les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes fondaient surtout leurs espoirs sur le soutien du Parti et de la RP de Chine, en tant que «grand parti marxiste-léniniste»

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 194.

** Ibid., p. 186.

et «grand pays socialiste». Dans l'ensemble, ils furent déçus en s'apercevant qu'ils ne trouvaient pas auprès d'eux l'appui immédiat qu'ils escomptaient. En réalité, comme cela a été confirmé par la suite, au début, Mao Tsétoung et ses compagnons n'approuvèrent pas la création de ces nouveaux partis et groupes et ils ne leur faisaient aucune confiance. Mais lorsqu'ils les virent, avec contrariété, se constituer et se renforcer, les dirigeants chinois changèrent de tactique. Ils tentèrent de les utiliser dans leurs propres intérêts étroits. Aussi reconnurent-ils tous ces partis et groupes sans exception, à raison d'un ou même plusieurs par pays, pourvu qu'ils se disent «marxistes-léninistes», «révolutionnaires», «garde rouge», etc., qu'ils se déclarent attachés à la «pensée-maotsétoung». Pour sa part, le PTA observait une attitude très pondérée, en jugeant chaque parti et groupe sur son action et non pas sur ses phrases et en considérant que dans chaque pays il ne peut y avoir qu'un seul véritable parti marxiste-léniniste.

Afin de promouvoir le renouveau révolutionnaire et le renforcement du communisme international, le Congrès jugea nécessaire et urgent, pour les partis et toutes les forces marxistes-léninistes dans divers pays, d'établir entre eux une collaboration et des liens étroits, et de créer une unité idéologique et d'action fondée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien.

A l'issue de ses travaux, le Ve Congrès élut à l'unanimité le Comité central du PTA, composé de 61 membres et de 36 membres suppléants, ainsi que la Commission centrale de contrôle et de vérification. Le camarade Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA.

Le Congrès était l'expression de l'unité monolithique du Parti, de sa maturité, de sa détermination à mener la révolution socialiste jusqu'au bout. Synthétisant la grande expérience de la lutte révolutionnaire au cours du dernier quinquennat, il enrichit et développa la ligne marxiste-léniniste du Parti à propos de la construction intégrale de la société socialiste.

Le Congrès exprima la détermination du PTA dans la lutte ininterrompue contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

La participation au Ve Congrès du PTA des représentants des nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes révolu-

tionnaires constituait un événement important pour le mouvement communiste international, qui avait amorcé sa régénération sur des bases marxistes-léninistes.

2. LA REALISATION DES TACHES VISANT A LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DU POUVOIR ET AU RENFORCEMENT DE L'UNITE PARTI-PEUPLE

L'analyse scientifique des grands problèmes d'ordre national et international de l'époque, à laquelle procéda le V[e] Congrès ainsi que les orientations qu'il donna, ouvrirent de nouveaux horizons sur la voie de la construction intégrale de la société socialiste.

Tout le Parti et ses courroies de transmission se mobilisèrent pour faire comprendre le mieux possible au peuple les orientations et les tâches assignées par le Congrès, pour les réaliser le plus largement et le plus profondément possible. Le discours du camarade Enver Hoxha «sur la révolutionnarisation continue du Parti et du pouvoir» prononcé le 6 février 1967, joua un rôle important dans ce sens.

L'application révolutionnaire des principes et des normes du Parti en vue du renforcement de son caractère prolétarien

La ferme et constante application des principes et des normes marxistes-léninistes du Parti a été l'un des principaux facteurs de ses grandes victoires. Mais dans les conditions de la propagation du révisionnisme et de l'âpre lutte qui le mettait aux prises avec le marxisme-léninisme à l'échelle internationale, dans les conditions du nouvel élan révolutionnaire qui s'était déclenché en Albanie, l'application révolutionnaire de ces principes et normes revêtait une importance particulière pour la préservation et le renforcement du caractère prolétarien du Parti, ainsi que pour le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines.

Le Parti de la classe ouvrière ne peut se doter d'une juste ligne marxiste-léniniste s'il n'adopte pas en même temps et n'applique pas de façon révolutionnaire les princi-

pes et les normes organisationnels communistes. Lorsque le Parti communiste de l'Union soviétique abandonna l'idéologie et la politique léninistes-staliniennes, il renonça également à l'application révolutionnaire des principes et des normes marxistes-léninistes du parti, qui furent réduits à des formules creuses.

Dans son discours du 6 février, le camarade Enver Hoxha critiqua le sentiment d'autosatisfaction qui s'observait chez certains communistes et cadres à la suite des succès remportés, et qui les empêchait de déceler les défauts, les erreurs, les violations des principes et des normes des statuts. Ce sentiment d'autosatisfaction avait ses racines dans la conception idéaliste et métaphysique, selon laquelle les organes et les cadres dirigeants du Parti et du pouvoir sont infaillibles et à l'abri de toute critique. D'où le caractère superficiel et purement formel de la critique et de l'autocritique pratiquées bien souvent dans les organisations du Parti, ainsi que de la critique à l'adresse des organes et des cadres dirigeants. De pareilles faiblesses entravaient la révolutionnarisation continue du Parti.

«La révolutionnarisation du Parti, enseignait le camarade Enver Hoxha, ne peut s'accomplir qu'à travers la voie de la connaissance adéquate de la profonde signification philosophique et de l'application rigoureuse et révolutionnaire des principes marxistes-léninistes sur lesquels se guide le Parti ainsi que des normes léninistes qui régissent sa vie et celle des communistes.

«Cette grande question vitale ne doit pas être comprise de façon purement formelle et nous ne devons pas permettre que ces principes soient appliqués de façon mécanique, qu'ils soient appris comme des formules sans âme, sans vie».*

Suivant cet enseignement et les orientations du Ve Congrès, le Parti porta son attention plus particulièrement dans un certain nombre de directions.

On eut soin de vivifier et d'approfondir l'esprit révolutionnaire des organisations de base du Parti. Il fut demandé aux communistes de mieux se préparer avant de participer aux diverses réunions, d'y exposer avec courage leurs idées, de faire des remarques, des critiques, des prévisions et des

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé le 6 février 1967. Rapports et discours, 1967-1968, éd. alb., p. 22.

propositions, en étant d'abord exigeants envers eux-mêmes avant de demander des comptes à leurs camarades. On critiqua également tous les cas d'attitudes opportunistes, qui font que l'on évite de critiquer ses camarades ou ses supérieurs pour des raisons d'amitié malsaine, de conformisme, de servilité, et aussi de crainte de représailles. Des mesures sévères furent arrêtées envers ceux qui profitaient de leur poste dirigeant pour se venger d'une manière ou d'une autre de ceux qui les avaient critiqués. On s'attacha aussi à mieux faire comprendre que l'on ne peut rester communiste si l'on a peur de critiquer et d'exprimer ouvertement tout ce que l'on a dans la tête, ou si l'on réprime la critique et les observations de ses camarades. En conséquence, on vit grandir le rôle des organisations de base en tant que foyers d'éducation et de trempe révolutionnaires et organismes dirigeants.

Le maintien et le renforcement de l'unité idéologique et organisationnelle du Parti constituaient une question à laquelle il avait été et il continuerait d'être consacré un soin continu. Le Comité central demandait que l'on fît preuve d'une vigilance de tous les instants à propos de cette question d'importance vitale.

L'un des objectifs permanents des ennemis extérieurs et intérieurs est de détruire l'unité au sein du Parti. Les révisionnistes soviétiques, titistes et autres ne manquaient pas de recourir à tous les moyens pour saper jusque dans ses fondements l'unité d'acier traditionnelle du PTA, susciter en son sein des failles où ils auraient pu s'accrocher pour le détourner de la voie marxiste-léniniste dans la voie révisionniste. En outre, Mao Tsétoung, qui avait depuis longtemps érigé en théorie, comme un phénomène objectif, la présence de fractions et de lignes opposées, ainsi que la lutte entre diverses lignes au sein du parti, s'efforça, par le truchement de Chou En-laï, lors de la visite de ce dernier en Albanie, en juin 1966, d'imposer cette «théorie» antimarxiste au Parti du Travail d'Albanie.

Le PTA, appliquant le grand principe de l'unité du parti marxiste-léniniste, n'avait jamais permis que se cristallisent en son sein, sous forme d'opposition, des courants fractionnels et des lignes révisionnistes, il avait dévoilé et écrasé à temps et par une lutte de principe révolutionnaire les éléments et les conceptions hostiles, les groupes fractionnels, antiparti, avant qu'ils ne se transforment en courants et lignes op-

posées. Faisant la synthèse de cette expérience et répondant indirectement à la direction chinoise, le camarade Enver Hoxha déclarait: «Un parti marxiste-léniniste qui se respecte en tant que tel ne peut tolérer l'existence de deux lignes en son sein ; il ne peut donc pas tolérer l'existence d'une ou de plusieurs fractions. Et même s'il s'y manifeste un phénomène de ce genre, le Parti ne peut ni ne doit en permettre tant soit peu l'existence. Une fraction, en opposition avec l'unité de pensée et d'action marxiste-léniniste, tend à transformer le Parti en un parti social démocrate et le pays socialiste en un pays capitaliste»*. La pratique a démontré que la cristallisation d'idéologies et de lignes opposées dans le Parti témoigne soit que ce Parti n'est pas véritablement marxiste-léniniste soit que, tout en l'étant, il n'a pas mené correctement, de façon conséquente et résolue, la lutte de classes en son sein.

Afin de maintenir et de renforcer l'unité du Parti suivant les idées du Congrès et les enseignements du camarade Enver Hoxha, la lutte fut concentrée essentiellement sur l'application révolutionnaire des principes et des normes du parti prolétarien. Stigmatisant les violations de ces principes et normes, on dénonça les cas de querelles, de coteries, d'esprit de clan et de copinage qui créent un terrain favorable à la violation des statuts, à l'affaiblissement de l'unité de pensée et d'action et à l'activité hostile au sein de l'organisation, et qui l'entravent dans son rôle dirigeant.

L'admission de nouveaux membres était une question capitale qui donna une nouvelle impulsion à la révolutionnarisation du Parti. Le Ve Congrès avait exprimé sa désapprobation aux organisations du Parti qui n'avaient pas admis depuis longtemps de nouveaux membres. En 1965 et 1966, les effectifs du Parti s'étaient accrus respectivement de 1.9 et 0,2 pour cent. C'était là une augmentation tout à fait insatisfaisante. L'accroissement de 2,7 pour cent seulement, enregistré en 1967, et cela, malgré les recommandations pressantes du Comité central, ne pouvait non plus être jugé suffisant.

Dans l'analyse que le Comité central fit de ce problème, le camarade Enver Hoxha déclarait: «C'est là, camarades, une question très sérieuse, nous sommes en train de commettre une

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé le 6 février 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 40.

grave erreur...».* Puis il demandait qu'on se penchât sérieusement sur ce problème, que chaque organisation et comité du Parti se mît à l'étudier pour le résoudre. La question des nouvelles admissions au Parti fut également étudiée, dans l'ensemble du Parti, par le Comité central lui-même, qui donna, sur cette base, les orientations nécessaires. Tous cela permit d'accélérer le rythme des admissions. Au cours des cinq années 1967-1971, le Parti grossit ses rangs de 20 658 communistes, augmentant ainsi ses effectifs de 31 pour cent, alors que l'accroissement au cours du quinquennat précédent n'avait été que de 3,24 pour cent.

Mais c'est le renforcement de la composition du Parti en éléments ouvriers qui constituait le plus grand succès. En 1970, les communistes de condition sociale ouvrière devancèrent pour la première fois avec un taux de 36,08% du total des membres, les communistes intellectuels et paysans coopérés qui n'en représentaient respectivement que 34,68 pour cent et 29,24 pour cent. Cela témoignait du souci particulier du Parti d'être prolétarien non seulement sur le plan idéologique mais aussi par sa composition de classe. C'est là un trait de plus qui distingue le PTA, en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière, des partis révisionnistes, où dominent à tous égards, y compris celui de leur composition sociale, les fonctionnaires bureaucrates et la technocratie.

Dans les années 1967-1971, les organes dirigeants du Parti connurent aussi un changement qualitatif dans leur composition sociale. Dans l'analyse que le Comité central du Parti fit de cette question vers la fin de 1967, il qualifia d'anormal le fait que 220 seulement sur les 1 450 membres de plenums des comités du Parti, étaient des ouvriers. Il en allait de même de la composition des bureaux des comités du Parti. La composition sociale des bureaux et des secrétaires des organisations de base était un peu meilleure, mais néanmoins encore insatisfaisante.

La direction du Parti en conclut qu'il était indispensable d'améliorer la composition sociale des organes dirigeants et donna à cette fin les orientations requises. Il s'ensuivit une modification de la situation dès les élections au Parti de

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 21 avril 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 84.

1968, et en 1971 les communistes de condition et d'origine ouvrière représentaient 55 pour cent de la totalité des membres des plenums des comités du Parti. Dans les bureaux des organisations de base des entreprises économiques, les ouvriers inscrits au Parti représentaient 85,2 pour cent des membres et 86,3 pour cent des secrétaires. Cela revêtait une grande signification de principe dans la mesure où l'on barrait ainsi la route à la dégénérescence bourgeoise des organes dirigeants du Parti, qu'on prévenait le mal qui avait saisi à la gorge le PCUS, où les organes dirigeants furent gonflés d'intellectuels et d'employés bureaucrates et technocrates qui finirent par évincer la classe ouvrière du pouvoir politique.

Des améliorations sensibles furent également enregistrées dans l'extension et la répartition des forces du Parti. C'est ainsi qu'en 1971 chaque secteur d'entreprise d'Etat ou de coopérative agricole était doté d'une organisation de base du Parti, et il y avait des membres du Parti dans chaque village. 61 pour cent des communistes travaillaient dans la sphère de la production matérielle et 80 pour cent d'entre eux directement à la production. Répondant à l'appel du Parti, deux milliers de ses membres passèrent bénévolement de l'administration à la production, des fronts plus faciles aux fronts les plus ardus, de la ville à la campagne. Cela portait un coup rude à la conception non marxiste selon laquelle «les communistes sont nécessairement appelés à remplir des fonctions officielles».

Toute la lutte pour la révolutionnarisation du Parti revêtait un caractère marqué d'éducation révolutionnaire non seulement pour les membres du Parti, mais aussi pour les larges masses. Cette lutte n'était pas seulement une expression de l'application fidèle et créatrice du marxisme-léninisme mais aussi de l'assimilation de la théorie marxiste-léniniste étroitement liée à la pratique révolutionnaire.

«L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie», qui fut publiée en 1968 et les oeuvres du camarade Enver Hoxha, dont les deux premiers volumes parurent la même année, devaient servir d'armes très importantes dans la lutte pour la révolutionnarisation et l'éducation idéologique et politique révolutionnaire des communistes et des masses populaires. Jusqu'en 1971 avaient paru huit volumes de ces œuvres, et ils devaient être suivis de beaucoup d'autres. Dans cette période parurent deux nouveaux tomes (III et IV) rassemblant les documents

principaux du Parti, et le tome I fut réédité. Pour la première fois l'œuvre géniale de Marx «Le Capital» commença à être publiée en albanais (les trois premiers livres du premier volume parurent de 1968 à 1971); 35 autres volumes des oeuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline furent également publiés ou réédités.

La lutte multiforme menée pour la révolutionnarisation du Parti fut féconde en enseignements qui permirent d'élever le travail de direction, d'organisation et d'éducation mené par le Parti, conformément aux tâches importantes et ardues dont était hérissée la voie de la construction intégrale de la société socialiste.

La révolutionnarisation continue du pouvoir

Afin de révolutionnariser plus avant le pouvoir d'Etat, conformément aux orientations du V[e] Congrès, on s'attacha essentiellement à poursuivre la lutte contre le bureaucratisme.

Après la campagne intensive menée en 1966, la lutte contre le bureaucratisme risquait d'être tenue pour achevée ou ralentie. Afin de prévenir ce danger, le camarade Enver Hoxha, dans son discours du 6 février 1967, s'arrêta particulièrement sur la nécessité de poursuivre la lutte contre le bureaucratisme en soulignant que «cette lutte ne cessera jamais, qu'elle continuera tant qu'existeront les classes et la lutte de classes.»* En outre, il souligna que pour devenir fructueuse, la lutte contre le bureaucratisme doit avant tout être regardée comme une lutte visant à extirper les conceptions idéalistes, antimarxistes, réactionnaires, et les pratiques antipopulaires en matière de gouvernement qui émanent de ces conceptions. C'est là une âpre lutte politique, idéologique, organisationnelle, à laquelle participent directement les masses sous la direction du Parti, en frappant durement les conceptions et les déformations bureaucratiques, les bureaucrates, indépendamment de leurs fonctions ou de leur grade. Le bureaucratisme et les bureaucrates sont des ennemis du peuple, les pires ennemis, les ennemis les plus perfides du Parti marxiste-léniniste, et «en tant que tels, il doit les combattre continuellement, opiniâtrement et sans répit».**

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 42.
** Ibid., p. 43.

Cet accent particulier que la direction du Parti mettait à nouveau sur la lutte contre le bureaucratisme, conféra à cette action le caractère d'un vaste mouvement populaire, qui avait pour fondement le renforcement de la dictature du prolétariat.

La participation directe des masses à la lutte contre le bureaucratisme rendait indispensables le renforcement et le perfectionnement du contrôle des masses, surtout du contrôle ouvrier sur les organes, les appareils et les cadres du pouvoir et de l'économie.

Ce contrôle avait été réduit plus ou moins à quelques commissions, qui n'avaient que le nom de «contrôle ouvrier», alors qu'en réalité elles étaient dirigées par des gens du personnel de gestion. Critiquant cette si étroite conception du contrôle ouvrier, le Comité central, en avril 1968, s'arrêta spécialement sur cette importante question de principe: «Le problème... dépasse largement la question des commissions ouvrières. La direction du contrôle exercé par la classe ouvrière et le Parti sur toute chose et sur n'importe qui, sur les cadres, les instances, les administrations, les commissions, doit être complète, sans faille, décisive»*.

L'exercice parfait du contrôle de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses sur le plan théorique comme sur le plan pratique est une condition déterminante du succès de la lutte contre le bureaucratisme et ses diverses manifestations, comme le sont entre autres le technocratisme, l'intellectualisme et l'économisme.

Les décisions du plenum du CC du Parti tenu en septembre 1968 donnèrent une nouvelle impulsion à l'application de la directive du V[e] Congrès relative à la lutte contre le bureaucratisme et au renforcement du contrôle ouvrier sur des bases révolutionnaires.

Suivant les orientations du Comité central et grâce à la lutte des organisations du Parti pour les mettre en œuvre, la participation des masses à l'administration du pays et à la direction de l'économie s'amplifia et s'intensifia. Le contrôle ouvrier fut purgé des éléments bureaucratiques. Les prétendues «commissions ouvrières» furent également abandonnées, car elles avaient pris des formes bureaucratiques; il en fut de

---

* Enver Hoxha, Discours prononcé au Secrétariat du CC du PTA, 9 avril 1968. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 394.

même de la «triade» composée du directeur, du secrétaire de l’organisation de base du Parti, et du président du comité des Unions professionnelles, autre forme de bureaucratisme, qui, sous le couvert de la «direction opérationnelle», violait la démocratie, les règlements et la ligne du Parti. Toutes ces formes, qui entravaient l’application des directives du Parti sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière, furent remplacées par de nouvelles formes et méthodes de contrôle ouvrier direct. Cela s’accompagna d’un soin accru témoigné à l’éducation des ouvriers pour leur inculquer l’idéologie et le courage révolutionnaire propres à leur classe.

La participation des larges masses populaires à la lutte contre le bureaucratisme et à toutes les questions du gouvernement à travers leur propre contrôle et en particulier celui de la classe ouvrière, permit d’enregistrer d’importants progrès dans la révolutionnarisation du pouvoir d’Etat.

Un plus grand nombre de gens de la production qui avaient tous donné des preuves de leur dévouement au peuple et au socialisme, de leur fermeté, de leur courage et de leur esprit militant dans la défense et l’application de la ligne du Parti et des lois de l’Etat, furent élus aux organes représentatifs du pouvoir.

On vit grandir l’autorité et en général le rôle des organes électifs représentatifs du pouvoir. Les Comités exécutifs des conseils populaires et leurs appareils respectifs furent soumis à un contrôle plus attentif de ces derniers. Les organes exécutifs et administratifs furent partout astreints à rendre compte régulièrement de leur action devant les organes élus, et ceux-ci devant les électeurs.

Les organes élus perfectionnèrent leur travail non seulement dans l’adoption des décisions et l’approbation des lois, mais aussi dans le contrôle de leur application, à travers une meilleure organisation, une division du travail mieux étudiée et une plus parfaite mise à contribution des députés et des conseillers.

Il fut procédé à une refonte générale de la législation. Cette refonte eut pour résultat l’annulation de plus de 400 actes législatifs, qui furent remplacés par d’autres, plus simples, plus concis et mieux étudiés, conformément aux conditions nouvelles. Les projets remaniés des lois les plus importantes, furent soumis au jugement des masses populaires. Dans le même temps, la participation des masses travailleuses à l’instruction et au jugement des affaires pénales fut élargie.

Cela fut réalisé grâce surtout à la création des tribunaux des villages, des villes et des quartiers.

Mais la révolutionnarisation continue du pouvoir n'allait pas sans obstacles. Elle se heurtait à des difficultés, et même à une opposition tantôt larvée, tantôt manifeste, de la part du bureaucratisme et des bureaucrates, qui usaient de tous les moyens pour empêcher la parfaite application des décisions et des directives du Parti sur la réduction et la simplification de l'appareil d'Etat et sur la participation des larges masses au gouvernement et à la gestion de l'économie.

Le Comité central observa que les départements centraux et les administrations des diverses entreprises avaient considérablement gonflé à nouveau leurs états de personnel, après les réductions qui leur avaient été apportées en vertu de la décision du Parti de décembre 1965 sur la lutte contre le bureaucratisme. Il jugea ces ajouts irréguliers et chargea (en février 1970) le Conseil des ministres d'examiner ces cas un à un, afin de procéder à nouveau aux réductions possibles et nécessaires. Il recommanda en même temps aux comités et aux organisations du Parti d'être plus attentifs et de déployer plus d'efforts pour appliquer les directives du Parti relatives à la lutte contre le bureaucratisme, en s'appuyant plus puissamment sur les masses, en les faisant participer plus efficacement à cette lutte.

La lutte contre le bureaucratisme pour la révolutionnarisation toujours plus marquée du pouvoir devait nécessairement s'accompagner, dans la pratique, d'un perfectionnement de la direction et de l'extension des attributions des organes d'Etat et des organismes économiques.

Après avoir analysé cette question en décembre 1970, le Comité central décida de faire prendre des mesures pour élargir les compétences des comités exécutifs des conseils populaires, des entreprises d'Etat, des coopératives agricoles et des autres institutions de la base, mais sans enfreindre le principe fondamental du centralisme démocratique dans la direction. Entre-temps, les états de personnel des départements centraux et d'autres institutions d'Etat furent encore réduits, alors que les cadres touchés par ces suppressions d'emplois passèrent à la base.

Ces mesures n'entendaient pas être une transformation radicale dans l'organisation de l'Etat, ni une sorte de réforme. Elles avaient le sens d'une démocratisation encore plus poussée

du pouvoir, d'une amélioration de la direction des affaires d'Etat et des affaires économiques. Elles étaient dictées par le nouveau stade même du développement de la société socialiste, en un temps où les rapports de production socialistes avaient été étendus et perfectionnés, où la base matérielle et technique s'était développée et renforcée, où la conscience socialiste de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée s'était élevée et raffermie, où l'intelligentsia populaire avait grandi et s'était consolidée, et où une riche expérience de direction avait été acquise à la base.

Le Parti consacra dans le même temps une grande attention au travail de révolutionnarisation de l'Armée populaire, des Forces de frontières, de la Police populaire et de la Sûreté d'Etat.

Le travail mené dans ce sens eut pour effet de rapprocher davantage ces organes des masses populaires, de les lier plus étroitement à elles, de leur faire acquérir une préparation professionnelle plus solide, et surtout une préparation idéologique et politique révolutionnaire plus approfondie.

Toutefois on observait dans l'armée un formalisme marqué dans l'application des décisions révolutionnaires sur les Forces armées prises en 1966 par le CC du PTA ainsi que des autres directives tendant à la révolutionnarisation continue de la vie du pays. Le Comité central et le camarade Enver Hoxha avaient souvent critiqué ce phénomène. Comme il devait apparaître par la suite, ce formalisme, dans l'armée, était dû à ce que les ennemis mettaient tout en œuvre pour saboter ces décisions et directives. Ils n'en menaient pas moins un grand tapage pour faire croire que les mesures révolutionnarisatrices étaient mieux appliquées dans l'armée que partout ailleurs, et cela dans le but de tromper le Parti et de dissimuler les traces de leur trahison, qui devait être découverte et écrasée dans les années suivantes.

La trempe continue de l'unité entre le Parti et le peuple

Le Parti a considéré le maintien et le renforcement de l'union du peuple autour de lui comme un processus continu, étroitement lié aux étapes et aux conditions historiques concrètes de la révolution. La base politique de cette union, qui avait été jetée au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, alla se consolidant dans la lutte pour la construction du socialisme. Après la libération du pays, l'union politique du peuple se dota de sa propre base économique et sociale socialiste. Elle vit se renforcer également

sa base idéologique dans la mesuré où les idées marxistes-léninistes et la morale prolétarienne s'ancraient toujours plus profondément dans la conscience des gens. Elle se trempa et se transforma par la suite en une unité d'acier des masses travailleuses (de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire) avec le Parti.

Les voies à suivre pour le renforcement de l'unité du peuple autour du Parti, au cours de la construction intégrale de la société socialiste, furent élaborées par le camarade Enver Hoxha et exposées au IVe Congrès du Front démocratique, qui tint ses assises en septembre 1967.

L'unité se trempe à travers un vaste travail d'explication et de persuasion mené auprès des masses pour leur faire comprendre à fond de contenu politique et idéologique de la ligne du Parti, de chacune de ses directives, à travers la mobilisation du peuple pour leur mise en œuvre. Le Parti demandait à toutes ses organisations de renoncer au travail en vase clos, d'informer régulièrement les masses des décisions prises, de les éclairer sur ces décisions, de prêter une oreille plus attentive à leur voix, à leurs critiques, de leur rendre des comptes, de fustiger sévèrement tous les communistes et les cadres qui, tout en se posant en défenseurs des principes, de la loi, ne les écoutaient pas, ou, pis encore, étouffaient leur voix et leurs critiques.

L'unité se trempe dans la lutte pour le renforcement continu du pouvoir populaire, pour sa démocratisation ininterrompue et grâce à une plus vivante participation des masses à l'administration du pays.

L'unité se renforce dans la lutte pour la réalisation des grandes tâches que pose le développement de l'économie et de la culture.

L'unité se renforce dans la mesure où l'amour et le dévouement pour la patrie socialiste s'ancrent toujours plus profondément dans le cœur et l'esprit des masses, où les traditions patriotiques et révolutionnaires du peuple albanais sont maintenues vivantes et encore enrichies, où la haine contre les ennemis de classe, contre les impérialistes et les révisionnistes, s'accroît sans cesse et où la préparation morale et politique, économique et militaire du peuple pour la défense du pays est portée au plus haut point.

Mais dans la nouvelle étape de la construction intégrale

de la société socialiste, soulignait le camarade Enver Hoxha, le maillon principal servant à renforcer encore l'unité du peuple autour du Parti, c'est «la lutte pour inculquer l'idéologie prolétarienne dans la conscience de tous les travailleurs et la faire pleinement triompher.»* La consolidation de la base idéologique de l'unité du peuple entraîne celle de sa base politique, économique et sociale, elle assure la réalisation des tâches du Parti dans les domaines politique, économique, social, culturel et dans celui de la défense.

L'unité se renforce à travers la lutte de classe, la juste solution révolutionnaire des contradictions dans la société socialiste. «Considérer la question de l'unité en dehors de la lutte de classe, renier, soi-disant au nom de cette unité, la lutte de classe... revient à endormir la vigilance politique et idéologique du Parti et des travailleurs, à saper l'unité même et la cause du socialisme.»**

Mais il est nécessaire d'avoir bien soin de distinguer les contradictions antagonistes entre le peuple et les ennemis de classe des contradictions non antagonistes au sein du peuple, afin de ne pas confondre les ennemis avec ceux qui. tout en conservant dans leur conscience des conceptions étrangères à l'esprit de notre doctrine, n'en sont pas moins fidèles au Parti et au socialisme. Faute de quoi, l'unité est sapée et les liens du Parti avec les masses affaiblis.

Le Front démocratique demeurait l'incarnation de l'unité du peuple autour du Parti. L'expérience de ses 25 années d'existence avait confirmé la grande importance que revêtait cette organisation pour créer, préserver et renforcer constamment les liens d'acier du Parti avec les masses, pour les mobiliser dans l'application du programme du Parti, surmonter les difficultés, vaincre les ennemis et remporter la victoire. Le Parti fixait pour tâche de renforcer le Front démocratique sur le plan de l'organisation, d'élever l'esprit militant et d'initiative de ses instances, d'améliorer la méthode et le style de travail de ces dernières. L'action toujours plus vivante et vigoureuse du Front démocratique devait servir de moyen essentiel pour la révolutionnarisation plus poussée de la vie du pays.

La définition synthétique que donna le camarade

---

* Enver Hoxha, Rapport au IVe Congrès du Front démocratique d'Albanie, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 185.

** Ibid., p. 182.

Enver Hoxha au IVe Congrès du Front de la place et du rôle du parti marxiste-léniniste dans le front commun des forces patriotiques révolutionnaires et socialistes, revêtait une grande importance théorique et pratique. En traitant ce problème, il entendait dénoncer les conceptions antimarxistes et les tactiques mystificatrices des divers révisionnistes, qui défendaient et propageaient avec zèle le pluralisme idéologique et politique, les compromis de trahison avec les partis bourgeois, les conceptions et les tactiques dirigées contre le rôle prépondérant de la classe ouvrière et la direction du parti prolétarien, et visant à perpétuer le système capitaliste.

Il est notoire que le Front, en Albanie, fut conçu et considéré constamment comme une union bénévole directe des masses autour du Parti de la classe ouvrière et non pas comme une coalition de partis politiques, à l'image des autres pays où avait existé et existait encore un front national patriotique révolutionnaire. Chez nous il n'existait aucun autre parti politique en dehors du Parti communiste (du Travail) d'Albanie, ce qui, comme le disait le camarade Enver Hoxha, fut «un grand bien, d'un prix incalculable, mais, pour la bourgeoisie, pour la réaction nationale et internationale, un grand malheur, une carence fatale».* Cela ne signifie pas que le PTA ait été, en principe, opposé à la collaboration avec des partis antifascistes, progressistes, si jamais des partis de ce genre s'étaient formés, et à la constitution avec eux d'un front commun contre l'ennemi commun, le fascisme occupant et les traîtres au pays, mais sans renoncer pour autant à son individualité et à son indépendance politique, idéologique, organisationnelle, sans renoncer à s'assurer et conserver le rôle dirigeant dans la révolution en persuadant les masses de la justesse de sa ligne.

Mais combien de temps des partis politiques non prolétariens peuvent-ils coexister en collaboration et en union avec le parti de la classe ouvrière dans un front commun? A cette question de principe le camarade Enver Hoxha répondit en se fondant sur la théorie marxiste-léniniste et sur l'expérience des révolutions socialistes antérieures. «Une fois la dictature du prolétariat instaurée et consolidée..., soulignait-il, l'existence, pour une longue durée, d'autres partis, fussent-ils «progressistes», au sein du front ou en dehors de lui, n'a aucun sens,

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 157.

aucune raison d'être, même de façon purement formelle, soi-disant au nom de leurs traditions... La révolution renverse tout un monde et encore davantage une tradition... La présence d'autres partis non marxistes-léninistes..., surtout après la construction de la base économique du socialisme, serait absurde et opportuniste. Loin de porter atteinte à la démocratie, cela renforce la véritable démocratie prolétarienne. Le caractère démocratique d'un régime ne se mesure guère au nombre des partis, il est déterminé par sa base économique, par la classe qui est au pouvoir, par toute la politique et l'action de l'Etat, par la question de savoir si celles-ci sont ou non dans l'intérêt des larges masses du peuple, si elles les servent ou non».* Autoriser la présence d'autres partis politiques après cette étape, revient à préserver la bourgeoisie en tant que classe.

Cette conclusion était également dirigée contre les théories de Mao Tsétoung sur la présence et la coexistence de plusieurs partis, sur la multiplicité des lignes dans le parti communiste, sur l'épanouissement de cent fleurs et la rivalité de cent écoles dans la révolution et en régime socialiste.

En Albanie socialiste, l'union bénévole directe du peuple dans le Front démocratique, sous la direction unique du Parti du Travail d'Albanie, demeurait la garantie des grandes victoires révolutionnaires remportées et de nouvelles victoires sur la voie du socialisme et du communisme.

3. LES GRANDS MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES

Le discours que le camarade Enver Hoxha prononça le 6 février 1967 et toute la lutte du Parti pour mettre en œuvre les décisions du V[e] Congrès donnèrent une nouvelle impulsion à l'activité révolutionnaire des masses travailleuses. Grands et petits se dressèrent avec courage, se critiquèrent eux-mêmes et critiquèrent les autres pour combattre les défauts, les insuffisances et les erreurs, purifier la société socialiste des survivances de l'ancienne société et des influences de l'idéologie bourgeoise-révisionniste et inculquer dans le travail et dans la vie les normes et les attitudes révolutionnaires

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., pp. 176-177.

socialistes, les enseignements prolétariens du Parti. On vit les travailleurs prendre de magnifiques initiatives, qui se matérialisèrent dans une multitude d'actions concrètes, et se muèrent en d'importants mouvements révolutionnaires.

Ces mouvements étaient la conséquence directe de la ligne marxiste-léniniste, de toute l'action et de la lutte révolutionnaires que le Parti n'avait cessé de mener pour le développement continu de la révolution socialiste.

Et ces mouvements avaient à leur tête la classe ouvrière avec son Parti marxiste-léniniste.

Le mouvement pour établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier

L'essentiel de ce mouvement, c'était l'assaut général lancé contre la psychologie petite-bourgeoise pour élever la conscience socialiste des travailleurs.

Se fondant sur le grand progrès enregistré après la Libération dans la formation de l'homme nouveau selon la conception révolutionnaire, le Parti jugeait indispensable de donner une nouvelle et vigoureuse impulsion à la lutte contre les conceptions et les attitudes petites-bourgeoises, qui constituaient un sérieux obstacle dans la voie du développement socialiste, ainsi que contre la base matérielle, maintenant considérablement rétrécie, qui les alimentait.

L'attachement à l'intérêt personnel étroit était l'expression la plus caractéristique de la psychologie petite-bourgeoise. C'est justement pourquoi, dans la lutte contre cette psychologie, le principal objectif fixé fut de raffermir la conscience de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel se manifesta dans plusieurs domaines et sous plusieurs formes.

La classe ouvrière prit des initiatives afin de réaliser, grâce à une mobilisation plus intense et à un travail plein d'abnégation, deux ou trois ans avant terme, les principaux objectifs économiques prévus pour l'année 1970, sans entamer les réserves de sécurité de l'Etat ni consommer des matières premières, des articles importés, etc., au-delà des limites prévues dans le plan. Les anciennes normes de rendement dans les divers processus de production, qui retardaient sur le progrès général des forces productives, furent revues, de nouvelles normes plus avancées, plus mobilisatrices, furent établies.

Des ouvriers d'avant-garde furent adjoints à des brigades retardataires pour leur faire rattraper leur retard.

La plus importante initiative révolutionnaire dans les campagnes proposait de réduire les lopins individuels des coopérateurs. Dans toutes les coopératives, ces parcelles furent réduites dans une mesure allant de 50 à 66 pour cent, et les petits troupeaux le furent de moitié. Dans les coopératives des zones de plaine cette réduction était plus marquée. Cette mesure, prise avec le libre consentement des coopérateurs, répondait aux directives du Ve Congrès du Parti recommandant la réduction graduelle des lopins individuels dans la mesure où l'économie collective devenait toujours plus capable de satisfaire les besoins des familles des coopérateurs. Elle se révélait très utile pour extirper des consciences paysannes la psychologie de petit propriétaire, pour renforcer le sentiment de collectivisme et lier les coopérateurs plus étroitement à la propriété commune, qui constitue la source essentielle de leur existence et de leur bien-être.

Dans le flot du mouvement tendant à établir la primauté de l'intérêt général, on vit naître des initiatives visant à élargir et à organiser sur des bases plus solides la participation des cadres et de toute l'intelligentsia à la production. Cela permit de renforcer les liens des cadres dirigeants et des travailleurs de l'administration avec les masses, de leur faire connaître plus à fond les problèmes économiques et sociaux et ceux de la vie même, d'accentuer leur trempe révolutionnaire, d'améliorer leur méthode et leur style du travail de direction. Dans le même temps, cela marquait un progrès dans le sens d'une atténuation progressive du contraste essentiel entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Les initiatives prises par les ouvriers et l'intelligentsia de renoncer aux primes, aux honoraires et à beaucoup d'autres revenus supplémentaires et de restituer à l'Etat les obligations souscrites des emprunts publics; l'initiative des agriculteurs qui faisaient don à la coopérative des échéances restantes de la vente de leur bétail personnel constituaient autant de manifestations de patriotisme socialiste, de la primauté accordée à l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Les actions de masse de la jeunesse à l'échelle nationale et locale de la jeunesse devinrent d'importantes écoles d'éducation révolutionnaire. Des dizaines de milliers de jeunes volontaires, écoliers et étudiants, ouvriers et agriculteurs,

apprirent, en travaillant dans de grands chantiers avec un esprit révolutionnaire élevé, à aimer davantage le travail, leurs camarades, à lutter plus efficacement pour éliminer tout ce qui est suranné et pour propager et inculquer le nouveau, à mieux servir la patrie et le socialisme.

Les brillants succès du mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel ne furent pas obtenus sans difficultés, sans d'âpres heurts entre le nouveau et le progressiste, d'une part, et l'ancien, le réactionnaire, de l'autre. Il y avait, dans les villes et dans les campagnes, des gens qui, en raison des racines profondes de la psychologie petite-bourgeoise, du sentiment de la propriété privée, n'emboîtaient point le pas à l'immense majorité des travailleurs, pour mettre en œuvre les initiatives révolutionnaires. Soucieux de leur intérêt personnel étroit, ils manifestaient des hésitations et des flottements, s'érigeant ainsi en obstacle.

Les obstacles et les difficultés rencontrés furent surmontés grâce à la force du collectif, à la lutte idéologique du Parti, à son travail de persuasion.

Le Parti soutint de toutes ses forces, directement et à travers ses courroies de transmission, les initiatives révolutionnaires. Il veilla à leur propagation et à leur développement dans tout le pays. Il mena un vaste travail pour que la lutte contre la priorité de l'intérêt personnel sur l'intérêt général fût comprise comme un grand problème d'importance idéologique et sociale. Il dénonça en même temps des violations isolées du principe du libre consentement et de la persuasion dans l'adoption de ces initiatives révolutionnaires et en prévint toute fausse interprétation en expliquant bien que cette lutte n'était pas menée pour rejeter ou éliminer complètement l'intérêt personnel, mais pour l'harmoniser judicieusement avec l'intérêt général, pour subordonner celui-là à celui-ci.

La Déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RPA du 29 avril 1967 contribua particulièrement à développer et à approfondir le mouvement pour la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Cette Déclaration synthétisait et consacrait ces initiatives révolutionnaires. Dans le même temps, se fondant sur ces initiatives, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres rendirent publique l'adoption d'une série de mesures à caractère économique et social, qui créaient de meilleures conditions pour raffermir chez les travailleurs, en intensifiant le mouvement

déjà engagé, la conviction idéologique de la primauté de l'intérêt général.

L'organisation socialiste du travail et des salaires fut encore perfectionnée.

Partant du fait qu'au cours du processus de la construction socialiste les stimulants moraux prennent toujours plus le pas sur les stimulants matériels, le Comité central du Parti et le Conseil des ministres décidèrent de supprimer les stimulants matériels qui tendaient à créer des couches privilégiées. Une nouvelle baisse des hauts traitements fut décrétée. Toutes les économies résultant de ces réductions furent restituées aux travailleurs à travers l'ajustement des bas salaires et l'augmentation des fonds affectés par l'Etat à l'entretien des jardins d'enfants et des crèches, la suppression des impôts sur les revenus de tous les travailleurs ainsi qu'à travers une série de mesures avantageuses pour la paysannerie coopérée. Les terres et le bétail, recueillis à la suite de la réduction des lopins individuels des agriculteurs, devaient être, totalement ou en partie, utilisés pour satisfaire les besoins de leurs familles en denrées agricoles.

Les mesures tendant à parfaire l'organisation du travail et le système salarial, n'affectèrent point le principe socialiste fondamental de la répartition selon le travail fourni. Elles contribuaient seulement à barrer la voie à l'individualisme, à l'égoïsme et aux autres maux funestes pour la société socialiste.

La révolutionnarisation plus poussée de l'esprit des hommes permit de drainer de nouvelles forces et énergies créatrices qui n'avaient jusque-là jamais été prises en compte dans l'élaboration des plans économiques perspectifs.

La construction, dans l'espace de 25 jours, de plus de 6 300 maisons et autres édifices détruits ou gravement endommagés par le tremblement de terre de novembre 1967 dans les districts de Diber et de Librazhd, constitua à cet égard une expérience magnifique et sans précédent. Sur la base de cette expérience virent le jour les actions à assauts convergents, nouvelle forme révolutionnaire d'actions, à travers lesquelles un travail relativement considérable est réalisé en un temps record.

Cette situation posa aux organes du Parti et de l'Etat la nécessité impérieuse de revoir les plans, afin de répondre à l'élan révolutionnaire des masses. Le plenum du Comité central du Parti prit, en décembre 1967, la courageuse décision d'achever l'électrification des campagnes du pays au 8 novembre

1971, 30e anniversaire de la fondation du PTA, c'est-à-dire 14 ans plus tôt que le délai prévu par le plan perspectif d'Etat.

Le mouvement tendant à établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel exalta le patriotisme socialiste du peuple.

Dans les cas où un travailleur tombait à son poste sur le front de la construction socialiste ou de la défense de la patrie, il était aussitôt relevé par ses parents, ses proches et d'autres, ce qui traduisait un patriotisme élevé d'un profond contenu révolutionnaire. Des milliers de jeunes gens affluèrent des quatre coins du pays pour prendre la place de Shkurte Pal Vata, une jeune fille de 15 ans de Dukagjin, qui tomba à son poste de travail au chantier de construction du chemin de fer Rrogozhine-Fier.

Cet amour pour la patrie trouva sa pleine expression dans l'entraide fraternelle socialiste. C'est une aide de cette nature que les travailleurs des diverses régions d'Albanie apportèrent à leurs frères des districts de Diber et de Librazhd pour réparer les effets du tremblement de terre. Cela donna naissance à une nouvelle initiative, qui se propagea dans tout le pays, en vue de la construction de maisons d'habitation au travail bénévole.

En particulier, la propagation de l'initiative prise par les coopératives agricoles les plus riches et les entreprises agricoles d'Etat, de fournir gratuitement aux cooopératives des zones montagneuses reculées une grande quantité de bétail revêtait une profonde signification révolutionnaire. Cette initiative, qui fut suivie du mouvement Sud-Nord pour une entraide et un échange d'expérience entre les coopératives agricoles, démontrait que le progrès et le bien-être de chaque coopérative sont inséparables du progrès et du bien-être de l'ensemble de la paysannerie coopérée, dans les plaines comme dans les montagnes, dans le Sud comme dans le Nord du pays.

Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades

Le Parti du Travail d'Albanie n'a cessé de mener une lutte systématique contre la religion, en tant qu'idéologie des classes exploiteuses, hostile au socialisme, et opium du peuple. Le Parti a considéré la lutte contre la religion, contre les préjugés religieux et les coutumes retrogrades

qui s'y rattachent directement ou indirectement, comme indispensable pour assurer la libération sociale des travailleurs, leur trempe idéologique révolutionnaire et la construction de la société socialiste. D'autre part, il a regardé la lutte pour la liquidation de l'oppression et de l'exploitation économique et sociale, étroitement liée au développement de l'économie et de la culture sur des bases socialistes, comme la condition première et indispensable de la libération des travailleurs de l'asservissement spirituel imposé par la religion. Dans sa lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades il a utilisé des moyens et des formes révolutionnaires qui ont varié suivant les conditions historiques ou l'état réel des croyances religieuses dans le pays, suivant les étapes de la révolution et le niveau de conscience socialiste des travailleurs. Dans cette lutte, il s'est guidé continuellement sur le principe selon lequel les gens devaient se convaincre, par leur propre expérience, de l'inanité de la religion et du préjudice qu'elle cause à la société socialiste.

Les occupants utilisaient la diversité de religions et leur clergé respectif pour diviser et asservir le peuple albanais. C'est pour cette raison que la lutte de libération séculaire des Albanais contre la domination et les oppresseurs étrangers était aussi dirigée contre le clergé réactionnaire qui en était un instrument. De ce fait, le peuple albanais n'a pas été très attaché aux divers cultes, il n'a pas été particulièrement fanatique, et le clergé n'a pas eu, sur les masses populaires, la même influence que dans maints autres pays. Et la tâche du Parti dans sa lutte contre l'idéologie religieuse et le clergé réactionnaire en a été facilitée.

Au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, le Parti avait annihilé les efforts des occupants italiens et allemands et des traîtres au pays pour diviser le peuple en musulmans et chrétiens. Il avait dénoncé et réduit à néant les tentatives du haut clergé, surtout du clergé catholique, pour détacher les masses populaires du Parti et du Front de libération nationale.

De même, après la Libération, on vit échouer les efforts des prêtres réactionnaires et des autres ennemis de classe, pour entraver la construction socialiste du pays en invoquant «la parole de Dieu». Ces menées ne trouvèrent aucun appui auprès des masses. Le peuple écoutait et traduisait dans les faits la parole du Parti.

Dès la proclamation de la République populaire, la Constitution proclama la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la laïcisation de renseignement. Il fut interdit d'utiliser l'Eglise et la religion dans des buts politiques et de créer des organisations politiques sur des bases religieuses. Une loi édicta l'expropriation de la majeure partie des terres et des autres biens des institutions religieuses. La publication de toute littérature religieuse fut interdite, les possibilités de formation de cadres religieux furent d'abord limitées puis supprimées. Toutefois, le Parti et l'Etat n'interdirent pas les différentes confessions, ni communautés religieuses, ni l'exercice des cultes. Ils ne pouvaient non plus interdire les coutumes qui, s'inspirant de la religion, et bien que réactionnaires dans leur essence, ne constituaient pas une violation directe des lois de l'Etat. Le Parti ne pouvait blesser les sentiments d'une masse de travailleurs, surtout ruraux, qui étaient très attachés au Parti et au pouvoir populaire, mais qui continuaient de pratiquer un des cultes, encore que sans fanatisme excessif. L'abolition de la conception religieuse du monde devait être l'aboutissement d'un processus de persuasion idéologique des masses.

La Lutte antifasciste de libération nationale et la construction socialiste du pays constituèrent en soi une grande école d'éducation athéiste des travailleurs. Elles ont appris aux gens que la liberté et l'indépendance, le progrès et la prospérité ne viennent pas des prières ni ne sont des cadeaux offerts par «Dieu», mais que ces biens se conquièrent par la lutte et les combats des hommes eux-mêmes, qu'ils sont l'œuvre des masses populaires. Dans le même temps, afin de libérer les gens de l'emprise des croyances religieuses et des coutumes rétrogrades, le Parti mena une vaste propagande athéiste et scientifique à travers (la presse, la radio, le cinéma, les diverses publications, les conférences et les causeries, etc. L'école aussi a joué un rôle très important en propageant la culture, l'instruction et les connaissances scientifiques.

Désormais, les conditions nécessaires étaient créées pour passer à un stade plus avancé de la lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades. Après le Ve Congrès et le discours du camarade Enver Hoxha du 6 février 1967, cette lutte s'engagea sur un large front et revêtit le caractère d'un vaste mouvement de profond contenu idéologique. Elle embrassa toutes les couches du peuple, surtout la jeunesse, mais aussi les plus anciens. Elle fut dirigée, à

travers des actions concrètes, non seulement contre la conception réactionnaire et religieuse du monde, mais aussi contre toute base matérielle qui conservait et alimentait la religion et les coutumes rétrogrades.

Dans les villes comme dans les campagnes, la jeunesse et les masses populaires se dressèrent pour demander la fermeture des églises, des mosquées, des *téqés* et des monastères, de tous «les lieux de culte»; les ecclésiastiques devaient renoncer à leur vie parasitaire, travailler et vivre comme tout le monde, du fruit de leur labeur. Dans des réunions et assemblées populaires, organisées par le Front démocratique et l'Union de la jeunesse, où avaient lieu d'ardents débats, les masses dénonçaient le rôle antinational et antipopulaire de la religion et du clergé réactionnaire, des coutumes religieuses, décidaient de supprimer les lieux de culte et d'en faire des foyers de culture, de renoncer à tout exercice de culte, de bannir les coutumes rétrogrades, de balayer de chaque demeure livres de religion, icônes et autres symboles d'inspiration religieuse.

Ces initiatives du peuple furent puissamment appuyées par les organisations du Parti et les organes du pouvoir populaire.

En supprimant les foyers religieux, on détruisait des bases importantes d'intoxication des consciences et qui servaient aussi de nids aux activités hostiles.

L'Albanie devint ainsi le premier pays au monde sans églises ni mosquées, sans prêtres chrétiens ni musulmans.

Tout en soutenant le mouvement populaire de lutte contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, le Parti le guidait avec circonspection. Il empêchait toute orientation erronée et il prévint à temps tout action hâtive, ne répondant pas à la volonté de la masse de la population. Il conseilla au peuple de remplacer les fêtes et autres usages qui se rattachaient à la religion, par des célébrations, des pratiques et normes nouvelles, de contenu socialiste. Les actions de masse ayant pour objectif de détruire les bases de la religion, furent accompagnées d'un intense travail explicatif de conception athée et scientifique de la part du Parti.

Le Comité central recommandait aux organisations du Parti de combattre toute conception étroite du problème de la lutte contre la religion, toute manifestation d'autosatisfaction

due aux brillants succès remportés ici dans un très bref laps de temps. La suppression des églises et des mosquées n'avait pas entraîné la disparition de la religion comme conception du monde. La religion a des racines très profondes. Elle se fond et s'entrelace par mille liens avec les coutumes rétrogrades, dont l'origine se perd dans la nuit des siècles, qui subsistent et agissent pendant une très longue période de temps. Aussi était-il nécessaire de dévoiler la source, la base philosophique idéaliste et réactionnaire des coutumes rétrogrades, des pratiques et des dogmes religieux et de lutter pour la détruire. «Nous devons être réalistes, conseillait le camarade Enver Hoxha, la lutte contre les coutumes, les traditions, les anciennes normes, les conceptions religieuses... n'est pas terminée. C'est une lutte longue, complexe et ardue»*.

En plus du travail d'éducation, la création de toutes les conditions matérielles et morales appropriées au cours du processus révolutionnaire de construction intégrale de la société socialiste, contribuait à liquider les préjugés religieux et à inculquer la conception du monde matérialiste révolutionnaire dans les consciences.

Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme

C'est le camarade Enver Hoxha qui lança le 6 février 1967 l'appel à ce mouvement: «Le Parti et le pays tout entiers doivent se dresser pour écraser quiconque foule aux pieds la loi sacrée du Parti pour la défense des droits des femmes et des jeunes filles».**

Les organisations du Parti et, sous leur direction, les organisations de l'Union des femmes, du Front démocratique, des Unions professionnelles, de l'Union de la jeunesse, se mobilisèrent pour exécuter la directive du Parti sur la libération complète de la femme. Le mouvement était si puissant qu'il embrassa même des couches sociales qui étaient d'abord restées indifférentes ou sur des positions conservatrices quant au problème de l'émancipation de la femme. Dans de larges

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., pp. 206-207.

** Enver Hoxha, Discours du 6 février 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 8.

réunions et assemblées organisées dans tout le pays, jeunes gens et jeunes filles, hommes et femmes, vieux et vieilles, dénonçaient hardiment les coutumes et les conceptions conservatrices, patriarcales, féodales et bourgeoises, les croyances religieuses, les coutumiers moyenâgeux qui avaient servi d'instruments pour opprimer la femme albanaise dans le passé. Les masses populaires s'engageaient unanimement devant le Parti à balayer une fois pour toutes les survivances des coutumes et des coutumiers barbares. La participation plus vivante que jamais des femmes elles-mêmes à la lutte pour leur libération complète revêtait une extrême importance. C'était la première fois que les femmes et les jeunes filles des zones montagneuses du pays et de toutes celles où le lourd fardeau des coutumes, des coutumiers et des préjugés religieux avaient cruellement pesé sur elles, se lançaient avec une telle force dans cette lutte. Le mouvement pour une complète égalité de l'homme et de la femme, des garçons et des filles, commença également à se développer au sein des familles.

Le déclenchement du mouvement pour l'émancipation complète de la femme était le résultat direct et naturel de la lutte et du grand travail que le Parti n'avait cessé de mener depuis sa fondation. Le Parti avait montré aux femmes albanaises que la seule voie vers leur émancipation était celle de leur concours aussi large et vivant que possible à la lutte du peuple pour la libération nationale et sociale, pour la suppression de toute forme d'oppression et d'exploitation, celle de leur participation à la vie politique et sociale, à l'œuvre de construction socialiste du pays.

Suivant les enseignements du Parti, la femme albanaise, en participant activement à la Lutte antifasciste de libération nationale, avait conquis au prix de son sang l'égalité des droits avec l'homme.

Guidée par le Parti, la femme albanaise, affranchie de l'oppression et de l'exploitation de classe, au même titre que tous les autres travailleurs, devint une grande force dans tous les domaines de la construction de la société socialiste. Si l'on tenait compte du fait que dans le passé l'immense majorité des femmes avaient été des esclaves, que plus de 90 pour cent d'entre elles avaient été des illettrées, les progrès enregistrés dans la voie de l'émancipation complète de la femme albanaise en un peu plus de deux décennies étaient gigantesques.

Malgré ces progrès, le Parti était conscient qu'il restait beaucoup à faire pour l'émancipation complète de la femme.

Considérant la libération complète de la femme comme un problème social d'une extrême importance, sans la solution duquel «la liberté du peuple et de chacun, le progrès du pays et la réalisation de nos objectifs sont inconcevables»*, le plenum du Comité central du Parti examina ce problème au cours d'une réunion spéciale qu'il tint en juin 1967.

Le plenum définit les orientations à suivre pour intensifier le mouvement de libération complète de La femme et rehausser son rôle dans la société socialiste.

Le Comité central du Parti réaffirma que la voie principale conduisant à la libération complète de la femme consistait dans son intégration aussi Large que possible au travail de production et à la vie politique, sociale et culturelle.

Tout le Parti, le pouvoir populaire et les organisations sociales se mobilisèrent pour appliquer les directives du Comité central.

Les succès remportés au cours des années de dictature du prolétariat dans la participation de la femme au travail, s'accrurent et s'accentuèrent. En 1971, les femmes représentaient 45 pour cent de la totalité des travailleurs du pays. Ce problème, d'une importance décisive pour la libération de la femme, pouvait désormais être considéré comme résolu.

De bons résultats furent également enregistrés dans la participation de la femme à la vie politique et sociale. Le nombre des députés et conseillers femmes augmenta sensiblement. En 1970, elles représentaient 42 pour cent des membres des organes élus du pouvoir d'Etat. Le nombre des femmes admises au Parti s'accrut plus qu'en toute autre période. En 1971 elles représentaient 22,05 pour cent du total des membres, en regard de 12,47 pour cent en 1966. Dans La même période, le nombre des camarades femmes dans les plenums des comités du Parti augmenta aussi, passant de 8 pour cent à 25,1 pour cent.

Le Comité central demandait d'opérer un tournant dans le domaine de la promotion sociale des femmes dans son ensemble, de façon à assurer une plus vaste participation féminine aux fonctions de direction, tant dans le secteur de

---

* Documents principaux du PTA, t. 5, éd. alb., p. 260.

la production que dans les activités politiques, sociales et culturelles, afin que, sur ce plan aussi, la femme devînt l'égale de l'homme. Mais il restait à mener un travail considérable et une lutte intense, à surmonter nombre d'obstacles avant d'atteindre cet objectif.

Les anciennes conceptions qui dédaignaient la femme, et qui étaient profondément ancrées dans les consciences, des hommes en particulier, mais aussi des femmes, constituaient un grand obstacle. Le Parti jugeait avant tout indispensable de combattre ces conceptions avec plus de persévérance, de rigueur et de façon plus systématique.

Un autre obstacle était constitué par le bas niveau de culture, d'instruction et technico-professionnel des femmes par rapport à celui des hommes. Afin de le surmonter, le Comité central chargea les organes du Parti et du pouvoir de prendre toutes les mesures requises pour faire en sorte que, aux termes de la loi de la scolarisation obligatoire, toutes les filles terminent le cycle d'études de huit ans, qu'un nombre toujours croissant d'entre elles poursuivent des études secondaires de formation générale, et qu'il leur soit donné la priorité pour l'inscription aux écoles professionnelles et aux établissements d'enseignement supérieur. Il recommandait également de faire des efforts pour assurer une plus vaste participation des femmes aux écoles du soir ainsi qu'aux cours de qualification. Grâce aux mesures arrêtées en vue de l'application de cette directive, le pourcentage des femmes scolarisées s'accrut. En 1971, les femmes représentaient 43 pour cent des travailleurs dotés d'une instruction secondaire ou supérieure. Le nombre des femmes médecins et ingénieurs était, à lui seul, plus élevé que celui des filles qui suivaient les cours des écoles primaires et secondaires en 1938. Mais une longue période de temps serait encore nécessaire pour que le niveau d'instruction, de culture et technico-professionnel des femmes atteignît celui des hommes.

Un autre obstacle très sérieux sur la voie de la réalisation de l'égalité complète entre les hommes et les femmes, était constitué par le fait que celles-ci étaient astreintes aux travaux domestiques. Les classiques du marxisme-léninisme ont prévu que la femme ne serait totalement affranchie de l'asservissement à ces travaux qu'à travers La socialisation de l'économie domestique, la transformation de cette économie en branche de la production sociale. Mais il s'agit là d'un pro-

blème compliqué, qui exige une base matérielle et technique correspondant à un stade très avancé du socialisme, des moyens matériels et financiers si importants que l'Etat socialiste n'est pas en mesure, pour un long temps, de les assurer totalement.

Afin de libérer la femme du lourd fardeau des travaux domestiques le Parti demandait, sans attendre que la socialisation de l'économie domestique fût pleinement achevée, un effort plus persévérant dans deux directions principales. D'abord, chaque homme devait se sentir socialement obligé d'aider la femme dans les travaux du ménage, pour lui faciliter le lourd fardeau de ces travaux qu'elle avait été seule à porter sur son dos. Il était nécessaire de substituer à l'ancienne conception dans l'esprit de chaque homme, de chaque garçon, dès l'âge le plus tendre, la nouvelle conception selon laquelle les travaux domestiques n'incombent pas seulement aux femmes, mais aussi aux hommes, à tous les membres de la famille. En outre, le réseau des services sociaux devait mieux être mis à profit et élargi plus rapidement. C'est ainsi que le nombre des crèches et des jardins d'enfants s'accrut au-delà des prévisions; des cantines, des blanchisseries, furent mises sur pied et l'on augmenta la production et la mise en vente des appareils ménagers ainsi que des produits alimentaires prêts à être consommés.

L'émancipation complète de la femme dépend dans une grande mesure du développement des rapports socialistes dans la famille.

Afin de créer et de renforcer la famille nouvelle, socialiste, selon les enseignements du Parti, on intensifia et concrétisa la lutte pour extirper les anciennes formes de conclusion des mariages et des rapports conjugaux, et pour établir des rapports conjugaux d'un type nouveau et de justes rapports entre les conjoints, entre la femme et les autres membres de la famille, des rapports affranchis de l'attachement à la propriété privée, aux normes religieuses, aux coutumes et aux conceptions rétrogrades. Afin de renforcer les rapports socialistes dans la famille, on revisa certaines anciennes normes juridiques qui régissaient les rapports familiaux, et y substitua de nouvelles normes conformes aux conditions de la nouvelle étape de développement de la révolution socialiste.

L'émancipation complète de la femme restait l'une des tâches capitales de la révolution socialiste et l'un des fronts

les plus importants de la lutte de classe. La lutte sur ce front ne devait absolument pas s'arrêter à mi-chemin, sinon la révolution et la construction socialistes elles-mêmes connaîtraient le même sort.

Le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école

La lutte pour accomplir la tâche fixée par le Ve Congrès pour la révolutionnarisation de l'école, revêtit aussi le caractère d'un vaste mouvement populaire. Ce mouvement engloba tous les aspects du travail d'éducation.

Des actions furent entreprises pour révolutionnariser le contenu des cours, pour modifier ou améliorer les programmes d'enseignement et les manuels scolaires, pour appliquer de nouvelles formes et méthodes d'enseignement plus révolutionnaires.

Dans les écoles, un vaste mouvement se déclencha en vue de l'étude systématique des documents du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha.

Toute la jeunesse scolaire se dressa dans la lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades, et cela non seulement dans le cadre de l'école, mais aussi dans la vie extra-scolaire.

Les initiatives tendant à rattacher l'école à la production revêtaient une très grande importance. Les actions de masse de la jeunesse, au niveau national et local, dans divers grands travaux qui englobèrent toute la jeunesse lycéenne et estudiantine, jouèrent un rôle important dans ce sens. En outre, des bases de production (petites usines et ateliers) furent, petit à petit, mises sur pied auprès des écoles, en même temps que des liens étaient établis avec les entreprises d'Etat et les coopératives agricoles. Le nombre des ouvriers et des coopérateurs inscrits aux écoles du soir augmenta.

Dans le même temps, des mesures furent prises pour relier plus solidement l'étude proprement dite à l'entraînement physique et à la préparation militaire, en consacrant maintenant plus de temps à ce dernier aspect et en utilisant des méthodes et des formes nouvelles.

L'activité extra-scolaire des enseignants et des élèves fut particulièrement vivifiée. Le Parti soutint les initiatives des enseignants, qui se propagèrent dans tout le pays, en vue d'une liaison plus étroite des maîtres d'école avec les masses paysannes.

Le mouvement de révolutionnarisation de l'école était pénétré d'un esprit de critique révolutionnaire des normes et des méthodes périmées, conservatrices et réactionnaires de la pédagogie traditionnelle bourgeoise, ainsi que des rapports rigides et officiels entre enseignants et enseignés.

Le Parti traitait la révolutionnarisation de l'école comme une très importante composante de la révolution dans le domaine de l'idéologie et de la culture, mais aussi comme une arme servant à promouvoir la révolution scientifique et technique.

Le Parti a toujours témoigné à l'école un soin particulier. Après l'instauration du pouvoir populaire, l'école albanaise s'était transformée en un berceau de savoir, de culture et d'éducation révolutionnaire au service des larges masses populaires, en une forge où étaient formés les cadres destinés à tous les secteurs de la vie du pays.

Toutefois, l'école en Albanie ne s'était pas tout à fait affranchie de l'influence de la pédagogie et de l'école bourgeoises. L'enseignement et l'éducation étaient généralement détachés de la vie, de la production. Les méthodes d'enseignement n'étaient pas entièrement dépouillées de formalisme et de conservatisme. Dans les rapports entre enseignants et élèves s'observait un certain officialisme, et le développement de la personnalité de l'élève était quelque peu bridé. C'étaient là autant de phénomènes hérités de l'ancienne école. L'école soviétique avait également influé dans ce sens. L'expérience de cette dernière avait été utile à l'enseignement albanais, mais il apparut que cette école non plus ne s'était pas affranchie des traits de la pédagogie bourgeoise, qu'elle avait donc aussi ses aspects négatifs.

Les mutations radicales apportées à la base économique et sociale de l'Albanie exigeaient absolument que l'école, en tant qu'élément de la superstructure, connût des transformations révolutionnaires qui correspondent mieux à cette base et à l'objectif de la construction intégrale de la société socialiste.

Les directives du Parti en vue d'une révolutionnarisation plus poussée de l'école furent données par le camarade Enver Hoxha au cours d'une réunion du Bureau politique du CC du PTA, tenue le 7 mars 1968. Ces directives comportaient une analyse plus approfondie des idées qu'il avait exposées en décembre 1965 à Tirana, dans son discours à l'école secondaire «Qemal Stafa». Le discours au Bureau poli-

tique «sur la révolutionnarisation continue de notre école» constituait un grand programme de travail:

L'école, indiquait-il, a pour première mission de raffermir et de perfectionner la formation de l'homme nouveau selon la conception révolutionnaire marxiste-léniniste. A cette fin, l'étude du marxisme-léninisme à travers le matérialisme dialectique et historique, l'économie politique et l'histoire du Parti, matières figurant dans les programmes, devait être organisée sur des bases plus solides. Le marxisme-léninisme serait étudié aussi à travers d'autres matières, qui devaient être totalement pénétrées de la philosophie marxiste-léniniste et de la politique prolétarienne du Parti.

La trempe révolutionnaire des élèves, leur façonnement selon la conception marxiste-léniniste du monde devaient se réaliser à travers une étroite liaison de l'étude avec la vie, de l'école avec la production, avec le travail pour la construction socialiste et la défense de la patrie, à travers la participation vivante des pionniers et des jeunes au travail socialement utile, à la vie politique et économique, à la lutte de classe.

L'union étroite de l'étude avec le travail productif et la préparation militaire et physique, avec la vie du pays, est également dictée par la nécessité de résoudre les grands problèmes socio-économiques et technico-scientifiques du développement des forces productives, de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, ainsi que les problèmes de la défense.

Le système d'enseignement devait être perfectionné suivant ces directives.

Il serait procédé à la révision et à la refonte des programmes et des manuels dans toutes les catégories d'écoles, en en élevant le niveau scientifique et en les débarrassant de tout ce qu'ils avaient de superflu et d'inutile, de la phraséologie et des formulations embrouillées, surtout de tout vestige d'idéalisme. «Nous ne devons pas concevoir l'école nouvelle, socialiste, indiquait le camarade Enver Hoxha, comme pouvant abriter toutes sortes de textes où se côtoient la conception idéaliste-bourgeoise et la conception marxiste-léniniste du monde. Nous ne devons faire aucune concession à la philosophie idéaliste bourgeoise et pas la moindre concession à la théologie».*

---

* Enver Hoxha, Discours du 7 mars 1968. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 358.

Les méthodes d'enseignement et d'éducation devaient être révolutionnarisées plus avant, en rejetant les méthodes surannées de la pédagogie bourgeoise, le formalisme, les stéréotypes et le dogmatisme, la phraséologie creuse, propres à cette pédagogie.

Un tournant radical était également exigé dans les rapports entre enseignants et enseignés. Il fallait pour cela éliminer l'officialisme et la tutelle bureaucratique dans ces rapports, promouvoir l'esprit de démocratie révolutionnaire à l'école, une conception révolutionnaire de la discipline et de l'autorité de l'enseignant, tout en stimulant la pensée créatrice des élèves et des étudiants.

La révolutionnarisation de l'école exigeait aussi des enseignants révolutionnaires pénétrés du matérialisme dialectique, des idées du marxisme-léninisme, qui connaissent et appliquent avec détermination la ligne politique du Parti, et s'efforcent en même temps de façon incessante d'élargir le champ de leurs connaissances scientifiques et d'élever leur capacité professionnelle.

Le Parti fit de la révolutionnarisation de l'école l'affaire de tous ses membres, du pouvoir, du peuple tout entier. Il organisa à cette fin un grand débat populaire, qui se déroula sur la base des thèses et des orientations formulées par le camarade Enver Hoxha et se prolongea pendant près d'un an. Le débat fut dirigé par une commission spéciale du CC du PTA. Au cours de ce débat, quelque 600 000 personnes firent des suggestions, des observations critiques et des propositions utiles.

Le plenum du Comité central du Parti, tenu en juin 1969, fit l'analyse de ces suggestions, observations et propositions. Sur la base de cette analyse et des thèses du camarade Enver Hoxha, il adopta des décisions importantes relatives à la révolutionnarisation continue de l'école albanaise.

Ces décisions avaient pour essence l'orientation principale donnée par le Parti: «Créer une école qui réponde pleinement aux exigences de la construction intégrale de la société socialiste».

Conformément à ces décisions, il fut procédé à la réorganisation de l'école à tous ses degrés.

L'enseignement de huit ans devint obligatoire dans toutes les zones du pays.

Le réseau du cycle inférieur de deux ans de l'enseignement technico-professionnel fut élargi en vue d'assurer la formation d'une nouvelle force de travail qualifiée.

L'enseignement secondaire, d'un cycle de quatre ans, fut enrichi d'une série de nouvelles écoles secondaires de formation générale et professionnelle des diverses branches. Il fut étendu dans tous les districts même dans les zones montagneuses.

La structure de l'enseignement supérieur fut améliorée, l'objectif étant ici de former des spécialistes supérieurs dans les diverses branches. La durée du cycle des écoles supérieures fut en général diminuée d'un an. A l'issue de leurs études secondaires, les étudiants n'étaient admis aux établissements d'enseignement supérieur qu'après avoir travaillé une année dans la production. Tout étudiant, après le cycle d'enseignement fixé, était tenu de faire, dans un travail concret (correspondant à sa branche) un stage de 8 à 9 mois au cours duquel il se préparait aussi à l'examen d'obtention de son diplôme.

Le nombre des élèves et des étudiants fréquentant des cours de l'enseignement régulier ou du soir augmenta sensiblement. En 1970, ce nombre s'était accru de 30 pour cent par rapport à 1965; celui des ouvriers et des coopérateurs qui allaient à l'école, avait triplé. Outre le grand nombre d'écoles de huit ans et secondaires, des filiales de l'Université de Tirana furent créées dans plusieurs villes et centres industriels.

Le système d'enseignement régulier engloba, à part les écoles, de nombreux cours d'orientations diverses et relativement spécialisés, en vue de la qualification, du recyclage et de la spécialisation des travailleurs.

La réorganisation de l'école assurait avant tout un plus sain contenu idéologique prolétarien de l'enseignement et de l'éducation, une assimilation plus profonde de la théorie marxiste-léniniste et de la ligne politique révolutionnaire du Parti.

Le fait que la liaison de l'enseignement avec le travail productif et l'éducation physique et militaire était consacré légalement revêtait une importance particulière. Cette liaison devint plus organique.

L'école réorganisée avait aussi pour objectif de doter les écoliers et les étudiants d'une meilleure formation sur le plan de l'instruction et de la culture, sur le plan scientifique et pluridisciplinaire.

L'école opéra un tournant surtout dans le sens des

principes et des méthodes de la pédagogie révolutionnaire marxiste-léniniste ainsi que des normes de la démocratie socialiste, qui furent maintenant plus parfaitement appliquées.

On clarifia mieux également la conception révolutionnaire selon laquelle l'école en régime socialiste ne forme pas seulement des cadres dirigeants, des fonctionnaires, qu'elle ne délivre pas de diplômes pour des fonctions privilégiées d'intellectuels, mais qu'elle prépare des ouvriers et des coopérateurs instruits, des spécialistes révolutionnaires, aptes et prêts à servir fidèlement le peuple et le socialisme, là où la patrie a besoin d'eux.

L'école, de même que tous les autres secteurs de la vie du pays, fut soumise plus systématiquement au contrôle direct des larges masses travailleuses, surtout de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée.

Le processus de révolutionnarisation de l'école n'allait pas sans obstacles ni difficultés. Le Parti et le pouvoir devaient livrer une âpre lutte aux mentalités, habitudes, méthodes et anciennes pratiques régressives, résoudre au prix de grands efforts des problèmes de caractère matériel et financier, mais aussi de caractère idéologique et social, afin de mettre en œuvre les décisions du plenum du Comité central sur l'enseignement. Il s'avéra également nécessaire de combattre et de liquider certaines tentatives de l'ennemi de classe pour faire obstacle à ce mouvement de révolutionnarisation.

Le Parti était conscient que la révolutionnarisation de l'école ne prenait pas fin avec une campagne. Ce devait être un processus continu, qui, comme tout processus, progresserait à travers une âpre lutte de classe et un vaste travail créateur dans tous les domaines.

Pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts

La lutte pour la révolutionnarisation de la vie du pays embrassa également la littérature et les arts, qui constituent «l'un des secteurs importants de l'activité idéologique du Parti.»*

Ce secteur a toujours été au centre de l'attention du Parti et du pouvoir populaire. C'est à cette sollicitude que la littérature et les arts de l'Albanie nouvelle, créés au cours des années de

---

* Enver Hoxha, Discours à la 17e Conférence du Parti de Tirana, 21 décembre 1968. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 478.

dictature du prolétariat, doivent d'avoir progressé à pas sûrs dans la juste voie du réalisme socialiste. Après les orientations données en octobre 1965 par le plenum spécial du Comité central du Parti sur la littérature et les arts, la création dans ce domaine avait pris un nouvel essor, s'était enrichie d'œuvres nouvelles d'une haute qualité artistique et d'un sain contenu idéologique, elle revêtit également un caractère plus combatif et acquit une plus grande force éducative.

Mais la bourgeoisie et le révisionnisme moderne menaient une lutte acharnée contre la méthode scientifique du réalisme socialiste, cependant que dans les pays capitalistes et bourgeois-révisionnistes les courants modernistes connaissaient une très large diffusion dans la littérature et les arts. La littérature et les arts en Albanie n'étaient pas immunisés contre les influences de ces courants. Le Ve Congrès du Parti avait critiqué les institutions culturelles et artistiques, l'Union des écrivains, la maison d'éditions, les organes de la presse littéraire, les organisations de base et les cadres dirigeants de ces institutions, pour n'avoir pas fait preuve de la vigilance requise et avoir laissé paraître des travaux littéraires et artistiques, dont le contenu ne se conciliait pas avec l'idéologie prolétarienne, pour n'avoir pas mené une lutte continue pour l'application des directives du Parti dans ce domaine. Il avait fixé pour tâche de renforcer la lutte pour le développement d'une littérature et d'un art du réalisme socialiste, de promouvoir une rapide révolutionnarisation des publications littéraires, de l'ensemble de la création littéraire et artistique.

Le Parti et les institutions culturelles et artistiques arrêtèrent toute une série de mesures pour assurer la parfaite application de cette directive. Les œuvres littéraires et artistiques d'un contenu faible et inapproprié furent soumises à une critique circonstanciée. La lutte fut dirigée tout à la fois contre les conceptions libérales et modernistes bourgeoises et révisionnistes, et contre les conceptions conservatrices. On dénonça surtout la prétendue «théorie du recul», selon laquelle la littérature et les arts ne peuvent représenter la réalité sur-le-champ sans que leur niveau artistique en soit affecté. Cette théorie bourgeoise coupe l'écrivain et l'artiste de la réalité, de la vie et de l'activité vivante des masses.

Le Comité central du Parti suivait de près la lutte pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts. Afin de donner à cette lutte une plus puissante impulsion, la direction

du Parti revint en décembre 1968 sur les problèmes aigus et délicats de la création littéraire et artistique, en demandant que cette création se mette à tout prix au même pas que les masses populaires, au pas de la classe ouvrière. Le camarade Enver Hoxha définissait le mot d'ordre du Parti, sur lequel doivent se guider la littérature et les arts: «Tout doit être fait pour le bien du peuple, tout ce qui est créé doit porter le sceau de la création populaire, de l'esprit révolutionnaire, du réalisme socialiste. En dehors de cela, rien ne vaut».*

Répondant à cette orientation fondamentale du Parti, nombre d'écrivains et d'artistes s'en allèrent vivre et travailler dans des centres industriels, dans des chantiers de construction et des coopératives agricoles. La vie auprès des ouvriers et des paysans, la participation, côte à côte avec eux, au travail de production, leur apprirent à mieux connaître l'héroïsme des masses, leur pensée et leur force créatrices, leurs progrès gigantesques, les problèmes aigus, les mérites et les défauts, et aussi les obstacles et les difficultés que comportait l'œuvre d'édification socialiste. Cela contribua à rendre leur création plus riche, plus réaliste, plus révolutionnaire, plus militante qu'elle ne l'avait jamais été.

Le mouvement artistique amateur dans les entreprises et les coopératives agricoles connut à cette époque un nouvel essor, qui permit de porter à un niveau supérieur le rôle des masses dans la création de l'art nouveau.

Le mouvement de révolutionnarisation de la littérature et des arts entraîna un approfondissement de la lutte de classe en ce domaine. La révolutionnarisation de l'activité littéraire et artistique déjouait les plans des éléments hostiles camouflés, qui espéraient porter atteinte à la ligne du Parti, au régime socialiste à travers les influences bourgeoises et révisionnistes qui s'exerçaient sur le front de la culture, de la littérature et des arts et ne ménageaient pas leurs efforts dans ce sens. Le discours du camarade Enver Hoxha en décembre 1968, qui portait un coup écrasant aux manifestations étrangères dans ce domaine, les bloqua, les obligea à battre en retraite, à changer de tactique pour avoir l'air de soutenir la révolutionnarisation. En réalité, ils ne renoncèrent pas à leur activité de sape, ils s'efforcèrent seulement de mener un plus grand tapage pour

---

* Enver Hoxha, Discours à la 17e Conférence du Parti de Tirana. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 487.

donner l'impression qu'ils appliquaient les directives du Parti «de façon créatrice».

Mais les ennemis ne disposaient pas d'une base et de forces suffisantes pour freiner le processus de révolutionnarisation de la littérature et des arts en Albanie. Dans le cours de l'âpre lutte de classe et de la politique révolutionnaire que suivait le PTA dans cette lutte, se découvrirait leur vrai visage, la pourriture de leurs conceptions bourgeoises révisionnistes, que le Parti et les masses travailleuses devaient définitivement extirper.

4. LA REVOLUTIONNARISATION DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE

La révolutionnarisation dans le domaine économique se concentra essentiellement sur l'approfondissement de la révolution scientifique et technique, sur le perfectionnement de la direction de l'économie et sur la réalisation des tâches du 4e plan quinquennal.

L'approfondissement de la révolution technique et scientifique

Le plenum du Comité central d'octobre 1967 arriva à la conclusion que les exigences de la construction intégrale de la base matérielle et technique du socialisme ne pouvaient être satisfaites sans un nouveau progrès de la révolution technique et scientifique en tant que composante de la révolution socialiste.

Le développement de l'économie socialiste en Albanie avait ouvert au pays de nouvelles perspectives. «Mais que faut-il faire pour traduire ces perspectives dans la réalité?» demandait le camarade Enver Hoxha au plenum. «Engageons-nous avec des forces décuplées dans la révolution technique et scientifique et cela non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture et tous les autres secteurs. Il nous faut dépasser partout la phase artisanale et atteindre une technique avancée, une agrotechnique moderne. Nous sommes en mesure d'affirmer que nous avons assuré les bases nécessaires pour approfondir la révolution technique et scientifique.»*

Cette révolution devait éliminer toutes les pratiques et

* Enver Hoxha, Discours au 3e plenum du CC du PTA, 14 octobre 1967. Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 250.

mentalités artisanales dans la production, libérer les travailleurs du complexe d'infériorité vis-à-vis de la technique, de ce complexe enfoui dans leur conscience, et qui avait été créé dans les conditions du retard de jadis. Elle devait permettre d'étendre le plus possible, d'appliquer et d'assimiler le plus profondément possible la technique moderne et les connaissances scientifiques dans la production.

La question de la mécanisation fut considérée à l'époque comme le maillon principal de la révolution technique et scientifique.

Le développement de l'industrie mécanique devait permettre de résoudre nombre de problèmes techniques et économiques, de produire dans le pays même des pièces de rechange, des équipements et des machines pour les mines, l'industrie pétrolière, l'agriculture, la construction, etc., satisfaisant ainsi de multiples besoins.

Le Parti demandait, d'une part, que l'on exploitât à fond toutes les capacités productives de l'industrie mécanique existante, qu'on la développât davantage, en résolvant une série de problèmes concernant la concentration et la spécialisation de cette branche en même temps que sa coopération avec d'autres branches.

Pour approfondir la révolution technique et scientifique, il fallait résoudre un certain nombre d'autres questions se rattachant au développement de l'économie nationale. Cela exigeait une mobilisation intense et une meilleure organisation de l'étude de la théorie et des lois scientifiques, l'application d'une discipline scientifique rigoureuse, une préparation et une qualification plus systématiques et plus solides des cadres, des spécialistes et des travailleurs de tous les secteurs, des efforts plus tenaces de leur part pour maîtriser la technologie avancée.

Le camarade Enver Hoxha attirait, entre autres, l'attention sur la nécessité d'une plus juste compréhension de la révolution technique et scientifique dans les conditions du socialisme. «Ce serait une erreur, soulignait-il, de penser que la révolution technique et scientifique sera réalisée uniquement par quelques gens instruits... Non, la révolution technique et scientifique, comme toute autre révolution véritable, sera accomplie par les larges masses... de travailleurs...»* Aussi le

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1967-1968, éd. alb., p. 255.

Parti fixait-il pour tâche de faire de l'assimilation de la technique, de la qualification, de la spécialisation, de l'expérimentation scientifique, des novations, des inventions et des rationalisations, l'affaire des grands collectifs, le bien des masses. A cette fin, il demandait de réaliser une parfaite unité au travail entre les ouvriers, les ingénieurs et les techniciens, entre les agriculteurs et les agronomes. La nouvelle génération, que le Parti et l'Etat socialiste entouraient de leurs soins pour promouvoir son niveau idéologique, politique, d'instruction et de formation technique, devait servir de pilier à cette révolution.

Les directives du Parti concernant la révolution technique et scientifique donnèrent un nouvel essor à ce mouvement. Dans le cours même de leur application, virent le jour des initiatives des masses travailleuses dans les domaines de la production, de l'éducation, de l'organisation et de la direction. Celle des inventions et des rationalisations en particulier gagna en ampleur. Le travail de recherche et d'expérimentation scientifiques fut assis sur des bases plus solides.

Le Parti, qui dirigeait cette révolution pour l'approfondir et l'élargir sans cesse, veillait en même temps à ce qu'elle se développe toujours dans la juste voie. Les idéologues bourgeois et révisionnistes présentaient la révolution technique et scientifique comme une panacée universelle, qui supprimerait tous les maux du capitalisme, ses antagonismes, qui éteindrait la lutte de classes, et transformerait la société capitaliste en une société socialiste! Rejetant ces thèses absurdes de la bourgeoisie et du révisionnisme moderne, le camarade Enver Hoxha soulignait que, malgré le grand rôle que joue la révolution scientifique et technique, «le seul mouvement capable d'abattre le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste et des révisionnistes modernes, pour y substituer le socialisme, est et demeure la révolution prolétarienne et non pas la révolution scientifique et technique.»*

La révolutionnarisation continue de la gestion de l'économie

Les grandes tâches immédiates et à plus long terme du développement économique et l'approfondissement de la révolution technique et scientifique exigeaient une meilleure gestion de l'économie.

* Enver Hoxha, Discours à la 18e Conférence du Parti du district de Tirana. Rapports et discours 1970-1971, éd. alb., p. 442.

Le perfectionnement de la gestion de l'économie était également dicté par l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture en 1967 et par l'agrandissement continu des coopératives agricoles qui se regroupaient en des unités économiques plus importantes.

Mais le perfectionnement de la gestion de l'économie en général était entravé par la routine praticiste, le centralisme excessif. Ces faiblesses et défauts, comme le mit en relief le plenum du CC du PTA en juin 1970, avaient leur origine dans le caractère petit-bourgeois prononcé de ses structures et dans le retard culturel dont le pays avait souffert, dans l'absence de traditions et d'une organisation avancée et scientifique au travail. Ils étaient dus également aux déformations bureaucratiques dans l'activité des organes de l'Etat et des organismes économiques, dans le travail du Parti et des organisations de masse.

Analysant la situation du moment, le Comité central décida d'adopter aussi un certain nombre de mesures de révolutionnarisation dans la gestion de l'économie.

Les entreprises économiques et les coopératives agricoles se virent élargir leurs compétences, sans que fût affecté pour autant le principe de la direction centralisée de l'économie. «L'extension des droits et des compétences reconnus aux entreprises, soulignait le camarade Enver Hoxha, doit être considérée comme une mesure très importante, qui tend à assurer de meilleurs résultats dans le rapide essor de la production et à renforcer la démocratie socialiste dans la voie marxiste-léniniste. Tout cela vise à inculquer chez l'ouvrier le sentiment, la mentalité, la conviction qu'il est lui-même le maître de l'entreprise, qu'il la dirige lui-même, que le sort de l'entreprise et de la production dépend de lui.»*

En vue de perfectionner la gestion scientifique révolutionnaire de l'économie, on s'attacha à suivre les orientations données par le Ve Congrès, qui recommandait d'utiliser judicieusement et conséquemment les catégories et les leviers économiques en vue d'augmenter les rendements, d'abaisser les coûts de production, d'accroître et d'utiliser le plus efficacement possible l'accumulation, d'économiser sur les fonds de base et les fonds

---

* Enver Hoxha, Discours au Bureau politique, 7 décembre 1970, Rapports et discours 1970-1971, éd. alb., pp. 133-134.

circulants, d'exploiter à fond les capacités productives et d'élever la rentabilité des entreprises.

Le renforcement de l'organisation du travail contribua de façon décisive à perfectionner et à révolutionnariser l'économie, à approfondir la révolution technique et scientifique.

Les instructions données par le plenum du CC du PTA, en juin 1970, sur la signification théorique et pratique de l'organisation du travail, servirent de base à la réalisation de ces tâches. Le plenum expliquait que c'est là la base et un élément constitutif de l'exécution d'une directive, d'une tâche, d'une loi. C'est un puissant moyen pour promouvoir le développement, le travail en général et la pensée. Une organisation parfaite exige du savoir, une ferme volonté et des efforts inlassables. C'est un art qui nécessite de vastes connaissances scientifiques, politiques, économiques, théoriques. «Ne pas organiser le travail conformément aux exigences et aux lois objectives, enseignait le camarade Enver Hoxha, c'est s'exposer à de sérieux dangers qui risquent d'entraîner de graves échecs».*

Le renforcement du travail de direction et d'organisation mené par le Parti en matière économique, influa directement sur la révolutionnarisation de la direction de ce secteur.

L'accomplissement du 4e plan quinquennal

La politique économique du Parti, son grand travail et celui des masses travailleuses pour la révolutionnarisation de l'économie, portèrent leurs fruits et se traduisirent dans la réalisation des tâches du 4e plan quinquennal.

Malgré l'encerclement et le blocus impérialistes-révisionnistes, le plan de la production industrielle globale fut réalisé avant terme, en quatre ans et sept mois. Le taux de croissance était en moyenne de 12,9 pour cent par an, en regard des 8,7 pour cent prévus par les directives du Ve Congrès. Les augmentations les plus importantes étaient enregistrées dans les industries chimique, mécanique, électrique et dans celle des matériaux de construction, dont la production, dans ces cinq ans, s'accrut respectivement de 7, 3.2, 2.8 et 2.6 fois.

Au cours de ce quinquennat furent construits 200 établissements de grande importance pour l'économie et la culture nationales.

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1969-1970, éd. alb., p. 377.

La production agricole également connut une augmentation considérable. Au cours du 4e quinquennat il fut fourni à l'agriculture six fois plus d'engrais chimiques, et le niveau de mécanisation des travaux agricoles s'éleva de 80 pour cent.

Les chiffres du revenu national prévus furent dépassés. En même temps, les prévisions pour le mieux-être de la population furent parfaitement réalisées. On n'enregistra aucune hausse de prix, ni le moindre signe d'inflation, cependant que dans le monde capitaliste et révisionniste ces phénomènes étaient devenus dès lors des maladies chroniques et annonçaient le déclenchement d'une crise économique des plus vastes et des plus profondes.

L'électrification de tous les villages du pays, qui fut achevée en octobre 1970, 13 mois avant le terme fixé par la décision du plenum du CC du Parti de décembre 1967, ainsi que l'abolition du système d'impôts par décision du Comité central du Parti et du Conseil des ministres en novembre 1968 constituaient deux grandes victoires de caractère économique et social. **C'est ainsi que l'Albanie socialiste, jadis le pays le plus arriéré d'Europe, devint l'un des rares pays au monde dont tous les villages étaient électrifiés et le premier où les impôts avaient été supprimés.**

Le Comité central du Parti et le gouvernement arrêtèrent aussi toute une série d'autres mesures tendant à améliorer le bien-être matériel du peuple, comme la baisse des prix de quelques marchandises de large consommation, des médicaments, des insecticides, de plusieurs types de machines agricoles et d'un certain nombre de services; la suppression de l'impôt annuel sur les revenus dans les coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes; la remise gratuite des crédits accordés par l'Etat et la baisse des tarifs des SMT pour leurs travaux dans ces zones.

Le 4e quinquennat, a dit le camarade Enver Hoxha, «entrera dans l'histoire comme une période de grandes initiatives populaires et d'héroïsme de masse, où la force unie du peuple sous la conduite du Parti, a secoué les montagnes et les plaines.»*

---

* Enver Hoxha, Rapport au VIe Congrès du PTA, VIe Congrès du PTA, 1972, éd. alb., p. 70.

5. LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENT DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU PARTI

Le PTA suivait constamment et avec une très grande attention l'évolution de la situation internationale. Il ne le faisait pas en spectateur, mais de façon agissante, pour vivre activement les situations extérieures.

Le Parti et le peuple albanais ont toujours considéré que vivre à l'heure de ces situations était une affaire vitale poulies destinées de la révolution et du socialisme en Albanie. Le Parti s'applique à les comprendre le plus à fond possible et à les juger correctement, à observer une attitude révolutionnaire marxiste-léniniste à l'égard de tel ou tel événement et de la situation internationale en général, à définir sans se tromper ses amis et ses ennemis, à prévenir les dangers qui menacent de l'extérieur l'indépendance nationale et le socialisme, à s'assurer le soutien des forces révolutionnaires, progressistes et éprises de liberté dans le monde, à savoir réaliser, en s'adaptant aux situations, toutes les tâches de la construction socialiste et de la défense de la patrie et à apporter sa contribution à la cause commune de la libération nationale et sociale des peuples.

Le Parti du Travail d'Albanie, appliquant les directives du Ve Congrès, pratiquait avec esprit de suite une politique extérieure de principe et conséquente dans toutes les directions et à propos de tous les problèmes.

Cette politique se reflète dans ses attitudes révolutionnaires sur les grands problèmes et les événements internationaux et dans les rapports de l'Albanie socialiste avec les autres pays du monde.

Les attitudes révolutionnaires du PTA à l'égard des problèmes et des événements internationaux

L'un des grands problèmes de l'époque était la question chinoise.

Le PTA vint en aide au peuple chinois durant la phase très critique que traversait la Chine, à la suite des profonds bouleversements intérieurs et des farouches attaques dirigées contre elle par le front impérialiste-révisionniste uni. Pensant que la Chine était un pays socialiste et le PCC un parti marxiste-léniniste, le PTA se montrait toujours solidaire avec eux et luttait pour raffemir encore l'amitié et l'alliance militante entré

les deux partis et les deux pays sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, et cela malgré les divergences qui l'opposaient à la direction chinoise sur une série de conceptions et d'actions non marxistes de cette dernière.

C'est à partir de ces positions que le PTA soutint la Révolution culturelle chinoise. Toutefois, il n'appuya que son objectif principal, qui semblait réalisable, à savoir la liquidation des éléments capitalistes et révisionnistes, et non pas toutes les tactiques et les méthodes appliquées dans cette révolution-pagaille, qui, comme le fit ressortir le cours des événements, «n'était pas une révolution, qu'elle n'était ni grande, ni culturelle et surtout nullement prolétarienne».* Le PTA ne pouvait pactiser avec le caractère anarchiste des actions de la Révolution culturelle chinoise, avec l'absence de la direction de la classe ouvrière et du Parti communiste dans cette révolution.
Il défendait la cause du. socialisme en Chine, le peuple chinois et le Parti communiste chinois, mais en aucune manière la lutte fractionnelle entre les lignes et les courants opposés, qui s'entre-déchiraient, allant jusqu'à recourir aux armes, et cela non pas pour sauver ou instaurer la dictature du prolétariat et le socialisme, mais pour s'emparer du pouvoir chacune pour son compte.

Le PTA avait déployé de multiples et constants efforts pour défendre la Chine dans l'arène internationale.

L'Albanie socialiste avait mené une lutte diplomatique longue et opiniâtre pour le rétablissement de la RP de Chine dans ses droits à l'ONU, qui lui étaient niés par les impérialistes américains et leurs alliés, et, indirectement, par les révisionnistes soviétiques. Finalement, en octobre 1971, l'Assemblée générale de l'ONU approuva la motion albanaise, élaborée de concert avec un certain nombre d'autres pays, et la RP de Chine vint occuper la place qui lui revenait dans cette organisation internationale.

Cependant, les vues du PTA étaient contraires à celles des dirigeants chinois à propos de nombreuses questions de leur politique extérieure. Jugeant à partir des intérêts de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale, il leur avait, à plusieurs reprises, exprimé amicalement son désir de voir

---

* Enver Hoxha, L'Impérialisme et la Révolution, éd. fr., p. 413 (Editions «8 Nëntori»).

la Chine agir plus activement et avec plus d'initiative en faveur des peuples, du mouvement révolutionnaire et des luttes de libération. Cela devait être aussi dans l'intérêt de la Chine elle-même. Mais les dirigeants chinois suivaient une politique d'intérêts nationaux étroits, qui avait isolé la Chine des peuples épris de liberté, et du monde en général.

Le PTA et le peuple albanais, dans la mesure de leurs moyens, continuaient de soutenir et d'aider la lutte de libération du peuple vietnamien contre l'agression impérialiste américaine.

Se voyant incapables de vaincre le peuple vietnamien sur le champ de bataille, les agresseurs américains recoururent à toutes sortes de subterfuges pour atteindre leur objectif. Finalement ils choisirent de tenter d'imposer leur volonté à travers des «négociations pacifiques», la seule voie qui leur restait, et où ils avaient l'appui des révisionnistes soviétiques. Le PTA jugeait la voie des négociations vaine et lourde de dangers. Il était toujours persuadé que le peuple vietnamien vaincrait, mais qu'il ne pourrait le faire que par la lutte armée.

En 1970, lorsque les impérialistes américains entreprirent une agression armée contre le peuple cambodgien, le PTA prit aussitôt nettement position, se rangeant aux côtés du peuple assailli dans sa lutte contre cette agression et contre la réaction intérieure.

Il condamna également sans hésitation l'agression perpétrée en juin 1967 par l'armée israélienne avec l'aide directe des USA, contre l'Egypte, la Syrie et la Jordanie et dénonça le véritable sens de cette agression comme un grand complot interimpérialiste contre la liberté, l'indépendance et les intérêts économiques des peuples arabes. Les impérialistes américains n'étaient pas seuls dans les coulisses de ce complot, les impérialistes soviétiques aussi y avaient trempé. Les uns et les autres, se posant immédiatement en arbitres, cherchaient à occuper des positions militaires et économiques au Proche-Orient, qui constitue un nœud stratégique très important et une zone très riche en pétrole.

Soutenant la juste cause arabe en général et la cause palestinienne en particulier, le PTA exprimait sa conviction que les peuples arabes ne devaient se fier ni aux Soviétiques ni aux Américains, car les uns et les autres étaient leurs ennemis. Ces questions ne pouvaient être résolues par la voie pacifique. C'est seulement en s'unissant dans la lutte armée

de libération contre les sionistes et les impérialistes, sans permettre aucune intervention extérieure, que les peuples arabes devaient pouvoir défendre leur honneur et recouvrer leurs droits légitimes.

Le PTA observait les mêmes attitudes résolues de principes et révolutionnaires à l'égard des autres questions et événements internationaux.

Il s'opposait fermement aux manœuvres des impérialistes américains et des révisionnistes soviétiques sur le problème du désarmement. Le bruit que ceux-ci menaient à ce propos avait pour seul but de mettre les peuples en sommeil. Tout en prétendant tapageusement «souhaiter» et «s'efforcer» de réaliser le désarmement à grand renfort de comités et de commissions, ils poursuivaient leur course effrénée aux armements, développaient la production d'armes d'extermination massive, étendaient et renforçaient leurs bases navales et leurs flottes de guerre. Le PTA dénonça en particulier le prétendu «Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires», signé à Washington, à Moscou et à Londres en mars 1970, le qualifiant de grand complot impérialiste-révisionniste, de nouvelle tentative pour tromper les peuples, d'accord qui ne constituait pas «un progrès vers le désarmement», comme le déclaraient ses auteurs, mais un nouveau pas dans la compétition des superpuissances pour accroître et perfectionner ces armes, partant, une menace accrue contre la paix et la sécurité des peuples.

Le PTA démasquait le bluff impérialiste-révisionniste sur la sécurité européenne. Le peuple albanais, comme tous les autres peuples d'Europe, aspirait ardemment à la paix et à la sécurité sur ce continent et dans le monde entier. Mais ni les révisionnistes soviétiques, ni les impérialistes américains, qui avaient étouffé l'Europe d'armées, de flottes et de bases militaires, ainsi que de leurs capitaux asservissants, ne pouvaient lui assurer la paix et la sécurité. La «sécurité européenne» que recherchaient l'Union soviétique révisionniste et certains pays d'Europe occidentale derrière lesquels se cachaient les Etats-Unis, ne faisait en fait qu'accroître l'insécurité, perpétuer le statu quo de la domination soviéto-américaine en Europe et aggraver encore l'exploitation impérialiste révisionniste des peuples de ce continent.

Le PTA dénonça le véritable objectif du Traité soviéto-ouest-allemand, signé en août 1970. Contrairement à ce que

prétendaient les révisionnistes soviétiques, les buts de ce traité n'étaient nullement pacifiques. Au contraire, les deux parties poursuivaient des visées hégémonistes en Europe. Cet accord fut conclu sans que ses signataires eussent consulté le moins du monde les peuples qui avaient versé leur sang dans la lutte contre le nazisme allemand.

Le PTA suivait avec la plus grande attention l'évolution de la situation dans les anciens pays socialistes, où l'on avait complètement restauré le capitalisme, porteur de tous les maux, comme l'oppression et l'exploitation des travailleurs, l'inflation, la hausse des prix, les crises économiques, politiques et spirituelles, le mode de vie bourgeois, la politique extérieure nationaliste. Ces pays, y compris l'Union soviétique, étaient constamment le théâtre de troubles, de grèves, de mouvements de protestations et de révoltes provoqués par le mécontentement des masses populaires. En Pologne, en 1970, les ouvriers d'un certain nombre de villes organisèrent une grève générale et eurent de violents affrontements avec les forces de la police dans les rues et les usines. Cet événement provoqua le renversement de la clique traîtresse de Gomulka, mais n'entraîna, et ne pouvait du reste entraîner, aucun renversement révolutionnaire de la situation. La classe ouvrière et les larges masses des travailleurs, désarmées, manquant d'unité, de la préparation idéologique et politique nécessaire, dépourvues d'une direction révolutionnaire, étaient incapables de mener à bien des actions radicales. Dans ces conditions, estimait le PTA, «la classe ouvrière des pays révisionnistes se trouve maintenant devant la nécessité historique impérieuse de livrer de nouveau bataille, d'entreprendre une lutte implacable et conséquente jusqu'au bout pour renverser et écraser les cliques traîtresses, pour refaire la révolution prolétarienne, et restaurer la dictature du prolétariat».*

La dénonciation du Pacte de Varsovie

L'attitude de principe révolutionnaire du PTA sur les questions internationales apparut encore plus à l'évidence lors de l'agression militaire perpétrée par les révisionnistes soviétiques, en août 1968, contre la Tchécoslovaquie.

---

* Enver Hoxha, «La classe ouvrière dans les pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du prolétariat», article publié dans le «Zëri i popullit» du 24 mars 1968.

Outre les forces soviétiques, des troupes polonaises, est-allemandes, bulgares et hongroises participèrent aussi à cette agression. Ces forces occupèrent tout le territoire tchécoslovaque, renversèrent la clique Dubcek, qui capitula honteusement sans opposer la moindre résistance, et la remplacèrent par une autre clique traîtresse, entièrement docile à l'impérialisme soviétique. Le peuple tchécoslovaque, trahi, privé de toute direction, se borna à opposer une résistance passive.

Le PTA condamna résolument cet acte barbare, le qualifiant d'«agression de type fasciste», qui «constitue la plus grande honte dont la clique révisionniste khrouchtchévienne de Rrejnev-Kossyguine ait souillé l'honneur et le prestige de l'Union soviétique et du peuple soviétique», «l'avertissement le plus sérieux pour le peuple soviétique, les peuples des pays socialistes et des pays dominés par des cliques révisionnistes, pour les peuples d'Europe et du monde entier contre le danger que présente la clique révisionniste contre-révolutionnaire actuellement au pouvoir en Union soviétique, contre ses visées et ses méthodes impérialistes et fascistes pour la domination des peuples.»* En ces moments difficiles que traversait le peuple tchécoslovaque, le PTA lui exprima la solidarité et le soutien internationalistes le plus fermes du peuple albanais, en lui rappelant que «la seule voie de salut et pour recouvrer la liberté... était la lutte sans compromis et jusqu'au bout contre les occupants étrangers, les révisionnistes soviétiques, allemands, polonais, hongrois et bulgares, la lutte contre l'impérialisme américain et le revanchisme allemand, la lutte contre tous les révisionnistes et les réactionnaires du pays»**. Dans le même temps, il appelait tous les communistes et les révolutionnaires du monde à condamner l'agression barbare et à se solidariser avec la juste cause du peuple tchécoslovaque.

L'agression perpétrée par les armées du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie prouvait que ce traité, d'instrument défensif qu'il était, s'était entièrement transformé en un instrument d'agression et d'asservissement, au même titre que le bloc agressif de l'OTAN.

Pour le PTA et l'Etat socialiste albanais, le Pacte de Var-

---

* Déclaration du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RP d'Albanie, 22 août 1968. Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 412.

** Ibid., p. 413.

sovie n'était plus depuis longtemps, depuis que la trahison des révisionnistes khrouchtchéviens avait été mise à nu, un instrument de défense, mais une menace pour la liberté et l'indépendance du peuple albanais. En réalité, il y avait plusieurs années que les révisionnistes en avaient exclu l'Albanie socialiste. L'Albanie avait rompu, depuis 1961, tout lien avec ce Pacte, elle n'avait participé à aucune de ses réunions. Elle n'était donc nullement engagée par les décisions et les actions de cette organisation militaire, qui montrait toujours plus ouvertement son caractère agressif. Le PTA et l'Etat albanais n'avaient cessé d'élever leur voix contre ces décisions et actions foncièrement impérialistes des révisionnistes soviétiques et de leurs satellites du Pacte de Varsovie. Depuis longtemps donc, l'Albanie était juridiquement en droit de quitter ce traité et de le dénoncer. A la suite de l'agression brutale commise contre la Tchécoslovaquie, le PTA jugea nécessaire de rompre aussi *de jure* les liens de l'Albanie avec le Pacte de Varsovie. Cette agression mit entièrement à nu le visage de fasciste et d'impérialiste des révisionnistes soviétiques.

Le plenum du CC du PTA, à sa réunion du 5 septembre 1968, prit la décision de dénoncer le Pacte de Varsovie. Dans la conjoncture internationale créée par l'agression contre la Tchécoslovaquie, «cet acte, soulignait le plenum, est entièrement en notre faveur.»*

La décision de quitter le Pacte de Varsovie et de le dénoncer fut sanctionnée par une loi spéciale adoptée par l'Assemblée populaire à sa session du 13 septembre 1968. Cette loi libérait juridiquement l'Albanie socialiste de toute obligation découlant de ce traité, auquel elle avait adhéré en mai 1955.

Cette décision fut immédiatement approuvée par la totalité du peuple albanais, qui traduisit son assentiment par un nouvel élan révolutionnaire pour réaliser les tâches dans les divers domaines de la construction socialiste et de la défense du pays.

Cette décision courageuse fut également accueillie avec un sentiment de solidarité et d'admiration par l'opinion progressiste et révolutionnaire mondiale.

La dénonciation du Pacte de Varsovie attestait la détermination du Parti et du peuple albanais de poursuivre leur

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 5, p. 419.

cours marxiste-léniniste, de défendre leur liberté, l'indépendance nationale, le socialisme. Elle montrait également que la seule voie pour défendre la liberté, l'indépendance et le socialisme était l'opposition implacable à la politique hégémoniste et asservissante de l'impérialisme américain et soviétique, la lutte résolue contre le révisionnisme.

La position révolutionnaire du PTA dans les rapports de l'Albanie avec les autres pays

Le PTA s'employait constamment à établir de justes rapports d'intérêt et d'avantage réciproques, selon le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, avec tous les peuples et pays. Il n'était opposé qu'à l'établissement de rapports avec les deux superpuissances impérialistes et les régimes fascistes.

Il s'efforçait surtout, à partir de positions révolutionnaires marxistes-léninistes, d'établir et d'entretenir de justes rapports avec les pays voisins.

En mai 1971, l'Albanie et la Grèce rétablirent des relations diplomatiques. Depuis des années, le PTA et l'Etat albanais n'avaient pas ménagé leurs efforts pour résoudre cette question, en se fondant sur la réalité des choses et sur les intérêts réciproques et les vœux des peuples albanais et grec. Le seul obstacle à la réalisation de ce vœu résidait dans les revendications absurdes des monarcho-fascistes grecs sur l'Albanie du Sud et dans le prétendu état de guerre entre la Grèce et l'Albanie. L'établissement de relations diplomatiques entre les deux Etats mettait en fait un terme à la situation anormale et servait de base pour renforcer l'amitié et la collaboration entre ces deux peuples voisins, et consolider la paix et la sécurité dans les Balkans.

La politique de bon voisinage que suivait l'Albanie socialiste avait abouti à la normalisation des rapports d'Etat à Etat avec la Yougoslavie, avec laquelle elle entretenait aussi des relations commerciales et culturelles. Le PTA se prononçait pour l'amélioration continue des rapports d'Etat à Etat dans tous les domaines d'intérêt réciproque manifeste. En de nombreuses occasions, il manifestait les sentiments d'amitié du peuple albanais pour les peuples de Yougoslavie, amitié qui avait été forgée au cours de la Lutte antifasciste ; il exprimait son souhait de les voir libres, indépendants et souverains et déclarait qu'il se trouverait à leurs côtés pour

faire face aux chantages, aux menaces ou à l'agression dont ils seraient éventuellement l'objet du fait de l'une ou l'autre des puissances impérialistes.

Dans le même temps, le PTA ne cachait pas sa détermination de s'opposer à l'idéologie et à la politique révisionnistes de la direction yougoslave; au contraire, il continuait de mener avec esprit de suite la lutte de principe contre le révisionnisme titiste, qui demeurait un danger et un ennemi du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme.

Le PTA élevait sa voix contre la politique extérieure pro-social-impérialiste du gouvernement bulgare, vassal du révisionnisme soviétique, qui constituait une menace contre l'Albanie socialiste, contre la paix dans les Balkans.

Les visées expansionnistes de l'impérialisme soviétique dans les Balkans étaient désormais notoires. Mais le PTA ne pouvait accepter en aucune manière la proposition que la direction chinoise, par le truchement de Chou En-laï, lui fit, en 1968. de conclure une alliance militaire avec la Yougoslavie et la Roumanie, afin de soi-disant «faire front» à ces visées. La direction du PTA rejeta cette proposition comme étant une tentative malveillante pour faire tomber l'Albanie socialiste dans le piège des complots bellicistes, une manœuvre impérialiste pour faire des Balkans une poudrière.

Le PTA luttait pour l'amitié et la compréhension entre les pays balkaniques et soulignait que cette amitié et cette compréhension devaient avoir leurs fondements dans les peuples. Les peuples des Balkans étaient parfaitement à même de décider seuls et en toute souveraineté de leurs rapports entre eux. Du fait des impérialistes, les Balkans, jadis, étaient devenus une poudrière. C'est une politique analogue que les impérialistes américains et les révisionnistes soviétiques continuaient de suivre à l'égard de la péninsule. Les peuples balkaniques, soulignait le PTA, avaient pour devoir de prendre eux-mêmes en main la situation et de s'en rendre maîtres en rompant les liens avec les pactes et les blocs militaires agressifs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie pour que la paix véritable pût régner dans la péninsule.

Grâce (à leur politique extérieure révolutionnaire, de principes et conséquente, le PTA et l'Etat albanais avaient accru leur prestige et leur autorité internationale. Loin de se trouver isolée, comme souhaitaient la voir ses ennemis, qui ne ménageaient pas leurs efforts à cette fin, l'Albanie socialiste

avait renforcé sa position dans le monde. En témoignait notamment l'établissement en quatre ans, de 1968 à 1971, de relations diplomatiques avec un bon nombre d'autres pays. Mais on en avait une preuve encore meilleure dans le fait que les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde, qui regardaient avec admiration la lutte révolutionnaire courageuse et continue, que l'Albanie socialiste menait sur des bases de principes, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, lui apportaient toujours plus largement leur appui et leur soutien.

CHAPITRE VIII

LA LUTTE DU PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT, A TRAVERS UNE APRE LUTTE DE CLASSE, DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES

(1971-1976)

1. LE VIe CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES

Le VIe Congrès du Parti se tint à Tirana du 1er au 7 novembre 1971. Y participaient 676 délégués avec voix délibérative et 174 délégués avec voix consultative, qui représentaient 86 985 communistes, dont 18 127 stagiaires.

Le Congrès analysa l'activité du Parti au cours des cinq dernières années. Se fondant sur cette expérience, il procéda à des synthèses, tira des leçons et définit de nouvelles tâches, visant à l'approfondissement de la révolution socialiste dans tous les domaines. Il approuva par ailleurs les directives du 5e plan quinquennal de développement économique et culturel du pays.

Renforcement et perfectionnement de la dictature du prolétariat sur la base du développement continu de la démocratie socialiste

Le VIe Congrès du Parti estimait indispensable d'insister à nouveau sur la nécessité de renforcer et de révolutionnariser la dictature du prolétariat, et cela pour plusieurs raisons. Le PTA appliquait avec détermination l'enseignement marxiste-léniniste suivant

lequel sans dictature du prolétariat il n'y a pas de socialisme, il n'y a pas de souveraineté ni d'indépendance nationale complète, il n'y a pas de progrès vers le communisme. La dictature du prolétariat en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes ayant été réduite à néant, et les révisionnistes modernes, de concert avec tous les ennemis du socialisme, ayant pointé leur fer de lance contre elle, à la fois comme théorie et comme pratique, la défense, le renforcement et la révolutionnarisation de la dictature du prolétariat en Albanie devenaient des tâches premières et fondamentales pour le Parti et toutes les masses travailleuses.

Les très importantes mesures qu'avait arrêtées le Parti au cours des cinq à six dernières années dans les domaines politique, idéologique et organisationnel, la lutte contre le bureaucratisme et les autres manifestations dangereuses pour le pouvoir prolétarien, avaient sensiblement renforcé et perfectionné le pouvoir d'Etat, la dictature du prolétariat.

Mais malgré toutes ces mesures et tous les coups portés au bureaucratisme en particulier, malgré les progrès considérables enregistrés dans la participation du peuple à la gestion du pays, le Congrès observait qu'il y avait, dans la pratique, de nombreux exemples révélant que l'on n'avait pas parfaitement compris l'importance de la lutte contre le bureaucratisme, que cette lutte était entravée par des conceptions conservatrices et libérales, qu'elle revêtait souvent un caractère formel et ne frappait que des manifestations marginales, qu'elle se heurtait donc à la résistance des éléments bureaucrates.

Aussi le Congrès recommandait-il aux organisations du Parti et aux organes du pouvoir de concentrer constamment leur attention sur la lutte contre le bureaucratisme en tant que «lutte d'importance vitale» en recherchant et en appliquant de nouvelles formes et méthodes révolutionnaires.

Dans les circonstances d'alors, le Congrès définit le développement de la démocratie socialiste comme la voie générale du renforcement de la dictature du prolétariat et du régime socialiste tout entier. «Sans démocratie socialiste, souligna le Congrès, il n'y a pas de dictature du prolétariat, comme il ne peut y avoir de démocratie authentique pour les travailleurs sans la dictature du prolétariat.»*

---

* Enver Hoxha. Rapport au VIe Congrès du PTA, Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, 1978, p. 129.

La participation accrue et surtout plus active des travailleurs au gouvernement du pays, constituait l'élément fondamental du développement ultérieur de la démocratie socialiste.

On devait y parvenir tout d'abord en faisant mieux comprendre aux masses le rôle qu'il leur appartient de jouer dans la vie politique, sociale et économique en tant que sujets de la révolution, bâtisseuses du socialisme et créatrices de l'histoire.

Le Congrès recommandait surtout d'appliquer de façon plus systématique la méthode de consultation des masses et leur contrôle d'en bas, particulièrement le contrôle ouvrier. Il chargeait spécialement les organisations du Parti et des Unions professionnelles d'œuvrer à mieux faire prendre conscience d'elle-même à la classe ouvrière, à l'amener à «comprendre, avant toute chose, non seulement son rôle de force productive déterminante, mais encore son rôle politique comme classe d'avant-garde de notre société.»*

Afin de renforcer la dictature du prolétariat et de développer la démocratie socialiste, le Congrès exigea une application scrupuleuse, sans hésitations ni déformations, des décisions sur la rotation des cadres, sur leur participation directe à la production, leur contrôle par les masses et leur obligation de rendre compte de leur action devant les ouvriers et les coopérateurs.

L'approfondissement de la démocratie socialiste devait être également favorisé par l'accroissement du rôle des organes élus du pouvoir d'Etat. Les résultats obtenus dans ce domaine au cours des dernières années devaient être portés plus avant et on ne devait permettre en aucun cas que leur rôle fût évincé par les organes exécutifs et leurs appareils. On s'attacherait à faire en sorte que la voix du député ou du conseiller fût écoutée très attentivement et que les décisions adoptées par les conseils populaires fussent exécutées sans la moindre hésitation.

Dans le cadre de la consolidation de la dictature du prolétariat, le Congrès traita aussi de la grande question de la défense de la Patrie.

En ce qui concerne la défense, l'idée marxiste-léniniste de l'armement, de la mobilisation et de la préparation au combat du peuple tout entier, fut développée plus avant.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 132.

Se guidant sur la recommandation de Lénine selon laquelle «chaque citoyen doit être un soldat et chaque soldat un citoyen», le Congrès donna comme directive que les travailleurs tout à la fois travaillent, étudient et se préparent pour la défense de la Patrie. C'était là en quelque sorte l'application des instructions que le camarade Enver Hoxha avait données au ministère de la Défense populaire en 1970 en vue du passage au système de l'éducation militaire libre.

L'Armée populaire était, comme le soulignait le 12e plenum du CC du PTA en juillet 1971, seulement une partie du peuple en armes, alors que la Patrie devait être défendue par le peuple tout entier. Le Congrès qualifiait notre Armée d'armée du peuple, de la révolution, de la dictature du prolétariat, d'armée ne faisant qu'un avec le peuple en armes, à la différence des armées des pays bourgeois et révisionnistes qui sont des armées de caserne, une caste fermée, coupée du peuple, au-dessus du peuple et contre le peuple.

Les manifestations d'arrogance, d'outrecuidance, de brutalité. l'attitude distante à l'égard des hommes de troupe, soulignait le Congrès, sont étrangères à l'Armée populaire. C'était là une critique lancée contre les officiers qui avaient laissé apparaître dans leur comportement de ces manifestations contraires à la ligne du Parti et au caractère révolutionnaire de l'Armée.

L'entraînement militaire de l'Armée et du peuple tout entier avait pour but de préparer les citoyens à la guerre populaire conformément aux thèses du Conseil de défense sur l'art militaire populaire.

Le Congrès mit particulièrement l'accent sur le renforcement de la direction du Parti dans l'Armée. «Le Parti a été et demeure l'âme de l'Armée, le cerveau qui la guide dans la voie juste, la force vivifiante qui la rend invincible. Dans notre armée, à la pointe de notre défense et au commandement se tient le Parti.»*

C'était là une dénonciation des tendances à l'affaiblissement du rôle dirigeant du Parti dans l'Armée, de tous les cadres militaires contaminés par le mal du bureaucratisme et du technocratisme qui cherchaient à évincer les organisations de base et les comités du Parti, à en faire des instruments des commandements et des états-majors.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 137.

Le Congrès décida qu'il fallait élaborer une nouvelle Constitution de l'Etat socialiste albanais. C'était une mesure de grande importance théorique et pratique pour le renforcement et le perfectionnement du système de la dictature du prolétariat. La révision de la Constitution était dictée par les nouvelles conditions économiques, sociales, culturelles et idéologiques créées en Albanie à la suite de l'édification de la base économique du socialisme. Nombre d'articles de la Constitution existante ne répondaient plus à ces conditions. Le Congrès proposait que la nouvelle Constitution «reflète pleinement la ligne du Parti, incarnée dans notre pratique révolutionnaire, et soit une source d'inspiration pour tous les travailleurs dans leur lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste.»*

Marcher résolument dans la voie du développement ininterrompu de la révolution idéologique et culturelle

Le VI[e] Congrès procéda à la synthèse de l'expérience des grands mouvements révolutionnaires de caractère idéologique et social qui se développèrent après le V[e] Congrès et en tira des leçons en vue de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. «Si l'on ne s'emploie pas de toutes ses forces à approfondir la révolution idéologique et culturelle, indiqua le camarade Enver Hoxha dans son rapport, on abandonne, en fait, la révolution socialiste en chemin, on compromet ses réalisations dans le domaine politique et économique et l'on fraie la voie à la dégénérescence bourgeoise dans tous les domaines.»**

Les mouvements idéologiques et sociaux montrèrent que plus les travailleurs s'affranchissent des préjugés, des vieilles conceptions et coutumes rétrogrades, plus ils sont réfractaires à toute influence de l'idéologie bourgeoise-révisionniste, et plus ils deviennent des combattants conscients et résolus du socialisme. Ils ont montré d'autre part que seul le socialisme est en mesure de créer les conditions indispensables non seulement pour affranchir les hommes de l'oppression et de l'exploitation, mais aussi pour les libérer sur le plan moral de tous les maux cultivés par la société de classes antagonistes.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 140.

** Ibid., p. 142.

Mais la libération spirituelle ne peut se réaliser du même pas que la libération politique et la libération économique et sociale. Celles-ci constituent la base de la libération spirituelle. C'est sur cette base que s'appuyaient les mouvements idéologiques et sociaux et toute la révolution idéologique et culturelle dans notre pays, et cette base avait été préparée durant trente ans de lutte révolutionnaire, incessante, de transformations politiques et économiques radicales effectuées par les masses travailleuses sous la conduite du Parti. Tout au long de cette période, les vieilles idéologies réactionnaires avaient reçu des coups écrasants, mais elles n'avaient pas été totalement extirpées. Elles avaient perdu leurs fondements politiques et socio-économiques capitalistes. Mais ce qu'on appelle le «droit bourgeois» (bien que très restreint) sous le socialisme, les différences subsistant entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail qualifié et le travail non-qualifié, etc., ne pouvaient pas ne pas aider à maintenir en vie les vestiges des vieilles conceptions et coutumes de la psychologie petite-bourgeoise. Le système capitaliste mondial constitue une source d'influence encore plus grande exercée du dehors.

C'est pour cette raison que le VIe Congrès exigeait la poursuite ininterrompue de la révolution idéologique et culturelle, de la lutte contre la religion et les coutumes rétrogrades, contre la psychologie petite-bourgeoise et les attitudes étrangères à l'égard du travail et de la propriété socialiste, de la lutte pour la libération complète de la femme, pour une vie véritablement démocratique dans la famille, etc. La lutte sur le front idéologique durera aussi longtemps que la lutte des classes, laquelle, souligna de nouveau le Congrès, se poursuit au cours de toute la période de passage du capitalisme au communisme.

L'ancien réactionnaire, rejeté et anéanti, cède la place au nouveau révolutionnaire. Mais ce nouveau qui naît dans le cours de la lutte n'est, au début, pas encore solidement mis sur pied, aussi a-t-il besoin d'être étayé le plus solidement possible, d'être consolidé sans cesse jusqu'à son affirmation complète. Si le nouveau, un nouveau plein de santé et en essor continu, ne comble pas le vide, l'ancien revient à la charge. Le triomphe du nouveau ne peut être garanti que par la lutte de classe. Ayant en vue cet enseignement, le

Congrès affirmait: «Aux conceptions et aux idées bourgeoises et révisionnistes, nous opposons nos points de vue marxistes-léninistes. A la vieille psychologie petite-bourgeoise nous opposons la nouvelle psychologie socialiste. Aux manifestations d'individualisme et d'indifférentisme bourgeois et petit-bourgeois nous opposons la primauté de l'intérêt collectif et la solidarité socialiste. Au libéralisme bourgeois et au conservatisme patriarcal nous opposons notre esprit progressiste sain. Aux tendances à une vie faite de quiétude et à la présomption nous opposons l'esprit de sacrifice et de l'action, l'esprit pratique, la modestie et l'exigence envers soi-même.»*

Le Congrès soulignait que les nouvelles conditions objectives, créées à la suite des profondes transformations et des grands progrès économiques, sociaux et culturels de caractère socialiste, ainsi que l'action révolutionnaire pour créer et renforcer la nouvelle psychologie socialiste, jouèrent un rôle considérable. A cet effet, il était indispensable que la propagande et tout le travail d'éducation menés par le Parti fussent liés et entrelacés avec la vie, avec les réalisations et les tâches de l'édification socialiste.

Le travail d'éducation politique devait toucher comme toujours tous les travailleurs, tous les citoyens, jeunes et vieux. Le Congrès demandait qu'un soin particulier fût témoigné à l'éducation de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Le Parti recommandait de donner la priorité, comme toujours, à l'éducation idéologique et politique de la classe ouvrière en raison de son rôle de classe dirigeante au pouvoir, afin de lui faire prendre pleinement conscience de cette mission.

Il fallait aussi accorder une attention particulière à l'éducation révolutionnaire de la jeunesse, car elle était la force la plus vivante de la révolution et de l'édification socialistes.

Le PTA et la classe ouvrière albanaise ont toujours eu la jeunesse à leurs côtés, ils l'ont éduquée dans l'eprit des idées révolutionnaires, ont réalisé ses rêves et ses revendications naturelles politiques, matérielles, culturelles, spirituelles immédiates et à plus long terme; ils l'ont engagée dans l'action révolutionnaire, ont fait d'elle une force révolutionnaire gigan-

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, pp. 152-153.

tesque. Ils n'oublient jamais que la classe qui a la jeunesse avec elle est assurée de la victoire.

L'école a particulièrement pour mission de faire de la jeunesse une combattante consciente et capable de la révolution et du socialisme. Le Congrès prescrivait de poursuivre avec détermination la lutte frontale pour appliquer jusqu'au bout les orientations du Parti en matière d'enseignement.

Le Congrès porta une attention particulière à la formation culturelle de l'homme nouveau. Il conseillait aux organisations du Parti et aux organisations de masse, ainsi qu'aux organes du pouvoir, d'œuvrer avec un plus grand soin à élever le niveau de culture de la vie en général et du travail de production, à créer aux travailleurs de meilleures conditions de travail, de repos, de loisir, à améliorer l'environnement. «Notre vie socialiste est et doit être une vie de culture»*.

Le Congrès prescrivait à la littérature et aux arts d'appliquer plus à fond la méthode du réalisme socialiste. «Pour assurer un meilleur épanouissement de l'art du réalisme socialiste, indiquait-il, il faudra consolider les positions acquises, et ce en luttant contre toute influence étrangère au socialisme et inconciliable avec notre idéologie socialiste, en combattant tout aussi bien le modernisme que le conservatisme...»**

Les sciences avaient pour tâche d'étendre et de perfectionner leur activité de recherche. Au stade atteint à l'époque, indiquait le Congrès, en aucun domaine on ne pouvait aller de l'avant rapidement, sans procéder à des études et à des synthèses scientifiques d'intérêt immédiat ou à plus long terme, sans accomplir la révolution scientifique et technique.

L'accroissement plus poussé du rôle dirigeant du Parti

Le Parti se présentait à son VI[e] Congrès plus fort, mieux trempé, pur du point de vue idéologique et politique, dans une unité marxiste-léniniste d'acier, étroitement lié au peuple et avec un prestige international accru.

La lutte pour la révolutionnarisation continue de la vie du pays avait renforcé le rôle dirigeant du Parti et mieux mis en évidence que la révolution et le socialisme ne pouvaient poursuivre leur marche en avant dans la juste voie que sous

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 157.
** Ibid., p. 159.

la direction du Parti de la classe ouvrière. Le Congrès en concluait que «dans le développement et la consolidation du socialisme, le rôle dirigeant du Parti, loin de s'affaiblir, se renforce et se parfait au contraire toujours davantage.»* L'expérience négative de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et les événements qui se produisirent en Chine lors de la Révolution culturelle, le montraient bien. Faute d'une direction saine, authentique et conséquente du parti de la classe ouvrière, on voit naître et s'épanouir, au lieu de la révolution, la contre-révolution, au lieu du socialisme, le capitalisme, on voit naître et se développer l'anarchie, le désordre, germer et croître toutes sortes de lignes, d'écoles et d'herbes vénéneuses qui étiolent et annihilent la révolution, le socialisme.

Le Congrès estimait «indispensable de porter à un niveau supérieur le rôle dirigeant, éducatif, organisationnel et mobilisateur du Parti» en jugeant cet effort «une tâche permanente vitale.»**

L'accroissement du rôle dirigeant du Parti devait, selon les directives du Congrès, être réalisé principalement grâce **à l'exemple donné par les communistes, en tant que militants d'avant-garde, et à l'activation des organisations de base, en tant que fondements du Parti.**

Le Congrès soulignait que chaque communiste est responsable de l'application de la ligne du Parti et de la réalisation de son rôle de guide partout et sur tous. Un communiste n'accomplit pas seulement la tâche pour laquelle il est rétribué. Il a un grand rôle à jouer. Il doit avant tout, par son travail et son exemple, conduire la classe et les masses dans la montée de la révolution et du socialisme. S'il ne doit pas agir de façon irréfléchie ni se montrer impulsif, il ne doit pas non plus être hésitant et indifférent.

Pour un membre du Parti il n'y a pas d'alternative: étant communiste, il doit nécessairement être toujours un élément d'avant-garde, juste, honnête, courageux, un combattant révolutionnaire, qui donne partout l'exemple; sinon, son appartenance au PTA n'a pas de sens.

Le Congrès prescrivait aux organisations du Parti de travailler à aider et à éduquer les communistes retardataires,

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 163.

** Ibid.

à corriger ceux qui se trompaient, à les amener tous sur des positions militantes, à les faire avancer au rythme du temps, pour qu'ils soient dignes du titre élevé de membre du Parti. Les incorrigibles, ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient perdu les qualités de combattant d'avant-garde, devaient être exclus des rangs du Parti.

Le rôle d'avant-garde des communistes ne peut se concevoir en dehors du rôle de guide de l'organisation de base du Parti. Le Parti dirige de façon collégiale, organisée, sur la base du centralisme démocratique. L'organisation de base est le maillon principal qui assure le rôle dirigeant du Parti dans chaque cellule de la vie du pays. Le rôle de l'organisation de base en tant qu'organisme dirigeant de la collectivité où elle est constituée et agit, ce rôle dont sont dépourvues les organisations des partis révisionnistes ou sociaux-démocrates, constitue un trait qui distingue un parti marxiste-léniniste de tout faux parti ouvrier.

Le Congrès indiquait que, pour promouvoir ce rôle, les organisations de base «sont tenues de faire preuve de plus de souplesse et de hardiesse, de ne pas attendre des solutions toutes faites d'en haut pour les problèmes qui les préoccupent, de ne pas agir mécaniquement sans tenir compte du caractère d'une directive donnée et des conditions de l'entreprise, de la coopérative ou de l'institution où elles agissent»*.

Critiquant la conception étroite du rôle de l'organisation de base, relevée parfois dans la pratique, le Congrès souligna: «La vie de l'organisation de base ne se réduit pas à ses réunions, elle englobe la totalité de l'activité des communistes considérés un à un et dans leur ensemble, avant, pendant et après la réunion...»**.

Le Congrès s'arrêta également sur la vaste et profonde signification théorique et pratique de la démocratie dans le Parti. «L'essence de cette démocratie, expliquait le camarade Enver Hoxha dans son rapport au Congrès, consiste en ce que chaque communiste est tenu de participer activement à l'élaboration et à l'application de la ligne du Parti,... de critiquer ouvertement les défauts et de faire l'autocritique de

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 172.
** Ibid., p. 173.

ses propres insuffisances.»* La démocratie se renforce à travers les débats et la confrontation des opinions. La confrontation des idées dans la juste voie n'est pas un signe de manque d'unité, mais au contraire un moyen efficace pour la renforcer. Là où on évite les débats, où dominent l'apathie et l'harmonie factice il y a stagnation et l'unité est purement formelle. Une telle unité nuit à l'organisation, la paralyse et l'expose à d'amères surprises. La confrontation des opinions, lorsqu'elle s'inspire de la politique et des intérêts du Parti, de la classe, du socialisme, n'est jamais nuisible, elle est au contraire nécessaire et utile, en ce qu'elle renforce le caractère militant de l'unité, crée des possibilités de mieux déceler et combattre les erreurs et les défauts, les violations et les déformations de la ligne et de prendre des décisions plus justes. La crainte de la confrontation des idées est un trait caractéristique du petit-bourgeois, du bureaucrate, qui veut éviter les tracas.

Le renforcement du rôle dirigeant du Parti impliquait nécessairement le perfectionnement de ses liens avec les masses, sur la base de la grande expérience accumulée les dernières années dans la lutte contre le bureaucratisme pour la révolutionnarisation de toute la vie du pays.

Le PTA, en tant que parti marxiste-léniniste authentique, ne s'est jamais coupé de la classe et des masses, il ne s'est jamais placé au dessus d'elles, mais il ne s'est pas non plus identifié avec la classe et les masses. S'il est le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière et le guide des masses dans la révolution et la construction socialistes, s'il a parfaitement le droit de parler au nom de la classe et des masses, il ne s'est jamais pour autant arrogé le droit de les dominer.

Cela étant, le Congrès fixait pour tâche d'éliminer tout formalisme, tout travail superficiel, toute attitude inattentive, toute forme de travail en vase clos auprès des masses. Les organisations de base du Parti devaient rendre compte périodiquement devant les collectifs de travailleurs de leur action pour l'application des directives du Parti et de leurs propres décisions, ainsi que de l'activité des communistes pris isolément et dans leur ensemble. «Le contrôle de la classe ouvrière et des masses travailleuses sur toute l'activité des organisations du Parti

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 174.

et de ses membres, soulignait le Congrès, revêt une grande importance de principe, ce contrôle permet au Parti de ne pas se couper de la classe ouvrière et des masses, de demeurer révolutionnaire jusqu'au bout et de servir avec dévouement les intérêts du peuple.»*

Le renforcement de la composition sociale du Parti également devait servir à rehausser son rôle de guide.

Le Congrès considéra comme une grande victoire le fait qu'à ce stade les communistes de condition ouvrière constituaient la catégorie la plus nombreuse dans les effectifs du Parti. Il recommanda de lutter à l'avenir aussi pour grossir les rangs du Parti principalement d'ouvriers, sans négliger les admissions de coopérateurs et d'un toujours plus grand nombre de femmes.

Tout en soulignant la grande importance que revêt une saine origine sociale des membres du Parti, le Congrès renouvelait la position connue du Parti à cet égard, suivant laquelle ce facteur n'est pas tout. La condition d'ouvrier et de coopérateur a son importance, qui est grande, lorsqu'elle s'accompagne de l'éducation idéologique et politique prolétarienne. C'est l'idéologie marxiste-léniniste et la ligne prolétarienne du Parti qui ont empêché les communistes albanais, indépendamment de leur origine et de leur état social, de moisir, de se bureaucratiser et de dégénérer, qui les ont toujours poussés à agir en combattants résolus et conséquents pour la cause du communisme.

Les directives du 5e plan quinquennal

Le Congrès élabora les directives du 5e plan quinquennal (1971-1975) conformément aux orientations fondamentales du Parti pour la construction intégrale de la société socialiste, ainsi qu'au nouveau stade de développement du pays dans sa marche vers ce but stratégique, et aux nouvelles tâches à remplir pour approfondir la révolution socialiste dans tous les domaines, dans les conditions du blocus impérialiste et révisionniste.

La principale tâche fixée pour le quinquennat était **d'assurer le renforcement général de l'économie nationale dans le cours de la transformation de l'Albanie de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire, afin d'élever le degré d'autonomie de notre économie, de consolider davantage le**

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 176.

régime socialiste, de rehausser le niveau de vie matériel et culturel du peuple en atténuant surtout les disparités essentielles existant entre la ville et la campagne et d'accroître la capacité de défense du pays.

Le Parti s'en était toujours tenu à la politique tendant à créer une puissante industrie nationale. Grâce au travail héroïque de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire pour mettre en œuvre cette politique, le retard économique séculaire avait été rattrapé et le pays avançait à pas de géant dans la voie de l'industrialisation socialiste. Sur la base de ces résultats et du développement général des forces productives, le Congrès concluait que désormais les conditions matérielles pour une croissance relativement plus forte de la production industrielle étaient créées. Cela devait permettre tout à la fois de porter l'industrialisation du pays à un degré supérieur et de promouvoir un développement plus rapide et plus harmonieux de l'agriculture, en élevant ainsi, comme fixé, le degré d'autonomie de l'économie nationale. Ce n'est pas par hasard que le Parti mettait l'accent sur ce point. Dans les conditions du blocus impérialiste et révisionniste, cela revêtait une importance vitale pour faire face à tout imprévu, sauvegarder la souveraineté nationale et poursuivre la marche en avant dans la voie du socialisme.

Conformément à cette politique économique, révolutionnaire et clairvoyante du Parti, le Congrès définit les objectifs à atteindre au cours du futur quinquennat dans les diverses branches et les divers secteurs de l'économie, ainsi que dans le domaine de la culture.

Le produit social devait s'accroître de 54-58 pour cent, et la production industrielle globale de 61-68 pour cent. La production des moyens de production augmenterait à un rythme supérieur.

Une des tâches fondamentales fixées par le Congrès consistait à élever d'un nouveau degré la qualité de la production industrielle, à en élargir et à en améliorer la structure, à mettre sur pied pour la première fois une sidérurgie, à renforcer la base énergétique, à accroître la production de matières premières, à assurer une exploitation plus rationnelle des ressources et richesses du pays. Le 5e plan quinquennal était celui de la construction de grands établissements de l'industrie lourde, comme le complexe métallurgique d'Elbasan,

la centrale hydro-électrique de Fierze, la grande raffinerie de pétrole de Ballsh, etc.

L'agriculture demeurait la branche fondamentale de l'économie. Le 5e plan quinquennal fut défini comme celui d'une grande offensive visant à promouvoir le développement rapide et général de la production agricole, qui devait être, en 1975, de 65 à 69 pour cent supérieure à celle de la dernière année du quinquennat précédent. Le rapide accroissement de la production de céréales, sans que soient négligés l'élevage et les autres branches de l'agriculture, demeurait une tâche économique et politique fondamentale. L'accroissement de la production agricole serait assuré principalement grâce à l'élévation des rendements. Les terres nouvelles défrichées couvriraient 92 000 hectares. Le Congrès exigea que l'organisation et la gestion scientifique des coopératives agricoles fussent portées à un niveau supérieur afin qu'elles deviennent des exploitations modernes de grande production socialiste. Dans les zones de plaines du pays devaient être constituées des «coopératives de type supérieur».

Afin d'assurer la réalisation des tâches du plan, le Congrès donna la directive d'accroître les investissements de 70 à 75 pour cent par rapport à ceux du 4e quinquennat. Aux secteurs productifs seraient affectés 83 pour cent du volume global des investissements.

Le revenu national augmenterait de 55 à 60 pour cent, dont 34 à 37 pour cent irait à l'accumulation. Le revenu réel par habitant devait augmenter de 14 à 17 pour cent, et les revenus de la paysannerie coopératrice doubler. Le système des pensions de retraite et de la sécurité sociale serait étendu aux coopératives agricoles. Au cours de cette période 80 000 nouveaux logements devaient être construits dans les villes et les campagnes.

Dans le domaine de renseignement, le plus fort accroissement de la scolarisation — 77 pour cent — était prévu dans le cycle secondaire, cette augmentation devant atteindre 110 pour cent dans les campagnes. Les établissements d'enseignement supérieur formeraient, dans diverses branches et disciplines, trois fois plus de spécialistes qu'il n'en était sorti au cours du quinquennat précédent.

Pour accomplir les tâches du 5e plan quinquennal on s'en tiendrait comme toujours au principe immuable de l'appui sur ses propres forces.

En alliance avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté du monde, poursuite jusqu'au bout de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne

Le VIe Congrès se tenait dans un climat international de contradictions toujours plus graves et de grands affrontements à l'échelle mondiale. Il procéda à une analyse scientifique approfondie de ces circonstances et, sur cette base, définit les tâches du Parti dans l'arène internationale.

Cette analyse et ces tâches fixées font clairement ressortir le cours immuable suivi par notre Parti, et qui est fondé sur les principes marxistes-léninistes, de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, de la solidarité avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté dans le monde. Le Parti dénonça et stigmatisa également les attitudes contre-révolutionnaires et pragmatistes des divers révisionnistes et opportunistes envers les grands problèmes mondiaux.

Les communistes albanais, soulignait le Congrès, étaient convaincus que l'avenir appartient à la liberté et à l'indépendance des peuples, au socialisme. Mais cette conviction ne les empêchait pas de constater qu'une situation très trouble s'était créée dans le monde et que l'Albanie socialiste et tous les peuples étaient menacés de graves dangers de la part de l'impérialisme américain et du nouvel impérialisme soviétique, de leur politique et de leur action agressives, de leurs visées de domination mondiale.

L'impérialisme américain demeurait l'ennemi principal de tous les peuples, le plus grand oppresseur et exploiteur des autres pays, le bastion de la réaction internationale. Il poursuivait sa guerre barbare au Vietnam et avait étendu son agression au Cambodge et au Laos, il encourageait et soutenait Israël dans l'invasion des terres arabes, organisait partout où il pouvait des complots et des putschs, aidant par tous les moyens les régimes et les forces réactionnaires fascistes, il avait encerclé les continents de ses bases et ses flottes militaires, il faisait cliqueter partout ses armes et menaçait de guerre le monde entier. Rien, donc, dans sa nature et sa politique réactionnaire, dans sa stratégie agressive, dans le danger qu'il représentait pour les peuples, pour la révolution et le socialisme, n'avait changé.

C'est pour ces raisons que le Congrès qualifiait la lutte

contre l'impérialisme américain de «tâche suprême pour toutes les forces révolutionnaires de notre époque, pour tous les peuples»* et l'attitude à adopter à son égard, comme ««la pierre de touche» de toutes les forces politiques du monde»**.

Par ces prises de position révolutionnaires, l'instance suprême du PTA ne donnait pas seulement une ferme riposte aux révisionnistes soviétiques, qui suivaient depuis longtemps une politique d'alliance avec l'impérialisme américain pour le partage du monde, aux révisionnistes yougoslaves, qui avaient depuis longtemps bradé leur pays à l'impérialisme américain, ainsi qu'à tous les autres révisionnistes, qui avaient effacé de leur programme la lutte contre l'impérialisme; elle visait également les dirigeants opportunistes chinois, qui manifestaient des flottements marqués dans la lutte contre l'impérialisme.

Les dirigeants chinois avaient abandonné la juste attitude, consacrée dans la Déclaration commune sino-albanaise de mai 1966 et définissant l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique comme les deux ennemis principaux des peuples, des ennemis dangereux au même titre. Ils considéraient maintenant comme l'ennemi principal et le plus dangereux seulement le social-impérialisme soviétique, suivant dès lors à l'égard de l'impérialisme américain, qu'ils ne jugeaient plus dangereux, une politique de concessions et de recul.

Pendant l'été 1971, le secrétaire du Département d'Etat américain effectua une visite secrète à Pékin, où il eut des entretiens en vue de la «normalisation» des relations sino-américaines et aboutit à un accord sur une visite en Chine du président des USA, Nixon. Cette visite eut lieu en 1972. Le président américain fut reçu par Mao-Tsétoung en personne. Cet événement marquait un tournant radical dans la politique chinoise. La Chine entrait dans la ronde des rivalités impérialistes pour le repartage du monde, pour s'assurer elle aussi sa part, se rangeant du côté de l'une des superpuissances, les USA, contre l'autre, l'Union soviétique.

Le CC du PTA ne tarda pas à en conclure à juste titre qu'il s'agissait là d'une politique et d'une stratégie très dangereuses de la part de la Chine.

Aussi jugea-t-il nécessaire d'exprimer par lettre au Comité central du PCC, la ferme opposition du PTA à ce tournant,

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 83.

** Ibid., p. 84.

qui était contraire aux intérêts de la Chine populaire elle-même, aux intérêts de la révolution et du socialisme à l'échelle mondiale. «A nos yeux, était-il dit dans cette lettre, votre décision de recevoir Nixon à Pékin, est non fondée et inopportune, nous ne l'approuvons pas et ne l'appuyons pas. Nous estimons également que la visite annoncée de Nixon en Chine ne sera pas approuvée par les peuples, par les révolutionnaires et les communistes des divers pays»*.

Le PTA ne pouvait, à l'époque, s'opposer ouvertement à la visite de Nixon en Chine ni au net tournant pris par la politique extérieure chinoise. Néanmoins, la différence radicale entre l'attitude du PTA et l'attitude du PCC envers l'impérialisme américain ne pouvait échapper à l'opinion mondiale. Cette différence se manifesta aussi au VI[e] Congrès du PTA.

Tout en qualifiant l'impérialisme américain d'ennemi principal, le Congrès observa que «l'impérialisme révisionniste soviétique de fraîche date est, pour les peuples et la révolution, un ennemi tout aussi dangereux, rusé et agressif que l'impérialisme américain»**.

L'Union soviétique s'était entièrement transformée en un Etat fasciste, néo-colonialiste, en une superpuissance social-impérialiste. De même que les Etats-Unis, les gouvernants révisionnistes soviétiques avaient installé des bases militaires dans les pays satellites de l'Europe de l'Est et ils s'évertuaient à en établir d'autres dans divers pays du monde, ils avaient infesté les océans de croiseurs, de torpilleurs et de sous-marins, s'étaient engagés dans une course fébrile aux armements d'extermination massive, faisaient preuve d'une avidité insatiable pour engloutir les richesses des peuples; ils étaient devenus de gros marchands d'armes, des usuriers rapaces, ils provoquaient des complots contre-révolutionnaires, attisaient les conflits entre les nations, organisaient des aventures militaires, ils avaient perpétré leur infâme agression contre la Tchécoslovaquie et menaçaient de guerre les autres pays. La «théorie de la souveraineté limitée» fabriquée par Brejnev, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, était définie par le camarade Enver Hoxha comme une «théorie de chauvinisme et d'expansion de grande puissance, une théorie à l'aide de laquelle les nouveaux impérialistes soviétiques cherchent à étouffer toute souveraineté

---

* Lettre du CC du PTA au CC du PCC, 6 août 1971. ACP.

** Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 84.

des autres peuples et à s'arroger le «droit souverain» d'intervenir où et quand bon leur semble»*.

Puisque l'impérialisme américain et l'impérialisme révisionniste soviétique sont les ennemis principaux des peuples, de la révolution et du socialisme, et qu'ils sont dangereux au même titre, la lutte contre l'une des superpuissances ne peut être dissociée de la lutte contre l'autre; au contraire, il est indispensable de les fondre en un seul courant, à l'opposé de ce que faisaient les dirigeants chinois, qui avaient renoncé à la lutte contre les impérialistes des USA.

Le Congrès mettait en évidence que, en dépit de leurs efforts pour préserver et renforcer leur alliance, il existait fatalement entre les deux superpuissances de profondes contradictions qui étaient une source d'âpres conflits et rivalités, et qui entravaient rétablissement d'une unité parfaite et d'une alliance solide entre elles. Et l'une et l'autre, tout en s'efforçant de conjuguer leur action dans la lutte pour la domination mondiale, ne pensaient qu'à se détruire mutuellement.

Les forces révolutionnaires, les peuples épris de liberté, les marxistes-léninistes devaient-ils exploiter ces contradictions? Certes oui, mais uniquement dans le but de démasquer les plans et les menées agressives et rapaces des deux superpuissances impérialistes, de faire prendre conscience aux peuples du danger d'une nouvelle guerre mondiale découlant de la rivalité entre elles et les amener à se dresser pour déjouer leurs plans. La tendance que manifestaient les opportunistes chinois à s'entendre et à se lier avec les Etats-Unis contre l'Union soviétique, sous prétexte d'exploiter les contradictions existant entre ces deux superpuissances, n'était nullement marxiste-léniniste. Le Congrès, la critiquant, déclarait de façon catégorique: «Il n'est pas possible de s'appuyer sur un impérialisme pour s'opposer à l'autre»**.

Le révisionnisme moderne constitue la base idéologique la plus dangereuse du capitalisme et de l'impérialisme. Par conséquent «la lutte idéologique contre le révisionnisme, indiquait le Congrès, demeure toujours actuelle, elle reste une tâche primordiale qu'il convient de conduire à son terme, jusqu'à la destruction complète de ce courant»***.

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 86.

** Ibid., p. 88.

*** Ibid., p. 86.

Des contradictions existaient également au sein des révisionnistes, de ceux qui étaient au pouvoir comme de tous les autres. Ces contradictions ont les mêmes fondements et sont de la même nature que celles qui opposent les capitalistes. C'est pour cette raison que le PTA rejetait également l'attitude antimarxiste des dirigeants chinois consistant à appuyer les révisionnistes les plus faibles, pour combattre les plus forts, les révisionnistes soviétiques. Il avait repoussé avec répugnance toute proposition de leur part pour cesser la lutte idéologique contre le révisionnisme yougoslave et les autres courants révisionnistes et la limiter uniquement au révisionnisme khrouchtchévien!

Le Congrès considérait la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme non seulement comme une condition nécessaire pour conserver et garantir la liberté et l'indépendance conquises, le socialisme en Albanie, mais aussi comme une «composante du combat révolutionnaire général des peuples»*.

Le Congrès exprima de nouveau ses sentiments les plus sincères d'amitié, de solidarité et de collaboration fraternelle envers les pays et les peuples qui menaient une lutte héroïque de libération, envers toutes les forces anti-impérialistes et révolutionnaires du monde. Il approuva aussi une résolution spéciale à l'appui de la lutte de libération du peuple vietnamien.

Le Congrès considérait les nouveaux partis marxistes-léninistes déjà créés ou en cours de création dans de nombreux pays du monde, comme un facteur important du développement de la lutte de libération du prolétariat et des peuples. Le renouveau du mouvement marxiste-léniniste sur des fondements révolutionnaires avait inquiété l'impérialisme, la réaction et surtout les révisionnistes modernes, qui s'étaient lancés à son attaque de toutes leurs forces, en recourant à tous les moyens, pressions, chantages et calomnies. Le Congrès salua coordialement les nouveaux partis et groupes marxistes-léninistes et leur souhaita de toujours plus grands succès et victoires en faveur de la grande cause commune. Il les assura que le PTA les appuierait de toutes ses forces et par tous les moyens. «Nous considérons cela comme un devoir internationaliste primordial, et, de même, nous apprécions la solidarité des partis et des forces révolutionnaires à l'égard de notre Parti et de

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 96.

notre pays ainsi que le soutien qu'ils leur prêtent, comme un facteur très important pour la cause du socialisme en Albanie»*.

Les délégations des partis communistes marxistes-léninistes qui participèrent au Congrès apportèrent au Parti du Travail d'Albanie et au peuple albanais le soutien et l'amitié révolutionnaires des communistes et des révolutionnaires de tous les coins du monde. Au nom de tous les délégués, le camarade Enver Hoxha apprécia cet appui et cette amitié comme «un encouragement et une grande source d'inspiration» pour les communistes et les travailleurs albanais. Le Parti communiste chinois n'avait pas envoyé de délégation à notre VIe Congrès. La direction chinoise essaya de motiver cette violation brutale des pratiques connues dans les relations entre partis frères par des justifications absurdes. En fait, c'était une forme de «vengeance» contre la critique que le CC du PTA, par sa lettre du 6 août, avait adressée au CC du PCC à propos de la visite de Nixon en Chine, et une pression sur le PTA pour le contraindre à renoncer à son attitude révolutionnaire et à adopter le nouveau cours de la politique extérieure chinoise.

Les travaux du VIe Congrès dans leur ensemble constituaient une défense résolue du marxisme-léninisme. Mais le Congrès jugea nécessaire d'insister particulièrement sur cette question en raison des déformations que les révisionnistes des divers courants apportaient au marxisme-léninisme.

La trahison révisionniste avait engendré toutes sortes de théories et de doctrines «nouvelles» soutenant l'ordre capitaliste, ranimant toutes sortes de courants antimarxistes, trotskistes, anarchistes et maoïstes, qui s'insinuaient dans les rangs de la jeunesse, surtout estudiantine, et de l'intelligentsia des pays capitalistes. Les idées de Mao Tsétoung dans la Révolution culturelle chinoise avaient également créé une confusion notable.

Dans ces conditions, soulignait le Congrès, la lutte des marxistes-léninistes pour libérer la classe ouvrière et les masses travailleuses des influences de l'idéologie bourgeoise et les armer de la seule idéologie scientifique, le marxisme-léninisme, revêtait une très grande importance.

La bourgeoisie et le révisionnisme moderne avaient particulièrement pour cibles l'hégémonie de la classe ouvrière, la

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, p. 201.

révolution et le socialisme; aussi le Congrès s'arrêta-t-il en particulier sur la défense des enseignements marxistes-léninistes portant sur ces trois grandes questions. Il les défendit en se fondant sur l'expérience historique et actuelle du mouvement révolutionnaire mondial et sur l'expérience révolutionnaire de l'Albanie. Il rejeta, donc, avec des arguments scientifiques à l'appui, toutes les vues qui niaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière, la révolution et le socialisme scientifique et qui déformaient les enseignements du marxisme-léninisme en ces matières.

«L'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant, soulignait le Congrès, est une pierre de touche pour tous les révolutionnaires... Les conditions qui font de la classe ouvrière la force déterminante de l'évolution sociale actuelle, la force dirigeante de la lutte pour la transformation révolutionnaire du monde capitaliste, n'ont nullement changé»*.

La révolution conduite par la classe ouvrière demeure le seul moyen de transformation radicale du monde capitaliste, la seule voie de la libération complète sociale et nationale. La révolution a ses propres lois, découvertes et formulées par Marx et Lénine, des lois qui, comme le souligna le Congrès, «sont générales et obligatoires pour tout pays. La négation de ces lois conduit au révisionnisme»**.

Le but de la révolution dirigée par la classe ouvrière est l'édification de la société socialiste authentique. «A notre époque, il n'est question ni de copier les pseudo-socialismes révisionnistes, ni d'inventer de nouveaux socialismes. Le socialisme existe et se développe en tant que théorie et en tant que pratique. Il a accumulé une riche expérience historique qui a été synthétisée dans la théorie marxiste-léniniste, théorie dont la justesse a été vérifiée dans la vie par sa vitalité même. Se basant sur cette théorie scientifique et l'appliquant dans les conditions de chaque pays, les forces révolutionnaires trouveront la juste voie vers le socialisme»***.

A l'issue de ses travaux, le VIe Congrès élut à l'unanimité les instances dirigeantes suprêmes du Parti: le Comité central composé de 71 membres et 39 membres suppléants et la Com-

---

* Documents principaux du PTA, éd. alb., t. 6, pp. 185-186.

** Ibid., p. 193.

*** Ibid., p. 199.

mission centrale de contrôle et de vérification. Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC du PTA.

Les travaux du Congrès traduisirent la juste ligne conséquente marxiste-léniniste du Parti, qui s'enrichit et se développa davantage, l'unité d'acier de ses rangs, ses liens étroits avec le peuple, sa solidarité internationaliste avec toutes les forces marxistes-léninistes et révolutionnaires du monde, sa maturité, sa clairvoyance, sa détermination et son courage dans la lutte contre tous les ennemis du communisme, contre toutes les difficultés et tous les obstacles, pour la construction intégrale de la société socialiste et la défense de la pureté du marxisme-léninisme.

2. LES MASSES EDIFIENT LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCE

De même que les congrès précédents, le VIe Congrès du Parti ouvrit de nouveaux horizons de travail et de lutte révolutionnaires dans la voie de la construction socialiste du pays, de la sauvegarde de la patrie, de la défense et de l'application créatrice des principes du marxisme-léninisme.

Le Parti s'attacha avec soin à bien faire comprendre et assimiler les idées et les directives du Congrès, tout d'abord par les communistes, ainsi que par la classe ouvrière et tous les travailleurs en vue de leur juste et entière application.

Le discours du camarade Enver Hoxha au plenum du Comité du Parti du district de Mat, le 26 février 1972, joua un grand rôle pour la réalisation de cet objectif.

Le but essentiel de ce discours était de faire comprendre plus à fond et de mieux faire appliquer le grand principe marxiste-léniniste qui fut expressément souligné au Congrès, suivant lequel ce sont les masses du peuple qui édifient le socialisme, tandis que le rôle du parti de la classe ouvrière est de leur faire prendre conscience.

Le PTA avait appliqué ce principe depuis le jour de sa création. Il poursuivait sa marche résolue dans cette voie. Mais pourquoi soulevait-il de nouveau avec force cette question?

Le camarade Enver Hoxha expliquait que la lutte pour l'édification du socialisme s'était engagée dans une phase qui exigeait une participation plus active et plus militante des

masses du peuple, avec, de leur part, un niveau de conscience socialiste plus élevé et un sens politique et idéologique plus profond des tâches à accomplir.

Dans la lutte pour la réalisation des grandes tâches du nouveau quinquennat, on se heurterait à de multiples obstacles et difficultés, une âpre lutte de classe devait être menée contre l'ancien réactionnaire, régressif, contre les ennemis du dehors et du dedans. Seule la détermination des masses profondément conscientes, conduites par le Parti, dans le travail et dans la lutte, permet de surmonter les obstacles et les difficultés, de l'emporter sur l'ancien et de vaincre les ennemis.

Mais la participation active et militante des masses était entravée par des erreurs et des déformations des directives du Parti, erreurs et déformations qui avaient été observée dans l'activité non seulement des simples communistes, mais aussi de certains cadres. Le camarade Enver Hoxha exigeait qu'une nouvelle attaque générale fût lancée contre ces phénomènes, pour éviter qu'ils ne s'aggravent, pour corriger les erreurs et empêcher toute violation et déformation de la juste ligne du Parti.

Le maintien et l'amélioration de justes rapports entre le Parti, les cadres et les masses

Le rôle du Parti demeurait toujours déterminant. C'est le Parti qui avait élaboré et appliqué constamment une juste ligne révolutionnaire. C'est lui qui, en appliquant cette ligne, avait remporté de si grands succès et victoires dans tous les domaines de la vie du pays. Mais ces succès et ces victoires auraient été inconcevables sans la lutte et le travail héroïques du peuple.

Dès lors que ce sont les masses qui font la révolution et édifient le socialisme, le parti de la classe ouvrière ne peut élaborer une juste ligne que s'il tient compte de leurs aspirations et revendications, s'il s'appuie sur leur expérience vivante et assure leur participation directe. C'est également à travers la participation du peuple, soulignait le camarade Enver Hoxha, qu'on combat les erreurs et corrige les défauts. «C'est en cela que réside un des plus grands principes léninistes, principe dont nous n'avons jamais dévié et dont nous ne dévierons jamais»*.

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 22.

Le PTA a toujours été une véritable avant-garde de la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela signifie? La classe ouvrière «est constamment en lutte, elle travaille dans les mines, dans les usines, dans les champs, sur les chantiers de construction, partout. Elle se heurte à des difficultés et à des privations de toutes sortes, et elle lutte pour les surmonter. Mais son avant-garde, le Parti, où doit-il se tenir? Eh bien, il doit toujours et à tout prix, se tenir à la pointe de la lutte, du travail dans la production, voilà la place d'honneur pour les communistes, faute de quoi le Parti ne peut jouer son rôle d'avant-garde»*. C'est pourquoi la grande majorité des communistes devaient s'engager dans la production, travailler sur les fronts les plus ardus de la lutte et du travail. «Sinon, prévenait le camarade Enver Hoxha, nous deviendrions des «messieurs» et des «commandants»»**. Le rôle d'avant-garde du Parti et son rôle dirigeant ne peuvent nullement être assurés avec des «messieurs» et des «commandants» et si la majorité des communistes s'enferment dans des bureaux.

Le Parti n'a jamais été contre les appareils, que ce soient les siens, ceux de l'Etat, de l'économie ou des organisations de masse, mais il a combattu résolument toute tendance à les gonfler. Le Comité central attirait l'attention sur le fait que la tendance à gonfler les appareils d'employés superflus n'était pas éliminée complètement. Aussi, la direction du Parti exigeait-elle qu'il fût mis un frein à cette tendance et que de nouvelles mesures fussent prises en vue de débarrasser et d'alléger les appareils des éléments superflus.

Cette tendance découlait de la sous-estimation du rôle des organes élus d'Etat, des conseillers et des députés, de l'armée des activistes sociaux, ouvriers, coopérateurs, intellectuels, ainsi que des organisations de masse.

Le Comité central, considérant comme une grave erreur de ne pas mettre à contribution dans la mesure requise les conseillers et les députés, les représentants directs du peuple, ses élus aux fonctions de direction de l'Etat et de contrôle de l'économie, prescrivait de prêter une plus grande attention à cette question, de leur créer la possibilité de s'acquitter de toutes les attributions qui leur étaient conférées par la loi et par les enseignements mêmes du Parti.

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1972-1973, p. 23.

** Ibid.

Il était également indispensable d'établir un plus juste rapport entre les communistes et les gens (les cadres) sans-parti dans les organes d'Etat, les appareils de l'administration, de l'économie et des organisations de masse. Il n'était pas juste du tout que près de la moitié des employés des départements ministériels fussent des membres du Parti. Dans certains ministères, ils constituaient même la majorité, dans les appareils de l'Union de la jeunesse, au centre et dans les districts ils représentaient 51 pour cent des cadres, dans les appareils des Unions professionnelles 67 pour cent et dans ceux de l'Union des femmes quelques 66 pour cent. A l'Assemblée populaire également, les membres du Parti constituaient un pourcentage élevé des députés. Et cela, parce que le principe suivant lequel les cadres dirigeants doivent être issus des rangs des meilleurs travailleurs était appliqué de façon étroite et par la voie la plus simple, les communistes étant les éléments les mieux connus. Mais les communistes ne sont pas seuls à être des travailleurs révolutionnaires. Parmi les travailleurs sans-parti il y a un grand nombre d'éléments capables de devenir des cadres dirigeants. Une autre raison qui a empêché la promotion des éléments sans-parti à des postes de direction était aussi une certaine méfiance à leur égard.

Le camarade Enver Hoxha critiquait sévèrement cette relative méfiance à l'égard des travailleurs sans-parti et le peu d'empressement montré pour leur confier des fonctions de direction. «Le marxisme-léninisme nous enseigne, disait-il, qu'un: communiste doit traiter un sans-parti d'égal à égal, qu'il doit lui témoigner la confiance d'un frère... Cela, camarades, revêt une très grande importance, pour nous comme pour n'importe quel parti»*.

La promotion aux organes du pouvoir et de l'économie du plus grand nombre d'ouvriers, communistes ou sans-parti, était une très importante exigence de principe dictée par la réalité d'un pays socialiste, où le pouvoir appartient à la classe ouvrière.

L'afflux aux organes du pouvoir et de l'économie d'un nombre toujours accru d'ouvriers constituait par ailleurs une forme du contrôle ouvrier. Le Parti, certes, luttait avec une vigueur particulière pour instaurer le contrôle ouvrier, mais on n'en observait pas moins des flottements et des zigzags

---

* Enver Hoxha, Rapport et discours 1972-1973, éd. alb., p. 34.

dans l'application de la directive concernant ce grand problème de principe. Le camarade Enver Hoxha recommandait de lutter avec persévérance pour mettre en œuvre sans hésiter cette directive, et de prendre des mesures pour traduire dans les faits la parole des ouvriers dans les plus brefs délais. «Faute de quoi, disait-il, il n'y a pas de contrôle de classe, mais seulement de vaines paroles»*.

Les collectifs de travailleurs, les ouvriers et les coopérateurs devaient non seulement demander régulièrement aux cadres dirigeants de rendre compte sérieusement, et non pas de façon purement formelle, de l'accomplissement de leurs fonctions et de leurs tâches, mais aussi exprimer leur avis sur la nomination et la rotation des cadres. On avait, certes, sollicité leur avis auparavant déjà, mais cette pratique devait désormais devenir une règle obligatoire. Les décisions sur la nomination et la mutation des cadres ne devaient être prises par les organes compétents qu'après consultation préalable des ouvriers, des coopérateurs, des collectifs de travailleurs, et avec leur approbation. Le Parti, les masses populaires, la dictature du prolétariat tirent de grands avantages de cette procédure démocratique, car chacun est ainsi passé au crible et l'on empêche par là, que des éléments indignes, bureaucrates, technocrates, serviles, bavards et carriéristes accèdent à la direction. L'admission de nouveaux membres également devait obligatoirement être soumise à la discussion des masses.

Les problèmes posés par le camarade Enver Hoxha et les mesures qu'il conseillait, entraînèrent une intensification de la lutte contre le bureaucratisme.

En dépit des coups écrasants qu'il avait reçus, le bureaucratisme relevait parfois la tête et tentait de nuire au Parti et à la dictature du prolétariat, d'entraver le développement du pays dans la voie du socialisme. Les bureaucrates déformaient les directives du Parti, ils empêchaient l'application en profondeur et en ampleur de sa ligne de masse, cachaient au Parti le véritable état de choses à la base, et cherchaient à dissimuler les erreurs et les défauts pour masquer leur propre incapacité.

Le Comité central exigeait une nouvelle fois une vigilance et un esprit militant élevés pour défendre le Parti, pour renforcer sans cesse ses liens avec la classe et les masses, pour

---

* Enver Hoxha, Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 41.

faire comprendre le plus à fond possible que la force du Parti réside justement dans ces liens, que le Parti, certes, a des droits, mais que ceux-ci ne sont pas illimités, qu'il n'a le droit de faire que ce que veut le peuple, ce que veut la classe ouvrière, ce que lui permettent les lois, ce qui est conforme à sa ligne marxiste-léniniste, pour démasquer et remettre à leur place tous les éléments qui, au nom du Parti, déformaient sa ligne, violaient ses directives, ses principes et ses normes.

La ligne de masse est appliquée correctement quand on combat à la fois et le sectarisme et le libéralisme

Afin que les grandes idées du discours du camarade Enver Hoxha à Mat fussent bien assimilées et mises en œuvre, on organisa l'étude de ce discours par les communistes et les masses travailleuses tout entières ainsi qu'une discussion populaire consacrée spécialement à ce sujet. Cela contribua à ranimer encore le travail du Parti et de l'Etat, à élever l'esprit révolutionnaire et à accroître la mobilisation des travailleurs pour la réalisation des tâches dans les domaines économique et social. Au cours de cette étude et de cette discussion nombre d'erreurs et de déformations des directives jusque-là inobservées apparurent au grand jour, et elles furent ensuite combattues.

Le Comité central du Parti, qui suivait de près le débat, veillait à ce qu'il se déroulât dans la juste voie et que les questions posées par le camarade Enver Hoxha dans son discours ne donnent pas lieu à une interprétation et à une compréhension unilatérales.

A peine l'étude et la discussion de ce discours avaient-elles été entreprises que la direction du Parti attirait l'attention sur le fait que certaines questions n'étaient pas encore parfaitement comprises ou qu'elles étaient parfois interprétées de façon erronée.

Comme le discours de Mat mettait l'accent sur une large participation des masses aux affaires de l'Etat et à la gestion de l'économie à travers la libre expression des idées sur chaque problème, à travers la critique courageuse et sans réserve des défauts et des erreurs de tous ceux qui déformaient ou violaient les directives du Parti et les lois de l'Etat, certains pensèrent que la voie avait été ainsi ouverte au libéralisme. Sous le couvert de la lutte contre le sectarisme et le bureaucratisme,

les éléments hostiles l'encouragèrent en sous main. Mais le Comité central ne permit pas que les choses prissent un cours erroné. «Un jugement superficiel et irréfléchi..., prévenait-il, peut entraîner des dangers pour le Parti, en le faisant glisser soit à droite soit à gauche... Le libéralisme serait un grand danger, comme pourrait l'être aussi le sectarisme... Ces deux phénomènes, le libéralisme et le sectarisme, sont dangereux au même titre et il faut les combattre sous quelque forme qu'ils se manifestent»*.

Cette mise en garde aida le Parti à aiguiser sa vigilance contre le danger de libéralisation.

Mais tout en attirant l'attention sur ce danger et en exigeant une vigilance accrue, le Comité central conseillait de bien veiller à ce que cela n'engendrât pas un travail sectaire et en vase clos, ni ne fît obstacle au développement d'une large démocratie des masses.

Du moment que la classe ouvrière et son parti étaient au pouvoir et avaient le peuple tout entier avec eux, il n'y avait pas de raisons de garder le secret sur les directives, les décisions et les problèmes principaux. Il n'était pas juste que seul un nombre limité de cadres fût mis au courant des décisions des comités de parti, et que les masses n'en eussent pas connaissance. «Si vous, camarades dirigeants des districts, leur conseillait la direction du Parti, désirez être à la pointe du travail et de la direction des masses, il faut que vous fassiez en sorte que les problèmes que vous examinez trouvent une large et rapide résonance dans les larges masses du peuple de votre district, encadrées dans les organisations de masse»**.

Le camarade Enver Hoxha indiquait que les masses devaient être informées non seulement des directives et des décisions, mais aussi des erreurs graves commises par un communiste, un secrétaire d'organisation ou de comité du Parti, un membre du Comité central, ou du Gouvernement, quand ils étaient non seulement critiqués ou punis, mais même destitués de leurs fonctions. «Le Parti... n'a pas de raison de cacher qu'un communiste a mal agi..., de taire aux masses la faute de toute une organisation et de ne pas leur montrer la

---

* Enver Hoxha, Discours au Secrétariat du CC du PTA, 24 avril 1972. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 69.

** Ibid., p. 75.

voie à suivre pour corriger comme il se doit et à fond ce genre de fautes. Bien plus, il doit à cette fin solliciter absolument l'aide et l'avis des personnes sans-parti, qui constituent l'immense majorité des travailleurs. Si nous suivons cette voie, nous aurons bien agi envers les masses, et celles-ci diront sûrement: «Vive le Parti, car sa façon d'agir est la plus juste!»»*.

Pour renforcer les liens avec les masses, une attention accrue fut consacrée aux lettres adressées par le peuple au Comité central, aux comités du Parti dans les districts et aux organisations de base du Parti. Critiquant sévèrement les attitudes répréhensibles de certains cadres dirigeants, qui ne consacraient pas une attention suffisante aux lettres du peuple, le camarade Enver Hoxha soulignait leur grande importance pour les liens des masses avec le Parti. «Les lettres que m'adressent les gens du peuple, disait-il, constituent... un trésor inestimable... Une lettre du peuple est un témoignage des plus ouverts, des plus utiles et des plus féconds, qui nous éclaire, nous met en garde, nous critique, nous conseille, elle renforce le Parti, l'Etat, et, suivant les cas, elle dénonce les ennemis, les trafiquants et les menteurs. Aussi sous-estimer ces lettres, c'est ne pas tenir compte comme il se doit de la directive du Parti à ce sujet, du rôle des masses dans la construction du socialisme»**.

Bien entendu, le camarade Enver Hoxha et les autres dirigeants et cadres du Parti n'étaient pas en contact avec le peuple uniquement par des lettres. Ils avaient de fréquentes rencontres directes avec les masses.

Le Comité central veillait très attentivement à ce que le travail pour une compréhension et une application plus approfondies des directives du Parti, des idées du camarade Enver Hoxha sur la ligne de masse, se poursuive et s'améliore sans cesse.

---

* Enver Hoxha, Discours au Secrétariat du CC du PTA, 24 avril 1972. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., pp. 79-80.

** Enver Hoxha, Discours au Secrétariat du CC du PTA, 11 avril 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., pp. 188, 191.

3. L'APPROFONDISSEMENT DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET LES ATTITUDES LIBERALES A LEUR EGARD

Après le VIe Congrès, on observa une montée de la lutte de classes. Cela tenait à ce que les affrontements devenaient toujours plus âpres entre le peuple albanais avec son Parti en tête, d'une part, et les ennemis du dehors et du dedans, de l'autre, et surtout entre l'idéologie prolétarienne et les idéologies réactionnaires anciennes et nouvelles.

Déçus par les échecs de leurs efforts des années '60 pour faire dévier le PTA de sa voie révolutionnaire et engager l'Albanie socialiste dans la voie du capitalisme, les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques, les révisionnistes yougoslaves et tous les laquais de la bourgeoisie et du révisionnisme international accentuèrent leurs pressions. Ils étendirent et intensifièrent la subversion idéologique pour encourager et soutenir la contre-révolution pacifique en Albanie. La pression idéologique des ennemis revêtit le caractère d'une véritable agression idéologique. Ils raffermirent également leur blocus économique, leurs menées d'espionnage et de sabotage, leurs chantages, leurs préparatifs d'agression militaire, qui devait faire suite à leur agression idéologique.

Cette activité intense des ennemis extérieurs fut soutenue par les ennemis intérieurs, qui avaient réussi à pénétrer au sein même du Parti, du pouvoir d'Etat, de l'Armée, des organes dirigeants de l'économie nationale.

Le Parti barre la voie au libéralisme

Les ennemis visaient à abattre le PTA et à miner le socialisme en Albanie, ce pays qui demeurait le seul bastion du socialisme en Europe, qui inspirait par son exemple les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde. Et l'impérialisme, le révisionnisme et la bourgeoisie internationale espéraient parvenir à leurs fins.

La voie qu'ils suivaient était désormais notoire: elle consistait à encourager et à propager le libéralisme partout, dans le Parti, dans l'Etat et dans l'économie, le mode de vie dissolu bourgeois, la musique, la littérature et les arts modernistes, la dégénérescence, surtout de l'intelligentsia et de la

jeunesse. Pour ce faire, les ennemis recouraient à tous les moyens; ils mirent surtout à profit l'ouverture de la Chine «socialiste» vers les Etats-Unis d'Amérique. Ils essayaient également d'exploiter à leurs fins la lutte du PTA contre le bureaucratisme et le conservatisme pour l'approfondissement de la démocratie socialiste, en donnant à cette lutte une direction erronée, ils tentaient d'exploiter une certaine euphorie suscitée chez un très grand nombre de travailleurs et de cadres par les grands progrès réalisés dans le développement économique, social et culturel, etc.

Cette action «pacifique» délétère était menée par la voie légale et illégale, selon les cas et les possibilités.

Elle engendra des phénomènes étrangers à l'esprit du socialisme, de caractère libéral et bourgeois, qui s'observaient surtout dans les domaines de la culture et de l'idéologie, en particulier dans la littérature et les arts, dans la façon de s'habiller et le comportement d'un bon nombre de jeunes, dans le travail d'organisation, dans l'action idéologique et politique menés auprès de la jeunesse et de l'intelligentsia. Ces phénomènes tenaient aussi aux agissements néfastes du groupe hostile conduit par Fadil Paçrami et Todi Lubonja, alors membres du Comité central.

Mais le Parti ne permit pas que ces phénomènes grossissent, il barra la voie au libéralisme, prévenant ainsi le grand danger qui menaçait la dictature du prolétariat, le socialisme en Albanie. Trempé dans les batailles révolutionnaires contre les farouches ennemis du dehors et du dedans, contre les traîtres qui agissaient en son sein, le Parti ne fut pas pris au dépourvu, le peuple non plus. On n'en trouvait pas moins des organisations du Parti, des communistes, des cadres et des travailleurs qui avaient relâché ou perdu leur vigilance.

L'appel à la lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et les attitudes libérales à leur égard fut lancé par le camarade Enver Hoxha en janvier 1973, dans son discours au Présidium de l'Assemblée populaire. Après avoir critiqué sévèrement ces manifestations et attitudes, le camarade Enver Hoxha indiquait: «Tout en menant une lutte active contre les diverses manifestations de conservatisme, nous ne devons pas verser dans le libéralisme, relâcher notre vigilance contre les influences corruptrices actuelles de l'idéologie et de la culture bourgeoises. Nous ne devons pas minimiser

ces influences ni rester passifs à leur égard, mais les combattre avec détermination et avec l'ardeur révolutionnaire requise»*.

Le Parti tout entier se dressa dans cette lutte surtout après le discours du camarade Enver Hoxha à la réunion générale des communistes de l'appareil du Comité central du PTA, le 15 mars 1973, «Sur la manière de comprendre et de combattre l'encerclement impérialiste-révisionniste».

La direction du Parti exigeait que l'on bannît toute tendance à sous-estimer cet encerclement; il fallait bien en faire comprendre à tous la nature et les dangers, agir avec une conscience et un esprit de mobilisation révolutionnaires élevés pour le briser en toute situation.

Elle critiquait les travailleurs qui, avec une étrange insouciance, pensaient: «Nous sommes forts, on ne peut rien contre nous». On est courageux, expliquait le camarade Enver Hoxha, quand on comprend parfaitement ce qu'on doit défendre, quand on est conscient que l'on doit défendre ce qu'on a créé soi-même, par son sang versé, par sa peine et son labeur. La négligence, le laxisme, les attitudes libérales, l'affaiblissement de la vigilance, l'euphorie ne portent de l'eau qu'au moulin de l'ennemi.

Le Parti était contre l'opinion erronée de ceux qui disaient: «Pourquoi soulever ces questions? Ne faisons pas de bruit à leur sujet». Le camarade Enver Hoxha estimait indispensable de combattre cette idée non révolutionnaire. Il demandait surtout d'annihiler les tentatives de F. Paçrami et des dévoyés politiques qu'il avait pour acolytes, pour faire considérer comme principal danger le conservatisme; il leur disait: «C'est la thèse de l'ennemi», et il leur demandait: «Etes-vous pour la thèse du Parti ou pour celle de l'ennemi de classe?»**. Le Parti s'en tenait constamment à la seule méthode juste, celle de la lutte sur les deux fronts, aussi bien contre le libéralisme et le conservatisme que contre l'opportunisme et le sectarisme. C'est seulement parce qu'il avait mené la lutte contre les ennemis de cette manière, qu'il n'avait jamais été pris au dépourvu et ne le serait jamais.

---

* Enver Hoxha, Discours au Présidium de l'Assemblée populaire, 9 janvier 1973. ACP.

** Enver Hoxha, Discours du 15 mars 1973. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 264.

Visiblement, le libéralisme était encouragé aussi par l'ennemi de classe. Aussi le camarade Enver Hoxha jugeait-il indispensable que le Parti mobilisât toute l'opinion du pays pour créer un front d'acier contre le front adverse, composé des ennemis extérieurs et intérieurs, il recommandait aux travailleurs de se faire une idée juste et approfondie des dangers que présentait ce front hostile, de le combattre sans merci, efficacement, dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, sans faire aucune concession, sans en sous-estimer le danger.

Il était également indispensable de comprendre correctement la lutte idéologique contre les survivances étrangères au socialisme dans la conscience des hommes, de ne pas permettre que cette lutte se réduise à de simples cours et entretiens, de l'apprécier comme un combat multiforme et complexe, auquel le Parti, le pouvoir et les masses doivent porter la plus grande attention.

Les communistes, la classe ouvrière, la jeunesse et tous les travailleurs firent leurs les thèses avancées par le camarade Enver Hoxha et les tâches qu'il avait fixées dans son discours du 15 mars 1973. A la lumière de ces thèses et de ces recommandations, chaque organisation du Parti, chaque collectif mettait à nu et critiquait les erreurs, les défauts, les manifestations étrangères au socialisme, les attitudes libérales, observées chez certains camarades, cadres et simples travailleurs. Partout s'instaura une atmosphère pleine de vie, de débats et de confrontations, un esprit de mobilisation pour corriger les erreurs, pour mieux comprendre le rapport entre les droits et les devoirs, pour renforcer la discipline et élever la vigilance, pour réaliser les tâches, les directives du Parti, et appliquer les lois de l'Etat.

Démantèlement du groupe hostile de Fadil Paçrami et Todi Lubonja

Ces débats et ces confrontations, ainsi que les critiques des communistes et des travailleurs permirent de mettre à nu les origines et les ramifications des menées hostiles de F. Paçrami, T. Lubonja et de leurs tenants.

Les conclusions du débat dans le Parti et parmi les masses populaires sur la lutte contre les influences étrangères au socialisme, contre les manifestations de libéralisme ainsi que l'activité hostile du groupe de F. Paçrami et T. Lubonja, furent

analysées par le 4e plenum du OC du PTA du 26 au 28 juin 1973.

Le plenum aboutit à la conclusion que la discussion sur la lutte contre les manifestations libérales était une grande école, qui démontrait combien il était utile de débattre dans un esprit critique les problèmes aigus au sein du Parti, combien la consultation ouverte avec la classe ouvrière et les autres masses travailleuses sur ces problèmes était instructive et féconde. Le Parti tirait de grandes leçons de ce débat.

Il ne fallait oublier à aucun moment que l'Albanie socialiste était la cible de pressions multiformes exercées par le monde capitaliste et révisionniste, qu'elle était l'objet d'une agression idéologique frontale. Cette agression était permanente, il fallait donc la combattre et la refouler constamment, chaque année, chaque mois, chaque jour.

L'encouragement au libéralisme dans tous les domaines constitue l'essence de l'agression idéologique bourgeoise et révisionniste. «Mais de quelque manière et où qu'il se présente, le libéralisme est, dans son essence, une expression de l'opportunisme idéologique et politique, un abandon de la lutte conséquente de classe... c'est l'acceptation de la coexistence pacifique avec l'idéologie ennemie»*.

La pression des ennemis du dehors et celle, régressive, des ennemis du dedans s'entrelaçaient en un front unique et avec un objectif commun: créer le terrain, l'aliment nécessaires à l'apparition de l'opportunisme de droite, du révisionnisme. En dépit des masques gauchistes dont ils s'affublaient pour tromper les masses, tous les ennemis du Parti et du peuple étaient des droitiers.

C'était une chose à ne jamais oublier. Mais il ne fallait pas non plus sous-estimer le danger du gauchisme ni renoncer à la lutte contre les manifestations de l'opportunisme de gauche. Cette lutte devait être menée, comme elle l'avait toujours été, sur les deux fronts, sinon, la ligne du Parti serait vacillante, instable et erronée.

Si ces influences s'étaient ainsi propagées dans les lettres et les arts, indiquait le plenum, c'était principalement parce que «la juste orientation du Parti pour une lutte idéologique menée de front sur les deux flancs, à la fois contre le conservatisme

---

* Enver Hoxha, Rapport au 4e plenum du CC du PTA. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 306.

et contre le libéralisme, n'a pas été appliquée avec esprit de suite et qu'on s'en est détourné»*. Les éléments hostiles en profitèrent pour tenter d'annihiler la méthode du réalisme socialiste sous le couvert de la lutte contre le conservatisme.

Les comités et les organisations de base du Parti ne consacraient pas l'attention requise aux problèmes de la littérature et des arts. Les secteurs de l'appareil du Comité central s'occupant du travail idéologique n'avaient pas, eux non plus, déployé tous les efforts nécessaires pour barrer la voie aux influences étrangères dans la création littéraire et artistique. Le Comité du Parti pour le district de Tirana fut particulièrement critiqué pour le soin insuffisant qu'il avait témoigné à ce secteur. C'est à Tirana que se trouvaient la majeure partie des écrivains et des artistes, les principales institutions artistiques du pays, c'est là que l'esprit de libéralisme s'était répandu plus que partout ailleurs. Une grande part de responsabilité pour les déviations de la ligne du Parti dans la littérature et les arts retombait sur l'Union des écrivains et des artistes, dont certains dirigeants n'avaient pas seulement permis la propagation de conceptions et de théories étrangères à l'esprit du socialisme, mais les avaient même alimentées par leurs attitudes libérales. Le ministère de l'Education et de la Culture, en sous-estimant le danger du libéralisme et en reculant devant les pressions libérales, était aussi en très grande partie responsable de ces déviations. Il devait apparaître par la suite que les dirigeants mêmes de ce ministère avaient glissé dans le bourbier du libéralisme.

Mais la plus lourde responsabilité retombait sur F. Paçrami et T. Lubonja et leur groupe antiparti. Profitant, le premier, de son poste de secrétaire du Comité du Parti pour le district de Tirana, le second, de ses fonctions de directeur de la Radio-télévision, ils déformaient et sabotaient dans des buts hostiles, bien définis, la ligne du Parti sur la littérature, les arts et la culture.

Le plenum du CC fixait pour tâche aux organisations et organes du Parti de bannir toute incurie à l'égard de la littérature et des arts, d'infuser dans chacune de leurs cellules l'esprit de parti prolétarien, de les diriger de près, en ayant toujours en vue que la littérature et les arts exercent sur les masses «une grande influence qui se reflète puissamment

---

* Enver Hoxha, Rapport au 4e plenum du CC du PTA. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 312.

non seulement dans l'état d'esprit des travailleurs, mais aussi dans le travail et la production»*. Le Parti exprimait la conviction que les écrivains et les artistes, par leurs efforts révolutionnaires, extirperaient les mauvaises herbes et porteraient hardiment en avant, dans sa ligne marxiste-léniniste, la cause des lettres et des arts, la grande cause de la culture socialiste, qu'ils serreraient toujours plus les rangs autour du Parti, auquel ils étaient liés comme la chair à l'os, et créeraient de nouvelles œuvres de qualité.

Dans le cadre de cette lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et les attitudes libérales à leur égard, le plenum fixait des tâches importantes afin d'inculquer dans les esprits des conceptions révolutionnaires sur la façon de vivre, sur le comportement dans la vie sociale et les goûts idéo-esthétiques.

Le mode de vie, le comportement et les goûts idéo-esthétiques sont une partie intégrante de l'idéologie et de la culture, de la superstructure de la société. Leur caractère socialiste, comme celui de toute la superstructure, se crée et se renforce sous l'influence directe de la base économique socialiste et à travers la lutte de classe aussi bien contre les conceptions et les coutumes vétustes et rétrogrades, que contre l'influence qu'exercent du dehors l'idéologie, la culture et le mode de vie bourgeois, contre le conservatisme et le libéralisme.

Les dernières années, les conceptions conservatrices avalent été durement dénoncées. Mais on avait relativement sous-estimé la lutte contre les influences bourgeoises-révisionnistes et contre les manifestations libérales dans le mode de vie. Le groupe hostile de F. Paçrami et de T. Lubonja exploita cette négligence afin d'encourager, par le biais des écrits littéraires, des pièces théâtrales, des émissions musicales, etc., les vices bourgeois, la violation des normes de la morale socialiste. Par ailleurs, beaucoup de travailleurs se montraient relativement indifférents aux manifestations étrangères à cette morale.

Le plenum estimait indispensable de poursuivre sur un large front la lutte contre ces phénomènes. Il fallait dresser les masses dans la lutte pour éliminer tout indifférentisme et instaurer partout une atmosphère asphyxiante à l'encontre

---

* Enver Hoxha, Rapport au 4e plenum du CC du PTA. Rapports et discours 1972-1973, éd. alb., p. 326.

des violations des normes de la morale socialiste. Il fallait constituer un front unique qui exercerait une influence positive sur la jeunesse et cultiverait en elle, dans un esprit révolutionnaire, une conception socialiste du mode de vie, des goûts idéo-esthétiques et du comportement, un front sur lequel se conjugueraient les efforts de l'école, du lieu de travail, de tous les moyens de propagande et de culture, des organisations sociales, de la famille et de l'opinion sociale tout entière.

L'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie avait un rôle particulier à jouer en ce domaine. Le plenum du CC du Parti demandait que cette organisation corrigeât les erreurs commises dans l'activité idéo-politique, culturelle et organisationnelle, conséquences des attitudes libérales d'Agim Mero, ex-premier secrétaire du CC de l'UJTA et qu'elle prît des mesures radicales pour redresser la situation en restant à la pointe de l'élan révolutionnaire de la jeunesse. Au sein de la jeunesse, comme partout ailleurs, la lutte devait être menée sur les deux flancs, aussi bien contre le patriarcalisme et le conservatisme que contre le libéralisme.

Le plenum estimait indispensable d'étendre la lutte contre les phénomènes étrangers et contre les attitudes libérales aux autres domaines de la vie, particulièrement dans l'économie.

Le débat dans le Parti et les collectifs de travail avait fait aussi ressortir des défauts dans ce très important domaine. Dans la direction et la gestion de l'économie nationale, on observait des insuffisances et des erreurs, des manifestations de volontarisme et de subjectivisme, de sous-estimation des lois économiques, d'intérêts étroits, au niveau ministériel, local, ou de groupe, des infractions à la discipline dans le travail. Et l'on faisait preuve de laisser-aller à l'égard de ces faiblesses et manifestations étrangères. Les demandes de comptes et le contrôle rigoureux de l'Etat faisaient défaut. Le plenum critiqua les départements économiques, et surtout la Commission du Plan d'Etat et le ministère des Finances, pour ces pratiques et attitudes et leur recommanda d'analyser dans un esprit critique leur travail de direction et de gestion.

Il critiqua aussi les Unions professionnelles pour l'autosatisfaction et le formalisme qu'elles avaient montrés dans leur activité, exigeant d'elles qu'elles améliorent leur travail d'éducation et de persuasion auprès des ouvriers et des autres travailleurs, qu'elles combattent opiniâtrement les attitudes étrangères à la société socialiste envers le travail et la propriété so-

cialiste, qu'elles luttent pour une saine discipline prolétarienne, pour la préservation de la propriété collective, pour une qualité et un rendement élevés dans la production. Elles devaient veiller à ne pas reculer devant les pressions petites-bourgeoises, mais à poursuivre leurs efforts pour dresser les masses travailleuses dans une lutte intransigeante contre ces pressions.

Dans le cadre de la lutte contre les manifestations étrangères au socialisme et les attitudes libérales à leur égard, le plenum analysa aussi l'activité du Parti. Il mit en évidence que des manifestations et des attitudes de ce genre s'étaient également fait jour dans la vie et l'activité du Parti. Des attitudes libérales s'observaient au sein des organisations du Parti qui n'assumaient pas toutes leurs responsabilités pour l'état et la direction des affaires là où elles avaient été constituées et où elles menaient leur action; qui permettaient la propagation de ce genre de phénomènes; qui n'exigeaient pas une application rigoureuse des principes et des normes des statuts par tous les membres du Parti et les cadres, quels que fussent leur poste ou leur fonction de direction; qui ne luttaient pas enfin pour faire en sorte que chaque membre donne l'exemple comme combattant d'avant-garde.

Le plenum fixa pour tâche de renforcer encore le rôle dirigeant du Parti, ce qui devait se réaliser à travers une juste et parfaite exécution de ses décisions et de ses directives, des lois de l'Etat, des tâches dans les divers domaines de la vie, et se fonder sur les profondes convictions idéologiques et politiques des masses, sur une direction et une organisation parfaites des affaires, ainsi que sur un meilleur fonctionnement des puissants leviers du Parti, que sont les organes du pouvoir et les organisations sociales.

Analysant les conclusions du débat dans le Parti et parmi les masses sur les problèmes de la lutte contre le libéralisme et dégageant de cette analyse des enseignements et des tâches, le plenum du CC démantela définitivement aussi le groupe hostile de F. Paçrami et de T. Lubonja. Ce groupe avait entamé son activité dans les années '60, lorsque fut engagée la lutte frontale contre le révisionnisme soviétique. Ils espéraient que l'encerclement et le blocus impérialistes et révisionnistes causeraient nécessairement en Albanie une «crise» profonde. A la faveur de cette «crise», ces ennemis escomptaient mener à bien leur plan de propagation du révisionnisme et de restauration du capitalisme. Cependant, la «crise» souhaitée

ne se faisait pas jour. Mais lorsque, au début des années ’70, les courants révisionnistes et l’esprit pacifiste connurent une très vaste propagation à l’échelle mondiale, lorsque la direction chinoise se mit à pratiquer ouvertement une politique de conciliation avec l’impérialisme américain, les ennemis intensifièrent leur action. Ils visaient, en premier lieu, à désorienter la jeunesse et l’intelligentsia, à les dresser contre le Parti et le socialisme, tout comme les révisionnistes l’avaient fait dans les anciens pays socialistes. Mais en Albanie, les ennemis échouèrent dans leurs desseins et furent anéantis.

Considérant leurs attitudes antiparti et antisocialistes sur le plan théorique et pratique, ainsi que les torts qu’ils avaient causés au Parti, à l’Etat et à la construction du socialisme, le plenum du Comité central exclut F. Paçrami et T. Lubonja du Comité central et du Parti et les démit de toutes leurs fonctions d’Etat.

Les conclusions et décisions du 4[e] plenum du CC renforcèrent davantage l’unité du Parti, portèrent sa vigilance et son esprit de combat à un niveau supérieur, perfectionnèrent l’activité des organes et des organisations du Parti. Elles contribuèrent à intensifier la lutte de classe contre les influences de l’idéologie bourgeoise et révisionniste, contre toutes les manifestations étrangères au socialisme, contre les déformations et les violations des directives du Parti, des lois de l’Etat et des normes de la société socialiste.

Mais, comme il devait apparaître par la suite, tous les ennemis au sein du Parti n’avaient pas encore été découverts et annihilés. Le groupe de traîtres démantelé par le 4[e] plenum n’était qu’un élément de la trahison. En ces moments critiques, les autres ennemis encore cachés prirent peur. Sans cesser leur activité antiparti et antisocialiste, ils opérèrent un certain retrait, en attendant que cette «vague» passât, dans l’espoir surtout que viendrait la «crise» tant souhaitée pour se lancer alors dans les attaques ouvertes. Entre-temps, ils tentèrent de déformer et de minimiser la profonde et vaste signification des décisions du plenum, en cherchant à faire croire que ces décisions concernaient seulement la littérature et les arts et certaines pratiques étrangères à notre société, comme les tenues extravagantes, le port des cheveux longs chez les jeunes, etc.

Mais la vague de la lutte révolutionnaire ne retombait pas. Elle ne cessait de monter. Cette vague, qui s’étendait

et pénétrait partout, devait nettoyer aussi les autres écuries de la trahison.

4. RENFORCEMENT GENERAL DE LA DEFENSE DU PAYS

Depuis plusieurs années le Comité central du Parti était préoccupé par certains phénomènes étrangers au socialisme, par les déformations et les violations des directives du Parti qui s'étaient fait jour dans l'armée et entravaient l'application du programme révolutionnaire de préparation de l'armée et du peuple tout entier pour la défense du pays à travers la guerre populaire.

Dans la nouvelle vague révolutionnaire qui avait embrassé toute la vie du pays, le Parti découvrit finalement que toutes ces manifestations, ces violations et déformations avaient leur source dans les menées clandestines hostiles du groupe de traîtres comprenant notamment Beqir Balluku, ex-ministre de la Défense populaire, Petrit Dume, ex-chef de l'état-major général, Hito Çako, ex-chef de la Direction politique de l'Armée, etc.

Démantèlement du groupe hostile de Beqir Balluku, Petrit Dume et Hito Çako

Les chefs de file de ce groupe avaient été depuis longtemps en opposition avec la ligne du Parti et au service des révisionnistes. A la suite des décisions prises en 1966 par le Comité central du Parti sur la suppression des grades, la création des comités du Parti et le rétablissement de la fonction de commissaire politique dans l'armée, ces traîtres s'étaient fixé pour tâche de saboter l'application de ces décisions profondément révolutionnaires, de susciter du mécontentement et des oppositions parmi les cadres de l'armée puis de s'y appuyer pour combattre la ligne militaire marxiste-léniniste du Parti et y substituer une ligne révisionniste contre-révolutionnaire; finalement, au moment qu'ils jugeraient opportun, ils exécuteraient un putsch pour liquider le CC du Parti et le gouvernement et, après s'être emparés du pouvoir politique, renverser l'ordre socialiste.

Petit à petit, ils rassemblèrent autour d'eux un certain nombre de gens désorientés par les pressions idéologiques et politiques impérialistes-révisionnistes, des gens aux tendances individualistes et carriéristes, conservant des survivances marquées des anciennes idéologies réactionnaires, des éléments

dégénérés, et créèrent ainsi un groupe très dangereux de comploteurs et de putschistes.

Pour réaliser leurs visées criminelles, il leur fallait absolument l'aide et l'appui de l'étranger. A cette fin, ils s'efforcèrent par tous les moyens de rétablir leurs anciens rapports avec les révisionnistes soviétiques. Dans le même temps, ils s'assurèrent l'aide et l'appui de la direction chinoise, qui devint le principal soutien du groupe de comploteurs. Pour atteindre leurs objectifs, les traîtres étaient prêts à utiliser toute aide et tout appui, d'où qu'ils leur vinssent.

Ce furent précisément cette aide et cet appui des ennemis extérieurs de l'Albanie socialiste qui encouragèrent les traîtres à intensifier leurs agissements antiparti et antisocialistes après 1971, et cela dans une conjoncture marquée par une profonde aggravation de la lutte des classes dans le pays et à l'échelle internationale.

Le Bureau politique et le CC, notamment le camarade Enver Hoxha, tout en ignorant ces menées, avaient, à maintes reprises, critiqué B. Balluku, P. Dume et H. Çako pour des pratiques malsaines, des irrégularités, des insuffisances et des erreurs graves dans leur travail respectif, dans l'activité du ministère de la Défense et de la Direction politique de l'armée, des commandements et des organisations de base du Parti de diverses formations et unités militaires, ainsi que pour la conduite de nombreux cadres dirigeants de l'armée.

Or ces traîtres, des années durant, avaient réussi à dissimuler leurs préparatifs de complot et leurs menées hostiles, en usant de moyens et de méthodes propres à des conspirateurs professionnels. Ils enfreignaient et dénaturaient les décisions et les directives du Parti et du Conseil de la Défense, mais cherchaient à donner l'impression qu'elles étaient parfaitement appliquées dans l'armée, que tout y marchait à merveille! Ils trompaient le Comité central et le gouvernement, ils trompaient également les cadres, les communistes, les soldats, en leur faisant croire qu'ils n'agissaient que sur l'ordre ou avec l'approbation de la direction du Parti. Le mal était que leurs mensonges et calomnies avaient prise sur bon nombre de cadres et de communistes contaminés par les maux que sont l'arrivisme, la servilité, le conformisme, l'attachement à une vie douillette et à l'intérêt personnel, le relâchement de la vigilance. Les comploteurs spéculaient sur le caractère «spécifique» de l'armée et sur la garde du secret militaire pour barrer

le chemin à tout contrôle de la part du Parti, de l'Etat, des masses, faire de l'armée une tour d'ivoire, annihiler les principes de collégialité et de démocratie, et mettre en œuvre leur politique contre-révolutionnaire.

Mais en fin de compte le complot fut éventé, encore que pas totalement et avec un certain retard.

Il fut dévoilé au moment où les traîtres, effrayés par la vague révolutionnaire montante qui déferlait sur tout le pays après le 4e plenum du CC, se hâtaient, non sans certaines hésitations, de porter le coup décisif avant d'être démasqués.

D'abord furent mises au jour les prétendues «thèses théoriques militaires», élaborées par les putschistes et fondées sur la conception de la direction chinoise selon laquelle l'Albanie ne pouvait faire face à une agression étrangère, et surtout soviétique, qu'en appliquant la tactique de la guerre de partisans! Chou En-laï avait exprimé ce point de vue à B. Balluku, lorsque celui-ci, se trouvait en 1968 en Chine à la tête d'une délégation du Parti et du gouvernement, en lui suggérant la création d'une alliance militaire de l'Albanie avec la Yougoslavie et la Roumanie. Ayant pris connaissance de ces propositions, la direction du PTA les avait rejetées sans hésitation, comme étant antialbanaises et contre-révolutionnaires. Obligé de se rallier formellement à cette attitude B. Balluku avait, en cachette et à l'insu du Comité central du Parti et du Conseil de la Défense, fait rédiger ces «thèses théoriques militaires» et les avait distribuées aux commandements des diverses unités afin de s'assurer leur soutien. Ces thèses, ou plutôt ces antithèses, que le Parti qualifia de «documents sinistres», s'opposaient à la ligne militaire révolutionnaire du Parti et aux Thèses du Conseil de la Défense sur l'art militaire populaire. C'étaient des documents pénétrés d'un esprit défaitiste, ils ouvraient les portes à l'invasion étrangère et à la capitulation.

Lorsqu'il fut demandé à B. Balluku de rendre compte de cette action clandestine, il apparut qu'il n'était pas seulement responsable de l'élaboration de ces documents sinistres, mais que, nourrissant de sombres desseins, il s'était rendu coupable de bien d'autres menées hostiles. Mis au pied du mur, l'architraître avoua en partie ses fautes, en niant cependant d'avoir eu des intentions hostiles. Mais il ne révéla rien d'important sur ses principaux complices, ses compagnons de complot. Entre-temps, P. Dume et H. Çako, tentant de se poser en «sauveurs» du Parti, rejetèrent toute la responsabilité sur B. Ba-

lluku. Ces traîtres visaient par là à sauver leur groupe hostile, avec le moins de sacrifices possible, pour pouvoir mener leur complot jusqu'au bout, même sans B. Balluku.

Le 5e plenum du Comité central du Parti, réuni les 25 et 26 juillet 1974, condamnant l'activité antiparti et antisocialiste de B. Balluku, décida de l'exclure du Comité central et du Parti et de le démettre de toutes ses fonctions au gouvernement et dans les organisations sociales.

Les autres comploteurs crurent un moment qu'avec cela l'affaire était close. Mais le Comité central du Parti et le camarade Enver Hoxha, avec leur flair révolutionnaire, en étaient venus à la conclusion qu'il ne s'agissait pas de l'activité hostile isolée d'un individu ou seulement de la révision de la ligne militaire du Parti et des Thèses du Conseil de la Défense sur l'art militaire populaire, mais d'une activité plus vaste et aux visées plus profondes contre le Parti et le peuple. Aussi donnèrent-ils l'instruction que la question fût largement discutée dans le Parti afin de bien mettre au jour les desseins, les racines et les fils de cette activité hostile.

Les conclusions du camarade Enver Hoxha à la réunion du Bureau politique du CC tenue le 10 octobre 1974 sur les menées (hostiles dans l'armée et son discours du 14 du même mois, prononcé devant les principaux cadres des Forces armées et engageant à «balayer d'une main de fer l'activité hostile de B. Balluku», non seulement mirent à nu les dessous de l'affaire, mais enflammèrent aussi la discussion de ce problème dans les organisations du Parti. Pendant près de six mois on discuta, au sein du Parti, des menées hostiles découvertes dans l'armée et l'on en fit l'analyse. A la lumière de ce débat et de cette analyse, les objectifs, les orientations, les tactiques, les méthodes et la nocivité du groupe de traîtres apparurent au grand jour.

Les conclusions du débat dans le Parti furent soumises à l'examen du 6e plenum du CC, qui se réunit les 16 et 17 décembre 1974. Le plenum dressa le bilan complet de l'action antiparti et contre-révolutionnaire du groupe hostile et lui porta un coup écrasant.

Avec de nombreux faits, documents et autres matériaux à l'appui, il fut démontré que les traîtres avaient eu pour but de renverser par un coup de force le Comité central du Parti et le gouvernement, de s'emparer du pouvoir et d'instaurer dans le pays un régime bourgeois-révisionniste. Leurs liens et

leur collaboration avec les ennemis du dehors furent également démontrés.

Dans leur action de sape, les traîtres avaient deux cibles principales: le rôle dirigeant du Parti et le caractère révolutionnaire populaire de l'armée.

La force invincible de l'Armée populaire a toujours résidé dans le rôle dirigeant du Parti en son sein. L'affaiblissement et la suppression de ce rôle auraient rendu l'armée inapte à accomplir ses grandes tâches dans le domaine de la défense, et entraîné son démantèlement immédiat en cas d'agression impérialiste ou social-impérialiste.

Les comploteurs profitaient de la moindre occasion pour dénaturer et saboter la ligne, les principes et les normes marxistes-léninistes de notre Parti. Ils ne diffusaient que de façon très restreinte les documents et les matériaux du Parti, les œuvres du camarade Enver Hoxha destinés à l'armée et ils en empêchaient l'étude. Dans le même temps, ils répandaient clandestinement dans les diverses formations et unités de notre armée, des publications politiques et idéologiques révisionnistes et bourgeoises traduites en albanais, qu'ils faisaient imprimer à de forts tirages. Ils cherchaient à mettre les commandements et les états-majors au-dessus des comités ou des organisations du Parti, à introduire dans la vie intérieure du Parti la hiérarchie et la discipline militaires, l'esprit de commandement. Ils prônaient la thèse selon laquelle «l'armée peut se passer de comités, d'organisations du Parti et de commissaires, mais elle ne peut se passer de commandements, d'états-majors et de commandants»! C'est ainsi qu'ils avaient interdit toute critique à l'adresse des commandants et des autres cadres supérieurs dans les organisations du Parti et de leur demander des comptes. En particulier, ils avaient foulé aux pieds les directives et la politique du Parti concernant les cadres, en y substituant une politique personnelle selon la pratique propre aux armées bourgeoises et révisionnistes.

Le Parti a créé, élevé et éduqué l'Armée populaire en tant qu'armée du peuple, de la révolution et du socialisme. Les traîtres, eux, s'efforçaient de la dépouiller de son esprit populaire révolutionnaire, d'en faire une armée de caserne, qui se prêtât à des complots et à des putschs, sabotant ainsi de toutes les manières la thèse léniniste, la directive du Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha sur l'armement et la préparation du peuple entier à la défense, sur l'éducation militaire libre. Ils combattirent systématiquement les mesures prises par

le Parti pour démocratiser l'armée. Ils disaient un peu partout que «la ligne de masse a nui à l'armée». Ils s'attachaient à entretenir la nostalgie des grades supprimés et à inculquer l'idée que les ordres reçus doivent être exécutés aveuglément même s'ils sont en opposition avec les directives du Parti et les lois de l'Etat. Donnant l'exemple, ils cherchaient à creuser en ce sens un profond fossé entre les cadres et les soldats, entre les cadres supérieurs et les cadres inférieurs ou moyens. Ils s'attachaient, par leur exemple, à cultiver chez les cadres les traits odieux de l'officier bourgeois et révisionniste, l'arrogance, la brutalité, la présomption, la morgue, l'arrivisme, la servilité, le mensonge, la dégénérescence morale.

Mais les traîtres ne parvinrent pas à leurs fins, pas plus qu'ils ne réussirent à faire réviser la ligne militaire du Parti, à saboter la mise en œuvre de l'art militaire populaire, ni à exécuter leur putsch pour leur objectif final, la prise du pouvoir, car le Parti dévoila leurs plans et leur travail hostile et les écrasa définitivement.

Le 6e plenum du Comité central considéra le groupe hostile à la tête de l'armée comme «le plus dangereux que notre Parti et notre pays avaient connu jusqu'à ce jour, et sa découverte et son démantèlement comme une victoire d'une importance extrême, salvatrice pour les destinées du socialisme en Albanie, pour la liberté et l'indépendance de notre peuple».*

Compte tenu du tort qu'ils avaient fait à la cause de la défense, de leurs visées et de leur activité criminelle de comploteurs, le plenum exclut aussi P. Dume et H. Çako du Comité central et du Parti. Les principaux comploteurs furent traduits en justice.

Le Comité central procéda à l'analyse marxiste-léniniste approfondie de l'activité hostile du groupe de traîtres dans l'armée, et en tira d'autres enseignements importants pour le Parti et le peuple. Outre les organisations du Parti, il informa aussi les masses travailleuses de cette analyse, des décisions qu'elle l'avait amené à prendre et des enseignements qu'il en avait tirés.

Exécution des directives relatives à la défense

Les membres du Parti dans l'armée et dans le secteur civil, le peuple tout entier, s'attelèrent à un grand travail révolutionnaire pour l'exécution des directives

* Lettre du CC du PTA aux travailleurs sur les menées de complot de B. Balluku, P. Dume et H. Çako, décembre 1974, ACP.

des 5e et 6e plenums du CC du Parti afin d'éliminer toute conséquence et tout vestige de l'activité hostile mise au jour, de développer et de consolider dans la voie révolutionnaire l'armée en particulier et la capacité de défense du pays en général.

L'exécution de ces directives et des enseignements du camarade Enver Hoxha permit d'obtenir, en un laps de temps relativement court, de très importants résultats.

Les organisations et les comités du Parti assumèrent entièrement la direction du travail dans les différentes unités et formations de notre armée. Après la suppression de la Direction politique de l'armée, considérée comme un organisme superflu, sur décision du 6e plenum, la direction du travail du Parti dans l'armée tout comme dans le secteur civil fut directement prise en main par le Comité central du Parti. Cette mesure révolutionnaire barrait la voie à tout danger de voir les commandements primer le Parti. A cet effet, la fonction de commissaire politique devint une fonction distincte de celle de secrétaire du comité du Parti de l'unité militaire. Les organes et les organisations du Parti dans l'armée appliquaient maintenant entièrement des méthodes révolutionnaires marxistes-léninistes, tout comme les organes et les organisations du Parti dans le secteur civil et avec les mêmes devoirs et attributions prévus par les statuts du Parti. Les comités et les organisations des districts ne ménagèrent pas leur appui pour le renforcement du travail du Parti dans l'armée.

Les rangs des cadres dans l'armée furent épurés sans hésitation, mais dans un esprit de justice et avec une maturité révolutionnaires, suivant l'orientation donnée par le 6e plenum du CC. Un très petit nombre de cadres seulement s'étaient faits les instruments conscients des traîtres, alors que les autres s'étaient fourvoyés involontairement. Aussi fallait-il les aider à se corriger; ce qui fut fait. Dans le même temps, l'on nomma à des postes dirigeants de nouveaux cadres, choisis parmi des militaires de l'active et de la réserve, des hommes dévoués et animés d'un esprit de parti prolétarien, idéologiquement, politiquement et militairement formés, des organisateurs et éducateurs capables.

Le Parti mena un travail intense en largeur et en profondeur pour la formation idéologique et politique marxiste-léniniste des militaires, surtout des cadres. Il organisa l'étude

systématique de la théorie marxiste-léniniste dans les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, dans les documents du PTA et les œuvres du camarade Enver Hoxha, en rattachant étroitement cette étude au travail et à la lutte héroïques de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée, à la trempe révolutionnaire des cadres de l'armée dans l'action révolutionnaire. A travers une lutte de classe résolue, les manifestations de bureaucratisme, de libéralisme, de technocratisme et d'intellectualisme, d'arrogance et d'autres vices bourgeois, furent liquidées. On vit appliquer la démocratie socialiste et la ligne de masse, le contrôle direct ouvrier et paysan, la pratique consistant, pour tout membre du Parti et tout cadre, à rendre compte de son activité devant la masse des soldats. Dans le même temps, fut instaurée une discipline militaire rigoureuse mais consciente. On assista à un renouveau de toutes les vertus prolétariennes, cultivées dans l'armée par le Parti depuis l'époque de la Lutte antifasciste de libération nationale et par la suite, vertus qui devinrent une grande force morale et motrice dans l'accomplissement des tâches de la défense de la patrie en général.

Les fondements révolutionnaires marxistes-léninistes de la préparation de l'Armée populaire et de tout le peuple-soldat pour la guerre populaire se trouvèrent ainsi raffermis. L'éducation militaire libre devint un système général de préparation au combat des masses travailleuses, de toutes les structures militaires. Elle était dispensée suivant des programmes bien étudiés, fondés sur la ligne militaire marxiste-léniniste du Parti, sur l'art militaire populaire et les instructions du Conseil de la Défense. L'armée et le peuple en armes acquirent ainsi un degré de préparation et d'aptitude à la défense jusque-là jamais atteint, ils devinrent capables de s'acquitter de leurs tâches militaires dans n'importe quelle situation, face à n'importe quelle agression ou coalition d'agresseurs, dans toutes ses variantes possibles.

Cela ne signifiait pourtant pas que tout était maintenant parfait, qu'on pouvait dormir sur ses deux oreilles et cesser la lutte tendant à éliminer les moindres vestiges des menées réactionnaires et antipopulaires des traîtres. Le devoir de la défense, considéré par le Parti comme primant tous les autres, exigeait, pour être accompli, un travail et une lutte révolutionnaire intenses et continus, une préparation et une vigilance sans faille, des sacrifices de la part de tous, une formation scientifique et

une organisation parfaite, mais surtout une direction prolétarienne avisée de la part du Parti dans tous les secteurs.

5. LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE

L'un des principaux domaines de la lutte du Parti était l'économie, où il lui incombait d'appliquer sa politique économique et de réaliser les tâches du 5e plan quinquennal. C'était une lutte complexe qui fut menée de façon combinée dans plusieurs directions.

Démantèlement du groupe hostile d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela

Dans l'appiication de sa politique économique et des tâches du plan, le Parti eut surtout à combattre les menées hostiles du groupe de traîtres formé d'Abdyl Këllezi, de Koço Theodhosi et de Kiço Ngjela, à l'époque respectivement président de la Commission du plan, ministre de l'industrie et des Mines, et ministre du Commerce.

A l'instar des autres groupes hostiles, ce groupe, profitant des postes de ses membres dans le Parti et l'Etat, ainsi que des déficiences dans le travail des organisations du Parti, des organes d'Etat et des organismes économiques, menait en sous main depuis des années une activité hostile. Dans le flot révolutionnaire de la lutte de classe, le Parti finit par percer aussi à jour l'action de sape et de sabotage de ce groupe, qui, à l'instigation et avec l'appui des ennemis extérieurs, se livrait à ses agissements en gardant des contacts et en collaborant avec les deux autres groupes de traîtres, et cela dans le même but: la liquidation du socialisme en Albanie. Tout comme le groupe de B. Balluku, le groupe d'A. Këllezi et consorts bénéficiait de l'aide de la direction chinoise, qui encourageait leurs menées traîtresses contre-révolutionnaires.

Etant opposés à la politique économique du Parti, les traîtres cherchèrent par tous les moyens à la dénaturer, à en entraver l'application, à propager des vues et des pratiques bourgeoises-révisionnistes, ainsi qu'à introduire dans la gestion et l'organisation de l'économie des formes de travail et des méthodes de l'autogestion titiste et de l'économisme capitaliste.

Ils dirigèrent leurs coups contre le principe de la direction

centralisée de l'économie en cherchant à étendre sans mesure et hors des limites du plan les rapports d'approvisionnement et de répartition entre les entreprises, à supprimer le contrôle d'Etat, financier et bancaire, etc.

Ils cherchèrent à gonfler les appareils de l'Etat et de l'économie en créant de nombreux organismes inutiles et en les bourrant d'employés et de technocrates, en inventant de prétendus états de personnel afin d'augmenter le personnel bureaucratique non productif, qu'ils qualifiaient artificiellement d'élément ouvrier.

Les traîtres provoquèrent de grandes perturbations dans la planification afin d'ouvrir la voie à la spontanéité et à l'anarchie dans le développement de l'économie socialiste et de l'engager dans une impasse.

Leur plus grand crime envers le peuple et le socialisme consistait dans leur activité de sabotage, qui entraîna des dommages incalculables pour l'économie nationale.

Des années durant, ils sabotèrent le secteur du pétrole et du gaz naturel, en désorganisant la prospection, l'extraction et le traitement de ces produits. Dans le même temps, leur politique eut pour effet de diminuer l'extraction du charbon. Ils se livrèrent également à des actes de sabotage dans le secteur de la géologie. Coordonnant leurs plans avec ceux de la direction chinoise, ils multiplièrent leurs tentatives pour saboter la construction des nouveaux ouvrages et désorganiser l'emploi des fonds affectés aux investissements de base en général. Avec l'appui des anciens dirigeants du ministère de l'Agriculture, ils se livrèrent aussi à des actions de sabotage dans cette branche, et menèrent par ailleurs une vaste action très nocive dans le commerce extérieur du pays.

Leur objectif était de priver l'Albanie socialiste des matières premières stratégiques qui lui étaient si nécessaires ainsi que de céréales panifiables, d'entraver le développement de l'industrie et de l'économie dans son ensemble, d'orienter celle-ci sur une fausse voie. A cette fin, ils cherchaient à provoquer le mécontentement du peuple, à ouvrir les portes aux impérialistes et aux révisionnistes en mettant l'économie nationale sous leur dépendance et en faisant du marché albanais un appendice des marchés capitalistes.

Ils utilisèrent le réseau du commerce extérieur pour maintenir la liaison entre les groupes de traîtres et les ennemis extérieurs qu'ils servaient.

En outre, profitant de leurs postes officiels, les traîtres gaspillèrent des fonds monétaires et matériels considérables.

Leur action de trahison dans le domaine économique commença à être éventée en février 1975. Ils mirent tout en œuvre et recoururent à tous les subterfuges pour ne pas être entièrement démasqués et se dérober au jugement de leur activité antiparti, antisocialiste et antipopulaire, par les communistes et les masses travailleuses. Mais, au premier signal, et avec l'aide du Comité central, les organisations du Parti et les collectifs de travailleurs des secteurs économiques où ces traîtres avaient accompli leur sinistre besogne procédèrent à une analyse approfondie des problèmes et des choses, mirent à nu toute leur activité néfaste et acculèrent les traîtres le dos au mur.

Cette activité traîtresse fut examinée et définitivement annihilée par le 7e plenum du CC du Parti, qui se tint du 26 au 29 mai 1975. La découverte et le démantèlement des menées de ces ennemis saboteurs, dit le camarade Enver Hoxha à ce plenum, «constitue un grand succès qui doit raffermir notre conscience et notre confiance dans l'action juste et salvatrice du Parti, lequel nous oriente et nous dirige d'une main sûre dans notre travail pour l'édification du socialisme et dans la lutte de classe que nous menons contre tous les ennemis qui cherchent à nuire à notre Parti et à notre pouvoir populaire.»*

Le plenum exclut A. Këllezi et K. Theodhosi du Comité central et du Parti et les démit en même temps de toutes leurs fonctions dans les organes d'Etat et les organisations sociales. Quant à K. Ngjela, il fut exclu du Comité central et du Parti par le 8e plenum en octobre 1975.

En anéantissant ce groupe de traîtres et de saboteurs, le Comité central et le Parti tout entier raffermirent les conclusions dégagées par les 4e, 5e et 6e plenums.

L'une de ces conclusions les plus importantes et qui avait trait en particulier à la liquidation, par le 7e plenum, de l'activité hostile dans le domaine économique, était que, dans ce domaine également, se développait une âpre lutte de classe combinée avec la lutte politique et idéologique. Le plenum en concluait que si cette question était bien comprise et traitée comme il se devait dans la pratique, alors les choses marcheraient bien partout, la politique économique du Parti et les tâches du plan seraient correctement et entièrement réalisées.

---

* Enver Hoxha, Discours au 7e plenum du CC du PTA, ACP.

Faisant connaître au Parti et au peuple les décisions et conclusions du 7e plenum, le Comité central et le camarade Enver Hoxha les appelaient à mobiliser toutes leurs forces pour réaliser parfaitement les objectifs du plan de 1975, dernière année du 5e quinquennat, et à se préparer à de nouveaux efforts pour accomplir les tâches du plan quinquennal suivant.

La lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles dans l'accomplissement des tâches économiques

L'un des objectifs très importants de la lutte dans le domaine économique consistait à vaincre les difficultés de croissance.

L'accomplissement des tâches ardues du plan et le développement à long terme de l'économie exigeaient le perfectionnement des rapports de production socialistes dans leur ensemble.

A cet effet, le Parti et le gouvernement adoptèrent une série de mesures qui avaient pour premier but de porter à un niveau supérieur l'organisation et la gestion scientifiques de l'économie. De gros efforts furent faits pour perfectionner le travail selon des normes de rendement, fondé sur une compréhension idéologique, politique et économique plus approfondie du système des normes en tant que force régulatrice de la production, instrument de mobilisation des travailleurs pour leur faire obtenir des résultats toujours meilleurs dans leur activité productive. On vit ainsi augmenter le nombre des ouvriers et des coopérateurs travaillant selon des normes de rendement. Des efforts furent faits en particulier pour passer des normes simplement statistiques à des normes techniques progressives.

Afin de surmonter les difficultés dues au décalage entre le niveau de formation technique et professionnel des travailleurs et des spécialistes, d'une part, et la technique et les processus technologiques modernes, de l'autre, on s'employa à promouvoir leur qualification professionnelle en leur faisant fréquenter divers cours et écoles, en encourageant leurs efforts individuels et l'aide réciproque. Afin de stimuler la qualification, l'assimilation de la technique et l'acquisition d'aptitudes professionnelles, il fut institué un système d'attestation du niveau de formation culturelle et professionnelle des ouvriers, du personnel technique-administratif et des employés, en vue de définir leur niveau de qualification. De même, il fut procédé à une refonte du classement par catégories des opérations

et des postes de travail conforme à la technologie de la production.

Satisfaire, chaque année, 40 000 nouvelles demandes d'emploi était un problème permanent, dont la solution ne pouvait être laissée à la spontanéité. Suivant la directive du Comité central, et après une étude minutieuse de la question, les organes d'Etat répartirent ces forces dans l'agriculture, dans les chantiers de grands travaux, les mines, les scieries, le bâtiment et ailleurs.

La nouvelle réduction des traitements élevés et certains ajustements apportés dans le système des salaires et des rémunérations des travailleurs arrêtés par le Comité central du Parti et le Conseil des ministres en avril 1976, constituaient une mesure d'une grande portée économique et sociale, idéologique et politique. Il en résulta une nouvelle réduction du rapport entre les hauts et les bas salaires. De 1 à 2,5 qu'il était auparavant, ce rapport fut abaissé à 1 à 2, et le rapport entre les traitements des directeurs d'entreprise et le salaire moyen des ouvriers, jusque-là de 1 à 2, fut réduit à 1 à 1,7.

Dans ces réajustements du système des salaires, le Parti se fonda d'abord sur le principe du rétrécissement continu de la sphère d'activité du «droit bourgeois» dans la société socialiste au fur et à mesure que cette société va vers le communisme, où ce droit aura complètement disparu; *ensuite*, sur le principe de la priorité du travail productif sur toute autre forme de travail en matière de rémunération. Le travail productif, créant les biens matériels, doit servir de fondement à l'édification d'un système juste de rémunération selon le travail. Ces deux principes révolutionnaires avaient depuis longtemps été foulés aux pieds dans les pays révisionnistes, où, comme dans tous les pays capitalistes, agissent les lois et les principes de rémunération bourgeois.

Soucieux, comme toujours, du sort de la paysannerie travailleuse, le Parti prit à cette époque de nouvelles mesures révolutionnaires pour parfaire les rapports socialistes, développer les forces productives et élever le niveau de vie dans les campagnes.

La création des **coopératives agricoles de type supérieur** fut la première grande mesure arrêtée après le VI[e] Congrès du Parti. De 1972 à la fin de 1975, des dizaines de coopératives de ce genre furent créées dans le pays. Cette forme d'organisation avait pour but d'accélérer les rythmes d'expansion de la production agricole et animale et de rapprocher d'un nouveau

pas la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier.

Les coopératives de type supérieur se distinguent des coopératives ordinaires, par la contribution financière et matérielle que l'Etat apporte, sans esprit de retour, à l'économie sociale agricole coopérative, ainsi que par l'application de certaines formes d'organisation, de direction et de rémunération apparentées aux formes pratiquées dans le secteur d'Etat.

Le bien-fondé de cette mesure s'avéra en l'espace de quelques années. Bien qu'il s'agît là d'une nouvelle expérience, appliquée pour la première fois en Albanie, les coopératives de type supérieur, qui occupaient 23 pour cent des terres cultivées de l'ensemble du secteur coopératif, fournirent, quatre ans après leur création, 25 pour cent de la production céréalière, 40 pour cent du tournesol, plus de 50 pour cent du riz et du coton, etc.

D'autres mesures en faveur du développement des campagnes, tendant à réduire les disparités entre celles-ci et les villes, étaient notamment: la prise en charge par l'Etat des dépenses des services socio-culturels, des investissements pour la construction dans les campagnes, d'écoles, de jardins d'enfants, de crèches, de maisons de la culture et d'établissements sanitaires; l'accroissement des crédits accordés par l'Etat en vue de la construction de nouveaux ouvrages et de l'agrandissement du système d'adduction d'eau dans les zones de collines et de montagnes; rabaissement du prix des engrais azotés destinés à ces zones; l'institution d'un système de pensions de retraite pour les coopérateurs, etc.

Pour surmonter les difficultés de croissance et résoudre les problèmes qui en découlaient, le Parti mena une âpre lutte contre les défauts et les carences, surtout contre les manifestations de libéralisme, de bureaucratisme, de technocratisme, d'intérêt étroit et de globalisme, qui avaient été encouragées par le groupe de traîtres entre autres dans le secteur économique afin d'entraver l'application de la politique économique du Parti et la réalisation du plan. La mise en chantier de certains ouvrages à partir d'études et de projets inachevés, le dépassement des investissements prévus pour les ouvrages en cours de construction, les infractions à la discipline du plan et du travail, la violation des contrats, les faiblesses dans la coopération et la coordination, les déprédations de la propriété socialiste, furent autant d'autres manifestations nocives qui firent l'objet d'une critique vigoureuse.

Le Parti et l'Etat durent surmonter des obstacles et des

difficultés non négligeables pour briser le blocus impérialiste et révisionniste, et neutraliser toute influence négative de la crise économique du monde capitaliste sur l'économie nationale albanaise. Tenant bien compte de la situation, le Parti mit surtout l'accent sur la nécessité d'augmenter les réserves, de découvrir de nouvelles sources de matières premières, d'assurer de plus grandes quantités de ces matières et de produire dans le pays même de nombreux articles et marchandises, surtout des pièces détachées, jusqu'alors importés.

D'autre part, l'inexécution des accords et des protocoles officiels par les Chinois entraîna des difficultés et des obstacles sérieux pour la réalisation des plans économiques. Les projets de divers ouvrages qui devaient être construits avec des crédits chinois, ainsi qu'une quantité de machines, de biens d'équipement et d'autres matériels destinés à ces ouvrages, n'arrivaient en Albanie qu'avec de grands retards. Il s'ensuivit que beaucoup d'entre eux ne purent être construits dans les délais fixés. Cela influa négativement aussi sur la réalisation des plans de production dans certaines branches, et dans l'industrie en général.

Réalisation du 5e plan quinquennal

Grâce à la lutte révolutionnaire du Parti et des masses populaires pour surmonter les difficultés de croissance, remédier aux faiblesses dans le travail et combattre les manifestations étrangères au socialisme, l'encerclement et le blocus impérialistes-révisionnistes ainsi que les groupes hostiles, les tâches fixées par le VIe Congrès pour le développement de l'économie et de la culture nationales furent pleinement accomplies.

La production industrielle globale au cours du 5e quinquennat s'accrut à un taux moyen annuel de 8,7 pour cent. En 1975, l'économie nationale fournissait 85 pour cent de la production des articles de consommation courante.

La production agricole s'accrut à un taux moyen annuel de près de 6 pour cent. Poursuivant dans la voie de son intensification, l'agriculture fut dotée d'une base mécanique plus vaste et plus complexe.

Au cours de ce quinquennat, on travailla à 310 ouvrages économique et socio-culturels importants, dont 155 furent mis en service.

L'accroissement des exportations fut supérieur de 8 pour cent à celui des importations.

Le taux moyen annuel d'accroissement du revenu national fut trois fois supérieur à celui de la population. Le revenu réel par habitant augmenta en général, conformément aux prévisions du plan, de 14,5 pour cent, alors que dans les campagnes cette augmentation atteignit 20,5 pour cent.

Le réseau sanitaire fut étendu davantage, surtout dans les campagnes. Au lieu d'un médecin pour 1 800 habitants en 1970, on en comptait en 1975 un pour 870. La durée moyenne de vie atteignit 68 ans.

Au cours du 5e quinquennat, renseignement connut une nouvelle extension. En 1975, un Albanais sur trois allait à l'école.

En 1972, avait été fondée l'Académie des sciences.

L'enthousiasme et le nouvel élan révolutionnaires que suscitèrent les 4e, 5e, 6e et 7e plenums du CC se matérialisèrent encore mieux en 1976 par une série de nouveaux succès. Le plus important fut la production sur place, pour la première fois dans l'histoire du pays, de tout le pain nécessaire à la population. Ce résultat peut être considéré comme une victoire historique pour l'Albanie socialiste.

Le bien-fondé de la politique économique révolutionnaire poursuivie par le Parti ressort encore plus clairement de la comparaison de ces résultats avec la situation de 1960, époque à laquelle les révisionnistes soviétiques entamèrent leur blocus à l'encontre de l'Albanie socialiste. En 1975, la production industrielle était 4 fois supérieure à celle de 1960 et la production agricole 2,5 fois. La production de l'industrie électrique s'était multipliée par 7, celle de l'industrie mécanique par 14,5 et celle de l'industrie chimique par environ 25. Dans l'agriculture, on disposait de 17 000 tracteurs, alors qu'en 1960 il n'y en avait eu que 4 500; quant aux engrais chimiques, ils étaient produits en totalité dans le pays même et l'on en utilisait 25 fois plus. En 1976, on obtint en moyenne 27 q de blé à l'hectare (33 q dans les plaines), alors qu'en 1960 ce rendement avait été de 7,4 q. Les écoles supérieures du pays formèrent, ces quinze dernières années, 6.5 fois plus de cadres et spécialistes de professions diverses.

Un certain nombre de tâches du 5e plan quinquennal ne furent pas réalisées entièrement, certaines unités industrielles ne furent pas construites dans les délais fixés, à cause surtout du sabotage pratiqué par la direction chinoise et des agissements hostiles des traîtres, mais aussi en raison des difficultés suscitées par les faiblesses dans la direction et l'organisation

du travail. Néanmoins, aucun motif, aucune circonstance, aucune difficulté, aucune pression étrangère ne purent arrêter la marche triomphante de l'Albanie socialiste.

6. ELEVATION DU ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE ET RENFORCEMENT DU PARTI

Le progrès de la révolution socialiste dans tous les domaines à travers une âpre lutte de classe, rendait toujours plus impérieuse la nécessité de raffermir le rôle dirigeant de la classe ouvrière, en tant que classe au pouvoir, et de renforcer son parti.

Extension et intensification du contrôle direct ouvrier et paysan

La classe ouvrière au pouvoir réalise toujours son rôle dirigeant à travers son parti et la dictature du prolétariat. Mais, comme l'a montré l'amère expérience de l'Union soviétique et des autres anciens pays socialistes, le parti de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat peuvent dégénérer, être contaminés par les graves maladies du bureaucratisme et du libéralisme et se transformer de parti et pouvoir ouvriers en parti et pouvoir bourgeois-révisionnistes. La classe ouvrière, au premier chef, a pour important devoir de ne pas permettre cette dégénérescence afin d'éviter «la transformation des organes d'Etat, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci», comme disait Engels*, de préserver et de raffermir sans arrêt le caractère prolétarien du parti et de l'Etat socialiste.

La lutte pour le démantèlement des groupes de traîtres et de comploteurs, imbriquée avec la lutte frontale contre le libéralisme, le bureaucratisme et le technocratisme, montra encore mieux combien il est important que la classe ouvrière ne néglige pas cette dernière tâche, combien est nécessaire le contrôle ouvrier sur l'activité des organes et organisations du Parti, des organes administratifs et économiques, des appareils et des cadres, partout et sur tout, à la ville comme à la campagne, conformément aux orientations du VIe Congrès.

Depuis avril 1968, époque où le camarade Enver Hoxha, dans son discours sur le contrôle ouvrier, demandait une juste compréhension et application de ce contrôle en tant qu'élé-

---

* K. Marx — F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., 1975, t. 1, p. 504.

ment fondamental du rôle dirigeant de la classe ouvrière, de grands progrès avaient été réalisés dans ce sens.

Le contrôle ouvrier direct était devenu partie intégrante de l'activité révolutionnaire du Parti, de l'Etat, des masses travailleuses. Toutefois, on constatait encore des louvoiements, des conceptions étroites ou unilatérales, des pratiques erronées, on se heurtait à des obstacles dans l'application de la directive du Parti et des enseignements de Lénine sur le contrôle ouvrier.

Tout d'abord, le Parti s'employa à faire bien comprendre le sens idéologique et politique du contrôle ouvrier direct en tant que nécessité objective et principe fondamental de la vie de la société et de l'Etat socialistes.

Le contrôle ouvrier s'élargit en se complétant du concours des coopérateurs, aussi fut-il dès lors appelé **contrôle ouvrier et paysan**. La classe ouvrière ne peut en effet participer au gouvernement et à la gestion de l'économie sans avoir à ses côtés la paysannerie coopérée, sa proche alliée. Elle ne pouvait donc l'écarter de l'exercice de ce contrôle direct en tant que moyen très important de la mise en œuvre de cette participation.

Suivant les instructions du CC du Parti, les employés ne pouvaient participer au contrôle ouvrier et paysan. Les employés spécialistes pouvaient, en cas de besoin, être mis à contribution, non pas toutefois comme membres des groupes de contrôle, mais comme simples auxiliaires.

Les objectifs du contrôle ouvrier et paysan furent mieux éclaircis. Souvent ce contrôle ne saisissait pas les questions fondamentales. Selon certains points de vue, le contrôle ouvrier et paysan ne pouvait être exercé sur les questions administratives, juridiques, financières, techniques, dans les secteurs de l'enseignement, de la science, de la littérature et des arts, car sur ces questions et dans ces secteurs les ouvriers et les coopérateurs n'étant pas des spécialistes et manquant de la compétence requise en la matière, ne seraient soi-disant pas en état d'exprimer des jugements pondérés, précis et bien définis! On disait également que le contrôle ouvrier et paysan ne peut être exercé sur aucune question de la défense, ce domaine étant secret! Ces vues étaient encouragées et propagées surtout par les éléments hostiles et bureaucrates afin d'annihiler le contrôle exercé par la masse, qui mettait à nu les

déformations et les violations de la ligne du Parti et des lois de l'Etat.

Le Comité central et le camarade Enver Hoxha en personne durent intervenir à maintes reprises pour mieux expliquer les grands objectifs du contrôle ouvrier et paysan. Ce contrôle a pour but de vérifier la juste application de l'idéologie et de la ligne du Parti, la parfaite réalisation des tâches du plan, l'application des lois de l'Etat et des normes de la société socialiste; de lutter contre le bureaucratisme, le libéralisme et toutes les manifestations étrangères au socialisme; d'établir l'ordre et une discipline de fer dans le travail et l'administration d'Etat; de défendre la propriété socialiste contre les déprédations.

Dans le contrôle ouvrier, on constatait également des cas traduisant deux tendances opposées, mais nocives au même titre, à savoir, le contrôle spontané, et le contrôle bureaucratique, encadré.

Le Parti combattit à la fois ces deux tendances.

Il fit clairement comprendre que le contrôle ouvrier et paysan direct doit être dirigé judicieusement. C'est le Parti qui dirige ce contrôle comme il le fait de toute autre activité politique, économique, sociale, culturelle, militaire, etc. «Le rôle dirigeant du PTA, l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière de notre pays, constitue la condition primordiale de l'application, dans une juste voie, du contrôle ouvrier et paysan, qui n'est pas une action spontanée et anarchiste, mais un contrôle organisé».*

Mais tout en consolidant la direction du contrôle ouvrier et paysan direct par le Parti, le Comité central recommandait d'avoir soin de ne pas en faire un contrôle de parti. Il ne fallait aucunement confondre ces deux contrôles, bien que tous deux fussent un contrôle de la classe ouvrière. Leurs sphères d'action et leurs compétences diffèrent. Le contrôle ouvrier et paysan, quoique dirigé par le Parti, reste toujours un contrôle exercé directement par les ouvriers et les coopérateurs, alors que le contrôle par le Parti est directement exercé par ses instances dirigeantes et ses organisations.

Pour assurer une meilleure organisation du contrôle ouvrier et paysan, une décision du Comité central du Parti prescrivait

---

* Décision du Bureau politique du CC du PTA «Sur le renforcement du contrôle ouvrier et paysan direct», 27 novembre 1975. ACP.

la création, auprès des organisations de base, des bureaux du Parti dans les entreprises et les coopératives, ainsi que des comités régionaux du Parti, de groupes spéciaux de contrôle composés d'ouvriers et de coopérateurs d'avant-garde, membres ou non du Parti.

Mais l'organisation du contrôle ouvrier et paysan ne signifiait pas qu'il fallait dresser des plans et des programmes de contrôle pour une période de trois, six ou douze mois. L'élaboration de tels programmes aurait conduit à la bureaucratisation de ce contrôle et à la perte de l'effet de surprise et à la fois de la souplesse qu'il doit avoir.

Quant à savoir sur qui et à propos de quel problème ce contrôle doit être exercé, cela, c'est le comité du Parti ou l'organisation du Parti qui en décide, selon les cas. Chaque fois que les organes et les organisations du Parti, qui dirigent et contrôlent l'ensemble du travail, constatent que dans tel ou tel secteur, telle ou telle entreprise, coopérative ou institution, en telle ou telle question, les choses ne marchent pas bien, que les tâches ne sont pas accomplies ni les directives appliquées, où que s'y font jour des problèmes préoccupants, ils décident de façon collégiale d'y envoyer immédiatement une équipe de contrôle ouvrier et paysan pour découvrir les défauts, les erreurs, les fautes, pour constater sur place les torts causés, pour en rechercher les responsables et prendre les mesures qui s'imposent.

Le contrôle ouvrier et paysan direct était également investi de certaines compétences.

Les cadres et les organes respectifs sur lesquels s'exerce ce contrôle sont tenus de rectifier aussitôt les attitudes et les actes relevés par les équipes de ce contrôle et qui sont en opposition avec les lois, ordonnances et règlements en vigueur, avec les décisions et directives du Parti.

Les équipes du contrôle ouvrier et paysan ont le droit de suspendre de ses fonctions n'importe quel cadre dirigeant ou employé lorsqu'il a manifestement commis de graves erreurs ou infractions, et cela jusqu'à ce que le problème soit définitivement résolu par les organes compétents dont relève l'intéressé.

Les équipes du contrôle proposent aussi aux organisations et aux organes du Parti, aux organes administratifs et économiques, aux collectifs de travailleurs, de prendre toutes les mesures qu'elles jugent nécessaires.

Dans tous les cas, les mesures et les tâches proposées, les

recommandations faites et les problèmes évoqués par le contrôle ouvrier et paysan sont soumis au jugement des travailleurs.

Les organisations des unions professionnelles ne dirigent pas le contrôle ouvrier direct. Mais elles ne doivent en aucune manière rester indifférentes à cette question. Il leur incombe de mener un vaste travail d'éducation pour faire prendre conscience à la classe ouvrière de sa grande mission de direction et de l'importance du contrôle ouvrier direct, pour aider les équipes de contrôle et pour mobiliser les travailleurs afin qu'ils exécutent les recommandations données par ces équipes et résolvent les problèmes soulevés par celles-ci. La même tâche incombe aussi aux organisations du Front, de l'Union de la jeunesse et de l'Union des femmes pour la formation idéologique et politique des masses travailleuses, de la jeunesse et des femmes dans l'exercice du contrôle ouvrier et paysan.

D'autre part, les organes administratifs, les conseils populaires et leurs comités exécutifs, les tribunaux et les parquets, les commandements des unités militaires et les organes du ministère de l'intérieur sont, eux aussi, tenus d'aider les équipes du contrôle ouvrier et paysan sous tous les aspects.

Un soin particulier fut attaché à la formation idéologique et politique ainsi qu'à la spécialisation des équipes de contrôle. Suivant les instructions du Comité central et les enseignements du camarade Enver Hoxha, leurs membres devaient être dotés d'une bonne formation idéologique et politique, mais également spécifique, afin d'avoir la compétence requise, sur les divers problèmes et questions qu'ils examinent.

Il importait surtout de bien comprendre que le contrôle ouvrier et paysan direct devait être exercé en harmonie avec les contrôles assumés par le Parti et l'Etat. Ces contrôles émanent tous trois de la classe ouvrière, ils revêtent un caractère prolétarien, ils ne constituent donc, sous cet aspect, qu'un seul et même contrôle. Mais ils ne se substituent pas l'un à l'autre ni ne s'excluent. Il suffit que l'un d'eux fasse défaut ou soit déficient pour que le contrôle exercé par la classe ouvrière soit bancal et que le travail ne marche pas bien. Aussi le Comité central demandait-il que l'on eût bien soin de ne pas faire du contrôle direct ouvrier et paysan un simple appendice des contrôles exercés par le Parti et par l'Etat, de ne pas non plus sous-estimer ces derniers et d'exercer ces

trois contrôles en liaison organique entre eux, afin qu'ils s'appuient et se complètent mutuellement.

Les résultats du contrôle ouvrier et paysan direct, ainsi que des contrôles exercés par le Parti et l'Etat, sont appréciés non pas en fonction de leur fréquence, mais de la réalisation des tâches fixées et de la diminution des manifestations étrangères au socialisme, des violations et déformations des directives du Parti, des lois de l'Etat, des normes de la société socialiste, de la diminution des contraventions et de la criminalité.

La trempe révolutionnaire des cadres à l'école de la classe ouvrière

Conformément aux orientations de son VI[e] Congrès, le Parti eut grand soin d'intensifier sa lutte pour la révolutionnarisation continue des cadres.

Dans son appréciation du rôle des cadres, dans leur formation et leur éducation, le Parti s'est toujours guidé sur le principe marxiste-léniniste suivant lequel dans les rapports entre les cadres et les masses, les cadres sont les serviteurs des masses. Les mérites et la valeur des cadres sont toujours fonction des services qu'ils rendent au peuple, à la classe ouvrière, à la révolution et au socialisme.

Traitant du rôle joué par les cadres dirigeants, Lénine disait: «Aucune classe dans l'histoire n'a accédé au pouvoir sans engendrer ses propres dirigeants politiques, ses représentants progressistes capables d'organiser le mouvement et de le diriger.»* La classe ouvrière non plus ne peut pas se passer de dirigeants, de ses cadres dirigeants. Comme toute autre classe, elle aussi prépare ses propres cadres.

S'il est important que la classe ouvrière et son parti forment les cadres dirigeants de la révolution et du socialisme, il ne l'est pas moins qu'elle les préserve contre toute influence bourgeoise, qu'elle des éduque et les trempe continuellement dans un esprit révolutionnaire, pour qu'ils restent ses serviteurs et ceux du peuple jusqu'au bout.

En Union soviétique, la contre-révolution a été l'œuvre des cadres qui avaient échappé au contrôle et à la direction de la classe ouvrière, qui avaient perdu leur esprit révolutionnaire et s'étaient embourgeoisés, qui faisaient la loi sur la classe ouvrière et son parti. Le PTA tirait de ce fait de très importants enseignements pour l'exercice permanent de

---

* V. Lénine, Les tâches immédiates de notre mouvement, Œuvres, éd. alb., t. 4, p. 432.

son contrôle et de son rôle dirigeant, ainsi que de ceux de la classe, sur les cadres. *«Les cadres... doivent s'éduquer avant tout à l'école de la classe ouvrière,* nous enseigne le camarade Enver Hoxha. S'ils ne suivent pas cette école, les cadres n'ont pas de valeur. Un cadre qui n'est pas doté de l'éducation et de l'esprit de classe, est prédisposé, tôt ou tard, si l'occasion s'en présente, à monter sur le dos du Parti et des masses.»*

Après son VIe Congrès, le Parti mena un travail intense et attentif pour mettre en pratique cet enseignement.

Il combattit et annihila les tentatives des éléments hostiles, libéraux et bureaucrates pour faire de la politique des cadres, de monopole du Parti qu'elle doit être, leur propre monopole, pour la subordonner à leurs visées et à leurs intérêts.

Dans le même temps, liquidant les déformations de caractère bureaucratique, sectaire ou libéral, il expliqua encore mieux le sens du principe selon lequel la politique des cadres est le monopole du Parti.

En ce qui concerne les cadres, le Parti suit une ligne politique bien définie, il établit des critères, des orientations, des compétences et des procédures, auxquels tous, sans exception, doivent se soumettre. Ce ne sont pas seulement quelques travailleurs spécialement chargés du travail auprès des cadres, ni les secrétaires des comités du Parti, qui ont à s'occuper et à répondre de la mise en œuvre de cette politique, mais tous les organes et toutes les organisations du Parti, tous les communistes, tous les cadres dirigeants, secrétaires et présidents, ministres et directeurs, commandants et commissaires politiques. Dans l'appréciation du travail d'un cadre, dans sa nomination ou sa promotion, ou dans la prise de sanctions contre lui quand elles s'avèrent nécessaires, aucune action individuelle n'est permise en ce domaine. Toutes les décisions concernant les cadres sont prises de façon collégiale.

Les cadres jouent un rôle irremplaçable dans l'application de la ligne du Parti, mais ils ne sont pas le Parti. Ce rôle, ils ne peuvent l'assumer que sous la direction du Parti, de ses organes et de ses organisations de base. «Les cadres sont nécessaires et ils ont un rôle à jouer, souligne le camarade Enver Hoxha, mais ce ne sont pas eux qui doivent faire

---

* Enver Hoxha, Les cadres doivent s'éduquer à l'école de la classe ouvrière, 31 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 149.

la loi sur le Parti; au contraire, c'est le Parti et la classe ouvrière qui doivent faire la loi sur eux.»* Les fonctions et compétences assignées aux cadres ne sont pas des privilèges, elles ne peuvent pas être exercées selon le bon vouloir ou dans l'intérêt de telle ou telle personne, mais pour accomplir les tâches fixées par le Parti, pour appliquer ses lois, ses directives et ses décisions. Il n'y a dans l'organisation du Parti ni grades ni titres. C'est l'organisation du Parti qui commande et non pas les cadres. Chaque cadre, quelles que soient les responsabilités qu'il assume, est obligé de se soumettre au jugement et à la volonté de l'organisation du Parti. Quant aux cadres ayant une mentalité de koulak, de bureaucrate ou de libéral, qui se croient inviolables, tout-puissants pour agir et décider de tout sans consulter l'organisation, la classe ouvrière et les masses, «le Parti, enseigne le camarade Enver Hoxha, doit leur briser le nez, les jarrets, et les mettre à pied sur-le-champ et sans hésiter...»**.

S'éduquer à l'école de la classe ouvrière veut dire, pour les cadres, travailler auprès d'elle, à la même cadence qu'elle et suivant sa discipline, peiner et verser leur sueur comme elle, et, dans le même temps, assimiler son idéologie et sa politique, s'en inspirer dans chacune de leurs actions, être constamment sous le contrôle de la masse des travailleurs et leur rendre compte systématiquement de leur action.

Dans la mise en œuvre de cette ligne du Parti, on combattit la tendance d'un certain nombre de cadres des bureaux à se dérober de diverses manières au travail manuel.

La rotation des cadres fut également organisée de façon plus rigoureuse. On brisa la résistance bureaucratique qui entravait la rotation d'un certain nombre de cadres, surtout de spécialistes des ministères et des institutions scientifiques et culturelles, prétendument irremplaçables.

Le Parti mena un vaste travail d'éducation auprès des cadres qui, d'une façon ou d'une autre, étaient tombés malgré eux sous l'influence des groupes d'ennemis et de comploteurs. Non seulement il fit une distinction entre ceux, fort rares, qui étaient vraiment des ennemis et ceux qui s'étaient trou-

---

* Enver Hoxha, Intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 26 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 133.

** Enver Hoxha, Discours à la réunion du Secrétariat du CC du PTA, 4 avril 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 184.

vés pris par hasard dans le tourbillon des ennemis, mais il tendit aux fourvoyés une main paternelle, les rééduqua, les promut à nouveau au rang de combattants fidèles de la révolution et du socialisme, tout comme il le faisait avec d'autres cadres qui avaient commis des erreurs et qui, grâce à son aide, en prenaient conscience et les corrigeaient.

Des améliorations considérables furent apportées particulièrement dans le domaine de la promotion des cadres.

Après la critique et les recommandations du camarade Enver Hoxha faites dans son discours de Mat (février 1972), le rapport des cadres membres du Parti à ceux qui ne l'étaient pas fut partout réajusté. En 1976, près de 72 pour cent des élus aux organes du pouvoir d'Etat, des organisations de masse, des coopératives agricoles, étaient sans-parti, et le pourcentage des employés sans-parti nommés dans la totalité des secteurs (l'armée exceptée) était de 82 pour cent. C'était là un témoignage des liens d'acier du Parti avec le peuple, de la grande confiance du Parti dans les travailleurs sans-parti, qui étaient traités sur un pied d'égalité avec les communistes, un témoignage de la démocratie socialiste.

Dans le même temps, on vit s'accroître le nombre des cadres d'origine ou de condition ouvrière. Les cadres ouvriers d'origine ou de condition, passée ou présente, représentaient 46 pour cent des effectifs des organes dirigeants du Parti, du sommet à la base, et 40 pour cent de ceux des départements ministériels. Par ailleurs, le taux des ouvriers et des paysans dans les organes électifs du pouvoir, des organisations de masse et des coopératives agricoles, était de 70 pour cent. Cela attestait l'esprit de classe qui anime le Parti dans sa politique des cadres pour empêcher qu'ils ne se déprolétarisent, comme ils l'ont fait en Union soviétique et ailleurs.

Un succès évident fut obtenu aussi dans la promotion de jeunes cadres. On vit accéder au Comité central du Parti, à l'Assemblée populaire, au Conseil des ministres, aux comités du Parti, aux conseils populaires et à tous les organismes du Parti, de l'Etat, de l'économie et des organisations de masse, un plus grand nombre de cadres relativement jeunes. En 1976, 40 pour cent du total des cadres de l'ensemble des secteurs étaient âgés de moins de trente ans, et 31 pour cent avaient de trente à quarante ans. La pratique a démontré combien une telle attitude est juste et indispensable de la part du Parti. Mais le Parti ne commit pas pour autant l'erreur

de sous-estimer ou de négliger les anciens cadres. Il accomplissait toujours son travail auprès des cadres avec la plus grande sagesse et maturité, en s'attachant à harmoniser le mieux possible les jeunes et les anciens, afin d'assurer la réalisation des tâches présentes et futures de la révolution.

Au cours de cette période, le Parti s'employa aussi à mieux éclaircir une autre question importante et de principe, celle du rôle de l'école dans la formation des cadres. L'école assurément joue un rôle important en cette matière. La société socialiste ne peut être ni dirigée ni édifiée en dehors de la culture, de l'enseignement et de la science. Mais l'école ne forme pas directement des cadres dirigeants. Ceux-ci émergent de la lutte et des combats révolutionnaires pour l'édification socialiste et la défense de la patrie. C'est en fonction de leur détermination et de leurs capacités dans cette lutte et ces combats que le Parti, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée les élèvent à des postes de direction.

D'autre part, la nouvelle réduction des hauts traitements et certains ajustements apportés dans le système des salaires et des rémunérations, exercèrent leur influence sur l'éducation révolutionnaire des cadres et de l'intelligentsia. Cela réduisait encore le champ d'action des éléments de dégénérescence bourgeoise-révisionniste. Tout comme ««la propriété privée engendre chaque jour le capitalisme»*, les «traitements rondelets», disait le camarade Enver Hoxha pour expliquer l'adoption de cette mesure par le Parti, font naître l'envie de s'assurer de gros profits, licites ou illicites, l'envie de vivre, de manger, de s'habiller mieux [que les autres] et de s'embourgeoiser tout en se camouflant derrière des slogans communistes et avec la carte du Parti en poche»**.

La réduction des hauts traitements n'affaiblit nullement l'activité des cadres et de l'intelligentsia en général, elle imprima au contraire un plus grand essor à la direction des affaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, en les perfectionnant toujours plus.

La lutte livrée contre la tendance à gonfler les états de personnel y contribua également. Le Parti mobilisa dans cette lutte les masses populaires sous le mot d'ordre «Lorsque la classe ouvrière fait entendre sa voix, le bureaucratisme se tait»

---

* Citation de Lénine.

** Enver Hoxha, Intervention au Secrétariat du CC du PTA, 28 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 144.

lancé par le camarade Enver Hoxha dans son discours de Mat.

La lutte menée par le Parti pour l'éducation et la trempe révolutionnaires des cadres à l'école de la classe ouvrière créa des conditions encore plus saines en vue de l'application de cet enseignement du camarade Enver Hoxha: «Tous les cadres doivent faire la révolution toute leur vie durant, la faire en eux-mêmes et chez les autres. Cela doit avoir pour eux force de loi, sinon ils moisissent, ils sont atteints de la sclérose petite-bourgeoise, de ce mal qui porte plusieurs noms: présomption, arrogance, arrivisme.»*

Renforcement continu du Parti à travers la lutte de classe

Le renforcement du Parti, qui fut réalisé à travers une âpre lutte de classe, joua un rôle déterminant dans l'accomplissement des tâches fixées par le VIe Congrès du Parti.

Cette lutte fut d'abord menée contre les groupes hostiles de F. Paçrami, de B. Balluku et d'A. Këllezi et consorts. Ces groupes furent découverts et démantelés chacun à son heure, mais, comme cela fut démontré par le cours même de la lutte pour les anéantir, ils s'intégraient dans un seul et même complot contre-révolutionnaire coordonné qui préparait le renversement de la dictature du prolétariat et de tout le système socialiste, ainsi que l'occupation de l'Albanie.

Les ennemis, certes, étaient fort peu nombreux, mais ils n'en présentaient pas moins un grand danger. Ce danger ne tenait ni à leur nombre ni à un éventuel soutien qu'ils auraient trouvé dans les rangs du Parti et au sein du peuple, car ils n'y jouissaient d'aucun appui. S'ils mettaient en péril le Parti, la dictature du prolétariat, le régime socialiste, c'était de par les importantes fonctions qu'ils assumaient dans les organes dirigeants du Parti, du pouvoir, de l'économie et de l'armée; par ailleurs, un autre grand péril était constitué par le fait qu'ils étaient des agents des ennemis extérieurs.

Mais ces dangers furent écartés, car les groupes de traîtres furent découverts et démantelés avant d'avoir pu se consolider et se cristalliser en courants et en lignes antimarxistes adverses au sein du Parti. A peine découverts et dénoncés par le Comité central, ces groupes furent aussi frappés et écrasés par le Parti et le peuple tout entier. Les communistes et les

* Enver Hoxha, Intervention au Secrétariat du CC du PTA, 26 mars 1975. Rapports et discours 1974-1975, éd. alb., p. 136.

travailleurs se dressèrent tous comme un seul homme contre les traîtres et leurs menées antiparti, antisocialistes et antinationales.

Cela prouvait une fois de plus que le grave danger de la création de courants fractionnels et de lignes opposées au sein du parti de la classe ouvrière, et de l'apparition du révisionnisme, existe objectivement et de façon permanente. Mais cela montrait en même temps qu'en suivant comme toujours et avec esprit de suite une seule ligne révolutionnaire et en appliquant fermement les principes et les normes marxistes-léninistes du Parti, on peut conjurer ce danger, prévenir les courants et lignes contraires, préserver l'unité idéologique et organisationnelle du Parti et la renforcer.

Le PTA a mené sa lutte sans relâche, il s'est gardé du vertige du succès, il ne s'est pas monté la tête à propos de son unité d'airain, de sa juste ligne, de ses liens solides avec les masses, et des grandes victoires remportées sous sa conduite. L'autosatisfaction, la présomption, l'euphorie préparent le terrain à la pénétration du ver bourgeois et révisionniste dans le parti et la dictature du prolétariat et à son action corrosive.

Le Parti a également combattu sans répit tout relâchement de la vigilance révolutionnaire, quelle qu'en fût la raison. «La vigilance du Parti, sa grande expérience, son flair révolutionnaire et sa pondération, explique le camarade Enver Hoxha en parlant de la découverte des groupes de traîtres et de comploteurs, lui ont permis d'éventer ces menées hostiles dans toute leur nocivité et toute leur ampleur.»*

Si le Parti a réussi à éviter des scissions désastreuses et des courants fractionnels en son sein, c'est aussi grâce à son attitude révolutionnaire, résolue et conséquente, face aux ingérences étrangères, aux tentatives des divers révisionnistes pour lui imposer leur cours antimarxiste. Les ennemis extérieurs du marxisme-léninisme ont toujours encouragé les traîtres au sein du PTA à y semer le germe de la division et du révisionnisme. C'est ce que démontrèrent la découverte et le démantèlement des derniers groupes hostiles. Mais, une fois de plus, les ennemis virent annihiler tous leurs atouts face à la détermination du Parti de ne permettre aucune ingérence étrangère et d'appliquer fidèlement son cours marxiste-léniniste. Cette ferme attitude de principe démontra encore mieux que

---

* Enver Hoxha, Discours de clôture au 7e plenum du CC du PTA, 29 mai 1975. ACP.

l'unique manière de faire sienne une juste ligne révolutionnaire est d'élaborer et d'appliquer sa ligne en toute indépendance sur la base du marxisme-léninisme, l'unique boussole de tout parti authentique de la classe ouvrière.

La lutte contre ces groupes hostiles de comploteurs et de saboteurs, tout comme la lutte contre les traîtres antérieurs, était au premier chef une lutte idéologique au même titre que toute la lutte de classe au sein du Parti. Mais cette lutte revêtait aussi un caractère politique. La lutte idéologique n'atteint jamais son objectif si elle ne s'accompagne pas de mesures politiques et d'organisation. Le Parti a mené avec patience, auprès de ceux qui ont versé dans l'action antiparti, un travail d'explication et de persuasion pour les ramener sur la bonne voie. Mais dès que cette action de leur part a pris un caractère de complot et de crime contre le peuple et le socialisme, il n'a pas hésité à les chasser de ses rangs et, qui plus est, à les déférer en justice pour qu'ils soient châtiés selon la gravité de leurs fautes. C'est là une attitude profondément révolutionnaire, marxiste-léniniste. La révolution, la dictature du prolétariat ne peuvent manquer d'user de la violence contre les ennemis du Parti, du peuple, du socialisme. Les contradictions entre nous et les ennemis de classe ne peuvent être résolues autrement. Tenter de lever ces contradictions comme on le fait des contradictions entre les masses travailleuses, entre les divers aspects du régime socialiste, c'est verser dans l'idéalisme, dans la réconciliation des classes.

L'épuration du Parti des éléments qui lui sont hostiles, sa lutte pour le démantèlement de leur activité antiparti et antisocialiste, l'ont encore aguerri idéologiquement et politiquement comme avant-garde de la classe ouvrière et guide du peuple. Mais il s'est aussi trempé par la lutte contre les déficiences et les erreurs dans le travail de ses organes et de ses organisations, contre toutes les manifestations étrangères à l'idéologie, à la politique et aux normes marxistes-léninistes dans l'action et le comportement des communistes.

Il est objectivement impossible qu'aucun défaut ou erreur, aucune manifestation étrangère au socialisme, aucun phénomène négatif, ne se fasse jour au sein des organisations et des organes dirigeants du Parti tant que se poursuit et se poursuivra l'âpre lutte de classes entre le socialisme et le capitalisme dans le pays et à l'échelle internationale. Le Parti lutte pour empêcher les manifestations étrangères de grossir, pour les étouffer dans l'œuf et éviter qu'elles ne deviennent des mala-

dies incurables au point d'asphyxier le Parti de la classe ouvrière et de le transformer en parti bourgeois-révisionniste.

L'objectif principal du Parti est l'application de sa juste ligne. Aussi le Parti a-t-il dirigé ses coups principaux contre toute violation ou déformation de ses directives, contre toute attitude ou action libérale, bureaucratique ou sectaire, contre tout ce qui entrave l'application de sa ligne ou nuit à sa politique.

Toutes les organisations et tous les membres du Parti sont responsables de l'application de sa ligne. Le Parti concentra son attention sur ce point en demandant là chaque organisation et à chaque communiste de combattre opiniâtrement, sans aucune faiblesse, toute violation des directives par qui que ce soit.

C'est ce que faisaient la quasi-totalité des organisations du Parti et des communistes, mais il était un certain nombre de communistes et d'organisations qui ou bien violaient eux-mêmes telle ou telle de ces directives, ou bien s'abstenaient de mener une lutte intransigeante contre les violations et les déformations de la ligne du Parti, contre les déviationnistes, contre les éléments antiparti.

Les traîtres découverts et écrasés par le Parti dans les années 1973-1975 enfreignaient et déformaient ses directives dans les domaines de l'idéologie, de l'enseignement et de la culture, de la défense, de la planification, du commerce extérieur, du pétrole et de l'agriculture. Un certain nombre de communistes ne voyaient pas ces infractions et déformations, ils se montraient politiquement myopes; d'autres constataient bien des manifestations étrangères au socialisme, des violations et des déformations, mais n'agissaient pas énergiquement pour défendre la ligne du Parti, faisant preuve par là même de laxisme, et manquant de courage révolutionnaire. Entre-temps, les organisations de base dont faisaient partie les traîtres et les déviationnistes, avaient relâché leur vigilance, elles avaient fait passer la technique avant la politique du Parti, et affaibli ainsi sensiblement leur rôle dirigeant. Les 4^a, 5e, 6e et 7e plenums du CC les secouèrent et les remirent sur le droit chemin.

Ces plenums ne secouèrent pas seulement les organisations paralysées par les traîtres, ils vivifièrent aussi nombre de communistes et d'autres organisations qui ne combattaient pas les violations et les déformations, qui n'appliquaient pas les directives avec la persévérance, l'esprit militant et l'esprit de suite exigés par le Parti.

L'épuration des rangs du Parti non seulement des éléments hostiles, mais encore de tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient perdu les qualités de militant d'avant-garde, contribua au renforcement ultérieur du Parti. Si cette épuration n'était pas importante par le nombre des éléments qu'elle frappait, elle n'en était pas moins utile par son contenu et sa signification.

L'épuration effectuée au cours des années qui suivirent le VIe Congrès du Parti présentait tous les traits des épurations antérieures.

A la différence de beaucoup d'autres partis de la classe ouvrière, le PTA n'a jamais fait l'objet de purges massives. Cela s'explique par le fait que le Parti n'a pas vu se créer en son sein des courants fractionnels et des lignes contraires, dont le démantèlement aurait nécessité des exclusions en masse. L'épuration du PTA s'est toujours effectuée par les voies normales, à travers l'application régulière des principes et des normes de ses statuts.

Cette épuration, comme les précédentes, s'effectua conformément aux principes de la démocratie intérieure du Parti. Celui-ci sollicita aussi l'avis des masses travailleuses qui jugent l'action de tel ou tel communiste d'après l'image que, d'expérience, elles se sont faite du membre du Parti, en qui elles voient l'homme le plus pur, le combattant le plus résolu pour la cause du peuple, de la révolution et du socialisme.

Tout en épurant ses rangs des éléments indignes de porter le titre élevé de communiste, le Parti témoigne un grand soin pour les exclus. Les éléments antiparti y sont rares. Le Parti veille de près sur les autres, les aide et les éduque.

Le travail mieux organisé et d'un plus haut niveau mené pour l'étude de la théorie marxiste-léniniste, des rapports et des décisions du Comité central, des conclusions du Bureau politique et de son Secrétariat, ainsi que des discours du camarade Enver Hoxha, joua un grand rôle pour le renforcement du Parti. De 1972 à 1976 des dizaines de livres rassemblant des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline, ainsi que des documents du Parti et des œuvres du camarade Enver Hoxha, furent publiés afin de contribuer à l'étude de la théorie marxiste-léniniste et à l'éducation idéologique et politique révolutionnaire des membres au Parti et des autres travailleurs.

CHAPITRE IX

LE PTA CONDUIT AVEC DETERMINATION LE PEUPLE DANS LA VOIE MARXISTE-LENINISTE DE L'EDIFICATION INTEGRALE DE LA SOCIETE SOCIALISTE

(1976-1980)

1. LE VIIe CONGRES DU PARTI, SYNTHESE MARXISTE-LENINISTE DE LA PENSEE ET DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRES

Le VIIe Congrès du PTA se tint à Tirana du 1er au 7 novembre 1976. Il rassemblait 843 délégués, dont 734 avec voix délibérative et 109 avec voix consultative, représentant 88 000 membres du Parti et 13 500 stagiaires.

Le rapport d'activité du CC présenté par le camarade Enver Hoxha, les interventions des délégués et les décisions du Congrès constituaient une synthèse marxiste-léniniste de la pensée et de l'action révolutionnaires de notre Parti. Les tâches fixées ainsi que les directives du 6e plan quinquennal approuvées à ce Congrès ouvrirent de nouvelles perspectives dans la voie de l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie.

La Constitution de la RPSA, œuvre du Parti et du peuple

La première question examinée par le Congrès fut celle de la nouvelle Constitution de l'Albanie socialiste.

Conformément à la décision du VIe Congrès du Parti, le Comité central avait pris toutes les mesures pour mener les

études nécessaires à cette fin et élaborer le projet de cette loi fondamentale. La commission de rédaction du projet de Constitution était présidée par le camarade Enver Hoxha.

Durant le premier semestre 1976, le Comité central du Parti et l'Assemblée populaire mirent le projet de Constitution en discussion devant le peuple. Ce débat prit la forme d'une grande action populaire, politique et idéologique. Aux réunions organisées à cette fin, participèrent 1 500 000 personnes, soit la totalité de la population adulte du pays; quelque 300 000 d'entre elles intervinrent au cours du débat. Les observations et propositions très pertinentes des travailleurs furent prises en compte dans la réélaboration du projet. Les masses populaires approuvèrent unanimement le contenu du projet de Constitution, autrement dit elles approuvèrent la ligne générale du PTA, la voie révolutionnaire qu'il avait suivie.

La nouvelle Constitution marque une nouvelle progression qualitative de l'Etat socialiste albanais, progression qui répond à la nouvelle étape de la révolution, l'édification intégrale de la société socialiste. On y trouve incarnés les grandes transformations révolutionnaires réalisées par le peuple albanais sous la direction du PTA ainsi que les éléments nouveaux apportés par notre Parti et le camarade Enver Hoxha à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique.

Selon la nouvelle Constitution, l'Etat albanais prend l'appellation de **République populaire socialiste d'Albanie (RPSA)**. Cette dénomination reflète plus exactement les transformations socialistes qualitatives opérées à la base et à la superstructure de la société, tout en conservant l'élément de tradition.

Le Congrès souligna le net caractère de classe de la Constitution.

Ce caractère, la Constitution l'exprime:

en proclamant et en sanctionnant le caractère d'Etat de dictature du prolétariat de la RPSA et le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans toute la vie du pays;

en définissant le Parti du Travail d'Albanie, avant-garde de la classe ouvrière, comme l'unique force politique dirigeante de l'Etat et de la société;

en légalisant le marxisme-léninisme comme l'idéologie dominante, suivant laquelle se développe tout l'ordre social socialiste;

en définissant la lutte de classes comme une grande force motrice pour promouvoir la révolution socialiste, à travers la-

quelle seront assurées la victoire définitive de la voie socialiste, l'édification intégrale du socialisme et du communisme.

En même temps, le Congrès souligna à nouveau le caractère profondément démocratique et populaire de l'Etat albanais de dictature du prolétariat ainsi que l'humanisme socialiste authentique clairement et pleinement marqués dans la Constitution. *«La dictature du prolétariat,* dit le camarade Enver Hoxha dans son rapport, *est indissociable de la plus large, la plus profonde et la plus complète démocratie pour les travailleurs».**

Cette démocratie plus large pour les travailleurs est exprimée, entre autres, dans l'article suivant de la Constitution: «En République populaire socialiste d'Albanie, tout le pouvoir d'Etat émane du peuple travailleur et lui appartient».

La démocratie socialiste a assuré à la classe ouvrière, à la paysannerie coopérée et aux autres travailleurs l'exercice du pouvoir tant à travers les organes représentatifs que directement, une participation effective, large et organisée à l'administration du pays et l'exercice d'un contrôle direct sur quiconque et sur tout.

En RPSA le pouvoir est un et indivisible. Les organes représentatifs d'Etat, l'Assemblée populaire et les conseils populaires, élus directement par le peuple au suffrage universel, égal et au scrutin secret, sont, d'après la Constitution, les seuls à exercer la souveraineté du peuple. Tous les autres organes d'Etat déploient leur activité sous la direction et le contrôle des organes représentatifs et leur en rendent compte. Par ailleurs, tous les élus ainsi que les fonctionnaires nommés de l'Etat sont tenus de rendre systématiquement compte au peuple de leur action.

Le Congrès souligna que «la structure et le fonctionnement de l'ensemble du mécanisme étatique et social, socialiste, sont régis chez nous par le principe du centralisme démocratique, qui consiste fondamentalement dans la direction centralisée de toute la vie du pays par la classe ouvrière, à travers son Parti et son Etat prolétariens, dans une judicieuse coordination de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses».** En incarnant ce principe

---

* Enver Hoxha, Rapport au VII[e] Congrès du PTA, VII[e] Congrès du PTA, 1977, éd. alb., p. 34.

** Ibid., p. 35.

révolutionnaire, la Constitution de la RPSA s'oppose à toutes les conceptions et pratiques révisionnistes, soit libérales-anarchistes, qui renient le centralisme prolétarien, soit centralist.es-bureaucratiques, qui excluent les masses travailleuses de la participation à l'administration de l'Etat.

A la différence de ce qu'il en est dans les pays capitalistes et révisionnistes, où les droits des travailleurs restent sur le papier ou de vaines paroles, en RPSA, ces droits incarnés dans la Constitution, comme l'égalité des citoyens devant la loi, indépendamment du sexe, de la race, de la nationalité, du niveau d'instruction et de la position sociale, le droit au travail, la liberté d'expression, de presse, d'organisation, de réunion, le droit à l'instruction et à l'assistance médicale gratuites, l'égalité de la femme avec l'homme, etc., sont effectivement et pleinement mis en œuvre dans la pratique. La Constitution garantit aux minorités nationales la protection et le développement de leur culture et de leurs traditions populaires, l'usage de leur langue maternelle, l'égalité de développement social.

Les droits sont exercés dans l'unité et en harmonie avec les devoirs, dont l'accomplissement n'est pas fondé uniquement sur le caractère obligatoire que leur confèrent les lois d'Etat, mais aussi sur la conscience socialiste, sur le principe de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt personnel.

Tout en définissant la propriété socialiste comme la base intangible de l'ordre socialiste, la source du bien-être du peuple et de la capacité de défense de la patrie, la Constitution relie organiquement la propriété sociale au principe socialiste de la répartition de «chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Ce principe se concrétise dans des dispositions qui en garantissent une plus juste application révolutionnaire et barrent la voie à toute spéculation de droite ou de «gauche» et à la création de couches privilégiées. La Constitution sanctionna également la décision prise depuis longtemps par le Parti sur l'exonération des citoyens de tous impôts et taxes.

La ligne du Parti sur les grandes questions de la défense de la patrie, de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté nationale a été parfaitement traduite et clairement formulée dans la Constitution. La défense de la patrie, en tant que devoir suprême, est assurée par le peuple en armes, dont la principale force de choc est l'Armée populaire. Les Forces

armées sont dirigées par le PTA, et le Premier secrétaire de son Comité central est à la fois Commandant suprême de ces forces et Président du Conseil de la Défense. La Constitution interdit à quiconque de signer ou de reconnaître au nom de la République populaire socialiste d'Albanie la capitulation ou l'occupation du pays, et elle qualifie tout acte de ce genre de trahison à la patrie. De même, elle prohibe l'installation de bases et de troupes étrangères sur le territoire de l'Etat albanais. L'indépendance économique étant indispensable à une véritable indépendance politique, la nouvelle loi fondamentale interdit également l'octroi de concessions, la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou mixtes avec des monopoles et des Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes, ainsi que l'acceptation de crédits de ces derniers.

La sauvegarde de l'indépendance économique et politique, souligna le Congrès, est directement subordonnée à l'application conséquente du principe de l'appui sur ses propres forces. La Constitution sanctionna également ce grand principe révolutionnaire appliqué depuis toujours par notre Parti et le peuple albanais dans la révolution, dans l'édification socialiste et la défense du pays.

La Constitution consacra aussi une série de principes, de normes et de conquêtes, qui forment les fondements de la société socialiste en Albanie.

«La nouvelle Constitution, a dit le camarade Enver Hoxha, *offre le miroir d'une société véritablement socialiste, édifiée selon les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, enseignements incarnés et confirmés dans la pratique révolutionnaire de notre pays»**

Ce document fondamental a servi au renforcement et au perfectionnement continu de l'Etat socialiste albanais dans tous Les domaines, il a donné une puissante impulsion à la lutte et au travail révolutionnaires pour la réalisation des grandes tâches de l'édification intégrale de la société socialiste.

La nouvelle Constitution de la RPSA, après son approbation unanime, par l'Assemblée populaire, entra en vigueur le 28 décembre 1976.

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., pp. 45-46.

La direction indivisible du Parti, gage de l'édification intégrale de la société socialiste

Les grandes tâches auxquelles notre pays était confronté, posaient la nécessité de renforcer davantage le Parti, de rehausser son rôle dirigeant.

Pour atteindre cet objectif, le Congrès recommanda d'œuvrer à comprendre toujours mieux et plus à fond que *«la direction du Parti est une et indivisible. Elle ne se réalise que si son idéologie et sa politique marxistes-léninistes, ses décisions et directives sont appliquées avec succès dans tous les domaines et dans toutes les directions,* dans les organes du pouvoir et dans l'économie, dans la culture et dans l'armée, que si toutes les institutions d'Etat, les organisations sociales, tous les cadres et les travailleurs se guident dans toute leur activité sur cette idéologie et cette politique, sur ces directives et décisions».*

L'un des principaux facteurs qui ont permis au Parti, tout au long de son existence, de réaliser si parfaitement son rôle dirigeant et l'hégémonie de la classe ouvrière, a été son unité idéologique et organisationnelle d'acier.

Pour préserver et raffermir constamment l'unité, pour réaliser la direction incontestée de la classe ouvrière, il est déterminant, souligna le Congrès, de combattre avec persévérance pour ne jamais permettre l'existence de fractions et de lignes opposées en son sein, pour appliquer avec fermeté et esprit de suite une ligne unique, marxiste-léniniste et conséquente du Parti, une discipline révolutionnaire unique pour tous les communistes, indépendamment de leur position ou fonction.

Le Congrès souligna que, pour que le rôle dirigeant du Parti fût réalisé parfaitement, une autre condition, comme la pratique suivie jusqu'alors l'avait confirmé, était également indispensable: tous les organes du Parti à tous les niveaux, toutes les organisations de base doivent assumer ce rôle dirigeant, la masse des communistes doit se porter à l'avant-garde.

L'organisation de base est le fondement du Parti. Plus ce fondement est solide, plus le Parti sera fort, invulnérable. Le Parti avait mis et mettait à nouveau l'accent sur la nécessité de rehausser le rôle dirigeant de l'organisation de base, parce que c'est de cette question, plus que de toute autre, que dépend l'accomplissement de sa mission historique de direction

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 104.

prolétarienne dans la révolution et l'édification socialistes. Le camarade Enver Hoxha nous enseigne que «pour que soit appliqué le principe «le Parti doit tout diriger», l'organisation de base doit être partout à la direction».*

De même, il fut recommandé de veiller particulièrement à renforcer et à parfaire le rôle dirigeant des plenums des comités de district du Parti et des comités du Parti dans l'armée. «Le plenum, soulignait le Congrès, est la plus haute instance dans l'intervalle entre deux conférences et il dirige toute l'activité du Parti dans le district. Le bureau ne peut jamais se substituer au plenum et il ne peut mener son action que dans le cadre des décisions de ce dernier et du contrôle de la part de ses membres. Le bureau est obligé de rendre compte de son activité devant le plenum. Et ces principes s'appliquent aussi au Comité central et à son Bureau politique.»**

Une grande expérience avait été acquise, particulièrement les dernières années, sur la promotion des plenums au rôle d'instances dirigeantes. Se basant sur les leçons que le Parti avait tirées de cette expérience, la lutte serait poursuivie pour réaliser totalement le déplacement du centre de gravité de la direction des bureaux aux plenums, en barrant la voie à toute manifestation de culte des bureaux et des secrétaires, et à toute tendance à mettre les bureaux au-dessus des plenums, à investir les appareils de fonctions qui incombent aux comités du Parti.

L'essence de cette lutte est d'assurer le mieux possible la direction collégiale dans l'activité des organes dirigeants du Parti. «La pensée et l'action collégiales, souligna le Congrès, sont la forme de pensée et d'action la plus profonde et la plus juste et elles jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre du rôle dirigeant du Parti. La direction collégiale évite la bureaucratie et l'arbitraire, elle vivifie en même temps la pensée et l'action individuelles et ne permet pas l'apparition de la routine ni la propagation du conformisme».***

Une autre condition importante de l'élévation du rôle dirigeant du Parti est le renforcement continu de sa composition prolétarienne.

---

* Enver Hoxha, Intervention au Bureau politique. 5 mars 1975. ACP.

** VIle Congrès du PTA, éd. alb., pp. 113-114.

*** Ibid., pp. 114-115.

De nouveaux progrès notables avaient été enregistrés en cette matière depuis le Congrès précédent. Sur l'ensemble des nouveaux membres admis au cours de cette période, 41 pour cent étaient d'origine ou de condition ouvrière, 38 pour cent provenaient de la paysannerie coopérée et près de 21 pour cent de la catégorie des employés, de l'intelligentsia et des militaires. Ces nouvelles admissions concernaient à 82 pour cent les organisations des branches de la production matérielle.

La très grande majorité des nouveaux adhérents étaient âgés de moins de 30 ans. Cela attestait, soulignait le Congrès, les liens d'acier unissant notre jeunesse au Parti et au communisme. Cela prouvait aussi le souci constant du Parti de ne jamais vieillir physiquement, de rester toujours à la fois mûr et jeune, par la pensée comme par l'action révolutionnaires, d'être un parti du présent et de l'avenir.

Les ouvriers, avec 37,5 pour cent, venaient toujours au premier rang dans l'effectif du Parti. Le taux des coopérateurs était de 29 pour cent. Une importante augmentation s'observait dans le nombre des femmes communistes qui constituaient 27 pour cent de l'effectif, contre 22 pour cent cinq ans auparavant.

Les progrès enregistrés dans la composition sociale du Parti devaient constituer un encouragement pour en réaliser de nouveaux dans la voie révolutionnaire.

Les efforts seraient poursuivis en vue de grossir les rangs du Parti de nouveaux adhérents provenant au premier chef de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée. Le Congrès fixa comme objectif que la catégorie des coopérateurs accède au second rang, après celle des ouvriers, dans l'effectif du Parti.

Durant le quinquennat précédent, plus que durant toute autre période, des communistes avaient été envoyés de l'administration à la production, des villes dans les campagnes, des fronts moins difficiles aux plus difficiles. 62 pour cent de l'effectif total des membres du Parti travaillaient dans la sphère de la production et 82 pour cent d'entre eux directement à la production. Ce taux était de plus de 86 pour cent dans les mines et le secteur géologique et de 87 pour cent dans les coopératives agricoles.

Il fut décidé de mieux ajuster, dans l'avenir, le rapport entre les communistes travaillant directement à la production dans les secteurs économiques et les communistes occupés à l'administration, à l'avantage des premiers.

Le rehaussement du rôle dirigeant du Parti, la sauvegar-

de et le renforcement continu de ses liens avec les masses, la consolidation de son unité avec le peuple se fondent toujours sur la conviction des masses quant à la justesse de sa ligne.

Pour étayer cette vérité, le Congrès citait le jugement de Staline «diriger, c'est savoir convaincre les masses de la justesse de la politique du Parti».* Toute tentative de s'imposer aux masses par simple commandement, par l'application mécanique du principe du rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, conduit à la violation de la ligne du Parti, à un écart par rapport à la ligne de masse. Les communistes convainquent les masses avant tout par la concordance de leurs actes avec leurs paroles, par l'exemple qu'ils donnent en tant que combattants d'avant-garde.

Les organisations sociales, écoles d'éducation communiste et de participation des masses à l'administration du pays, courroies de transmission de la ligne du Parti, jouent un grand rôle, un rôle irremplaçable pour convaincre profondément les masses du bien-fondé des décisions et des directives du Parti, de la nécessité de réaliser les tâches concrètes qui en découlent. A cet égard, le Congrès recommanda que la direction des organisations sociales fût perfectionnée grâce au concours des organisations et des organes du Parti. La riche expérience du PTA sur son travail auprès de ces organisations a montré que son rôle de direction prolétarienne, continue et avisée, dans les organisations de masse barre la voie à l'instauration d'un climat d'indolence dans leur action, à l'apparition en leur sein de vues et de pratiques antimarxistes, révisionnistes, tendant à les couper du Parti, à les mettre au-dessus du Parti et de la classe ouvrière, à promouvoir les théories de l'autogestion et de l'économisme, à nier la dictature du prolétariat; au contraire, ce rôle de direction préserve ces organisations comme des armes acérées du Parti et du pouvoir prolétarien.

La lutte de classes, principale force motrice de la révolution et de l'édification du socialisme

Le Congrès mit en particulier l'accent sur la lutte de classes, résumant en substance la ligne de notre Parti sur cette question suivant les principes du marxisme-léninisme et son expérience révolutionnaire de plusieurs années.

* J. Staline. Œuvres, éd. alb., t. 8, p. 52.

Le PTA a toujours suivi, à propos de la lutte de classes une ligne nette, catégorique, révolutionnaire, il a toujours mené et dirigé cette lutte correctement et résolument. Si le Congrès jugea indispensable de s'arrêter spécialement sur cette question, c'était que, dans les nouvelles situations créées, la lutte de classes revêtait une importance encore plus décisive pour les destinées du socialisme et de l'indépendance nationale. Mieux on comprend et l'on assimile cette question, plus on applique correctement la ligne du Parti sur la lutte de classes, et mieux et plus correctement on applique sa ligne générale marxiste-léniniste pour avancer sans arrêt dans la voie du développement socialiste.

Le Congrès souligna de nouveau la thèse connue de notre Parti selon laquelle la lutte de classes «en régime socialiste également, est un phénomène objectif, c'est la principale force motrice de la révolution et de l'édification du socialisme».*

Cette thèse s'accorde avec la définition que les classiques du marxisme-léninisme donnent de la lutte de classes en tant que «force qui détermine le développement de la société», «véritable force motrice de l'histoire», qui se poursuit jusqu'à la liquidation des classes.

«La construction du socialisme est un processus de lutte de classes acharnée...»**. Cela signifie que non seulement l'existence de la lutte de classes, mais aussi son âpreté, constituent un phénomène objectif. Objectivement, l'ennemi de classe oppose une résistance et exerce une pression continues, il ne renonce pas de son gré au pouvoir, à ses richesses, à ses privilèges. Il combat avec acharnement les forces politiques et sociales qui visent à l'exterminer. D'autre part, la classe ouvrière et ses alliés ne peuvent atteindre les objectifs fixés, la construction de la société socialiste et communiste, que par la révolution et une lutte résolue.

Les zigzags, les oscillations constatés dans la lutte de classes se traduisent par des variations dans son acuité. Ces fluctuations se rattachent aux questions à propos desquelles est menée concrètement cette lutte, à des éléments particuliers de la lutte, aux situations et aux conjonctures intérieures et internationales ainsi qu'à d'autres facteurs de caractère objectif et subjectif.

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 140.

** Ibid.

Dans l'action concrète, il est très important de bien comprendre et d'appliquer correctement cette conclusion du Parti confirmée par la pratique pour être sûr de toujours adopter de justes attitudes, pour ne verser ni dans l'opportunisme, ni dans le sectarisme.

D'autre part, il n'est pas permis à notre Parti et à la dictature du prolétariat d'encourager ou de mener artificiellement la lutte de classe. Le PTA ne l'a jamais fait, il n'a jamais entrepris d'actions hâtives, aventureuses.

L'excitation artificielle de la lutte de classes, expliquait Staline, conduit à la guerre civile; le déclenchement d'une telle guerre dans les conditions de la dictature du prolétariat sape le socialisme dans ses fondements.

C'est à travers la lutte de classes que les contradictions de classe, antagonistes et non antagonistes, se résolvent et que la société progresse. Le PTA a toujours été conscient que, sous le socialisme, les contradictions antagonistes ne disparaissent pas avec la liquidation des classes exploiteuses. Elles continuent d'exister de pair avec les contradictions non antagonistes propres à la société socialiste.

Les contradictions antagonistes existent entre la voie socialiste et la voie capitaliste, entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise et révisionniste, entre la morale socialiste, d'une part, et la psychologie petite-bourgeoise, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, d'autre part, entre le peuple travailleur et les ennemis. Les contradictions non antagonistes apparaissent au sein des masses travailleuses, entre divers aspects de l'ordre socialiste.

La contradiction antagoniste fondamentale jusqu'au triomphe du communisme reste la contradiction entre le socialisme et le capitalisme.

Pour mener correctement la lutte de classe il est indispensable de connaître à fond les contradictions et leur caractère; de bien déterminer la contradiction fondamentale, car de sa solution dépend la solution de toutes les contradictions; de ne pas confondre les contradictions antagonistes avec les contradictions non antagonistes et vice-versa; de ne sous-estimer ou surestimer ni les unes ni les autres.

Réaffirmant la thèse du Parti d'après laquelle la lutte de classe se développe dans tous les domaines et sur tous les fronts, le Congrès souligna: «Notre pratique de la révolution

et de l'édification socialistes nous enseigne que la lutte de classe n'est jamais complète si elle n'est pas développée dans toutes ses principales directions, dans les domaines politique, économique et idéologique... A certaines périodes, l'une ou l'autre d'entre elles peut surgir au premier plan, mais en toute circonstance cette lutte doit être menée de front».*

En même temps, le Congrès indiqua que non seulement il est indispensable et important de mener la lutte de classe au même titre dans tous les domaines et dans toutes les directions, mais aussi que les trois formes principales de cette lutte, politique, économique et idéologique, doivent «s'imbriquer et être complémentaires»**. La lutte de classe se développe donc dans des directions qui s'entrelacent, dans la mesure où s'entrelacent aussi l'idéologie, la politique et l'économie.

Cet entrelacement et l'importance tout aussi grande que la lutte de classe revêt dans chacune de ses directions principales, ne réfutent pas la thèse selon laquelle la lutte politique reste, jusqu'à la liquidation des classes et des ennemis, la forme la plus élevée de la lutte des classes, en ce que dans le domaine du pouvoir d'Etat, cette lutte prend une âpreté et arrive à un paroxysme qu'elle n'a atteints en aucun autre domaine. C'est là qu'a ses origines la lutte acharnée qui s'est toujours livrée et se livrera aussi dans l'avenir entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes sur la question de la dictature du prolétariat.

Le Congrès traita également de la liaison étroite, de l'entrelacement entre le front intérieur et le front extérieur de la lutte de classes. Cette liaison et cet entrelacement dérivent des liens mêmes et de la coordination existant entre les ennemis du dehors et du dedans. Tous les ennemis intérieurs sans exception sont à la fois, d'une façon ou d'une autre, des agents des ennemis extérieurs, impérialistes et révisionnistes. Les fils qui les unissent sont multiples. *«Voilà pourquoi,* recommanda le Congrès, *nous devons faire face au front uni des ennemis en renforçant notre front intérieur dans tous les domaines, dans la défense et l'économie, dans la politique et l'idéologie, et en menant la lutte de classe sans répit et avec esprit de suite».****

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 148.

** Ibid.

*** Ibid. pp. 145-146.

La lutte de classes est une loi objective, mais c'est le facteur subjectif qui joue le rôle décisif dans l'issue de cette lutte. La victoire du socialisme dépend du niveau de conscience, de l'élan, de la préparation, de l'organisation, de la mobilisation et de la capacité de combat de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, et ce sont là des conditions subjectives que prépare le parti de la classe ouvrière, en tant que dirigeant de la révolution.

Le Parti doit suivre une ligne révolutionnaire de la lutte de classes, édifiée sur la connaissance approfondie et l'application des lois et des conditions objectives de cette lutte, mener cette lutte suivant des méthodes révolutionnaires, toujours de concert avec les masses et en en assumant la direction.

Toute attitude ou tout acte qui n'est pas conforme aux lois et aux conditions objectives, l'attentisme, l'aventurisme, le désarroi, la peur, le désordre au combat, et, pis encore, la capitulation face à la pression des ennemis ou des obstacles et difficultés, sont fatals pour la révolution, cela conduit à l'échec de la lutte de classe, cela fournit aux forces adverses, bourgeoises-impérialistes, révisionnistes, réactionnaires, la possibilité de l'emporter.

«L'ennemi de classe, souligna le Congrès, s'efforce de mettre en sommeil la vigilance des masses, il cherche des périodes de tranquillité et de répit dans le développement de la lutte de classe, pour regrouper ses forces et frapper par surprise. Les organisations du Parti et tous les travailleurs, avec à leur tête la classe ouvrière, ont pour devoir d'empêcher la création de telles situations favorables pour l'ennemi et d'être toujours à l'offensive, de garder toujours bien acéré le fer de lance de la lutte de classe, d'être intransigeants à l'égard des ennemis et de leurs idéologies».*

Les 4[e], 5[e], 6[e], et 7[e] plenums du CC du Parti étaient de grandes écoles de la lutte de classe. La lutte contre les groupes de traîtres qui ont été découverts et anéantis dans ces plenums montra encore une fois que *«le danger principal, l'ennemi principal de notre Parti comme de tout le mouvement communiste et ouvrier révolutionnaire international, a été et demeure l'opportunisme de droite, le révisionnisme».***

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 149.

** Ibid., p. 141.

Il fallut au Parti du Travail d'Albanie mener une âpre lutte de front contre l'opportunisme de droite.

Notre Parti combattit avec la même vigueur le sectarisme, les attitudes rigides, gauchistes. «Souvent, les sectaires, a dit le camarade Enver Hoxha, se posent en «révolutionnaires conséquents», «respectueux des principes». En fait, ce sont des opportunistes et ils agissent ainsi simplement «pour se mettre à couvert»». «Aussi le Parti, souligna le Congrès, doit-il éclairer à fond ces questions et expliquer *qu'on ne peut combattre avec succès l'opportunisme si l'on ne combat pas en même temps le sectarisme, et inversement.»**.

Le développement de la lutte de classe et le triomphe complet du socialisme sur le capitalisme et sur le révisionnisme ont pour facteur déterminant *la direction de la classe ouvrière.* De la mise en place puis de la sauvegarde de cette direction dépend le sort de cette lutte.

L'expérience de l'édification socialiste en Albanie réfute les conclusions anticommunistes que la bourgeoisie et ses laquais tirent de la restauration du capitalisme en Union soviétique et confirme pleinement la justesse de la théorie marxiste-léniniste sur le rôle hégémonique de la classe ouvrière et sur la lutte de classes.

Le contrôle ouvrier direct a servi d'arme puissante entre les mains du Parti pour réaliser le rôle dirigeant de la classe ouvrière en régime socialiste.

Le Parti, fort de cette arme, a attiré l'attention sur le fait qu'il ne faut pas confondre le contrôle direct avec la direction «directe» de la classe ouvrière.

La classe ouvrière exerce son rôle hégémonique dans la révolution à travers son parti ainsi qu'à travers la dictature du prolétariat lorsqu'elle parvient à instaurer son pouvoir prolétarien. Aucune classe, au cours de l'histoire, n'a réussi à dominer et à gouverner directement, mais uniquement à travers ses organisations et ses partis politiques ou son propre Etat.

Le contrôle direct n'est pas une direction directe. Il se réalise sous l'égide du Parti et a comme objectif la sauvegarde et le renforcement du caractère prolétarien de l'Etat et du Parti, la parfaite application de sa ligne prolétarienne, des lois et des plans de l'Etat socialiste.

Le Congrès fixait comme tâche de consolider sans arrêt

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., pp. 150, 151.

le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Pour ce faire, indiquait-il: *«A l'avenir aussi, le Parti se doit d'œuvrer avec fermeté pour éduquer la classe selon l'idéologie marxiste-léniniste, pour lui faire prendre conscience de son rôle et de ses devoirs...»**

Tout en reconnaissant à la classe ouvrière le rôle dirigeant que lui a assigné l'histoire, le PTA a toujours apprécié correctement la grande importance de la (paysannerie travailleuse ainsi que sa force. Dans le feu de la révolution, dans les âpres combats de classe, il a su forger la puissante alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, sous la direction de la classe ouvrière. «Cette alliance, soulignait le Congrès, a été et demeure le principe de base de la dictature du prolétariat, le fondement de l'unité du peuple autour du Parti».**

Maintenir les rythmes rapides du développement socialiste. Les directives du 6e plan quinquennal

Le VIIe Congrès de notre Parti devait absolument tenir compte de tous les facteurs intérieurs et extérieurs, de leurs effets positifs ou négatifs, avant de fixer les tâches du nouveau plan quinquennal.

L'aggravation de la crise économique dans le monde capitaliste et l'apparition sans masque du révisionnisme chinois, le rapprochement de la Chine avec l'impérialisme américain et sa tendance à s'ériger en superpuissance impérialiste, avaient créé une situation internationale nouvelle. Cela avait suscité de nouvelles difficultés et de nouveaux obstacles pour le développement économique et la défense de l'Albanie socialiste.

Malgré tout, les facteurs intérieurs (la direction révolutionnaire et la juste ligne du Parti, la dictature du prolétariat, l'unité d'acier Parti-peuple, l'ordre économique socialiste, et la base matérielle et technique correspondante, l'armée de cadres et de spécialistes, la grande masse d'ouvriers et d'agriculteurs qualifiés, les aptitudes bien ancrées acquises dans la production, le travail d'organisation et de direction au cours du quinquennat précédent), ces facteurs toujours déterminants, permettaient parfaitement de surmonter les difficultés et les obstacles et de poursuivre le développement socialiste à des rythmes accélérés.

---

* VIIe Congrès du PTA, éd. alb., p. 165.

** Ibid., p. 167.

Se fondant sur ces conditions effectives, le Congrès fixa pour le 6e plan quinquennal 1976-1980 la tâche fondamentale suivante: **poursuivre a des rythmes rapides l'édification socialiste du pays eu vue de faire de l'Albanie socialiste un pays industriel-agricole, doté d une industrie et d une agriculture avancées, suivant le principe de l'appui sur ses propres forces, et de renforcer davantage et sous tous les aspects l'indépendance économique du pays; perfectionner les rapports de production socialistes et la superstructure; renforcer la dictature du prolétariat et accroître la capacité de défense de la patrie; élever le niveau matériel et culturel des masses travailleuses, en réduisant encore les différences entre la ville et la campagne.**

Le volume global de la production industrielle prévu pour le 6e quinquennat devait être supérieur au total de la production des vingt années écoulées (1951-1970). L'industrie du ferronickel, l'industrie électrique, l'industrie chimique devaient connaître l'essor le plus marqué. L'industrie nationale satisferait environ 95 pour cent des besoins du pays en pièces de rechange.

La production agricole égalerait la production des trois premiers plans quinquennaux (1951-1965) pris ensemble. L'objectif principal dans l'agriculture était de faire en sorte que notre pays se suffise en pain. Mais le développement de l'agriculture, indiqua le Congrès, devait être général, harmonieux et diversifié.

Les investissements de l'Etat dans les années 1976-1980 dépasseraient ceux qui avaient été faits pendant les vingt années, de 1951 à 1970. Le Congrès mit l'accent sur la nécessité de faire surtout des investissements de haute efficience, fondés sur des études approfondies, des projets et des devis exacts, des normes techniques et économiques avancées.

Le revenu national devait, selon les prévisions, s'accroître proportionnellement au produit social total et 35 pour cent en serait affecté au fonds d'accumulation. D'importantes dépenses seraient engagées pour accroître le fonds des logements, protéger la santé du peuple, défendre l'environnement contre la pollution, etc.

Le Congrès fixait d'importantes tâches pour le développement de renseignement, de la culture et des sciences. Il donnait comme directive de faire de la recherche scientifique une pratique généralisée, qui pénètre et précède tout travail,

qui contribue effectivement à la solution des problèmes immédiats et à long terme de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.

Le Congrès s'arrêta en particulier sur les différences qui subsistaient encore entre la ville et la campagne, définissant la lutte menée pour les réduire comme la voie principale pour renforcer toujours plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée dans les conditions actuelles. Le camarade Enver Hoxha indiquait à ce propos dans son rapport que notre Parti se guide sur le *«principe selon lequel le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement pour la classe ouvrière, mais qu'il se construit aussi à la campagne et aussi pour la paysannerie».** Afin de promouvoir le développement des campagnes, l'Etat agirait plus efficacement, par sa contribution en fonds et moyens divers, pour élever dans l'ensemble le niveau de vie de la paysannerie coopérée, toujours sur la base de l'accroissement de la production agro-pastorale. Au cours du quinquennat suivant, le taux d'accroissement du revenu réel par habitant devait être 3 fois plus élevé à la campagne qu'à a ville.

L'heureuse réalisation des tâches économiques du nouveau quinquennat devait avoir pour effet de renforcer la capacité de défense de notre patrie. En même temps, le Congrès assigna des tâches spéciales dans le domaine de l'entraînement militaire et de la préparation au combat des Forces armées et de tout le peuple-soldat en vue d'accroître la capacité de défense du pays. L'Armée populaire et les autres structures militaires, guidées par l'idéologie et la politique prolétariennes du Parti, devaient mener un vaste travail, opiniâtre, en observant une discipline d'acier, pour assimiler la ligne militaire de notre Parti, l'art militaire de la guerre populaire, afin de maîtriser parfaitement les armes et autres moyens de combat.

Alors que l'encerclement impérialiste-révisionniste se conjuguait avec la grande crise économique et financière du monde capitaliste, l'application du principe de l'appui sur ses propres forces revêtait une importance exceptionnelle. «Ce grand principe marxiste-léniniste, d'un profond contenu révolutionnaire, soulignait le Congrès, est non seulement une loi de l'édification du socialisme, mais aussi, dans les conditions de

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 89.

notre pays, un impératif absolu pour tenir tête victorieusement aux blocus et à l'encerclement que nous imposent nos ennemis»*.

L'attitude de principes adoptée par le PTA sur les problèmes de l'évolution mondiale

La politique extérieure du PTA, de même que sa politique intérieure et sa ligne générale, a toujours été une politique de principes prolétariens. Tout au long de son histoire, à chaque moment décisif, sur chaque problème-clé, intérieur ou extérieur, le PTA a adopté des attitudes de principes marxistes-léninistes. En 1960, lorsqu'un bon nombre de partis anciennement communistes avaient adopté ou adoptaient le cours bourgeois-révisionniste de Khrouchtchev, et que celui-ci exerçait une pression extrême sur le PTA pour le contraindre à s'écarter lui aussi de la voie du marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha, exprimant la volonté de tous les communistes et du peuple albanais tout entier, déclarait: «Quitte à manquer de pain, nous, Albanais, nous ne violons pas les principes, nous ne trahissons pas le marxisme-léninisme. Que cela soit bien clair pour tous, amis et ennemis».**

C'est justement dans cette politique de principes prolétariens que le Parti du Travail d'Albanie a puisé sa force pour affronter de grands et puissants ennemis, pour dénoncer et anéantir leurs plans diaboliques.

La politique de principes du PTA s'oppose à toute politique pragmatiste, conjoncturelle, elle est l'ennemie de la diplomatie camouflée des coulisses, de la vente à l'encan des intérêts de son propre peuple et des autres peuples, traits propres à la politique extérieure des pays capitalistes et révisionnistes.

La politique de principes prolétariens suivie avec esprit de suite par le PTA se refléta également dans l'analyse que le VIIe Congrès fit de la situation internationale, dans ses prises de position sur les grands événements et les problèmes de l'évolution mondiale.

«Notre Parti, déclara le Congrès, estime qu'il faut parler aux peuples ouvertement des situations qui se créent, car c'est seulement ainsi que l'on contribue à leur véritable union, à

* VIIe Congrès du PTA, éd. alb., pp. 95-96.
** Enver Hoxha. Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 333.

l'union des Etats et des gouvernements véritablement anti-impérialistes et progressistes».*

Le Congrès aboutit à la conclusion que la situation dans le monde apparaissait trouble, qu'elle était grosse de contradictions et d'importants affrontements.

Les superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, dans leurs visées de domination du monde, se préparaient fiévreusement à la guerre.

La situation internationale trouble était encore aggravée par la crise très profonde, la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, qui s'était abattue sur tous les pays capitalistes et révisionnistes, sur les pays avancés comme sur les pays moins développés. Cette crise frappait tous les domaines, la base et la superstructure du système capitaliste et bourgeois-révisionniste, c'était une crise à la fois économique, politique, idéologique, militaire et culturelle.

Elle était le résultat de l'approfondissement et de l'aggravation des contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme, entre les peuples et les puissances impérialistes et entre ces puissances elles-mêmes.

«La crise actuelle, a dit le camarade Enver Hoxha, a prouvé une nouvelle fois que le capitalisme, en tant que système social, ne peut jamais échapper à ses contradictions et à ses plaies, qu'il est incapable tout à la fois d'assurer ses superprofits et de préserver un équilibre social intérieur».**

Les superpuissances tâchaient de surmonter les crises en cherchant de nouvelles formes de collaboration pour résoudre leurs divergences mais aussi en s'affrontant entre elles.

«Notre Parti, souligna le Congrès, *soutient la thèse que, quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde».****

Face aux visées et aux menées agressives, expansionnistes et rapaces des superpuissances, face à l'oppression et à l'exploitation barbares exercées par les monopoles capitalistes, face à la violence et à la terreur de la réaction et de la contre-révolu-

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 218.

** Ibid., p. 203.

*** Ibid., pp. 230-231.

tion internationales, les mécontentements allaient croissant, la résistance et la lutte du prolétariat et des forces révolutionnaires et progressistes, la lutte et la résistance des peuples bouillaient et étaient toujours mieux organisées. «Le monde, conclut le Congrès, se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération nationale des peuples n'est pas seulement une aspiration et une perspective, mais un problème posé et à résoudre».*

Dans les conditions d'alors, il était d'une importance primordiale pour les forces marxistes-léninistes, pour toutes les forces révolutionnaires, pour les nations et les peuples épris de liberté, de faire une juste appréciation de la situation, d'adopter de justes attitudes de classe, à l'égard des superpuissances. «Une attitude de principes en cette question fondamentale, souligna le Congrès, constitue la seule base juste pour la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes, elle sert de critère pour distinguer les forces progressistes et les forces réactionnaires et pour les juger».**

Une pareille prise de position devenait d'autant plus indispensable que la direction chinoise avait, elle aussi, déployé le drapeau du révisionnisme et du social-impérialisme. La théorie antimarxiste des «trois mondes» et la politique de collaboration avec les impérialistes américains et avec le capitalisme mondial contre le soi-disant unique ennemi du monde, le social-impérialisme soviétique, épaississaient encore le brouillard autour de la stratégie et de la tactique des forces révolutionnaires mondiales, elles semaient parmi ces forces la confusion idéologique et politique.

C'est pourquoi le Congrès, en même temps qu'il critiqua les vues et les prises de position du révisionnisme soviétique, yougoslave, etc., s'arrêta aussi à critiquer les vues et les prises de position antimarxistes du révisionnisme chinois. Pour des raisons tactiques, il ne jugea pas opportun de le citer nommément, mais le monde entier comprendrait contre qui étaient dirigées ces critiques, car tous étaient déjà au courant des «théories» et des menées contre-révolutionnaires chinoises.

Compte tenu de ces théories et de ces menées, il était d'une importance décisive, souligna le Congrès, de bien comprendre que les deux superpuissances, les USA et l'Union soviétique,

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 198.

** Ibid., p. 207.

sont les puissances impérialistes agressives les plus grandes et les plus dangereuses qu'ait connues l'histoire, et que, agissant isolément ou de concert, elles constituaient au même titre et au même degré les ennemis principaux de la révolution et du socialisme.

Il fut déclaré au Congrès, que ne pas placer les deux superpuissances sur le même plan en tant qu'ennemis principaux, considérer l'impérialisme américain comme moins dangereux sous le fallacieux prétexte qu'il s'était affaibli, qu'il ne suivait plus une politique agressive mais défensive, qu'il n'était pas pour la guerre et le repartage du monde mais pour le statu quo, ou s'appuyer sur une superpuissance pour combattre l'autre, sous prétexte qu'elle était plus dangereuse, c'était adopter une attitude qui n'était pas marxiste-léniniste, révolutionnaire, mais antimarxiste, très néfaste pour la révolution, le socialisme, les peuples.

De même, les vues et les attitudes qui mettaient l'OTAN et le Pacte de Varsovie, le Marché commun et le Comecon sur des plans différents et ne les considéraient pas au même titre comme des instruments d'oppression et d'exploitation, étaient antimarxistes et contre-révolutionnaires. A plus forte raison, appuyer l'un d'eux pour combattre l'autre, collaborer avec l'impérialisme américain et ses alliés contre le social-impérialisme soviétique, avec l'OTAN contre le Pacte de Varsovie, avec le Marché commun contre le Comecon ou vice-versa, c'était adopter des positions contre-révolutionnaires. De même, l'encouragement et le soutien à l'union impérialiste de l'Europe constituait une attitude antimarxiste similaire à celle adoptée par la IIe Internationale.

Le Congrès déclara que le partage du monde en «premier monde», «second monde» et «tiers monde», les notions de «pays non alignés» et de «pays en voie de développement» n'étaient pas marxistes-léninistes, pas plus que n'étaient marxistes-léninistes les théories des révisionnistes soviétiques et des autres révisionnistes sur la «voie non capitaliste de développement», le «socialisme national», les «variantes du socialisme».

Toutes ces divisions et appellations n'ont pas un caractère de classe, elles camouflent les contradictions fondamentales entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les peuples et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme.

«Le marxisme-léninisme, souligna le camarade Enver Hoxha, nous enseigne qu'à notre époque les pays se divisent, selon le

système social en vigueur, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes».*

Toutes les théories qui classent les pays d'une autre façon, sapent la révolution, sabotent la lutte des forces progressistes et éprises de liberté, elles favorisent l'impérialisme et la réaction.

Dénonçant et rejetant ces théories réactionnaires fallacieuses des révisionnistes chinois et autres, le Congrès jugeait qu'en un temps où la question de la révolution et de la libération nationale était un problème posé et à résoudre, il incombait au prolétariat, aux forces révolutionnaires et aux peuples d'intensifier et de raffermir la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre la bourgeoisie réactionnaire sur tous les fronts, de s'unir à la lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès social. Pour atteindre cet objectif, il était avant tout indispensable de fixer une ligne de démarcation, de bien définir quels étaient les ennemis principaux, contre qui il fallait lutter et avec qui il fallait s'unir.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, aux côtés des autres peuples épris de liberté, des forces révolutionnaires et progressistes et des partis marxistes-léninistes, continueraient à combattre avec résolution les deux superpuissances, à s'opposer à la guerre de rapine impérialiste, à la réaction internationale. *«Notre pays,* déclara le camarade Enver Hoxha, *se trouvera en toute circonstance aux côtés de tous les peuples dont la liberté et l'indépendance sont menacées, et les droits foulés aux pieds».***

Le PTA continuerait en même temps d'attacher toute l'attention requise au développement et à l'extension des relations de l'Albanie socialiste avec les Etats voisins et les autres pays sur la base des principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage mutuel.

Le PTA confirma encore une fois au Congrès son attitude immuable de ferme opposition à la conclusion de tout accord avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, ennemis principaux du peuple albanais et des autres peuples, ennemis de la révolution et du socialisme.

Dans la nouvelle situation internationale, soulignait le

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., pp. 215-216.

** Ibid., p. 240.

Congrès, la lutte contre le révisionnisme moderne, lutte salvatrice pour la révolution et le socialisme, devenait encore plus indispensable, plus impérative.

Le PTA devait renforcer et perfectionner cette lutte pour lui donner une plus grande force de persuasion en dénonçant non seulement le révisionnisme en général, en tant qu'idéologie contre-révolutionnaire, mais aussi chacun de ses courants en particulier.

Il continuerait de dénoncer à fond le révisionnisme soviétique, que le Congrès définit comme la théorie et la pratique les plus complètes de la contre-révolution révisionniste.

Notre Parti n'abandonnerait pas la lutte contre le révisionnisme yougoslave, arme préférée de la bourgeoisie internationale contre le socialisme et les mouvements de libération.

Le Congrès fixait comme tâche de dénoncer le prétendu «eurocommunisme» représenté par les partis révisionnistes italien, espagnol, français, qui affichaient une certaine indépendance à l'égard de Moscou, soi-disant pour donner le change à la bourgeoisie, mais en réalité pour tromper le prolétariat et les peuples.

Le PTA lutterait au même titre contre le nouveau courant révisionniste représenté par la théorie des «trois mondes», qui rendait un grand service à l'impérialisme et à la bourgeoisie internationale, ainsi que contre les autres courants du révisionnisme moderne.

Le PTA combattrait tous les autres courants et théories antimarxistes, révisionnistes et «gauchistes», apparus en si grand nombre dans le monde capitaliste vétuste, aux moments lies plus critiques qu'il traversait en vue de prolonger son existence.

Dans les conditions présentes, soulignait le Congrès, il était plus que jamais indispensable que les partis marxistes-léninistes authentiques arborent partout le drapeau du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, que les révisionnistes avaient bafoué.

La situation actuelle au sein du mouvement communiste international, conclut le Congrès, s'apparente aux périodes historiques de la lutte révolutionnaire de principe menée par Marx et Engels, Lénine et Staline. Eux ne vivent plus, mais leur doctrine victorieuse, le marxisme-léninisme, vit. *«Dans cette lutte de grande ampleur et ardue, le prolétariat doit se battre en rangs serrés, mais il ne réalisera l'unité de ses rangs qu'en*

suivant et en appliquant fidèlement la doctrine marxiste-léniniste. Notre Parti a avancé et il avancera dans cette voie. Il ne s'est *guidé et il ne se guidera que sur le marxisme-léninisme».**

Le Congrès exprima sa pleine solidarité internationaliste à l'égard des nouveaux partis marxistes-léninistes du monde qui se développaient et se renforçaient à travers la lutte révolutionnaire. *«De même que les partis marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde nous ont aidés dans le passé pour notre libération nationale et pour l'instauration de la dictature du prolétariat,* déclara le camarade Enver Hoxha au nom de tous les communistes albanais, *ainsi nous avons pour devoir d'aider le prolétariat, les partis marxistes-léninistes et toutes les forces progressistes dans la lutte qu'ils mènent afin que leurs peuples aussi conquièrent la liberté et accèdent au socialisme».***

Le Congrès jugea indispensable que les partis marxistes-léninistes renforcent leur collaboration entre eux, sans naturellement dépendre ni recevoir d'ordres les uns des autres.

Cette collaboration, fondée sur des bases marxistes-léninistes, pouvait être multiforme. Elle permettrait en premier lieu entre les partis un échange d'expérience qui pourrait être bilatéral ou multilatéral. Quand les conditions requises seraient jugées mûres, on pourrait organiser aussi une grande réunion des représentants de tous les partis marxistes-léninistes.

Le Congrès constata que c'était précisément cette politique extérieure et intérieure de principes prolétariens, qui avait accru le prestige et l'autorité du PTA au sein du mouvement marxiste-léniniste international, et consolidé les positions internationales de l'Albanie socialiste. Celle-ci comptait dans tous les continents un très grand nombre d'amis et de sympathisants qui l'aimaient et la respectaient pour sa politique de principes et pour sa lutte conséquente révolutionnaire. Le VII[e] Congrès du PTA lui-même constituait un témoignage de son prestige et de son autorité à l'échelle internationale. Les délégations des partis marxistes-léninistes qui participèrent au Congrès définirent le rapport du camarade Enver Hoxha non seulement comme un grand programme de

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 296.

** Ibid., p. 299.

lutte pour l'Albanie socialiste, mais aussi comme un important document pour le mouvement communiste et ouvrier, marxiste-léniniste, international.

A l'issue de ses travaux, le Congrès élut unanimement le Comité central du Parti composé de 77 membres et de 38 membres suppléants, ainsi que la Commission centrale de contrôle et de vérification.

Le Bureau politique élu du CC se composait de douze membres et de cinq membres suppléants.

Enver Hoxha fut réélu Premier secrétaire du CC.

Pilo Peristeri fut élu Président de la Commission centrale de contrôle et de vérification.

Les travaux du Congrès firent ressortir les traits révolutionnaires communistes qui distinguent le Parti du Travail d'Albanie des partis révisionnistes et de tous les autres faux partis de la classe ouvrière, notamment son unité d'acier idéologique et organisationnelle, sa fidélité au marxisme-léninisme, sa détermination, sa maturité et son courage révolutionnaire pour l'appliquer et le défendre contre toute déviation ou attaque, d'où qu'elle vienne, pour surmonter les difficultés et les obstacles dans la voie de la révolution et avancer sans arrêt vers le communisme.

Le VII[e] Congrès du Parti entra dans l'histoire comme le congrès de la nouvelle Constitution de l'Etat albanais à l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste et comme le congrès qui engagea ouvertement la lutte contre le révisionnisme chinois.

2. DETERMINATION DU PARTI ET DU PEUPLE DE REALISER LES TACHES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE EN TOUTE SITUATION. ANEANTISSEMENT DES VISEES DES REVISIONNISTES CHINOIS

Une profonde prise de conscience des situations dans lesquelles il allait falloir travailler et lutter ainsi que des multiples obstacles et difficultés à surmonter était essentielle pour une parfaite mise en œuvre des décisions et des tâches fixées par le VII[e] Congrès du Parti.

Préparation générale pour la réalisation des tâches dans la situation nouvelle

Ainsi que le Congrès l'avait prévu, les impérialistes et les révisionnistes intensifièrent leurs pressions idéologiques, politiques et économiques sur l'Albanie en vue d'entraver sa marche en avant dans la voie du socialisme. La direction chinoise en particulier, pour se venger du PTA, qui avait fait à son VII[e] Congrès une critique de principes de la théorie antimarxiste des «trois mondes», intensifia son activité hostile antialbanaise.

Les dirigeants chinois accusèrent le PTA d'avoir, à son Congrès, attaqué la Chine, le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung. Ils cherchèrent à dresser contre lui non seulement le peuple chinois mais aussi les partis marxistes-léninistes et toutes les forces révolutionnaires dans le monde.

Par une série d'actes et d'attitudes protocolaires et de propagande, les dirigeants chinois donnaient à entendre à l'opinion mondiale que la Chine ne considérait plus l'Albanie socialiste comme une alliée et qu'elle ne lui accorderait plus son soutien. De façon démonstrative, ils étendirent et consolidèrent leurs rapports (d'Etat et de parti) avec la Yougoslavie, sans cacher le dessein spécifiquement antialbanais qui inspirait, entre autres, cette action. Ils invitèrent et reçurent le révisionniste Tito en Chine avec des honneurs et une pompe extraordinaires, les qualifiant, lui de «grand dirigeant marxiste-léniniste», et le parti révisionniste yougoslave, de «parti marxiste-léniniste», qui, entre autres multiples grandes œuvres révolutionnaires (!), avait soi-disant résolu d'une façon exemplaire la question nationale, et cela à un moment où le monde entier voyait bien la politique chauvine des révisionnistes yougoslaves, en particulier à l'égard des Albanais de Yougoslavie et de l'Albanie elle-même.

Entre-temps, le Comité central du Parti expliqua à tous les communistes et, à travers eux, au peuple, que la direction chinoise suivait une politique tendant à promouvoir le développement capitaliste de la Chine et sa transformation en superpuissance impérialiste, qu'un nouveau courant révisionniste était apparu au grand jour dans l'arène internationale. Le PTA, en défenseur résolu et conséquent du marxisme-léninisme, allait engager une lutte idéologique intransigeante contre le révisionnisme chinois, de même que contre le révisionnisme soviétique et les autres courants du révisionnisme moderne.

Le 2e plenum du CC du PTA, réuni en juin 1977, examina la question de la lutte contre le révisionnisme chinois. Conformément à la directive du VIIe Congrès, le plenum donna l'orientation de développer davantage la critique de la théorie réactionnaire des «trois mondes», qui constituait l'essence des vues révisionnistes et de la politique contre-révolutionnaire et hégémoniste des dirigeants chinois. L'article paru le 7 juillet 1977 dans le *Zeiri i popullit* sous le titre «La théorie et la pratique de la révolution», qui eut un large écho à l'échelle internationale, était une cuisante dénonciation, scientifiquement argumentée, de cette théorie.

Le plenum du CC, exprimant sa détermination de poursuivre la lutte contre le révisionnisme chinois, prévint notre Parti et notre peuple que les dirigeants chinois contre-attaqueraient non pas sur le front idéologique, où ils se sentaient incapables de lutter contre le PTA, mais dans les autres secteurs, dans les rapports d'Etat à Etat, surtout sur le front économique et militaire, où ils croyaient pouvoir nuire au socialisme en Albanie. A cette fin, ils intensifieraient graduellement leurs actes de sabotage dans l'économie et la défense de la RPSA. Ils ne respecteraient pas les contrats et les accords économiques et militaires et finiraient par couper les crédits et les aides prévus dans ces accords.

Ce fut effectivement ce qu'il advint. Aussitôt après le VIIe Congrès de notre Parti, beaucoup de produits, de machines et d'équipements que la Chine devait envoyer sur la base des accords conclus, n'arrivèrent pas à destination ou n'y parvinrent qu'en mauvais état. Entre-temps, les spécialistes chinois qui travaillaient en Albanie se livrèrent, suivant les directives reçues, à divers actes de sabotage.

Cette activité hostile antialbanaise, qui s'ajoutait aux menées de l'impérialisme et du révisionnisme international, suscita nécessairement à notre Parti et au peuple albanais de nouvelles et grandes difficultés.

Afin de faire face à la nouvelle situation en cours, le Comité central de notre Parti prit toutes les mesures nécessaires pour y préparer à tous égards les communistes et le peuple entier, pour raffermir en eux la confiance en leurs propres forces et faire en sorte qu'ils soient capables de s'acquitter en toute situation des tâches de l'édification socialiste et de la défense. C'est à quoi s'appliquèrent les 3e et 4e plenums du CC, (tenus respectivement en novembre 1977 et en janvier 1978.)

La direction de notre Parti soulignait que les difficultés et les obstacles créés par l'activité antialbanaise des révisionnistes chinois conjuguée avec celle des autres ennemis extérieurs, seraient surmontés grâce à la mobilisation de toutes les énergies révolutionnaires et patriotiques du peuple, à l'appui sur la force gigantesque du socialisme, sur les grandes réalisations dans le domaine économique et les autres domaines. «Jamais, et encore moins à présent, soulignait le plenum du CC, le sort du socialisme et de l'Albanie n'a dépendu des autres. Grâce à la juste ligne de notre Parti, nous avons une économie puissante et diversifiée, capable de marcher de ses propres jambes»*. L'Albanie socialiste, assurait-il, est à même d'aller de l'avant par ses propres forces en poursuivant les rythmes rapides du développement socialiste, sans abaisser le niveau de vie du peuple, tout en conservant une défense puissante. Elle trouverait les forces nécessaires pour briser le blocus impérialiste-révisionniste, qui se faisait toujours plus féroce et menaçant. Le blocus, enseignait le Parti au peuple, peut être brisé grâce à une action révolutionnaire, à une mobilisation exemplaire, à une discipline d'acier et à la réalisation de toutes les tâches.

Dans la nouvelle situation créée, la réalisation des tâches économiques revêtait une très grande importance. Le Parti exigeait que chaque travailleur, et avant tout chaque communiste, fût parfaitement conscient que réaliser ces tâches, c'était préserver et développer encore le socialisme, défendre l'indépendance nationale.

Tout en luttant pour résoudre les problèmes et réaliser les tâches actuelles, le Parti insistait pour que ses organes et organisations, toutes les institutions étatiques, sociales, économiques, militaires travaillent en pensant à l'avenir. «Il ne faut jamait avancer à l'aveuglette, à tâtons... sans définir de clairs objectifs pour le présent et pour l'avenir.»**

Dans cette situation, l'élévation du rôle dirigeant du Parti, le perfectionnement de son travail de direction, d'organisation et d'éducation, l'amélioration de la méthode et du style de ce travail étaient déterminants pour lui faire accroître au

---

* Rapport du Bureau politique au 3e plenum du CC du PTA, 15 novembre 1977. ACP.

** Enver Hoxha, Discours de Gjirokaster, mars 1978, «Quand le présent a des fondements d'acier, l'avenir est sûr», éd. alb., p. 44.

plus haut point son pouvoir de persuasion, de mobilisation et de transformation.

En particulier, le travail du Parti acquiert ce pouvoir s'il bannit toute attitude unilatérale, susceptible de se manifester surtout lors des changements de situations. Le Comité central du Parti recommanda aux organes du Parti, aux communistes, aux cadres, de se garder de toute attitude de ce genre. Ils devaient mettre l'accent sur les tâches économiques, mais ne pas négliger pour autant celles qui se posaient dans les domaines politique, idéologique, culturel, etc. Il leur fallait lutter ouvertement contre le révisionnisme chinois, mais ne pas atténuer pour cela la lutte contre le révisionnisme soviétique et les autres courants du révisionnisme moderne. Ils devaient combattre les manifestations de (libéralisme, sans pour autant négliger la lutte contre le sectarisme et le bureaucratisme, etc. A des moments donnés, en fonction des situations nouvelles, selon les problèmes aigus à résoudre, notre Parti a mis l'accent tantôt sur une question tantôt sur une autre, mais il ne s'est jamais attaché exclusivement à un problème, il n'a pas oublié qu'il convient de résoudre à la fois tous les problèmes, de réaliser toutes les tâches, de lutter constamment à la fois sur les deux flancs. La société socialiste est marquée par une liaison organique d'une logique de fer entre tous ses aspects, entre les diverses tâches dans les différents domaines, entre le particulier et le général, entre l'intérieur et l'extérieur, entre les droits et les devoirs, entre la démocratie et le centralisme, entre le passé, le présent et l'avenir, etc. Une vision unilatérale des choses est étrangère à la dialectique marxiste-léniniste, partant, à la ligne et à l'action révolutionnaires du Parti. Dans la situation d'alors également, seule la lutte frontale menée à la fois dans toutes les directions, seul l'accomplissement de toutes les tâches, seule la réalisation des plans dans tous les secteurs et à tous les indices devaient permettre de surmonter les difficultés et d'assurer la bonne marche des affaires.

Dénonciation de l'acte hostile que fut l'arrêt, par la direction chinoise, des crédits à l'Albanie socialiste

De même que naguère les khrouchtchéviens, la direction chinoise se lança ouvertement dans des actions hostiles à l'Albanie. Le 7 juillet 1978, elle publia sa décision de cesser immédiatement ses crédits et ses aides écono-

miques et militaires à l'Albanie et de retirer du pays tous ses spécialistes.

La note chinoise communiquant cette décision était truffée de mensonges. En outre, la vraie raison qui avait poussé les dirigeants chinois à entreprendre cet acte arbitraire, déloyal et hostile, y était omise.

Le Comité central de notre Parti et le gouvernement de la RPSA répondirent à cet acte, le 29 juillet 1978, par une lettre adressée au CC du PC et au gouvernement chinois. La lettre dévoilait avec des arguments solides et des faits documentés à l'appui tous les mensonges et le véritable but des révisionnistes chinois.

Cet acte de la Chine constituait une violation brutale des règles et des normes élémentaires des relations internationales, un acte entrepris à partir de positions de grande puissance impérialiste, qui frappait le socialisme en Albanie et le marxisme-léninisme en général.

Les raisons de cette décision de couper les crédits et les aides à l'Albanie n'avaient pas un caractère technique, comme la direction chinoise tentait de justifier son acte impérialiste, mais un caractère foncièrement politique et idéologique. Cet acte était le résultat logique du cours qu'elle avait adopté pour développer le capitalisme en Chine et faire du pays une superpuissance social-impérialiste.

L'opposition constante du PTA à ce cours avait suscité des contradictions et des désaccords idéologiques et politiques sérieux entre les deux partis.

Partant de positions révolutionnaires internationalistes, croyant qu'il avait toujours affaire à un parti marxiste-léniniste et à un pays socialiste, et appuyant par conséquent la Chine en toute confiance, le PTA n'a jamais manqué de signaler aux dirigeants chinois leurs vues et leurs prises de position erronées et il les a critiqués dans un esprit de camaraderie. Il s'est efforcé de faire en sorte que les contradictions et les désaccords ne grossissent pas mais qu'ils soient résolus dans la voie marxiste-léniniste.

Or, les dirigeants chinois, cependant qu'ils saluaient et louaient à grand bruit l'appui que leur prêtait le PTA, n'accueillaient guère favorablement ses observations. Ils ne tinrent aucun compte des critiques que leur fit le PTA sur la question des frontières d'Etat sino-soviétiques, sur leurs illusions à propos de la chute de Khrouchtchev, sur leur rappro-

chement avec les impérialistes américains et sur la visite de Nixon en Chine. Qui plus est, jugeant avec une logique de grand parti et de grand Etat, ils cherchèrent à imposer au Parti du Travail d'Albanie leurs points de vue et leurs attitudes antimarxistes. C'est ainsi qu'ils s'abstinrent de répondre à la proposition que leur fit le CC du PTA, en janvier 1974. d'envoyer à Pékin une délégation de haut niveau pour qu'elle y ait des entretiens sur les questions donnant lieu à des contradictions et à des désaccords, et cela en un temps où Mao Tsétoung, Chou En-laï et autres recevaient en Chine avec des honneurs exceptionnels des présidents américains, des rois et des princes, des réactionnaires et des fascistes. Avant de recevoir sa délégation, les dirigeants chinois voulaient que le PTA souscrive à leur ligne sans conditions.

De PTA s'en tenait inébranlablement aux principes marxistes-léninistes et à sa ligne révolutionnaire. C'est justement à partir de ces positions après que toutes ses démarches en vue d'une discussion directe avec les dirigeants chinois eurent échoué qu'il critiqua à son VIIe Congrès la théorie des «trois mondes». Le PTA avait dès lors la pleine conviction que les dirigeants chinois suivaient en toute conscience un cours antimarxiste, hégémoniste, qui portait gravement atteinte au mouvement communiste marxiste-léniniste international, à toutes les forces révolutionnaires mondiales.

L'échec des tentatives des dirigeants chinois pour soumettre le PTA, le courage avec lequel celui-ci s'opposait à leur ligne, sa résolution de poursuivre en toute indépendance sa ligne révolutionnaire, voilà ce qui fut réellement à l'origine de leur décision de couper les crédits et les aides à l'Albanie.

La lettre du CC du PTA faisait aussi connaître à l'opinion mondiale la vérité sur les rapports économiques albano-chinois.

Les faits des dernières années avaient révélé très clairement que, contrairement à ce que le PTA et le peuple albanais avaient cru, la Chine ne nous accordait pas ces crédits et ces aides dans un esprit d'internationalisme prolétarien. Elle nourrissait de sombres desseins et voulait faire de l'Albanie sa vassale, une base de son expansion en Europe.

La lettre expliquait également que ces aides n'étaient pas des aumônes mais des crédits, des obligations bilatérales qui découlaient des accords officiels conclus, selon les vœux et les

intérêts de l'une et de l'autre partie, conformément à la pratique internationale des relations entre Etats souverains.

En arrêtant son aide économique et militaire, la direction chinoise s'imaginait, comme l'avaient pensé en leur temps les khrouchtchéviens, que l'Albanie socialiste se soumettrait à elle ou qu'elle se vendrait aux autres grandes puissances. Le Parti du Travail lui répondait: «L'Albanie ne se rendra jamais à personne, elle restera fidèle jusqu'au bout au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, elle avancera sans arrêt dans la voie du socialisme et du communisme...»*

3. LE RENFORCEMENT DE LA SITUATION INTERIEURE DU PAYS SUR TOUS LES FRONTS

Notre Parti ne cachait ni ne sous-estimait les difficultés que créaient au pays la cessation des crédits chinois et les menées hostiles à l'Albanie des dirigeants chinois dans leur ensemble. Mais ces difficultés ne suscitèrent aucune crise ni la moindre dégradation de la situation intérieure, comme le souhaitaient les révisionnistes chinois, comme le souhaitaient aussi les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques pour profiter de la grave situation qui se créerait selon eux en Albanie et réaliser ainsi leurs desseins contre-révolutionnaires et expansionnistes. Cela ne se produisit pas, parce que notre Parti s'était préparé d'avance et qu'il avait préparé le peuple parfaitement à ne pas être pris à l'improviste, à faire front à n'importe quelle situation, à réaliser les tâches de l'édification socialiste et de la défense du pays.

La lutte pour la réalisation des tâches économiques

Le Parti veilla à la parfaite exécution des décisions du VIIe Congrès dans tous les domaines et toutes les directions, en particulier dans l'économie. Motivant ce souci de notre Parti, le camarade Enver Hoxha disait: «Comme on le sait, l'économie constitue le front principal de l'édification socialiste. A son

---

* Lettre du CC du PTA et du gouvernement albanais adressée au CC du PC et au gouvernement chinois, 1978, éd. alb., p. 46.

stade actuel de développement et dans les présentes conditions internationales, son essor est devenu plus complexe et plus difficile».* Une économie puissante constitue toujours l'épine dorsale de l'ordre socialiste, et dans les circonstances d'alors plus qu'en toute autre situation, la réalisation des tâches économiques était le signe de la force invincible de cet ordre en général, de la dictature du prolétariat en particulier, de la juste ligne du Parti et de ses liens d'acier avec les masses, de leur niveau de conscience socialiste, et assurait en même temps une défense invulnérable.

Pour développer son économie socialiste, la RPSA ne recevait désormais aucun crédit ni aucune aide matérielle de l'extérieur, et cela dans les conditions de la grave crise économique et financière qui tenaillait le monde capitaliste et du féroce blocus impérialiste-révisionniste.

Les impérialistes, les révisionnistes, toute la réaction mondiale se mirent à claironner que l'Albanie serait incapable d'aller de l'avant par ses propres forces. Elle serait obligée, disaient-ils, de tendre la main à l'Union soviétique, aux Etats-Unis d'Amérique ou à l'Europe occidentale! Mais l'Albanie socialiste devait, par son exemple, démontrer que l'on peut fort bien vivre et avancer d'un pas sûr sans les crédits et les aides des Etats capitalistes et révisionnistes. Les difficultés étaient très grandes, mais c'est justement dans des situations difficiles plus qu'en toute autre occasion que l'ordre socialiste, le peuple libre et souverain, et le parti marxiste-léniniste devaient prouver leur invincibilité.

Les difficultés furent surmontées entre autres grâce à une parfaite utilisation de tous les moyens matériels, des capacités productives et des réserves. Les organisations du Parti, les organes du pouvoir et de l'économie, les cadres, les travailleurs se mobilisèrent encore davantage, firent preuve de plus de sagacité, d'opiniâtreté, de courage dans leurs idées et dans leurs actions, en renforçant la discipline au travail, en combattant plus résolument les défauts, les erreurs, les manifestations étrangères à l'esprit du socialisme, en résolvant plus vite et mieux les divers problèmes de la production et des services.

Répondant à l'appel de notre Parti, les travailleurs des

---

* Enver Hoxha. Discours au 7e plenum du CC du PTA, 15 janvier 1980. ACP.

diverses branches, des divers secteurs et entreprises prirent une série d'initiatives et se mirent au travail pour construire par leurs propres forces les ouvrages restés inachevés du fait de l'arrêt des crédits chinois; pour produire dans le pays même des pièces de rechange et d'autres nouveaux articles auparavant importés, des équipements et des machines complètes pour l'industrie, l'agriculture, la construction, etc.; pour perfectionner la technologie, pour utiliser plus largement les capacités productives et accroître l'efficacité des investissements; pour économiser encore davantage et faire progresser la production en général.

En conséquence, malgré toutes les difficultés créées par l'arrêt des crédits chinois, le produit social brut et la production industrielle s'accrurent en 1979 et 1980, les deux premières années où notre économie nationale alla de l'avant sans aucune aide matérielle de l'extérieur, à un taux moyen annuel respectivement de 4,9 et 6,6 pour cent, contre 4,2 et 5,7 pour cent en 1976-1978.

Une bonne partie du complexe «L'Acier du Parti» d'Elbasan, la centrale hydro-électrique «La Lumière du Parti» de Fierze, la raffinerie de pétrole de Ballsh, une autre usine mécanique et plusieurs ateliers du combinat d'autos-tracteurs «Enver Hoxha» de Tirana, la papeterie de Lezhe, la mine de houille de Valias, l'usine de ferrochrome de Burrel, l'usine pyrométallurgique de Laç, la voie ferrée Perrenjas-Guri i Kuq, etc., furent achevés et mis en exploitation. Avec la construction de ces ouvrages furent établies de nouvelles bases importantes permettant de promouvoir un développement de notre économie indépendant des importations. En 1979-1980 furent produits plus de 25 000 nouveaux articles, construits environ 350 nouvelles chaînes de fabrication, ateliers et usines. L'objectif que le VIIe Congrès de notre Parti avait fixé à l'industrie pour la production dans le pays de 95 pour cent du total des pièces de rechange fut atteint et dépassé. Tout cela fut le fruit du labeur et de l'intelligence créatrice des ouvriers, des cadres et des spécialistes albanais.

Il faut aussi tenir compte du fait que ces résultats furent obtenus en un temps où l'Etat et le peuple albanais durent engager de grandes dépenses imprévues et affecter une nombreuse main-d'œuvre à une tâche particulière, afin d'éliminer, en l'espace de cinq à six mois, sans aucune aide de l'étranger, les conséquences du tremblement de terre d'avril 1979 à Shko-

der, Lezhe et autres districts du Nord du pays. Le travail accompli pour éliminer les effets de ce séisme était en même temps une expression de l'unité d'acier de notre peuple autour de son Parti, de la vitalité de l'ordre socialiste.

Entre-temps, notre agriculture continuait de satisfaire chaque année par ses propres moyens les besoins de la population en céréales panifiables, ainsi que les besoins de l'industrie, de l'élevage et des réserves d'Etat.

Notre Parti et notre Etat fournirent un gros effort pour faire face aux difficultés qui furent créées dans notre commerce extérieur et parer à la perturbation causée dans notre import-export, où la part de la Chine avait été jusque-là de quelque 40 pour cent. De ce fait, des progrès importants furent accomplis dans le tournant demandé alors par le Parti, qui recommandait de percer avec hardiesse et habilité sur le marché international selon le principe «vendre et acheter sans crédit». Certes, dans les conditions du blocus et de la crise économico-financière du monde capitaliste, ce n'était pas chose facile.

En ce qui concerne le plan quinquennal dans son ensemble, indépendamment du fait que certains de ses indices ne furent pas atteints dans divers secteurs et branches de l'économie et que, en raison de l'arrêt des crédits et pour d'autres motifs, un certain nombre d'unités industrielles ne furent pas construites dans les délais fixés, sa principale tâche, à savoir «la poursuite accélérée de l'édification socialiste du pays», fut dans l'ensemble réalisée. Le taux moyen d'accroissement de la production sociale (atteint dans les vingt dernières années depuis 1960) déjà supérieur de deux à trois fois à la croissance démographique, fut maintenu. La production industrielle augmenta à un rythme moyen annuel de 6,1 pour cent, alors que la production agricole au cours du 6e quinquennat fut supérieure de 22 pour cent à celle du quinquennat précédent.

Conformément au développement et à la consolidation de la base matérielle et technique et des forces productives en général, la base économique du socialisme et les rapports de production socialistes furent portés à un plus haut degré.

Le PTA n'a jamais permis que se creuse un fossé entre les deux aspects du mode de production socialiste, qu'un conflit surgisse des contradictions (non antagonistes) qui existent et existeront toujours entre les rapports de production

socialistes et les forces productives. D'un quinquennat à l'autre, parallèlement au développement des forces productives, des mesures furent adoptées en vue de développer et de perfectionner les rapports de production dans les domaines de la propriété, de la répartition, de la circulation et de la gestion. Ainsi, les rapports de production en progressant de pair avec les forces productives, servirent de grande force motrice pour l'essor de la base matérielle et technique du socialisme et de la société socialiste dans son ensemble.

L'une des mesures les plus importantes adoptées par le Parti pour le perfectionnement des rapports de production socialistes au cours du 6e quinquennat fut la limitation du lopin individuel et le regroupement en troupeaux collectifs du bétail des familles de coopérateurs.

Le lopin individuel, en tant que propriété personnelle et source complémentaire de revenu pour les familles des coopérateurs, a constamment été sujet à des modifications au fur et à mesure du renforcement des coopératives. Avec la consolidation et le développement de la propriété coopérative, avec sa transformation graduelle en propriété du peuple tout entier, le lopin individuel perd sa fonction et ne répond plus au but dans lequel il a été institué, il tend à s'étioler pour finir par s'effacer totalement lorsque tous les besoins du paysan seront satisfaits par la propriété collective.

C'est justement cette orientation qui fut à l'origine de la décision prise par le CC du Parti en novembre 1980 en vue d'une nouvelle limitation du lopin individuel des familles des coopérateurs, afin d'éliminer la grave contradiction créée entre cette petite exploitation et la propriété coopérative dans le développement de cette dernière. Cette mesure servait à rapprocher le lopin individuel, en tant que propriété privée, de la propriété collective, elle créait de meilleures conditions pour la transformation graduelle du lopin en propriété du peuple tout entier ; elle rattachait encore plus l'intérêt personnel du paysan à l'intérêt général, au profit de ce dernier; elle contribuait à assurer une meilleure satisfaction des besoins matériels des familles des coopérateurs; elle reliait les paysans plus étroitement à la propriété et au travail collectifs, aussi bien économiquement que moralement.

Une autre mesure adoptée par le Parti tendait à parfaire la rémunération selon le travail fourni. Aux termes de cette mesure, la rémunération n'est plus seulement ou essentiel-

lement fonction de la quantité, mais aussi de la qualité et du coût de production, ces trois indices constituant le fondement de la rémunération de tous les travailleurs du secteur productif.

Mais le résultat le plus important du 6e plan quinquennal fut la mise sur pied d'une puissante base matérielle, l'acquisition d'une vaste expérience dans la production, la gestion et l'organisation, en vue d'entamer le 7e quinquennat dans des conditions très favorables. De nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel ainsi que de minerais furent découverts, les gisements existants furent exploités sur une plus grande échelle, des études et des préparatifs furent menés en vue de la construction de nouvelles usines d'enrichissement des minéraux, de nouvelles centrales électriques, usines, fabriques et de nouveaux ateliers, et d'une plus grande concentration de la production agricole. Des études et des travaux préparatoires furent également conduits en vue de résoudre une série de problèmes relatifs au développement des forces productives dans l'industrie, la construction, les transports, l'agriculture, et au perfectionnement des rapports de production (le développement et la consolidation de la propriété socialiste, le perfectionnement de la répartition et de la circulation, l'amélioration de la gestion planifiée de l'économie).

Le 7e plan quinquennal était le premier plan de développement de notre économie et de notre culture qui devait se réaliser sans aucun crédit ni soutien matériel étrangers. Selon les prévisions, les ressources matérielles drainées et le revenu financier global seraient, au cours de ce quinquennat, supérieurs à ceux de n'importe quel quinquennat antérieur, et cela en calculant même les crédits étrangers utilisés naguère.

Le renforcement de la capacité de défense du pays

La situation créée exigeait le plus grand soin dans l'accomplissement de toutes les tâches fixées par le Parti pour la défense de la patrie.

Les puissances impérialistes, surtout les Etats-Unis et l'Union soviétique, chercheraient à mettre à profit cette situation pour réaliser leurs visées expansionnistes et rapaces dans le cadre de leurs plans stratégiques dans les Balkans et en Europe. Les superpuissances visaient l'Albanie non seulement à cause de sa position stratégique dans l'Adriatique st la Méditerranée, mais aussi parce qu'elles voulaient y dé-

truire le socialisme et la pleine indépendance nationale dont l'exemple est une source d'inspiration pour les forces révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde entier.

Le 5e plenum du CC du PTA, qui examina la question du renforcement de la défense du pays dans la situation d'alors, donnait l'orientation suivante: «Nous devons être parfaitement préparés à affronter toute situation. C'est précisément ce que nous faisons. Aussi ne nous berçons pas d'illusions sur la situation relativement calme qui règne aujourd'hui autour de nos frontières; ne relâchons pas un seul instant notre vigilance et préparons-nous à défendre notre patrie contre une agression étrangère, même dans les conditions les plus difficiles, dans l'éventualité la plus ardue, comme le prescrit la ligne militaire de notre Parti».*

Le plenum constatait que le tournant à opérer dans le domaine de la défense, après le démantèlement du groupe hostile dirigé par B. Balluku, «a été entièrement réalisé conformément aux exigences de la ligne du Parti». De grands progrès furent enregistrés. L'état de préparation au combat de notre armée et de notre peuple tout entier, pour faire face à une éventuelle agression armée de la part de l'ennemi, de n'importe quel côté et à n'importe quel moment, avait été porté à un haut niveau.

Sur la base des conclusions et des orientations du plenum, dans la ligne des directives antérieures du Parti, et en particulier de son VIIe Congrès, sur la défense du pays, les organes et les organisations du Parti dans l'armée et le secteur civil consacrèrent une attention prioritaire à certaines questions fondamentales.

L'expérience de plus de trente ans accumulée après la Libération avait montré que la défense d'un pays dépend de sa situation intérieure. Toute puissance impérialiste ou social-impérialiste, sans exception, possède des plans stratégiques particuliers pour attaquer et occuper tel ou tel pays, telle ou telle région, dans telle ou telle situation. Mais ces plans ne sont réalisables que si la situation dans le pays attaqué et occupé est précaire sur les plans politique, économique, moral et militaire.

C'est pourquoi le Parti s'attacha essentiellement à mieux

---

* Rapport du Bureau politique au 5e plenum du CC du PTA, 26 juin 1978. ACP.

expliquer et faire comprendre le rôle décisif du facteur intérieur, de la lutte pour la consolidation générale de la situation intérieure, d'une préparation aussi parfaite que possible de l'armée et de tout le peuple en armes pour la défense du pays.

Cela n'implique aucune sous-estimation du facteur extérieur, du puissant soutien que les forces progressistes et éprises de liberté dans le monde et au sein du mouvement marxiste-léniniste international apportent à l'Albanie socialiste et lui apporteront encore plus en cas d'agression impérialiste-révisionniste contre elle. Mais ce soutien extérieur n'est efficace que si la situation intérieure du pays est solide et stable, si le facteur intérieur est à la hauteur requise.

Grâce au travail mené pour mettre en œuvre les idées et les décisions du VII[e] Congrès du Parti, les orientations de son CC et les enseignements du camarade Enver Hoxha, la défense du pays, définie par le Parti comme un devoir primant tous les autres, prit une signification plus profonde, plus complète, plus concrète.

L'histoire a montré que tout ce qui se crée et se conquiert par la sueur et le sang versés doit aussi être défendu par la sueur et par le sang.

La lutte pour conquérir la liberté et l'indépendance, pour édifier le socialisme, est indissociable de la lutte pour les défendre. En fait, ce n'est là qu'une seule et même lutte.

Cela étant, le Parti combattit toute marque d'une conception étroite de la défense, qui la réduit à la préparation et aux autres exigences purement militaires, conception qui avait été cultivée à des fins hostiles par le traître B. Balluku et consorts. Tous se persuadèrent encore plus que la défense du pays est d'autant plus puissante que les plans économiques sont plus parfaitement réalisés, que l'ordre social socialiste, la dictature du prolétariat et l'unité entre le Parti et le peuple sont plus solides, que les gens sont mieux formés du point de vue politique, idéologique, culturel et technique.

Dans le même temps, le Parti inculqua profondément dans l'esprit des travailleurs l'idée que la défense est assurée par les armes sur la base de l'art militaire de la guerre populaire. Sans une parfaite maîtrise de cet art et de l'utilisation des armes et des moyens de guerre dans leur ensemble, on ne peut vaincre les agresseurs. Notre Parti mena à cet égard un grand travail en vue d'une meilleure compréhension des exi-

gences de la guerre populaire, d'une étude et d'une assimilation créatrices de l'art de cette guerre.

Le renforcement continu des liens et de la coopération entre les organisations du Parti dans le secteur civil et dans l'armée, entre les organes du pouvoir, les entreprises, les coopératives agricoles et les commandements des unités et formations militaires contribua à une meilleure combinaison organique des tâches militaires et des tâches économiques, politiques, idéologico-sociales et culturelles, en tant que parties intégrantes d'une seule et même question.

Grâce à la mise en œuvre du rôle de direction unique du Parti dans les questions de la défense nationale et au souci constant de chacun pour la garantir, une série de problèmes touchant l'entraînement, les fortifications, l'équipement en matériel militaire moderne, l'état de préparation au combat de toutes les armes, de toutes les structures de la défense, de tout le peuple en armes, trouvèrent une meilleure solution, et des réalisations sans précédents furent enregistrés en ce domaine.

Ces progrès démontrèrent la justesse des décisions et des mesures adoptées par le Parti en vue de la consolidation et de la révolutionnarisation plus poussée de nos forces armées et de la préparation à la défense dans son ensemble.

Perfectionnement du travail de direction et d'organisation scientifique. Intensification du travail de recherche

Afin de réaliser les objectifs fixés dans l'économie et de la défense du pays, ainsi que dans d'autres domaines, le Parti attacha une très grande importance au travail de direction et d'organisation scientifique de toutes les activités, en considérant le perfectionnement de ce travail comme un des «facteurs les plus déterminants». Cet objectif, selon lui, ne pouvait être réalisé sans que fussent intensifiées les activités de recherche scientifique.

Le pays avait atteint un développement économique, social et culturel assez élevé. Une économie diversifiée et complexe avait été mise sur pied, et son développement intensif ne pouvait être assuré sans un solide appui sur les sciences, la technique, la technologie et les méthodes avancées, sans une parfaite connaissance et application des lois scientifiques. De pair avec le développement des forces productives, les rap-

ports de production socialistes avaient été perfectionnés et ils devaient l'être encore davantage. De grandes transformations, organiquement liées aux nouveaux rapports de production, avaient eu lieu, et il fallait les ancrer plus profondément dans la conscience socialiste des masses, dans leur conception du travail, de la propriété et du mode de vie. En outre, l'Albanie construisait la société socialiste intégrale en étant encerclée par le monde capitaliste-révisionniste et sans aucune aide économique ni crédit de l'étranger.

Ces conditions objectives exigeaient précisément une direction et une organisation scientifiques plus parfaites des diverses activités, une intensification du travail de recherche scientifique. Dans de pareilles conditions, on ne pouvait diriger de manière empirique, avec des conceptions et des pratiques artisanales surannées. La culture, un vaste savoir, des études approfondies, une discipline scientifique de fer étaient partout indispensables.

Ces questions si importantes furent examinées aux 7e et 8e plenums du CC (janvier et juin 1980), qui se complétaient l'un l'autre.

Conformément aux orientations données par le Comité central, une lutte sur toute la ligne fut menée pour porter l'activité du Parti et de l'Etat à un niveau scientifique supérieur.

Pour ce faire, on s'attacha à éliminer les manifestations de subjectivisme et de volontarisme et à fonder plus solidement le travail de direction et d'organisation sur les lois du matérialisme dialectique et historique et de l'économie politique marxiste-léniniste, sur les lois économiques objectives de la société socialiste, ainsi que sur les lois des sciences naturelles. Ces lois, enseigne le Parti, sont des lois de fer. Ne pas les connaître et ne pas les appliquer entraîne de graves conséquences, très nocives pour la société socialiste.

Le Parti exigea de tous qu'ils tiennent surtout mieux compte de certaines lois générales de la production. Le plan ne fixe pas seulement la production globale, mais aussi le rendement, le coût de production, la qualité, l'éventail des produits, le niveau de l'accumulation, les exportations, etc. Il était absolument nécessaire d'en réaliser les objectifs point par point, faute de quoi on s'exposait à des perturbations qui pouvaient devenir irréparables. Conformément aux lois générales de la production socialiste, la majeure partie de l'augmenta-

tion du produit social devait provenir de l'élévation de la productivité du travail et non pas de l'acepoissement du nombre des travailleurs; le produit pour la société devait s'accroître plus rapidement que le produit pour soi; la productivité du travail augmenter plus rapidement que le revenu réel par tête d'habitant, c'était l'unique moyen d'assurer la reproduction socialiste élargie, le mieux-être de la population, le développement accéléré de l'édification socialiste. Le Parti, exigeant l'application de ces lois dans les conditions concrètes de l'édification socialiste du pays, mit l'accent sur la nécessité d'apporter une solution plus judicieuse et plus complète au problème posé par l'utilisation rationnelle et l'économie du travail vivant et des valeurs matérielles, aux problèmes financiers et à d'autres questions comme l'étaient la nécessité d'assurer des sources intérieures d'accumulation, une plus grande efficacité de la production sociale, une plus parfaite utilisation des capacités productives existantes, l'élévation de la productivité du travail et la baisse du prix de revient, la rentabilité des entreprises, l'emploi des nouvelles forces de travail qui apparaissent chaque année, etc.

La direction scientifique de la production commence par la planification scientifique. La vie avait montré la nécessité de perfectionner sans arrêt la méthodologie de la planification sur la base de l'expérience accumulée en cette question majeure, d'améliorer le travail de planification en en éliminant les manifestations de globalisme et en appliquant plus à fond la planification de la production en nature, en reflétant et en matérialisant mieux dans le plan les liens de collaboration et de coopération entre les diverses branches et divers secteurs de l'économie à l'échelle nationale, entre les districts, entre les entreprises et les coopératives agricoles, ainsi qu'en assurant une plus judicieuse harmonisation des indices économiques techniques et financiers des plans.

Le Parti insista en particulier sur la nécessité d'une parfaite réalisation du plan dans son intégralité comme pour chacun de ses secteurs ou de ses articles, en tant que plan unique d'Etat.

Le plan unique d'Etat exige également une direction unique de l'économie par l'Etat sur la base du centralisme démocratique. L'organisation de l'économie suivant les diverses branches et divers secteurs, suivant le type de la production et au niveau des districts, ne doit pas affecter cette direction

unique. Suivant cette orientation du Parti, on combattit les pratiques, qui nuisaient à la direction unique de l'économie par l'Etat, comme l'application peu rigoureuse des lois, des ordonnances et des règlements établis, les pratiques erronées consistant à regarder les choses sous l'angle des intérêts étroits de chaque département, secteur, district, entreprise ou coopérative, et on s'efforça de mettre en œuvre une collaboration, une coordination et une coopération solides, synchronisées et continues. Le Conseil des ministres fut chargé de mieux réaliser la direction unique par l'Etat à l'échelle nationale.

Afin d'améliorer la direction et l'organisation scientifique des affaires, le Parti attacha une grande importance à une plus large participation des masses travailleuses à cette question, participation qui devait être fondée sur leur profonde conviction de la justesse de sa ligne, de ses directives, et des plans de l'Etat, ainsi que de la possibilité de réaliser les tâches fixées. La pratique montrait que si de nombreuses tâches du plan dans telle ou telle entreprise ou coopérative agricole n'avaient pas été parfaitement accomplies, c'était parce que les masses n'en avaient pas pris suffisamment conscience. C'était là également l'origine de maintes infractions à la discipline du travail, de la dégradation et du mauvais usage de la propriété collective, ainsi que de l'indifférentisme. A cet égard, des instructions furent données et des mesures adoptées en vue d'un travail idéologique et politique plus solide et plus efficace, accompagné de mesures techniques, économiques et organisationnelles. Les pratiques consistant à laisser le soin de résoudre les problèmes aux seules instances supérieures furent critiquées et la lutte d'en haut fut mieux rattachée à la lutte d'en bas, à la lutte des masses organisées elles-mêmes, condition indispensable d'une direction scientifique des affaires et de l'accomplissement des tâches. Cela rendait également nécessaire de perfectionner le travail des organisations sociales, ces puissants leviers du Parti qui ont pour mission de convaincre les gens, puis de les mobiliser, sur la base même de ces convictions acquises, pour la mise en œuvre des directives, des lois et des tâxhes fixées.

Une direction et une organisation scientifiques des diverses activités exigent, entre autres, que chaque organe et organisation du Parti, chaque maillon du système administratif d'Etat, chaque collectif de travailleurs, chaque communiste et chaque cadre s'acquittent de la tâche qui leur est confiée avec le plus

haut sentiment de responsabilité, avec esprit d'initiative, compétence et maîtrise. Le Parti avait toujours critiqué, et il le fit avec encore beaucoup plus de force dans ces circonstances, les pratiques consistant à attendre des instructions d'en haut pour se mettre au travail et accomplir ses tâches, ainsi qu'à faire retomber le fardeau de son travail et de sa responsabilité sur les autres. «Que chacun s'acquitte avec dévouement et compétence de sa tâche, soulignait le camarade Enver Hoxha, il ne faut pas que certains travaillent et d'autres se prélassent à l'ombre.»* Mais le Parti ne manqua pas de critiquer aussi les cadres dirigeants qui accaparaient eux-mêmes tout le travail, qui s'occupaient un peu de tout au lieu de mobiliser chacun à sa tâche et de lui faire rendre des comptes sur son travail; il critiqua aussi les comités du Parti et les comités exécutifs des districts qui essayaient de résoudre les problèmes de la base seulement d'en haut en y envoyant équipe sur équipe, en créant état-major sur état-major, au lieu d'exiger de la base qu'elle les résolût elle-même et de l'aider dans ce sens, au lieu de mettre à contribution les organes et les hommes élus, les organismes existants et les organisations de masse, et de faire assumer pleinement à chaque organisation de base son rôle dirigeant.

La révolutionnarisation continue du contrôle de l'exécution des décisions, des directives et des tâches contribua à améliorer la direction et l'organisation du travail. En demandant un contrôle renforcé, le Parti fit encore plus clairement comprendre que ce qui importait, ce n'était pas tant la fréquence du contrôle que le type du contrôle exercé; un contrôle révolutionnaire, qui perçât à jour les défauts et les insuffisances et dressât les communistes, les cadres, les travailleurs dans une lutte intransigeante contre ces carences en vue de l'accomplissement des tâches, ou au contraire un contrôle bureaucratique et libéral, qui s'attachât à des vétilles sans découvrir ni rectifier quoi que ce soit. Tout en tâchant de parfaire le contrôle ouvrier et paysan, le Comité central du Parti n'en prévint pas moins tout risque de malentendu et il barra la route aux pratiques erronées qui menaçaient de substituer au contrôle du Parti et de l'Etat le contrôle ouvrier et paysan, assurant par là même une plus correcte application de la directive en la matière.

Dans cet effort pour parfaire la direction et l'organisation

---

* Enver Hoxha, Discours au 7[e] plenum du CC du PTA, 15 janvier 1980. ACP.

scientifique de toutes les activités, le Parti eut plus largement recours à la propagation de l'expérience avancée, et cela de façon plus systématique et mieux étudiée. A cette fin, des écoles pour la diffusion de cette expérience furent créées au niveau des districts, des entreprises et des coopératives agricoles, et certaines même à l'échelle nationale.

Le développement, en extension et en profondeur, des sciences elles-mêmes, de la recherche scientifique, devait entraîner une amélioration du travail de direction et d'organisation scientifique. «...Il n'y a ni ne peut y avoir de direction et d'organisation scientifique, soulignait le camarade Enver Hoxha, sans études approfondies et des plus vastes, d'intérêt immédiat ou à long terme, sans analyses et synthèses scientifiques.»*

Le Comité central du Parti prit des décisions et fixa des tâches concrètes pour l'intensification du travail de recherche scientifique.

Dans le domaine des sciences techniques et naturelles il posa comme tâche fondamentale de développer et d'approfondir la révolution scientifique et technique au profit surtout de l'accroissement de la production; de découvrir et de traiter de nouvelles matières premières, de nouveaux combustibles et matériaux divers; de créer de plus grandes réserves de ces matières et matériaux; de perfectionner de façon continue la technologie de la production; de préserver, d'étendre, d'enrichir et d'exploiter intensivement les terres cultivées, d'améliorer les races et d'accroître la production dans le secteur de l'élevage, etc.

Dans les sciences sociales, le principal objectif fixé fut de développer encore plus, sur la base du marxisme-léninisme, la pensée révolutionnaire créatrice, de synthétiser la riche expérience de la révolution, de la construction socialiste et de la défense du pays, d'affronter avec courage les grands problèmes que pose la vie et d'étayer scientifiquement les perspectives de développement du pays dans la voie du socialisme. Elles devaient, autrement dit, s'orienter avant tout sur les questions actuelles, sur les problèmes exigeant une solution.

Il est nécessaire, prescrivait le Comité central, de mettre les questions actuelles au centre des sciences qui étudient l'histoire, la langue et la culture du peuple albanais. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faillie négliger les études

---

* Enver Hoxha, Discours au 7[e] plenum du CC du PTA, 15 janvier 1980. ACP.

sur les valeurs historiques et culturelles du peuple albanais au cours des âges.

Afin d'assurer une direction, une organisation et une coordination plus parfaites de l'activité de recherche et des forces scientifiques à l'échelle nationale, une décision du plenum du CC institua un Comité des sciences et de la technique près le Conseil des ministres.

Le Comité central recommanda aux organes et organisations du Parti d'attacher une plus grande importance aux sciences et au travail de recherche scientifique, de faire en sorte que tous comprennent à fond et apprécient correctement le très grand profit que le socialisme et la défense du pays tirent de ce travail, que les lois scientifiques soient partout observées, que de nouvelles méthodes et une technologie avancée soient largement introduites dans la production, et qu'enfin la direction et l'organisation de toutes les activités soient portées à un niveau scientifique supérieur.

Il demanda aux organes et aux organisations du Parti de procéder eux-mêmes à des études sur son travail de direction, d'éducation et d'organisation. Le travail du Parti, enseigne le camarade Enver Hoxha, est une science, et même l'une des plus avancées. Il fournit la clé pour la solution de tous les problèmes, pour l'accomplissement de toutes les tâches. En tant que tel, il n'est fécond que lorsqu'il est mené sur des bases scientifiques. Les études sur divers aspects de ce travail et des questions qu'il pose aident à l'empêcher de dégénérer en un travail de routine, bureaucratique, et à lui conférer une plus grande force de persuasion, de mobilisation, de transformation.

4. POUR LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA CAUSE DE LA REVOLUTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Dans les conditions concrètes créées alors dans l'arène internationale, le devoir de défendre le marxisme-léninisme revêtait une encore plus grande importance. Dans leur dessein d'étouffer la révolution, de saper le socialisme et de vaincre les mouvements de libération des peuples, les forces contre-révolutionnaires mondiales, l'impérialisme américain, le so-

cial-impérialisme soviétique, le social-impérialisme chinois, l'impérialisme et le révisionnisme internationaux avaient pris pour cible le marxisme-léninisme. Toutes sortes de théories et de thèses bourgeoises, capitalistes et révisionnistes, qui avaient semé un désarroi idéologique et politique que le mouvement révolutionnaire international n'avait jamais connu jusqu'alors, avaient été inventées et répandues contre le marxisme-léninisme.

Dans ces conditions, le PTA estimait indispensable d'approfondir davantage l'analyse que le VII[e] Congrès avait faite des problèmes fondamentaux de la révolution et de l'évolution mondiale, de l'impérialisme et du révisionnisme moderne en général, du révisionnisme chinois en particulier, en tant que révisionnisme nouveau, ainsi que de tout autre courant révisionniste. Cela devait l'aider à s'acquitter de son devoir fondamental et permanent, la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale.

Œuvres marxistes-léninistes de grande valeur théorique et pratique

La question de l'approfondissement et du renforcement de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale a été analysée dans bon nombre de réunions et de documents du CC du PTA. Mais c'est surtout dans les œuvres majeures du camarade Enver Hoxha: *L'Impérialisme et la Révolution, L'Autogestion yougoslave, théorie et pratique capitalistes, Réflexions sur la Chine, Avec Staline, L'Eurocommunisme c'est de l'anticommunisme* et *Les khrouchtchéviens,* que l'on en trouve une analyse complète et profondément scientifique, marxiste-léniniste.

Ces ouvrages mettent à nu la stratégie globale de l'impérialisme et du révisionnisme moderne, qui vise à détruire le socialisme et à étouffer la révolution partout dans le monde. C'est ce dessein qui unit toutes les forces impérialistes, révisionnistes et réactionnaires du monde contre le prolétariat mondial, contre les pays socialistes, contre les forces révolutionnaires et progressistes, contre les mouvements de libération des peuples.

On y trouve dévoilée également la stratégie propre à chacune des superpuissances impérialistes, les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine (qui ambitionne de devenir une superpuissance). Ces stratégies distinctes peuvent ne pas empê-

cher une superpuissance de s'unir à une autre provisoirement dans certaines conjonctures lorsque leurs intérêts concordent, mais elles tendent plutôt à attiser leur rivalité pour la domination du monde, engendrant par là la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

Dans ces ouvrages, le camarade Enver Hoxha révèle les causes de l'apparition et de la diffusion du révisionnisme moderne en général et de chacun de ses courants en particulier. Le révisionnisme moderne, pris dans son ensemble, est un produit de la pression impérialiste extérieure sur les pays socialistes, sur la classe ouvrière dans les pays capitalistes et sur les partis communistes et ouvriers. Il est en même temps un produit de la pression intérieure: dans les pays socialistes, des traditions, des coutumes, des conceptions bourgeoises héritées du passé, de la psychologie petite-bourgeoise sur la propriété et le travail longtemps conservée dans la conscience des gens, de ce qu'on appelle le «droit bourgeois» dans la répartition, des différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la ville et la campagne, entre le travail qualifié et non qualifié, etc.; dans les pays capitalistes, de la pression que la bourgeoisie locale exerce dans tous les domaines, économique, politique, idéologique et culturel. La pression extérieure et la pression intérieure se conjuguent pour agir sur les masses travailleuses et les partis de la classe ouvrière. Un facteur, en particulier, joua un rôle dans l'apparition et le développement du révisionnisme. Ce fut l'«épanouissement» temporaire de la production capitaliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans la conjoncture créée à la suite de l'extraordinaire enrichissement, pendant la Guerre, des impérialistes américains, qui mobilisèrent leur immense potentiel économique, financier, technique et scientifique pour redresser le capital ouest-européen et japonais, pour ranimer le capitalisme mondial et, s'appuyant sur ce potentiel, mirent en action leur gigantesque machine bureaucratique, étatique et militaire, ainsi que toute la réaction internationale pour appliquer la stratégie globale de l'impérialisme mondial.

Ce sont donc là les facteurs objectifs de l'apparition du révisionnisme. Mais ces facteurs ne conduisent pas d'eux-mêmes au révisionnisme. Ils agissent toujours à travers le facteur subjectif, qui joue un rôle déterminant dans le triomphe de la révolution et du socialisme ou dans leur échec. Du

point de vue subjectif, le révisionnisme est le produit de la capitulation devant la pression extérieure impérialiste et la pression intérieure bourgeoise.

Le camarade Enver Hoxha a démontré dans ses œuvres que la direction titiste du PCY s'était depuis longtemps réduite à un groupe de trotskistes et de révisionnistes, à une officine de l'impérialisme. S'étant écartée, durant la Seconde Guerre mondiale, des positions marxistes-léninistes, elle avait été façonnée par l'impérialisme anglais et elle s'était faite effectivement son alliée. Après la guerre, elle se mit au service des Etats-Unis, le chef de file de l'imperialisme mondial, trahissant ainsi la lutte et les aspirations du prolétariat et des peuples de Yougoslavie à la libération nationale et sociale.

L'«autogestion», d'abord introduite dans le domaine de la production, puis dans tout le système politique et économique, en tant que forme prétendument «marxiste» du socialisme, est une négation totale des enseignements du marxisme-léninisme et des lois générales de la révolution et de l'édification socialistes. Elle n'est qu'un moyen subtil de préserver et de promouvoir le système capitaliste, la propriété privée des moyens de production, sous le masque de la «propriété gérée par les travailleurs eux-mêmes». La réalité prouve qu'en Yougoslavie le système politique et socio-économique en vigueur n'est pas socialiste, mais capitaliste-révisionniste; que ce n'est pas la classe ouvrière qui y domine, mais la nouvelle bourgeoisie en alliance avec la vieille bourgeoisie yougoslave; que, loin de jouir d'une véritable indépendance nationale sur le plan politique et surtout économique, la Yougoslavie dépend du capital étranger, de l'impérialisme; que l'autogestion n'a jamais apporté ni ne pourra jamais apporter une solution à la question nationale, au problème de l'oppression nationale, aux anciens conflits entre nations et entre nationalités.

L'impérialisme s'est servi et se sert du révisionnisme yougoslave comme d'une arme importante dans la lutte contre là révolution et le socialisme, contre les mouvements de libération des peuples.

Mais, comme l'explique le camarade Enver Hoxha dans ses œuvres, c'est des révisionnistes khrouchtchéviens, qui prirent le pouvoir en Union soviétique, que le capitalisme mondial reçut le plus grand appui dans cette lutte.

Il y avait longtemps que le groupe Khrouchtchev travaillait en sous main dans ce sens. Ce n'est cependant qu'après la

mort de Staline qu'il mit tout en œuvre contre la ligne marxiste-léniniste du Parti bolchevik qui avait conduit au triomphe de la Révolution d'Octobre et à l'édification du socialisme en URSS, pour y substituer une nouvelle ligne, une ligne révisionniste, contre-révolutionnaire, social-impérialiste, liquidant ainsi la dictature du prolétariat, l'ordre socialiste dans son ensemble, et restaurant le capitalisme. Dans ce but, les révisionnistes khrouehtdhéviens mirent à profit tous les éléments possibles: l'euphorie créée après la victoire de l'Union soviétique sur le fascisme, le relâchement de la vigilance du Parti communiste, ses défauts dans son travail politico-idéologique d'éducation révolutionnaire des communistes et des travailleurs, la bureaucratisation des appareils du Parti et de l'Etat, le formalisme dans l'application des principes et des normes du Parti, l'apparition d'une conception nocive selon laquelle seule la tête, la direction, sait tout, agit en tout et apporte une solution à tout, alors que la base du Parti, les masses travailleuses ont pour unique tâche d'exécuter, ils exploitèrent aussi le retard des rapports de production par rapport aux forces productives, l'embourgeoisement des cadres dirigeants et de la haute intelligentsia, etc.

Avec de nombreux faits et arguments convaincants à l'appui, le camarade Enver Hoxha prend la défense de la figure et de l'œuvre révolutionnaire de J. Staline, réfutant toutes les calomnies et les inventions que les khrouchtchéviens avaient fabriquées contre lui afin de liquider le marxisme-léninisme et le socialisme. Il souligne une fois de plus la position immuable du PTA, comme quoi l'établissement de la vérité sur la figure et l'œuvre historique de Staline est une grande question de principe et un devoir important dans la lutte contre le révisionnisme moderne.

Le bouleversement contre-révolutionnaire en Union soviétique influa directement sur la propagation du révisionnisme dans la plupart des partis communistes, sur leur conversion en partis révisionnistes, ainsi que sur la transformation de la plupart des pays socialistes en pays bourgeois-révisionnistes.

Le PC italien, le PC français, le PC de Grande-Bretagne puis le PC espagnol furent parmi les premiers partis communistes à saluer le cours révisionniste khrouchtchévien du XXe Congrès du PCUS. Et ce n'était pas là un hasard. Depuis longtemps déjà, dans ces partis le terrain avait été préparé pour leur faire embrasser et enrichir encore les idées et les

pratiques khrouchtchéviennes. Leur dégénérescence bourgeoise, idéologique et organisationnelle avait déjà été amorcée. Sous la pression de l'impérialisme mondial et de la bourgeoisie locale, avec l'afflux des capitaux américains en Europe et la croissance numérique de l'aristocratie ouvrière dans leurs pays, les programmes de ces partis, explique le camarade Enver Hoxha, s'étaient réduits toujours plus à des programmes minimaux démocratiques et réformistes alors que l'idée de la révolution et du socialisme était toujours plus écartée. La grande stratégie de la transformation révolutionnaire de la société céda la place à la petite stratégie des affaires courantes. Celle-ci se vit donner la primauté absolue, devint la ligne politique générale de ces partis, qui l'érigèrent en théorie. Cette théorie devait connaître son plein essor après le XXe Congrès du PCUS, apparaissant sur la scène sous le nom d'«eurocommunisme». Dans la pratique comme en théorie, les eurocommunistes rejoignirent la vieille social-démocratie, se fondirent avec elle en un seul courant contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie.

L'Etat «au-dessus des classes» du «socialisme démocratique» que prônent les eurocommunistes et qui devrait être le produit d'une voie entièrement pacifique, où l'ancien appareil d'Etat ne serait pas détruit mais utilisé, n'est rien d'autre que l'Etat bourgeois actuel. Les eurocommunistes, comme le dit le camarade Enver Hoxha, cherchaient à apporter à cet Etat certaines retouches pour que la vieille bourgeoisie européenne, qui avait déjà un pied dans la tombe, eût l'air d'une jeune mariée, toute pimpante! L'eurocommunisme est un révisionnisme sans gants, qui se prononce ouvertement non seulement contre Staline, mais aussi contre Lénine et le léninisme.

Dans ses œuvres précitées le camarade Enver Hoxha procède aussi à une analyse générale du révisionnisme chinois.

Le révisionnisme chinois apparut au grand jour au début des années '70, mais il ne datait pas d'alors et encore moins des lendemains de la mort de Mao Tsétoung. Il plonge ses racines idéologiques et théoriques dans la prétendue «pensée maotsétoung», qui commença à prendre corps plus particulièrement après 1935, lorsque Mao Tsétoung accéda à la tête du parti. Elle a été d'abord présentée comme un «marxisme-léninisme chinoisé» et plus tard comme le «marxisme-léninisme de notre époque» ou l'«étape suprême du marxisme-léninisme»!

La «pensée maotsétoung», explique le camarade Enver Hoxha, diffère du marxisme-léninisme dans ses fondements

mêmes. C'est un amalgame de conceptions, qui mêle des idées et des thèses empruntées au marxisme avec d'autres idées et thèses confucianistes, bouddhistes, anarchistes, trotskistes, titistes, khrouchtchéviennes, eurocommunistes auxquelles s'ajoutent de fortes doses de nationalisme et de racisme.

C'est justement ce mélange de toutes sortes de philosophies idéalistes, pragmatistes, révisionnistes, qui a fait de la «pensée maotsétoung» l'arme de tous les courants et lignes fractionnels en Chine, qui se combattent ou provisoirement coexistent.

Pour toutes ces raisons, le PC chinois ne parvint jamais à devenir un véritable parti prolétarien de par son idéologie, sa politique, sa composition et sa structure organisationnelle; la révolution démocratique bourgeoise en Chine ne se transforma pas en révolution socialiste, elle n'aboutit pas à l'instauration d'une vraie dictature du prolétariat et n'engagea pas le pays dans la véritable voie du développement socialiste.

Mao Tsétoung, indique le camarade Enver Hoxha, s'était acquis un renom de grand marxiste-léniniste, et lui-même se posait en communiste, mais, en fait, il ne l'était pas. Ce ne fut qu'un révolutionnaire démocrate, un éclectique qui alliait certains éléments de la philosophie marxiste-léniniste à l'idéalisme, à la philosophie bourgeoise et révisionniste, et même à la vieille philosophie chinoise.

L'un des traits les plus caractéristiques de l'apparition du révisionnisme chinois, comme idéologie et politique, est la théorie des «trois mondes». Le camarade Enver Hoxha démasque toutes les tentatives des dirigeants révisionnistes chinois pour la présenter comme une théorie marxiste-léniniste. Il démontre avec une rigueur scientifique qu'elle est de bout en bout une théorie contre-révolutionnaire, créée dans l'intention d'asseoir sur une «base théorique» la stratégie tendant à faire de la Chine une superpuissance impérialiste, de légaliser sa politique d'alliance avec les Etats-Unis, le Japon et l'Europe occidentale, ainsi que ses visées d'hégémonie sur les pays du prétendu «tiers monde».

Le révisionnisme chinois poursuit une politique d'alliance avec l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie internationale afin de bénéficier de leurs aides économiques, militaires et politiques. Si les Etats-Unis et les autres puissances capitalistes développées se sont montrés prêts à accorder ces aides à la Chine, c'est que la politique de celle-ci constitue un soutien à leurs plans stratégiques.

Les divers courants révisionnistes, le révisionnisme moderne en général, portent un grave préjudice au marxisme-léninisme, à la cause de la révolution et du socialisme, mais ils ne sont ni ne seront jamais en mesure d'anéantir le marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme, dit le camarade Enver Hoxha, vit et s'épanouit en tant qu'idéologie et réalité. En témoignent l'Albanie socialiste, les partis marxistes-léninistes, les millions et millions d'ouvriers et de paysans, qui, aux quatre coins du monde, luttent contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie et la réaction locale pour leur libération nationale, pour la démocratie et le socialisme.

L'impérialisme et le révisionnisme sont incapables d'arrêter la marche en avant de la société humaine. Dans *L'Impérialisme et la Révolution* et dans ses autres œuvres, le camarade Enver Hoxha montre, avec des arguments et des faits à l'appui, que le temps travaille pour le prolétariat, pour les forces révolutionnaires, pour les peuples et non pas pour la bourgeoisie et l'impérialisme, ni pour le révisionnisme moderne et la réaction. La tendance principale de l'évolution mondiale est à l'affaiblissement et à la décomposition irrésistibles du système capitaliste. Analysant l'évolution et les caractéristiques de l'impérialisme actuel, avec les grandes contradictions qui le rongent et la grave crise générale et irréversible qui le tenaille, le camarade Enver Hoxha démontre que les idées géniales de Lénine sur l'impérialisme, stade suprême et ultime du capitalisme, capitalisme agonisant et veille de la révolution socialiste, ainsi que sur l'époque actuelle en tant qu'époque des révolutions prolétariennes, de l'effondrement de l'impérialisme et du capitalisme, et du triomphe du socialisme à l'échelle mondiale, gardent de nos jours encore toute leur valeur. La révolution est l'unique voie qui conduit à la libération sociale et nationale.

En un temps où la situation révolutionnaire, facteur objectif, est mûre ou mûrit rapidement dans nombre de pays, souligne le camarade Enver Hoxha, et que dans d'autres pays ce processus est en cours, en un temps donc où la révolution et la libération nationale des peuples sont à l'ordre du jour, la nécessité d'une direction révolutionnaire, facteur subjectif, se pose avec force. Les véritables partis marxistes-léninistes sont mieux en mesure que quiconque de réaliser cette direction.

Mais pour préparer comme il se doit le facteur subjectif,

la direction révolutionnaire, il est nécessaire de dissiper, à travers une âpre lutte idéologique et politique, le brouillard qu'ont répandu le capitalisme et le révisionnisme moderne sur la révolution et le socialisme, de démasquer leurs visées, de démanteler leurs manœuvres et spéculations, toute leur activité contre-révolutionnaire, anticommuniste, d'appliquer correctement et fermement les enseignements marxistes-léninistes conformément aux conditions concrètes de chaque pays.

La publication de *L'Impérialisme et la Révolution* et d'autres œuvres majeures du camarade Enver Hoxha constitue un événement idéologique marquant dans la vie du PTA. Ces œuvres présentent de grandes valeurs théoriques et pratiques. En mettant ces ouvrages à la portée des communistes et des travailleurs, le Parti les a dotés de nouvelles armes puissantes dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, pour la construction socialiste et la défense du pays.

Les grandes valeurs théoriques et pratiques à l'échelle nationale et internationale que contiennent ces ouvrages, sont attestées par le cours même des événements dans le monde, qui confirment la justesse et la sagacité des thèses et conclusions qui y sont exposées, ainsi que par le grand écho que leur publication a suscité sur le plan international.

Le PTA, soutien conséquent du mouvement révolutionnnaire et du mouvement marxiste-léniniste dans le monde

Le PTA a toujours assuré la défense du marxisme-léninisme à l'échelle internationale non seulement en préservant les principes marxistes-léninistes contre les tentatives de ses ennemis, bourgeois et révisionnistes, pour les annihiler, mais en observant aussi des attitudes marxistes-léninistes envers l'évolution mondiale en général et chaque événement international en particulier, en démasquant et combattant la politique contre-révolutionnaire des divers impérialistes et révisionnistes, en soutenant les mouvements révolutionnaires, les luttes de libération des peuples et le mouvement marxiste-léniniste international.

L'évolution mondiale a toujours confirmé les points de vue et prises de position de principes du PTA ainsi que ses prévisions, alors qu'elle a rejeté les théories contre-révolutionnaires des idéologues bourgeois et révisionnistes à propos du

prétendu vieillissement de la théorie marxiste-léniniste sur le capitalisme, la révolution et le socialisme. Cette évolution atteste le caractère profondément scientifique et la valeur toujours actuelle des enseignements du marxisme-léninisme. Notre Parti n'en est que plus confirmé dans sa conviction de la justesse de la voie qu'il suit; cela le fortifie dans la lutte qu'il mène contre les ennemis du marxisme-léninisme, de la révolution, du socialisme, des peuples, accroît son sentiment de responsabilité dans l'accomplissement de sa tâche internationaliste d'aide et de soutien aux forces révolutionnaires, progressistes, marxistes-léninistes dans le monde, ainsi que son sentiment de solidarité avec ces forces.

Lorsque, en janvier-février 1979, éclata la révolution en Iran, le PTA la jugea une juste lutte de libération, une révolution démocratique anti-impérialiste. Le peuple iranien a renversé le régime monarchiste sanguinaire du chah et porté en même temps un coup rude à l'impérialisme américain dont ce régime était l'instrument, remportant ainsi une victoire historique. Cette victoire est une leçon pour toutes les forces révolutionnaires et les autres peuples.

Aussi le Parti, bien qu'il n'adhère pas à la philosophie religieuse de Khomeiny, dirigeant de la révolution, a-t-il salué et appuyé sans réserve la victoire remportée par le peuple iranien. Il n'a cessé de soutenir tous les efforts des forces révolutionnaires iraniennes pour défendre leur victoire contre la réaction intérieure, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre toute la réaction internationale.

Le PTA a condamné avec force l'agression commise en février 1979 par les social-impérialistes chinois contre le Vietnam, de même qu'il condamne toutes leurs menées d'agression et de sape dans l'Asie du Sud-Est. Cette agression ainsi que les interventions militaires de la Chine social-impérialiste au Vietnam, au Cambodge, au Laos et ailleurs dévoilent sa politique d'hégémonie et d'expansion.

Tout en dénonçant et condamnant les menées agressives des impérialistes américains en Iran et des social-impérialistes chinois dans les pays d'Indochine, le PTA a stigmatisé également les attitudes démagogiques mystificatrices des social-impérialistes soviétiques qui cherchent à faire croire qu'ils soutiennent le peuple iranien et qu'ils sont des alliés des peuples vietnamien, cambodgien et laotien. Il a bien souligné que le soutien et l'aide que l'Union soviétique révisionniste offre à

ces peuples sont gros de dangers pour leur indépendance et leur souveraineté nationales, que ce n'est là qu'une manifestation de la rivalité américano-soviéto-chinoise pour l'hégémonie et la domination en Asie.

L'occupation militaire de l'Afghanistan en décembre 1979, occupation typiquement fasciste-impérialiste, tout comme celle de la Tchécoslovaquie en août 1968, est la plus claire expression de cette rivalité en général et de la politique expansionniste-hégémoniste de l'Union soviétique en particulier. Aucun prétexte invoqué par les social-impérialistes soviétiques ne peut justifier le crime monstrueux qu'ils ont perpétré contre l'indépendance et la souveraineté nationales du peuple afghan. Aussi le PTA a-t-il condamné avec fermeté l'occupation social-impérialiste soviétique de l'Afghanistan. Il considérait que la lutte du peuple afghan contre ses envahisseurs est une juste lutte. Dans le même temps, il dénonçait les tentatives des impérialistes américains, des social-impérialistes chinois et des autres réactionnaires pour mettre à profit sa lutte de libération.

D'autre part, le conflit armé irano-irakien et les troubles en Pologne de 1980 étaient aussi le fait de la rivalité interimpérialiste.

Le PTA estimait que le conflit entre l'Irak et l'Iran avait été fomenté et organisé par les deux superpuissances, en premier lieu par l'impérialisme américain, comme un moyen, entre autres, pour étouffer la révolution iranienne.

La grave crise économico-financière et politique qui frappa la Pologne révisionniste, inféodée au social-impérialisme soviétique et criblée de dettes, était la cause principale des troubles profonds et de grande ampleur qui ont plongé ce pays dans une véritable catastrophe.

Ainsi s'est avérée la prévision du PTA (faite dix ans auparavant, lors des grèves, des manifestations et des affrontements dans les rues de villes polonaises et qui conduisirent au renversement de Gomulka) selon laquelle aucune aide, qu'elle vînt de l'Est ou de l'Ouest, ne peut tirer la Pologne du bourbier où elle s'était enlisée.

Dans cette situation de crise si grave, les révisionnistes polonais et leurs patrons de Moscou ne savent comment manœuvrer pour sauver le régime bourgeois-révisionniste pourri et la domination de l'Union soviétique social-impérialiste en Pologne. Ils ont démis de leurs fonctions Gierek et nombre de ses collaborateurs, les accusant d'avoir été à

l'origine de la situation créée dans le pays; ils font concession sur concession, mais ils menacent aussi d'avoir recours à la force et de faire intervenir l'armée soviétique; ils changent les gouvernements l'un après l'autre; ils demandent de tous côtés de nouvelles aides et de nouveaux crédits, plus considérables, etc. Malgré tout, ils ne sont toujours pas en mesure de tirer leur pays du chaos et de la situation anarchique où il s'était plongé.

La Pologne, estime le PTA, ne peut être sauvée que par sa classe ouvrière, mais non pas dans la voie où l'ont fourvoyée les représentants de la réaction, les agents de la bourgeoisie monopoliste de l'Occident et du Vatican. Le PTA, jugeant chaque mouvement dans l'optique du marxisme-léninisme, faisait clairement connaître son attitude révolutionnaire sur les récents troubles en Pologne. Les grèves, les revendications économiques et politiques des ouvriers, qui constituent l'essence de ces troubles, ne servent pas la révolution. Elles sont exploitées par la réaction polonaise pro-occidentale pour faire une contre-révolution dans la contre-révolution. Leurs organisateurs et dirigeants cherchent à substituer au régime d'oppression et d'exploitation pro-soviétique un autre régime pro-occidental tout aussi féroce et hostile à la classe ouvrière et au peuple polonais.

L'unique issue à la grave crise est la voie de la révolution prolétarienne dirigée par un véritable parti communiste marxiste-léniniste, capable de liquider la domination de la classe capitaliste-révisionniste du pays ainsi que toute domination étrangère impérialiste, russe ou occidentale.

Le PTA a toujours rattaché étroitement la lutte pour la défense du marxisme-léninisme à l'échelle mondiale à la question du développement et du renforcement du mouvement communiste international, dont il est lui-même un détachement.

Après la grande trahison révisionniste, ce mouvement est en voie de régénération sur des bases marxistes-léninistes. Avec l'apparition au grand jour du révisionnisme chinois, qui a joué un rôle très négatif, de frein et de sape dans cette rénovation, ce mouvement est entré, depuis 1976, dans une nouvelle phase, une phase de clarification et de développement sur de saines bases prolétariennes.

Conformément aux directives de son VIIe Congrès, le PTA s'est attaché, de concert avec les autres partis marxistes-lé-

ninistes, à aider de toutes ses forces à la rénovation révolutionnaire du mouvement communiste international.

C'est à cette fin qu'ont servi en particulier, comme l'affirment les divers partis marxistes-léninistes eux-mêmes, les matériaux du VIIe Congrès du PTA ainsi que les œuvres majeures du camarade Enver Hoxha, publiées après ce Congrès.

Mais la voie principale suivie pour contribuer à la croissance et au renforcement révolutionnaires du mouvement communiste marxiste-léniniste international a été celle de la collaboration avec les partis marxistes-léninistes sur des questions de stratégie et de tactique, sur la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. Conscient de la nécessité de renforcer l'unité de ce mouvement, le PTA n'a cessé de consolider cette collaboration et il s'est employé à entretenir des rapports réguliers avec les partis frères en procédant avec eux à des consultations et à un échange d'idées et d'expérience sur des questions d'intérêt commun. Nombre de ses représentants ont participé à des activités révolutionnaires particulières organisées par l'un ou l'autre de ces partis.

Dans le même temps, il a soutenu toute initiative des divers partis marxistes-léninistes, en vue de raffermir leurs liens et leur coopération. Il estime que rétablissement de liens réguliers et le renforcement de la coopération bilatérale et régionale, ainsi que la consolidation des partis marxistes-léninistes en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière de chaque pays, prépareront les conditions requises pour le passage à un niveau supérieur de coopération, comme l'organisation de réunions plus élargies de marxistes-léninistes.

Le PTA suit avec une grande attention les efforts des partis marxistes-léninistes frères en vue de leur consolidation idéologique et organisationnelle.

Ils ont élaboré et élaborent toujours plus à fond une stratégie et une tactique révolutionnaires, une juste ligne politique qui répond aux intérêts et aux vœux des larges masses populaires, à la solution révolutionnaire des problèmes et des tâches de la lutte pour la destruction de l'ordre bourgeois et de la domination impérialiste étrangère.

Le PTA soutient la lutte des partis marxistes-léninistes pour la mise en œuvre de leur juste ligne en s'en tenant au grand principe léniniste selon lequel Faction révolutionnaire joue dans cette question le rôle déterminant en ce qu'elle relie le parti aux masses, persuade ces dernières de la justesse de sa ligne et la leur fait adopter.

Les partis marxistes-léninistes se renforcent surtout dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Les membres de ces partis se convainquent toujours plus profondément qu'une ligne de démarcation nette entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes de toutes les couleurs, la lutte intransigeante contre tout courant révisionniste, khrouchtchévien, titiste, maoïste et eurocommuniste, sont d'une importance vitale pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, pour la cause de la révolution et du socialisme.

Au plus fort de la lutte contre les ennemis de classe, les partis marxistes-léninistes ont accompli de grands progrès dans leur consolidation organisationnelle sur la base des principes et des normes du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, principes et normes qui diffèrent du tout au tout de ceux des partis sociaux-démocrates et révisionnistes. Ils assimilent et appliquent toujours mieux les méthodes et les formes d'action révolutionnaires dans les difficiles conditions de clandestinité, face aux coups continus que leur portent le pouvoir bourgeois et les révisionnistes, en utilisant à la fois toutes les possibilités d'activité révolutionnaire légale.

Les partis marxistes-léninistes ne cessent de marquer des progrès dans le renforcement de leur composition sociale prolétarienne. Ils considèrent cette qualité prolétarienne comme un facteur primordial pour devenir la véritable avant-garde de la classe ouvrière et pour parer au danger de leur scission et de leur transformation en partis bourgeois-révisionnistes.

Le PTA apporte toute l'aide possible aux partis marxistes-léninistes frères dans leur consolidation idéologique et organisationnelle, en regardant cette aide comme un grand devoir internationaliste qui lui incombe. «Cette aide, souligne le camarade Enver Hoxha, n'est nullement une ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats ni une exportation de la révolution...»* Le PTA a toujours été contre toute ingérence dans les affaires intérieures de n'importe quel parti ou pays.

D'autre part, le PTA considère comme une grande aide à sa lutte pour l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie le soutien que lui apportent les marxistes-léninistes et les révolutionnaires partout dans le monde. Ceux-ci «voient bien que le Parti du Travail d'Albanie défend le marxisme-léninisme alors que d'autres l'attaquent, qu'il défend les prin-

---

* VII[e] Congrès du PTA, éd. alb., p. 299.

cipes de l'internationalisme prolétarien alors que les divers révisionnistes rejettent ces principes. Ils voient bien que dans ses attitudes il ne part pas seulement des intérêts de son propre pays, mais qu'il exprime et représente de très grands intérêts, communs et chers à tout le prolétariat, les intérêts du véritable socialisme, les intérêts de tous ceux qui se fondent sur le marxisme-léninisme et se guident sur lui pour la transformation révolutionnaire du monde».*

---

* Enver Hoxha, L'Impérialisme et la Révolution, éd. fr., p. 480 (Editions «8 Nëntori»).

CONCLUSIONS GENERALES

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie constitue un trésor de la grande expérience acquise dans la lutte pour l'application créatrice et résolue du marxisme-léninisme, pour la libération nationale et sociale, et pour la construction du socialisme.

De la synthèse de cette expérience, se dégagent les principales conclusions générales suivantes:

1. — Le Parti du Travail d'Albanie a été fondé par les communistes albanais ayant à leur tête le camarade Enver Hoxha, sur la base du mouvement ouvrier et communiste du pays.

Sa naissance constituait une nécessité historique impérieuse pour assurer la conduite de la lutte de libération nationale et sociale du peuple.

Le Parti du Travail d'Albanie fut le résultat de la fusion des groupes communistes albanais en un parti révolutionnaire de la classe ouvrière sur des fondements organisationnels et idéologiques marxistes-léninistes. Cette fusion fut réalisée dans la lutte commune des communistes des divers groupes contre les ennemis du peuple, contre les courants et les organisations politiques pseudo-marxistes, contre les conceptions étrangères au marxisme au sein des groupes eux-mêmes, et en subordonnant les intérêts étroits des groupes à l'intérêt général du mouvement communiste. La fusion fut cimentée par l'élaboration et l'adoption d'une ligne générale unique, édifiée sur des fondements scientifiques marxistes-léninistes.

Le Parti du Travail d'Albanie a été formé dans des conditions qui étaient celles d'un pays agraire arriéré. La création du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière albanaise ne fut pas empêchée par le fait que cette classe était peu nom-

breuse, éparse, non constituée en tant que prolétariat industriel et qu'elle n'avait pas acquis une haute maturité organisationnelle et politique. Le Parti, à sa formation, bénéficia, en même temps que de l'appui du mouvement ouvrier, d'un puissant soutien, celui du mouvement de la jeunesse scolaire. La jeunesse des écoles secondaires et la majorité des étudiants albanais furent parmi les premiers à embrasser les idées communistes et ils se mirent à la pointe du mouvement démocratique antifasciste. Sous la direction des communistes et encouragés et inspirés par la classe ouvrière, ils se firent les porteurs des idées marxistes-léninistes et du patriotisme militant parmi les masses populaires, jouant ainsi un rôle important dans la fondation du Parti et dans la propagation de sa ligne révolutionnaire.

Le PTA fut le premier parti de la classe ouvrière albanaise et il en est toujours demeuré l'unique parti.

2. — La victoire de la révolution populaire et l'édification de la base économique du socialisme ont été assurées sous la conduite de la classe ouvrière. C'est encore sous sa conduite que s'accomplit l'édification intégrale de la société socialiste.

La classe ouvrière albanaise s'acquitta de cette mission historique grâce au **Parti du Travail d'Albanie**, parti révolutionnaire prolétarien par la théorie qui l'éclaire, par les principes organisationnels sur lesquels il est édifié et par son programme politique.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours gardé intact son caractère prolétarien et il a fidèlement traduit dans les faits le rôle de direction de la classe ouvrière à toutes les étapes et dans tous les domaines de la vie du pays.

Le Parti a éduqué les cadres dirigeants et tous les communistes, même ceux non issus de la classe ouvrière, dans l'idéologie prolétarienne, dans l'esprit de fidélité à la cause du prolétariat et du socialisme.

Grâce à son propre Parti, la classe ouvrière albanaise a réussi à surmonter tous les obstacles qui s'opposaient à son rôle de direction, et qui dérivaient de la situation arriérée agraire et semi-féodale du pays, de son développement incomplet en tant que classe, de son bas niveau idéologique, technique et culturel dans la période de la Lutte antifasciste de libération nationale et dans les premières années qui suivirent la Libération du pays.

Dans la période d'édification du socialisme, elle a grandi en nombre, elle s'est constituée en jeune classe ouvrière industrielle, elle a avancé sur le plan technique et culturel, elle s'est solidement trempée, elle a acquis une grande maturité politique et idéologique et atteint un niveau élevé d'organisation. Ce développement a renforcé encore davantage son rôle de dirigeante de toute la vie du pays et d'organisatrice de l'édification du socialisme et du communisme.

En même temps que la structure de classes se transformait radicalement, que croissait et se trempait la classe ouvrière, le Parti a grandi et s'est renforcé par l'afflux de membres provenant des rangs des meilleurs éléments de cette classe. Depuis 1970, les communistes de condition ouvrière constituent la catégorie la plus nombreuse dans l'effectif du Parti.

3. — Si le Parti du Travail d'Albanie a été en mesure de jouer son rôle de direction dans la révolution et dans l'édification socialiste du pays, c'est qu'il a élaboré et appliqué avec esprit de suite une ligne générale révolutionnaire.

Cette ligne a répondu en toute occasion aux exigences politiques, économiques, sociales et culturelles des masses, aux intérêts fondamentaux du peuple et de la Patrie, aux intérêts du socialisme à l'échelle nationale et internationale.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le PTA s'est toujours guidé sur les principes du marxisme-léninisme et sur les; lois objectives de la révolution et du socialisme, dont ils découlent. Il a appliqué les principes marxistes-léninistes de manière créatrice et il s'est, pour cela, solidement fondé sur l'analyse des conditions sociales concrètes du pays et du rapport des forces intérieures de classe. Il s'est également instruit et a fait son profit de l'expérience des partis frères, du mouvement communiste international, sans toutefois jamais l'appliquer mécaniquement ni la copier.

Il a toujours eu clairement conscience que les principes marxistes-léninistes et l'expérience révolutionnaire des autres partis communistes frères ne peuvent fournir une ligne politique toute prête et parfaite. Pour réussir à définir cette ligne, il importe que le parti de la classe ouvrière s'appuie sur sa grande expérience, cette expérience qu'il acquiert dans la pratique révolutionnaire. C'est la raison pour laquelle le Parti du Travail d'Albanie, au début de chaque étape historique, a été en mesure de jeter les fondements de sa propre ligne

générale, puis de l'enrichir et de la compléter dans la pratique de la révolution et de l'édification socialistes.

C'est également dans la pratique révolutionnaire que s'est vérifiée la justesse de la ligne politique du Parti. Afin que cette ligne demeure toujours juste et révolutionnaire, le PTA n'a jamais hésité à y apporter des rectifications toutes les fois qu'ont changé les conditions objectives nationales et internationales, quand des décisions particulières ne se sont pas avérées justes à l'épreuve des faits, quand la pratique a démontré que les formes et les méthodes empruntées à l'extérieur étaient inappropriées à notre réalité nationale. Il a corrigé à temps ses erreurs, ne les a pas laissées grossir et devenir irréparables, et n'a pas permis que des lignes opposées et des courants antiparti se développent en son sein.

Dans l'élaboration et l'application de sa ligne, le Parti a toujours eu pour trait l'esprit de principe prolétarien. Il a toujours considéré et apprécié la définition et l'accomplissement de chaque tâche, la solution de chaque problème, chacune de ses attitudes ou de ses actions, les divers phénomènes et événements à partir de positions de classe prolétariennes.

L'esprit de principe prolétarien a constitué le facteur principal qui a permis au PTA de définir correctement ses buts et ses tâches programme à chaque étape de la révolution, de ne pas verser dans l'opportunisme, le sectarisme, le pragmatisme et le subjectivisme, de saisir plus facilement le maillon principal dans l'enchaînement des questions, d'avoir toujours une claire vision des perspectives d'avenir, de mieux s'orienter dans les situations intérieures et internationales complexes, de réduire à néant les interventions des divers révisionnistes dans ses affaires intérieures, d'élaborer et d'appliquer sa politique marxiste-léniniste intérieure et extérieure en toute indépendance.

4. — En particulier, l'esprit de principe prolétarien du Parti a trouvé son expression dans la politique de l'appui sur ses propres forces qu'il a constamment et systématiquement appliquée depuis sa fondation.

C'est là une politique révolutionnaire qui plonge ses racines dans le grand principe marxiste-léniniste selon lequel le facteur intérieur est déterminant et le facteur extérieur accessoire.

Guidé par cette politique du Parti, le peuple albanais n'a pas mendié sa liberté et son indépendance aux oppresseurs impérialistes et aux ennemis de l'intérieur, il n'a pas attendu non plus qu'on les lui apporte de l'extérieur. Pas davantage, il n'a subordonné l'édification de la société socialiste, le développement de son économie et de sa culture, ni la défense des conquêtes de la révolution, à une aide de l'extérieur.

La politique de l'appui sur ses propres forces se traduisit au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale par le mot d'ordre du Parti: «La liberté ne se reçoit pas en don, elle se conquiert au prix du sang versé et des sacrifices!». Après la guerre, ce principe a pris corps dans la détermination du peuple à construire le socialisme dans toutes les circonstances et à tout prix, en mobilisant toutes les ressources, tous les moyens et toutes les forces intérieures, humaines, matérielles et financières.

L'expérience de la lutte révolutionnaire du peuple albanais conduit par le Parti, démontre que l'application résolue de la politique de l'appui sur ses propres forces assure une indépendance politique et économique véritable, une société socialiste construite sur des fondements inébranlables, qu'elle défend l'indépendance du pays et le socialisme contre les multiples dangers qui les menacent.

Tout en s'appuyant sur ses propres forces et en considérant le facteur intérieur comme déterminant, le Parti n'a jamais sous-estimé le facteur extérieur, l'appui qui lui vient du prolétariat et de toutes les forces éprises de progrès et de liberté dans le monde. Cet appui a toujours été puissant, tant durant la Lutte de libération nationale qu'après la Libération. L'Albanie s'est acquis cet appui des forces révolutionnaires extérieures précisément grâce à sa politique de principes, à la lutte héroïque menée par le peuple albanais pour la liberté, l'indépendance et le socialisme, grâce à sa détermination de les défendre. Plus un peuple est capable de conquérir et de défendre sa liberté et son indépendance, de construire le socialisme par ses propres forces, plus il peut compter sur l'appui des forces révolutionnaires extérieures éprises de progrès et de liberté.

5. — Le PTA a toujours pu appliquer sa juste ligne politique, parce que cette ligne a été embrassée par les masses populaires, qui l'ont faite leur; les masses, de concert avec le

Parti et sous sa conduite, ont lutté de toutes leurs forces pour la mettre en œuvre.

Et elles l'ont fait car elles se sont convaincues de la justesse de la ligne du Parti et de sa capacité de l'appliquer.

L'action pratique révolutionnaire du Parti et des masses elles-mêmes sous sa conduite a joué un rôle déterminant pour convaincre les masses, pour leur faire bien comprendre que la ligne du Parti exprime leurs revendications et leurs intérêts, pour créer avec elles des liens puissants et durables, pour les mobiliser dans la lutte et le travail.

L'agitation et la propagande réalistes, tangibles, claires, militantes, le vaste travail politique et idéologique différencié et multiforme ont constitué une arme solide au service de cette action.

Parallèlement au travail d'agitation et de propagande, le Parti s'en est toujours tenu au principe selon lequel les actes doivent correspondre aux paroles. Le travail d'explication et d'éducation mené par le Parti s'est toujours accompagné d'actions révolutionnaires, de l'exemple personnel donné par les communistes. Il en est résulté que les masses se sont convaincues de la justesse de la ligne politique du Parti par leur propre expérience.

Pour chacune des actions qu'il a entreprises et à chaque pas qu'il a accompli, le Parti s'est concerté avec les masses, il a encouragé la critique et la libre expression de l'opinion des masses, il a prêté une oreille attentive à leurs requêtes et à leurs propositions, il a toujours tenu compte du rôle que joue le peuple comme créateur de l'histoire, du grand principe selon lequel ce sont les masses qui font la révolution, ce sont elles qui construisent et défendent le socialisme, et c'est le parti de la classe ouvrière qui leur fait prendre conscience.

Les liens qui unissent le Parti aux masses sont édifiés sur de solides bases organisationnelles. Seuls les liens avec les masses organisées sont des liens véritables et stables. Le PTA a créé diverses organisations sociales de masse, en tant que courroies de transmission le reliant aux masses, puissants leviers pour mettre en œuvre sa ligne politique et son rôle de direction révolutionnaire. Les programmes et l'activité de ces organisations ont toujours eu comme fondements la politique du Parti.

Son courage et ses prises de position révolutionnaires face aux multiples difficultés auxquelles il s'est heurté sur son

chemin, constituent un aspect très important de sa pratique révolutionnaire, à travers quoi il tend à maintenir et à renforcer ses liens avec les masses et à se garder lui-même d'être éprouvé par les coups des ennemis de classe. Le Parti s'est toujours préparé lui-même et il a préparé les masses populaires à affronter les situations les plus difficiles et complexes qui se créent inévitablement dans la voie de la révolution. En conséquence, il n'a jamais été pris au dépourvu par les graves situations créées par les ennemis. Dans ces situations, le Parti ne s'est pas égaré, il n'a pas été pris de panique et ne s'est pas non plus laissé aller au pessimisme ou à l'inaction, il n'a pas perdu confiance en ses propres forces ni en celles du peuple. Il ne s'est jamais découragé devant les pertes subies sous les coups des ennemis. A tous les moments critiques, le Parti a agi avec sagesse, maturité et courage, il a révélé aux masses la véritable situation, il s'est adressé à elles, s'est puissamment appuyé sur elles et a toujours triomphé.

Dans les situations difficiles, le Parti a manoeuvré avec souplesse, sans toutefois jamais perdre de vue l'objectif et les tâches stratégiques.

Les situations difficiles ont mis à l'épreuve la solidité des liens qui unissent le Parti et le peuple et ont cimenté ces liens encore davantage.

6. — Le PTA a assuré le développement continu de la révolution.

Cette révolution a parcouru trois étapes principales: l'étape anti-impérialiste, démocratique, de la conquête de l'indépendance nationale et de l'instauration du pouvoir populaire; l'étape de l'édification des bases du socialisme, l'étape de l'édification intégrale de la société socialiste, actuellement en cours.

Ces trois étapes non seulement se sont développées sans discontinuité, mais elles se sont imbriquées, une étape ayant préparé les prémisses de la suivante.

Dans la voie de la révolution en Albanie, on n'observe ni reculs ni zagzags accentués, car il ne s'y est pas produit de reflux causés par des conditions objectives, et le PTA, dirigeant de la révolution, a toujours suivi une juste ligne marxiste-léniniste.

Parmi les multiples tâches de caractère politique, économique et idéologique de la révolution à une période donnée, le PTA a donné la primauté à l'une ou l'autre des

tâches fondamentales en fonction des conditions sociales concrètes et des problèmes à résoudre, mais il a toujours eu en vue que seul le développement ininterrompu de la révolution socialiste dans tous les domaines, dans tout le mode de production et dans la superstructure, assure la marche continue en avant vers la société communiste.

Le Parti du Travail d'Albanie a assuré la victoire de la révolution en premier lieu à travers la réalisation révolutionnaire de trois tâches clés: l'union des masses populaires en un front unique autour du Parti; l'organisation de l'insurrection armée en vue de renverser l'ancien pouvoir, la création de forces armées populaires et la préparation générale du peuple pour la défense de ses conquêtes; l'instauration de la dictature du prolétariat et son perfectionnement continu.

7. — L'union du peuple autour du Parti est incarnée dans le Front démocratique (continuation directe du Front de libération nationale).

Dans le Front, le Parti a réussi à unir, en une seule grande organisation politique, les classes, les couches ainsi que les groupes et éléments particuliers, alliés de la classe ouvrière, aux diverses étapes de la révolution. A travers le Front, il a été possible de ne laisser aucun de ces alliés en dehors de l'influence de la politique prolétarienne et de la direction du Parti.

Le Front a été le plus large soutien politique du Parti et du pouvoir populaire.

Le Front démocratique a été créé en tant qu'union volontaire des masses populaires à partir d'en bas et non pas comme une coalition de partis politiques, et il a toujours conservé ce caractère.

A toutes les étapes il a eu à sa base l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse sous la conduite de la classe ouvrière, la plus large part de cette base étant constituée par la paysannerie laborieuse.

Le Parti du Travail d'Albanie a toujours été la seule force dirigeante du Front et le seul parti politique en son sein.

Il n'a jamais existé en Albanie de véritables partis politiques bourgeois et il ne s'en est pas formé non plus après la fondation du Parti communiste d'Albanie. Le PCA n'eût pas été contraire à la création d'autres partis antifascistes ni à

la coopération avec eux pour l'organisation de la lutte contre les occupants, si de tels partis s'étaient jamais formés.

Toutefois, il combattit et démantela les organisations politiques comme le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», créées par les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie réactionnaire à l'instigation et avec le soutien des occupants italiens et allemands, organisations qui cherchaient à détruire le Parti et le Front et à faire obstacle au triomphe de la révolution populaire. Le Parti réduisit également à néant les tentatives faites après la guerre par les éléments grands-terriens et bourgeois, à l'incitation et avec l'appui des impérialistes américains et anglais, en vue de créer des partis politiques réactionnaires devant leur servir d'armes pour renverser le pouvoir populaire.

Le fait, historiquement déterminant, qu'il n'existait pas dans le pays de partis politiques en dehors du PTA, a constitué en soi un phénomène très bénéfique pour la classe ouvrière, pour le peuple, pour la révolution et le socialisme en Albanie. Cette circonstance a aidé le Parti à remplir mieux et plus aisément sa mission de dirigeant de la révolution à chacune de ses étapes en tant que parti de la classe ouvrière.

L'existence du PTA en tant qu'unique parti politique dans le pays a aidé la démocratie socialiste à s'exercer dans de meilleures conditions pour les masses travailleuses après le triomphe de la révolution populaire.

Le Parti du Travail d'Albanie a exprimé et défendu non seulement les intérêts de la classe ouvrière mais aussi ceux de la paysannerie laborieuse, de tout le peuple albanais uni dans le Front démocratique, en regardant ces intérêts sous l'angle du socialisme.

Le PTA a toujours considéré l'union du peuple dans le Front comme une union de classes, de couches et d'hommes qui sont liés par des intérêts et des objectifs communs à une ou plusieurs étapes historiques données. Cette union a été créée et renforcée dans la lutte pour la liberté, l'indépendance nationale et le socialisme, dans la lutte intransigeante contre les ennemis de classe, du dedans et du dehors.

D'une part, le Parti a combattu les manifestations de sectarisme — comme le fait de confondre les gens du peuple avec les ennemis, de considérer les contradictions non antagonistes comme étant antagonistes, de ne pas faire preuve de patience dans le travail avec les gens du peuple aux vues

politiques confuses, etc. D'autre part, il a lutté contre les manifestations d'opportunisme — les cas de défaut de vigilance envers les ennemis de classe ou d'atténuation de la lutte de classe au sein du Front, contre les tendances des éléments opportunistes à ne pas sauvegarder la pleine indépendance idéologique, politique et organisationnelle du Parti au sein du Front, ainsi que son rôle de dirigeant unique de celui-ci.

Cette lutte a été indispensable pour préserver et renforcer constamment l'union du peuple dans le Front.

8. — La révolution l'a emporté en Albanie à travers l'insurrection populaire armée et elle est défendue par le peuple en armes.

Par les conditions concrètes dans lesquelles elle devait avoir lieu, cette insurrection ne pouvait être une action immédiate. Le développement de l'insurrection constituait tout un processus, qui débuta par des manifestations antifascistes et de petites actions armées pour croître graduellement jusqu'à devenir une insurrection générale populaire.

L'organisation de l'insurrection année, en ce qu'elle visait à dresser les masses du peuple en armes, exigeait à tout prix la préparation d'une armée populaire de libération nationale, qui fût en mesure de mettre en déroute les forces armées de l'ennemi, de détruire son appareil d'Etat, de chasser du pays les occupants, d'assurer l'instauration du pouvoir populaire et de devenir le défenseur de ce pouvoir. Afin de mener ces tâches à bonne fin, il était indispensable que cette armée populaire s'organisât en tant qu'armée régulière du peuple et du nouvel Etat albanais.

L'insurrection armée et la création des forces armées populaires traversèrent trois phases principales:

Dans la première phase, furent jetés les fondements pour l'insurrection générale armée et pour l'organisation de l'armée régulière de libération nationale. C'est au cours de cette phase que furent formés les sections de guérilla, les détachements et bataillons réguliers de partisans, les détachements territoriaux d'autodéfense et que se fit la préparation générale, morale et politique, des masses populaires pour l'insurrection armée.

Dans la deuxième phase, la lutte se convertit en une insurrection générale populaire, les détachements et bataillons de partisans furent organisés en armée centralisée de libération

nationale ayant à sa tête un état-major général. C'est au cours de cette phase que furent formés les brigades et les groupes de partisans. C'est alors également que fut mis sur pied le pouvoir militaire de l'arrière.

Dans la troisième phase, l'insurrection générale populaire conduisit à l'expulsion des occupants et à la libération complète du pays, à l'anéantissement des organisations et des forces armées réactionnaires, instruments des occupants, à la destruction complète de l'appareil d'Etat des occupants et des traîtres. Durant cette phase, l'Armée de libération nationale se convertit tout entière en armée régulière du peuple et de l'Etat albanais de démocratie populaire.

L'insurrection trouva son inspiration dans les villes et c'est dans celles-ci qu'elle s'amorça. Au fur et à mesure qu'elle s'étendait et se renforçait, son centre de gravité se déplaça vers les campagnes. Les campagnes devinrent la principale base de l'insurrection, et la paysannerie sa force principale. Dans le même temps, l'insurrection, comme un tout, alla s'élargissant et s'approfondissant dans les villes également.

La forme principale de la lutte armée était la guerre de partisans. Les actions armées des partisans avaient pour traits distinctifs leur constant caractère offensif, des manœuvres habiles faites de mouvements rapides et renouvelés, des attaques-surprise, une grande initiative des commandements à tous les échelons, une utilisation parfaite du terrain. L'application magistrale de la tactique de la guerre de partisans, le moral élevé des combattants, l'appui et la participation directe des masses populaires à la lutte permettaient de neutraliser la supériorité numérique et surtout technique de l'ennemi et de l'emporter sur elle, d'assurer la conservation des forces de l'armée populaire et d'éprouver lourdement ou d'anéantir l'adversaire.

Les forces armées populaires qui, de concert avec le peuple insurgé, assurèrent la victoire de la révolution, servirent de soutien puissant et irremplaçable pour son développement continu et victorieux dans tous les domaines, afin de préserver ses conquêtes contre les visées et les agissements hostiles des forces intérieures réactionnaires, des impérialistes et des révisionnistes modernes. L'Armée populaire est l'une des principales armes de la dictature du prolétariat. Les organes de la Sûreté de l'Etat sont l'œil vigilant de cette dictature.

En même temps que se renforçait et se perfectionnait le

pouvoir politique et que se développait le processus d'édification socialiste du pays, les forces armées perfectionnèrent leur organisation, leur armement et leur technique militaire, leur préparation et leurs capacités politiques et combattantes. L'Etat socialiste et le peuple n'ont épargné aucun effort pour la modernisation et le renforcement incessants des forces armées populaires.

Le PTA a eu le souci constant de sauvegarder et de renforcer le caractère foncièrement populaire des forces armées, leurs liens avec le peuple, leur trempe révolutionnaire, la direction exercée sur elles par le Parti.

Les forces armées régulières ne sont qu'une partie du peuple en armes. La patrie socialiste est défendue par le peuple tout entier qui s'entraîne militairement à la guerre populaire, le moyen le plus sûr pour écraser tout agresseur. Le Parti du Travail d'Albanie a parfaitement appliqué le principe marxiste-léniniste de l'armement du peuple et de sa préparation militaire, faisant en sorte que les larges masses populaires édifient et défendent à la fois le socialisme.

9. — Le pouvoir populaire a vu le jour en Albanie dans la lutte pour la libération nationale en tant que dictature des forces démocratiques révolutionnaires et, au lendemain de la Libération, il s'est mis à exercer les fonctions de la dictature du prolétariat.

Ce pouvoir a été instauré en détruisant de fond en comble le pouvoir politique des occupants, des gros propriétaires terriens et de la bourgeoisie réactionnaire. Avant même la libération complète du pays, le problème du pouvoir avait été résolu à l'avantage des forces révolutionnaires.

Le Parti, considérant la question du pouvoir politique comme le problème fondamental de la révolution, a étroitement rattaché la Lutte de libération nationale à la prise du pouvoir par les masses populaires révolutionnaires. Aussi, à mesure que s'élargissait et se renforçait la lutte armée, croissait et se consolidait le pouvoir populaire sur les ruines de l'ancien pouvoir. De son côté, le nouveau pouvoir servait de solide appui à l'insurrection armée populaire.

En lançant le mot d'ordre: «Les conseils de libération nationale, seul pouvoir du peuple en Albanie», le Parti prépara les masses à détruire le pouvoir des occupants et des traîtres et à empêcher la restauration de l'ancien pouvoir des gros

propriétaires terriens et de la bourgeoisie. Ainsi était également assurée sa direction indivisible au sein du nouveau pouvoir qu'il avait lui-même créé. Dès que les conditions requises furent remplies, et sans attendre la libération préalable du pays tout entier, le Parti organisa immédiatement la formation du nouvel Etat albanais de démocratie populaire doté d'un gouvernement démocratique révolutionnaire en tant que seul gouvernement du peuple albanais.

S'appuyant sur la volonté des larges masses populaires et n'oubliant pas un instant la perspective du développement de la révolution de libération nationale en révolution socialiste, le Parti n'a jamais partagé le pouvoir avec la bourgeoisie et il a maintenu inentamé le rôle de direction de la classe ouvrière dans le nouveau pouvoir politique. Il est venu victorieusement à bout de la pression exercée, au cours de la Lutte et dans les premières années qui suivirent la Libération, par la réaction intérieure et les impérialistes américains et anglais, pour amener à la direction du pouvoir populaire des représentants des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie réactionnaire. Il a aussi démantelé, au sein de sa propre direction, des positions traîtresses adoptées par des éléments opportunistes, qui avaient cédé à la pression ennemie et accepté de partager le pouvoir avec la bourgeoisie.

Les organes de base de la dictature du prolétariat sont les conseils populaires, continuateurs directs des conseils de libération nationale.

La dictature du prolétariat a servi et sert d'arme décisive pour le développement continu de la révolution socialiste dans tous les domaines et pour la défense de ses conquêtes. A travers cette dictature, se réalise la démocratie socialiste, qui est allée constamment s'élargissant et se perfectionnant. Elle garantit à la classe ouvrière, à la paysannerie coopérée et aux autres travailleurs, l'exercice du pouvoir tant à travers les organes représentatifs de l'Etat que directement, elle garantit leur vaste et vivante participation au gouvernement du pays. Le contrôle ouvrier et paysan direct, qui est exercé sur quiconque et sur tout, sur toute l'activité des organes de l'Etat et de l'économie, sur les appareils administratifs et les cadres, constitue un moyen très important de participation des masses au gouvernement. Ce contrôle ainsi que toute la dictature du prolétariat sont guidés par l'idéologie et la politique prolétariennes du Parti.

La dictature du prolétariat a pour fondement l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse sous la direction de la classe ouvrière. La paysannerie albanaise a toujours considéré la dictature du prolétariat comme son propre pouvoir, car celui-ci est le premier et le seul pouvoir qui ait exaucé ses vœux et réalisé ses rêves séculaires, qui lui ait assuré la liberté et la terre, qui l'ait sortie de la misère et de son état arriéré et lui ait garanti un progrès rapide dans tous les domaines sur la voie du socialisme.

Le PTA a combattu avec constance toute manifestation et tendance des éléments opportunistes à libéraliser le pouvoir, à le convertir en une «démocratie pour tous», il a de même combattu la maladie du bureaucratisme.

Cette lutte a été indispensable pour préserver le caractère prolétarien du pouvoir populaire, pour éviter qu'il ne se coupe des masses populaires, pour parer à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste de la dictature du prolétariat.

Le PTA considère la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme comme un aspect de la lutte de classes. En tant que telle, elle se poursuivra tant que durera la lutte de classes.

La dictature du prolétariat est aussi une arme décisive entre les mains du Parti, entre les mains de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, pour l'édification intégrale de la société socialiste et communiste. Le PTA s'en tient à la ligne de la sauvegarde, du renforcement et du perfectionnement continu de la dictature du prolétariat jusqu'à la complète liquidation des classes et à l'élimination de tout danger extérieur pour la société communiste.

10. — Dans le domaine économique, la révolution a accompli deux tâches essentielles. En premier lieu, elle a anéanti la base économique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie, elle a aboli la propriété privée et instauré la propriété sociale, socialiste, des moyens de production à la ville comme à la campagne. En second Heu, elle a comblé le retard économique et supprimé la structure unilatérale de l'économie, où prévalait la petite production agricole, elle a mis sur pied la structure économique nouvelle et diversifiée, constituée par la grande production industrielle et agricole qui s'appuie principalement sur l'application de la technique moderne.

Pour établir les rapports de production socialistes, le Parti n'a pas attendu que les forces productives retardataires atteignent un haut niveau de développement. Il a construit ces rapports (d'abord dans les villes puis dans les campagnes) avant que la base adéquate matérielle et technique ne soit entièrement édifiée. En même temps qu'il s'attachait à développer les forces productives, le Parti n'a cessé de perfectionner les rapports de production socialistes dans tous les domaines — la propriété, la répartition, la circulation, la direction planifiée de l'économie, sans permettre que se crée aucun fossé entre eux. Par là même, les rapports de production socialistes ont servi constamment d'appui solide et de puissante impulsion au rapide développement des forces productives.

Les vestiges des rapports féodaux ont été anéantis du fait de l'application de la réforme agraire, qui expropria sans indemnité les grands propriétaires terriens et remit la terre aux paysans pauvres. Cette réforme, ayant été accomplie alors que se développait la révolution socialiste, a touché également les rapports capitalistes dans les campagnes.

Les nationalisations ont supprimé la grande et la moyenne propriété capitaliste dans les villes et lui ont substitué la propriété sociale, socialiste. On n'a pas eu recours à la forme du capitalisme d'Etat. Les nationalisations se sont accomplies par une voie essentiellement révolutionnaire sur la base de l'expropriation sans indemnité.

La propriété privée des petits producteurs dans les villes a été convertie en propriété socialiste par la voie de leur union librement consentie dans des coopératives artisanales, qui se sont fondues finalement dans les entreprises d'Etat.

La propriété privée des petits producteurs dans les campagnes s'est convertie en propriété sociale coopérative par la voie de la collectivisation de l'agriculture. La collectivisation a été entamée et achevée sans nationalisation préalable de la terre que détenaient les petits producteurs, mais qui, en vertu de la loi, était inaliénable, et sans attendre que le pays fût préalablement industrialisé, mais en même temps que s'édifiait et se développait la nouvelle industrie socialiste. Le processus de collectivisation de l'agriculture et de développement de l'industrie s'accompagnait de la création de la base matérielle et technique de la grande production socialiste dans les régions rurales, alors que la nationalisation de la terre a été consacrée de jure par la nouvelle Constitution de 1976.

La collectivisation de l’agriculture a, dans sa mise en œuvre, été fondée sur la persuasion de la paysannerie de la supériorité du système socialiste en ce domaine. Cette conviction, elle l’a acquise, avec l’aide du Parti, par sa propre expérience. Le Parti n’a cessé de mettre strictement en pratique le principe léniniste du libre consentement des paysans à leur union en coopératives. La paysannerie moyenne, tout comme la paysannerie pauvre, a embrassé la voie de la collectivisation et adhéré en masse aux coopératives.

La seule forme à laquelle on a eu recours pour la collectivisation était la coopérative agricole de production, reposant sur la propriété sociale des moyens de production, sur le travail collectif et la répartition du produit uniquement en fonction du travail accompli par chaque membre de la coopérative.

L’industrialisation socialiste du pays a servi de clé de voûte au développement des forces productives et à l’édification d’une économie multiforme. L’industrialisation a créé des possibilités réelles pour la constitution et le développement de nouvelles branches de l’économie, pour la mise sur pied d’une agriculture avancée à branches multiples, et pour son développement intensif.

Dans l’industrialisation socialiste du pays la priorité a été accordée en toute circonstance à l’implantation et au développement de l’industrie lourde. En conséquence, la part relative de la production des moyens de production est allée sans cesse croissant. Dans le même temps, une importance particulière a été accordée au développement accéléré de l’industrie légère. Le Parti s’est attaché aussi à assurer un développement harmonieux de l’industrie et de l’agriculture. C’est seulement en l’appuyant sur ses deux jambes — industrie et agriculture — que l’on peut assurer l’édification d’une économie puissante, solide et indépendante, ainsi que son développement rapide et continu.

La direction de l’économie et de l’édification socialiste a été une direction centralisée, démocratique, reposant sur un plan unique et général d’Etat.

La création et le développement de la nouvelle économie socialiste diversifiée ainsi que la construction de la base matérielle et technique se sont fondés avant tout sur les forces humaines, les ressources financières et les richesses naturelles

du pays ainsi que sur d'autres facteurs intérieurs. Cette économie et cette base matérielle et technique, le peuple albanais les a mises sur pied lui-même sous la conduite du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ainsi, à travers la dictature du prolétariat, le PTA a assuré: le passage direct de l'état arriéré semi-féodal du pays au socialisme, en sautant la phase du capitalisme avancé; le rapide développement de l'économie nationale dans la voie du socialisme; l'indépendance économique du pays en tant que facteur indispensable de la sauvegarde de l'indépendance politique.

11. — Le PTA a rattaché étroitement la mise sur pied et le développement de l'économie socialiste au développement de la culture populaire, en ayant soin de promouvoir une véritable révolution culturelle en marche ininterrompue.

Le Parti a considéré le développement de la culture et la révolution culturelle à la fois comme une composante du programme de développement des forces productives et comme une composante de la révolution idéologique.

Sous le premier aspect, à travers sa politique et son action révolutionnaires ainsi qu'à travers celles de l'Etat socialiste, il a réussi à rattraper le retard culturel hérité du passé; à faire de l'instruction et de la culture, naguère apanages d'une minorité de gens des classes aisées, le bien des larges masses du peuple; à former une armée de cadres et de spécialistes supérieurs et moyens des diverses branches, pour satisfaire tous les besoins de l'économie, de la culture, de l'administration; à assurer la qualification culturelle et technique de la masse des ouvriers, des cultivateurs, des employés; à promouvoir une profonde révolution technique et scientifique.

Sous le second aspect, le Parti a créé un système éducatif, une science, une culture progressistes, révolutionnaires, à contenu prolétarien, marxiste-léniniste; il a formé des cadres, des spécialistes, des ouvriers et des coopérateurs dotés d'instruction, des gens de l'art et de la culture qui sont des combattants et des serviteurs fidèles du peuple, de la révolution, du communisme.

Dans la culture socialiste albanaise s'imbriquent harmonieusement l'élément national et l'élément international, la tradition progressiste et le nouveau révolutionnaire, l'idéologie prolétarienne restant toujours l'idéologie dominante.

12. — Dans l'élaboration de sa ligne politique et dans toute son activité, le Parti du Travail d'Albanie s'est guidé sur le principe marxiste-léniniste selon lequel la lutte de classes est une loi objective et la principale force motrice de la société jusqu'à la disparition complète des classes, jusqu'au communisme.

L'application conséquente de ce principe a permis au Parti de suivre, à chaque étape de la révolution, une juste ligne sur la lutte de classes, en tant qu'élément organique de sa ligne générale et condition indispensable du développement ininterrompu de la révolution, de la victoire du socialisme sur le capitalisme, pour défendre cette victoire et pour l'enrichir toujours plus.

La lutte du peuple pour la libération du pays du joug des impérialistes fascistes italiens et allemands, pour la conquête de l'indépendance nationale, pour la défense de cette indépendance contre toute visée expansionniste et rapace impérialiste; la lutte pour la liquidation de la domination politique latifondiaire-bourgeoise, pour l'instauration, la sauvegarde et le renforcement de la dictature du prolétariat ; la lutte pour la liquidation de la base économique du féodalisme et du capitalisme, et pour la construction, le renforcement et le développement de la base économique du socialisme; la lutte pour réduire à néant toute résistance et activité hostile des classes exploiteuses et pour la suppression même de ces classes; la lutte contre leurs résidus; la lutte contre les nouveaux éléments capitalistes; la lutte contre les traîtres au Parti, au socialisme et au peuple; la lutte contre les anciennes conceptions et coutumes de contenu réactionnaire, patriarcal, féodal, bourgeois; la lutte contre la psychologie petite-bourgeoise de la propriété, du travail, du mode de vie; la lutte contre l'agression idéologique extérieure et contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste dans son ensemble; la lutte contre la politique et l'activité agressives, oppresseuses et exploiteuses des impérialistes et des social-impérialistes; la lutte contre le révisionnisme moderne et la réaction internationale — ce sont là autant de formes de la lutte de classe.

Pour suivre une ligne juste dans la lutte de classe il est très important de déterminer les principaux ennemis de classe à telle ou telle période de la révolution.

Le principal ennemi de classe dans la période de la Lutte antifasciste de libération nationale était représenté par les

fascistes italiens et allemands ; aussi est-ce contre eux que cette lutte dirigeait son fer de lance. Ayant adopté comme ligne l'union du peuple tout entier dans le Front de libération nationale sans distinction de classes ni de convictions politiques, le Parti fit de gros efforts pour empêcher que la contradiction entre les masses populaires, d'une part, et les gros propriétaires terriens et la grande bourgeoisie, de l'autre, ne se convertisse en contradiction essentielle et antagoniste. Or les gros propriétaires terriens, la bourgeoisie réactionnaire et leurs organisations politiques, le «Balli kombëtar», et le «Legaliteti», regardaient, quant à eux, le Parti communiste et le Front de libération nationale comme leur principal ennemi. Ils engagèrent une lutte armée contre le Parti et le Front et s'efforcèrent de les détruire en s'unissant en un seul front avec les occupants. Dans ces circonstances, le Parti et le Front furent contraints de combattre et d'anéantir les organisations et les forces armées de la réaction intérieure, en recourant à la violence révolutionnaire. Ainsi, la lutte contre les occupants s'imbriqua avec la lutte contre les principales classes exploiteuses du pays, instruments des asservisseurs fascistes italiens et nazis allemands. De ce fait, la Lutte de libération nationale devait non seulement conduire à la libération de la Patrie des envahisseurs étrangers, mais encore renverser et dépouiller du pouvoir politique les principales classes exploiteuses du pays.

Pendant la période de l'édification socialiste, les principaux ennemis de classe furent: **à l'intérieur**, les classes exploiteuses renversées et, après leur disparition, les débris de ces classes et les traîtres; **à l'extérieur**, l'impérialisme avec à sa tête l'impérialisme américain, puis les social-impérialistes soviétiques et chinois.

Le PTA a combattu avec une particulière rigueur le révisionnisme moderne, produit et officine de l'impérialisme. La lutte de principes implacable qu'il a menée dès le début contre les révisionnistes yougoslaves l'a pourvu d'une grande expérience et d'une sagacité révolutionnaire, qui lui ont permis de mieux connaître et de combattre plus résolument les révisionnistes khrouchtchéviens, les révisionnistes chinois, ainsi que les autres courants du révisionnisme. Le révisionnisme moderne international constitue un farouche ennemi du prolétariat et des peuples, du mouvement communiste et de libération dans le monde. Le PTA considère la lutte contre le révision-

nisme dans le domaine politique et idéologique comme une condition indispensable de la lutte victorieuse contre l'impérialisme et le social-impérialisme, de la victoire définitive de la révolution socialiste en Albanie et à l'échelle mondiale,

En livrant et en dirigeant correctement la lutte de classe, à toutes les étapes de la révolution, contre les ennemis intérieurs et extérieurs du peuple et du socialisme, le PTA s'est en même temps solidement trempé dans cette lutte, il a acquis un esprit élevé de vigilance en tant que parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

13. — Le PTA a toujours lutté et œuvré en tant que détachement du mouvement ouvrier et communiste international.

Tout en assurant la victoire de la révolution et l'heureuse édification du socialisme dans son propre pays, le PTA a en même temps rempli son devoir internationaliste fondamental envers le prolétariat et la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la lutte pour la libération nationale et sociale et pour l'édification socialiste du pays, le PTA ne s'est jamais dissocié du mouvement révolutionnaire mondial. Au contraire, il a toujours ressenti le besoin du puissant soutien de ce mouvement, il a apprécié à sa juste valeur l'importance de cet appui et il a en toute occasion compté sur l'aide des autres partis marxistes-léninistes, du mouvement de libération des peuples, en particulier sur l'aide des pays socialistes, tant dans la lutte pour la libération nationale que dans la construction du socialisme.

Le PTA a éduqué les communistes et tout le peuple albanais dans un profond esprit d'internationalisme prolétarien.

La grande Révolution socialiste d'Octobre a toujours été très chère au Parti du Travail et aux travailleurs d'Albanie.

Les enseignements de la Révolution d'Octobre, l'expérience de la IIIe Internationale en général et celle du Parti bolchevik en particulier, ont servi au Parti du Travail d'Albanie et aux travailleurs albanais de guide dans leur voie révolutionnaire, ils les ont inspirés dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et le socialisme.

Le PTA a insufflé dans le cœur des communistes et du peuple tout entier un pur et ardent amour pour les prolétaires, les peuples et les forces révolutionnaires du monde entier.

Le Parti et le peuple albanais ont témoigné un attachement et une fidélité sans bornes au premier Etat socialiste, issu de

la Révolution d'Octobre et créé par Lénine et Staline. Cet attachement et cette fidélité reposent toujours sur les principes du marxisme-léninisme. Lorsque les révisionnistes khrouchtchéviens accédèrent à la direction du Parti communiste et de l'Etat soviétiques, le PTA leur livra une lutte de principe intransigeante en prenant la défense de la glorieuse voie du Parti bolchévik et des peuples soviétiques, la défense de Staline et des enseignements de la Révolution d'Octobre foulés aux pieds par les révisionnistes, en considérant cette défense comme un devoir internationaliste qui lui incombait.

Dans le cadre de la lutte pour la défense du marxisme-léninisme et du socialisme à l'échelle internationale, le PTA a défendu le PC chinois et la RP de Chine aux moments les plus difficiles qu'ils ont traversés, sans craindre de s'attirer les foudres des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques, du révisionnisme moderne. Mais quand la trahison des dirigeants chinois, le caractère bourgeois-révisionniste de leur idéologie et de leur politique, leur dessein de faire de la Chine une puissance social-impérialiste apparurent au grand jour, le PTA n'hésita pas à déclarer une guerre implacable au révisionnisme et au social-impérialisme chinois, avec la même détermination qu'il l'avait fait au révisionnisme et au social-impérialisme soviétiques.

Dans ses rapports avec les partis marxistes-léninistes et avec les Etats socialistes, le PTA a toujours pratiqué une politique tendant à établir et à renforcer des liens fraternels de coopération sincère et d'entraide sur la base du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme.

Le PTA a toujours exprimé sa solidarité avec les forces révolutionnaires dans le monde, il a toujours soutenu sans réserve la lutte du prolétariat international contre l'oppression et l'exploitation capitalistes ainsi que la lutte de libération des peuples contre l'impérialisme et la réaction, en considérant leur lutte et leurs victoires comme sa propre lutte et ses propres victoires.

Par sa lutte de principes, résolue et conséquente contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, le PTA a défendu le marxisme-léninisme comme la seule théorie scientifique de la révolution et de la construction de la société socialiste et communiste; il a défendu le camp socialiste et le mouvement communiste international contre les visées et les tentatives des

impérialistes et des révisionnistes pour les diviser et les anéantir. A la suite de la division et de la dégénérescence bourgeoise que les révisionnistes modernes causèrent dans les pays socialistes et dans les partis communistes et ouvriers, le PTA a tenu haut levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien en luttant pour le renouveau du mouvement communiste international sur des bases révolutionnaires marxistes-léninistes sans révisionnistes ni traîtres et dans une lutte à outrance contre eux. Il a salué la naissance des nouveaux partis marxistes-léninistes dans le flot de la lutte contre les révisionnistes, il s'est montré prêt à collaborer avec ces partis, sur la base du marxisme-léninisme et de l'indépendance de chacun d'eux, pour atteindre cet objectif.

Dans le même temps, le PTA a poursuivi une politique de coopération entre le jeune Etat albanais et les Etats non socialistes, indépendamment de leur système politique et social.

Dans les rapports de l'Etat socialiste albanais avec tous les Etats, socialistes et non socialistes, le Parti du Travail d'Albanie a appliqué le principe révolutionnaire du respect de la souveraineté nationale, et il n'a jamais toléré aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures politiques, économiques et militaires de l'Etat albanais.

14. — L'application de la juste ligne politique du Parti est assurée par la poursuite d'une juste ligne organisationnelle, édifiée sur les principes et les normes marxistes-léninistes de la vie intérieure du parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

L'application révolutionnaire des principes et des normes d'organisation marxistes-léninistes est la principale caractéristique de la vie intérieure du PTA.

Dans l'application révolutionnaire du centralisme démocratique, principe fondamental de la structure organisationnelle du parti marxiste-léniniste, le PTA a toujours considéré les deux aspects (centralisme et démocratie) de ce principe comme se complétant et ne s'excluant pas l'un l'autre. L'imbrication organique du centralisme et de la démocratie dans la vie intérieure du Parti l'a protégé tant contre le bureaucratisme que contre le libéralisme, contre sa conversion en un parti bourgeois-révisionniste.

La direction collégiale et la discipline de fer sont deux des éléments principaux qui assurent l'application du centralisme démocratique.

L'application révolutionnaire du principe de direction collégiale a fait en sorte que les décisions des organes dirigeants et des organisations du Parti émanent de la pensée collective, qui est toujours la plus profonde, la plus mûre, la plus juste; que la direction collective, qui est la plus sûre, ne s'affaiblisse pas; que la direction ne soit pas monopolisée par des individus particuliers, par les fonctionnaires des appareils, ce qui risquerait de faire perdre au Parti son caractère prolétarien.

L'application révolutionnaire de la discipline du Parti a fait en sorte qu'aucun membre, quelles que soient ses fonctions dans le Parti, au pouvoir ou dans l'économie, etc., n'en soit exempt; que chacun rende compte, devant l'organisation de base ou devant l'organe dirigeant, de son travail et de sa conduite, de l'application scrupuleuse des exigences des statuts du Parti et de ses tâches; qu'il ait profondément conscience de sa responsabilité de membre du Parti et de cadre communiste; que tout membre du Parti soit toujours un exemple de combattant d'avant-garde.

L'application révolutionnaire des principes et des normes marxistes-léninistes pour l'admission de nouveaux membres a été d'une importance décisive. La disposition des statuts déclarant que peut être membre du PTA tout travailleur qui souscrit au programme et aux statuts du Parti et qui œuvre activement à les traduire dans les faits, qui fait partie d'une organisation du Parti et qui y travaille, qui applique toutes les décisions du Parti et paie régulièrement sa cotisation, de même que l'orientation du CC recommandant de donner la priorité aux ouvriers dans les nouvelles adhésions au Parti afin d'y amener le plus possible de travailleurs de la production industrielle et agricole, n'ont jamais été appliquées mécaniquement et de façon purement formelle. Compte tenu de cette exigence et de cette directive, les nouvelles admissions ont toujours eu pour critère fondamental la pureté morale du communiste, sa qualité de combattant des plus résolus de la cause du peuple, de la révolution, du communisme, prolétaire par la pensée et par l'action. L'application de ce critère a permis d'assurer l'afflux dans le Parti des éléments les meilleurs, des révolutionnaires décidés et des plus progressistes. Quiconque est admis au PTA est pleinement conscient que son affiliation ne lui assure pas des droits et des privilèges dont ne jouissent pas les autres travailleurs, qu'elle ne lui crée pas des conditions plus favorables pour faire carrière, mais qu'elle

accroît beaucoup ses devoirs, qu'elle exige de lui plus de travail et de sacrifices.

Le PTA a toujours considéré que c'est en donnant l'exemple comme un militant d'avant-garde, qui conforme ses actes à ses paroles, qui ne fléchit pas devant les obstacles et les difficultés, qui se tient toujours à la pointe de la lutte et du travail, qui est toujours juste et honnête, fidèle aux principes, progressiste, courageux, qu'un communiste parvient surtout à convaincre les masses de la justesse de sa ligne, et à nouer d'étroits liens avec elles.

S'il a été nécessaire au Parti de s'enrichir de sang nouveau et pur pour rester toujours un parti prolétarien de l'action révolutionnaire, il lui a été tout aussi indispensable de se purifier de tous ceux qui dans la montée de la révolution perdent les qualités de combattant d'avant-garde. Le Parti n'a jamais toléré l'indulgence opportuniste, le laisser-aller et le sentimentalisme dans l'application de cette loi, comme Lénine a qualifié une pareille épuration du parti de la classe ouvrière. Pas davantage, il n'a permis la précipitation et le sectarisme. Dans sa marche en avant il a toujours mesuré ses pas.

15. — L'un des traits les plus distinctifs du PTA a été son unité monolithique idéologique, politique et organisationnelle.

Cette unité, il l'a forgée et sauvegardée dans une lutte intransigeante contre l'opportunisme et le sectarisme, contre les tendances fractionnelles, contre tous ses ennemis intérieurs.

Après l'anéantissement du courant trotskiste liquidateur dans les premiers mois de son existence, les points de vue et les agissements des groupes et des éléments hostiles au Parti n'ont jamais réussi à se transformer en courants idéologiques antimarxistes en son sein. Cela est dû à ce que ces points de vue et agissements ont été dévoilés et combattus à temps à partir de positions révolutionnaires et aussi à la fidélité des communistes envers le marxisme-léninisme et la ligne du Parti.

Soucieux de préserver l'unité et la justesse de sa ligne générale, le PTA a, durant toute son existence, mené le combat sur deux fronts, contre l'opportunisme de droite et contre le sectarisme et le dogmatisme.

Jusqu'au printemps 1943, le principal péril qui menaçait le PTA était représenté par le sectarisme. Ce danger avait pour racines l'esprit sectaire prononcé qui caractérisait l'activité

des groupes communistes et qui, à la suite de leur union, avait pénétré dans les rangs du Parti, ainsi que la difficulté pour les anciens membres des groupes de comprendre la ligne générale du Parti concernant la Lutte antifasciste de libération nationale.

A partir du printemps 1943 jusqu'à la fin de la Lutte de libération nationale, de même que durant toute la période qui a suivi la Libération, le principal danger pour le PTA a été constitué par l'opportunisme de droite.

Au cours de la Lutte de libération nationale, l'opportunisme de droite avait pour racines la pression exercée sur le Parti par la bourgeoisie réactionnaire en dehors du Front et par la moyenne bourgeoisie à l'intérieur du Front, et d'autre part la pression de la réaction impérialiste anglo-américaine qui visait à faire obstacle à la victoire des forces révolutionnaires guidées par le Parti.

Après la Libération, l'opportunisme a eu pour racines la pression exercée sur le Parti par les débris des classes renversées et les koulaks en dehors du Front; la pression de la petite bourgeoisie, et en premier lieu de la masse de la paysannerie à l'intérieur du Front à propos de certaines questions de la politique économique du Parti dans les campagnes; la pression impérialiste tendant à renverser le pouvoir populaire; la pression de l'idéologie bourgeoise et révisionniste du dehors; la pression des anciennes coutumes et idéologies réactionnaires, des préjugés religieux dans le pays.

Une autre menace venant de l'opportunisme tout au long de l'existence du Parti a résidé dans l'origine petite-bourgeoise de beaucoup de ses membres et dans l'insuffisante préparation idéologique d'un grand nombre d'entre eux.

Après la Libération, bien que le sectarisme et le dogmatisme n'aient pas constitué un grand danger pour la ligne du Parti, on en a constaté des manifestations dans l'activité des communistes touchant divers problèmes de caractère économique, politique et idéologique.

Les manifestations de sectarisme ont surtout eu pour origine l'étroitesse des points de vue et la présomption d'un certain nombre de communistes d'origine petite-bourgeoise, paysanne et artisanale.

Les manifestations de dogmatisme ont eu leur source dans l'emprunt de l'expérience d'autres pays sans l'adapter aux conditions intérieures et sans la considérer d'un œil critique,

ainsi que dans l'insuffisante préparation théorique et dans le bas niveau d'instruction d'un bon nombre de communistes.

La lutte qu'a menée le Parti du Travail d'Albanie contre l'opportunisme, le sectarisme, le dogmatisme, contre toutes les manifestations étrangères au marxisme-léninisme, contre les groupes et les éléments antiparti, n'a jamais cessé d'être une lutte foncièrement de principes, pénétrée de l'esprit de parti marxiste-léniniste. Dans cette lutte, le Parti s'est montré compréhensif et pondéré envers les communistes qui ont reconnu leurs erreurs. Dans le même temps, il a été sévère et impitoyable à l'encontre des ennemis du marxisme-léninisme, des déserteurs et des scissionnistes.

Le PTA a toujours considéré la lutte contre l'opportunisme, le sectarisme et contre toutes les manifestations étrangères en son sein, comme un aspect, une répercussion de la lutte de classes qui se déroule dans le pays. Le Parti considère la lutte de principes intransigeante à mener contre l'opportunisme et le sectarisme, et surtout contre l'esprit de fraction à l'intérieur de ses rangs, comme une condition indispensable de la sauvegarde de son caractère prolétarien et de l'heureuse construction intégrale de la société socialiste et communiste. Cette lutte se poursuivra tant que vivra le Parti, car pour toute la période de passage du socialisme au communisme et tant que le capitalisme ne sera pas détruit à l'échelle mondiale, la tendance au révisionnisme et le danger de son apparition subsistent objectivement.

16. — Le Parti du Travail d'Albanie, depuis sa fondation, s'est toujours montré extrêmement soucieux de l'unité de sa propre direction sur des bases marxistes-léninistes.

Le PTA a jugé cette unité comme la condition première et indispensable pour assurer l'unité idéologique et organisationnelle du Parti tout entier, pour élaborer et mettre en œuvre une juste ligne révolutionnaire.

Dans leurs efforts en vue d'anéantir le PTA ou de le transformer en un parti bourgeois révisionniste, les ennemis de classe ont toujours entamé leur travail de sape par des tentatives de créer des courants contraires et de semer la scission dans sa direction. Mais finalement leurs efforts ont toujours échoué du fait de la lutte que le Parti a menée contre le fractionnisme et la conciliation de points de vue opposés, contre l'opportunisme et le sectarisme. Chaque fois que des dirigeants

ont enfreint les normes et les principes du Parti, celui-ci les a aidés patiemment à se corriger et à revenir sur le droit chemin. Mais toutes les fois qu'il s'est avéré que tel ou tel dirigeant avait plié devant les difficultés ou sous la pression des ennemis de classe, qu'il s'était écarté du marxisme-léninisme, ou, encore pire, qu'il était devenu un agent de la bourgeoisie et des révisionnistes, alors le Parti l'a exclu sans hésiter de la direction, sans tenir compte de ses mérites antérieurs.

Ce qui est essentiel, c'est que la lutte contre les éléments et les groupes antiparti au sein du CC et du Parti a toujours été une lutte de principes ; il n'a jamais été permis qu'elle dégénère en lutte entre individus pour le pouvoir, comme il en va dans les partis révisionnistes, Cette lutte n'a pas été menée seulement par le Comité central et le Parti, mais par le peuple tout entier, qui a toujours fait entendre sa voix et qui a aidé le Parti à démasquer et à réduire à néant les vues et l'activité antimarxistes de tel ou tel traître ou groupe d'ennemis.

Le rôle des dirigeants du Parti et de l'Etat pour l'obtention des victoires dans la révolution populaire et dans l'édification socialiste a été considérable. Ces dirigeants sont issus du sein du peuple, ils ont été préparés et trempés comme dirigeants politiques et organisateurs des masses dans la lutte révolutionnaire. Par leur sagesse, leur esprit d'abnégation et leur fidélité conséquente à l'égard de la cause du peuple et du communisme, avec l'aide et le soutien du Parti et des masses populaires, ils se sont acquis une haute autorité, une grande expérience politique de direction, l'affection et le respect du peuple.

Le camarade Enver Hoxha occupe une place éminente. Il est le fondateur du PTA et il l'a guidé, depuis sa création, à toutes les étapes historiques de la révolution. C'est à lui que le Parti doit l'apport le plus important à l'élaboration de sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste. Par sa sagesse, sa détermination, sa clairvoyance et son courage révolutionnaire le camarade Enver Hoxha a assuré l'application conséquente révolutionnaire de la ligne et des normes marxistes-léninistes du Parti, il ne l'a jamais laissé s'engager dans une impasse et l'a tiré victorieusement de toutes les situations difficiles et complexes. Le camarade Enver Hoxha a fait, dans ses œuvres, la synthèse théorique marxiste-léniniste de l'expérience révo-

lutionnaire du PTA, apportant ainsi une précieuse contribution à l'enrichissement du marxisme-léninisme.

Enver Hoxha est l'éducateur et le dirigeant le plus cher du peuple albanais tout entier, uni en une unité d'acier autour du Parti et de son Comité central.

*
* *

L'histoire du Parti du Travail d'Albanie est l'illustration de la liaison de la théorie marxiste-léniniste avec la pratique de la lutte révolutionnaire du Parti de la classe ouvrière et des masses travailleuses albanaises, ainsi que de l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste par cette pratique. Elle atteste la gigantesque force inspiratrice, motrice et transformatrice que possède le marxisme-léninisme lorsqu'il est appliqué fidèlement et de façon créatrice par un parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Elle démontre qu'une juste application du marxisme-léninisme dans les conditions propres à chaque pays conduit à coup sûr à la victoire.

La grande expérience, la trempe et la maturité que s'est acquises le PTA au long de sa voie glorieuse l'aideront à appliquer, à l'avenir également, une juste ligne révolutionnaire marxiste-léniniste et à conduire le peuple albanais à la victoire définitive du socialisme et du communisme.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 5

CHAPITRE PREMIER

LA LUTTE POUR LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS (1929-1941)

1. — DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER. CROISSANCE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE ET ANTI-IMPERIALISTE DANS LE PREMIER QUART DU XX[e] SIECLE 11

L'Albanie, pays agraire semi-féodal, 12. — L'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Albanie, 14. — La Révolution de Juin 1924, 16.

2. — NAISSANCE DU MOUVEMENT COMMUNISTE 19

La lamentable situation économique et sociale sous le régime zoguiste, 19. — Formation du groupe communiste de Korçë, 22. — Le mouvement communiste albanais et le Komintern, 25. — Les premières organisations ouvrières dirigées par les communistes, 27. — Participation des communistes au mouvement démocratique antizoguiste, 28.

3. — L'EXTENSION DU MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA LUTTE CONTRE LA MENACE FASCISTE DANS LES ANNEES 1935-1939 .. ..

Le VIIe Congrès de l'internationale communiste, 32. — Les communistes à la tête du mouvement révolutionnaire grandissant, 33. — La presse dirigée par les communistes, 36. — Extension des organisations communistes. Le groupe communiste de Shkodër, 37. — La ligne nouvelle du mouvement communiste albanais, 40. — Les efforts pour l'application de la ligne nouvelle en Albanie, 42. — Aggravation des désaccords entre le groupe de Korçë et de Shkodër, 45. — La lutte contre l'agression fasciste, 48.

4. — LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE, NECESSITE HISTORIQUE DANS LES CONDITIONS DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION NATIONALE 50

Etablissement du régime fasciste d'occupation, 51. — Débuts du mouvement de libération nationale. Problème essentiel: l'union des communistes, 54. — Enver Hoxha, 57. — Nouvelles difficultés sur la voie de l'union. Le Groupe des «Jeunes», 58. — L'attitude des communistes et du peuple albanais à l'égard de l'agression fasciste contre les peuples voisins, 60. — L'union des communistes dans la lutte contre le fascisme, 62.

5. — FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE 68

Bases idéologiques et organisationnelles du Parti, 69. — La ligne politique pour la Lutte de libération nationale, 73.

CHAPITRE II

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR ET GUIDE DE LA LUTTE POUR LA LIBERATION DU PAYS ET L'INSTAURATION DU POUVOIR POPULAIRE (1941-1944)

1. — ORGANISATION DU PARTI. EFFORTS FAITS EN VUE D'UNIR ET DE MOBILISER LES MASSES DANS LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE 79

Premières mesures d'organisation, 80. — La première des tâches: établir des liens avec les masses, 82. — La Conférence consultative des cadres du PCA, 88.

2. — ECRASEMENT DU COURANT FRACTIONNISTE LIQUIDATEUR ET INSTAURATION DE L'UNITE DANS LE PARTI 90

La Conférence extraordinaire du Parti, 92.

3. — CREATION DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE. NAISSANCE DU POUVOIR POPULAIRE ET EXTENSION DE LA LUTTE ARMEE 95

Le «Zëri i popullit», 96. — La Conférence de Pezë, 97. — Les conseils de libération nationale, 99. — Les guérillas de partisans, 101. — L'attitude du Parti communiste d'Albanie à l'égard du «Balli kombëtar», 104.

4. — LA I[ere] CONFERENCE NATIONALE DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE. L'ORIENTATION DONNEE POUR L'INSURRECTION GENERALE ARMEE................. 108

Approfondissement de la crise politique dans les rangs de l'ennemi, 109. — A l'ordre du jour, l'organisation de l'insurrection générale, 112. — Renforcement ultérieur de l'unité du Parti, 118.

5. — ORGANISATION DE L'ARMEE DE LIBERATION NATIONALE ET DE L'INSURRECTION GENERALE POPULAIRE 121

Ecrasement de la fraction créée dans la région de Vlorë, 122. — Création de l'état-major général, 124. — L'ALNA, armée populaire révolutionnaire, 126. — Dénonciation du faux patriotisme du «Balli kombëtar», 129. — Dénonciation de l'accord de Mukje, 131. — Les conseils de libération nationale, seul pouvoir du peuple, 134.

6. — EFFORTS FAITS POUR INTENSIFIER LA LUTTE CONTRE LES ALLEMANDS, NOUVEAUX ENVAHISSEURS. ET POUR ECRASER LA REACTION 136

La nouvelle situation au lendemain de la capitulation de l'Italie et de l'occupation du pays par les nazis allemands, 137. — L'écrasement de la réaction intérieure, condition de la victoire dans la lutte contre l'occupant, 140. — Aucune ingérence étrangère dans les affaires de la Lutte de libération nationale, 143. — Le renforcement du pouvoir et de l'Armée de libération nationale, tâche prioritaire, 145.

7. — LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, ORGANISATEUR DE LA LUTTE HEROÏQUE DU PEUPLE ALBANAIS POUR L'ANEANTISSEMENT DES PLANS DE L'ENNEMI DURANT L'HIVER 1943-1944 148

Echec de l'offensive générale d'hiver de l'ennemi, 148. — Eclatante démonstration de la justesse de la ligne politique du PCA, 154.

8. — FONDATION DU NOUVEL ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE 159

Efforts faits pour déjouer les nouvelles manœuvres de l'ennemi, 159. — Le Congrès de Përmet. Création de l'Etat de démocratie populaire, 161.

9. — LIBERATION COMPLETE DE L'ALBANIE. TRIOMPHE DE LA REVOLUTION POPULAIRE 167

Echec de l'offensive ennemie de juin 1944, 167. — Offensive générale de l'ALNA, anéantissement des plans de la réaction intérieure et extérieure, 169. — Consolidation des fondations de la démocratie populaire, 172. — Intervention brutale de la direction du Parti communiste de Yougoslavie dans les affaires intérieures du Parti communiste d'Albanie, 174.

10. — LE BILAN DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE ET LES RAISONS DE LA VICTOIRE 182

CHAPITRE III

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE EN LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS ET LE DEVELOPPEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE (Décembre 1944-1948)

1. — DEFENSE ET RENFORCEMENT DU POUVOIR POPULAIRE 191

Modification radicale du rapport des forces dans le monde à l'avantage du socialisme, 191. — Difficultés dans la situation intérieure, 194. — La sauvegarde et la consolidation du pouvoir populaire, problème central, 196. — Le Front démocratique d'Albanie, 198. — La politique étrangère, 201.

2. — MOBILISATION DES MASSES POUR LA RECONSTRUCTION DU PAYS, PREMIERES TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES 203

L'appui sur les forces intérieures, 203. — Création du secteur socialiste de l'économie, 205. — Pour l'abolition des anciens rapports agraires, 208.

3. — CONSOLIDATION DE L'ETAT DE DEMOCRATIE POPULAIRE EN TANT QUE FORME DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT 210

Résolution du peuple d'aller de l'avant sur la voie du Parti, 210. — Proclamation de la République populaire d'Albanie, 213.

4. — ORIENTATIONS DONNEES PAR LE PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION ET L'EDIFICATION DES BASES DU SOCIALISME. ELIMINATION DES MANIFESTATIONS D'OPPORTUNISME 215

Le 5e plenum du CC du PCA, 216. — Approfondissement des transformations économiques, sociales et culturelles, 219. — Les thèses pour la révision du plenum de Berat, 224. — Efforts faits en vue de normaliser la vie intérieure du Parti, 226. — Aggravation de la lutte de classes, 228. — Modification de la structure économique et sociale

et premiers résultats dans le développement socialiste de l'économie, 232.

5. — ECRASEMENT DE L'INTERVENTION HOSTILE DES REVISIONNISTES YOUGOSLAVES. DENONCIATION DE L'ACTIVITE ANTIPARTI DU GROUPE DE KOÇI XOXE 238

Résistance du Parti communiste d'Albanie à l'ingérence yougoslave, 239. — Dévoilement des plans antimarxistes et anti-albanais de la direction yougoslave, 245. — Le 11e plenum du Comité central du PCA. Ecrasement de l'ingérence yougoslave et de l'activité hostile de Koçi Xoxe, 249.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DU PARTI POUR LA TRANSFORMATION DE L'ALBANIE DE PAYS AGRAIRE ARRIERE EN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL (1948-1955)

1. — LE Ier CONGRES DU PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE, TOURNANT HISTORIQUE DANS LA VIE DU PARTI ET DU PAYS 254

Dénonciation et condamnation des révisionnistes yougoslaves, 254. — Orientations fondamentales pour l'édification des bases du socialisme, 256. — Renforcement et démocratisation ultérieurs du pouvoir populaire, 259. — Les statuts du PTA, 261.

2. — RENFORCEMENT DES LIENS UNISSANT LA CLASSE OUVRIERE ET LA PAYSANNERIE DANS LA LUTTE CONTRE LES DIFFICULTES 264

La politique du Parti en matière de stockage et d'approvisionnement, 265. — La lutte contre les difficultés pour l'application du nouveau système de stockage et d'approvisionnement, 268. — Anéantissement des plans des ennemis extérieurs et intérieurs, 272.

3. — LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE ET LE RAFFERMISSEMENT DE L'UNITE IDEOLOGIQUE ET ORGANISATIONNELLE DU PARTI ET POUR LA REALISATION DU PLAN BIENNAL 275

Elimination des déformations et des violations de la ligne du Parti, 276. — La IIe Conférence nationale du Parti, 277. — Réalisation du plan biennal 1949-1950. Renforcement de la situation intérieure, 280. — La lutte contre les manifestations de conciliation avec l'ennemi de classe, 282. — Efforts pour remédier au retard de l'agriculture, 285.

4. — LE IIe CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. LES TACHES A REMPLIR POUR FAIRE DE L'ALBANIE UN PAYS AGRAIRE-INDUSTRIEL 286

Les directives du premier plan quinquennal, 287. — Amélioration de la méthode de direction politique du Parti, 290. — La pioche dans une main, le fusil dans l'autre, 291.

5. — L'ACTION DU PARTI EN VUE DE REDUIRE L'ECART ENTRE LES NIVEAUX DE DEVELOPPEMENT RESPECTIFS DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE ET D'AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION 293

Causes de la disproportion entre le développement respectif de l'industrie et de l'agriculture, 293. — Mesures prises en faveur de l'agriculture et pour le mieux-être des travailleurs, 295.

6. — RENFORCEMENT DU TRAVAIL IDEOLOGIQUE ET ECRASEMENT DES TENTATIVES DE REVISION DE LA LIGNE MARXISTE-LENINISTE DU PARTI 299

Elévation du niveau de l'éducation idéologique, politique et culturelle, 299. — Vigilance du Parti pour prévenir la pénétration du révisionnisme, 302. — Réalisation du premier plan quinquennal, 309.

CHAPITRE V

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR ACHEVER LA CONSTRUCTION DE LA BASE ECONOMIQUE DU SOCIALISME (1956-1960)

1. — LE IIIe CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE. ORIENTATION DONNEE EN VUE D'ACCELERER LA COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE 311

L'orientation révisionniste du XXe Congrès du PCUS, 311. — Echec des tentatives de réviser la ligne du Parti du Travail d'Albanie, 315. — Détermination du Parti à poursuivre la ligne marxiste-léniniste, 318. — Directives du 2e plan quinquennal, 320.

2. — LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE CONTRE LE REVISIONNISME MODERNE, PRINCIPAL DANGER DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 322

Recrudescence du révisionnisme dans le mouvement communiste international, 323. — L'attitude révolutionnaire internationaliste du PTA, 325.

3. — LA LUTTE DU PARTI POUR L'ETABLISSEMENT DES RAPPORTS SOCIALISTES DANS LES CAMPAGNES ET LA REALISATION DU DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL 333

Le travail accompli pour la collectivisation massive de l'agriculture, 333. — Accomplissement avant terme du 2e plan quinquennal, 339.

4. — CRITIQUE DES VUES REVISIONNISTES ET DES MENEES SCISSIONNISTES DE LA DIRECTION SOVIETIQUE 343

Propagation ultérieure du révisionnisme international, 343. — Lutte à outrance pour dénoncer et écraser le révisionnisme moderne, 345. — L'attitude de principe marxiste-léniniste du Parti du Travail d'Albanie à la rencontre de Bucarest, 347. — Résistance résolue du Parti

du Travail d'Albanie aux attaques de la direction soviétique, 349. — La critique du PTA contre les révisionnistes khrouchtchéviens à la Conférence des 81 partis à Moscou, 352.

CHAPITRE VI

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE EN LUTTE POUR L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE DANS LES CONDITIONS DU BLOCUS IMPERIALISTE ET REVISIONNISTE (1961-1965)

1. — LE IVe CONGRES DU PARTI. ORIENTATION DONNEE EN VUE DE L'EDIFICATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE INTEGRALE..... 361

Construction de la base économique du socialisme, 361. — Pour l'édification de la société socialiste intégrale, 363. — Les directives du 3e plan quinquennal, 367. — Sans combattre le révisionnisme on ne peut combattre avec succès l'impérialisme, on ne peut sauvegarder l'unité dans le mouvement communiste international, 368.

2. — LE PARTI EN LUTTE POUR LA REALISATION DES TACHES DU 3e PLAN QUINQUENNAL. LES VISEES HOSTILES DES REVISIONNISTES CONTRE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE SONT BRISEES 372

Renforcement du régime d'économies, 372. — Le PTA face à l'assaut farouche de la direction révisionniste soviétique, 373. — Le PTA en lutte ouverte contre la direction révisionniste soviétique, 376. — L'unité d'acier du peuple autour du Parti en lutte contre les révisionnistes khrouchtchéviens, 379.

3. — LES TACHES A REMPLIR EN VUE DU DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE 382

Efforts déployés en vue de l'intensification de l'agriculture, 383. — Vers une amélioration radicale de la situation économique, sociale et culturelle des campagnes, 384.

4. — RENFORCEMENT DU TRAVAIL ORGANISATIONNEL ET IDEOLOGIQUE DU PARTI POUR L'EDUCATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS. ACCOMPLISSEMENT DES TACHES ECONOMIQUES 387

Renforcement organisationnel du Parti, 388. — L'éducation communiste des travailleurs, tâche fondamentale du Parti, 391. — Réalisation du 3e plan quinquennal, 396.

5. — LA LUTTE DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE POUR DEMASQUER LA DEMAGOGIE ET LES MANŒUVRES DES REVISIONNISTES KHROUCHTCHEVIENS 398

La lutte pour abattre idéologiquement et politiquement le révisionnisme khrouchtchévien, devoir impérieux dicté par le moment historique, 399. — Aucune illusion sur les nouveaux dirigeants soviétiques. Lutte à outrance contre le révisionnisme khrouchtchévien, 407.

CHAPITRE VII

LA LUTTE DU PTA POUR SA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE ET CELLE DE TOUTE LA VIE DU PAYS (1966-1971)

1. — LE Ve CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR LA REVOLUTIONNARISATION CONTINUE DU PARTI ET DE LA VIE DU PAYS 414

Décisions de portée historique, 415. — Approfondissement de la révolution idéologique dans le cadre du développement de la révolution socialiste dans tous les domaines, 423. — La révolutionnarisation continue du Parti et les qualités communistes de ses membres, 431. — Les directives du 4e plan quinquennal, 434. — Intensifier la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, 437.

2. — LA REALISATION DES TACHES VISANT A LA REVOLUTIONNARISATION DU PARTI ET DU POUVOIR ET AU RENFORCEMENT DE L'UNITE PARTI-PEUPLE 441

L'application révolutionnaire des principes et des normes

du Parti en vue du renforcement de son caractère prolétarien, 441. — La révolutionnarisation continue du pouvoir, 447. — La trempe continue de l'unité entre le Parti et le peuple, 451.

3. — LES GRANDS MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES 455

Le mouvement pour établir partout la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, 456. — Le mouvement contre la religion, les préjugés religieux et les coutumes rétrogrades, 460. — Le mouvement pour l'émancipation complète de la femme, 464. — Le mouvement pour la révolutionnarisation de l'école, 469. — Pour la révolutionnarisation de la littérature et des arts, 474.

4. — LA REVOLUTIONNARISATION DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE 477

L'approfondissement de la révolution technique et scientifique, 477. — La révolutionnarisation continue de la gestion de l'économie, 479. — L'accomplissement du 4e plan quinquennal, 481.

5. — LE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE CONSEQUENT DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DU PARTI 483

Les attitudes révolutionnaires du PTA à l'égard des problèmes et des événements internationaux, 483. — La dénonciation du Pacte de Varsovie, 487. — La position révolutionnaire du PTA dans les rapports de l'Albanie avec les autres pays, 490.

CHAPITRE VIII

LA LUTTE DU PARTI POUR L'APPROFONDISSEMENT, A TRAVERS UNE APRE LUTTE DE CLASSE, DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES (1971-1976)

1. — LE VIe CONGRES DU PTA. LES TACHES A REMPLIR POUR L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE DANS TOUS LES DOMAINES 493

Renforcement et perfectionnement de la dictature du prolétariat sur la base du développement continu de la démocratie socialiste, 493. — Marcher résolument dans la voie du développement ininterrompu de la révolution idéologique et culturelle, 497. — L'accroissement plus poussé du rôle dirigeant du Parti, 500. — Les directives du 5e plan quinquennal, 504. — En alliance avec toutes les forces révolutionnaires et éprises de liberté du monde, poursuite jusqu'au bout de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, 507.

2. — LES MASSES EDIFIENT LE SOCIALISME, LE PARTI LEUR FAIT PRENDRE CONSCIENCE 514

Le maintien et l'amélioration de justes rapports entre le Parti, les cadres et les masses, 515. — La ligne de masse est appliquée correctement quand on combat à la fois et le sectarisme et le libéralisme, 519.

3. — L'APPROFONDISSEMENT DE LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LES MANIFESTATIONS ETRANGERES AU SOCIALISME ET LES ATTITUDES LIBERALES A LEUR EGARD 522

Le Parti barre la voie au libéralisme, 522. — Démantèlement du groupe hostile de Fadil Paçrami et Todi Lubonja, 525.

4. — RENFORCEMENT GENERAL DE LA DEFENSE DU PAYS 532

Démantèlement du groupe hostile de Beqir Balluku, Petrit Dume et Hito Çako, 532. — Exécution des directives relatives à la défense, 537.

5. — LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE 540

Démantèlement du groupe hostile d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela, 540. — La lutte pour surmonter les difficultés et les obstacles dans l'accomplissement des tâches économiques, 543. — Réalisation du 5e plan quinquennal, 546.

6. — ELEVATION DU ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE ET RENFORCEMENT DU PARTI 548

Extension et intensification du contrôle direct ouvrier et paysan, 548. — La trempe révolutionnaire des cadres à l'école de la classe ouvrière, 553. — Renforcement continu du Parti à travers la lutte de classe, 558.

CHAPITRE IX

LE PTA CONDUIT AVEC DETERMINATION LE PEUPLE DANS LA VOIE MARXISTE-LENINISTE DE L'EDIFICATION INTEGRALE DE LA SOCIETE SOCIALISTE (1976-1980)

1. — LE VII[e] CONGRES DU PARTI, SYNTHESE MARXISTE-LENINISTE DE LA PENSEE ET DE L'ACTION REVOLUTIONNAIRES 563

La Constitution de la RPSA, œuvre du Parti et du peuple, 563. — La direction indivisible du Parti, gage de l'édification intégrale de la société socialiste, 568. — La lutte de classes, principale force motrice de la révolution et de l'édification du socialisme, 571. — Maintenir les rythmes rapides du développement socialiste. Les directives du 6[e] plan quinquennal, 577. — L'attitude de principes adoptées par le PTA sur les problèmes de l'évolution mondiale, 580.

2. — DETERMINATION DU PARTI ET DU PEUPLE DE REALISER LES TACHES DE L'EDIFICATION SOCIALISTE EN TOUTE SITUATION. ANEANTISSEMENT DES VISEES DES REVISIONNISTES CHINOIS 587

Préparation générale pour la réalisation des tâches dans la situation nouvelle, 588. — Dénonciation de l'acte hostile que fut l'arrêt, par la direction chinoise, des crédits à l'Albanie socialiste, 591.

3. — LE RENFORCEMENT DE LA SITUATION INTERIEURE DU PAYS SUR TOUS LES FRONTS 594

La lutte pour la réalisation des tâches économiques, 594. — Le renforcement de la capacité de défense du pays, 599. — Perfectionnement du travail de direction et d'organisation scientifique. Intensification du travail de recherche, 602.

4. — POUR LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA CAUSE DE LA REVOLUTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE 608

Œuvres marxistes-léninistes de grande valeur théorique et pratique, 609. — Le PTA, soutien conséquent du mouvement révolutionnaire et du mouvement marxiste-léniniste dans le monde, 616.

CONCLUSIONS GENERALES ... 623

